

# LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

## DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°5 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

### La Chambre honore le travail du Médiateur

En fin de séance publique du 26 janvier 2012, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a remercié le Médiateur du travail qu'il a effectué au cours des huit années de son mandat. La fonction de Médiateur («Ombudsman»), rattachée à la Chambre, avait été créée par la loi du 22 août 2003. M. Marc Fischbach a été la 1<sup>re</sup> personne à occuper le mandat venu à terme le 31 janvier 2012.

Après une longue carrière politique comme député chrétien-social, député européen et ministre qu'il a poursuivie entre 1979 et 1998, M. Fischbach avait été nommé juge à la Cour de Justice des Droits de l'Homme à Strasbourg (de 1998 à 2003). À l'époque où il a posé sa candidature pour le mandat de Médiateur, la nécessité de l'existence d'une telle instance était loin de faire l'unanimité.

Le Président de la Chambre a honoré le courage et l'engagement de M. Marc Fischbach qui a mis son expérience et ses connaissances des rouages de la vie publique au profit des citoyens à la recherche d'un soutien. Le travail fourni par toute l'équipe de l'«Ombudsman» - composée de sept personnes - a contribué à faire accepter l'institution du Médiateur par les citoyennes et citoyens. Les critiques et suggestions faites par le Médiateur sont formulées dans un souci de voir s'améliorer les relations entre les citoyens et les administrations.

Dans le cadre de ses rapports annuels, le Médiateur a régulièrement rendu attentif aux déficits qu'il a pu



Le Médiateur sortant, M. Marc Fischbach, et ses collaborateurs.

constater dans le fonctionnement des institutions. Des entrevues ponctuelles ont eu lieu avec les membres de la Commission des Pétitions de la Chambre. M. Laurent Mosar a rappelé l'envergure du travail effectué au fil des huit années de mandat: 30.000 personnes se sont adressées au Médiateur depuis 2003; le Médiateur a formulé plus de 7.000 doléances aux instances publiques concernées.

80% des interventions du Médiateur ont connu une suite favorable dans l'intérêt des citoyens. 45 recommandations ont été formulées et portent sur le bon fonctionnement de l'administration et/ou comportent des propositions de modifications législatives ou réglementaires.

Au cours du mandat de M. Fischbach, les compétences du Médiateur

ont été étendues au contrôle externe des lieux privés de liberté. Depuis 2010, M. Marc Fischbach et une équipe de deux personnes ont effectué des visites dans des établissements tels que les prisons, les cellules dans les postes de police ou des établissements psychiatriques.

Le Président a souligné la bonne collaboration entre la Chambre et le Médiateur qui a contribué à revaloriser le travail du Parlement et à ancrer solidement la fonction de Médiateur dans la vie publique luxembourgeoise.

Le Président de la Commission des Pétitions, M. Camille Gira, a quant à lui rappelé que c'est sur la base des réflexions émises par le Médiateur que la Chambre a entamé une réforme des procédures concernant les pétitions.

14<sup>e</sup> séance jeudi 26 janvier 2012  
15<sup>e</sup> séance mardi 31 janvier 2012

### Nouveau visage au «Krautmaart»

Assistant d'hygiène sociale de formation, bourgmestre de la commune de Sanem et député socialiste depuis le 1<sup>er</sup> février 2012, M. Georges Engel a fait ses premiers pas en politique au début des années 1990.

Il entame son 1<sup>er</sup> mandat à la Chambre des Députés à l'âge de 43 ans pour prendre la relève de Mme Lydie Err, assermentée comme médiateure le 1<sup>er</sup> février passé.

Pour M. Georges Engel, l'engagement en politique était inévitable: «Les effets de la politique sont perceptibles dans tous les domaines de la vie. Des décisions politiques doivent toujours être prises: alors autant essayer de contribuer à les influencer», dit-il en souriant. Bourgmestre de la commune de Sanem dès 2005, il a été réélu à ce poste en 2011.

Au sein de la Chambre, M. Engel compte s'investir dans les dossiers des commissions parlementaires de la Santé, du Développement durable, de l'Économie, de la Famille et de la Culture. La médecine préventive - qui consiste à tout faire pour rester en bonne santé et à dépister à un stade déjà précoce d'éventuelles maladies - figure parmi les sujets qui le passionnent plus spécifiquement. Le nouveau député-maire est convaincu qu'une pratique sportive régulière, les loisirs et les activités culturelles contribuent au bien-être physique, psychique et social.



M. Georges Engel est assermenté comme député.

La crise économique figure parmi les sujets qui le préoccupent au plus haut degré même s'il doit reconnaître qu'il s'avère difficile d'y trouver des remèdes prompts et efficaces. Le soutien de l'activité économique et des entreprises pour encourager la création d'emplois et le maintien du pouvoir d'achat des ménages s'impose à son avis comme voie d'issue à la crise. «Mais avant tout, il faut que les gens aient une perspective. Tout sentiment de désespoir rend beaucoup plus difficiles et pénibles les efforts qui doivent être entrepris.»

### Visite au Kannerschlass



Les responsables de la Fondation Kannerschlass ont eu un échange de vues avec le Président de la Chambre des Députés et des membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances.

Dans le cadre du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Fondation Kannerschlass, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, accompagné de membres de la Commission de la

Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances, a visité le siège de l'institution à Soleuvre le 18 janvier 2012.

Les responsables de la Fondation ont expliqué le fonctionnement de l'École des Parents et présenté les différents domaines d'action des services ambulatoires et stationnaires de la Fondation: le projet d'action en milieu ouvert, un foyer pour enfants et adolescents et le centre thérapeutique qui englobe un certain nombre de services s'adressant à des enfants qui souffrent de troubles importants du comportement. Les députés ont pu visiter ce centre et ont reçu des explications sur la façon dont les thérapeutes et les éducateurs prennent en charge les enfants et leur famille.

Les mandataires publics ont eu un échange de vues avec les responsables de la Fondation, notamment concernant la violence à l'égard des enfants, l'Office national de l'enfance, les répercussions des nouveaux médias sur les enfants ainsi que la prévention.

### Retour sur les bancs du lycée

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a visité l'Athénée de Luxembourg, le lycée où il a lui-même fait ses études secondaires.

Devant un auditoire de plus de 80 élèves des classes de deuxième, M. Mosar a expliqué le rôle et le fonctionnement de la Chambre des Députés et des institutions au Luxembourg. Il a ensuite mis l'accent sur le rôle des parlements nationaux suite à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

Le Président de la Chambre s'est également prêté au jeu traditionnel

des questions-réponses avec les élèves. Le jeune auditoire, très intéressé, a interpellé le Président sur des sujets tels que la crise économique et financière, l'intégration des étrangers au Luxembourg, la solidarité en Europe, le cumul des mandats des hommes politiques au Grand-Duché ou encore la transparence affichée par la Chambre des Députés.

En guise de conclusion, le Président a encouragé les jeunes à discuter des sujets qui les préoccupent et à s'engager pour défendre leurs idées.



M. Jos Salentiny, Directeur de l'Athénée de Luxembourg, et M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> de gauche), entourés d'élèves du lycée.

#### DANS CE NUMÉRO

|   |        |
|---|--------|
| Adaptation de l'«Index»                                 | p. 146 |
| Avenir de l'«Euro»                                      | p. 157 |
| Hommage à M. Jeannot Krecké                             | p. 156 |
| Hommage à M. Marc Fischbach                             | p. 162 |
| Hommage à Mme Lydie Err                                 | p. 180 |
| Sommaire des séances publiques n <sup>os</sup> 14 et 15 | p. 183 |
| Sommaire des questions parlementaires                   | p. Q47 |





*(Source: Police grand-ducale)*  
Des membres de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police ont rencontré les autorités policières.

## Les députés s'enquêtent des cambriolages

Inspectant à la mi-janvier les locaux encore flambant neufs de la Cité Policière sise Kalchesbréck, les membres de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police de la Chambre ont profité de l'occasion pour se pencher sur les cambriolages dont le nombre est monté en flèche en 2011. Les autorités policières parlent d'environ 3.500 cambriolages en 2011 - chiffres non encore officiels et définitifs -, ce qui correspondrait à 1.000 effractions en plus par rapport à 2010 ou encore à une augmentation de 45%.

Face à cette recrudescence des cambriolages qui inquiète nombre de députés, le Directeur général de la Police grand-ducale, M. Romain Nettgen, ainsi que les responsables du groupe mixte d'enquête «cambriolages» ont dressé le profil et le modus operandi des cambrioleurs actifs au Luxembourg. Ceux-ci ne résident que très rarement au Grand-

Duché. La plupart du temps, ils viennent de l'étranger - souvent d'endroits situés jusqu'à 300 ou 400 km à la ronde. Futés et agencés, ils se déplacent souvent pour une nuit seulement en commettant trois à quatre cambriolages avant de traverser à nouveau les frontières. D'autres, préférant agir en bandes organisées, s'installent pour quelques jours avant de passer massivement à l'acte. Les immeubles d'appartements sont essentiellement pris pour cible entre 10h et 16h, les maisons habitées quant à elles entre 17h et 20h. Comme objets du cambriolage, ce sont essentiellement l'argent et les bijoux qui font l'affaire.

Très au point au niveau de la logistique, certaines bandes de cambrioleurs opèrent dans toute l'Europe, recrutent des complices dans leur pays d'origine qui viennent ensuite travailler au Luxembourg ou dans la Grande Région avant de servir de point de chute ou d'attache. Souvent

de jeunes enfants, sous la contrainte et la menace à qui on inculque les méthodes du cambriolage, sont forcés de travailler pour ces professionnels du vol.

Contrairement à une opinion répandue dans certaines franges de la population résidente, les demandeurs d'asile qui viennent chercher refuge au Grand-Duché ne font pas partie de ces bandes.

Inutile de préciser que dans les cas de figure évoqués, le travail des enquêteurs est très difficile et de longue haleine. Pour remonter les différentes filières, il faut multiplier les patrouilles, recouper les traces prélevées qui diffèrent souvent par leur type, organiser des filatures, procéder à des écoutes téléphoniques, etc. En somme, il s'agit d'assembler un puzzle avant de pouvoir intervenir de façon efficace et décisive. Les forces de l'ordre ont ainsi pu procéder à 80 arrestations en 2011.

## Le Ministre belge de la Défense à la Chambre

La Chambre des Députés est régulièrement consultée sur la participation de soldats luxembourgeois à des missions internationales de maintien et de rétablissement de la paix. Au Liban et en Afghanistan, les soldats luxembourgeois sont intégrés dans des contingents belges. La collaboration entre les armées belge et luxembourgeoise ainsi que la nécessité de devoir composer avec des budgets militaires réduits ont entre autres fait l'objet d'une entrevue, le 1<sup>er</sup> février, entre les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et le Ministre belge de la Défense, M. Pieter de Crem.

La collaboration belgo-luxembourgeoise en matière militaire ne date pas d'hier. Depuis 1967 déjà, les cadres de l'armée luxembourgeoise (34 à l'heure qu'il est) sont formés en Belgique. Aujourd'hui neuf soldats luxembourgeois sont incorporés dans

le contingent belge affecté à la protection de l'aéroport de Kaboul. Au Liban, les Luxembourgeois interviennent notamment dans des actions de déminage, dans le cadre de la FINUL (Forces intérimaires des Nations Unies au Liban). Comme les soldats belges vont bientôt se retirer de Kaboul, M. de Crem suggère que les soldats luxembourgeois stationnés dans la capitale afghane rejoignent le contingent belge affecté à la surveillance de l'espace aérien à l'aéroport de Kandahar. Six chasseurs belges F16 y sont stationnés en permanence alors que la présence belge en Afghanistan vient d'être prolongée jusqu'en 2014.

Les Ministres de la Défense Haldorf et de Crem sont d'avis que «l'imposition de la paix» se fera à l'avenir avec des moyens hautement technologiques et donc très coûteux. Dans une optique de maîtrise et de réduction des coûts, une collaboration plus poussée est de mise.

Luxembourgeois et Belges ont déjà effectué un achat groupé de huit Airbus A400M, dont un pour le Luxembourg, livrable en principe en 2017. Une coopération dans le domaine satellitaire est également mise en avant: en partenariat avec d'autres pays, le Luxembourg financera l'envoi dans l'espace d'un satellite à des fins militaires et l'armée belge y apportera son savoir-faire.

Les Ministres ont encore rappelé que l'envergure financière de la politique de la défense a amené l'Union européenne à réfléchir aux «partage et mutualisation» («pooling and sharing») des matériels militaires à acquérir.

Finalement, M. Pieter de Crem a tenu à remercier les autorités grand-ducales pour leur support financier accordé en 2011 - 2 millions d'euros - qui a notamment contribué à financer des opérations contre le régime Kadhafi en Libye.



Le Ministre belge de la Défense, M. Pieter de Crem (1<sup>re</sup> rangée, 2<sup>e</sup> de gauche) a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

## «Semaine luxembourgeoise» au Conseil de l'Europe

Mme Lydie Err, élue Vice-Présidente de l'Assemblée avant d'y présenter un dernier rapport, Mme Anne Brasseur, reconduite à la tête du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE) qu'elle préside depuis le 28 septembre 2009: la première partie de la session 2012 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), qui s'est déroulée du 23 au 27 janvier au Palais de l'Europe à Strasbourg, avait une note luxembourgeoise.



© Council of Europe/Jacques Denier  
Mme Lydie Err a présenté son dernier rapport devant l'APCE.

Pour son dernier rapport au terme de 20 ans d'activité au Conseil de l'Europe, Mme Err s'est penchée sur un sujet qui lui tient particulièrement à cœur: la protection des droits des femmes. Devant l'Assemblée elle a rappelé que, de par le monde, la violence affectait les femmes de manière disproportionnée: une femme sur trois a été battue, contrainte d'avoir des rapports sexuels ou a subi d'autres formes de sévices au cours de sa vie.

Une femme sur trois ne sait ni lire, ni écrire dans un monde où l'alphabétisme est un critère essentiel pour l'autonomisation. Seuls 19% des parlementaires dans le monde sont des femmes. La résolution adoptée s'inquiète d'une éventuelle aggravation des inégalités suite à l'impact différencié de la crise économique et financière sur les femmes et les hommes et demande des mesures appropriées afin d'y remédier.

Après l'ultime intervention de la députée luxembourgeoise, le Président de l'Assemblée parlementaire, M. Jean-Claude Mignon a vivement remercié Mme Lydie Err pour son engagement: «Vous avez activement contribué à valoriser l'image du Conseil de l'Europe et de son Assem-

blée parlementaire. Je souhaite que vous serviez d'exemple à toutes celles et tous ceux qui nous rejoignent et qui font connaissance avec notre organisation. Ils ont devant eux l'exemple d'une parlementaire exceptionnelle qui a fait avancer toutes les causes que défend le Conseil de l'Europe.»

À côté de Mmes Err et Brasseur, membres effectifs, ont également participé à la susdite partie de session: M. Norbert Hauptert, également membre effectif, ainsi que MM. Fernand Boden, Félix Braz et Marc Spautz, membres suppléants.

Dix résolutions et quatre recommandations ont été adoptées à cette occasion. La 2<sup>e</sup> partie de la session de 2012 se tiendra à Strasbourg du 23 au 27 avril 2012.

## L'APCE en bref:

Les parlementaires qui composent l'APCE viennent des parlements nationaux des 47 États membres du Conseil de l'Europe. Ils se réunissent quatre fois par an pour débattre de questions d'actualité, demander aux gouvernements européens de prendre des initiatives et rendre des comptes. Ces parlementaires parlent au nom des 800 millions d'Européens qui les ont élus. Ils abordent les sujets de leur choix et les gouvernements des pays d'Europe - représentés au Conseil de l'Europe par le Comité des Ministres - sont obligés de leur répondre.



Ils sont la conscience démocratique de la Grande Europe. L'APCE, dont on dit parfois qu'elle est le moteur du Conseil de l'Europe, est à l'origine, depuis 1949, d'un grand nombre d'initiatives majeures de l'organisation (par exemple la Convention européenne des Droits de l'Homme). Elle s'occupe plus particulièrement de sujets tels que

- la sauvegarde et la promotion des Droits de l'Homme et de la démocratie
- le respect des obligations et des engagements des États membres
- la lutte contre le terrorisme dans le respect des Droits de l'Homme
- les crises régionales
- la situation des réfugiés et des migrants
- le dialogue interculturel et interreligieux
- la cohésion sociale.

Elle doit être consultée sur tous les traités internationaux élaborés au sein du Conseil de l'Europe. Elle élit les juges de la Cour européenne des Droits de l'Homme et le Commissaire aux Droits de l'Homme. L'Assemblée élit également le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe, ainsi que son propre Secrétaire général.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) est composée d'un certain nombre de représentants de chaque État membre et son Président est élu chaque année parmi ces membres pour une période maximale de deux sessions. L'actuel Président est M. Jean-Claude Mignon (France, PPE). Il a été élu en janvier 2012.

Alors qu'au sein du Comité des Ministres chaque État membre a une voix, au sein de l'Assemblée parlementaire, c'est la population du pays qui détermine le nombre de représentants et donc de voix. Le plus grand nombre est 18, le plus petit 2. Le Grand-Duché de Luxembourg dispose de 3 voix à l'Assemblée. Comme il y a un nombre égal de représentants et de suppléants, l'Assemblée compte au total 636 membres, auxquels s'ajoutent 18 observateurs.



## Visite de dix ambassadeurs des pays de l'ASEAN



Le Président de la Chambre a reçu les ambassadeurs des dix pays de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique

Le potentiel de développement économique ainsi que les relations entre économies et stabilité politique intérieure ont constitué deux des sujets abordés au cours de l'entrevue que les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont eue le 1<sup>er</sup> février 2012 avec les ambassadeurs des dix pays de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN).

Au cours de leur entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, les ambassadeurs ont exposé leurs vues sur la crise économique et financière. Rappelant les secousses financières qui

avaient frappé le Sud-Est asiatique à la fin des années 1990, ils se sont montrés convaincus qu'il faut entreprendre les réformes et restructurations nécessaires pour pouvoir tirer pleinement profit d'une future relance économique.

Fondée en 1967, l'ASEAN regroupe à l'heure qu'il est dix pays du Sud-Est asiatique, à savoir l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Brunei, le Vietnam, le Laos, le Myanmar et le Cambodge.

Les pays de l'ASEAN représentent 8,5% de la population mondiale. La région a un fort potentiel économique et sa croissance sera probable-

ment supérieure à la moyenne mondiale au cours des années à venir.

En 2007, les représentants des pays membres de l'Association ont décidé l'établissement d'une communauté ASEAN en 2015 en s'engageant notamment à «renforcer la démocratie, la bonne gestion des affaires publiques, le respect de la loi et à promouvoir et protéger les Droits de l'Homme et les libertés fondamentales».

L'Union européenne est aujourd'hui la deuxième destination des exportations de l'ASEAN (11% au total) et la troisième source d'importations (9,2% du total, après la Chine et le Japon).

## Le nouveau Traité Benelux est entré en vigueur



Le Secrétaire général adjoint de l'Union Benelux, M. Alain de Muysier et le Directeur de l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle, M. Edmond Simon (4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> de droite) reçus par la délégation luxembourgeoise.

Les députés de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (Parlement Benelux) ont récemment accueilli à la Chambre des Députés le Secrétaire général adjoint de l'Union Benelux, M. Alain de Muysier et le Directeur de l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle, M. Edmond Simon.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 la coopération Benelux connaît un nouvel élan puisque le nouveau traité signé en 2008 et faisant de l'ancienne «Union économique Benelux» une «Union Benelux» est entré en vigueur. Les 40 articles du traité à durée illimitée confirment l'existence de cinq institutions Benelux, à savoir, le Comité des Ministres, le Conseil, le Secrétariat général, la Cour de Justice et le Conseil interparlementaire consultatif, et l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle en tant qu'organe à part et complémentaire. La coopération s'articule désormais autour de trois thèmes: le marché intérieur et l'union économique, le développement durable et la justice et les affaires intérieures. Les objectifs sont clairs: élargir la coopération transfrontalière et poursuivre la coopération Benelux en tant que labo-

ratoire pour l'UE. Un programme de travail quadriennal se déclinant en plans annuels en permet la mise en œuvre.

M. Alain de Muysier a présenté aux députés un livre vert Benelux, dont le lancement a eu lieu le 3 février 2012 lors de la séance solennelle à l'occasion de l'entrée en vigueur du nouveau traité, et qui servira de base à l'élaboration du programme pluriennal 2013-2016. Les grands thèmes transversaux du livre vert sont l'énergie, la biodiversité, la démographie, le marché du travail, la mobilité, l'innovation, les crises et catastrophes, la/les fraude(s), la sécurité et le droit des consommateurs.

L'Office Benelux de la Propriété intellectuelle (OBPI) représenté par son directeur Edmond Simon se situe en première position mondiale des instances officielles chargées de l'enregistrement de marques et de modèles. La Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2006 et définit dans son premier article les missions de l'organisation. Il s'agit principalement de la promotion de la protection des marques et des dessins ou modèles dans le Benelux à travers la participation à

des foires et manifestations et de l'exécution de tâches additionnelles dans d'autres domaines du droit de la propriété intellectuelle, comme récemment l'extension des dépôts et enregistrements aux îles BES (Bonaire, Saint-Eustache et Saba) ou la création d'une plate-forme IT en matière de brevets. S'y ajoutent l'évaluation ainsi que l'adaptation du droit Benelux en matière de marques et de dessins ou modèles aux développements européens et internationaux, qui comprennent des initiatives législatives importantes comme la nouvelle procédure d'annulation en matière de marques et la révision de la procédure d'opposition.

L'OBPI s'est également lancé récemment dans d'autres grands projets, comme des accords de coopération avec l'Office de l'Harmonisation avec le Marché intérieur (OHMI) et l'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle (OMPI) ou un i-DEPOT public, qui prévoit aussi la possibilité de déposer des cahiers de laboratoire.

Une visite au siège de l'OBPI qui se trouve à La Haye sera prochainement organisée pour les députés du Parlement Benelux.

## Le Président Mosar en visite officielle aux Pays-Bas

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a effectué récemment une visite officielle au Royaume des Pays-Bas à La Haye.

Les conséquences de la crise financière ont constitué le sujet principal des entretiens que le Président a eus avec le Premier Ministre, M. Mark Rutte ainsi qu'avec la Présidente de la Chambre des Représentants, Mme Gerdi A. Verbeet, et le Président du Sénat, M. Fred de Graaf. Avec leur homologue, M. Laurent Mosar, les Présidents des deux Assemblées néerlandaises se sont exprimés en faveur d'une meilleure coopération entre les parlements nationaux de la zone euro.

Le Traité de Lisbonne accorde davantage de compétences aux parlements des États membres de l'Union. Les Présidents ont abordé les possibilités d'une meilleure communication entre assemblées, notamment en ce qui concerne les avis motivés formulés sur les propositions d'actes législatifs de l'Union européenne.

Les relations bilatérales entre les Pays-Bas et le Luxembourg ainsi que les compétences du Parlement Benelux ont par ailleurs fait l'objet d'un entretien de M. Laurent Mosar avec la Commission des Affaires européennes et une délégation du Parlement Benelux.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a rencontré la Présidente de la Chambre des Représentants néerlandaise, Mme Gerdi A. Verbeet, et le Président du Sénat, M. Fred de Graaf (à gauche).

## Développement économique de la région euro-méditerranéenne

Les membres de la commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation de l'AP-UpM se sont réunis les 23 et 24 janvier 2012 à Istanbul pour discuter d'un cadre financier pour le développement économique de la région euro-méditerranéenne ainsi que de la cohésion territoriale et de la décentralisation, les deux sujets qui font l'objet de deux rapports différents.

Après les mots de bienvenue de la Présidente de la délégation turque, Mme Zeynep Karahan Uslu et de M. Ali Ercoşkun, Président de la commission, les membres se sont intéressés au premier rapport intitulé «Vers un cadre financier euro-méditerranéen global pour le développement économique de la région». Mme Reem Badran, députée jordanienne, a présenté son rapport contenant une série de recommandations qui sera soumis à la plénière de mi-mars à Rabat (Maroc). Ledit rapport souligne que la région euro-méditerranéenne souffre d'un manque de confiance de la part des investisseurs et rappelle que le rétablissement de la confiance présuppose une amélioration de l'environnement économique et juridique des pays de la rive Sud de la Méditerranée et qu'une telle amélioration nécessite la mise en place de réformes structurelles et juridiques d'envergure pour consolider le secteur privé et renforcer l'attractivité de la région. En outre, il faut soutenir toute initiative qui permettra la libéralisation et la généralisation du microcrédit au bénéfice des

PME-PMI et en faveur de la création d'entreprises.

Le deuxième rapport, présenté par Mme Inés Ayala Sender (Parlement européen-Espagne) et M. Ali Ercoşkun (Turquie) parle de la cohésion territoriale et de la décentralisation. Ce rapport souligne que la Commission européenne devra davantage soutenir le programme de jumelage des communes et des villes européennes avec les pays de la rive Sud. Le rapport souligne que l'objectif principal d'une politique euro-méditerranéenne territoriale devrait être la création d'un espace de démocratie et de prospérité partagée, combinant la cohésion sociale et la croissance économique de sorte que les pays de l'UpM peuvent commercer, investir et se développer de manière durable.

Après un échange de vues sur les deux rapports, les participants se sont tournés vers l'actualité et ont exprimé leur souhait que le passage à la démocratie en Syrie ainsi que dans tous les autres pays touchés par le printemps arabe puisse se faire sans violence. Les membres présents ont condamné vigoureusement le régime syrien pour les violences perpétrées contre sa propre population.

La délégation luxembourgeoise à cette réunion a été représentée par sa Présidente, Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP). Les délégations de l'Autriche, de l'Italie, de la Lituanie, du Maroc, de l'Algérie, de la Jordanie, de la Turquie, de la Bulgarie et du Parlement européen y ont également assisté.



## Visite d'une délégation parlementaire du Canada



La délégation canadienne a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

La politique énergétique et le retrait du Canada du protocole de Kyoto le 12 décembre dernier ont constitué les principaux sujets de l'entrevue que les membres de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre ont eue fin janvier avec une délégation parlementaire de cet État du continent nord-américain.

Les députés canadiens ont expliqué que le gouvernement canadien considère que le protocole de Kyoto

n'est pas l'instrument adéquat pour réduire les émissions des gaz à effet de serre. Ils ont rappelé que trois grands pays émetteurs, à savoir l'Inde, la Chine et les États-Unis, n'ont pas signé le protocole. L'accord avait été signé par l'ancien gouvernement libéral et dénoncé par le gouvernement conservateur au pouvoir depuis 2006. Au Canada, les émissions des gaz à effet de serre ont fortement augmenté par rapport au niveau de 1990. Le gouvernement

s'est engagé à les réduire de 17% à l'horizon 2020 par rapport à 2005.

L'entretien de la délégation avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a surtout porté sur des questions économiques. Les membres de la délégation ont expliqué que le Canada a assez bien résisté à la crise de 2008-2009, mais que l'évolution de la dette nationale mérite d'être surveillée.

Réunion des présidents de la COSAC

## La Commission européenne cherche à établir une approche collective de gouvernance économique

Les priorités en matière de politique climatique et énergétique pour 2020, la crise de la dette souveraine, la gouvernance économique européenne et la responsabilité démocratique étaient les sujets phares de la réunion des présidents de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires et européennes des Parlements de l'Union européenne) qui s'est tenue les 29 et 30 janvier 2012 à Copenhague.

Mme Connie Hedegaard, Commissaire européenne responsable de l'action pour le climat, a présenté ses vues sur la création d'une infrastructure intégrée de l'énergie en Europe. Elle s'attend de la Présidence danoise de l'Union européenne notamment un pas en avant substantiel en ce qui concerne la fiscalité de l'énergie.

Le Commissaire européen aux relations interinstitutionnelles et à l'administration, M. Maroš Šefčovič, pour sa part, a fait le point sur les ef-



M. Fernand Boden.

forts d'endiguer la crise financière et de créer une nouvelle structure de régulation et de supervision financière en Europe. Il fallait réagir d'urgence aux problèmes qui se sont posés, a affirmé le Commissaire, en tirant la conclusion que les économies des États membres sont interdépendantes, de sorte que des failles dans un système économique entraînent des dangers pour les autres. La réponse serait donc à chercher dans une approche collective de gouvernance économique, ce qui ne se réalisera pas sans le soutien des Parlements nationaux.

Le nouveau traité intergouvernemental et le rôle des parlements nationaux dans ce contexte ont fait l'objet de plusieurs interventions des parlementaires au cours de la discussion. La Chambre des Députés était représentée par M. Fernand Boden (CSV), Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC.

## Budget de l'AP-UpM

Le groupe de travail sur la modification du règlement et le financement de l'AP-UpM (Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée) s'est réuni à Bruxelles le 9 février 2012 pour discuter des mesures à prendre au cas où les délégations des différents parlements n'apporteraient pas de contribution financière. En effet, lors de la dernière session plénière de l'AP-UpM à Rome en mars 2011, un règlement financier permettant l'établissement d'un budget annuel a été adopté par l'Assemblée. Lorsque la personnalité juridique sera acquise pour l'AP-UpM, les délégations nationales contribueront au budget pour assurer le fonctionnement de l'Assemblée.

Le groupe de travail a été mandaté par le Bureau de l'AP-UpM pour élaborer des modifications au règlement intérieur prévoyant des mesures contraignantes vis-à-vis des délégations qui ne contribuent pas au budget. Après un échange de vues sur les différentes possibilités, les membres du groupe de travail ont retenu deux scénarios:

- d'une part, lorsqu'une délégation déclare explicitement qu'elle n'a pas

l'intention de contribuer au fonctionnement de l'Assemblée, cette délégation perd le droit de vote et le droit d'occuper des postes de responsabilité dans les organes de l'Assemblée,

- d'autre part, lorsque la contribution financière n'a pas été payée pour la deuxième année consécutive, le Bureau peut proposer à l'Assemblée de suspendre cette délégation qui perd le droit de vote et ne peut plus occuper des postes de responsabilité dans les organes de l'AP-UpM.

Conformément au règlement intérieur de l'AP-UpM, les Présidents et Vice-présidents de commission ainsi que les membres du Bureau sont membres du groupe de travail. La délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée était représentée par Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), Vice-présidente de la Commission des droits de la femme dans les pays euro-méditerranéens et M. Xavier Bettel (DP), Vice-président de la Commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation.



Mme Claudia Dall'Agnol et M. Xavier Bettel.

## Fours «made in Luxembourg»



Les parlementaires visitent l'entreprise Hein, Fabrique de fours s.à r.l. à Strassen.

Accompagné de membres de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a visité la société luxembourgeoise Hein, Fabrique de fours s.à r.l. à Strassen, le 6 février 2012.

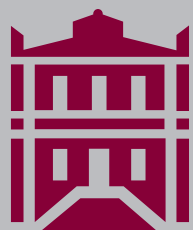
Les députés ont reçu des explications quant aux origines et au fonctionnement de l'entreprise Hein avant de visiter l'usine. Fondée en 1882, l'entreprise a débuté par fabri-

quer des fours pour les paysans. Dans les années 1920, elle a commencé à exporter vers les pays voisins et a connu un véritable succès à partir des années 1960.

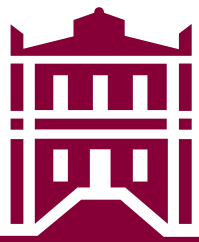
Aujourd'hui les fours sont exportés dans le monde entier. Régulièrement récompensée par des prix pour ses concepts d'innovation, la société se situe actuellement dans le top 10 des constructeurs de fours haut de gamme.

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.







### Cour pénale internationale I

**6230 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, approuvé par une loi du 14 août 2000 portant approbation du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998**

Les auteurs du projet de loi sous avis rappellent à juste titre que l'instauration d'une justice pénale internationale destinée à mettre fin à l'impunité des auteurs du crime de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre est une ambition ancienne, qui n'a cependant été pleinement consacrée qu'en 1998, par la signature de la Convention de Rome portant approbation du Statut de la Cour pénale internationale.

Le Luxembourg, pays signataire de la Convention relative au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, n'a pu cependant approuver cette convention qu'après avoir modifié préalablement l'article 118 de la Constitution luxembourgeoise qui, d'après la loi du 8 août 2000, est libellé comme suit: «Les dispositions de la Constitution ne font pas obstacle à l'approbation du Statut de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998, et à l'exécution des obligations en découlant dans les conditions prévues par ledit Statut». Cette révision constitutionnelle a permis de lever les obstacles posés par les articles 4, 68, 69, 82 et 116 de la Constitution et d'ouvrir la voie à l'approbation du Statut de la Cour pénale internationale par la loi du 14 août 2000.

Le projet de loi sous examen a pour objet de compléter l'œuvre législative entamée par la loi précitée du 14 août 2000 en intégrant dans le Code pénal luxembourgeois les infractions prévues aux articles 6 à 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

L'incorporation dans le droit pénal luxembourgeois des infractions prévues par le Statut de

Rome ne constitue qu'une application du principe de complémentarité prévu à l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Rome qui prévoit que les infractions prévues aux articles 6 à 8 de la Convention relèvent des juridictions pénales nationales, alors que la Cour pénale internationale n'exerce sa compétence que dans les cas où les États signataires de la Convention ne veulent ou ne peuvent pas poursuivre les auteurs de telles infractions. Le Luxembourg, à l'instar de la Belgique et de la France, se propose de reprendre toutes les infractions préindiquées dans le droit pénal luxembourgeois plutôt que de procéder par renvoi aux dispositions du Statut. Les infractions ont trait au crime de génocide (article 6), aux crimes contre l'humanité (article 7) et aux crimes de guerre (article 8).

D'ores et déjà la législation luxembourgeoise connaît, depuis les lois spéciales du 8 août 1985 et du 9 janvier 1985 le crime de génocide et les infractions graves aux Conventions internationales de Genève. La législation luxembourgeoise ne connaît pas les crimes contre l'humanité.

Dans le cadre des amendements retenus par la Commission juridique dans sa réunion du 12 octobre 2011 il a été décidé de tenir compte, dans le cadre du projet sous avis, d'un amendement à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, approuvé au cours de la Conférence de révision du Statut de Rome qui s'est tenu à Kampala en Ouganda du 31 mai au 11 juin 2011 et qui étend la compétence à certaines catégories d'armes prohibées énumérées à l'article 136quater, sous les points m, n et o.

Conjointement avec le présent projet de loi le Gouvernement propose, dans le cadre d'un deuxième projet de loi, de régler les modalités de coopération avec la Cour pénale internationale (projet de loi 6231).

### Médiation civile et commerciale

**6272 - Projet de loi portant**

**- introduction de la médiation en matière civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile;**

**- transposition de la Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale;**

**- modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;**

**- modification de l'article 3, paragraphe (1), point 1. de la loi du 3 août portant mise en application du règlement (CE) n°4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile; et**

**- modification des articles 491-1 et 493-1 du Code civil**

**4969 - Proposition de loi portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile**

1. L'objet du projet de loi

L'objet du projet de loi est l'introduction de la médiation en tant que mode alternatif de prévention, de gestion et de résolution des conflits et ceci notamment en matière judiciaire. La médiation puise ses origines dans le système judiciaire américain des années 1970. En principe moins coûteux que la résolution d'un conflit par voie judiciaire, les modes alternatifs de résolution des conflits, dont la médiation, sont privilégiés notamment par des entreprises pour résoudre leurs différends puisqu'ils garantissent discrétion et célérité. L'essor du recours aux modes alternatifs de résolution des conflits tient aussi au constat que «(...) moins de cinq pourcents de ces procédures judiciaires aboutissent, non pas à une décision, mais à une transaction, les entreprises américaines ont sollicité des conseillers juridiques et avocats le développement de méthodes qui permettraient de dégager plus rapidement un accord entre les parties»<sup>1</sup>.

En Europe, le Réseau européen d'arbitrage et de médiation commerciale (R.E.A.M.), a été créé en 1994. Ce réseau comprend aujourd'hui des centres d'arbitrage et de médiation commerciale en France, Espagne, Italie et au Royaume-Uni<sup>2</sup>.

Lors du Conseil européen de Tampere des 15 et 16 octobre 1999, les chefs d'État et de Gouvernement ont invité le Conseil à «(...) mettre en place des procédures de substitution extrajudiciaires»<sup>3</sup>.

Sur base de ce mandat, la Commission européenne a élaboré le livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial<sup>4</sup> (ci-après «le livre vert»), texte qui est à la base de la Directive 2008/52/CE du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale (ci-après «la Directive 2008/52/CE»).

L'objectif poursuivi par le projet de loi est double. Il s'agit d'une part de transposer la Directive 2008/52/CE en droit national. D'autre part, les auteurs du projet de loi souhaitent étendre les mécanismes de médiation prévus par cette Directive 2008/52/CE pour les litiges transfrontaliers, aux litiges nationaux.

Cet élargissement du champ d'application de la médiation prévue par la Directive 2008/52/CE est autorisé, voire même souhaité par le législateur communautaire: «[L]es dispositions de la présente directive ne devraient s'appliquer qu'à la médiation des litiges transfrontaliers, mais rien ne devrait empêcher les États membres de les appliquer également aux processus de médiation internes»<sup>5</sup>.

La médiation constitue, à côté de l'arbitrage, de la transaction et de la conciliation, une voie alternative de résolution des conflits apportant une solution efficace et adaptée aux besoins des parties. La médiation telle que proposée est un processus qui suit l'approche de la pacification des relations dans des situations conflictuelles avec des solutions recherchées en dehors des procédures judiciaires<sup>6</sup>.

Notons que le projet de loi réserve une section à la médiation familiale. Cette place privilégiée accordée à la médiation familiale trouve elle aussi sa justification en droit européen. En 1998, le Conseil de l'Europe a adopté la recommandation sur la médiation familiale<sup>7</sup> en «[R]econnaissant les caractéristiques spécifiques des litiges familiaux, à savoir: (...) le fait que les litiges familiaux impliquent des personnes qui, par définition, sont amenées à avoir des relations interdépendantes et qui vont se poursuivre dans le temps; (...) le fait que les litiges familiaux surgissent dans un contexte émotionnel pénible qui exacerbe ceux-ci; (...) le fait que la séparation et le divorce ont des impacts sur tous les membres de la famille, spécialement sur les enfants (...)»<sup>8</sup>.

Les efforts entrepris tant au niveau communautaire qu'au niveau international visant à promouvoir la médiation ainsi que d'autres modes alternatifs de résolution des conflits ont pour objet de garantir un meilleur accès à la justice. L'accès à la justice est un droit fondamental consacré aussi bien par l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales<sup>9</sup> que par l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne<sup>10</sup>.

Pour ce qui concerne les efforts au niveau communautaire, il importe de signaler qu'en dehors de la Directive 2008/52/CE il existe d'autres instruments prévoyant la possibilité de régler des litiges en dehors des tribunaux, tels que la Recommandation 98/257/CE concernant les principes applicables aux organes responsables pour la résolution extrajudiciaire des litiges de consommation<sup>11</sup> et la Recommandation 2001/310/CE relative aux principes applicables aux organes extrajudiciaires chargés de la résolution consensuelle des litiges de consommation<sup>12</sup>. Dernièrement la Commission européenne a proposé deux nouvelles propositions: la proposition de Directive relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation (dit «ADR» - alternative dispute resolution)<sup>13</sup> et la proposition de Règlement relatif au règlement en ligne des litiges de consommation (dit «ODR» - Online dispute resolution)<sup>14</sup>.

Ainsi, le recours aux modes alternatifs de résolution des conflits permet un meilleur accès à la justice tout en ayant pour effet, mais non de manière exclusive, le désengorgement des juridictions surchargées de litiges causant souvent des procédures longues et coûteuses<sup>15</sup>.

2. Les liens avec d'autres initiatives législatives

a. Proposition de loi n°4969 déposée par Mme la Députée Lydie Err

L'objectif de la proposition de loi n°4969 est de diversifier l'accès à la justice par l'introduction de la médiation en matière civile et commerciale.

|  |   |
|--|---|
| Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 15.12.2010 |   |
| Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers                                     |   |
| Travaux de la Commission juridique                                   |   |
| (Président: M. Gilles Roth):   |   |
| 22.06.2011   | Désignation d'un rapporteur<br>Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État |
| 05.10.2011   | Présentation et adoption d'amendements parlementaires   |
| 12.10.2011   | Présentation et adoption d'une nouvelle série d'amendements parlementaires                            |
| 07.12.2011   | Examen des avis complémentaires respectifs du Conseil d'État  |
| 18.01.2012   | Présentation et adoption d'un projet de rapport   |
| Vote en séance publique: 31.01.2012                                  |   |

### Cour pénale internationale II

**6231 - Projet de loi réglementant les modalités de la coopération avec la Cour pénale internationale**

Le projet de loi a pour objet la mise en conformité du droit luxembourgeois en ce qui concerne la coopération entre le Luxembourg et la Cour pénale internationale dont le Statut fait à Rome le 17 juillet 1998 a été approuvé par la loi du 14 août 2000.

Le texte du projet de loi est repris pour la majeure partie de la loi belge du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale. Les auteurs du projet de loi indiquent qu'ils se sont inspirés de quelques

points de la loi française du 26 février 2002 relative à la coopération avec la Cour pénale internationale.

Dans son avis du 7 juin 2011, le Conseil d'État tient à rappeler que «depuis le moment où le Luxembourg est devenu partie contractante au Statut, il est juridiquement tenu de répondre à ses obligations internationales de coopération».

Quant au texte même du projet de loi, le Conseil d'État «comprend la volonté des auteurs de répondre à toutes les questions procédurales qui peuvent se poser. Il croit toutefois qu'on peut faire l'économie de certaines dispositions qui ne revêtent pas une valeur normative ou qui ne s'imposent pas pour répondre aux engagements internationaux du Luxembourg».

|  |   |
|--|---|
| Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 15.12.2010 |   |
| Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers                                     |   |
| Travaux de la Commission juridique                                   |   |
| (Président: M. Gilles Roth):   |   |
| 22.06.2011   | Désignation d'un rapporteur<br>Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État |
| 05.10.2011   | Présentation et adoption d'amendements parlementaires   |
| 07.12.2011   | Examen des avis complémentaires respectifs du Conseil d'État  |
| 18.01.2012   | Présentation et adoption d'un projet de rapport   |
| Vote en séance publique: 31.01.2012                                  |   |

<sup>1</sup> BOMBOIS Thomas, RENSON Pierre-Paul, La directive du 21 mai 2008 «sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale» et sa transposition en droit belge, Revue européenne de droit de la consommation (REDC), 2/2009, page 521.

<sup>2</sup> Voir idem.

<sup>3</sup> Conclusions de la Présidence, considérant 30.

<sup>4</sup> COM(2002)196 final, 19 avril 2002.

<sup>5</sup> Considérant (8) de la Directive 2008/52/CE.

<sup>6</sup> Projet de loi 6272, voir dans ce sens exposé des motifs, (doc.parl. 6272, page 8).

<sup>7</sup> Conseil de l'Europe, Recommandation N°R (98) 1, adoptée le 21 janvier 1998 lors de la 616e réunion des Délégués des Ministres.

<sup>8</sup> Idem., page 1.

<sup>9</sup> «Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle(...)».

<sup>10</sup> «Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter. Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice.»

<sup>11</sup> JO L 115 du 17.4.1998, p. 31

<sup>12</sup> JO L 109 du 19.4.2001, p. 56

<sup>13</sup> COM(2011)793final du 29.11.2011

<sup>14</sup> COM(2011)794final du 29.11.2011

<sup>15</sup> Voir en ce sens, Commission européenne, livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits du droit civil et commercial, COM(2002)196 final, 19 avril 2002, page 7.





Dans sa prise de position du 12 novembre 2002, le Gouvernement saluait cette proposition de loi en ce qu'elle « (...) a le grand mérite de s'orienter vers une réglementation générale tant de la médiation judiciaire que de la médiation volontaire »<sup>16</sup>.

La médiation à vocation préventive et curative est une discussion volontaire et confidentielle menée avec un tiers, le médiateur formé à cette fonction. Le médiateur doit être indépendant, impartial ou pluripartial sans pouvoir ni d'instruction ni de décision et doit avoir la maîtrise de la méthode de travail (le processus de médiation) dont il est responsable.

La médiation fait partie des MARD (Méthodes Alternatives de Résolution de Différend) ensemble avec l'arbitrage et la conciliation.

Le processus de médiation est plus rapide et moins onéreux qu'une procédure judiciaire ce qui a pour effet, mais non pour but, de désengorger les tribunaux et d'être utile aux justiciables. D'ailleurs, la médiation honore aussi l'autorité qui l'instaure, car la médiation n'existe que dans des démocraties véritables.

Par ailleurs, la confidentialité du processus de médiation constitue, face au principe de la publicité du débat et du prononcé de la décision judiciaire un intérêt particulier surtout pour les affaires commerciales.

Pour les affaires concernant le relationnel comme le divorce, les affaires du droit de travail ou de voisinage, l'intérêt particulier de la médiation consiste dans le fait que la médiation, qui est avant tout un processus de communication, traite au-delà du différend, les aspects personnels et émotionnels permettant de sauvegarder la relation au-delà du conflit et de sa résolution.

En ce sens la médiation entre parties renforce le lien social entre celles-ci, ce qui fait défaut en cas de toisement d'un conflit par une autre voie de résolution de conflit.

Le juge(ment) dit le droit et s'impose aux parties. L'accord de médiation est le résultat du processus de médiation qui est la solution des parties elles-mêmes qui peuvent demander aux juges l'homologation de l'accord pour le rendre exécutoire. Pour ce faire, le juge contrôlera si l'accord est conforme au droit et à l'ordre public.

Justice et médiation sont interactives tout en étant différentes. On peut dire qu'elles sont complémentaires.

La médiation permet par ailleurs des solutions plus individualisées car les parties tiendront compte des circonstances particulières à leur litige et elle implique activement les parties.

En ce sens c'est aussi un processus d'«*autonomisation*» des parties car la médiation les amène à s'impliquer personnellement dans la gestion de leur conflit.

L'indépendance du médiateur et sa formation sont des conditions *sine qua non* de la qualité de la médiation.

Sans indépendance hiérarchique, financière ou autre, le caractère *ternaire* de la médiation fait défaut et le processus ne peut plus être qualifié de médiation car tout comme le juge, le médiateur ne peut être médiateur et partie à la fois, car tout tiers n'est pas un médiateur et la présence d'un tiers est insuffisante pour qualifier un processus comme processus de médiation.

La compétence du médiateur est une condition de qualité de la médiation et résulte de sa formation spécifique initiale, continue et de la supervision de la qualité de son travail.

Les éléments essentiels de la médiation ci-avant décrits se retrouvent en d'autres termes dans le projet de loi en discussion. La proposition de loi ne concerne évidemment que les médiations nationales du fait qu'elle a été déposée le 11 juin 2002 soit bien avant la Directive 2008/52/CE. L'auteur de la proposition de loi considère toutefois que sa proposition est intégrée au projet de loi.

À part des éléments importants tels que l'exclusion de certaines matières du domaine de la médiation, les différences essentielles entre projet de loi et proposition de loi consistent dans le fait que la proposition de loi fait des médiateurs une profession à part entière. Ceci se caractérise par le fait que la proposition de loi prévoit la prestation d'un serment dans lequel le médiateur s'engage à exercer ses fonctions dans le respect des conditions de la loi.

La proposition se distingue encore du projet de loi par le fait que pour accorder l'agrément, le Ministre de la Justice, plutôt que d'exiger l'avis du Procureur, aurait pris celui de l'Association

luxembourgeoise de la Médiation et des Médiateurs, la fédération des médiateurs dispensant également des formations initiales et continues et exerçant des supervisions sur l'élément de formation en vue de l'agrément.

En raison de la précision de la formation et de la formation continue dans le projet par règlement d'exécution de la loi, l'auteur de la proposition peut se résoudre à y renoncer.

b. Projet de loi n°5155 portant réforme du divorce

Le projet de loi n°5155 portant réforme du divorce prévoit dans sa version amendée par la Commission juridique d'introduire le principe de la médiation judiciaire en matière de divorce. Un tel mode de règlement des conflits devrait permettre aux époux de trouver plus facilement des solutions à leurs différends et contribuer ainsi à pacifier leurs relations: «[L]e tribunal doit, lorsqu'il est saisi d'une demande en divorce ou de séparation de corps pour rupture irrémédiable des relations conjugales entre époux, proposer aux conjoints une mesure de médiation. En cas d'accord de la part des époux, il nommera un médiateur»<sup>17</sup>. Les parties peuvent de leur côté «(...) à tout moment de la procédure sauf en matière de référé, demander conjointement au juge de désigner un médiateur en matière de divorce ou de séparation de corps lorsque la demande en divorce ou en séparation de corps est fondée sur la rupture irrémédiable des relations conjugales entre les époux(...)»<sup>18</sup>.

3. La médiation et les autres modes alternatifs de résolution des conflits

La Commission européenne définit les modes alternatifs de résolution des conflits comme des processus extrajudiciaires de résolution des conflits conduits par une tierce personne neutre, à l'exclusion de l'arbitrage<sup>19</sup>.

La Commission européenne précise que cette définition des modes alternatifs de résolution des conflits exclut aussi «(...) l'expertise, qui n'est pas un mode de résolution des litiges, mais une procédure de recours à un expert, en appui par exemple d'une procédure judiciaire ou arbitrale (...) les systèmes de traitement des plaintes, mis à disposition des consommateurs par les professionnels. Ces procédures ne sont pas conduites par des tiers, mais par l'une des parties en conflit. (...) les „systèmes de négociation automatisée“ sans intervention humaine proposés par des prestataires de services de la société de l'information. Ces systèmes ne sont pas des procédures de résolution des conflits conduites par des tiers mais des instruments techniques destinés à faciliter la négociation directe entre les parties en conflit»<sup>20</sup>.

La définition de la médiation selon la Directive 2008/52/CE

Conformément à l'article 3 de la Directive 2008/52/CE, le terme «*médiation*» désigne «un processus structuré, quelle que soit la manière dont il est nommé ou visé, dans lequel deux ou plusieurs parties à un litige tentent par elles-mêmes, volontairement, de parvenir à un accord sur la résolution de leur litige avec l'aide d'un médiateur. Ce processus peut être engagé par les parties, suggéré ou ordonné par une juridiction ou prescrit par le droit d'un État membre [...]».

Le Conseil d'État français a soulevé que «cette définition est essentielle car elle conditionne le classement qui doit être effectué entre les processus pouvant être qualifiés de «*médiations*» et ceux qui ne satisfont pas aux critères tirés de la directive»<sup>21</sup>. La *ratio legis* de la médiation est donc que les parties elles-mêmes sont les acteurs, ce sont elles qui doivent trouver un accord, le médiateur n'étant qu'un guide.

Comme indiqué par le Conseil d'État français, la Directive 2008/52/CE requiert que la médiation remplisse trois critères et trois garanties.

Les critères sont les suivants: l'existence d'un différend et d'une volonté continue des parties à vouloir résoudre un différend à l'amiable, ce qui implique également que les parties peuvent mettre fin à tout moment au processus de médiation sans être tenues à une obligation de résultat; un processus structuré qui requiert un minimum de formalisme dans le déroulement de la procédure de médiation et dans les garanties offertes aux parties.

Quant aux garanties, il y a lieu de mentionner la diffusion transparente d'informations par le médiateur à une partie avec l'accord de l'autre partie ainsi que la stricte confidentialité des informations obtenues au cours de la médiation<sup>22</sup>. Cette exigence de confidentialité formulée à l'article 7 de la Directive 2008/52/CE connaît deux exceptions: lorsque la divulgation d'informations obtenues au cours d'une médiation est nécessaire pour des raisons impérieuses d'intérêt général telles que la protection des intérêts des enfants ou l'intégrité physique ou psychologique d'une personne ou lorsque la divulgation du contenu de l'accord est nécessaire pour exécuter ou mettre en œuvre ce même accord<sup>23</sup>.

Enfin, la Directive 2008/52/CE introduit une garantie que les auteurs du projet de loi qualifient comme la «(...) plus grande avancée de la Directive, par rapport aux autres initiatives communautaires ou européennes en la matière»<sup>24</sup>. L'accord de médiation peut être rendu exécutoire par un juge national et être reconnu dans les autres États membres de l'Union européenne. Une telle demande peut être formulée par une partie et doit être acceptée par les autres. Ainsi l'accord de médiation est hissé au même rang qu'une décision judiciaire.

4. La définition de la médiation telle que proposée par le projet de loi

La définition de la médiation telle qu'elle résulte des amendements proposés par la Commission juridique constitue la transposition fidèle de la définition prescrite par la Directive 2008/52/CE. Cette définition comporte les critères et implique les garanties qui sont propres à la définition communautaire de la médiation (voir *supra*).

Le nouvel article 1251-2 du NCPC prévoit qu'«[O]n entend par „médiation“ le processus structuré dans lequel deux ou plusieurs parties à un litige tentent volontairement par elles-mêmes, de parvenir à un accord sur la résolution de leur litige avec l'aide d'un médiateur indépendant, impartial et compétent [qui dispose d'une formation telle que requise à l'article 1251-3 du présent projet de loi]».

La médiation peut être engagée par les parties, proposée par le juge ou sur demande des parties ordonnée par un juge. Elle exclut les tentatives de conciliation faites par le juge saisi d'un litige pour résoudre celui-ci au cours de la procédure judiciaire relative audit litige».

La définition retenue par le projet de loi tel qu'amendé par la Commission juridique comprend tout d'abord les types de médiation prévus par la Directive 2008/52/CE à savoir la médiation conventionnelle et la médiation judiciaire (a). Ensuite le projet de loi distingue en fonction des types de médiation entre le recours à un médiateur agréé et le recours à un médiateur non agréé qui doivent remplir les conditions d'indépendance, d'impartialité et de compétence (b).

Mais le projet de loi innove aussi par rapport à la Directive 2008/52/CE en ce qu'il prévoit un champ d'application plus étendu (c).

Enfin, il paraît intéressant de voir comment médiation et procédure judiciaire traditionnelle interagissent (d).

a. La médiation conventionnelle et la médiation judiciaire

Aussi bien la Directive 2008/52/CE que le projet de loi distinguent entre médiation conventionnelle et médiation judiciaire.

La médiation conventionnelle est celle qui conformément à l'article 3 de la Directive 2008/52/CE est «*engagée par les parties*». Le recours à cette forme de médiation est précisé à l'article 1251-8 du projet de loi qui permet à toute partie de proposer aux autres parties, en dehors de toute procédure judiciaire ou arbitrale, et pour autant que la cause n'a pas été prise en délibéré, de recourir à la médiation. Les modalités de l'organisation du processus de médiation sont déterminées par écrit dans une convention signée par les parties et le médiateur (article 1251-9). Le contenu de cette convention est lui aussi déterminé par l'article 1251-9 tel que modifié par les amendements parlementaires du 28 octobre 2011.

La médiation conventionnelle prévue par le projet de loi se rapproche ainsi de l'article 3 et du considérant (10) de la Directive 2008/52/CE qui visent essentiellement ce type de médiation. Le considérant (10) prévoit que la Directive 2008/52/CE s'applique «(...) aux processus dans lesquels deux parties ou plus à un litige transfrontalier tentent par elles-mêmes, volontairement, de parvenir à un accord à l'amiable sur la résolution de leur litige avec l'aide d'un médiateur (...)».

La médiation conventionnelle autorise les parties à avoir recours soit à un médiateur agréé soit à un médiateur non agréé.

La médiation judiciaire est le processus qui conformément à l'article 3 de la Directive 2008/52/CE est «*suggéré ou ordonné par une juridiction ou prescrit par le droit d'un État membre*».

Contrairement à la médiation conventionnelle, le médiateur judiciaire peut intervenir uniquement lorsque le juge est déjà saisi d'un litige. Elle est déclenchée à l'initiative du juge qui propose, mais toujours avec l'accord des parties, le recours à la médiation. Les parties peuvent aussi conjointement demander au juge qu'il nomme un médiateur.

En médiation judiciaire, le recours à un médiateur agréé est de principe. Dans un souci de conformité à la Directive 2008/52/CE, le recours à un médiateur non agréé reste néanmoins possible en cas de litige transfrontalier.

b. Le médiateur

L'article 1251-3 du projet de loi fixe le principe général en vertu duquel la médiation peut être confiée à un médiateur agréé ou à un médiateur non agréé.

Un médiateur agréé est une personne physique agréée par le ministre de la Justice après vérification des conditions requises pour un tel agrément. Parmi ces conditions figure la nécessité de posséder une formation spécifique en médiation. En permettant le recours aux deux types de médiateurs agréés et non agréés, le projet de loi entend concilier l'objectif de promotion de la médiation en permettant aux parties de choisir en toute simplicité le médiateur qui convient le mieux à leurs besoins tout en reconnaissant la nécessité du recours à un médiateur qualifié et agréé en cas de médiation judiciaire dont la médiation familiale fait partie.

La Directive 2008/52/CE quant à elle reste muette par rapport à l'exigence d'un agrément du médiateur. Elle se borne à définir ce dernier comme «(...) tout tiers sollicité pour mener une médiation avec efficacité, impartialité et compétence, quelle que soit l'appellation ou la profession de ce tiers dans l'État membre concerné et quelle que soit la façon dont il a été nommé pour mener ladite médiation ou dont il a été chargé de la mener».

Les critères généraux pour être médiateur (agréé ou non) sont dès lors les suivants: il faut être un tiers impartial; il faut être efficace et il faut être compétent.

Le tiers impartial est une personne extérieure aux parties qui s'accordent ensemble sur son choix<sup>25</sup>. En France, comme d'ailleurs au Luxembourg, le terme «*indépendant*» a été rajouté à la définition du médiateur afin de renforcer l'impartialité de ce dernier. Par référence à l'article 6-1 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, «[T]oute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial (...)». En l'espèce, l'indépendance doit exister à l'égard des parties et le Conseil d'État français a précisé que le critère de l'indépendance «(...) implique que le médiateur ne soit pas, en principe, lié à l'une des parties au différend par des rapports d'ordre hiérarchique ou financier susceptibles d'entacher, objectivement ou subjectivement, son impartialité ou la

<sup>22</sup> La Commission a précisé que «[L']obligation de confidentialité pèse surtout sur le tiers. Lorsqu'une des parties communique à tiers certaines informations à l'occasion d'entretiens bilatéraux (procédure désignée sous le nom de «caucus»), le tiers ne devrait pas pouvoir dévoiler ces informations à l'autre partie. Cette obligation de confidentialité permet d'ailleurs de mieux définir le rôle du tiers au cours de la procédure, et ce afin d'en garantir l'équité. Lorsque le tiers est amené à prendre une part active dans la recherche de la solution à apporter au litige, il devrait nécessairement respecter le principe du débat contradictoire et utiliser le pouvoir d'entendre séparément les parties à la seule finalité de favoriser l'accord. La possibilité d'entendre de façon confidentielle l'une ou l'autre partie devrait être exclue si le tiers est appelé à rendre une décision ou une recommandation à la fin du processus d'ADR. La Recommandation de la Commission du 4 avril 2001 précitée prévoit sous le chapitre «équité», que «Si, à n'importe quel moment de la procédure, l'organe tiers propose une éventuelle solution pour résoudre le litige, chacune des parties doit avoir la possibilité de présenter son point de vue et de formuler des commentaires quant aux arguments, informations ou éléments de preuve soumis par l'autre partie».», livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits du droit civil et commercial, COM(2002)196 final, 19 avril 2002, pages 31-32.

<sup>23</sup> Voir Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, page 22.

<sup>24</sup> Projet de loi N° 6272, exposé des motifs, (doc.parl. 6272, page 10).

<sup>25</sup> Voir Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, page 25.

<sup>16</sup> Proposition de loi n°4969, prise de position du gouvernement, 12 novembre 2002, (doc.parl. 49691, page 1).

<sup>17</sup> Projet de loi N°5155 portant réforme du divorce, article 1252 paragraphe (1), amendements parlementaires du 13 mai 2009, (doc.parl.51557, page 20).

<sup>18</sup> Projet de loi N°5155 portant réforme du divorce, article 1252 paragraphe (2), amendements parlementaires du 13 mai 2009, (doc.parl.51557, page 20).

<sup>19</sup> Voir Commission européenne, livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial, 19 avril 2002, COM(2002)196 final, page 6.

<sup>20</sup> Idem.  
<sup>21</sup> Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, page 21.





présomption d'impartialité nécessaire à l'accomplissement de sa mission<sup>26</sup>. Le Conseil d'État français estime que le critère de l'impartialité veut que le médiateur soit au moins reconnu comme étant impartial par les parties qui l'ont choisi<sup>27</sup>. Ici, il est fait référence au droit européen selon lequel l'impartialité du tribunal est à la fois une notion subjective et objective. L'impartialité subjective existe jusqu'à preuve du contraire. Dans ce contexte le Conseil d'État français estime que «l'existence de tels liens (avec une des parties) ne suffit pas à elle seule d'entacher l'impartialité du médiateur dès lors que ces liens sont connus, admis par les parties et que ces derniers reconnaissent au médiateur l'indépendance intellectuelle, ou plutôt subjective, requise au sens où l'entend la jurisprudence de la CEDH»<sup>28</sup>. L'impartialité est objective en ce qu'il faut se demander si au-delà du comportement du juge certains faits vérifiables autorisent à le suspecter d'impartialité. Les apparences jouent ici un rôle essentiel<sup>29</sup>.

Le Conseil d'État français rajoute que ce médiateur doit jouer un rôle de facilitateur en ce que sa mission est de rapprocher les parties et leurs points de vue sans pour autant leur imposer une solution<sup>30</sup>. Ceci découle également de la définition du médiateur choisie par les auteurs du projet de loi : «Le médiateur a pour mission d'entendre les parties ensemble, le cas échéant séparément afin que les parties arrivent à une solution<sup>31</sup> du différend qui les oppose». Les parties ont un rôle actif à jouer dans la solution de leur différend. Ainsi la Commission européenne a estimé que «(...) dans les formes d'ADR dans lesquels les tiers ne prennent aucune décision, les parties ne s'affrontent plus, mais s'engagent à l'inverse dans un processus de rapprochement, et choisissent elles-mêmes la méthode de résolution du différend et jouent un rôle plus actif dans ce processus pour tenter de découvrir par elles-mêmes la solution qui leur convient le mieux. Cette approche consensuelle augmente les chances pour les parties, une fois le conflit réglé, de pouvoir maintenir leurs relations de nature commerciale ou autre»<sup>32</sup>. En effet, un accord entre parties ne devrait pas poser des problèmes d'exécution.

Ce tiers doit mener sa mission de médiation avec efficacité. Ce critère renvoie à la diligence et à la qualité de la médiation telles que prévues au considérant (16) de la Directive 2008/52/CE qui invite les États membres à promouvoir «[L]a formation initiale et continue de médiateurs afin de veiller à ce que la médiation soit menée avec efficacité, compétence et impartialité à l'égard des parties». Comme précisé par le Conseil d'État français le critère de l'efficacité n'impose aucune obligation de résultat au médiateur<sup>33</sup>.

Le critère de la compétence renvoie à l'expérience et à la formation des médiateurs<sup>34</sup>. L'article 4 de la Directive 2008/52/CE prévoit que «[L]es États membres promeuvent la formation initiale et continue des médiateurs afin de veiller à ce que la médiation soit menée avec efficacité, compétence et impartialité à l'égard des parties».

Quant à l'exigence d'une accréditation des médiateurs, la Commission européenne a, lorsqu'elle a proposé le texte devenu la Directive 2008/52/CE, privilégié l'autorégulation de l'activité de médiateur plutôt que d'exiger des États membres d'ancrer dans leur législation nationale des critères d'accréditation particuliers<sup>35</sup>. La Commission a soulevé dans le livre

vert qu'il est important de garantir la compétence des tiers sans toutefois porter atteinte à la flexibilité et à la simplicité des modes alternatifs de résolution des différends<sup>36</sup>.

#### c. Le champ d'application de la médiation

Comme indiqué ci-avant, le présent projet de loi ne poursuit non seulement l'objectif de transposer en droit national la Directive 2008/52/CE, mais vise au-delà de cette transposition à étendre d'une manière générale la médiation prévue par la Directive 2008/52/CE aux différends nationaux.

Quels différends sont susceptibles d'être réglés par la médiation?

La Directive 2008/52/CE s'applique aux litiges transfrontaliers en matière civile et commerciale «(...) à l'exception des droits et obligations dont les parties ne peuvent disposer en vertu de la législation pertinente applicable. Elle ne s'applique notamment ni aux matières fiscales, douanières ou administratives, ni à la responsabilité de l'État pour des actes ou des omissions commis dans l'exercice de la puissance publique («acta jure imperii»)»<sup>37</sup>.

La médiation telle que prévue par la Directive 2008/52/CE s'applique tout d'abord aux litiges transfrontaliers en matière civile et commerciale. La matière civile et commerciale est une notion autonome<sup>38</sup> du droit communautaire indépendante de toute référence au droit des États membres et qui découle du champ d'application du règlement 44/2001 (CE) du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, dit le règlement «Bruxelles I».

En tout état de cause, l'article 1<sup>er</sup> du règlement «Bruxelles I» prévoit que son champ d'application «(...) ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives», d'où également l'exclusion de ces matières du champ d'application de la Directive 2008/52/CE et du projet de loi sous rapport.

La médiation prévue par la Directive 2008/52/CE s'applique «(...) à l'exception des droits et obligations dont les parties ne peuvent disposer»<sup>39</sup>.

Le critère essentiel est donc la libre disposition des droits et obligations des parties.

En droit luxembourgeois, l'article 1224 précité du NCPC prévoit pour l'arbitrage que «[T]outes personnes peuvent compromettre sur les droits dont elles ont la libre disposition». En matière de transaction, l'article 2045 du Code civil énonce que «[P]our transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction».

Dans la mesure où la médiation est un processus volontaire dont l'objectif est d'atteindre un accord entre les parties, il est normal que les parties puissent également disposer librement des droits et obligations qui font l'objet de cet accord<sup>40</sup>.

Sont en revanche indisponibles les matières relevant de l'ordre public. L'article 6 du Code civil dispose qu'«[O]n ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs».

L'article 1225 du NCPC prévoit en matière d'arbitrage qu'«[O]n ne peut compromettre sur les causes qui concernent l'état et la capacité des personnes, les relations conjugales, les demandes en divorce et en séparation de corps, la représentation des incapables, les causes de ces mêmes incapables et celles des personnes absentes ou présumées absentes». La jurisprudence a établi à ce sujet que «[S]i les droits contractuels doivent, en général, être considérés comme toujours disponibles, il peut en être différemment des contrats réglementés dans l'intérêt de la protection des intérêts de la partie réputée faible. Lorsque des droits contractuels sont impérativement prévus par une réglementation relevant de l'ordre public de protection, la partie protégée ne peut y renoncer par avance, par exemple par une clause compromissoire, mais uniquement a posteriori, c'est-à-dire une fois que le droit qu'elle prévoit est acquis, par exemple par un compromis désignant un ou des arbitres»<sup>41</sup>.

Le projet de loi retient, d'une manière générale, que la médiation ne s'applique pas aux «(...) dispositions qui sont d'ordre public (...)»<sup>42</sup>.

Dans ce contexte, le choix d'appliquer le projet de loi sous rapport également à la médiation familiale peut paraître contradictoire alors que cette matière est supposée être couverte par l'exception de l'ordre public, alors que le divorce proprement dit, qui est relatif à l'état des personnes, ne peut être décidé que par voie judiciaire. Comme mentionné ci-avant, le préambule de la Directive 2008/52/CE qualifie en son considérant (10) les droits et obligations en matière familiale de dispositions indisponibles.

Mais l'exclusion de ce domaine n'est pas absolue. La Commission européenne a soulevé dans son livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial qu'à l'issue du Sommet de Vienne en décembre 1998 les dirigeants européens ont avalisé un plan d'action du Conseil et de la Commission concernant les modalités optimales de mise en œuvre des dispositions du traité d'Amsterdam relatives à l'établissement d'un espace de liberté, de sécurité et de justice.

La Commission souligne que le paragraphe 41 point c) de ce plan d'action prévoit, parmi les mesures qui devraient être prises dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur du traité, d'«examiner la possibilité d'élaborer des modèles de solutions non judiciaires des litiges, notamment en ce qui concerne les conflits familiaux transnationaux. À cet égard, envisager la médiation comme moyen de résoudre les conflits familiaux»<sup>43</sup>. Les modes alternatifs de résolution des conflits devraient donc à l'avenir jouer un rôle plus important notamment en matière des différends portant sur l'autorité parentale, les droits de garde, le partage du patrimoine familial et les pensions alimentaires.

Enfin, la Commission européenne rappelle que de nombreuses initiatives en matière familiale ont été prises au niveau communautaire parmi lesquelles il faut citer le Règlement (CE) n°1347/2000 du 29 mai 2000 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale des enfants communs (dit «Bruxelles II») ou encore le Règlement (CE) n°2201/2003 du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale (dit Bruxelles IIbis)<sup>44</sup> – deux règlements encourageant explicitement le règlement à l'amiable des conflits familiaux en matière parentale<sup>45</sup>.

Le projet de loi tel qu'amendé quant à lui prévoit que le recours à la médiation est possible «[E]n matière de divorce de séparation de corps, de séparation pour des couples liés par un partenariat enregistré, y compris la liquidation, le partage de la communauté de biens et l'indivision, d'obligations alimentaires, de contribution aux charges de mariage, de l'obligation d'entretien d'enfants et de l'exercice de l'autorité parentale, le juge peut proposer aux parties de recourir à la médiation familiale»<sup>46</sup>.

La médiation familiale intervient dans un domaine bien plus sensible que les autres domaines dans lesquels un recours à la médiation peut être justifié. Le caractère sensible de ce type de médiation tient bien évidemment aux liens affectifs durables qui existent entre les parties<sup>48</sup>.

À ce stade il est utile de donner une définition de la médiation familiale : «La médiation familiale est un processus de construction ou de reconstruction du lien familial, axé sur l'autonomie et la responsabilité des personnes concernées par des situations de rupture ou de séparation dans lesquelles un tiers, impartial, indépendant et qualifié et sans pouvoir de décision : le médiateur favorise à travers l'organisation d'entretiens confidentiels, leur communication, la gestion de leur conflit dans le domaine familial entendu dans sa diversité et dans son évolution. Plus large qu'un mode alternatif elle a pour fonction la construction comme la reconstruction du lien social, la

fonction de gestion (prévention ou règlement) ne vient qu'en fin de définition»<sup>49</sup>.

Cette définition permet d'appliquer à la médiation familiale les dispositions générales applicables selon le projet de loi à chaque type de médiation : l'autonomie des parties et leur rôle actif dans la solution du différend ; un tiers impartial, indépendant et compétent ; sans pouvoir de décision ; la confidentialité ; sont tous des éléments couverts par les dispositions générales du projet de loi qui s'appliquent également à la médiation familiale.

#### d. La médiation et la procédure civile ordinaire

Il est important de souligner que même si la médiation est conçue comme une alternative aux procédures judiciaires classiques, celle-ci entretiendra néanmoins un lien étroit avec la procédure civile de droit commun. Ce souci a été clairement exprimé par la Commission européenne dans sa proposition de texte qui a mené à la Directive 2008/52/CE<sup>50</sup>.

La médiation telle que conçue par le droit communautaire et par le projet de loi est un concept hybride qui conjugue un processus purement volontaire et consensuel à un encadrement légal strict et qui interagit avec la procédure judiciaire ordinaire, ce qui a amené certains à la qualifier de «(...) semi-obligatoire ou imbriquée au sein d'une procédure judiciaire (...)»<sup>51</sup>.

Cette approche se vérifie tant au niveau de la réglementation du processus de médiation lui-même, qu'au niveau de l'interaction ou des effets directs de la médiation sur la procédure civile.

La médiation familiale qui est une forme de médiation judiciaire prévoit l'obligation de recourir à un médiateur agréé. C'est aussi ce type de médiation qui entretient les liens les plus étroits avec la procédure judiciaire ordinaire dans la mesure où le juge peut intervenir de manière déterminante dans le processus de médiation en ordonnant une réunion d'information, en nommant lui-même un médiateur agréé, en vérifiant si l'accord issu de la médiation peut être homologué, en demandant l'avis du ministère public.

Quoique volontaire, la médiation conventionnelle est également, comme nous l'avons vu ci-dessus (le contenu de l'accord en vue de la médiation est prescrit par la future loi), fortement réglementée.

D'autres dispositions marquent clairement l'interaction entre la médiation et la procédure judiciaire classique. En effet, comme précisé ci-avant, au niveau de la définition de la médiation, celle-ci n'éteint pas l'action, au contraire, si les parties ne parviennent pas à un accord, elles restent libres d'intenter une action en justice, le litige étant simplement suspendu jusqu'à la fin de la médiation.

L'article 8 de la Directive 2008/52/CE prévoit que «[L]es États membres veillent à ce que les parties qui choisissent la médiation pour tenter de résoudre un litige ne soient pas empêchées par la suite d'entamer une procédure judiciaire ou une procédure d'arbitrage concernant ce litige du fait de l'expiration des délais de prescription pendant le processus de médiation».

C'est pour cette raison que le projet de loi prévoit pour la médiation conventionnelle que la signature de l'accord en vue d'une médiation suspend le cours de la prescription durant la médiation. Cette suspension prend fin le mois qui suit la notification par au moins une des parties ou par le médiateur manifestant la volonté des parties de mettre fin au processus de médiation. Contrairement à ce qui était prévu par le projet de loi initial, la Commission juridique est d'avis qu'une simple proposition de recourir à la médiation ne saurait suspendre le cours de la prescription de l'action attachée à ce droit. Une telle possibilité entraînerait le risque qu'une partie de mauvaise foi utiliserait la médiation comme moyen dilatoire.

Il importe de soulever que lors du recours à la médiation judiciaire intervenant dans le cadre d'une procédure pendante devant un juge, le recours à la médiation est officialisé par ce dernier qui «ordonne une médiation»<sup>52</sup>.

Toujours au niveau de la médiation judiciaire, une demande de mesure de médiation sollicitée conjointement par les parties suspend les

<sup>26</sup> Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, page 26.

<sup>27</sup> Idem.

<sup>28</sup> Idem.

<sup>29</sup> Voir SUDRE Frédéric, Droit européen et international des droits de l'homme, 7<sup>e</sup> édition refondue, PUF, 2005, paragraphe 214, pages 360-361.

<sup>30</sup> Voir Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, page 26.

<sup>31</sup> Souligné par l'auteur du présent rapport

<sup>32</sup> Commission européenne, livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits du droit civil et commercial, COM(2002)196 final, 19 avril 2002, paragraphe 10, page 9.

<sup>33</sup> Voir Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, page 25.

<sup>34</sup> Idem.

<sup>35</sup> «Le présent projet de directive exclut toute disposition relative au processus de médiation ainsi qu'à la nomination ou à l'accréditation de médiateurs. Compte tenu des réactions au livre vert de 2002 et de l'évolution actuelle au niveau national, il n'est pas certain que la législation soit l'option politique privilégiée pour ce type de disposition. Tout en excluant de la présente proposition les mesures réglementaires relatives à la procédure de médiation elle-même, la Commission a plutôt cherché à encourager les initiatives d'autorégulation et tente de poursuivre sur cette voie par la directive proposée », Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, 22 octobre 2004, COM(2004) 718 final.

<sup>36</sup> Voir livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits du droit civil et commercial, COM(2002)196 final, 19 avril 2002, paragraphe 92, page 36.

<sup>37</sup> Article 1<sup>er</sup> de la Directive 2008/52/CE.

<sup>38</sup> Le Conseil d'État français mentionne l'arrêt de la Cour de l'Union européenne Apostolides du 28 avril 2009, C-420/07, rec. Page I-0357, Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, page 27.

<sup>39</sup> Article 1<sup>er</sup> paragraphe (2) de la Directive 2008/52/CE.

<sup>40</sup> Voir Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, pages 31-32.

<sup>41</sup> Jurisprudence reproduite sous 2<sup>e</sup> de l'article 1225 du NCPC, Cour 9 février 2000, 31, 301.

<sup>42</sup> Article 1251-1 paragraphe (1).

<sup>43</sup> Livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial, COM(2002)196 final, 19 avril 2002, page 22.

<sup>44</sup> JO L 160 du 30.06.2000, p. 19

<sup>45</sup> JO L 338 du 23.12.2003, p. 1

<sup>46</sup> Voir considérant (25) du préambule du règlement (CE) n°2201/2003 du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale.

<sup>47</sup> Nouvel article 1251-1 paragraphe (2).

<sup>48</sup> Voir la recommandation du Conseil de l'Europe du 12 janvier 1998 précitée, Titre II, point 1. du présent rapport.

<sup>49</sup> HOFNUNG-GUILLAUME, Michèle, La médiation familiale deux ou trois choses que je sais d'elle..., in, Célérité et qualité de la justice, La médiation : une autre voie, Rapport issu du Groupe de travail sur la médiation de la Cour d'appel de Paris, présidé par Jean-Claude Magendie.

<sup>50</sup> Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, 22 octobre 2004, COM(2004) 718 final, pages 1-2.

<sup>51</sup> USUNIER Laurence, Le médiateur et l'administration judiciaire, Introduction, Pasricisise luxembourgeoise, 2009, page 304.

<sup>52</sup> Article 1251-12 paragraphe (3).





délais de procédure à partir de la demande. Les parties peuvent également solliciter de nouveaux délais pour la mise en état de la cause. À noter que la mission d'un médiateur judiciaire ne peut excéder la durée de trois mois.

Pour les deux types de médiation, conventionnelle ou judiciaire, le juge a d'ailleurs le dernier mot lorsqu'il s'agit d'homologuer ou non un accord de médiation, l'homologation étant le signe le plus manifeste de la «judiciarisation» du processus de médiation. L'homologation est limitée à l'accord qui est conforme au droit national. Dans le cadre du projet de loi, une demande en homologation est à adresser par au moins l'une des parties au président du Tribunal d'arrondissement, qui vérifie si l'homologation de cet accord n'est pas contraire à l'ordre public, à l'intérêt des enfants et si le litige est susceptible d'être réglé par voie de médiation.

La possibilité d'obtenir l'homologation de l'accord issu d'un processus de médiation constitue le signe le plus tangible de l'interaction entre médiation et procédure civile ordinaire. «L'homologation confère force exécutoire à l'ac-

cord issu de la médiation» prévoit le nouvel article 1251-21 du NCPC. Cette disposition fait bénéficier l'accord de médiation d'un des effets les plus importants attachés à une décision juridictionnelle à savoir le bénéfice de l'exécution forcée. L'article 677 du NCPC prévoit en tant que principe général que «[N]ulle décision et transaction judiciaire ni acte authentique reçu par l'officier public ne pourront être mis à exécution, s'ils ne portent le même intitulé que les lois et ne sont terminés par un mandement aux officiers de justice, ainsi qu'il est dit à l'article 254».

La volonté de conférer aux accords de médiation un titre exécutoire dérive directement de la Directive 2008/52/CE qui prévoit en son considérant (19) que «[L]a médiation ne devrait pas être considérée comme une solution secondaire par rapport aux procédures judiciaires au motif que le respect des accords issus de la médiation dépendrait de la bonne volonté des parties. Les États membres devraient donc veiller à ce que les parties à un accord écrit issu de la médiation puissent obtenir que son contenu soit rendu exécutoire (...)». L'article 6 de la Directive 2008/52/CE formalise cette intention.

de produits, substances ou objets peuvent soit ne plus du tout être considérés comme des déchets, soit perdre, à l'accomplissement d'une certaine étape de leur traitement, le statut de déchet et devenir à nouveau un produit. Les installations qui utilisent ces matériaux ne sont alors plus considérées comme des établissements de traitement de déchets et ne sont plus soumises aux exigences résultant de la législation en cette matière. Dans le même

contexte, le projet de loi prévoit également le regroupement de différentes procédures d'autorisation ou d'agrément. Pour un établissement qui effectue une opération de valorisation ou d'élimination et qui nécessite en même temps une autorisation en vertu de la législation en matière d'établissements classés, les deux autorisations seront combinées de façon à permettre à cet établissement d'accomplir une seule procédure d'autorisation.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 25.05.2011

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

- 29.06.2011 Désignation d'un rapporteur
- 21.07.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 08.09.2011 Visite du syndicat intercommunal SIDEC
- 21.09.2011 Continuation de l'examen des articles du projet de loi
- 28.09.2011 Visite des installations du Minett-Kompost
- 06.10.2011 Continuation de l'examen des articles du projet de loi
- 12.10.2011 Continuation de l'examen du projet de loi
- 19.10.2011 Continuation de l'examen des articles du projet de loi
- 26.10.2011 Examen des avis des chambres professionnelles et du Syvicol  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 26.10.2011 Continuation des travaux
- 16.11.2011 Examen de l'avis de la Chambre d'Agriculture
- 24.11.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 30.11.2011 Présentation et adoption d'un avant-projet de rapport
- 11.01.2012 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État et adoption d'un projet de rapport  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.02.2012

## Création de la «SPF»

### 6305 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)

Le présent projet de loi vise à adapter certaines dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, afin de les rendre conformes aux principes contenus dans le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et l'Accord sur l'Espace économique européen.

Ces modifications sont devenues nécessaires suite à une intervention de la Commission européenne, faisant état d'une éventuelle discrimination entre résidents et non-résidents dans le traitement fiscal.

En effet, en vertu de l'article 4, paragraphe (1) de la loi précitée du 11 mai 2007, la société de gestion de patrimoine familial («SPF») est exempte de l'impôt sur le revenu, de l'impôt commercial communal et de l'impôt sur la fortune. Néanmoins, en vertu des paragraphes (2) et (3) dudit article 4, une SPF recevant plus de

5% du montant total des dividendes en provenance de participations dans des sociétés non résidentes et non cotées qui ne sont pas soumises à un impôt comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités luxembourgeoises est exclue du bénéfice du régime d'exonération fiscale.

À la lumière de ces dispositions et après avoir mis en exergue qu'une „SPF semble pouvoir investir librement dans toute autre société luxembourgeoise (exonérée ou non de l'impôt sur le revenu; dont les actions/parts sont cotées ou non) tout en gardant son exonération fiscale“, la Commission européenne a relevé que la législation luxembourgeoise „semble appliquer des régimes fiscaux différents à des situations comparables, qui pourraient dissuader les SPF luxembourgeoises à investir dans des sociétés non résidentes similaires aux sociétés luxembourgeoises“.

Le projet de loi vise à abolir l'exclusion du bénéfice du régime d'exonération fiscale en cas de réception de plus de 5% de dividendes en provenance de participations dans des sociétés non résidentes et non cotées qui ne sont pas soumises à un impôt comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités luxembourgeoises.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 15.07.2011

Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

- 10.01.2012 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 17.01.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.02.2012

## TVA

### 6355 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de modifier trois dispositions de la loi dite «TVA». Ces modifications s'imposent suite aux problèmes rencontrés lors de l'application des dispositions concernées dans la pratique.

Ces dispositions concernent:

1. Les situations dans lesquelles l'administration peut opérer le retrait d'un numéro d'identification à la TVA à un opérateur économique.

L'attribution de ce numéro a pour objectif d'assurer que l'administration puisse surveiller que ledit opérateur s'affranchit correctement de ses obligations concernant la taxe sur la valeur ajoutée. Si la loi prévoit qu'un règlement grand-ducal précise les situations qui rendent l'attribution d'un numéro d'identification obligatoire, il paraît évident que ce numéro puisse être retiré si les situations ayant justifié son at-

## Gestion des déchets

### 6288 - Projet de loi relative à la gestion des déchets et modifiant

**1. la loi du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;**

**2. la loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht;**

**3. la loi du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;**

**4. la loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur**

Le projet de loi 6288 a comme objectif principal de transposer en droit national la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Cette directive établit le cadre juridique applicable au traitement des déchets dans l'Union européenne. Elle instaure des principes de gestion des déchets, tels que celui du pollueur-payeur et définit une hiérarchie des déchets contraignante qui impose aux États membres de gérer leurs déchets suivant un ordre de priorité bien précis, à savoir, au sommet de la hiérarchie: 1) la prévention des déchets; 2) la préparation des déchets en vue de leur réemploi; 3) le recyclage; 4) toute autre forme de valorisation, et notamment la valorisation énergétique et finalement 5) l'élimination des déchets. La politique communautaire en matière de déchets met donc l'accent sur la prévention des déchets et la promotion du recyclage. Dans ce contexte, le projet de loi définit notamment les exigences générales en matière de prévention et de recyclage. Les producteurs et les prestataires de services doivent ainsi inclure le concept de la prévention dès le stade de la conception de leurs produits ou services. De surcroît, des taux minima de recyclage à atteindre obligatoirement d'ici 2020 sont fixés pour les déchets ménagers et assimilés, d'une part, et pour les déchets de construction et de démolition, d'autre part. Ces taux sont fixés à 50% pour les déchets ménagers et à 70% pour les déchets de construction et de démolition (hors terres d'excavation). À

noter dans ce contexte que le Luxembourg affiche aujourd'hui un taux de recyclage qui est parmi les meilleurs en Europe.

En plus, le projet de loi ne se limite pas à une simple transposition de la directive, mais prend également ses origines dans la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets ainsi que dans les orientations du plan général de gestion des déchets, tel qu'adopté par le Conseil de Gouvernement le 29 janvier 2009. D'un point de vue historique, c'est la loi modifiée du 26 juin 1980 concernant l'élimination des déchets qui a créé l'obligation pour les communes d'introduire une gestion contrôlée pour éliminer les déchets. Par la suite, la loi du 17 juin 1994 précitée a instauré les principes de recyclage, de valorisation et du pollueur-payeur. Finalement, la loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement des actions de la SuperDrecksKëscht a donné le support national nécessaire au recyclage de grande envergure.

Les autres points importants du projet de loi sont les suivants:

- le projet de loi prévoit l'application des principes d'autosuffisance et de proximité en matière de gestion des déchets ménagers et de déchets inertes;

- le projet de loi renforce le principe du pollueur-payeur déjà d'application à l'heure actuelle et inscrit dans la loi précitée du 17 juin 1994;

- le régime de la responsabilité élargie des producteurs est introduit de façon généralisée. Ce régime s'applique déjà à l'heure actuelle aux emballages, aux véhicules hors d'usage, aux équipements électriques et électroniques, aux piles et accumulateurs. Le projet de loi crée désormais une base légale pour pouvoir l'appliquer également à d'autres fractions de déchets, et ce en habilitant le Gouvernement à procéder de la sorte par voie de règlement grand-ducal;

- le projet de loi entend également s'inscrire dans un processus de simplification administrative. La simplification administrative concerne notamment l'introduction des notions de sous-produits et de fin du statut de déchets, entraînant un certain allègement des contrôles en la matière, ainsi que le regroupement des autorisations et agréments. Ainsi, un certain nombre





tribution ne sont plus données. Or, une affaire en justice a démontré qu'une insécurité juridique existait du fait que la loi ne prévoit pas expressément la possibilité pour l'administration d'opérer un tel retrait.

Le projet de loi sous rubrique propose de prévoir explicitement à l'article 4 de la loi TVA le droit pour l'administration de retirer le numéro d'identification.

2. Les prestations de transport de biens ou des prestations accessoires à un tel transport, lorsque ces prestations sont matériellement effectuées en dehors de l'Union européenne.

En vertu de l'article 17, paragraphe 1, point b) de la loi TVA, le lieu de la prestation de ces services, déterminant la redevance de la TVA, est réputé se situer à l'endroit où l'assujéti est établi. Or, ceci peut conduire dans le chef de l'assujéti, lorsqu'il ne dispose pas du droit de dé-

duire complètement la taxe en amont, à une double imposition, en ce sens qu'outre la TVA communautaire, une éventuelle taxe sur le chiffre d'affaires due en territoire extracommunautaire peut grever la consommation finale.

L'article 59bis, point a) de la directive 2006/112/CE permet aux États membres de prévoir que, par dérogation aux règles communes, le lieu des prestations de services concernées est considéré se situer en dehors de l'Union. Le projet de loi propose de faire usage de cette disposition et de compléter l'article 17, paragraphe 2 en conséquence.

3. La mise en conformité du texte de la loi TVA avec le texte de la directive.

À l'article 17, paragraphe 2, point 10°, il est proposé de remplacer dans l'expression «l'utilisation et l'exploitation effectives» le terme «et» par le terme «ou».

«Index»

**6378 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État**

Le projet de loi n°6378 vise à mettre en œuvre la décision du Conseil de Gouvernement du 16 décembre 2011.

Ce projet de loi modifie l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des

traitements des fonctionnaires de l'État par l'introduction d'un régime transitoire d'adaptations fixes et prévisibles des salaires et traitements, des rentes et des pensions et des autres indemnités à l'évolution du coût de la vie.

Jusqu'en 2014 inclus, les adaptations éventuelles auront lieu au maximum une fois par an, en date du premier octobre de chaque année.

Le retour au système classique d'indexation automatique est également réglé.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 22.12.2011

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

(Président: M. Alex Bodry):

19.01.2012 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

19.01.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.01.2012

Loi du 31 janvier 2012

Mémorial A: 2012, n°16, page 224

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 27.10.2011

Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

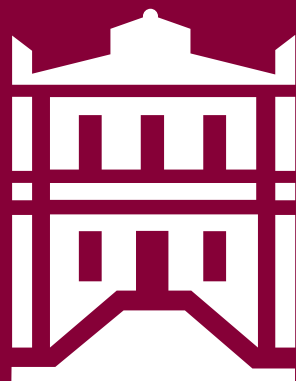
10.01.2012 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

17.01.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.02.2012



CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all  
öffentlich  
Sitzung  
live an integral

An der Stad  
um Kanal S29 (Coditel) oder  
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch  
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang  
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng  
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen  
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer  
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech  
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

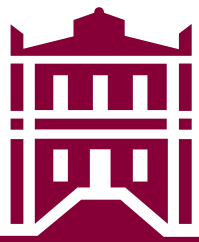
Zu Kielen (& Brameschhaff),  
Keespelt, Meespelt,  
Ollem an Nouspelt  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz





## Sommaire

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
  - M. le Président
2. Communications
  - M. le Président
3. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les services d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union et abrogeant la directive 96/67/CE du Conseil (COM (2011) 824)
  - Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre des Députés
  - M. le Président
  - Vote sur la résolution (adoptée)
4. Ordre du jour
  - M. le Président, M. Serge Urbany
  - Vote sur l'ordre du jour (adopté)
5. 6378 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
  - Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen
  - Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Paul Helminger, M. Alex Bodry, M. Henri Kox (dépôt d'une motion), M. Jacques-Yves Henckes (dépôt d'une résolution), M. Serge Urbany, M. Gast Gibéryen, M. Marc Spautz
  - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
6. Hommage à M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
  - M. le Président
7. Projet de loi 6378 (suite)
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - Motion 1: M. François Bausch, M. Serge Urbany, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
  - Vote sur la motion 1 (rejetée)
  - Résolution 1: M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (résolution retirée et réintroduite sous forme d'une motion)
  - Vote sur la motion 2 (rejetée)
8. Ordre du jour (suite)
  - M. le Président, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. François Bausch
9. Déclaration sur la position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard du Traité international sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (suivie d'un débat)
  - Déclaration: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
  - Débat: M. Norbert Hauptert, M. Claude Meisch (dépôt d'une motion), M. Ben Fayot, M. François Bausch, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany
  - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
  - Vote sur la motion 1 (adoptée)
10. Question urgente n°1888 de M. Fernand Kartheiser sur la pression du FMI sur la BCE
  - M. Fernand Kartheiser - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
11. Question urgente n°1889 de M. Félix Braz sur la commission communale consultative d'intégration
  - M. Félix Braz - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration
12. Hommage à M. Marc Fischbach, Médiateur
  - M. le Président, M. Camille Gira

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

### 1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Présidentkonferenz sech derfir ausgeschat, de Projet de loi 5997, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Notariat, vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

### 2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposiert.

2) Folgend Projekte goufen an der Administration parlementaire déposiert: de 14. Dezember vum Finanzminister de Projet de loi 6375, en Ofkommen iwwert d'Schafe vun der Banque européenne pour la reconstruction et le développement; den 20. Dezember vum Finanzminister de Projet de loi 6376, eng Reform vun der Commission des normes comptables; deesewechten Dag vum Ausseminister de Projet

de loi 6377, d'Konvention vun Tampere; den 22. Dezember vum Wirtschaftsminister de Projet de loi 6378 iwwert d'Modulatioun vum Index; de 4. Januar vum Innenminister de Projet de loi 6379 iwwert d'Disziplin an der Arméi, der Police an der Inspection générale vun der Police; den 12. Januar vum Justizminister de Projet de loi 6381 iwwert d'Reform vun der Strofvollstreckung an de Projet de loi 6382 iwwert d'Reform vun der Administration pénitentiaire; den 20. Januar vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6383, eng Ofännerung vun der Verkeiersreglementatioun; deesewechten Dag vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6384, eng Wahlobservatioun vun der OSZE a Russland; a schliesslech de 25. Januar vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6385 iwwert d'Renovatioun vum Kolléisch.

### Communications du Président - séance publique du 26 janvier 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**6375** - Projet de loi approuvant un amendement à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 14.12.2011

**6376** - Projet de loi portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et modifiant:

(1) le titre II du livre 1<sup>er</sup> du code de commerce

(2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

(3) la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 20.12.2011

**6377** - Projet de loi portant approbation de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, faite à Tampere, le 18 juin 1998

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 20.12.2011

**6378** - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 22.12.2011

**6379** - Projet de loi ayant pour objet la discipline dans l'Armée, la Police grand-ducale et l'Inspection générale de la Police

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 04.01.2012

**6381** - Projet de loi portant réforme de l'exécution des peines et modifiant:

- le Code d'instruction criminelle;

- le Code pénal;

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et

- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 12.01.2012

**6382** - Projet de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire et

1) modification:

- du Code pénal;

- du Code d'instruction criminelle;

- de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich;

- de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;

- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse;

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et

- de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, ainsi que:

2) abrogation:

- de certaines dispositions du Code de Sécurité sociale;

- des articles 11, 12 et 15 de la loi du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale, et

- de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de la police générale

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 12.01.2012

**6383** - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 20.01.2012

**6384** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération des élections présidentielles en Russie

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 20.01.2012

**6385** - Projet de loi relatif à la rénovation de l'Athénée de Luxembourg

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 25.01.2012

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

### 3. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les services d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union et abrogeant la directive 96/67/CE du Conseil (COM (2011) 824)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre des Députés

An hirer Réunioun vum 18. Januar 2012 huet d'Commission du Développement durable eestëmmege décidéiert, en Avis motivé un d'Europäeschen Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument COM (2011) 824 iwwert d'Services d'assistance en escale an de Flughäfe betrëfft.

D'Nohaltegkeetskommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritätsprinzip mat engem legislative Vorschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. D'Nohaltegkeetskommissioun koom zur Konkusioun, datt de Subsidiaritätsprinzip verletzt ginn ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eiseem Règlement. Den Avis motivé vun der Commission du Développement durable läit lech a Form vun enger Resolutioun vir.

### Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 5, paragraphe 3, du Traité sur l'Union européenne (TUE);

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission du Développement durable a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les services d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union et abrogeant la directive 96/67/CE du Conseil (COM (2011) 824);

- prenant acte du fait que le délai du contrôle de la subsidiarité arrive à son terme en date du 1<sup>er</sup> février 2012;

- constatant que la Commission du Développement durable a adopté, lors de sa réunion du 18 janvier 2012, à l'unanimité un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide de faire sien cet avis motivé de la Commission du Développement durable ayant la teneur suivante:

«La Commission du Développement durable exprime ses réserves au sujet de la proposition susmentionnée pour les raisons suivantes:

1. Remarques préliminaires

La situation de l'aéroport de Luxembourg en tant que seul aéroport à vocation commerciale du pays





est particulière dans le cadre du réseau européen aéroportuaire. En effet, l'aéroport de Luxembourg compte parmi les aéroports d'importance régionale au niveau du nombre de passagers (1,6 - 1,8 million de passagers par an). En termes d'activités de fret cependant, l'aéroport compte parmi les aéroports les plus importants en Europe avec un volume de fret avoisinant les 650.000 tonnes en 2011.

Du fait qu'il est le seul aéroport du pays, il doit accueillir toutes les infrastructures techniques et opérationnelles essentielles pour un aéroport d'une importance nationale (aviation de passagers et de fret, aviation d'affaires, aviation générale, aviation humanitaire, support pour les activités policières et militaires). Sa capacité d'accueil est cependant limitée du fait de sa situation d'extension limitée (il est encerclé par une vallée au sud de la piste et des routes nationales, voire l'autoroute sur les autres côtés).

2. Les objectifs et la motivation de la proposition de règlement

a) Objectifs généraux et particuliers

L'exposé des motifs du règlement explique que l'objectif général de la proposition est d'«améliorer l'efficacité et la qualité globale des services d'assistance en escale au profit des usagers (compagnies aériennes) et des utilisateurs finals (passagers et commissionnaires de transport) dans les aéroports de l'Union européenne».

Ce même exposé des motifs énumère parmi les objectifs particuliers «de faire en sorte que les compagnies aériennes disposent d'un choix accru de solutions d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union européenne».

b) La motivation de la proposition

La Commission indique dans son exposé des motifs que «D'après diverses évaluations de la directive effectuées (...), la directive a permis d'atteindre les principaux objectifs recherchés de la libéralisation du marché de l'assistance en escale dans les aéroports de l'Union: le nombre de prestataires de services a augmenté et les prix de l'assistance en escale ont généralement baissé. En outre, d'après les compagnies aériennes, la qualité du service s'est améliorée avec l'élargissement du choix entre prestataires concurrents.

Depuis l'adoption de la directive en 1996, les conditions d'exercice des services d'assistance en escale ont connu une évolution spectaculaire. Dans un contexte de croissance rapide du trafic aérien et de contraintes de capacité, la question de l'efficacité et de la qualité des services fournis dans les aéroports, y compris les services d'assistance en escale, se pose avec une acuité renouvelée et accrue.»

Il ressortirait cependant de la consultation que le cadre juridique actuel n'est plus adapté aux besoins. «Le problème étant double: i) la fourniture des services d'assistance en escale manque d'efficacité, en raison de barrières à l'entrée et de l'expansion du transport aérien, et ii) la qualité globale des services ne suit pas l'évolution des besoins en matière de fiabilité, de résilience, de sécurité et de sûreté, ainsi que de protection de l'environnement.»

Plus loin dans l'exposé des motifs la Commission rappelle que «Le 24 janvier 2007, elle a adopté un rapport sur l'application de la directive, qui a confirmé que les principaux objectifs de cette dernière avaient été atteints, tout en constatant l'existence de tendances négatives.»

3. Choix des instruments

L'instrument proposé est un règlement.

Conformément à l'exposé des motifs de la proposition «Les autres instruments ne seraient pas adéquats. Compte tenu du besoin récent de normes de qualité minimale harmonisées dans les aéroports pour mettre en œuvre l'approche «porte-à-porte» de la gestion du trafic aérien, et d'une harmonisation plus poussée des conditions d'accès au marché pour assurer une concurrence plus équitable sur le marché de l'assistance en escale, la souplesse qu'a apportée le choix d'une directive en 1996 n'est plus appropriée.

Il faut un instrument juridique d'application générale.

Un règlement répond au besoin d'harmonisation des marchés de l'assistance en escale au niveau de l'UE, étant donné que le manque d'harmonisation a été décrit comme un problème. La plupart des difficultés que pose le cadre juridique actuel sont liées à des divergences de mise en œuvre entre les États membres.

Ainsi, l'instrument juridique le plus approprié est le règlement, car les autres solutions ne permettraient pas d'atteindre les objectifs poursuivis.»

4. Principe de subsidiarité

Le principe de subsidiarité s'applique, la proposition ne relevant pas de la compétence exclusive de l'Union. L'exposé des motifs conclut à son respect en les termes suivants:

«Les objectifs de la proposition ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les États membres, étant donné que les compagnies aériennes opèrent au sein d'un marché unique de l'aviation et que les prestataires de services en escale déploient également leurs activités sur un marché européen ou international. Le cadre applicable aux services d'assistance en escale ne peut être réglementé à un niveau inférieur. Toute action isolée à l'échelon des États membres risque de nuire au fonctionnement du marché intérieur.

Une action de l'Union européenne est mieux à même de réaliser les objectifs de la proposition. Les règles européennes relatives aux services d'assistance en escale constituent un complément essentiel à la législation européenne qui sous-tend le marché intérieur du transport aérien; en effet, l'existence d'un système équitable, transparent et non discriminatoire pour la fourniture de services d'assistance en escale est essentielle pour garantir l'efficacité et la qualité de ces services, qui jouent un rôle vital dans la chaîne de l'aviation.»

5. Analyse du respect du principe de subsidiarité

a) Objectifs du principe de subsidiarité

Dans le cadre des compétences non exclusives de l'Union, le principe de subsidiarité, inscrit dans le TUE, définit les conditions dans lesquelles l'Union dispose d'une priorité d'action par rapport aux États membres.

Conformément à l'article 5, paragraphe 3, du TUE l'intervention des institutions de l'Union au nom du principe de subsidiarité suppose qu'outre l'obligation d'être en présence d'une compétence mixte, soient réunies les conditions de nécessité (les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints d'une manière satisfaisante par les États membres) et de valeur ajoutée ou efficacité économique (l'action peut être mieux réalisée, en raison de ses dimensions ou de ses effets, par une intervention de l'Union).

Outre la légitimation de l'intervention de l'Union, il s'agit de protéger la capacité de décision et d'action des États membres afin de rapprocher l'exercice des compétences au niveau le plus près possible des citoyens.

À côté du principe de subsidiarité, le principe de proportionnalité régit l'exercice des compétences de l'Union européenne.

b) Disposition du règlement susceptible de non-respect du principe de subsidiarité

Si la Commission du Développement durable peut se déclarer d'accord avec la justification de l'action de l'Union afin d'harmoniser les règles d'accès au marché de l'assistance en escale et d'améliorer le système en place qui fut l'objet d'une directive adoptée en 1996 et d'une loi de transposition en droit luxembourgeois datant du 19 mai 1999, elle estime cependant que plusieurs dispositions (interliées) de la proposition de règlement ne sont pas compatibles avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Passage du nombre minimal des prestataires de services à trois dans les grands aéroports (art. 6 (2))

L'article 6 (2) dispose que:

«Dans les aéroports visés au paragraphe 1, les États membres peuvent limiter le nombre de prestataires autorisés à fournir les catégories suivantes de services d'assistance en escale:

- (a) assistance «bagages»;
- (b) assistance «opérations en piste»;
- (c) assistance «carburant et huile»;
- (d) assistance «fret et poste» en ce qui concerne, tant à l'arrivée qu'au départ ou en transit, le traitement physique du fret et du courrier entre l'aérogare et l'aérogare.

Toutefois, les États membres ne limitent pas ce nombre à moins de deux prestataires pour chaque catégorie de services ou, dans les aéroports dont le trafic annuel est supérieur ou égal à 5 millions de mouvements de passagers ou 100.000 tonnes de fret depuis au moins trois années, à moins de trois prestataires pour chaque catégorie de services.»

Si l'on peut être d'accord avec une obligation de moyen afin d'avoir deux prestataires de services dans un aéroport dont le trafic annuel est de 50.000 tonnes, tel que c'est le cas actuellement dans le contexte de la directive 96/67/CE, il n'en est pas ainsi avec l'obligation de résultat d'avoir au moins trois prestataires de services pour chacune des quatre catégories de services restreints visés au paragraphe 1 pour un aéroport avec un trafic annuel supérieur pendant trois années de 100.000 tonnes de fret.

Il en est de même de l'obligation de résultat inscrite dans ce même article d'avoir deux assistants en escale en matière de passagers pour tout aéroport avec un trafic supérieur pendant trois années de 2 millions de passagers.

Cette manière de procéder et d'imposer par un règlement directement applicable, et sans mesure

possible de transposition dans le droit national, un nombre minimal d'opérateurs à atteindre et ce quelle que soit la situation locale en termes économiques et d'espace ne répond pas aux critères de subsidiarité ni de proportionnalité.

En effet, l'objectif envisagé d'amélioration de l'efficacité et de la qualité globale des services d'assistance en escale a déjà largement été atteint par la transposition dans le droit national de la directive 96/67/CE. Ainsi il résulte clairement de l'exposé des motifs que «la directive a permis d'atteindre les principaux objectifs recherchés de la libéralisation du marché de l'assistance en escale dans les aéroports de l'Union: le nombre de prestataires de services a augmenté et les prix de l'assistance en escale ont généralement baissé. En outre, d'après les compagnies aériennes, la qualité du service s'est améliorée avec l'élargissement du choix entre prestataires concurrents.»

Les «tendances négatives» qui semblent motiver l'action de la Commission résultent des résultats de la consultation effectuée qui pourtant a largement corroboré l'analyse faite par la Commission européenne d'un plus grand choix pour les opérateurs aériens et de baisse de prix. Alors que le marché a évolué depuis 1996 avec des parts de marché (Sources: ACI Europe 2010 et Commission européenne 1996) de désormais 45% pour les assistants en escale indépendants (7% en 1996), de 39% pour les compagnies aériennes (68% en 1996) et de 16% pour les gestionnaires aéroportuaires (25% en 1996), la Commission européenne a manqué de justifier, chiffres à l'appui, la nécessité de son intervention pour déreguler davantage le nombre minimal d'assistants en escale.

La nécessité de cette ouverture supplémentaire du marché d'assistance en escale aux tiers est aussi mise en doute par le fait que l'objectif de la qualité et de la performance pourrait être atteint par d'autres mesures au niveau national que celle d'augmenter le nombre de prestataires à un minimum de trois pour les aéroports dépassant le seuil de 100.000 tonnes de fret (principe de subsidiarité), qui tiendraient plus compte des différents types d'aéroports concernés. Une approche plus nuancée pourrait ainsi consister dans une évaluation globale de la situation concurrentielle d'un aéroport par une autorité indépendante nationale qui pourrait tenir compte de l'avis du comité des usagers local et de la structure du marché en question.

S'ajoute, qu'outre le fait que l'imposition du nombre précis d'assistants en escale sur tous les aéroports ayant atteint un certain seuil de volume n'est pas nécessaire, il n'apporte pas de plus-value relative à l'objectif général recherché d'augmentation de la qualité et de l'efficacité.

Au contraire, en particulier dans le domaine de services d'assistance en escale aux tiers risque d'être contreproductif puisque deux opérateurs devront se partager la part du marché sujet à concurrence après que le plus grand opérateur (qui au Luxembourg est responsable pour quelque 75 % du fret traité) ait choisi un assistant en escale.

Un développement économique durable pour ces deux opérateurs est d'autant plus irréaliste que plusieurs aéroports européens, dont l'aéroport de Luxembourg, ont fait l'expérience de fortes difficultés dans la recherche ou le remplacement d'un 2<sup>e</sup> prestataire de services en matière de fret, prévu comme seuil minimal par la réglementation actuelle, ce qui peut aussi être dû à une plus grande volatilité globale de ce marché ainsi qu'à un degré de substitution plus important entre aéroports concurrents. Il s'ajoute que dans les aéroports, comme celui de l'aéroport de Luxembourg, où seul un des deux seuils est dépassé et le fret est transbordé quasi exclusivement par des avions all-cargo, peu de synergies opérationnelles sont possibles entre le volet fret et le volet passager.

Il en découle que deux opérateurs risquent d'opérer en dessous du seuil de masse critique, générant des parts de marché très fluctuantes et une opération performante en termes de prix et de qualité est très difficile à maintenir. Dans un tel contexte économique, ces opérateurs ne peuvent pas garantir des niveaux stables de qualité et de performance augmentant de la sorte, au lieu de diminuer, les problèmes de qualité des services et de sécurité des opérations aéroportuaires au détriment des usagers de l'aéroport et de l'entité gestionnaire supposée mieux coordonner leur action. Ceci est surtout le cas dans un aéroport avec des goulots d'étranglement au niveau des infrastructures terrestres tel que l'aéroport de Luxembourg.

Il convient de souligner que la position de la Commission du Développement durable se recouvre sur ce point avec celle de l'ACI (Airports Council International) qui a exprimé son rejet d'une augmentation du nombre minimum d'assistants en escale aux tiers rappelant dans ce contexte les inconvénients majeurs constatés lors de l'hiver 2010 avec une rupture sur certains aéroports du produit de dégivrage des avions sous la responsabilité d'assistants en escale indépendants, voire les risques inhérents à des services de bus défaillants.

Par ailleurs, dans un communiqué de presse conjoint du 1<sup>er</sup> décembre l'ACI, l'ETF (European Transport Workers' Federation) et l'ASA (Airport Services Association), trois des quatre partenaires sociaux dans l'assistance en escale, rejettent la dérégulation non contrôlée qui est l'objet de la proposition de la Commission européenne.

Concernant le recours à un règlement au lieu d'une directive, il convient de noter que le choix de cet instrument juridique, s'il peut être justifié pour le respect dans les aéroports européens de normes de qualité minimales, ne se justifie pas pour la disposition sous avis.

Considérant que l'article 11(6) de la Constitution luxembourgeoise dispose que «La liberté du commerce et de l'industrie, l'exercice de la profession libérale et du travail agricole sont garantis, sauf les restrictions garanties par la loi», un abandon de compétence à l'exécutif européenne sur ce point serait à considérer comme une immixtion inacceptable dans la prérogative du législateur, actuellement seul compétent pour arrêter une restriction afférente.

Au vu de ce qui précède, la disposition projetée, et conformément au principe *accessorium sequitur principale* (l'accessoire suit le régime juridique du principal), la proposition sous avis s'avère être incompatible avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité préénoncés.»

(s.) Fernand Boden, François Bausch, Eugène Berger, Roger Negri, Marc Spautz.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien ass net mat där Resolutioun d'accord?

Et schéngt mer also Unanimitéit ze sinn. Ech soen lech Merci an ech leeden den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

## 4. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir haut folgenden Ordre du jour virgeschloen. Fir d'Éischt hu mer de Mëtteg de Projet de loi 6378 iwwert d'Modulatioun vum Index nom Modell 2 an dann eng Deklaratioun iwwert d'Position vum der Regierung, wat den Traité international sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire ugeet, mat uschlëssender Debatt.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Här President!

► **M. le Président.**- Den Här Urbany freet d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech froen d'Wuert zur Dagesuerdnung. Ech wëll nämlech eng Question préalable opgrond vum eisem Artikel 38 vum Règlement stellen an ech wëll froen, dee Projet de loi iwwert den Index vum der Dagesuerdnung ze huelen, well en den Index moduliert ausserhalb vum deene gültege gesetzleche Kritären, déi haut nach hei am Land gëllen, opgrond vum neie Kritären, déi iwwregens zum Deel diskutabel sinn, zum Deel net transparent sinn an zum Deel de Contraire vun deem aussoen, wat mer haut solle beschlëssen, opgrond also vum neie Kompetitivitéitskritären, déi guer net an der Législatioun, wéi se haut besteet, virgesi sinn.

Bis haut nämlech kann den Indexautomatismus nëmmen ausser Kraaft gesat ginn «en cas d'aggravation de la situation économique et sociale». Dat steet am Gesetz vum 1977, wat en Antikrisegesetz ass. Dat ass am Fong geholl och déi Situatioun, déi un Moutforter LSAP-Kongress als eenzeg Ausnahm fir eng Indexmodulatioun acceptéiert ginn ass. Eng Resolutioun - ech hu se nach eng Kéier gekuckt -, déi sech ausdrécklech beruff op déi bestehend Gesetzgebung, wéi et se haut gëtt!

Et sti prezis Kritären an deem Gesetz an et stinn och prezis Kritären am Règlement grand-ducal vum 1984, zum Beispill: eng sensibel Divergenz an der Inflation mat den Nopeschlänner. Déi gëtt et awer net, op jidde Fall net méi wéi soss, a si agravéiert a kengem Fall déi wirtschaftlech Situatioun, op jidde Fall gëtt et net bewisen, a kengem Moment empor behaapt. Oder awer d'Evolutioun vum den Exporter - déi huelen am Volume aussergewéinlech zou souguer! Wou kënnen se dann d'ekonomesch Situatioun bedrohen?

<sup>1</sup> Point 1.3. de la proposition de règlement.



Här President, dee Projet de loi, deen eis hei virläit, dee mécht emol net den Effort, ze bewiesen opgrond vum Gesetz vun 1977, dass dat Gesetz muss, dass déi Modulatioun, déi an deem Gesetz do virgesinn ass, soll a Kraaft trieden. Ech wëll iwwerengs och drop hiweisen, dass de Conseil d'État gesot huet, et wier iwwerhaupt keng prezis Ausso an deem Gesetz hei dran iwwer wirtschaftlech Problemer.

D'Realitéit ass déi, dass mer haut schonn eng heemlech Virentscheidung sollen treffen iwwert dat, wat d'Regierung zu Bréssel mat ënnerschriwwen huet, an zwar e Réexamen des mécanismes d'indexation am Pacte „euro plus“, deen den 11. März 2011 ënnerschriwwen ginn ass. Dat heescht, elo scho sollen d'Gehälter, d'Léin, d'Prestations sociales, d'Renten u Kritären ugepasst ginn, déi an décke Bicher zwar stinn, mä déi keng gesetzlech Basis hunn. Et ass duerfir a mengen Aen eng strukturell Verännerung, déi hei geschitt, eng heemlech strukturell Verännerung, contrairement zu där Législatioun, wéi mer se haut hunn.

An dat seet keen anere wéi den Observatoire de la compétitivité selwer. Dat ass jo déi eenzeg Referenz, op déi dat Gesetz hei, dee Projet de loi hei sech berufft, dee jo guer net an den Detail geet. E seet a sengem Bericht vum November 2011, op dee sech hei bezu gëtt, «Ainsi, une discussion avec les partenaires sociaux s'avère nécessaire pour compléter ce tableau de bord européen» - also och do ass emol nach net alles kloer, wat d'Kritären ugeet, ass um europäeschen Niveau emol nach net alles décidéiert - «et de remplacer les neuf indicateurs du règlement grand-ducal du 5 avril 1985.» Dat Gesetz hei violéiert also souwuel den Text wéi den Esprit vum deem Indexgesetz vun 1984...

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir musst zum Schluss kommen, well Dir hutt just fënnf Minutten, fir eng Ännerung vum Ordre du jour ze motivéieren.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Souwäit ech d'Reglement an Kapp hunn, Här President, steet do zwar keng Riedezäit dran, mä ech versprechen lech, dass ech direkt fäerdeg sinn, ech hu jo och nach keng fënnf Minutte geschwat.

Ech mengen, et ass de Gewerkschaften och héich unzerechnen, dass se sech deem wierkleche Coup d'État, deen do geschitt, entzunn hunn a vill Courage bewisen hunn géint d'Trommelfeier vum Patronat, vun enger gewässer Press, an der Komplizitéit vu bal alle Parteien heibannen.

An ech mengen, haut ass et un der Chamber, fir Faarf ze bekennen, an ech beantragen duerfir, deen illegale Gesetzesprojekt hei vun der Dagesuerdung ze huelen. An ech hoffen, dass d'Kollegee vun der LSAP a vläicht och aner Kollegeen, vläicht vun där grénger Partei, och wäerten deem Antrag zoustëmmen.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Urbany Merci. Hei gëtt gefrot, fir den éischte Punkt vum Ordre du jour ze huelen.

#### Vote sur l'ordre du jour

Ech géif elo zum Vote stellen: Wien ass mam Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz proposéiert gëtt, d'accord? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewe wann ech glifft.

#### (Interruptions diverses et hilarité)

Sou, wien ass net domadder d'accord?

Domadder ass den Ordre du jour ugeho.

#### (Interruptions diverses)

Mir kommen dann och elo zum Projet de loi 6378 iwwert d'Modulatioun vum Index. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Helminger, Bodry, Kox, Henckes a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

### 5. 6378 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

#### Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de

Projet de loi 6378 iwwert den Index gouf den 22. Dezember 2011 vum Wirtschaftsminister an der Chamber deponéiert. D'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an d'Chambre des Salariés hunn uganks des Joers de Projet de loi aviséiert.

De Statsrot huet säin Avis de 17. Januar ginn. D'Ékonomieskommissioun huet den 19. Januar de Projet de loi an déi verschidden Avisen analyséiert an de Projet de loi (veuillez lire: Projet de rapport) gouf an darselwechter Sitzung eestëmmege ugeho.

Här President, déi geplangten Indexmodulatioun resultéiert aus dem Punkt 2 vum Accord bipartite vum 29. September 2010 tëschent der Regierung an de Gewerkschaften. De Punkt 2 seet - ech zitieren: «Dans l'hypothèse où en 2012 une tranche indiciaire serait à appliquer après un délai de moins de douze mois depuis l'application de la tranche indiciaire précédente, le Gouvernement et les partenaires sociaux se concerteront pour évaluer la situation et les conclusions qu'il convient d'en tirer.»

Mir sinn also genau elo an deem Zenario. Déi lescht Indexbranche gouf scho bekannterlecherweis den 1. Oktober 2011 ausbezuel. Domadder ass de Punkt 1 vum virgenannten Accord bipartite mat de Gewerkschaften ëmgesat ginn. Déi nächst Indexbranche wäert mat aller Wahrscheinlechkeet den nächste Mount, also am Februar 2012, also an e puer Deeg, erfalen. De festgehalenen Délai vun zwielef Méint wier domadder net respektéiert ginn. D'Sozialpartner sollte sech also an deem Fall mat der Regierung konzertéieren, esou wéi et am Accord festgehalen ass a war.

Well sech awer am Kader vun där Tripartite keen Accord fanne gelooss huet, huet d'Regierung d'Décisioun getraff, déi sech en vue vun der wirtschaftlecher Situatioun imposéiert hunn. Nodeems déi geplangten Tripartite-Réunion vum 15. Dezember ofgesot ginn ass, huet d'Regierung schnell gehandelt an hir Responsabilitéit geholl, andeems se eng ganz Rëtsch vu Mesurë getraff huet, déi sech op de Punkt 3 vum Accord bipartite bezéien.

An deem Punkt 3 vum Accord bipartite, deen «mesures de compensation temporaires pour les revenus les moins élevés» bei héije Pétrolspräisser virgesäit, steet nämlech och, dass an deem Fall sozial Moosnamen solle berücksichtegt ginn. D'Indexmodulatioun ass also nëmme ee Volet vun engem ganze Pak vu Moosnamen, déi d'Regierung décidéiert huet.

Vill vun deene getraffene Moosnamen kommen deene sozial schwache Ménagen zegutt. Ech denken do zum Beispill un de sozial gestaffelte Waasserpräis, besser Remboursementer bei den Dokteschkäschten, notamment bei den Zänn, Bonge fir Schoulbicher ze kafen, d'Ausbezele vun enger Prime unique fir Famillje mat niddrege Revenuen oder nach d'Erhéijung vun der Unzuel vun de Sozialwunnengen.

Dernieft sief och nach gesot, dass d'Regierung d'Allocation de vie chère iwwert d'Joer 2011 eraus verlängert huet an dass de Mindestloun op den 1. Januar 2013 ugepasst gëtt.

Här President, mat deem Projet de loi gëtt den Indexsystem fir d'Joer 2012, 2013 an 2014 moduléiert, esou wéi et vun der Regierung de 16. Dezember 2011 décidéiert gouf. An deenen nächsten dräi Joer gëtt maximal eng Indexbranche pro Joer ausbezuel, dernieft muss en Intervall vu mindestens zwielef Méint tëschent all Indexbranche respektéiert ginn.

An ekonomesch schwierigen an onsécheren Zäiten, sou wéi mer se momentan erliewen, ass et wichtig, den Entreprisé Planungssecherheet ze bidden a se op der Käschtesäit ze entlaaschten. Dernieft mussen awer och d'Ménagé sécher sinn, dass de Pouvoir d'achat fir si stabil bleift. Dës zwou Obligatiounen a Contrainté mateneen ze verbannen ass net einfach, well et bei de Sozialpartner verschidden Äntwerten an der Fro vum Indexmechanismus heizou gëtt. Deenen enge geet dese Projet de loi net wäit genuch, an deenen aneren ze wäit.

Datt mir an Europa onsécheren Zäiten entgéintginn, gëtt virun allem an internationale renommierte wirtschaftlechen Instituter - fir nëmme ze nennen FMI, OCDE, Weltbank, an och an eisen nationalen Institutiounen Statec an Zentralbank - confirméiert. D'Eurozon befénnt sech an enger Rezessioun, a Lëtzebuerg ass mat enger Wirtschaftswuesstumsprognos vu plus ou moins 1% fir 2012 och wäit ewech vu sengen historesche Wuesstumszuelen, déi sech virum Ausbrieche vun der Finanzkris meeschtens tëschent 4% a 6% agependelt haten.

Heizou muss ee soen, dass d'Lëtzebuurger Regierung awer och nëmme kann d'Rahmbedéngunge setzen an dass d'Lëtzebuurger Wirtschaft zum gréissten Deel vun Décisiounen aus dem Ausland ofhängeg ass. Zënter 2008 stottert eise Wirtschaftswuesstumsmotor an e kënnt och net méi esou richtig un d'Lafen.

Och wa Lëtzebuerg sech nach ëmmer duerch en attraktivt steuerlecht Émfeld an duerch niddreg Lounniewekäschten auszechent, esou dierf een awer net ausser Uecht loossen, dass Lëtzebuerg, wat d'Evolution vun de Lounkäschten eleng gekuckt ugeet, lues a lues u Kompetitivitéit par rapport zu sengen Haapt-handelspartner abéisst.

Den Observatoire de la compétitivité an d'Europäesch Kommissioun weisen drop hin, dass mir amgaange sinn, an Beräich vun der Compétitivité prix a Compétitivité coûts un Terrain ze verléieren. Makroekonomesch Indicateure wéi den Taux de change effectif réel an de Coût salarial unitaire nominal beleeden dat. Ënnert der neier europäescher wirtschaftlecher Governance, dem sougenannten europäeschen „Sixpack“ an dem Pacte „euro plus“ kritt d'Analys a virun allem d'Maîtrise vun dese makroekonomeschen Indicateuren ëmmer méi Bedeutung.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kompetitivitéit ass eng komplex Notioun, déi sech aus wirtschaftlechen, sozialen an ekologesche Kritären zesummesetzt. D'Lounkäschten an d'Inflatioun sinn zwee wichteg Voleten, déi net dierfen aus dem Rudder lafen, well sech dat an enger opener Economie wéi Lëtzebuerg negativ op de Wirtschaftswuesstum an den Emploi auswierkt. D'Indexmodulatioun wäert den Entreprisen déi néideg Planungssecherheet fir déi nächst dräi Joer ginn a géint „chocs salariaux inflationnistes“ - wéi dat am ekonomesche Fachjargon heescht - schützen.

Wann d'Inflatioun sech esou entwéckelt, wéi et am Scénario central de prévision de l'inflation vum Statec virgesinn ass, da wäerten iwwert déi nächst dräi Joer gekuckt ronn 440 Milliounen Euro manner u Lounkäschten ufalen. Dat ass schonn eng beachtlech Zomm.

Op där anerer Säit bedeiten dräi Indexbranchen, sou wéi se am Projet de loi virgesi sinn, dass d'Revenuë vun de Privathaushalter ëm 1,3 Milliarden Euro an d'Luucht ginn. Dat ass a wirtschaftlech schwierigen Zäiten eng Garantie, déi een net ënnerschätzen dierf.

Mir kompenséieren also deelweis domadder deen duerch d'Inflatioun provozéierte Kafkraaftverloscht vun de Ménagen a stelle sécher, dass déi nächste Joren, wann den Indexmechanismus spillt, och eng Indexbranche ausbezuel gëtt.

Iwwerhaupt ass tëschent 2008 an 2011, also säit dem Ausbrieche vun der Wirtschafts- a Finanzkris, de Revenu réel disponible vun de Ménagen hei zu Lëtzebuerg net erofgaangen. Just 2010 hat d'Kafkraaft licht Aboussen ze verzechnen.

Wat fir en anert Land garantéiert an deenen nächste Jore sengen Awunner schonn e gewëssenen Inflatiounsausgläich?

Här President, wéi gesäit d'Indexmodulatioun konkret aus? Laut dem zentrale Previsiounszenario vum Statec, dee fir 2012 op enger Inflatioun vun 2,4% baséiert, géif déi nächst Indexbranche also am Februar 2012, also den nächste Mount, erfalen. Well déi lescht Indexbranche awer eréischt am Oktober 2011 ausbezuel gouf, gëtt d'Ausbezele vun der Indexbranche vum Februar 2012 op den Oktober 2012 reportéiert, fir den Délai vun zwielef Méint tëschent zwou Indexbranchen ze respektéieren. Déi zweet Indexbranche gëtt fréistens am Oktober 2013 ausbezuel an déi drëtt fréistens am Oktober 2014.

Den Transitionsmechanismus vum moduléierte System an dem net moduléierte System gëtt och duerch dese Gesetzesprojekt geregelt. Den Ausgangspunkt fir déi éischt Indexbranche am normale System ass net den Zäitpunkt, wou déi drëtt Indexbranche erfält, mä dee Moment, wou se ausbezuel gëtt, also am Oktober 2014. Am Kloertext bedéit dat, dass am Joer 2014 d'Inflatioun tëschent dem Déclenchement vun der Indexbranche an dem Ausbezele vun där Indexbranche net berücksichtegt gëtt fir déi éischt Indexbranche am net moduléierte System.

Här President, d'Berufschamberen hu sech och intensiv mat deem Projet de loi auserneegeat, an d'Meenunge gi je no Interessevertriendung wäit auserneen. Während Berufschamberen, déi d'Patronatsinteresse verrieden, also d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce, de Projet de loi begrëissen, awer am selwechten Otemzuch soen, dass déi geplangten Indexmodulatioun nach laang net duergeet, lehnen d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics dese Gesetzesprojekt kategoresch of.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce fuerderen e Moratoire vun zwee Joer, eng Deckelung vum Index op 1,5-mol de Salaire social minimum souwéi eng Redefinition vun Wuerekerf, ouni Pétrolproduktur a gesondheetlech (veuillez lire: gesondheetschiedlech) Produkt wéi Alkohol an Tubak.

D'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics schwätze sech géint d'Indexmodulatioun aus, well dat zu engem Kafkraaftverloscht féiert, dee sech negativ op de Wirtschaftswuesstum auswierkt. D'Chambre des Salariés ass och géint den Transitionsmechanismus vum moduléierte System an den net moduléierte System, sou wéi en am Projet de loi virgesinn ass.

De Statsrot bedauert a sengem Avis, dee keng Opposition formelle enthält, dass den Exposé des motifs vum Projet de loi keng fundéiert Analys iwwert d'Entwécklung vun de Lounkäschten zu Lëtzebuerg am Verglach mat deene vun eisen Haapthandelspartner opweist. Et muss een awer och derbäisoen, dass jo awer schonn eng Rei Etüden a Presentatiounen iwwert des Fro zum Beispill entre autres vum Statec gemaach a veröffentlecht gi sinn.

Här President, viles hänt dovun of, wéi sech d'Inflatioun an deenen nächsten dräi Joer entwecke wäert. Am Commentaire des articles si vill Zenarioen - niddreg Inflatioun, mëttelheich Inflatioun an héich Inflatioun - an hir Implikatiounen op d'Erfaal vun den Indexbranchen beschriwwen, an ech bieden déi, déi sech méi am Detail domadder wëlle beschäftegen, des Hypothesen a mengem schrëftleche Rapport nozeliesen.

Wat sécher ass, ass, dass maximal dräi Indexbranchen an deenen nächsten dräi Joer kënnen ausbezuel ginn, an dat jeeweils ëmmer am Oktober, wann d'Konditiounen vum Gesetz erfëllt ginn. Sou kënn mir den Ausfall vun der Kafkraaft vun de Ménagen hellefen ze kompenséieren, d'Entreprisé ginn entlaascht an hu fir déi dräi nächst Jore Planungssecherheet, wat a wirtschaftlech schwierigen Zäite wichtig ass. Wichtig ass och, dass d'Indexmodulatioun duerch Sozialmoosnamen ofgefiedert gëtt, fir besonnesch deene Leit, deenen et finanziell net esou gutt geet, ënnert d'Äerm ze gräifen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virewech dem honorable Rapporteur Claude Haagen ee grouse Merci fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport.

Léif Kollegeinnen a Kollegeen, mir stëmmen haut de Mëtteg iwwer e Projet of, deen d'Gemidder hei am Land an de leschte Wochen zimlech beweegt huet. Et ass rar, dass iwwer eppes ofgestëmmt gëtt, wat jiddweree betrëfft. Dat Gesetz hei, dat ass esou e Projet. Wann iwwer eppes debattéiert gëtt, wat all Mënsch ugeet, dann huet et eng national Envergure, dann ass et aus nationalem Interesse, wou déi Leit, déi esou e Projet wéi deen heite proposéiert hunn, sech dem Sënn an dem Zweck extrem bewosst sinn, fir dann esou eppes ze maachen.

Mir ginn de Mëtteg vläicht esou wäit, eppes ze maachen, wat hei am Grand-Duché net esou Usus ass: Mir stëmmen nämlech iwwer eng Indexmodulatioun of. Ech gebrauchte bewosst den Term „Modulatioun“ an net - wéi esou dacks verlauscht gëtt - „Manipulatioun“.

Firwat solle mir dat maachen? Lëtzebuerg ass definitiv, gradesou wéi de Rescht vun Europa, vun der Kris betraff. Ech weess, et gëtt elo Leit dobaussen, déi soen, si kéinten dat Wuert Kris net méi héieren. Jo, et ass sécher falsch, ëmmer vu Kris ze schwätzen, den Däiwel un d'Mauer ze molen an d'Impressioun ofzeginn, dass alles schlecht wier an et keng Perspektive méi géif ginn. Et soll ee sech och sécher net flemmseg rieden, mä et ass awer och richtig, dass, wa bis e Problem erkannt ass, driwwer geschwat muss ginn, fir no Léisungen ze sichen an dann och déi beschtméiglech Décisiounen fir jiddwereen ze huelen.

Well dat Wuert „Kris“ eis jo awer elo esou schrecklech nervt a stéiert, hunn ech awer emol nogesicht an erausfonnt, dass „Kris“ aus deem Algrichesche kënnt an dass déi ursprüngelech Bedeutung „Meenung“, „Beuerteelung“ an och „Entscheidung“ heescht.

#### (Interruption)

Dat ass am Fong e flotte Werdegang, fir mat där Situatioun ëmzegoen, déi mir den Ament hunn: Mir hunn eng Meenung, e Gefill, mir maachen eng Beuerteelung an huelen eng Décisioun. Et klängt am Fong logesch.

Elo gëtt et natierlech ënnerschiddlech Opfaassung vum deem, wat hei bei eis a ronderëm eis geschitt, deemno och ënnerschiddlech Meenungen, wéi där quokeleger Situatioun bäizekommen ass. Et gëtt der och, déi trauen eis guer näischt méi zou a schreiwen e Katastro-





phenzenario. Et gëtt der och, déi soen: „Et ass alles an der Rei, loosse mer de Buttek esou weiderlafen.“ D'Wourecht läit, wéi ëmmer, sécher iergendzousch an der Mëtt.

Wat ass lass? Lëtzebuerg hat d'lescht Joer e Wuesstum vun 2%. Fir dëst Joer sinn 1,4% virausgesot. 380.000 Leit schaffen hei. En extrem héije Prozentsaz vum PIB kënnst aus dem Finanzsektor. Mir hunn e Chômagetaux vu 6,1% (veuillez lire: 6,5%). Dat sinn eppes méi wéi 16.000 Leit. Wann een d'Beschäftigungsinitiativen derbärechent, da si mer bei iwwer 20.000 Leit. De Stat huet eng Schold vu bal 7,8 Milliarden. Dat sinn 18,2% vum PIB. An den Inflationstaux louch zu Lëtzebuerg am Dezember bei 3,2%.

Wann een dat elo mam Ausland vergläicht, da kann ee soen: „Okay, net schlëmm, mir sti jo nach gutt do, mir hunn nach eisen Triple-A. Kuck emol déi aner.“ Mä dat ass e bësselchen d'selwecht, wéi wann de Schnuddeler géif soen: „Ech brauch mer d'Nues net ze botzen, well mäin Noper eng Longenentzündung huet.“

Virun zweeanengemhallwe Joer huet déi Lëtzebuurger Regierung an hirem Koalitionsaccord gesot, dass si an dëser Legislaturperiod d'Staatsfinanz wëllt an den Équilibrium kréie respektiv an deemselwechten halen.

Wéi soll een dat maachen? U sech ass et einfach, dat ginn d'Kanner schonn an der Schoul geléiert: Du kanns dir vun dengem Täschegeld net méi Schockela kafen, wéi s de Mënz an der Täsche hies. E Stot weess dat am Prinzip och, deeselwechte kann net méi op der Dépensésäit stoen hunn, wéi op der Recettésäit erakënn. An e Stat - et gëtt keen, awer och guer keen hei am Land, deen dat doten net versteet! -, och e Stat kann à la longue net méi ausginn, wéi erakënn. Et kann ee sech duerch Scholden eng Zäit laang iwwer Waasser halen, mä eng Kéier mussen déi Detten zréckbezuelt ginn. De Contraire widdersprecht aller Logik vun engem regelten, respektabelen Zesummeliwwen.

Bei der Schold huet een zwou Méiglechkeeten: Et mierkt een et op den éischte Scholdenträppchen, dass een déi Trap do net esou kann eropgoen, an et spréngt een erof an et fällt een op seng eege Féiss, oder et mierkt een et méi héich, ze héich, wann et duergeet, an et fällt een erof, an dann deet et wéi.

An anere Wieder: Matzäiten erkennen, matzäiten intelligent reagieren ass d'Stéchwuert. Der Weg ist das Ziel. Nëmme, dass et ebe verschidden Usiichte gëtt, wéi dese Wee ze goen ass. Dat gehéiert an eng Demokratie, an et ass jo och u sech gutt esou.

Elo ass, Dir Dammen an Dir Hären, eis Regierung higangen an huet sech fir e Stéck Wee decidéiert. Dat, wouriwwer haut ofgestëmmt gëtt, ass ee Puzzlestück vun deem Ganzen. Si huet dat gemaach, woufir se do ass: Si huet eng Décisioun geholl. Zwar anescht an op eng aner Manéier, wéi dat geplangt war.

Lëtzebuerg huet nämlech déi bewonnerenswäert Tradition, Décisiounen vun nationaler Envergure opgrond vun engem Dialog ze huelen, nodeems wou matenee geschwat ginn ass. Dat huet dës Kéier net esou geklappt. Dir wësst, vu wat dass ech schwätzen. An et wier wirklech ze begrëssen, wann déi Politik vun den eidele Still déi grouss Ausnahm géif bleiwen! Also sollte mer d'Regierung an deem ennerstätzen, wat do decidéiert ginn ass respektiv wat do um Dësch läit.

Wat geschitt? Mäi Virriedner ass schonn drop agangen: Proposéiert gëtt, dass am Grand-Duché all Joer den 1. Oktober, an zwar am Zäitraum 2012, 2013 an 2014, eng Indextranche ausbezuelt gëtt. Dat heescht, all Joer ginn d'Léin zu engem festen Zäitpunkt ëm 2,5% un d'Präisdeierecht ugepasst. Wann dat net gemaach gëtt, riskéiert d'Inflation eist wirtschaftlecht Gerëpp duerjerneenereselen, an dat mat allen erdenkleche Konsequenzen. Mir retten der Économie 443 Milliounen. Dat kann a wäert Aarbechtsplazerhalung sinn, mat alle positiven Niewewirkungen. De Stat spuert 79 Milliounen.

Lëtzebuerg huet zënter ville Joren de Mechanismus vun der automatischer Lounoppassung. Elo gëtt et der, déi fannen dat gutt. Et gëtt der och, déi fannen dat schlecht. Dat ass och elo haut net d'Diskussioun. Mä Fakt ass awer, dass opgrond vun dëser Indexation eist Land vu gréisserer sozialer Onroue verschount bliwwen ass. An dorobber kënnen mer eis eppes abilden. Duerch den Index huet jiddwereen an der Salairesketten eng Sécherheet op eng Deierechtzoulag, wann d'Inflation zouschléit. Am Fong ass den Index eng gutt Formule, well jiddwereen hei virum Gesetz gläichbehandelt gëtt.

Allerdéngs setzt en awer och déi Leit an Zuchzwang, déi d'Paie bezuele mussen. Wann eng Indextranche erfällt, heescht et fir déi, 2,5% méi Lounmass ausbezuelen. An 2,5% mussen

dann och erëm verdéngt ginn, bref, si mussen vum anzousch hierkommen. Dat huet jo duerch d'Bank ëmmer gutt geklappt.

Mä wann, wéi an den heitegen Zäiten, d'Präisdeierecht ausser Kontroll geréit, wann, wéi an den heitegen Zäiten, d'Inflation net am Grëff ze halen ass, och wéinst Ursachen, déi meeschtens guer net am Grand-Duché leien, jo, soll een dann dem Betrib soen: „Pech!“? Wann an engem Joer zwou oder vläicht souguer dräi Tranché fälleg ginn: „Pech! Da bezils de ebe 5% oder 7,5%. Kuck, dass de eens gëss!“

Dem Salaré kann et jo à la rigueur recht sinn, e kritt jo seng Pai, mä awer och ëmmer nëmme soulaang wéi de Betrib Suen huet, fir ze bezuelen. Soulaang wéi net gesot gëtt: „Weess de wat, Lëtzebuerg, dat dote maachen ech net méi mat!“

Dee ganze Lëtzebuurger Kompetitivitéitsproblem limitéiert sech sécher net op den Index. Mä et ass en Deel dovunner. An d'Regierung huet gutt dru geden, an der Stellschrauf ze dréien an den Indexmechanismus net aus dem Rudder lafen ze loossen.

Déi Iwwerleeungen do, déi si jo och net nei. Ech erënnere drun, dass am Wirtschaftsminister Jeannot Krecké senge 65 Punkte fir d'Kompetitivitéit ze halen eng Indexpropos drastoung an den CSV-Virschlag Punkt 21 op déi Ausso opgebaut war, wou et heescht: «revoir le système en place relatif à l'indexation».

Der CSV hir Positioun war schonn 2009 am Wahlprogramm opgezeechent. Et war an et ass eis en Uleies, am Sënn vun der Kompetitivitéit an der Kafkraaftstabilitéit eppes ze maachen. Mir wëllen also deen Index net ofschaffen. Mir awer och net aus dem Rudder lafe loossen. Dofir gi mer hin a mir soen: „Eemol d'Joer erfält en. Net méi an awer och net manner.“

Net manner, well vergiesse mer eppes net, Dir Dammen an Dir Hären: Dëst Gesetz verspricht jiddwerengem hei am Land all Joer 2,5% méi an der Pai. Dat kann een elo Lounausgleich nennen, mä et ass egal, et ass méi. An dat si bis 2014 7,5%. Dat ass méi, wéi mer op der Bank kréien. Dacks geet Rieds vu Kafkraaftverloscht. Wéi wier et dann, wa mer an dësem Fall dat Wuert „Kafkraaftgarantie“ géife gebrauchen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an Europa rabbelt a kraacht et. Ech hunn elo wéini vun engem eelere Matbierger gesot kritt: „Jongen, sidd fro, dass et een Europa gëtt, well soss wiere mir erëm amgaangen, eis d'Käpp anzeschloen.“ Mir hu jo awer aus der Geschicht geléiert: Léiwer spuere wéi engem eppes ewechhuelen.

Mir si matzen dran an deem Europa, wou iwwerall muss gespuert ginn, an awer: Zielt emol engem hannert der Grenz, dass mir an dësen Zäiten all Joer eemol automatesch d'Salarien upassen! Zielt emol engem, dass Lëtzebuerg 2009, matzen an der schäerfster Wirtschaftskris zënter Jorzéngten, deemools um 1. März eng Indextranche ausbezuelt huet! Wahrscheinlech versteet deen d'Welt net méi. Mä zu Lëtzebuerg mécht dat awer an engem gewëssene Mooss Sënn, awer nëmme bis zu engem gewëssene Mooss.

Här President, et ass eis laang gutt gaangen an Europa. Ze vill laang gutt? Dat ass schwéier ze soen. Mir hunn et op jidde Fall gäre geholl. Ob mir et ze spéit erkennen oder erkannt hunn, dat wäert d'Zukunft eis weisen, mä et heescht elo definitiv: net méi realitéitsfrem sinn! Et ass esou, ob mer wëllen oder net, dass mir eis an onrouegen Zäite bewegen, wou kee weess, wéi muer, geschweige iwwermuer, eist Émfeld wäert ausgesinn.

Dat ass en neie Moment fir ganz vill Matbierger, apaart och fir déi Jonk, déi dach an de leschte Jore groussgezu goufen an engem Émfeld vu Sécherheet, aus där sech eng gewësse Bequemlechkeet erausgeschéit huet. Et ass e bësse wéi an der Schoul: Wann ech ka mat 20 duerchkommen, firwat muss ech dann 30 kréien?

Dat ass awer net de Kanner hir Schold! Et ass einfach falsch an e risegrouse Feeler, haut ze soen, dass d'Jugend zu näischt méi amstand ass, liddereg ass a kee Bëss huet. D'Fro ass déi: Huet d'Elterengeneratioun net ze dacks vergiesse Bequemlechkeet erausgeschéit huet. Et ass e bësse wéi an der Schoul: Wann ech ka mat 20 duerchkommen, firwat muss ech dann 30 kréien?

Dat heescht: Erkennen, diskutieren, opstoen a sech halt motivéieren. Et gëtt der och genuch ronderëm eis, déi eis warnen, an eierlech gesot: Stelle mer eis Étuden dann alleguerten a Fro? Ech hunn elo wéini déi gelies vun der Stiftung

Marktwirtschaft vun der Uni Freiburg. Do steet op der Säit 16 geschriwwen: „Das nächste Griechenland liegt in Luxemburg.“

Am Nohaltegkeetsranking ginn déi Leit eis eng Datz. Si rechnen een implizéierte Scholdeberg vun 1.100% aus. A 50 Joer friessen d'Renten eis op, wa mir näischt maachen, wa mir reformlidereg sinn a kee Courage hunn, eppes un eise Gewunnechten ze änneren. Wouriwwer mir hei ofstëmme, ass haut nëmme een Deel der-vun.

An objektiv muss een dach awer och gesinn, wat op där anerer Säit vun Ausgläicher decidéiert ginn ass: Vum 1. Januar u gëtt et keng Krisesteier méi; fir Niddreglounfamillje gëtt et 300 Euro fir d'Schoulbicher, des Weidere 500 Euro fir all Kand; d'Surprimé vun de Cotisations bei deene Salaréien, déi aus dem fréieren Aarbechterstatut kommen, ginn erofgesat op 1%. Dat sinn 20 Milliounen. Also, vun engem groussaartegen Oderlooss kann definitiv net Rieds sinn. A mir sollen och elo net vu groussaartegem Kafkraaftverloscht schwätzen.

Wa mir elo net ufänken, un deene kleng Stell-schrauwen ze dréien, déi nach manuell betätigt ginn, mussen mer eng Kéier dat grousst Rad no hannen dréien, an dann deet et richtig wéi! An da soen déi, déi no eis kommen: „Ma Dir Herrschaften, wou war dann Äre Courage deemools?“

Dat Gesetz hei ass keen Text, Dir Dammen an Dir Hären, géint d'Gewerkschaften a fir d'Patronat. Et ass e Gesetz fir de Grand-Duché, eent fir eist Land op d'Schinnen ze setzen, Schinnen, déi d'Strooss sollen halen.

Mir hätten och haut kënnen iwwert de gedekelten Index ofstëmme, wann en dann zum Vote gestanen hätt. Dir wësst, an enger Émfro dobausse bei de Leit hätt dësen eng ganz gross Akzeptanz kritt. Dëst war awer net ze verhandelen. De Wuerekuerf ass och ze diskutieren. Dat steet och am Koalitionsaccord. Ganz vill vun de Kollegen heibannen, och aus deenen anere Parteien, hunn dee Wuerekuerf schonn an d'Gespréich bruecht. Mir hunn awer bei eiser Entrevue mat de Gewerkschaften de leschte Méindeg do grouss Reservé gespuert.

Iergendwann, Dir Dammen an Dir Hären, ass een dann awer an der Bringschuld an et muss een eng Décisioun huelen, esou wéi d'Regierung dat eben elo gemaach huet. Et geet hei ganz kloer och drëm, fir de Standuert Lëtzebuerg ze stäerken an de Betriber dobausse Planungssecherheet fir déi nächst dräi Joer ze ginn.

Mir mussen - mir mussen! - nach ëmmer Leit behalen an an Zukunft der nach vill méi kréien, déi de Courage an zwou Hänne huelen a selwer eppes op d'Been stellen. Och an déi Richtung heescht et, Signaler ginn. Gesi mer der Realitéit an d'Aen, lauschteren op dat, wat ronderëm eis geschitt an huele mer eise Courage an de Grapp! Kommt, mir leeschten emol e klengen, bescheidene Bäitrag, fir dass eist Land mat den Enner beienekënn respektiv bei deene-selwechte bleift! Dofir solle mer dese Projet stëmme.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir soe jo am Ausland gären, dass mir e schéint Land si mat kleng Weeër, wou d'Leit gutt mateneen eens ginn a sech solidaresch géigen-iwwer enee behuelen. Dat ass nobel. Ma da kommt, mir behuelen eis och derno.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Félix Eischen. An als nächste Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Paul Helminger (DP).** - Här President, och ech géif gären dem Rapporteur, dem Kolleeg Claude Haagen, Merci soe fir säi mëndlechen a schréftlechen Rapport. Et wor fir esou en historescht Gesetz, wat mer anscheinend haut hei stëmme, en erfreschend kuerze Rapport, de mëndlechen Rapport jiddefalls. Et gëtt sécherlech dofir Grënn, mä loosse mer elo net weider dorobber agoen.

Am Hierscht 2009 hunn zwou Lëtzebuurger Banken, sogenannt „systemesch Banken“, déi och ouni hiert eegent Verschelden an d'Labrente gerode woren, misse mat Hëllef vum Stat, also vum Steierzueler, gerett ginn. Dat wor e Schock!

Et wor eigentlech och d'Drëps, déi d'Faass zum Iwwerlufe bruecht huet, well scho säit Joren hunn eis all international an national Experten - d'OECD, den IMF, d'EU-Kommission, eisen eegene Statec, eis Zentralbank, souguer eisen eegene Wirtschaftsminister - ëmmer erëm gesot, mir hätte strukturell Problemer an deem, wéi mer eis Wirtschaft géife géieren: eng Kompetitivitéit, déi lues a lues géif biergogoen, eng sozial Ofsécherung, déi zum Deel géif wäit engersäits iwwert d'Zil erausschëssen,

déi guer net selektiv wär oder ganz weineg selektiv wär, déi wéi de Pensionsystem nëmme mat total onrealistesche Wuestumperspektiven ofzesécheren wär, an esou weider.

An ech denken nach haut, dass d'Leit, eist Vollek, eis Wieler deemools prett woren, sech deenen Erausforderungen ze stellen an déi Mesurë matzedroen, déi géife sécherstellen - an zwar elo, wou et eis nach super gutt goung an d'Keese voll woren -, dass och eis Kanner, ouni en enorme Scholdeberg missen ze droen, eng Chance hätten, fir hir Zukunft esou ze gestalten, wéi si sech dat dee Moment géife virstellen.

Leider hate mer am Juni 2009 Wahlen. An déi Partei, déi haut hei an der Chamber 26 Sëtz huet, huet deem deemolegen an heitege Statsminister säi Wuert eescht geholl, wéi e gesot huet, dass eisen nationale Motto haut manner wär „Mir wëlle bleiwen, wat mer sinn“, mä éischer „Mir wëllen halen, wat mer hunn“.

Dat ass vläicht esou. Et ass jo awer erstaunlech - perséinlech fannen ech et éischer encouragant -, dass och nach haut eng Majoritéit vu Leit soen, dass si prett wäeren, endlech wirklech Konsequenzen aus der Kris ze zéien, an där mer nach ëmmer a vläicht méi wéi jee och hei zu Lëtzebuerg stinn. Mä institutionell schéng mir erstarrt ze sinn. D'Patronat hei, d'Gewerkschaften do, an an der Mëtt eng Regierung, déi nu wirklech schnell eng Zäitche laang net méi mat enger Stëmm schwätzt.

Mir hu wuel e Wirtschaftsminister an e Finanzminister, déi dem Land wëllen d'Wourecht soen, déi dat och bei all Geleehheit maachen...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Paul Helminger (DP).** - ...mä et gëtt der méi, déi schéngen instinktiv géint alles ze sinn, wat eis géif erlaben, méi séier op e wirtschaftlecht Émfeld ze reagieren, an deem mir nun eemol ganz kleng sinn an, ob mer et wëllen oder net, eis upasse mussen, an net emgekéiert. Ech denken hei zum Beispill an d'Aarbechtsrecht, wou keen drun denkt, fir aus dem CDD den normale Contrat de travail ze maachen, mä wou et einfach gesonde Mënnescheverstand ass, fir sech kënnen un d'Saisonen oder soss Spëtzenzäiten am ganz normalen Zyklus vu wirtschaftlecher a gesellschaftspolitescher Entwécklung unzepassen. Mä neen, mir wëllen halen, wat mer hunn.

De Misär ass just, dass mer mat Sécherheet net wäerten dat Wesentlech halen, wat mer hunn, wa mer eis drop versteiwen, alles wëllen ze halen. An enger Krisenzäit ass Leadership besonnesch wichteg. D'Leit sinn nun ebe veron-sécher. Si erwaarde vun deenen do uewe kloer Zeechen. D'Sondagë beweisen, dass si prett sinn, fir déi nei Weeër ze goen.

Iergendwéi schéngt et jo, wéi wann d'Regierung och erkannt hätt, dass et spéitstens fënnel vir zielef ass an dass deen institutionelle Schachmatt muss iwwerwonnen ginn. Et ginn elo - endlech! - Décisiounen geholl. Déi, mat där mer et haut ze doen hunn, gehéiert dozou.

No allem, wat ech virdu gesot hunn, wäert et lech net wonneren, dass mir dese Projet wäerte stëmme, an zwar, well mer der Meinung sinn, dass et e Schrëtt - wann och ëmmer nëmme ee Schrëtt - ass, fir dass mer dës Kris notzen, fir gestärkt doraus erauszu kommen. Gestärkt erauskomme bedeit nämlech net nëmme, den Index reforméieren. Et bedeit och, nei Weeër ze goen an eiser Budgets- a Finanzpolitik. Gestärkt erauskommen heescht, eng nei Wuestumsstrategie déelopéieren. An et ass méi wéi bedauerlech, dass mir do just Lëppebe-kennntnisser kritt hunn. An der konkreter Émsetzung happert et awer.

D'Regierung, mä och hir institutionell Partner hunn einfach keng, a scho guer keng gemeinsaam Analys vun der Situatioun, op déi se sech verstännege kéinten. Fir d'LSAP wor d'Kris am Juli schonn eriwwer, wa mer dem Fraktiouns-president Lucien Lux nogelauschert hätten, an d'Krisesteier sollt dofir ofgeschaf ginn. Dat ass jo och elo geschitt.

De Finanzminister Luc Frieden huet awer net méi spéit wéi e Samschdeg am „Background“ um Radio gesot, dass en dëst eigentlech fir déi falsch Décisioun gehalen hätt. Deeselwechte Finanzminister schwätzt dann dovunner, dass weider Aspierungen am Statsbudget mussen an de kommende Jore virgeholl ginn. Et gëtt nach ëmmer vun engem Screening vun de lafenden Ausgabe geschwat, deen dann iergendwéi komme soll. Wéini?

Wann ech drun därf erënnere: Mir hunn dese Screening an der Stad schonn am Fréijoer 2009



gemaach, also direkt, mat deem bekannte Resultat net eréischt am Budget 2010, mä schon am lafende Joer 2009. Mir haten allerdéngs kee Wahlkampf dat Joer, dat ass wouer, a mir hunn dofir genau siwe Méint gebraucht.

De Koalitionspartner schéngt awer all Spuerstrennung als Austeritéitspolitik wëllen duerstellen. An ech wëllguer net dovun schwätzen, wat ënnert dësen Emstänn vu gewerkschaftleche Propositionen ze halen ass, wéi zum Beispill, eng Risikoprime am Privatsektor anzeféieren, well si net d'Garantie d'emploi vum Stat hätten. Oder déi aner Fuerderung: „Sot eis emol, wéi vill Der d'lescht Joer erakru“ - wuel fir datt mer wëssen, wéi mer dat schnell verdeele kënnen! Do dréckt sech wierklech d'Suerg ëm eng nohaltege Entwécklung vun eisem Land aus!

Fazit: Mir hunn als Land keng kloer, eenheetlech Strategie, fir aus dëser dach existenzieller Kris erauszekommen, geschweige dann, fir eis besser opzustellen.

An dëser Diskussioun ass den Index wuel en héich thematiséierte Facteur, et ass awer bei-leiwen net deen eenzegen. Der DP hir Positioun wor an dësem Dossier ëmmer kloer, mir hunn de Kapp net agezunn a mir hunn eis Positioun och net geännert. D'DP huet de 7. Mee 2010 an den 30. Juni 2010 zwou Motiounen hei an der Chamber abruucht gehat, déi vun de Majoritéitsparteien ofgelehnt goufen, an deenen d'Regierung opgefuertert gouf, eng Reform vum Indexsystem virzehuelen.

D'DP huet ëmmer d'Meenung vertrueden, datt een der Lëtzebuurger Economie misst déi néidege Loft ginn, fir bestehend Aarbechtsplazen ofzesécheren an neier ze schafen. Dofir huet d'DP d'Ausfale vun enger Indexbranche gefuereert, mä huet awer gläichzäiteg och eng Ofännerung vum Indexvuerkeuer gefuereert, hin zu engem sougenannten „nohaltegen Index“.

Mir hunn dës Propos der Regierung och regelméisseg rappeléiert, zum Beispill an deene successive Budgetriede vu menge Kolleegen oder beim État de la nation.

Mir begrëssen dofir och prinzipiell, datt d'Regierung sech zu dëser Indexreform duerchereunge konnt an datt Gesprécher solle gefuereert ginn, déi a Richtung vun engem nohaltegen Index solle goen. Et gëtt een awer d'Gefill hei net lass, wéi wa si insgeheim dach awer der Meenung wär, et wär elo mat dëser Indexmodulation gedoen, et hätt een elo de Maximum erreicht an d'Problemer wäer geléist.

De Wirtschaftsminister wor an dëser Saach an der Wirtschaftskommission zwar ganz kloer: Den Tubak an den Alkohol kommen eraus an iwwert d'Modalitéite vum Eraushuele vun de Pétrolspräisser schwätze mer nach - ganz eraus minus Heizungsmaout oder all Pétrolprodukter ab engem gewëssene Präisplaffong. Mä wa mer keng Eneengung fannen, dann hëlt d'Regierung hir Verantwortung. Bravo!

Hoffentlech geet et dann net wéi bei den Öffnungszäite vun de Geschäfte! Ech maachen eng kleng Parenthese op: Vive Lëtzebuerg als Akafszentrum vun der Groussregioun! Muss dann an Zäiten, wou d'Entreprise sech mussen all Dag op en Neits op dat astellen, wat vun der Konkurrenz gebuede gëtt - net nëmme mer, mä och déi aner Säit vun der Grenz -, wou mer also grad zu Lëtzebuerg e Maart sinn, dee wëdenaffen op ass - eran, mä eben och eraus -, muss mer do wierklech alles iwwer ee Leescht zéien an déi Mooss och nach per Gesetz virschreiwene?

D'Ministesch huet jo selwer de Constat gemaach, datt ee keng eenheetlech Regelung fanne kann, déi d'obligation générale soll sinn. Ma firwat zéie mer dann net déi eenzeg richteg Konsequenz dorauer a mir iwwerloossen den Entrepreneuren, de Sozialpartner, wéi se hir Öffnungszäite wëlle regelen? Aarm Gewerkschaften, déi d'Regierung brauchen oder vill méi méissbrauchen, fir fir hir Leit an engem Aarbechtsmaart, dee scho par rapport zum direkten Nopeschland aussergewéinlech attraktiv Bedéngungen offéiert, an engem Sektour, dee käschteméisseg grad do oppasse muss, nach eppes méi erauszuschloen! Zu Arel, zu Tréier an zu Diddenewen packe se sech jo net méi vu Laachen!

Mä zréck zum Index. Den Index moduléieren: Non, ça ne suffit pas! Well et ass éischters eng hallef Léisung, an zweetens huet dës Majoritéit keng prezis Antwort op d'Froer ronderëm d'Budgets- a Finanzpolitik. Eng hallef Léisung: well Kaffkraaftverloscht ass fir vill Leit effektiv en echte Problem. Beispill Heizkäschen: Mir kënnen all en Auto kafen, dee manner Sprit brauch, mir kënnen manner Stroum verbrauchen,

chen, wa mer e bësschen op d'Geliichtsopassen an eis elektresch Apparaten da wierklech och ausmaachen, wa mer se net méi brauchen. Mä heize muss mer alleguer!

Dofir sollt no Opfaassung vun der DP eng strukturell Reform vum Index parallel goe mat der Aféierung vun enger Klimabank, iwwert déi d'Sanéierung vun den Haiser anescht a méi staark wéi bis elo sollt ënnerstëtzt ginn. An net nëmme niwebäi géif hei dem Handwerk e gewaltege Wuesstumsschub kënnen gi ginn!

An dann, a virun allem: keng erkennbar Strategie fir den Defizit am Zentralstat, nach ëmmer kee Screening, eng selektiv Sozialpolitik, déi wuel am Vocabulaire vun der Regierung opdaucht, awer an hirem Aktionsplang nach net ukomm schéngt ze sinn, keng kloer Antwort bis elo, wéi mer zum Beispill den Ausfall vun de Recetten aus dem Commerce électronique kompenséieren sollen - an et ass wierklech ze hoffen, datt d'Simulation vum Budgetsrapporteur, fir d'TVA dann erop op 18% ze setzen, keng wierklech Alternativ vun dëser Regierung ass!

Keng kloer Äntwert, wéi wirtschaftsfreundlech mer eist Land wierklech wëlle maachen - ech denken an déi 65 Punkte vum Jeannot Krecké. Keng kloer Äntwert dorobber, wou eis Prioritéiten an der Investitiounspolitik leien - Beispill: déi rezent Tramsdiskussioun. Obwuel, muss ech soen, de Finanzminister de Samschdeg am „Background“, an den Nohaltegekeets- an Transportminister geschlechter Owend bei der FEDIL um Neijoerschempfang ganz kloer a couragéiert Wieder geschwat hunn an - wann ech esou soe kann - den Diks geriicht hunn.

Et que cela ne suffit pas gesi mer, wa mer eis emol eis ekonomesch Gronddaten uckucken nëmme, datt mer iwwert dat, wou eis Wuelstand hierkennt - aus der Finanzwelt -, praktesch keen Afloss hunn, well d'Entwécklung hei vun de Weltmäert ofhänkt an d'Décisionen doruwwer, wat fir eng Geschäfte a wat fir eng Benefisser zu Lëtzebuerg oder iwwer Lëtzebuerg gemaach a verbucht ginn, éischer zu Frankfurt, zu Paräis an zu London geholl gi wéi heiheim.

Eng fundamental, extrem fragil Situatioun also, déi eis scho laang hätt missen noleeën, e gudde Deel vun deem Manna, dat eis do vum Himmel fällt oder jiddefalls gefall ass, als Reserv fir eng ongewëss Zukunft unzeleeën - wat jo elo mat deenen zwee Fongen, déi de Finanz- an de Wirtschaftsminister dës Woch ugekënnegt hunn, endlech geschitt -, anstatt mat Strenze voller neier Cadeauen iwwert d'Land ze zéien!

Mir schwätzen eis zu Lëtzebuerg d'Zuele schéin. Huele mer d'Statsverscheldung zum Beispill: Kucke mer just déi momentan Situation a setze se en rapport zu eisem PIB, da steet Lëtzebuerg aktuell mat ronn 19% nach eenegermoosse gutt do. Dréit een awer der Spezifitéit vun eiser Lëtzebuurger Economie Rechnung an et kuckt ee just déi reell demografesch Gréisst vun eisem Land, dann ergëtt sech dorauer e ganz anert Bild.

D'Verscheldung pro Tête d'habitant läit zu Lëtzebuerg bei iwwer 10.000 Euro. De Statsdefizit 2012, pro Awunner gerechent, mécht net manner wéi 2.233 Euro aus. Däitschland gëtt sech do scho mat nëmme 477 Euro zefridden, d'Belsch mat 1.131 a Frankräich mat 1.436 - 1.463, pardon! Fënnemol méi Statsdefizit op de Kapp vun Awunner also zu Lëtzebuerg wéi an Däitschland, duebel esou vill wéi an der Belsch!

Kuckt een dann och, wou Lëtzebuerg hierkennt: D'Statsverscheldung louch zu Lëtzebuerg am Joer 2004 bei 6% vum PIB - dat mécht eng Augmentatioun vun der Statschold an deene leschten aacht Joer vun 13% aus.

Kucke mer d'Dépensé vum Lëtzebuurger Stat, da sinn déi téschent 2005 an 2010 ëm 38,54% geklommen. Och do huet Däitschland sech mat 10,72% zefridde ginn. Dat huet dozou gefuereert, datt mer an de Budgeten, déi mer hei gestëmmt hunn - enfin, déi d'DP net gestëmmt huet - 2009, 2010, 2011 an och 2012, e Budgetsdefizit vun emol eng Kéier e bëssche méi an eng Kéier e bëssche manner all Joer wéi enger Milliard Euro ausgewisen hunn.

Kuckt een dann och nach an d'Zukunft, op déi Engagementer, déi de Lëtzebuurger Stat iwwert d'Pensiounen, d'Sozial- an d'Gesondheetssystemer vis-à-vis vu senger Bierger agaangen ass, dann ergëtt sech och dorauer en düstert Bild. Déi däitsch Stéftung „Marktwirtschaft“ - si ass schon ugefouert ginn - huet berechent, datt Lëtzebuerg do en nohaltegen Defizit vun iwwer 1.000% par rapport zum PIB huet an domadder un zweetleschter Plaz an Europa steet.

D'Konklusiounen vun dëser Etüd sinn, datt e Land wéi Italien zwar momentan an enger schwieriger finanzieller a wirtschaftlecher Situatioun ass, awer fir d'Zukunft zum Deel schon déi richteg Weiche gestallt huet.

Fir Lëtzebuerg ass et genau ëmgekéiert: Eist Land huet nach net eng vun deene fir eisen zukünftige Wuelstand wichtige Reforme wierklech nohaltege ugepaakt. Dëst seet net nëmme d'Stiftung Marktwirtschaft, dëst widderhuelen d'Banque Centrale, den Observatoire de la compétitivité an aner national an international Acteurs säit Joren.

Ganz däitlech ass d'Banque Centrale nach eng Kéier an hirem leschte Bilan ginn. Ech zitieren: «A rebours de ces évolutions, ...» - am Ausland - «...le Luxembourg se caractérise par une posture de déni des réalités économiques, aucune mesure d'envergure n'ayant été mise en œuvre depuis 2008. Les données conjoncturelles montrent pourtant sans ambiguïté que l'immobilisme n'est plus une option. Selon les nouvelles projections macroéconomiques de la Banque Centrale, le PIB en volume sera à peine plus élevé en 2012 qu'en 2007. En d'autres termes, notre économie aura pratiquement stagné au cours de cette période de cinq ans. Comme la population est toujours en forte expansion, le PIB réel par habitant se sera contracté de quelque 8% au cours de cette période 2007 à 2012; le PIB réel par actif diminuant encore davantage. Notre pays s'est donc sensiblement appauvri, non seulement en termes relatifs mais également dans l'absolu.»

Déiselwecht Situatioun spigelt sech um Aarbechtsmaart erëm. 2006 woren hei zu Lëtzebuerg 8.500 Mënschen ouni Aarbecht. D'Politik huet sech awer an deem Domän net geännert. 2007 woren 8.900 Mënschen ouni Aarbecht. D'Politik huet sech awer nach ëmmer net geännert. 2008 woren 9.100 Mënschen ouni Aarbecht. D'Politik ass déiselwecht bliwwen. 2009 woren du schon 12.500 Mënschen ouni Aarbecht, ouni datt d'Politik reagéiert hätt. 2010 huet d'Aarbechtslosigkeit 13.500 Mënschen hei am Land konkret betraff. D'Politik huet dorobber net reagéiert.

An haut si mer bal bei 15.000 hei zu Lëtzebuerg, déi keng Aarbecht hunn, déi gäre wëlle schaffen, déi wëlle sech an hire Famill eng Perspektiv bidden an déi keng gebuede kréien an dësem Land. An nach fäert een, datt d'Politik och dës Kéier net wäert ugeméiss fundamental reagéieren.

D'„To-do“-Lëschten accumuléieren sech an deene leschte Joren. D'DP huet 2006 schon 33 Proposé gemaach, fir eis Kompetitivitéit ze verbessern. Déi successive Budgetsrapporturen hunn an de vergaangene Joren ëmmer erëm nees de Fanger op d'Wonn geluecht, esou wéi de Gilles Roth et a sengem Avis nach kierzlech gemaach a 55 Denksteiss geliwwert huet. De Wirtschaftsminister Krecké hat - ech hat et scho gesot - 65 Proposé virgeluecht. D'CSV-Fraktioun hat der 20 op den Dësch geluecht. Allegueren iwwerschnede se sech op ville Punkten. Dofir gëtt et eigentlech just eng Konklusioun dorauer: Ëm Gottes Wëllen, just do it!

Mir mussen also méi maachen, wéi just den Index ze moduléieren. A mir sollen et maachen, soulaang et eis nach eenegermoosse gutt geet a mir et kënnen maachen, ouni dofir mussen vu bausse d'Messer op d'Broscht gesat ze kréien. Wa mir awer iwwert déi kommend Jorzéngte wëllen am Schnëtt 3% Wuesstum produzéieren, esou wéi d'Regierung sech dat bei der Rentereform schéngt virgeholl ze hunn, da gesi mer, datt mer mat dëser Indexmodulation eleng gesamtökonomesch an och budgetär net ganz wäit wäerte lafen.

Mir kënnen - fir op de Projet de loi zréckzekommen - ganz gutt domat liewen. E kënnert eisem Modell no, meng Fraktioun wäert dës Projet de loi - ech hunn et scho gesot - dofir och stëmmen. Mir erwaarden allerdéngs vun der Regierung a vun dëser Majoritéit, datt se wëinstens e kloert Bekenntnis ofleet, fir de Wuerekerf endlech op de Leescht ze huelen, besonnesch wat d'Bedeutung vum Pétrol ubelaangt. Mir si gespaant, ob dann de Sozialdialog eng Léisung féint, a wann net, ob d'Regierung an hir Majoritéit dann nach esou couragéiert bleift, wéi déi vun hire Kolleegen, déi e bësse méi kloer an domat och e bësse méi wäit gesinn, et gären hätten.

D'Indexmesurë gi mat sozialen Elementer begleet. Esou gëtt zum Beispill d'Allocation de vie chère verlängert. Ech verstinn, datt een deene Leit hëllef muss, déi wierklech net gutt dru sinn. Awer hëllef mer richteg? Och dat ass fir d'DP eng wichteg Fro, wa mer vu sozialer Selektivitéit schwätzen. Et geet jo dobäi net just ëm d'Fro, ob déi Leit um ënneschte Lounniveau méi Transferte kréie wéi déi um héchsten Niveau.

Bei der sozialer Selektivitéit muss mer jo d'Fro stellen, wat mir mat deene Sozialtransferten erreeche wëllen. Op Dauer kënnen mir net weiderfueren, d'Aarmut ze subsidiéieren. Mir mussen de Leit hëlfe, aus der Aarmut erauszekommen. Subsidépolitik mat der Strenz ass deier, mä hëllef do näischt. Modern Sozialpolitik ass

eben net just Indexpolitik, an d'Kompensatioun vun der Indexmodulation dierf net, wéi d'Gewerkschaften elo verschiddentlech scho fuerderen, sinn, datt dat Geld muer erëm iwwer en anere Wee ageklot gëtt. Déi Kompensatioun muss sinn, fir d'Weiche vun dësem Land senger Zunkunft richteg ze stellen.

Mir sollen déi Margé séier notzen, déi dës Indexmodulation elo der Politik gëtt an der Wirtschaft, fir eng besser Finanzpolitik ze bedreiwen, d'Scholden erofzedreécken, déi richteg Prioritéiten an der Investitiounspolitik festzesetzen, an net muer erëm dës Margen duerch nei Ausgabe futtimaachen.

D'Inflation am Grëff behalen, dat heescht d'Kaffkraaft erhalen. Mir brauchen awer hei wierklech eng qualitativ aner Kaffkraaftdebatt. Déi dierf sech net just ronderëm d'Fro „fir oder géint den Index?“ dréien. D'Kaffkraaft iwwerhaupt emol méiglech maachen duerch sécher Aarbecht - dofir brauche mer e gesond wirtschaftlecht Ëmfeld a mir mussen:

d'Formatioun verbessern a méi gezielt ausriichten op d'Besoinë vun eise Kanner, mä awer och op dat, wat dobaussen an der Wirtschaft ugebuede gëtt als Aarbechtsplazen;

e Pakt mat den Entreprisë siche fir déi Jonk, mam Zil vu sécheren Aarbechtsplazen an Ausbildungsplazen;

d'Kannerbetreuung ausbauen a qualitativ verbessern, well grad just bei Klengkanner kann een d'Startchancë wesentlech verbessern;

d'Kaffkraaft fir kommend Generatiounen net degradéieren duerch eng onverantwortlech Finanz- a Scholdepolitik. Kuckt, wéi ass et de Griiche gaangen? Si hu jorelaang d'Kaffkraaft nogehäit kritt. An elo?

Dëst sinn déi wierklech Erausforderungen, déi sech der Politik haut stellen. Erausforderungen, déi dës Regierung mat deem néidege Courage a Wëlle misst ugoen. Dës Indexmodulation weist, datt et méiglech ass. Mä si mécht gläichzäiteg de Bléck fräi op all déi Problemer, déi nach ëmmer ustinn a mat deenen d'Zukunft vun deene kommend Generatiounen all Dag méi belaascht gëtt.

Ech fäerten awer genausou, datt all Dag, wou mer de kommend Wahle méi no kommen, de Courage vun der Regierung nees wäert méi kleng ginn. Eis Aufgab muss et bei dësen Décisionen als Politiker awer sinn, net op déi kommend Wahlen, mä op déi kommend Generatiounen ze kucken.

Ech soen lech Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Helming. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter bal 40 Joer ass déi gesetzlech automatesch Upassung vu Léin, Gehälter a Pensiounen un d'Präsentwécklung e feste Bestanddeel vum Lëtzebuurger Sozialmodell. Den Index war a bleift e wichteg Instrument, fir d'Kaffkraaft vum Konsument ze erhalen, ze stäipen an de soziale Friden ofzesécheren. Et gëtt kee Grond, eppes opzeginn, wat iwwer Jorzéngte gutt funktionéiert huet an esou Wuesstum a Wuelstand an dëst Land bruecht huet. Dat muss och esou bliwen.

Dat sollten och d'Patronatsvertrieeder endlech akzeptéieren, déi mat hire radikale Fuerderungen derzou bäidroen, de sozialen Onfriden ze provozéieren. Lëtzebuerg wäert trotz alle Kritiken, trotz alle Recommandatiounen vu Bréssel, vun der Europäescher Kommission, vum Europäesche Rot un der gesetzlecher Loun- a Rentenindexéierung festhalen.

Wéi an der Vergaangenheit muss awer den Indexmechanismus mat der néideger Flexibilitéit kënnen agesat ginn, fir op exceptionnel Situationen adequat kënnen ze reagéieren. Dat ass an de 70er, an den 80er, den 90er a bis haut all Kéiers geschitt, wann eng speziell Situatioun war. An d'Indexgesetz selwer gesäit déi doten Hypothees vir.

D'Praxis vun deene leschte Jorzéngten huet och bewisen, dass esou eng Flexibilitéit an der Uwendung vun der allgemenger Indexregelung méiglech ass. Si mécht den Index net futti, mä si stäipt den Index langfristeg. Am Regelfall sinn dës Adaptatiounen um Indexmechanismus mat dem Accord vun de Sozialpartner geholl ginn. Dat wier och dës Kéier eise Wonsch gewiescht. Dat war awer net méiglech. Et ass net zu engem Tripartite-Accord komm, well sech d'Tripartite net zesumme fonnt huet op deem dote Punkt. D'Schold dovun läit net an éischer Linn bei der Regierung.

De Prinzip, dass et misst zu Verhandlungen iwwert den Index kommen, wa bannent vun zwielef Méint eng nei Indexbranche géif nom 1. Oktober 2011 erfalen, ass eng Hypothees, déi ausdrécklech vu Regierung a vu Gewerkschaften





virun engem Joer an d'A gefaasst ginn ass a wou schrëftlech festgehale ginn ass, dass da géif nei verhandelt ginn. Et ass och deemools gläichzäitig festgehale ginn, dass, wann et sollt zu enger Verréckelung vun enger Indexbranche kommen, da gläichzäitig och zäitlech begrenzt sozial Kompensatioune géife vun der Regierung an d'Wee geleet ginn.

Nodeem d'Tripartite keen Accord fonnt huet, huet d'Regierung hir Verantwortung geholl an e gesetzleche Projet ausgeschafft. An et ass haut un der Chamber, fir iwwert deen dote Projet ze befannen.

D'Positioun vun der LSAP ergëtt sech aus der Äntwert op eng Rei vu Froen - dräi:

Déi éischt Fro, dat ass déi wesentlech Fro: Ass et nouwendeg, an deem Moment iergend-epes un der Applikatioun vum Index ze änneren. Dat heescht also am Kloertext, fir et ganz praktesch auszedecken: Ass et ubruecht, dass Léin, Gehälter a Renten an engem Zäitraum vu fënnf Méint ëm zweemol 2,5%, dat heescht ëm 5% klammen?

Dozou e puer Fakten, e puer Donnéeën. Vun 1995 bis 2010, also an deene leschte 15 Joer, huet Lëtzebuerg e reale Wirtschaftswuesstum hei kannst vu 4,7% pro Joer. Do sinn d'Krisejore scho matagerechent, et geet bis 2010. Bal 5% am Schnëtt reale Wuesstum pro Joer!

Fir 2012 ginn d'Experten haut vun engem Wirtschaftswuesstum vun ëm 1% aus. 2011, d'lescht Joer, waren et der beschtefalls 2%. An den historieseche Wirtschaftsabroch, dee mer hei zu Lëtzebuerg kannst hunn, méi wéi jee an der Stolkris, en Abroch an engem Joer vu méi wéi 5% vun eisem Räichtum am Joer 2009, dee Minus vun iwwer 5% hu mer bis haut nach net honnertprozenteg kompenséiert.

Dës Entwécklung do entsprécht plus ou moins där, wéi se och a villen europäesche Staten déi lescht Jore stattfonnt huet respektiv nach ëmmer amgaangen ass stattzefannen. D'Inflatioun hei zu Lëtzebuerg louch bei 3,4% d'lescht Joer, d'Prognose fir dëst Joer gi vun 2,4% aus; all Kéiers iwwert dem Duerchschnëtt vun der Europäescher Unioun a vun der Eurozon.

D'Aarbechtslosegkeet - ech wier frou, wa mer effektiv och eis op deen dote Punkt hei bei dëser Debat géife konzentréieren. Et ass nämlech déi grouss Erausforderung, wéi mer méi Leit a Beschäftegung bréngen, wéi mer d'Aarbechtslosegkeet erofdrécken hei zu Lëtzebuerg. D'Aarbechtslosegkeet, déi ugefaangen hat ze stagnéieren, ass am zweete Semester d'lescht Joer erëm eng Kéier eropgaangen. An déi lescht Zuelen, déi haut vun der Regierung bekannt gemaach goufen, beweisen, dass d'Situatioun ufänkt, dramatesch ze ginn!

6,6% Aarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg: en historesch héije Stand fir dëst Land; och wa mer op europäeschem Niveau - do si 46 Millioune Leit haut op der Sich no enger Aarbechtsplaz -, och wa mer op europäeschem Niveau no Éisträich an Holland nach d'Nummer 3 si mat der mat nidderegster Aarbechtslosequot. Haut huet Lëtzebuerg iwwer 16.000 - dat sinn déi lescht Zuelen -, iwwer 16.000 Résidenten, déi ageschriwwen si bei der ADEM an déi no enger Aarbecht sichen. Ufanks 2008 - et sinn also knapp véier Joer hier -, virun der Kris, waren et der manner wéi 10.000. E Plus vun iwwer 60% an deem kuerzen Zäitraum! Bei deene 16.000 Leit, déi no enger Aarbecht sichen hei zu Lëtzebuerg, sinn et manner wéi 2.500 oppe Plazen, déi momentan gemellt sinn.

Ëmstrukturéierungen am Bankesektor, Failliten an der Baubranche, méiglech Betriebsschléissungen an der Stolindustrie: der Lëtzeburger Wirtschaft geet et haut insgesamt net gutt! Och wann dat keen eenheetlech Bild ass, och wann et hei zu Lëtzebuerg eng ganz Partie Secteure gëtt - glécklecherweis! -, déi weiderhin déck schwaarz Zuele schreiwene.

An Europa stagnéiert d'Wirtschaft an de Risiko vun enger zweeter Rezessioun gëtt net ausgeschloss. Den internationale Währungsfong geet souguer dovunner aus, dass Europa wäert dëst Joer an eng lichte Rezessioun erarutschen. D'Suerg an esou enger fir Lëtzebuerg, historesch gesinn, anormaler Situatioun, d'Lounkäschten net automatesch an ondifferentéiert fir all Branché klammen ze loosene, ass an eisen Aen duerfir berechtigt.

Eng Léisung, dat ass déi, déi proposéiert ass vun der Regierung, déi iwwert déi nächst dräi Joer - mat engem Décalage vun zwielef Méint téschent all Indexbranche - de Betriber eng mëttelfristeg Planungssecherheet bréngt an eng manner grouss automatesch Erhéijung vun de Lounkäschten, lassgekoppelt vun der konkreter Situatioun vum Betriber oder vun eenzelne Wirtschaftssektoren.

Am Schnëtt gouf déi lescht zéng Joer all 13 Méint eng Indexbranche ausbezuelt. Elo kann dat all zwielef Méint geschéien. D'Regierung

läit mat hire Virschléi téschent deem, wat d'Patronat gefuerdert huet, an deem, wat d'Gewerkschafte bereet ware matzedroen.

Duerfir och direkt déi zweet Fro, eng essenziell Fro: Wat bedeit déi virgeschloe Regel fir d'Bezéier vu Léin a vu Renten? Losse mer et kloer soen: D'Gehälter an d'Rente wäerte manner schnell automatesch wuesse wéi dat am allgemengen Indexmechanismus virgesi war. Mä gläichzäitig - an dat géif ech bieden ze beuechten -, gläichzäitig hunn och all d'Salariéen an all d'Rentner praktesch d'Garantie, dass hiert Akommes den 1. Oktober 2012, den 1. Oktober 2013 an den 1. Oktober 2014 wäert automatesch per Gesetz jeeeweils ëm mindestens 2,5% an d'Luucht goen. Déi Garantie do gëtt et zurzäit a kengem aneren europäesche Land!

Lëtzebuerg ass, mat der Belsch, iwwerhaapt praktesch dat eenzeg europäescht Land, wat iwwerhaapt e gesetzlechen Indexsystem kennt. An an der Belsch - dat géif ech och bieden, zur Kenntnis ze huelen - ass de Wuerekuerf schonns laang trafiquéiert - eppes, wat mir net wëllen -, an der Belsch ass Tubak, Alkohol, Bensin an Diesel aus dem Wuerekuerf erausgeholl.

An deenen anere Länner ginn d'Léin ausschlieslech iwwer Kollektivverträge oder Betriffsaccorde geregelt. Kollektivverträge a Betriffsaccorden, déi gëtt et selbstverständlech och hei zu Lëtzebuerg. Och hei zu Lëtzebuerg sécheren déi Accorden - och de Gehälteraccord an der Fonction publique, wéi déi am Privatsektor - eng zousätzlech Akommesverbesserung. An der Fonction publique ass en Accord fir déi nächst Jore geholl. Am Bankesektor besteet och e Kollektivvertrag, dee virgesäit, dass am Prinzip d'Léin wäerten ëm 1%, zousätzlech zum Index, an d'Luucht goen an deenen dräi Joer.

Esou gëtt et och nach eng ganz Réitsch vun aneren Accorden, déi een an der Gesamtiwwersiicht och muss mat berücksichtegen. Et ass duerfir haut praktesch onméiglech anzuschätzen, ob iwwerhaapt a wéi vill u Kafkraaft am Endeffekt fir deen Einzelnen eventuell verluer geet duerch dës Regelung respektiv déi Regelung, déi virdu geholl gouf.

Fir 2012 - dat ass eppes, wat nach virauschaubar ass - kann een haut dovunner ausgoen, dass bei enger Inflatioun vu lichte manner wéi 2,5% an dem Ofschafe vun der Krisesteier et géintwärt 2011 mat Sécherheet net wäert zu engem Kafkraaftverloscht, mä zu enger lichter Erhéijung vun der Kafkraaft kommen. 2010, 2011 war déi Kafkraaft lichte réckleefeg. Wann d'Inflatioun an deenen nächsten dräi Joer enner 2,5% läit, ass dovunner auszegoen, dass d'Kafkraaft net wäert déi nächst dräi Joer zréckgoen, mä wäert lichte uwuessen an deem doten Zäitraum.

Et kann een also net behaupten, dass et elo 2012 duerch deen heiten Text kéint zu engem Konsumréckgang kommen, deen op en direkte Kafkraaftverloscht zréckzeféiere wier. Dat ergëtt sech net aus där heite Bestëmmung.

Zur Kafkraaft an zur Lounentwécklung och e puer zousätzlech Erklärungen, fir den Impakt vun deem Gesetz an dat richteg Liicht ze réckelen: Laut dem Statec ass laangfristeg gekuckt, 1996 bis 2010, also och déi lescht 15 Joer, zu Lëtzebuerg de Mëttelloun, de „salaire moyen“, ëm 50% an d'Luucht gaangen. Dat entsprécht, wann een d'Inflatioun erauserechent, enger reeller Kafkraaftsteigerung vun ëmmerhin 12%!

A ganz Europa war während där Zäit déi Steigerung bei 3%. An Däitschland war se während där Zäit réckleefeg, an der Belsch, a Frankräich op engem ähnelche Prozentsaz wéi hei zu Lëtzebuerg. Allerdéngs muss ee soen, dass eise Lounniveau insgesamt gutt 20% iwwert deem vun eisen Nopeschlänner läit.

Derbäi kéint, dass - gradesou wéi dat 2009 an 2011 de Fall war - d'Regierung elo schonns sech formell engagéiert huet - an ech denken, dass d'Majoritéit vun der Chamber do hannendrusteet -, dass de Mindestloun och den 1. Januar 2013, wéi dat och schonns 2011 an 2009 de Fall war, wäert zousätzlech zur Inflatioun erhéicht ginn. Virun der Kris louch dee Mindestloun hei zu Lëtzebuerg bei 1.609 Euro, elo läit e bei 1.801 Euro, dat entsprécht enger Erhéijung vun 12% a gutt dräi Joer. Den 1. Oktober respektiv den 1. Januar d'nächst Joer wäert e weider an d'Luucht goen.

Drëtt Fro: Wéi schreift sech déi heiten Initiativ an an déi allgemeng Ausrichtung vun der Wirtschaft- a Finanzpolitik vun der Lëtzeburger Regierung? Geet Lëtzebuerg de Wee vun Austeritéit, zu Sozialofbau, wéi en zurzäit a bal allen europäesche Länner praktizéiert gëtt? Ech wëll et hei kloer an däitlech soen: Fir d'LSAP kann den Auswee aus där aktueller Kris, och an Europa, net ausschlieslech an enger Ausgabereduzéierung, enger Null-Defizit-Politik an enger Scholderreduzierung bestoen.

Eng Welt, wou fir d'Banken Hëllefprogrammer opgestallt ginn a fir d'Bierger Austeritéitspro-

grammer operleucht ginn, dat ass net meng Welt! Nëmme eng Politik, déi och nei Wuestumperspektiven opmëcht - Investissementer an d'Schoul, a Fuerschung, an Innovation, a grouss öffentlech Infrastrukturen -, huet eng Chance op Succès. Déi néideg Budgetsdisziplin dierf net zu engem Ofwierge vun all Wirtschaftswuesstum féieren. Grouss öffentlech Investissementer mussen och hei zu Lëtzebuerg an Zukunft deelweis kënnen iwwer Emprunté finanziéiert ginn.

Déi noutwendeg Wuestumperspektiven, déi vermessen an der Téschenzäit och esou Institutione wéi den Internationale Währungsfong, d'OCDE, a souguer Standard & Poor's huet an hire contestéierten a contestabelen Décisionen, wat de Rating vun eenzelne Länner ugeet, och drop higewisen, dass e grouse Problem momentan géif doranner bestoen, dass feelend Wuestumperspektiven an deenen eenzelne Staten an Europa géife bestoen duerch eng eesäitig Ausgabereduzéierungspolitik, déi präconiséiert gëtt.

Net méi spéit wéi gëschter huet den Internationale Währungsfong drop higewisen, dass grad an deesen Zäiten déi europäesch Länner - do zielen ech awer nach Lëtzebuerg och mat derzou! -, déi iwwer gewësse Margen an hirem Budget nach verfügen, déi Margen och sollten nutzen, net fir weider voll op d'Brems ze drécke bei den Ausgaben, mä fir och Akzenter ze setzen, fir Wuesstum ze fördere kuerzfristeg a mëttelfristeg.

Et muss ee soen, de Statsbudget 2012, dee mer jo virun engem gudden Mount hei diskutéiert a verabschitt hunn, deen ass an där Hisiicht ausgeglaach. Dee Statsbudget 2012, dat ass keen Austeritéitsbudget no auslänneschem Muster. Do stécht ke Sozialofbau dran. Do ass keen Afreiere vu Léin a Gehälter a Pensioune virgesinn. Et gëtt keen Astellungsstopp beim Stat a bei de Gemengen am öffentleche Sektor. Eleng de Stat huet och erëm wëlles, 2012 - wéi schonns déi Jore virdu an Joers - 300 zousätzlech nei Aarbechtsplazen ze schafen. An anere Länner ginn emol déi Posten, déi bestinn, net méi ersat, geschweige dann, fir nach zousätzlech Aarbechtsplazen ze schafen.

An et kann een d'Situatioun kucken, wéi ee wëllt. Ech deelen do net déi pessimistesche Aschätzung vum DP-Riedner. Mir sinn der Meenung, dass e Land mat engem öffentlechen Defizit, deen - dat sinn eben déi lescht Zuelen - 2011 bei minus 0,5% vum PIB läit, an enger öffentlecher Schold vu ronn 18% vum PIB, dat sollt och weiderhin eng Politik mat Aemooss maachen, eng Politik vun der roueger Hand, net paniquéieren an net iwwerreegieren.

Entscheidung fir d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu deem heite Gesetzesprojet sinn awer och eng ganz Réitsch vun Décisionen a Begleetmoosnamen, déi vun der Regierung an deem Kontext mat decidéiert gi sinn zäitgläich: d'Bekanntnis zum gesetzlech verankerten automateschen Indexsystem. Lëtzebuerg wäert op deem Prinzip do zu Bréssel net noginn.

Zweetens, de Wellen, de Leit mat niddregem Akommes zousätzlech ënnert d'Äerm ze gräifen, iwwert déi Aussoen zum Mindestloun, iwwer awer och speziell Hëllef, déi wäerten agefouert ginn, fir deene Leit mat manner Akommes, déi Schoulkanner hunn ab zwielef Joer, besonnesch Hëllef zoukommen ze loosene iwwer Bong an iwwer Prime.

Da punktuell Verbesserungen och an eisem Sozialsystem, mat enger Verbesserung, wat de Remboursementssystem an der Gesondheitskeess ugeet, wat gréisser Ausgaben am Zännberäich betrëfft; déi méiglech Staffellung vum Waasserpräis, déi et elo och de Gemenge wäert méiglech maachen, och no soziale Kritären de Waasserpräis nei auserichten, an och d'Bekanntnis, nach an dëser Period e Gesetz stëmmen ze loosene iwwert den Ausbau vun der Matbestëmmung an eise Betriber.

Mä virun allem huet d'Regierung och an Endeffekt decidéiert, dass strukturell Ännerungen um Indexsystem wéi Verännerungen um Wuerekuerf - et ass jo diskutéiert ginn, Tubak, Alkohol respektiv deelweis d'Pétrolprodukter erauszehuelen - net wäerten duerch Gesetz imposéiert ginn, mä nëmme iwwer eng Négociatioun mat de Sozialpartner wäerten erbäigefouert ginn. Dat ass vun der Regierung esou festgehale ginn. Dat Wuert do géllt och fir eis.

Esou eng Reform vum Wuerekuerf - dat muss een awer och däitlech soen - ass nom Vote vun deem Gesetz an och virun allem no där Regelung am leschten Artikel vun deem Gesetz, wou d'Compteur beim Index den 1. Oktober 2014 op null solle gesat ginn, do ass et an eisen Aen net ubruecht, och nach zousätzlech Ännerungen um Wuerekuerf virzehuelen. Et ass an dëser Zäit onnëtz a riskéiert an eisen Aen, wäitreechend an net gerechtfertigt Konsequenzen op de Loun- a Rentenniveau no 2014 ze hunn.

D'Ofännerung vum Wuerekuerf steet fir eis Fraktioun net op der politescher Dagesuerdung.

Mir brauchen och, mengen ech, Rou am Indexdossier, fir eis voll op aner wichteg, vläicht souguer méi wichteg Punkten ze konzentréieren: d'Erëmhierféierung vu Beschäftegung, d'Bekämpfung vun der Präisdeierecht an d'Erhale vun der Kompetitivitéit, déi sech op kee Fall dierf op d'Fro vun der Indexéierung vu Léin a Gehälter reduzéieren. Do bleift viles ëmzesetzen, wéi och zum Beispill am Beräich vun der Vereinfachung a Beschleunegung vun den administrative Prozeduren.

D'LSAP-Fraktioun insistéiert, dass den Observatoire vun de Präisser seng Aarbecht mécht an dass och d'Patronatssait hir Verpflichtungen anhält. Hei gëtt vun enger Säit eppes verlaangt, an ech mengen, do gehéiert och derbäi, dass déi aner Säit och Hiert bréngt. Och d'Patronat ass an enger Bringschuld géintwärt dem dësem Land an dëser heiteger Diskussioun.

D'Ofschwäche vun der Lounprogressioun ass net zum Nulltarif ze hunn. Duerfir erwaarde mer vun hinnen, dass se Aarbechtsplazen erhalen a schafen, dass se méi an Ausbildung investéieren, dass se besonnesch awer och an d'Betriffsstrukturen investéieren. D'Betriber mussen och hiren Deel zu deem ganzen Accord leeschte fir Wuesstum a Beschäftegung.

A mir sinn der Meenung, dass dat Gejéimers, wat Deeler zumindest vom Patronat gäre bis an déi heiteg Zäit era vom Stapel loosene, net derzou bäidréit, d'Vertrauen hierzustellen, mä dat verschlëmmert eigentlech just nach nëmme d'Krisestëmmung, an dat brauche mer an dëser Zäit sécherlech net.

Mir fannen et och legitim - an dat ënnerscheet eis vun der Demokratescher Partei, wéi ech elo grad héieren hunn -, mir fannen et legitim, dass a verschiddene Secteuren, wou weider zolidd Benefisser gemaach ginn - där gëtt et der hei zu Lëtzebuerg -, d'Gewerkschafte fir hir Belegschaft zousätzlech Avantagen aushandelen. Do, wou Benefisser, do, wou Wuesstum gemaach gëtt, do ass et och, mengen ech, net abwege, dass een eng gerecht Opdeelung vun deene Benefisser verlaangt téscht dem Kapital an dem Salarat.

Enn 2014 soll an eisen Aen, wéi mer dat bei anere Gesetzter gemaach hunn, e Bilan vun den Auswierkung vun deem Gesetz gemaach ginn, eng Evaluatioun iwwert d'Akommessituatioun, iwwert d'Situatioun um Beschäftigungsmaart, d'Situatioun vun de Betriber, an da soll opgrond vun der Wirtschaftsentwécklung iwwer weider Schrëtt diskutéiert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de fréiere Vizepremier, de Jacques Poos, huet an engem opene Brëif am „Tageblatt“ zu deem Gesetzesprojet Folgendes geschriwwen: „Dës Indexregelung ass eng Kaskoversécherung an onsécheren Zäiten, géint onberechenbar wirtschaftlech wéi och geopolitesch Risiken. Si ass zäitlech begrenzt. Si zerstéiert de Sozialstat net. Si konsolidéiert en.“

Dat bleift och eist politescht Zil: eis Wirtschaft weider wuessen ze dinn, d'Beschäftegung ze fördern, oui de Sozialmodell füttzemaachen. Net vun ongeféier sinn hei am Land Léin a Rente vun 1908 (veuillez lire: 2008) bis 2011 an elo erëm héchstwahrscheinlech vun 2012 bis 2014 all Joers ëm mindestens 2,5% pro Joer an d'Luucht gaangen. Duerfir brauche mer eis net ze schummen. Dat ass keng sozial Onéier. Dat gëtt et néierens soss an Europa.

Duerfir wäerte mir als LSAP-Fraktioun dëse Gesetzesprojet och stëmmen, als Deel vun enger globaler politescher Strategie, net fir Austeritéit, mä fir d'Ofsécherung vun engem wesentleche Bestanddeel vun eisem Sozialsystem a fir d'Hoffnung op méi Beschäftegung.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci och dem Rapporteur fir säi schrëftleche wéi och mëndleche Rapport. Hien ass a senger Presentatioun ausféierlech op de Gesetzestext agaangen, sou dass ech net méi op de Mechanissem vun dëser Indexmanipulatioun speziell muss agoen.

Dass eng weider Manipulatioun géif stattfannen, gouf jo och schonns am Accord bipartite vum 29. September 2010 téschent der Regierung an de Gewerkschafte festgehalten. Deemoools stoung ausdrécklech am Text - an den





Här Bodry huet dat och scho virdrun hei ernimmt: „Wann 2012 eng weider Indexbranche sollt erfalen, déi manner wéi zwielf Méint no der leschter Tranche zur Applikatioun géif kommen,“ dat heescht zwielf Méint no der Tranche vum Oktober 2011, „géife sech d’Sozialpartner zesummesetzen, fir iwwert dat weider Virgoen ze diskutieren an déi néideg Konklusiounen dorauer ze zéien.“

Leider ass et der Regierung och dës Kéier net gelongen, en Accord mat de Sozialpartner ze fanne respektiv ofzeschléissen! Et ass deemno fir d’Zweet säit dem Start vun dëser CSV/LSAP-Regierung, dass de Sozialdialog gescheitert ass! D’Fro stellt sech, ob dës Regierung vläicht esou schlecht opgestallt ass, dass si keng uerdentlech Médiatioun a wirtschaftlech schwierigen Zäiten hikritt.

Dës Regierung huet sech bis elo sécherlech net duerch e kohärent a solidarescht Virgoen ervirgedoen. Duerfir si se ze zerstridden. Déi eng blockéieren op gesellschaftspoliteschen Themen, an déi aner profiléieren sech duerch eegestänneg Optrieden ouni gemeinschaftlech Konzept.

Mä et ass emol net déi Konzeptlosegkeet vun der Regierung, déi den Haaptgrond duerstellt, firwat d’Tripartite gescheitert ass, mä déi verännert wirtschaftlech a sozial Grondbedingungen hei am Land, an Europa respektiv souzesoen an der ganzer Welt.

Jo, och virun 30 Joer ass et zu engem Désaccord téschent de Sozialpartner iwwert den Index komm. Och deemools huet d’Regierung am Alleingang eng Indexmanipulatioun duerchgefouert, mat der Konsequenz souguer vun engem Generalstreik vun de Gewerkschaften.

Mä säit 30 Joer huet d’Welt extrem changéiert! Mir sinn an engem total aneren Émfeld. D’Globaliséierung huet an där Zäit e rasante Schrëtt no vir gemaach, ausgeléist haaptsächlech duerch e Lasskoppele vun der Finanzwelt aus der realer Wirtschaft. Eng Finanzwelt, déi sech mat deels dubiéisen an ontransparente Finanzprodukter verselbststänneg huet. Eng Fiskalpolitik, déi déi Räich a Superräich géigeniwwer vum Rescht vun der Gesellschaft ëmmer méi bevirdeelt an entsprechend weltwäit Steuerparadäiser toleréiert huet.

Dës waren d’Viraussetzung vun enger neoliberaler Politik, déi hiren Ursprung an den 80er Joren am angelsächsische Raum hat an zënterhier iwwert d’ganz Welt verbreet gëtt.

An deem Émfeld ass et net méi eleng un de Sozialpartner, et kann net méi eleng un enger Tripartite sinn, fir iwwer Ännerungen an eisem Sozialsystem eleng ze entscheeden!

Hei ass et net nëmme den Index, deen am Viséier ass, et stelle sech och nach eng ganz Rei aner Froen, wéi zum Beispill Froen iwwer eise Wuesstum, Froen iwwer eis Landesplanung, Froen iwwer méi eng zilgerecht Sozialpolitik, Froen iwwer eis Bildungspolitik, Froen iwwer eisen Aarbechtsmarché a schlussendlech Froen iwwer eise Pensiounssystem.

Duerfir froe mir méi eng breet Diskussioun, méi eng breet Abezéierung vun der Gesellschaft, fir méi e breede Konsens hierzustellen. Ech komme méi spéit op eis Forderung beim Dépôt vun enger deementsprechender Motioun zréck.

Ier ech awer méi an den Detail zu dësem Gesetz wëll kommen, nach e puer prinzipiell Iwwerleeungen zum Index.

Ech wëll direkt virausschécken, dass den Index fir déi gréng weiderhin e wichtige Stellwärt am Lëtzebuerger Sozialmodell soll behalen. Den Index war an der Vergaangenheet a wäert och weiderhin an der Zukunft e wichtige Garant fir de soziale Fridden hei zu Lëtzebuerg sinn. Den Index stellt a sech, am eigentleche Sënn, keng Lounerhéijung duer, mä eng Upassung un d’Deierecht, en Ausgleich also vun der Kafkraaft, vum Kafkraaftverloscht. Eréischt wann d’Deierecht en Niveau vun 2,5% erreicht huet, gëtt dës Kafkraaftverloscht iwwer eng Erhéijung vun de Paien, Léin a Pensiounen ausgeglaacht. Et ass also e stänneg Hannendrunnen zu der Präisinflatioun.

Dës Mechanismen ass méi wéi daitlech souwuel schrëftlech wéi och grafesch am Commentaire zu dësem Gesetzestext erkläert ginn. Jo, esou wäit, dass souguer e stännege Kafkraaftverloscht jee no Inflatioun no 2014 wäert bleiwen, wat bei héijer Inflatioun an de Joren 2013 an 2014 de Fall wäert sinn. Et ass och besonnesch op deem Punkt, wou d’Gewerkschaften hir gréisste Bedenken zu dësem Gesetz hunn. Bedenken, déi mir verstinn an och duerch deelen. Sollt et effektiv zu

enger héijer Inflatioun kommen, menge mir awer, dass nach eng ganz aner Rei vu Problemer sech wäerte stellen. Niewent dem Index musse mer dann nach iwwer ganz aner Punkten diskutieren.

Méi daitlech wéi hei am Gesetz kann een a sech dee méigleche Kafkraaftverloscht net beschreiben. Et ass also keng Lounerhéijung am Sënn vun engem Spigelbild vun der wirtschaftlecher Stärkt vun dem Land, mä de gerechte Lounausgleich un d’Deierecht, besonnesch fir dee Grupp vu Salariaéien, déi kengem Kollektivvertrag ënnerleien, ëmmerhi 50% am Privatsektor. Dobäi sinn et grad déi, déi an der ënneschter Akommesklass ze fanne sinn.

All Erhéijung vum Akommes geet iwwer aner separat Ofkommessen. Ofkommessen, déi iwwert d’Sozialpartner geschéien. Sou Ofkommesse goufen och elo nach an dëser Zäit, krisenbestëmmer Zäit, festgehalten!

Besonnesch an dëser Situatioun ass et de Gréngen onverständlech, dass eng Regierung hiigangen ass an en Accord mat der CGFP ausgehandelt huet iwwer eng zousätzlech Lounerhéijung vun 2,2%.

Fir déi gréng ass dësen Accord téschent de Sozialpartner am öffentlechen Déngscht an dësem Moment kontraproduktiv, onverantwortlech an och deels net nozevollzéien. Dass de Privatsektor do nëmme de Kapp rëselt, ass verständlech a mécht d’Verhandlungen ëm eng Indexmanipulatioun net grad méi einfach.

Mä kann ee mir soen, firwat e Bankesektor hiigangen ass, ebenfals e Lounaccord ofzeschléissen? Sécherlech op méi engem déiwen Niveau, nämlech vun 1%, mä trotzdeem! E Bankesektor, dee léiwer haut wéi muer den Index wëllt ofschéissen, schléisst an dës schwierigen Zäiten en Accord vun zousätzlecher Lounerhéijung of!

Entweder war et gemaach ginn, fir am Virfeld den Index auszuklämmen: Mir maachen haut oder an der Zukunft ëmmer nëmme alles nach iwwer Kollektivvertrag. Oder et muss ee mir erklären, firwat mer an dëser Zäit dann eng Verhandlung maache vu Lounerhéijung, an den Index wëlle mer dann ofschafen. Oder mir hätten d’Diskussioun kënnen féieren: da léiwer den Index draloossen a keng zousätzlech Lounerhéijung. Dann hätt och jiddwereen dovunner profitéiert, well hei maache mer en onselektivt Ausdeele vu Léin.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat wëllen déi gréng a wéi gesi mir déi weider Démarche zum Index an doriwwer eraus?

Zéng Punkte fir eng aner Indexdiskussioun. Zéng Punkten, fir endlech iwwert d’Zukunft vu Lëtzebuerg ze diskutieren a gemeinsam Strategie fir d’Zukunft ze entwerfen an och wann ech gelift dann ëmzesetzen.

Éischstens: déi gréng wëllen de System vum Index net a Fro stellen an hunn och gréisser Bedenken, de Wuerekuerf ze verännern oder den Indexmechanismus ze deckelen.

Zum Tubak: Den Tubak wëllen eraushuelen, kléngt gutt, ass och gesondheetspolitesch korrekt, mä et ass eng reng Kosmetik. Méi wichtig wier et, d’Antitubakgesetz virunzedeieren an derfir ze suergen, dass vläicht d’Leit erëm méi an de Bistro kënnen goen, ouni mussen zougedämpft ze ginn. Mir sinn iwwerzeegt, dass erëm méi Leit an d’Bistroe géife goen, wann de Bistro tubakfräi wier.

#### (Interruption)

Zum Pétrol: Vun enger ekologescher Perspektiv ass ass dat attraktiv, mä an der Realitéit ass et och do méi wichtig, de Leit d’Kafkraaft ze looseren, mä hinne duerfir ze hëllefen, aus der Ueleglechkeet ze klammen, Haiser ze isoléieren, d’Mobilitéit douce an erneierbar Energien ze förderen an - ganz wichtig! - d’Energiearmut endlech ze bekämpfen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox** (déi gréng). - Bei enger seriéiser Klima- an Energiepolitik klëmmt de Pétrol vum selwen aus dem Index.

Deckelung vum Index: Mir hunn och gréisser Bedenken zu der Deckelung vum Index. Hei dann och vun engem „sozialen Index“ wëllen ze schwätzen, ass falsch an de Leit Sand an d’Ae gestreet. Deckelung bréngt keen zousätzleche soziale Fridden.

Den Index ass kee Mechanismus, fir den Écart téschent de Léin ze reduzéieren, mä fir de Kafkraaftverloscht ze kompenséieren. Sozial Gerechtigkeit respektiv Emverdeelung geschitt iwwer eng sozial gerecht Steuerpolitik,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox** (déi gréng). - ...also nëmme duerch eng progressiv an ugepasste Steuerpolitik. Et ass net den Index, deen den Écart téschent niddregen Akommen an héijen Akomme regelt, mä eleng d’Steuerpolitik. D’Steuerpoliti-

ken aus de Joren 2001 an 2002 waren duerfir alles anescht wéi gerecht nach sozial richtig, mä hunn zu méi Akommesdifferenzen hei am Land bäigesteiert, an net den Index.

Hei e puer Beispiller: d’Erofsetze vun dem Spätzsteiersaz vu 46% op 38%, d’Erofsetze vun der Kierperschaftssteuer op 21%, d’Ofschaffung vun der Gewerbesteuer an der Verméigenssteuer, a weider, d’Erofsetze vun der Gewerbesteuer op 3%.

Zweetens: Mir mussen ophéieren, den Index an den Zentrum vun all politescher Diskussioun ze setzen. D’Diskussioun ëm den Index ass Géift fir eis Gesellschaft. Duerch d’Fokusséierung eleng an ausschliesslech op den Index blockéieren mir eis zousätzlech a verléieren eis am Niwwel. Mir verpassen domat ëmmer nees, iwwert déi wichtige Themen ze diskutieren: Wuesstum, Bildung, Aarbechtsmarché, Pensiounen - fir nëmme déi ze nennen.

Eng Modulatioun muss méiglech sinn, well a Krisemomenter mat zousätzlecher héijer Inflatioun riskéieren ze vill an ze schnell Indexbranchen ze erfalen. An engem klenge Land mat oppener Wirtschaft gerode besonnesch aarbechtsintensiv Betriber ënner Drock, mat als Konsequenz engem méigleche Verloscht un Aarbechtsplazen. Mir musse virun allem awer d’Aarbechtsplazen erhalen. A Krisenzäiten ass d’Aarbechtslosegkeet duebel schlecht.

Fir dat méiglechst ze vermeiden, sinn déi gréng bereet, temporär Abousse beim Inflatiounsaustrag hinnehuelen. Duerfir fanne mir et richtig oder och wichtig, dass a Krisenzäiten eng breet Diskussioun ka stattfanne mat Patronat a Gewerkschaften - awer net nëmme déi eleng -, fir iwwer konjunkturell an temporär begrenzte Modulatiounen vum System ze schwätzen.

Dësen Dialog dierf awer dann net mat inakzeptabelen Argumenten iwwerlagert ginn. Et kann net sinn, ze verlangen, de Mindestloun erofzesetzen a gläichzäiteg dës Verloscht duerch Transfergelder, duerch Almosen opzefänken.

A wéi enger Gesellschaft si mer dann ukomm, wou eng 40-Stonnen-Aarbecht net méi fir ze liewen duerget? Wëlle mer da wierklech Aarbechtsverhältnissen wéi an den angelsächsische Länner? Wëlle mer da wierklech den däitsche Modell iwwerhuelen, wou ëmmer méi Leit niewent engem 40-Stonnen-Job weider Aarbechte mussen unhuelen, fir iwwert d’Ronne ze kommen?

Dës Forderung vum Patronat sinn inakzeptabel. Dës ass net akzeptabel, Här Wurth!

Och huet et wéineg Sënn, d’Dier ze klaken an d’Politik vum eidele Stull ze exercéieren. Et muss ee sech da schon openeen zoubewegen. Sou wéi schon ugedeit, war dat virun 30 Joer vläicht nach méi einfach, well deemools d’Patronat méi lokal verwuerzelt war. Haut als Konsequenz vun der Globaliséierung ass dat manner de Fall.

Mir sinn awer e bësse perplex iwwert d’Aart a Weis vun de Gewerkschaften, nodeems si de Verhandlungsdësch verlooss hunn - obwuel een dat am Nachhinein och nach ka verstoen -, iwwer hiert Verhalen duerno. Nodeems d’Tripartite während 30 Joer ouni d’Chamber funktionéiert huet an ni ee vun de Gewerkschaften sech hei gewisen huet, fir ze erklären, dass et sënnvoll wier, déi Accorden, déi an der Tripartite fonnt goufen, déi jo du besser do fonnt goufe wéi an der Chamber..., elo bei eis ugedanzt ze kommen.

Sou kommen d’Gewerkschaften haut op eemol, fir eng extra Réunioun, eng Plenarsitzung fir d’Deputéiert anzeberufen, fir hire Standpunkt duerzeleeen an doriwwer eraus dann der Chamber wëllen de Schwaarze Péiter zouzeschoueren. Dat schéngt eis dach e bëssen iwwerzunn an och ze einfach.

Véiertens: Jo, mir kënnen mat der Indexmodulatioun averstane sinn. Si bréngt nämlech fir d’Betriber an och fir de Stat Planungssecherheit, wat d’Personalkäschten ubelaangt, sécher op där anerer Säit dem Salarat dräi Indexbranchen an domat besonnesch a Krisenzäiten e sécheren Ausgleich vun Kafkraaftverloscht an hëlleft domat, Aarbechtsplazen ofzeséieren. Mä mir sinn net d’accord mat der Aart a Weis, wéi d’Regierung am Moment d’Land regéiert a wéi dës Regierung ons an eng ongewëss Zukunft féiert.

De Budget 2012 baséiert op falschen Zuelen! Am Moment gëtt gemaach, wéi wann d’Keess voll wier, virun allem och vun de Gewerkschaften. D’Recetté vum Joer 2011 waren nach besser wéi geplangt, an dat am drëtter Krisejoer. Et ass dann natierlech schwierig, fir de Leit kloerzemaachen, dass muss gespuert ginn.

Wat d’Leit awer iwwersinn, ass, dass dës Steuerrecetté virun allem op de Joren 2007 bis 2009 baséieren, well d’Steuerverwaltung Réckstänn aus deene Joren agedriwwen huet. 2007 war dobäi och nach e Rekordjoer mat 6,6% Wues-

tum. Déi Réckstänn sinn elo eran. An elo kommen déi moer Jore vun der Kris 2010 an 2011. De Minister Frieden wäert d’Recetten 2012-2014 bäi Wäitem net méi mat esou vill Freed kënnen presentéieren.

Sechstens: D’Regierung seet de Leit net d’Wourecht iwwert déi zukünftige Evolutioun vun eise Recetten. Beispill E-Commerce: Vun den zwou Milliarden TVA-Recetté kommen der 550 Milliounen Euro eleng aus dem E-Commerce. Dovu wäerten de Gros 2015 ewechfalen - e Lach vu ronn 500 Milliounen d’Joer, de Präis vum gesamten ineffikasse Pacte Logement oder de Präis vum gesamten Tram, deen d’Land batter néideg huet.

Och den Tanktourismus wäert an Zukunft manner Recetté bréngen, well et och do d’Tendenz vun enger Steuerharmoniséierung gëtt. Elo gëtt awer gemaach, wéi wann dat alles op engem anere Stärg gëtt stoen a gëtt ausgeklammert a kaum thematiséiert.

Siwents: D’Regierung moduléiert den Index bis bei déi nächst Wahlen a léisst Gottes Waasser iwwer Gottes Land lafen. De Koalitionspartner LSAP ass och net méi bereet, weider Diskussiounen ze féieren. Bis zu deenen nächste Wahlen 2014 wëlle si sech keng Gedanke méi dozou maachen. Also muss déi nächst Regierung ganz schnell sech téschent 2014 a Januar 2015, wa mer gréisser Recetté verléieren, eppes afale looseren. Vlächent an der Hoffnung, dass bei där nächster Regierung - wou d’LSAP elo schon hofft, net méi derbäi ze sinn - den Index da ganz ofgeschaaft soll ginn.

Dës kann net d’Zil vun enger Regierungspartei sinn. Haut stinn d’Problemer un, haut muss mer nei, intelligent Äntwerte fannen! Mir fuerderen d’Regierung op, Verantwortung ze iwwerhuelen an e breede Konsensdiscours unzefänken.

Aachtens: D’Pensionsreform, déi de Sozialminister elo wäert proposéieren, ass u sech och de Glanz. Si baséiert op der total irrealistescher Erwartung vun 3% Wuesstum - an dës iwwer 50 Joer - an iwwer 700.000 Aarbechtsplaze bis 2060 an dësem Land.

Kuckt de Sozialminister da vlächent net de Bulletin vum Statec a gesäit hien do net, dass mer am Moment manner wuesse wéi eis Noperen? Fir d’Éischt zënter 20 Joer! E Wuesstum, dee wäit manner wéi 2% de Moment ausmécht.

Huet de Sozialminister probéiert, de Finanzminister vun der Noutwendegkeet vum Tram ze iwwerzeegen, fir dass hien déi 700.000 Leit op d’Aarbecht ka féieren, fir dass seng Pensionsreform domat kann opgoen?

Neen, dat huet hien alles net gemaach. He seet, eréischt a siwe Joer kucke mer nach eng Kéier iwwert d’Pensionsreform, an da maache mer déi néideg Adaptatiounen. Oder a siwe Joer ass de Sozialminister hoffentlech vlächent net méi derbäi. Mä da muss sech erëm déi, déi no der Sintflut kommen, drëms këmmern, fir d’Kar aus dem Dreck ze zéien.

#### (Brouhaha)

Wëssen déi jonk Leit, dass an zéng Joer eise Pensiounssystem defizitär gëtt a vun do un all Joer manner erakënn, wéi ausgi gëtt?

Néngtens: Statt sech ëm déi längerfristige Ofsecherung vun eise Sozialstat ze këmmern, mécht dës Regierung natierlech och Saachen, fir d’Leit bei Laun ze halen, jiddefalls nach een oder zwee Joer. Si verlängert zum Beispill eng CAR-e-Prime fir d’Autoen, déi absolut näischt bréngt, ausser dass d’Leit nach méi Suen ausgi fir eng Mobilitéitsform, déi nach ëmmer an déi falsch Richtung geet. Vun zilgerechter Sozialpolitik keng Spuer.

Duerfir gëtt eis Regierung awer deene Leit, déi mussen deier Schoulbicher kafen, en Almosen, dee sécher net zur administrativer Vereinfachung bäidréit. D’Libraire mussen dann elo mam Certificat vun de Leit bei de Minister pilgeren, oder d’Leit mam Certificat vun de Librairen. Genau wësse mer dat och nach net. E Stempel fir 300 Euro.

Jiddefalls wier et méi sënnvoll gewiescht, d’Kannergeld weider ze indexéieren an duerfir et awer ze besteieren. Déi Leit, déi da wierklech vill Akommes hunn, hätten dann och vill Steieren ze bezuelen, an dann hätt och d’Kannergeld eng Komponent vu sozialer Emverdeelung.

A wat soll u sech dee Quatsch mat deem gestaffelte Waasserpräis? Nodeems d’Regierung d’Gemenge scho bal harceléiert huet, fir e käschtedeckende Waasserpräis anzeféieren, gëtt elo erëm alles op d’Kopp gehäit. Nozeliesen am Statec-Rapport: D’Waasserkäschte representéieren 0,4% vun de Gesamtausgabe vun engem Stot, souwuel an der ënneschter Akommesklass wéi an der ieweschter Klass. Kommt, mir schwätzen dach wann ech gelift iwwer méi richtig a wichtig Diskussiounen wéi iwwer e gestaffelte Waasserpräis.





## (Interruption)

Zéngte Punkt, Sozial- a Familljepolitik. Déi sozial Familljepolitik vun dëser Regierung ass och net esou, dass déi Leit effikass gehollef kréien, déi et brauchen. Anstatt dass de Stat scho viru Joren hatt massiv missen d'Crèchen ausbauen, goufen d'Gemenge virun e puer Joer mat de Chèques-services iwwerrascht an hu missen innerhalb kierzester Zäit massiv Kannerbetreuung opbauen.

Och am Dossier Studiëbäihëllef huet eis Regierung zwar eisen nationale Studenten e schéine Cadeau gemaach, mä muss elo erliewen, dass dëse Cadeau net EU-konform ass. Domadder schétt se u sech fir eis nëmme Bensin an d'Feier, op geféierlecht nationalideologesch Gespréich a Gestänker géint Auslänner a Frontalieren.

De Clou war awer sécher och der Familljeminitesch hir Iddi, elo emol den Asylbewerber massiv hiert Täschegeld ze kierzten. Hei wäerte mer sécherlech näischt spueren, mä hei schéngt d'Regierung och éischer populistesch Stëmme fänken ze goen.

D'Konsequenz aus dësen zéng Punkte ka just eng breet an éierlech Debatt iwwert d'Zukunft vun eisem Sozialsystem sinn, wou all gesellschaftlech Kräfte hei am Land un engem Dësch regruppéiert ginn. Duerfir hu mir eng Motioun preparéiert, an där mir d'Regierung opfuere, en Zukunftsdesch anzeberuffen. Mir sollen déi Zäit huelen, fir an deenen nächsten dräi Joer eng Diskussioun, eng breet Diskussioun unzefänken.

Vläicht kuerz zu den „Invites“ un de Gouvernement: «...à mener au cours des trois années à venir une réflexion plus large avec les acteurs de la tripartite, mais également des représentants des groupes parlementaires et de la société civile ainsi que des scientifiques en vue d'une refonte d'un modèle luxembourgeois se basant sur l'équité sociale et la soutenabilité écologique».

Zweeten „Invite“: «...à inclure dans ces réflexions une véritable réforme du système des pensions, le développement du marché de l'emploi dans la Grande Région et l'équilibre des finances publiques à moyen terme à travers des réformes fiscales redistributives», an drëtter Punkt: «...à viser l'établissement d'un mécanisme durable de compensation de l'inflation tout en renforçant le tissu économique du pays.»

## Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu que le Gouvernement propose de mener une modulation du système de l'adaptation de l'échelle mobile des salaires pour la période allant de 2012 à 2014;

- vu que cette proposition permet de maintenir une trêve substantielle des discussions politiques autour de l'échelle mobile des salaires;

- vu la difficulté en ces moments de prévoir à moyen terme l'évolution de la conjoncture économique du Luxembourg;

- vu la nécessité de mener des discussions autrement plus importantes et politiquement complexes sur l'importance du pétrole dans notre économie, l'avenir incertain de la place financière et de l'emploi ainsi que le maintien d'une politique sociale conséquente;

invite le Gouvernement

- à mener au cours des trois années à venir une réflexion plus large avec les acteurs de la tripartite, mais également des représentants des groupes parlementaires et de la société civile ainsi que des scientifiques en vue d'une refonte d'un modèle luxembourgeois se basant sur l'équité sociale et la soutenabilité écologique;

- à inclure dans ces réflexions une véritable réforme du système des pensions, le développement du marché de l'emploi dans la Grande Région et l'équilibre des finances publiques à moyen terme à travers des réformes fiscales redistributives;

- à viser l'établissement d'un mécanisme durable de compensation de l'inflation tout en renforçant le tissu économique du pays.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, José Lorsché, Viviane Loschetter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vu mengem Ausféierung wëll ech nach eng Kéier kuerz op d'Gesetz selwer zrëckkommen. Mir kënnen d'Gewerkschaften verstoen, wa si net kënnen averstane si mat dëser Modulation, well d'Betriber zwar 225 Milliounen aspueren, et dobäi awer guer net kloer ass, wat dann opsäite vun de Betriber gemaach gëtt. Wat gëtt beispillsweis mat dësen Aspuernisse gemaach, fir méi kompetitiv ze sinn?

Kompetitivitéit ass net nëmmen eng Fro vun de Salären. E ganz rezent Beispill beweist, dass Lëtzebuerg duerchhaus nach eng Kompetitivitéit huet. Et ass net fir näischt, dass eng Bäcker-

firma op Lëtzebuerg komm ass. Dräi Argumenter goufe vun där Firma opgefouert: soziale Fridden - grad wéinst dem Index -, zweetens niddreg Soziallaaschten an drëttes niddreg Steieren. Souwäit zu der Kompetitivitéit.

Wat gëtt vusäite vun de Betriber gemaach, fir d'Leit méi laang an der Beschäftegung ze behalen? Wat gëtt vusäite vun de Betriber gemaach, fir d'Familljeliewen an d'Beruffsliewe besser enner een Hutt ze kréien? Et gëtt eng Abberzuel vu Méiglechkeeten, déi net deier kaschten, déi de Leit awer vill wäerten hëllefen.

Engagéiere sech d'Betriber, fir dass hir Leit kënnen méi einfach mam öffentlechen Transport schaffe kommen - Beispill Jobticket? Suergen d'Betriber fir déi néideg Crèchen? Ennerstëtzen d'Betriber hir Leit, wa se wëllen Deelzäit schaffen oder emol insgesamt hir Wochenaarbechtszäit erfesetzen? D'Flexibiliséierung vum Aarbechtsrecht dierf net eleng an ausschlieslech um Bockel vum Employé ofgewéckelt ginn.

déi gréng sinn awer trotzdem der Meenung, dass eis näischt aneschtens iwwreg bleift, wéi fir dëser Modulation zouzestëmmen. Et ass wichteg an och richtig, well och Lëtzebuerg stécht an der Finanzkris an eis Economie riskéiert, an Zukunft méi lues ze dréien. Et ass wichteg, dass mer elo alles maachen, fir d'Aarbechtsplazen ze erhalen. Duerfir ass et gutt, dass mer elo eng Léisung hu fir den Index iwwert déi nächst dräi Joer. Éischtens wëssen d'Leit, dass se mindestens 2,5% Inflationausgläich am Joer kréien, an zweetens wëssen d'Betriber, wou se dru sinn. Wa mer elo déi dräi Joer sénnvoll notzen, fir e seriöse Schrack virunzekommen an endlech d'Diskussiounen ëm d'Zukunft vun eisem Land uginn an d'Finanzéiere vun eisem Sozialmodell ofsécheren!

Duerfir sti folgend wichteg Froen an Themen am Vierdergrond: eng zukünfteg an zukunfts-fäeg Rentereform; d'Auswirkung vum enger besserer Regulatioun vun de Finanzmärchen op eis Finanzplaz an domadder op d'Budgete vu Stat a Gemengen; déi politesch a gesellschaftlech Abezéiung vu sämtleche Bierger a Biergerinnen; d'Aarbechtsplazen an d'Beruffsausbildung fir muer, fir Lëtzebuerg an d'Groussregioun; eng ekologesch Steierreform; de Wuesstum, a fir d'Lescht, eng richtig sozial Ëmverdeelung.

Ech bréngen domat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz, mat der Hoffnung op eng breet an éierlech Debatt iwwert d'Zukunftsfroe vun eisem Land.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Vun onser Säit aus och dem Rapporteur e grouse Merci, deen ons hei e ganz kloer Rapport virgeluecht huet an och gesot huet, wouërms et hei an dësem Gesetz geet. D'Wirtschaftskris, déi finanziell Problemer vum Euro an d'Finanzsituation vum Stat bedéngen, dass mir villen iwwerdenken an a Fro stelle mussen, fir onse Land de wirtschaftlechen a finanzielle Realitéiten unzepassen.

Déi Léisungen, déi mir als ADR zrëckbehalen, déi mir als Land mussen zrëckbehalen, mussen an onsen Aen dräi Prinzipië respektéieren. Éischtens, si mussen d'Kompetitivitéit vun onse Betriber an onse Banke garantéieren. Zweetens, si dierfen de Budget vum Stat net an e finanziellen Déséquilibrer bréngen. Drëttes, si mussen gerecht sinn. Si mussen sozial gerecht sinn. An ech mengen, et ass do, wou d'Differenze leien hei an der Chamber, wat déi eenzel Parteien ugeet.

Wat d'Kompetitivitéit ugeet, sou wëll ech drop hiewisen, dass d'UEL - d'Union des entreprises luxembourgeoises - 2009 en Aarbechtsdokument ausgeschafft huet mat 100 Mesuren, fir d'Kompetitivitéit vun onse Betriber ze garantéieren an auszebauen. Do geet natierlech Rieds vum Index, mä net nuren. Et gëtt nach 99 aner Mesuren, déi virgeschloe gi sinn.

Mir sinn der Meenung, dass ee fir d'Éischt iwwert des Mesurë soll schwätzen, des Mesurë soll ugoen, ier een un den Index geet. Ech zielen nuren e puer vun deene Mesuren op:

Reduktioun vun der Charge administrative. Wat ass geschitt? Näischt bis rose wéineg!

D'Délaien, fir d'Plans d'aménagement particuliers, fir d'Plans d'aménagement généraux an de Gemengen duerchezéien. Wat ass geschitt? Näischt!

De Plan sectoriel fir nei Zones d'activités. Wat ass geschitt? Näischt, oder wann eppes geschitt ass, da weess keen eppes dovun.

„Netting fiscal“, Remboursement TVA, Chô-magereduzéierung erzielen. Mir gesinn, dass

villes schonn deelweis realiséiert an an der Preparatioun ass. Mä dat, wat virgeschloen ass, bréngt näischt. Et bréngt nuren Duerjenaner.

Ech wollt awer an deem Kontext eng Resolutioun erabréngen, wou mer kënnen eppes fir d'Kompetitivitéit vun onsem Bankesektor maachen. Eng Resolutioun, an där mer als Chamber d'Regierung ennerstëtzen an hirer Iddi, fir sech géint déi international Finanztransaktionssteuer anzesetzen, wann esou eng Transaktionssteuer nure géif um europäeschen Niveau oder wéinstens nuren a verschiddene Länner an der Eurozon duerchgezu ginn.

Dat wier op jidde Fall de verkéierte Wee. Domadder géife mir riskéieren, dass mir an déiselwecht Situatioun géife kommen, déi Schweden schonn eng Kéier experimentéiert huet. Si haten a Schweden eng Finanztransaktionssteuer agefouert an innerhalb vun 48 Stonnen hate se keen een eenzeg Euro méi Recette. Alles wor am Ausland.

Ech mengen, dofir ass dat eng falsch Politik an dofir wëlle mer och ganz kloer hei - unanagement, mengen ech, solle mer - d'Regierung doranner ennerstëtzen, fir op deem Wee do weiderzagoen.

## Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'introduction d'une «taxe sur les transactions financières» est justifiée en soi mais qu'elle n'a de sens et qu'elle ne peut être efficace que si elle est appliquée dans les principaux centres bancaires européens mais aussi mondiaux;

- considérant que les risques d'une délocalisation des transactions financières des places financières européennes qui l'adopteraient vers des places financières qui n'appliqueraient pas cette taxe sont patents;

soutient le Gouvernement

dans sa volonté de faire dépendre l'introduction d'une taxe sur les transactions financières de l'application d'une telle taxe simultanément dans l'ensemble des places financières mondiales.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

Deen zweete Punkt, iwwert deen natierlech hei an dësem Gesetz diskutéiert gëtt, ass d'Upassung vun de Gehälter un d'Evolution vum de Liewenskäschten. Wou sti mir do?

Wann een de Stonneloun, de Coût salarial moyen, mat de Charges patronales ukuckt a wann ee sech op d'Analys baséiert vun ECA International vum 17. Oktober 2011, da gesäit een, dass d'Belsch do mat 38,2 Euro d'Stonn zu Buch steet, global gesinn, an der Moyenne vun de Gehälter, Frankräich mat 33,1 Euro, Lëtzebuerg mat 32,8 Euro an Däitschland mat 29,1 Euro, bedéngt, well et an Däitschland kee Mindestloun gëtt.

Et gëtt zwou Methoden, fir d'Gehälter der Evolution vum de Liewenskäschten unzepassen. Déi eng ass, dass een iwwerhaupt keng automatesch Upassung virgesäit an de Gewerkschaften et iwwerléisst, fir iwwert d'Kollektivverträge, iwwer Streik, iwwer Négociatioune Verbesserungen an de Betriber erbäizeféieren. Déi zweet ass natierlech déi automatesch Indexupassung, wéi mir se kennen.

Wann ee keng automatesch Indexupassung virhëlt, mä just nuren déi Situatioun, wéi se an Däitschland ass, da gesäit een, dass zum Beispill d'lescht Joer an Däitschland d'Kollektivvertrag e Plus vun 2,9% an der Moyenne bruecht hunn. An dat awer bei enger Inflation vum nuren 2,3%, déi also wäit ennerst d'läit vu Lëtzebuerg.

Fir 2012 ass och an Däitschland eng Inflation virgesi vun 1,7%, an d'Léin an de Kollektivvertrag sollen do ëm 3% an der Moyenne steigen. Ech wëll nuren der e puer ervirsträchen: an der Metallindustrie plus 2,7%, bei de Banken 1,6%, am Bau 3,4%, an der Fonction publique an Däitschland och 3,4%.

Et gesäit een also, wann ee keng automatesch Indexupassung fénn, dass dann awer a munneche Länner, an Däitschland notament, d'Gehälter an d'Luucht ginn, an dat wäit iwwert d'Inflation. Mä just nuren an deene Secteuren natierlech, wou et Kollektivvertrag gëtt.

Deen anere System ass dee vun der automatescher Indexupassung. Do muss een een Avantage ervirsträchen, dat ass, dass d'Gehälter vu Salariéien, wou et kee Kollektivvertrag gëtt, déi bénéficiéieren dovun, an zu Lëtzebuerg sinn dat der awer 50%. Et bréngt méi sozial Kohäsion an de System huet sech bewäert.

Et ass also hei e Choix ze treffen. An d'ADR ass derfir, den Indexsystem bäizebehalen, mä awer och mat deem kloren Appell, deen Ablack, wou dat géif zrëckbehalen ginn, mat deem kloren Appell un d'Gewerkschaften, fir deen Ablack an

dëse schwierigen Zäiten Nullronnen ze dréien oder ganz moderat an de Kollektivvertragsverhandlung virzegoen.

D'Indexmodulation, esou wéi se elo virgeschloe gëtt a wéi se am „Tageblatt“ als „Indexmanipulation“ genannt gëtt, an esou wéi d'Regierung se virschléit, do muss ee fir d'Éischt festhalen, dass déi Léisungen, déi elo zrëckbehalen wäerte ginn an dësem Gesetzesprojet, scho bei de Gewerkschaften dozou gefouert hunn, dass si gesot hunn, dass se elo an de Kollektivvertrag keng Nullronnen a keng moderat Lounpolitik géife versichen duerchezsetzen, mä dass se géife ganz resolut versichen do, fir e Maximum erauszuschloen. An dat ass, mengen ech, och net gutt, wann et op dee Wee do geet.

Dat Zweet, wat ee muss festhalen: D'Regierung muss näischt méi maachen, fir d'Inflation zu Lëtzebuerg an de Grëff ze kréien. Ech erënnere drun, dass d'Regierung 2009 e Plan d'action contre une inflation excessive déposéiert huet. 65 Mesurë woren do virgeschloe ginn. A wat ass geschitt? Näischt! Bis zu de Wahle louch dee Programm vir, duerno ass näischt geschitt.

## (Interruption)

Pardon, ech wollt just soen, et ass eppes geschitt, well d'Regierung huet awer eppes duerchgesat. Dat heescht, si huet d'Prix administrés ëm iwwer 10,4% gehéicht. Dat muss ee fäerdebréngen, wann een eng Lutte contre une inflation excessive wëllt duerchezéien, dass een dann déi administrativ Präisser ëm 10,4% d'Joer drop héicht!

Et muss een och festhalen, dass, wann een esou eng Politik mécht, da muss een dat och visiblement duerchezéien, an notament bei de Prix administrés. Mä wat versteet een dorënner?

Et ass natierlech de Waasserpräis. Et sinn natierlech och d'Offalltaxen. Déi lescht Jore si se 16,8% an d'Luucht gaangen. Et sinn déi sozial Komponenten, déi sozial Hëllef, déi am Kader vun den Altersheimer gemaach ginn, zum Beispill iwwer Servior. Wou ee gesäit, dass eng Gemeng wéi d'Gemeng Nidderaanwen esou e Kontrakt mat Recht dénoncéiert huet, well en absolut exzessiv wor an d'Dépenses absolut verréckt sinn. Well d'Leit sech do Gehälter a Luxusautoe leeschten, déi herno allegueren déi Leit mat klenger Pensioune muss bezuelen.

Ech mengen, dat dierf net sinn. An et ass do, wou mir ons erwaarden, dass speziell op deem Gebitt d'Regierung ganz aktiv an energiesch intervenéiert, fir do déi administrativ Präisser an de Grëff ze kréien.

Ech wëll och ervirsträchen, dass, wann een d'Inflation 2011 an internationale Vergläich kuckt, da gesäit een, dass zu Lëtzebuerg do 3,4% ustinn, an Däitschland 2,3%, a Frankräich 2,7% an och an der Eurozon 2,7%.

Bei de Prix administrés, dovunner hunn ech geschwat. Mä och am Elektreschen, wann een do en normalen Haushalt kuckt, wat d'Elektresch, wat déi vun Elektresch muss bezuele pro Kilowatt d'Stonn, da gesäit een, dass dat zu Lëtzebuerg 0,22 Euro sinn, an der Belsch 0,21, an Däitschland 0,20 an a Frankräich 0,13. Dat sinn déi Donnéeën, esou wéi se am Eurostat publizéiert sinn.

Déi aner Fro, déi sech stellt, an dee Risiko, deen och besteet, dass ass, dass d'Regierung, wa se esou fix Indextranché virhëlt, da brauch se also näischt méi ze maachen, fir d'Inflation an de Grëff ze kréien, a si kéint souguer d'TVA, déi ablécklech bei 15% ass, erhéijen. Dat géif absolut näischt herno bréngen um Niveau vum dem Index, well déi fix Tranche jo souwisou virgesi wier.

Fir de Stat muss een och festhalen, dass eng zousätzlech Indextranche, budgetär gesinn, eng „opération zéro“ ass. Si ass budgetär neutral. Mä et ass de private Secteur, deen de Gros wäert dovunner missen droen, an da gëtt et héchstwahrscheinlech nees erëm Kompensationsmesuren, wéi dat déi leschte Kéier schonn de Fall wor.

Deen drëtter Punkt, iwwert deen ee muss diskutéieren, dat ass de Wuerekerf. D'Logementskäschte maachen am Wuerekerf nure 4% aus. All Stot, an dat weess awer bal jiddworen hei am Land, gëtt awer méi wéi 4% fir Wunnkäschten aus. Mir sinn der Meenung als ADR, dass Tubak an Alkohol sollen aus dem Wuerekerf erausgeholl ginn. Dat wier an der Logik vun där Politik, déi mer hei an dësem Land an och an dëser Chamber diskutéiert hunn.

Mä mir verlaangen awer och, dass de Wuerekerf deen Ablack nei etabléiert gëtt, well de Budget vun haut, dee Wuerekerf, dee mer



haut hunn, fir den Index ze berechnen, deen ass net méi adaptéiert fir e Land, fir Ménagen, fir Haushalter an enger spezieller Situatioun vun enger wirtschaftlecher Kris.

Déi virgeschloen Indexmodulatioun ass déi falsch Léisung. Si dréit net zum soziale Fridden an zur sozialer Kohäsion bäi. Mir riskéieren, nieft enger Indexbranche och nach staark sozial Konflikter am Kader vu Kollektivvertragsverhandlungen ze hunn, wéi dat vun de Gewerkschaften ugekënnegt gouf. Hei gëtt d'Kompetitivitéit vun de Betriber wierklech a Fro gestallt.

Déi richteg Léisung ass, den Index behale wéi en ass, d'Mesuren huelen, fir d'Inflatioun nid-dreg ze halen, a wann d'Inflatioun op 2,5% d'Joer erofkënnert oder souguer manner - an Däitschland ass 1,7% virgesinn -, da wier déi ganz Problematik vun der Indexmodulatioun oder -manipulatioun, wéi se och genannt gëtt, hifälleg.

Mir sinn och der Meenung, datt de Wuerekuerf dem Index vun den neie Gegebenheete muss ugepasst ginn. Kompetitivitéits- a Produktionsproblemer vun de Banken a Betriber muss ee resolut ugoen, esou wéi d'UEL et virgeschloen huet. Dat ass net geschitt. Dofir wäert d'ADR och géint dese Projet stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Gesetzesprojet, deen haut virläit, ass net nëmme illegal, andeems e verstéisst géint d'bestehend Gesetzgebung, déi strikt Kritäre virgesäit, a wat fir Fall eng Modulatioun soll stattfannen - et ass d'Gesetz vun 1977 an dee Reglement duerno.

Et gëtt hei net argumentéiert op där Basis, ech hunn et virdru gesot an ech hunn och duerfir gefrot, dass dee Projet hei vun der Dagesuerdung soll geholl ginn, wat unni Diskussioun hei vum Sall jo net geschitt ass.

Mä ech mengen, dee Projet hei, souguer wann een déi nei Kompetitivitéitskritären zugronn leet, déi jo virun allem an europäeschen Etüde stinn, oder déi vum Office de la compétitivité zu Lëtzebuerg ausgeschafft ginn, muss ee soen, déi Kritäre widdersprieche eigentlech och nach der Realitéit, well si beleeden awer a ville Fäll, dass d'Lëtzebuurger Ekonomik eng ganz kompetitiv Ekonomik ass.

Ech wëll zitieren aus deem Rapport de compétitivité, Sait 79: «Au niveau de la catégorie productivité et coût du travail le Luxembourg gagne neuf positions par rapport à 2009.» Mir hunn eis also verbessert. Et steet e bësse méi wäit: «Le Luxembourg peut prétendre sa position à la tête du peloton dans la catégorie performance macroéconomique.»

Et gëtt sech an deenen Etüden op vill Kritäre baséiert, dorënner och ganz komescher. Et gëtt festgestallt, dass am Gesamteffet Lëtzebuerg vun der néngter op déi zéngt Plaz gefall ass. Ma wann ee kuckt, opgrond vu wat fir enge Kritären dass dat deelweis geschitt ass, da stellt ee fest, dass esou Kritären do derbäi sinn, wéi dass d'Privatisierung am Telekommunikationssektor nach net wäit genuch fortgeschritt ass. Dat ass e Kompetitivitéitsfacteur, zum Beispill.

Et gëtt festgestallt, dass d'Betriebssteieren ze héich sinn, obscho mer weider näischt déi lescht 20 Joer gemaach hunn, wéi se erofzesenken. Et gëtt festgestallt, dass d'Ausgabe fir d'öffentlech Schoulbildung zu Lëtzebuerg nach ze héich sinn. Mir liese vill vu Coûts unitaires salariaux, mir liesen awer näischt vun Taux de profit unitaire zum Beispill, déi mateneen emol géife verglach ginn. Da géife ganz aner Resultater erauskommen.

Et steet op enger anerer Plaz an där Etüd, déi Critères de compétitivité «reposit essentiellement sur les forces du marché». Dat ass den Driff vun deem Ganzen. Dorëms geet et a Wierklechkeet. An ech froe mech, firwat?

Hei gëtt vill geschwat vun Aarbechtsplazen, déi misste geschafe ginn. Dat ass richteg. Mä ech froe mech, déi Suen, déi do fräigestallt ginn, déi 500 Milliarden (veuillez lire: Milliounen), an deenen nächste Jore fir d'Patronen, dorënner och grouss Patronen, och d'Banken zum Beispill, och den Här Mittal zum Beispill profitéiert dovunner... Wou steet dann, dass déi Suen an nei Aarbechtsplaze fléissen? Wou steet dat? Ma néieren!

Dat heescht, mir hunn absolut keng Garantie, wa mer hei dee Cadeau maachen, deen ondifférenzierte Cadeau nom Géisskanepinzipp...

Ech weess jo, dass hei vill Leit géint de Géisskanepinzipp sinn, wann et ëm d'Prestations sociales geet. Mä wann et hei ëm Cadeau fir d'Patronen geet, dann ass et op eemol de Géisskanepinzipp, deen ee muss applizéieren.

Déi Suen, déi ginn hin ouni Investitiounszwang, ouni Zwang zur Schaffung vun neien Aarbechtsplazen, zum Beispill an d'Opblöse vun der Finanzblöse op de Boursen, et gëtt spekuléiert dermat am Casino, et ginn och nach vläicht Jachten oder Segelbooter domat kaaft.

(Brouhaha)

Mä op jidde Fall fléisse se net, awer sécher net - an do gëtt et keng Garantie - an d'Lëtzebuurger Ekonomik!

Här President, ech wëll och nach e puer Wuert soen zur Fro vun der Kafkraaft, déi hei opgeworf ginn ass. Ech hunn haut am „Lëtzebuurger Wort“ eng Grafik gesinn, déi Kafkraaft, déi géif esou an d'Luucht goen. Wann een awer kuckt, wat an där Kafkraaft an an deem „revenu disponible“, wéi se soen, vun de Steit alles dran ass, da gesäit een, dass do awer och d'Revenus de la propriété zum Beispill dra sinn. Dat heescht, d'Dividenden, d'Revenue vun Dividenden, Zënse oder Loyerer, déi sinn och do dran. Vill Salariéer hunn awer déi Revenuen net. Dat sinn iwwerens Revenuen, déi klamme rasant. Si klammen ëm 40%. Si si souguer matzen an der Kris, am Joer vun der Kris ëm 125% geklommen, d'Revenue vun der Propriétéit, während awer gläichzäitig d'Revenue vun de Salariéer nëmme am Schnëtt ëm 2% während deenen dräi Joer insgesamt geklomme sinn.

Wann een da bedenkt, dass och d'Cotisationsen an d'Luucht gaange sinn - dat alles geet aus deenen Tableaux och vum Statoc ervir -, da fënnt een eras, dass ënnert dem Stréch näischt oder net vill derbäi erauskomm ass. D'Chambre des Salariés op jidde Fall geet vun netto Lounverloschter während där ganzer Periode aus.

D'Steiere sinn och erofgaangen. Och fir déi Leit, déi Suen hunn, fir Steiere kënnen ze bezuelen. Dat heescht, wann operéiert gëtt mat esou Grafiken, zum Beispill haut am „Lëtzebuurger Wort“, da soe se näischt aus iwwert d'Kafkraaft vun de Leit dobaussen an iwwert d'Auswirkungen, déi déi Indexfro hei wäert hunn.

D'Fro gëtt net gestallt, déi zum Beispill e belsche Professor stellt, deen op der Uni Lëtzebuerg Makroökonomie léiert an deen all Dag ze dinn huet mat der Applikatioun vun den ekonomesche Problemer hei am Land, dee seet, d'Haaptfro wier déi vum „partage de la valeur ajoutée“.

A wann ee kuckt am Avis vun der Chambre des Salariés, da gesäit een, dass d'Margen, dat heescht d'Marges bénéficiaires vun de Betriber zu Lëtzebuerg wäit iwwert deene leie vun eisen Nopeschlänner! Pro Aarbechtsplaz ass eng Marge bénéficiaire zu Lëtzebuerg vu 54.200 Euro. An der Belsch, a Frankräich, an Däitschland leie se wäit drënner, an déi 20.000 an esou weider. An déi Differenz ass och nach ëmmer do, wann een d'Bankeplaz an den Assurancesecteur erausrechent.

► **M. le Président.** - Här Urbany, Dir misst awer elo esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo, ech stelle fest, dass deen eenzege wierkleche Géigestandpunkt hei fënnef Minutten huet, mä dat ass nun eben esou. Den Här Kox huet virdru gesot, en huet richteg d'neoliberal Entwécklung beschriwwen. An en huet gesot, et dierf een d'Gewerkschaften net eleng domat loossen, an hei an der Chamber muss mer doriwwer diskutieren. Wat maache mer hei an der Chamber? Mir maachen onnéideg supplémentaire Cadeau fir d'Patronen, déi der Ekonomik näischt notze wäerten.

Et ass en Deel vun där Ëmverdeelungspolitik, déi elo scho jorelaang geschitt vun ënnen no uewen, vun enger angebotsorientierter Patronpolitik, déi der Ekonomik Substanz entzitt an an d'Rezessioun wäert féieren. De Joseph Stiglitz, dee bekannten Ekonomist, huet dat haut nach an engem Artikel vum „Tageblatt“ bewisen, a wat fir eng Sakgaass déi neoliberal Politik do an Europa wäert féieren.

Ech mengen duerfir och, dass hei soll all Deputéierten ouni Fraktiounszwang nach eng Kéier kloer bekennen, op wat fir enger Sait en an deem Verdeelungskampf do steet.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 30. Abrëll 2010 ass deen Dag, dee mémorabelen Dag, dee sécherlech an eiser Mémoire vun eis alleguer nach heibanne waakreg ass. Et ass nämlech deen Dag, wou d'Lëtzebuurger Sozia-

listesch Partei zu Moutfort e Kongress ofgehalen huet iwwert d'Fro vum Index a wou den deemolegen, heitegen Aarbechtsminister Nicolas Schmit mat geschwollener Broscht - a mir kënnen eis all erënneren - op der Televisioun mat Schaum um Mond gejaut huet an d'Mikroen,...

(Brouhaha)

...datt d'Sozialiste géife wéi e Fiels an der Fro vum Index stoe bleiwen an datt d'Sozialisten net géifen an der Fro vum Index ëmfalen.

Ech hunn dat schonn e puermol heibanne gesot an ech hunn dann ëmmer gesot, jo, d'Sozialisten hu recht: Si falen net ëm, an zwar esou laang, bis se ëmfalen. An dat ass haut den Dag, de 26. Januar 2012, wou et esou wäit ass.

An da kann een dann och haut am „Tageblatt“ ganz kloer noliesen - ech war virdru, wéi den Här Bodry hei geschwat huet an e gesot huet, e géif en Zitat aus dem „Tageblatt“ bréngen, do hunn ech geduecht: Oh hei, elo kënn den Här Bodry bestëmmt mam Leitartikel vum „Tageblatt“ vun haut, wat den Här Alvin Sold do geschriwwen huet, nämlech vum Ennergank vun der LSAP a wou en da schreift, et wier e Feeler mat Folgen an dësen Dag géif an d'Annale vun de Sozialisten agoen, „aber nicht als rühmlich“ -, mä en hat awer alles dat, wéi et schéngt, net gelies, mä en huet just dat gelies vum Här Poos. Dat war dee Minister, wou bekannt war, deen all Stroosseluucht ugelaacht huet sengerzäit, well e gemengt huet, et wier eng Kamera hannendru verstoppt.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sozialisten, virun de Wahlen, do ware se ganz brav, souwuel virun de Chamberwahle wéi virun de Gemengerotswahlen. A si hunn deemools de Slogan erausginn: „Mir paken et un.“ Haut kann een eng weider Kéier soen, et wier besser, si hätten d'Fanger dervu gelooss, wéi se dat dote gemaach hunn, well dann hätte se nämlech hiert Wahlversprechen, wat se hire Leit, hire Memberen, hire Militanten an hire Wieler ginn hunn, net brauchen ze verrodnen!

An och, wann den Här Bodry haut hei gesot huet, an dat virun allem an de Kontext vum Chômage matbruedert huet, datt mer haut elo op enger Rekordzuel si vu 16.000 Chômeuren hei am Land. Dir kënn d'Debatten noliese vun der leschter Indexmanipulatioun, déi mer heibannen haten, do sinn dëselwecht Argumenter hei virbruecht ginn an et ass gesot ginn, mir mussen den Index manipulieren, fir eben erëm méi Aarbechtsplazen ze schafen. An elo, e puer Joer méi spéit, komme se erëm mat deene selwechten Argumenter, just datt an der Zwëschenzäit de Chômage ëm 4.000 Plaze geklommen ass!

Ech sinn iwwerzeegt, Här President, datt heibannen an am ganze Land all Mënsch bereet wier, op eng Indexbranche ze verzichten, wann op där anerer Sait déi, déi an der Ekonomik d'Responsabilitéit hunn, géife soen: Ma verzicht op eng Indexbranche a mir garantéieren lech dann, bannent engem Joer oder zwee Joer halbéiere mir de Chômage hei zu Lëtzebuerg! Da wieren d'Leit doudsicher domat averstanen, wann et novollzéibar Kritäre géif ginn. Mä elo kréie mer dat dote all Kéiers gezielt, wann den Index manipuliert gëtt, an op där anerer Sait klëmmt awer de Chômage weider.

Mä et sinn net nëmme, Här President, d'Sozialisten, déi an dëser Fro eng gelunge Roll spillen. Och eis Frënn vun der CSV, zumindest eng Partie vun der CSV, spillen hei eng gelunge Roll - ech denken do an de Kollege Robert Weber. Wou ech iwwerens muss soen, Här President, datt ech et ganz onfair fanne vun der CSV, datt se ëmmer esou Debatte wéi den Index grad déi Deeg hei an d'Chamber bréngt, wou den Här Weber keng Zäit huet, fir hei ze sinn.

(Hilarité)

Duerfir mengen ech, et misst een awer och e bësse parteiintern Rücksicht huelen an dem Här Weber d'Geleehheet ginn, fir hei ze schwätzen.

Ech war iwwerhaupt iwwerrascht: D'CSV huet bei esou engem wichtege Projet wéi deem heiten 72 Minutten, fir ze schwätzen. An den Här Félix Eischen huet ganzer 14 Minutten a 7 Sekonne geschwat, esou datt d'CSV nach 57 Minutten an 53 Sekonnen hätt, fir iwwert dee Projet ze schwätzen. An ech hat mer erwaart, wann den Här Weber hei gewiescht wier, datt deen d'Wuert ergraff hätt.

Mä och den Här Marc Spautz, deen an d'Chamberwahle gaangen ass ënnert dem Dénge vun LCGB-Generalsekretär, en Aly Kaes, deen als LCGB-Sekretär an d'Wahle gaangen ass, déi am Fong haut, wann ech nach gutt informéiert sinn, souguer nach an d'Pai bei déi Gewerkschaft ginn an dann awer hei an der Chamber géint dat stëmmen, wou hir Gewerkschaft soen, wat onseriö wier, déi d'Parlamentarier,

d'Deputéiert souguer zesummegeruff hunn, fir datt se sollten nach eng Kéier iwwerzeegt ginn, fir géint dese Projet ze stëmmen. Och do hunn ech déi Gewerkschaftler, déi an der Zwëschenzäit Politiker gi sinn, vermësst op där Réunioun, fir do ze sinn.

Ech hätt mer also erwaart, datt déi heihinner komm wieren a si hätten ënnert deem, wou se gewielt gi sinn... Well si sinn hei an d'Chamber, do hu se sech als Gewerkschaftler wéi gelooss. Si hunn hir Stëmmen, als Gewerkschaftler hu se kandidéiert op der CSV-Lëscht a si hunn hir Stëmmen aus deem Lager bruecht. Mä haut hu se dat alles vergiess!

Ech géif mengen, mir schwätzen esou vill vun engem Code de déontologie. Wann d'Gewerkschaften e Code de déontologie hätten, oder vläicht hunn, a si géifen hir Statute respektéieren, da misste se am Prinzip alleguer déi Gewerkschaftler, déi hei an der Chamber géint d'Interesse vun hirer Gewerkschaft stëmmen, da misste se déi ausschléissen!

A wann ech géif heibanne soen, Här President, „alleguer déi heibannen an der Chamber, déi Member an enger vun deene Gewerkschaften sinn“, da mengen ech, wier dat déi grouss Majoritéit heibannen. Ech géif soen, alleguer déi, déi a kenger vun deene Gewerkschaften sinn, sollen emol opstoen. Ech stelle fest, Här President, si bleiwen alleguer sätzen!

(Hilarité)

Si sinn also alleguer Member an enger vun deene Gewerkschaften a si verstoussen hei allequerten...

(Interruption)

Dann hätt Dir missen opstoen, Här Bettel.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Dir sidd ze rapid elo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An Dir ze lues.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech bleiwen da stoen.

(Hilarité)

Däerf ech mech sätzen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir hunn also den Här Bettel, dee bekennt, a kenger vun deene Gewerkschaften ze sinn. Ech wëll also soen, Här President, déi Leit alleguer...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Sidd Dir dann an enger vun deenen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech sinn och an enger Gewerkschaft, Här Statsminister. Ech mengen, Dir sidd jo och an enger Gewerkschaft.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ah jo. A gäl!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Majo, wann déi Gewerkschaft also misst lech am Prinzip laut hire Statuten ausschléissen,...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Neen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ..well déi Gewerkschaft huet och an hire Statute stoen...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech sinn, am Géigesaz zu lech...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...eng Ursach, fir aus enger Gewerkschaft ausgeschloss ze ginn,...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech sinn, am Géigesaz zu lech, an enger ganz demokratescher Gewerkschaft.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...ass zum Beispill, wann ee géint d'Interesse vun där Gewerkschaft verstéisst.

Mir stellen also hei fest, Här President, datt eng ganz Partie hei vu Gewerkschaftler, déi an der Zwëschenzäit Politiker gi sinn, oder Leit, déi gewerkschaftlech organiséiert sinn an hei an der Chamber Member sinn, datt déi géint d'Interesse vun hire Gewerkschaften hei stëmmen. Net nëmme d'Deputéiert, mä, wéi den Här Statsminister elo grad ënnerstrach huet - drop gehalen huet, fir ze ënnersträchen -, och d'Regierungsmembere bis hi bei de Statsminister si géint déi Interessen, fir déi se an hire Gewerkschaften am Prinzip stinn.

Ech ginn och dann dovun aus, datt ech kee méi vun all deenen, déi haut hei fir dese Projet stëmmen, gesinn op enger Eischt-Mee-Manifestatioun, op engem Kongress vun enger Gewerkschaft, an ech ka mer och virstellen, datt bei deenen nächste Chamberwahle kee Gewerkschaftler méi wäert bei deene Partei kandidéieren.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

(Interruption)





► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. An et huet sech nach ageschriwwen den Här Marc Spautz.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischts wëll ech awer preziséieren, dass de Kolleeg Robert Weber am Spidol ass, an engem Traitement ass, an ech dofir déi Remarque vum Här Gibéryen an déi Richtung vum Här Weber net grad propper a fair fonnt hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Index huet eng Vergaangenheet, an do huet den Index dem Land an de Leit vill bruecht. Ech denken do virun allem un de soziale Fridden, wat och en immens wichtige Standuertfacteur ass. Investoren kommen op Lëtzebuerg, well et hei zu Lëtzebuerg bal keng Sozialkonflikter gëtt, wou een e Streik riskéiert oder wou och d'Produktioun Deeg, Wochen a Méint stëllgeluecht gëtt, wéi dat an anere Länner de Fall ass. Den Index erlaabt eng individuell, betribsbezunnen an dezentral Lounpolitik.

Den Index huet de Leit vill bruecht. Hie gläicht de Kafkraaftverloscht aus, och mat engem gewëssene Retard. An d'Konklusioun ass, dass den Index eng Zukunft muss a wäert hunn. An d'CSV-Fraktioun begréisst ausdrécklech d'Déci-sioun vun der Regierung, de Prinzip vum Index net a Fro ze stellen!

Kolleeginnen a Kolleegen, bis 2014 sinn elo dräi Indextranché garantéiert. An Zäiten, wou lénks a riets an Europa, besonnesch a Griichenland, Irland, Spuenien, Portugal, Ofbau- a Réckbau op der Dagesuerdnung stinn, garantéiert Lëtzebuerg mat deem Gesetz de Leit e Plus u méi Kafkraaft - an ech zitieren do de Rapporteur, dee gesot huet - vun 1,3 Milliarden Euro!

D'Fro elo, ob d'Glas hallef eidel oder hallef voll ass, ass mat engem Bléck iwwert d'Grenze jo awer ganz séier gekläert. Op deene Plazen, déi ech virduz genannt hunn, an deene Länner, manifestéieren d'Leit, well eppes wechgeholl gëtt. Mir probéieren hei zu Lëtzebuerg, de Leit näischt wechzehuelen. Mä et ass en Énnerscheid: D'Leit kréie manner bäi - an et ass en Énnerscheid, ob een eppes wechgeholl kritt oder manner bäikritt!

Den Index muss a wäert och eng Zukunft hei zu Lëtzebuerg hunn. Dëst ass och wichtig fir d'Patronat. Och si hunn e vitalen Intérêt drun, dass eng dezentral Lounpolitik weiderhi méiglech ass, well den Index schon d'Viraarbecht gemaach huet. Ouni den Index sinn a wäeren och hei zu Lëtzebuerg d'Kollektivvertragsverhandlung méi schwierig ze féieren. Do brauch ee sech nëmmen an eisen direkten Nopeschlänner Frankräich an Däitschland ëmzekucken, wou et genuch Beispiller gëtt, dass iwwer Streik de Lounzouwuess um Niveau vun der Inflation erstreikt huet misse ginn. A wat ee Streik och u Käscht fir e Betribsmat sech bréngt, dat wëssen d'Betribsleit jo am beschten.

Et besteet och fir e Betribsmat Intérêt, dass d'Kafkraaft vun de Leit Schratt hält mat der allgemenger ökonomescher Entwécklung. Den Index ass en zentrale Piller vun enger Politik op der Grondlag vun der sozialer Maartwirtschaft, wou wirtschaftlech a sozial Froen ëmmer direkt am Zesammenhang stinn. Dofir dierf den Index net realitéitsblann applizéiert ginn! Wann d'Rohstoffpräisser explodéieren an d'Deierecht an d'Luucht driewen, dierfen net déi Lëtzebuergger Betriber penaliséiert ginn, doduerch dass bei eis gläichzäitig och de Loun an d'Luucht geet. Et dierf ee jo net aus den Ae loossen, dass eis Betriber a grenzwwerschreidender Konkurrenz stinn.

Net realitéitsblann heescht och, dass ee considéréiert, dass den Index d'Inflation undreift. Index bedeit, dass d'Prestatiounen méi deier ginn, vum Coiffeur bis bei d'Altersheim. Index heescht och méi Belaaschtung fir de Statsbudget, dat bedeit, dass d'Suen op anere Plaze feelen an dat et och méi schwéier mécht, en Defizit ofzebauen.

Net realitéitsblann sinn heescht och, dass ee sech bewusst ass, dass den Index keen Instrument vun der Sozialpolitik ass. Den Index ass am Kär nëmmen en Instrument, fir de Kafkraaftverloscht auszegläichen. Hien ass, esou formuléiert, sozial blann: Wien eng déck Pai huet, kritt vill bäi, wie wéineg huet, kritt bedeitend manner bäi! An dofir waren et och d'Gewerkschaften, déi an der Zäit gesot hunn, et muss een eng minimal an eng maximal Indextranche aféieren. An do gëtt et och Kongressresolutiounen, net nëmme vun enger, mä vu méi Gewerkschaften.

D'Plafonéiere vum Index huet jo de Moment zu Lëtzebuerg keng politesche Majoritéit, wat awer net heescht, dass een net iwwert déi Méiglechkeet soll an dierf nodenken, an dat och haart. Datselwecht gëllt och fir d'Iwwerschaafte vum Wuerekerf, dee fir de Moment net zur Diskussioun steet; aneschters wéi et haut a verschiddene Medië steet, mir géifen haut de Mëtteg

de Wuerekerf ofänneren, wat jo guer net de Fall ass!

Et dierf ee sech awer d'Fro stellen, ob een do net misst de Wuerekerf upassen. Ass et net wichtig, dass de Logement - et ass scho vir-drin eng Kéier hei gesot ginn - misst vill méi massiv berücksichtegt ginn an dem Indexwuekerf, well de Logement grad e ganz groussen Undeel ausmécht vun den Ausgabe vun de Familljen, an dass et do wichtig wier, dass de Logement eng vill méi grouss Roll géif an dem Indexwuekerf spillen.

Et dierf een och, och wann dat ëmmer geféierlech ass, doriwwer nodenken, wéi et mam Alkohol a mam Tubak ass am Wuerekerf, wa mer gläichzäitig doriwwer nodenken, en allgemengt Fëmmverbuet anzeféieren: ob et da gutt ass, en allgemengt Fëmmverbuet, an op där anerer Säit den Tubak am Indexwuekerf, ob een och dat net ka maachen. Mä dat ass net d'Diskussioun vun haut, mä haut dierf een awer och doriwwer nodenken.

Den Index muss eng Zukunft hunn, awer den Index dierf de Wee an d'Zukunft net verspären! 1982, 1983 ass eng Indexmodulatioun gemaach ginn, géint den heftege Widerstand vun de Gewerkschaften. Mä d'Regierung huet deemools an hirer Linn festgehalten a sech déi Margé geschaf, déi fir d'Zukunft ze preparéieren néideg waren. Deemools, zur gläicher Zäit, stoung do mat der Stolindustrie d'Zukunft vum Land um Spill an et ass gesot ginn, dass den Index net dierft eng fix Iddi sinn, mä dass ee misst doriwwer nodenken, iwwer regelméisseg Upassungen. An och no där Kris ass säi Wuerekerf eng Kéier grondsätzlech iwwerschaaft ginn.

Och ass gesot ginn, dass ee muss oppassen, dass den Index net op eemol, amplaz fir méi Solidaritéit an der Gesellschaft ze suergen, de Geescht vun der Solidaritéit schwächt. Deemools an den Indexdiskussiounen huet eng Position iwwerhand geholl, déi mat Moderatioun a Pragmatismus an d'Indexfro erugaangen ass, an net mat Ideologie! A well sech des Position duerchgesat huet, si mer während dräi Jorzéngte gutt mam Index gefuer.

Lëtzebuerg huet sech Mëtt den 80er Joren op an d'Zukunft gemaach, an dat op eng Manéier wéi bal keen aner Land. An och haut brauche mir erëm eng Politik, déi eis Margé schaaft fir d'Zukunft, fir eng zukunftsorientéiert Politik, déi a Formation, Recherche, Infrastrukturen, awer och a Gesondheet, a Kanner- an Altersversuergung investéiert, oder déi besonnesch op déi wirtschaftlech Diversifizéierung setzt. Mir brauche Modernisatioun, do wou mir net virkommen. Mir brauche Remoderniséierung, do wou mir zrëckfalen.

An deem Kontext wëll ech och de Luc Frieden an de Jeannot Krecké félicitéieren fir de Lancement vum „Luxembourg Future Fund“, deem Fong, dee jo de leschten Donneschdeg beschloss ginn ass. Dat ass eng gutt Saach fir Lëtzebuerg an dat bréngt och nei Perspektive mat sech.

Här President, d'CSV begréisst, dass d'Regierung resolut gehandelt a séier Déci-siounen geholl huet, wéi d'Tripartite am Dezember hänke bliwwen ass, wat ech ausseruerdentlech bedauern. D'CSV huet et schonns e puermol gesot a si steet och derzou: D'Regierung kann op hir Énnerstëtzung zielen, wa se Déci-siounen hëlt, déi der Situatioun ubruecht sinn.

Mä a wat fir enger Situatioun si mir? Do ass op där enger Säit d'Scholdekris an Europa; wuelverstanen d'Scholdekris, net d'Eurokris! Bei ville vun eisen europäesche Frënn steet Réckbau an Ofbau op der Dagesuerdnung, an net den Opbau. Och wa Lëtzebuerg säin Triple-A behalen huet - mä verschidde Luuchte stinn awer och schonn op orange -, esou ass dat eng Top-Zensur fir d'Lëtzebuergger Finanz- a Budgetpolitik. A wann een no lénks an no riets kuckt, wéi et do bei den Noperen ass - deen deisäit der Musel emol ausgeholl, deen och nach bei Triple-A ass -, esou ass dat ganz anescht an dat bréngt och aner Diskussiounen mat sech. An Europa gewanne mir zesammen oder mir verléieren zesammen, an et gëtt do keen Alleingang!

Op där anerer Säit muss et hei zu Lëtzebuerg eist Objektiv sinn, déi kuerz- a mëttelfristeg Kompetitivitéit méi zolidd ze maachen an hir Stärkten ze notzen, fir d'sozial Solidaritéit an de sozialen Zesammenhalt iwwer Jorzéngten, dat heescht och grad fir déi nei a künfteg Generatiounen, staark ze maachen.

Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt Kreesser hei am Land, fir déi reduzéiert sech d'Kompetitivitéitsfro just op d'Fro vum Index. Dat ass zimlech kuerz gegräff! Dës Fro stellt sech, mä si stellt sech awer och am Zesammenhang mam Erhale vum soziale Fridden. Soziale Fridden ass och e wichteg Standuertargument. Wann een den Index géif ofschafen, da gëtt d'Tarifpolitik national an domadder net méi betribsbezunn. D'Ekonomie a besonnesch d'Patronat hunn do

bäi nëmmen ze verléieren! D'Kompetitivitéit erhalen ass ee vun eise Standuertvirdeeler, dee mer ëmmer mussen an de Vierdergrond stellen. Do ass den Index, mä do sinn awer och d'Loun-niewekäschten, an do ass och déi interessant Betribsbesteuerung: Och dat dréit zu engem kompetitive Standuert bäi!

Kompetitivitéit heescht Aarbechtsplaze schafen an erhalen. De Chômage hei zu Lëtzebuerg hält sech haut op engem Niveau, dee virun dräi respektiv véier Joer zu engem Skandal ausgeruff gi wier. Elo gëtt dat nach just - iwwerdrüwen ausgedréckt - zur Kenntnis geholl. Firwat schwätze mer net méi vu Vollbeschäftegung? Hu mir dat ofgeschriwwen?

Wann d'Aarbechtslosegkeet klëmmt, wann d'Beschäftigungsverhältnisser zur Précaritéit tendéieren, wann d'Angscht ëm d'Aarbechtsplaz ëmgeet, da féiert dat zur Onsicherheit an domadder kënnt och d'Bannennofro an d'Stacken. Mir brauche méi Beschäftegung, also méi Aarbechtsplazen a méi kompetitiv Betriber, well et sinn nach ëmmer si, déi d'Aarbechtsplaze schafen, an et ass net d'ADEM oder soss een!

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Indexmodulatioun verlaangt de Leit vill of. Dat muss een och eierlech zouginn. Et gëtt Leit, déi soen, d'Regierung an d'Parlament géife mat deemem Projet net wäit genuch goen, anere geet et ze wäit. Do kann ee sech d'Fro stellen, ob déi Leit realitéitsbezu sinn. Mä näischt maache wier irresponsabel vis-à-vis vun eise Betriber, irresponsabel vis-à-vis vun der Jugend, irresponsabel vis-à-vis vun deene Leit, déi elo an d'Berufliewen erakommen.

Lëtzebuerg flitt net méi ënnert dem Radar a profitéiert vun der Nischepolitik, wéi dat emol an der Zäit bekannt war. D'Nische verschwanden, a wann een de Bléck op de Wahlkampf a Frankräich féiert, gesäit een, dass Lëtzebuerg international guer a glat näischt méi geschenkt kritt an dass Lëtzebuerg all Owend op iergendengem vun deene französische Senderen als „paradis fiscal“ dohinnergestallt gëtt, obwuel mir dat net sinn, a wou och bewosst mat falscher Argumentatioun géint Lëtzebuerg virgange gëtt.

Och dat muss eis weisen, wéi wichtig et ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg och eppes maachen; net dat maachen, wat d'Franzose gären hätten, mä dat maachen, wat mir hei am Land fir richtig halen. Mir mussen eis elo nei opstellen, esou wéi an den 80er Joren, wou schlussendlech déi richtig Déci-siounen geholl gi sinn an engem Geescht vu Solidaritéit, an dat zum Guddé vun eise Land. D'Fro ass - wéi géif de Goethe soen, d'Gretchenfrage: A wou hu mir haut nach dee Geescht, fir esou ze diskutéieren an ze denken?

Ech wëll och elo nach drun erënneren, dass d'Indexmodulatioun jo just ee Volet vun deem Ganzen ass, wat d'Regierung am Dezember ugekënnegt huet. Do sinn e ganze Pak vu Mesuren ugekënnegt ginn. All des Mesurë stinn ënnert dem Zeeche vun enger besserer sozialer Selektivitéit. Ech wëll lech kuerz drun erënneren, wat d'Regierung nach dëst Joer wëllt ëmsetzen a wou se voll a ganz op d'Énnerstëtzung vun der CSV-Fraktioun ziele kann.

Et ass ganz wichtig, dass mer d'Adaptatioun vun de Prix administré kréien. Et ass ganz wichtig, de gestaffelte Waasserpräis kënnen ze errechen. An do ass opgrond vun der Gemengenaautonomie jo souwuel d'Chamber, mä awer och de Syvicol gefuerdert, an ech hoffen och, dass de Syvicol schnellstméiglech sech deem Dossier wäert unheulen, dass do am Kader vun der Gemengenaautonomie och déi néideg Akzenter kënnen geschaf ginn, an dat och am Respekt vun de jeeeweilege Législatiounen.

Fir méi akommeschwach Familljen ze ënnerstëtze ginn op Demande hi Bonge vun 300 Euro pro Kand fir Schoulbicher am Secondaire ausgestallt, an och eng jährléich Prime unique vu 500 Euro pro Kand. Dat ass fir déi Kanner awer zielef Joer, well et dierf ee jo net vergiessen, dass fir déi Kanner vun zielef Joer u säit 2006 weider näischt méi geschitt war. Dat gëllt fir all déi mat engem Revenu ënner 32.000 Euro.

Et gëtt eng nei Nomenclature, wat d'Zänn ubelaangt, ab dem 1. Januar 2013. D'Surprimé vun de Cotisatiounen bei de Salarié ginn 2013 ofgeschaaft, dat bréngt fir déi al Aarbechter, déi am Aarbechterstatut waren - deen et jo net méi gëtt mat dem Statut unique - insgesamt 20 Milliounen eran.

De Premier huet och nach eng Kéier ënnerstrach gehat bei senger Erklärung, dass den 1. Januar 2013 sécher de Mindestloun an d'Luucht geet. A wat d'Aarbechtszäiten ubelaangt, ass gesot ginn, dass de Premier d'Sozialpartner opriff, sech eens ze ginn. Anerefalls géif och d'Regierung do kucken, fir ze légiféieren. Et geet drëm, fir och fir d'Matbestëmmung an de Betriber eng gesetzlech Upassung ze maachen. E Pacte pour l'emploi fir déi eeler Aarbechter

soll ausgeschafft ginn, a fir déi Obdachlos an eiser Gesellschaft, déi op der ënneschter Skala stinn, sollen och Centres régionaux geschaf ginn, dass déi och d'Méiglechkeet hunn, opgefaangen ze ginn, an net all deene Mesuren ausgesat sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Leit, Dir gesitt, dass d'Regierung hei vill Akzenter gesat huet. An dofir ass et, wéi och schonns virduz ginn ass: D'CSV begréisst des Mesuren ausdrécklech a steet voll a ganz hannert deem, wat d'Regierung festgehalten huet a wäert och dee Projet de loi, deen de Minister Krecké hanterluecht huet, mat ënnerstëtzen.

Et ass heiansdo méi einfach, mat e puer Sätz Populismus ze bedriewen, wéi Tatsachen ze erklären. Dat gesäit een och, wann een haut a verschiddene Presseartikele liest. Dat do erënnert mech ëmmer un e Lidd vum Reinhard Mey, deen eng Kéier gesot huet: „Was alles in der Zeitung steht.“ Do huet een dann och owes heiansdo vill Rectificatiounen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Spautz. An elo kritt den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké d'Wuert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir meng lescht Ried hei an der Chamber...

► **Plusieurs voix.**- Oohhhh!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- ...hätt ech mer och léiwier een anere Sujet gewielt. Ech wier frou gewiescht, wa mer vläicht iwwert d'Attraktivitéit vun eise Land, wat seng Ekonomie ubelaangt, geschwat hätten, wa mer geschwat hätten, wéi mer där Situatioun, déi mir hei kennen an déi awer och ofhängeg ass vun deem, wat ronderëm eis geschitt, entgéintwierken, wa mer iwwert déi 65 Punkten hätte kënnen schwätzen, anstatt dass mer hei eng Mesure hunn, déi am Fong geholl an deene 65 Punkten ass, mä ëmmerhin nëmmen eng vu villen ass, nämlech de Punkt Nummer 49.

Ech hätt mer dat esou gewënscht, mä et ass eben net esou gaangen. Duerfir diskutéiere mer am Fong geholl jo elo, ob mer an enger Situatioun an deem Land a vläicht a sengem Ëmfeld, am Allgemengen hei an Europa an der Eurozon, ob mer an enger Situatioun sinn, wou mer eis et kéinte leeschten, dass mer den 1. Oktober 2011 de Leit e Kafkraaftausgläich vun 2,5% zoukomme loossen an dat da fënnf Méint duerno nach eng Kéier maachen, wëssend, dass mer déi Eenzeg op der Welt sinn, déi dat do an där Form maachen.

Doriwwer muss mer diskutéieren, an doriwwer geet et am Fong geholl haut. Ech mengen, allgemeng ass unerkannt hei am Land, dass den Index, an der Aart a Weis, wéi en Upassung vu Gehälter, Léin a Pensiounen mécht, vill zu enger gewëssener Rou bei eis bägedroen huet. Mir hu vläicht manner Streike wéi aner. Dat ass oui all Zweifel de Fall.

D'Fro allerdéngs haut ass déi: Wat ass elo méi wichtig, wat mer diskutéieren? Ass et dann net awer ze diskutéieren, dass mer haut vläicht e puer Émännerunge virhuelen, déi eis et méiglech maachen, dat Instrument och muer nach ze gebrauchen, well et eis Avantage bruecht huet? Oder loosse mer dat Instrument - an enger Situatioun, déi mir net dominéieren an déi mir och net wäerten esou beaflossen, dass se sech dramatesch verännert an Europa? Oder setze mer dat Instrument esou an, an enger verännert Form, dass et ka weiderliewen? Ech mengen, dorëms geet et.

Mir vermëschen och ganz oft Salairesniveau a Salairesevolusioun. Mir solle roueg doriwwer schwätzen, mä hei schwätze mer jo emol net iwwert d'Niveaue vun de Salairen, weder am Öffentlechen nach am Privaten, mir schwätze just iwwert d'Entwécklung vun deenen, an zwar emol net iwwert d'Kollektivvertrag, well dat ass jo nach ëmmer eng Fro vun de Sozialpartner, mä per Gesetz. Eppes, wat aner Länner an där Form an an där Progressioun net hunn! Ech soen et nach eng Kéier.

Et ass gesot ginn, dat do wier sozialen Ofbau. Elo muss ech awer soen, dass ech net ganz vill Verständnis dierfir hunn, dass een deen Term do gebraucht fir eppes, wou een de Leit eppes zoukomme léisst, wou déi aner 200 Länner op der Welt dat net maachen.

Vläicht an enger ofgeschwächter Form, vläicht net esou schnell beienaner, wéi d'initial Methodologie dat erginn huet, mä quand même





schwätze mer hei dach net vu sozialem Ofbau, wa mir de Leit eppes zoukomme loosse, wat anerer net maachen, wou mir déi Eenzeg sinn, déi dat iwwerhaupt nach maachen! Solle mer dann net houfreg sinn, dass mer dat hunn? A solle mer net alles maachen, fir dass een et behält a fir duerfir dann ze sécheren, dass et och nach erträglech ass, souwuel fir de Statsbudget wéi fir d'Attraktivitéit vun eisem Land?

Et kéint ee sech awer d'Fro stellen, ob een net kéint higoen a vläicht eng Verschiebung virhuelen, well em méi handelt et sech net. Dat Gesetz hei gesäit vir, dass mer definéieren, dass dräimol en Index zu engem festen Zäitpunkt erfält, fréistens, an dass mer duerno den Index erëm normal ulafe loosse.

Jo, et sinn Diskussiounen, déi hei opkomm sinn: Brauche mer en nach? Wat fir en Effet huet et? Wéi gesinn d'Leit dat? Sécher, deen, deem seng Pai em 2,5% an d'Luucht gaangen ass, dee mécht sech och manner Suergen, wa muer de Coiffeur 2,5% an d'Luucht geet. Mä wat mer ëmmer erëm vergiessen, dat ass déi international Dimensioun, déi deem Land hei de Wuelstand bruecht huet. Dat dierf een net vergiessen.

Déi international Dimensioun bréngt mat sech, dass een och muss Betriber hei hunn, déi sech an deem internationalen Ëmfeld kënnen erëmfannen. Déi mussen esou kënnen schaffen, dass se kënnen iwwerliewen. An et ass net méi an net manner, wat mer hei probéieren. Mir probéieren, en Ëmfeld ze schafen, wat de Leit en Ausgläich gëtt fir e gewëssene Verloscht an der Kafkraaft, reell - richtig -, mä mir probéieren och, en Ëmfeld ze schafen, wat besonnesch deene Betriber, déi international am Export, déi international an der Konkurrenz... A wann ech soen international, dann ass et net mat deene vun Tréier - obschonn een doriwwer kéint diskutéieren, wou Tréier, Arel an Diddenewen ass -, mä déi a ganz anere Länner sech ofspillt.

Wann een an engem Ëmfeld ass, wou ee mat Sécherheet de Präis net selwer kann international definéieren, mä dass e vun aneren definéiert gëtt, dann huet ee Schwierigkeeten, wann ee per Gesetz operluecht kritt, dass d'Paien em 2,5% a Situatiounen erfollegen (veuillez lire: klammern), déi een awer kann als krisenhaft, mengen ech, hautdésdags bezeechnen.

An a wat fir enger Situatioun si mer am Fong geholl? Gëschter huet den FMI a sengem Ausblick... Elo kann ee soen: „Jo, mä dat muss net esou kommen.“ Mä en huet awer gemengt, mir géifen 2012, wat d'Eurozon ubelaangt, vläicht 0,5% minus schreiwen a mir géife fir 2013, wann et gutt geet, 0,8% plus schreiwen.

Loosse mer dach awer emol zréckdenken un déi Jorzéngten, déi mer hanneren eis hunn. Wéini hu mer da vun daraartenen Zuelen hei an Europa geschwat? A guer net ze schwätze vun ons hei. Guer net ze schwätze vun eise Progressiounen, vun deem, wat mir hei all déi Zäit erlieft hunn. An elo op eemol streide mer em eng, zwou Positiounen hannert dem Komma. Dat ass et jo alles bei eis net ginn.

Mir hunn, wat eise PIB ubelaangt, gemengt, mir kéinten 2011 2% maachen, de Wuesstem. Mëttlerweil, opgrond vum Ëmfeld, wat mer hunn - well mir liewe jo net an enger Blos hei -, an och, wéi sech eenzel Saache bei eis entwéckelen - well si entwéckele sech net allequerte parallel, weder am Gudden nach am Schlechten, mam Ausland, d'Konstruktioun beispillsweis entwéckelt sech besser, während aner Secteure sech heiansdo méi schlecht entwéckele wéi ronderëm eis -, mir mengen, dass mer mëttlerweil - am Wirtschaftsministère zumindest si mer där Meinung - solle frou sinn, wa mer bei 1,5% géife fir d'Joer nach landen. Fir d'Joer!

Mir fäerten, opgrond vun deem, wat mer gesinn hunn am drëtten Trimester - an dat véiert Trimester, do sinn eenzel Indicatiounen, well do muss mer jo nach waarde bis an de Mäerz, géif ech soen, bis mer déi richtig Chiffere kréien, do sinn eenzel Indicatiounen awer ganz kloer déi, dass mer knapps dohinner wäerte kommen -, do ass et éischer nach wahrscheinlech esou, wann dat sech als richtig erweist, déi éischt Indicatioun, dass mer bei 1% fir d'Joer wäerte landen. Mä dat gesi mer leider relativ spéit.

#### (Interruption)

Gelif? D'Joer? Pardon, dat ass 2011, wat ech mengen, richtig!

2012 menge mer doduerch och nëmme vläicht 1,5% oder 1,4% ze errechen, während mer nach déi Zäit, wéi mer de Budget opgestallt hunn, vun 2,1% ausgaange sinn. Dat ass zweemol déiselwecht Quell, j'en suis conscient. Mä

dat, wat eng OECD seet, dat, wat eng Kommissioun seet, dat, wat en FMI seet, deen e bësse seet, wat ronderëm eis leeft, dat, wat d'Entwécklung - et muss een einfach kucken -, den Dollar, Euro, d'Paritéit dovunner an d'Energiepräisser erginn, dat sinn déi Haaptgategater vun Hypotheesen, déi opgestallt ginn, fir ze kucken, wéi sech d'Saach gegebenfalls bei eis kéint entwéckelen.

A mir hunn am zweeten Trimester - kommt, mir vergiessen dat net - minus 0,9% geschriwwen, vun engem Trimester op dat anert. Also, mir sinn an enger Situatioun, déi mir nach ni an där Form an deene leschte Joer kannt hunn, mat Ausnahm vun 2008/2009, wou mer jo déi reell Problemer haten, mä mir kommen awer aus enger Period, wou mir dat do net kannt hunn! 2007, erënnert lech, hu mer nach 6,6% Wuesstum gehat. Mir hunn dat alles vergiess a mir schwätzen haut vun 1%, 1,5%, an un 2% denkt emol kee méi.

Dat Zweet ass, wat ech mengen: Et geet net duer, einfach vu PIB ze schwätzen. Et muss een och kucken, wéi déi eenzel Secteuren dat verdrien. Ech hu gesot, déi, déi am Export sinn, mat Sécherheet. Et sinn och Secteuren, déi am Export sinn, ech huelen den E-Commerce an ähnlecher, déi wahrscheinlech keng grouss Schwierigkeeten hunn, fir dat an hire Benefisser ze verkraaften, mä wou ëmmer erëm no bausse den Attraktivitéitswäert vun eisem Land an deem Moment a Fro gestallt gëtt.

Sécherlech, dat huet jo Auswierkunge souwuel op d'Betriber - dat, wat mer hei maachen -, mä och op de Statsbudget. De Finanzminister huet, an ech ginn net vill heirop an, gewisen, dass mer eng ganz Rei Froen hunn, déi eis an der nächster Zäit wäerte beschäftegen. Mir wëssen haut schon, dass mer d'TVA-Recetten am E-Commerce 2015 erof musse fueren op 30% an zwee Joer duerno op 15% vun de gesamten Einnahmen, déi mer dann nach maachen. Dat ass eppes, wat een haut net méi an eenzelne Milliounen zielt, mä an Honnerte Milliounen.

Mir wëssen - an dat sinn déi zwou eenzeg Valeuren, déi ech wëll ginn -, de Moien am Konjunkturcomité hu mer nach eng kéier gekuckt, wéi d'Kreditanstalte sech entwéckelen, an an hire Resultater si se bei -31%! Dir wäert jo net mengen, dat géif ouni Auswierkunge bleiwen op den IRC an ouni Auswierkungen um ICC! Et kritt also Auswierkungen, an duerfir ass et och net egal, wat hei geschitt.

Hei geet et jo net nëmme em Cadeauen un d'Betriber, hei geet et och dréms, ze hëllefen, dass dee Budget hei an enger anstänneger Fassong ka bouléiert ginn. An duerfir, mengen ech, ass et och net falsch, wann een awer och déi Chifferen, déi hei e bësse lächerlech gemaach gi sinn... An ech fannen et ëmmer schlëmm, wann eppes lächerlech gemaach gëtt wéi d'Aarbechtsplazen, an haaptsächlech do, wou keng sinn, nämlech de Chômage! Dass mer haut awer an enger Situatioun sinn, iwwert déi kee Mënsch houfreg ass, an doudsécher weder den Arbeitsminister nach de Wirtschaftsminister!

Et ass keng Freed, moies am Konjunkturcomité Chiffere virgeluecht ze kréien, wou een op eemol gesäit: Déi Zuel do, déi ass et hei zu Lëtzebuerg nach net ginn! 16.337 Leit sichen eng Aarbecht, ouni déi an de Mesuren! Mir sinn elo bei 6,6% ukomm, a wann een déi 3% de Mesuren derbäihëlt, da si mer bei 8,3%. Mir kommen aus deem Joer virduer, wat e schwierig Joer war, do komme mer mat 15.500 Leit. Haut hu mer der erëm méi. A mir kommen aus enger Period vun 2007, wou mer enner 10.000 waren!

Elo kann een doriwwer gecken a soen, wie schold dorunner ass an esou weider; wéi wann ee sech géif dohinner setzen, fir d'Leit rosse ze maachen, an den Index modulieren oder d'Aarbechtslosenzuelen an d'Luucht setzen! Mä et ass esou en eeschte Problem, dass et engem awer net kann egal sinn, wat um Niveau vun der Wirtschaft geschitt a wéi een d'Attraktivitéit vun der Wirtschaft als Regierung ka matgestalten.

Dat do sinn Zuelen, déi mussen een awer zumindest alarméieren! Mir sinn dach hei net an enger ganz normaler Situatioun! Wann ech eenzel Artikeler liesen, besonnesch haut, da mengt Der jo awer, hei géif et der e puer Stéck ginn, déi hätte soss näischt ze dinn, wéi d'Leit rosse ze maachen an dann den Index ze modulieren. Hei kucke mir op eng Situatioun, déi am héchste Mooss alarmant ass, déi alarmant ass an déi Lëtzebuerg - wann ech elo 2008, 2009 a senge Spëtzen ewechhuelen - awer trotzdem säit Laangem net méi kannt huet.

An ech weess emol net, ech war duerfir vläicht ze jonk, wéini mer nach ähnlech gravéierend Situatiounen kannt hunn! Well mir hunn ëmmer emol Schwierigkeete gehat an engem Secteur, nottament am Stolsecteur, mä net breet gefächert an net esou, wéi mer dat elo ronderëm eis gesinn. Elo ronderëm eis, wou Feier ass a

wou mir doriwwer schwätzen, wa mir elo em e puer Méint e Kafkraaftausgläich verschieben, vu sozialem Ofbau schwätzen. Ech muss éierlech soen, dass ech domadder ganz schlecht ka liewen, mat där Explikatioun.

An, Här Henckes, mir hunn net 2009 e Plang dohinnergeluecht fir ze probéieren, d'Inflatioun an hiren exzessive Moossen e bësse ofzubremsen. Mir hunn dat 2006 gemaach, no der Tripartite, do ass de Plang gemaach ginn.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - 2009 steet op Ärem Internetsite.

► **M. Jeannot Krecké, Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.** - En ass 2006 gemaach ginn. Gitt kucken, huet de Conseil de la consommation, deen déi ganz Saach begleet huet, déi wëssen dat! Mä Dir verwiesselt eppes, dass eenzel Punkten erëmkommen an deene 65 Punkten, an do steet nottament dran, dass ee beispillsweis, et ass de Punkt 48, dass een d'Charte FAIR PRICE soll weiderféieren - mä déi hat ee schon agefouert -, dass ee soll weider oppassen an den administréierte Präisser.

Mir hunn dat jo och gemaach. 2007 sinn dramatesch d'administréierte Präisser agefuer ginn, mat Konsequenze fir eng ganz Rei Institutiounen, déi a Schwierigkeeten op eemol gerode sinn. Dat huet och gewisen, wat dat fir Auswierkungen huet. En Altersheim huet da Schwierigkeeten, mä e Betrib huet genau déiselwecht Schwierigkeeten, well e muss entweder dann d'Präisser eropsetzen... Op där enger Säit gëtt et Zodi, well et awer e sozial sensible Milieu ass, an op där anerer Säit ass et vläicht de Client, dee seet: „Do maachen ech net méi mat!“ Duerfir ass dat schon net egal, wéi een déi administréierte Präisser gestallt.

An esou einfach ass dat och net, wéi dat ëmmer gemaach gëtt. Et gëtt jo oft gemengt, deen Term, dee kéint een an Europa gebrauchen an dee wier ëmmer iwwerall d'selwecht ze bekucken. Administréierte Präisser vum Eurostat, do ass beispillsweis dran den Ticket vun der Luxair. So ee mer, ob ech jee op de Gedanke komm wier, den Ticket vun der Luxair - oder den Här Wiseler -, en Ticket vun der Luxair festzesetzen! Duerfir soen ech, muss een oppassen, vu wat ee schwätzt.

D'Regierung huet 19, an elo ass dovunner een ewechgefall, da sinn et elo nach 18 Präisser, déi mir considéieren als administréierte Präisser. An déi administréierte Präisser, wann Der déi...

#### (Interruption)

Dir kënt déi roueg afréieren! Dat hu mer gemaach. Mä et gëtt e Rattrapage duerno. En Altersheim muss dann op eemol eropsetzen a setzt dann net em 2,5% erop, mä setzt dann em méi erop, well et jo esou laang ofgebremst huet. An dat ass esou, ob een dat elo wëllt oder net. Duerfir soll ee seriö doriwwer schwätzen. Et dierf net zu Dérapagen an den administréierte Präisser kommen, mä et soll kee sech der Illusioun higinn, dass dat zum Nulltarif wier, wann ee Präisser afréiert. Dat ass net de Fall!

Eng Gemeng, déi op eemol hir Präisser afréiert, a wat ech gär gehat hätt vun hinnen, wat vill Gemenge gemaach hunn, vill anerer net gemaach hunn, mä iergendwann kënt dat och bei hinnen dann a Schwulitéiten, wann aner Ressourcen, déi se hunn, wann déi net an deemselwechte Mooss wuessen... Duerfir muss een oppassen, wann een dovunner schwätzt.

Deen Observatoire de la formation des prix, deen net meng Iddi war, deen ech awer elo en place gesat hunn, no ville Gespréicher mat de Sozialpartner, deen erlaabt eis, mengen ech, eenzel Saache wéi déi do ze analyséieren. Mir hunn elo eng Etüd an Opdrag ginn, fir ze kucken, wat am Ausland besteet a wat mir vläicht an onser Gesetzgebung missten änneren, fir dass beispillsweis all Indexéierung vu Kontrakter, och privat ennerenaner, dass déi endlech ophéiert, dass, wann ech e Loyer hunn, do automatesch eng Indexéierung dran ass.

An ech muss eent soen: Ech hu jo de Ruff, dass ech heiansdo de Betriber vill nolauschteren. Ech wier och frou, wann d'Betriber selwer emol géifen an hire Kontrakter, op hir Aart a Weis, wéi se heiansdo virginn... Et entdeckt ee komesch Saachen. Do sinn der, déi hir Betribsautoe souguer indexéiert hunn, well se jo vu Joer zu Joer méi deier ginn. Alleguerten déi Leit, déi iwwer Index schwätzen, géife wannen u Kredibilitéit, wa se bei sech selwer dat géifen applizéieren, wat se par ailleurs vun der Lëtzebuurger Regierung verlaangen.

Mir sinn amgaangen, nach ëmmer, mam Kommissär Barnier ze schwätzen - mä deen, dee mengt, dat wier einfach: Mat der Kommissioun ass et net einfach an et dauert virun allem ëmmer immens laang -, wéi mer déi Représentation-généralen anescht organiséiert kréien.

Mir hunn do eng Rei Fortschreiter gemaach, mä ech soen lech, et ass nach vills ze dinn do, an do kënt een net virun! Danone erschreckt net, wann ech hinnen e Bréif schreiwen, wat

ech elo nach gemaach hunn. Déi erschrecken awer net, wann ech soen: „Elo geet et awer duer domadder!“ Dat Eenzeit, wat hëllef, dat ass deen Dag, wou mer virun den Europäesche Gerichtshaff ginn an dann higinn an effektiv kloen dergéint - an dass vun uewen erof eis eng Hëllef kënt, ech muss soen, well soss hunn ech nach net ganz vill Hëllef vun der Kommissioun an där doter Fro gesinn.

Ech hu gesot, dass den Index eppes ass, wat ee mat enger roueger Approche muss kucken. Hei gëtt och oft gemaach, wéi wa mir hei zu Lëtzebuerg eise Bannemaart géifen ennerstézen, eis Betriber esou géifen ennerstézen doduerch, dass mir déi Milliounen, déi eng Indexbranche ausmaachen, an d'Wirtschaft stiechen. Dat ass jo net de Fall!

Mir hunn dach de Gros vun deene Produkter, déi mir domadder kafen, dass dat Import ass. An do, wou mir en Avantage hunn, dat ass op der TVA. Dat ass fir de Stat gutt, do kritt en e Retour. An et ass op Kommissiounen oder op enger Marge vun engem Geschäft. Mä mir sinn dach vill ze vill kleng a mir sinn dach guer keng Industrie, fir capabel ze sinn, bei eis eng Ennerstézung vun eiser Produktioun, interner Produktioun ze relancéieren iwwert de Wee vun enger Kafkraaftsteigerung! Loosse mer dach mat deem Mythe endlech ophalen!

Mir maache wuel eppes fir d'Leit. Et ass eng Moosnam, fir de Leit ze hëllefen. Mä mir sollen ophalen ze mengen, dat wier eng Ennerstézung fir d'Betriber. An all déi, déi d'Demonstratioun permanent géife maachen, dat do wier eppes, wou d'Betriber souguer missten derfir sinn! Mä ech verstinn net, ob se net heiansdo e Buch iwwer Économie opmaachen a kucken, wat dat do u sech heescht.

Ech mengen och - an Einzelner hei hunn dat och oft gebraucht - déi Fro vun sozialen Ofbau an där Indexformuléierung, wéi mer se am Allgemengen hei zu Lëtzebuerg hunn. Et ass eng vun de Kritiken, muss ech soen, déi ech guer net méi verdrien, dat ass déi, déi seet: Majo, domat wuessen d'Léin zesammen. Ma also, ech als Sozialist, mir kann awer näischt Besseres virschwiewen, wéi dass d'Léin zesummewuessen! A wann een bigaange wier, et hätt een e gedeckelten Index, wat och net meng Iddi war...

#### (Interruption)

...wat e gedeckelten Index als Konsequenz hätt. Dat hätt nämlech als Konsequenz, dass d'Léin géifen zesummewuessen. Also domadder kann ech awer gutt liewen, dat muss ech lech awer soen! An ech ka mech erënnere an all...

#### (Interruptions)

...déi Parteien, déi vu minimalen a maximalen Indextranchen an hire Programmer geschwat hunn; ech war al genuch, fir dat nach matzërliewen. Also loosse mer kucken, ob dat wierklech eng sozial Mesure ass, déi do, ob dat, wann een dat ofbremst, e sozialen Ofbau ass. Ass dat dat wierklech? A wie profitéiert am meeschten dovunner?

Loosse mer dach verstänneg sinn! Den Här Bodry huet opgezielt, wat muss kommen, fir deene Leit hei zu Lëtzebuerg ze hëllefen, déi wierklech spieren, dass d'Inflatioun hinne Kafkraaft hëlt. Dat sinn net ech, dat ass net de Premier an dat sinn déi meescht vun lech och net. Dat sinn déi Leit, déi hien opgezielt huet. An do solle mir agräifen! Do ass et d'Flicht vun de Gemengen a vum Stat zesammen, deene Leit ze hëllefen.

Et kann een net soen, d'Präisser vun den Terraine sinn deier an duerfir mussen d'Léin héich sinn zu Lëtzebuerg. D'Léin, déi ginn normalerweis mat der Produktivitéit vun deem Betrib. D'Léin kommen zustanen iwwer esou e Wee, awer net iwwer en Argument vun den Terrainspräisser hei zu Lëtzebuerg, woubäi een och muss kucken, wéi déi Terrainspräisser am Allgemengen och nach notzen.

#### (Interruption)

Ech dierf och an ech wëll och awer zwee Wuert dozou soen: Ech verstinn awer déi Leit, déi hei och de Wuerekerf als solchen awer eng kéier wëllen diskutéieren. Ech verstinn dat! D'Regierung huet eng Décisioun geholl.

Mä ech perséinlech verstinn awer, wann ee seet: Musse mir dann engem, wann den Tubak an d'Luucht geet, eng Augmentatioun am Salaire ginn? Musse mir engem, wann den Alkohol an d'Luucht geet, eng Augmentatioun vum Salaire ginn? Musse mer dat bei enger Energiepolitik - wou mer haaptsächlech wëssen, dass et spueren ass, wat mer muss maachen, spueren! Well all dat anert hu mer net! Mir hu weder d'Ressourcen nach hu mer vill Méiglechkeeten, bei den Énergies renouvelables dee grouse Schrëtt ze maachen.

Dee grouse Schrëtt maache mer bei der Efficacité énergétique. A bei der Efficacité énergétique ass en technologeschen Deel, mä awer





och eng Fro vu Gewunnechten. Wat verbrauchen ech als Eenzelen? A ginn ech engem en Auslach, wann de Bennis méi héich gëtt, oder froen ech vläicht net: Häss de net besser, den öffentliche Transport dee Moment ze huelen an dech ëmzestellen oder vläicht manner ze fueren oder zu véier ze fueren, anstatt eleng?

Dat do si Froen, déi sinn awer erlaabt. Ech ginn net dorop méi wäit an, mä ech mengen, et ass awer derwäert, dass déi Diskussioun gefouert gëtt mat de Sozialpartner. An et soll een net vun Ufank u soen, mir kréiche keng Eenegung do. Et soll ee probéieren, déi Eenegung ze kréien, well ech mengen, et gëtt gutt Argumenter, fir dozou ze schwätzen.

E lescht Wuert nach, wat d'Kafkraaft ubelaangt. Mir hu fäerdegbruecht, den 1. März 2009, wéi an alle Länner méi oder wéineger ronderëm eis d'Pensiounen erofgesat gi sinn, d'Paie gekierzt gi sinn, Leit wierklech Akafsverloschter kannst hunn, do hu mir eng Indexextranche per Gesetz - 2,5% Augmentatioun - ginn. Kee Land a ganz Europa, ech schwätzen emol net vum Rescht vun der Welt, huet dat do fäerdegbruecht!

Dat hu mir gemaach. Mir hunn de Salaire minimum an där Zäit an d'Luucht gesat. Mir hunn en an d'Luucht gesat! Déi aner hunn en erofgesat, ganz oft. Da kann een dach net vu sozialem Öfbau vun deser Regierung schwätzen! Ech verstinn do wierklech näischt méi.

An elo den 1. Januar - a kee Mënsch mécht, wéi wann dat awer net e wichtige Punkt wier - geet et fir all déi Leit, déi Aarbechter waren an elo an engem anere Statut sinn, automatesch, ouni dass een e Fanger réiert, ouni dass iergendeppes geschitt, geet et ëm 1% an d'Luucht. Ech kéint esou weiderfueren.

Mir hunn eng ganz Rei Saachen an der Zwëschenzäit an d'Luucht gesat. Eng ganz Rei Saachen! Mir vergiessen heiansdo, d'Zomm dovunner ze maachen a stieren eis op een Eenzelpunkt, deen eis ee Moment stéiert.

Ech wier och frou, wa mer déi Suen, déi mer elo kéinte spueren, souwuel bei de Betriber wéi och beim Stat, net an einfach Dépense setzen, déi verpuffen, mä dass mer se investéieren an Infrastrukturen, a Saachen, déi muer eis Zukunft virbereeden, an net a Saachen, déi rengen Konsum sinn. Ech wier frou, wa mer dat souwuel an der Regierung, wou mer en héijen Niveau hu vun Investissementer, och esou bäibehale kéinten. Dat do ass, fir dat ze stäerken. A bei de Betriber ass et wierklech och gefrot, dass domadder kënnen Aarbechtsplazen ofgeschert ginn, dass domat kënnen Investissementer garantéiert ginn.

Ech mengen, déi puer Upassungen hei wäerten net zu Lëtzebuerg zu engem dramatesche Punkt kommen, wéi deen, deen eis virgezeechent ginn ass, an déi puer Kategorië vu Leit, déi wierklech Schwierigkeiten an deser Kris hunn, deene solle mer hëllefen. Mä do gëtt et aner Mëttele wéi dat do, well dat Mëttel hei ass mat Sécherheet dat net, wat deem Klengen an meeschten hëlleft. Dat hëlleft mir, dat hëlleft lech, an dat brauche mer net. An ech mengen, déi kleng Upassungen do sinn och gemaach, fir dass mer dat Instrument muer nach hunn, an ech mengen, dat ass och vläicht e wichtige Punkt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Brouhaha**)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wirtschaftminister. Den Här Premier hält nach Stellung.

Här Premier, ech wollt lech just drop opmierksam maachen, datt eigentlech schon d'Regierung 23 Minutte geschwat huet.

(**Hilarité générale**)

Dir dierft awer roueg, an enger limitierter Form, nach e puer Wuert zu eis soen.

(**Hilarité générale et brouhaha**)

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, dat géif mech wonnen, wann dat ganz limitéiert wier. Just e puer Observatiounen, déi ech nach um Enn vun deser Debatt, wou ech den Debatteriedner wollt Merci soen, wollt soen.

Fir d'Éischt ass et mer eng wichtige Remarque, hei feststellen, dass d'Regierungsparteien an och grouss Oppositionsparteien deemem Projet de loi hiren Accord ginn. A wann ech dat soen, dann ass dat, fir der DP an och der grénger Fraktioun mäin ausdréckleche Respekt fir dee Vote ze soen.

Wann een an der Opposition ass a wann eng Regierung eppes ënnerhëlt, wat net op ongedeelten Zoustëmmung trifft, dann ass de normalen, plompe Reflex ganz oft, fir deenen, déi net mat der Regierung d'accord sinn, recht ze ginn. An et éiert déi zwou Parteien, dass se vun

deem klasseschen Oppositionsreflex do Ofstand geholl hunn an hei sech hirer Verantwortung esou gestallt hunn, wéi wa se an der Regierung wieren, wat déi zwou Parteien jo och, ouni d'Fantasie aussergewéinlech ze beméien, kéinte sinn. Ech wollt dofir soen, dass ech dat extrem bemierkenswäert fannen.

Dat Zweet, wat ech bemierkenswäert fannen, ass, dass kee gesot huet, dass jiddweree gesot huet viru sechs Méint, déi heite Koalitioun an déi heite Regierung géif sech an där Fro do net eens ginn. Dofir wollt ech och deenen, déi sech op villfältigst Aart a Weis a mat Respekt viru anere Meenungen agesat hunn, fir dass mer Lösungen en absence vun engem Accord vun de Sozialpartner géife kréien, och meng Unerkennung soen.

Et geet mat deem Gesetz hei net drëm, den Index ze killen. Et geet drëm, fir seng Ausbeziehung ze verschubsen. Een Doudegen, dee kann een net réckelen, dee läit definitiv, et kéint een net méi un en. Den Index, un dee komme mer nach, dee brauche mer nach, an dofir gëtt de Contenu vun der Gesamtsituatioun vun eisem Land esou verréckelt, dass kee soziale Kahl-schlag geschitt an dass keen an eng aussergewéinlech materiell Bedrängnis kéint.

Ech bleiwen, wéi vill anerer heibannen och, der Opfaassung, dass mer un der Indexéierung prinzipiell musse festhalten. Et gëtt nach just zwee Länner, d'Belsch a mir, déi d'Indexéierung vun de Gehälter hunn, d'Belsch manner ausgeprägt wéi mir, a mir dann eben och. Ech sinn net fir den Index, well ech géif mengen, dass jiddweree e permanent bräicht. Ech si fir den Index wéinst haaptsächlech deene 50 Prozent vun de Leit, déi ënner kengem Kollektivvertrag leien an déi nënnen ënnert deene schwierigste Bedéngunge géifen eng Augmentatioun vun hire Gehälter kréien.

Wann een d'Situatioun an deene Betriber kennt a mat deene Leit schwätzt, déi an deene Betriber schaffen, stellt ee fest, dass heiansdo zéng, zwielef Joer an hirem Loun iwwerhaapt näischt geschitt wier, wann et net d'Indexéierung vun de Léin gi wier. A vu dass ech grouse Wäert, wéi mir alleguer heibannen, op d'national, wat implizit eng sozial Kohäsion bedeit leeën, ass et wichtig fir déi Leit, dass se un dem allgemenge Fortschritt kënnen deelhunn.

Ech sinn och iwwer munnech Wuertmeldungen aus dem Lager vun der Economie net frou, well déi esou maachen, wéi wann dat, wat d'Regierung hei proposéiert a wat d'Chamber an enger grousser Majoritéit suivéiert, eigentlech näischt wier.

Wann ech viru véier Méint virun d'Land getruede wier a gesot hätt: „Ech hunn och nach eng gutt Nouvelle, ech wollt lech soen, dass Der an deem Joer nach 250 Milliounen Euro manner Kafkraaft kritt“, dann hätt ech mer net wëlle virstellen, wat da fir ee Cortège vun Applaudissementer vun alle Gradinen erof op mech erofgeprassel wër. Elo maache mer dat, a bis an d'Joer 2013 iwwer 400, a jee nodeem, wéi d'inflationär Entwécklung ass, och am Joer 2014 nach munches.

D'Betriber spueren déi Suen, kënnen déi Suen abehalen. Domadder ass hir Kompetitivitéit esou staark verbessert, wéi wann all Betrib, dee Kierperschaftssteuer bezilt, eng Ofsenkung vun der Kierperschaftssteuer vun 2,46% am Joer 2012 kritt hätt. Wann ee mer elo erklärt, dass dat näischt ass, wann d'Betriskäschten esou vill ofgesenkt ginn, an dass dat een Oxygensball ass fir all Betriber - och déi, déi keng Kierperschaftssteuer bezuelen -, da weess een eigentlech net méi, wat vill a wat wéineg ass.

Selbstverständlech muss d'Lëtzebuurger Economie dovunner ausgoen - dat soen ech fir mech ganz perséinlech, och fir dee Veräin, an deem ech organiséiert sinn -, esou laang wéi ech Statsminister sinn, bleift den Index bestoen! Dee gëtt net ofgeschafft! Mä e gëtt esou moduliert, dass d'Economie an d'Leit mat sengen Applikationsvarianten eens ginn.

An datselwech applizéiert sech op de Mindestloun. Et ass eng Aberratioun, fir sech virzustellen, grad elo an deemem Moment, wou d'Liewensverhältnisse vu ville Leit méi enk ginn, wier de Moment komm, fir de Mindestloun anzefréieren. Dat ass keng richtig Politik, wann een dat mécht. Ech falen net op déi theoretisch Aberratioun an der Elementarwissenschaft vun der Economie eran, déi seet, dass déi Moosnamen hei géifen d'Kafkraaft schmälere an dass dofir manner Konsum géif stattfannen.

Wéist Der, wéini dass mer dee gréisste Konsumabroch haten an deene leschte Joren? Dat war am Joer 2009, wou mer d'Steieren ëm Honnerte Milliounen erofgesat hunn, wou de Revenu disponible an d'Luucht gaangen ass a wou d'Akomesbedéngunge vun de Leit méi gënscht ware wéi an deene Jore virun, wou se wesentlech méi ausginn hunn. Et ass eng al-moudesch Opfaassung vu staatlechem Wierken, fir ze mengen, mir kéinten de Leit soen,

wat se maachen. Loosst d'Leit dach selwer gewäerden! Ech soen, de Moment spuer se ze vill, mä si maachen, wat se wëllen. Ech hätt léiwer, se géife consomméieren, mä si spueren ze vill, well d'Onsécherheet ebe grouss ass a well, jo, d'Geschéckerlechkeet vun der öffentlecher Explikatioun vun der Politik och net ëmmer déi adequatsten ass.

Mir halen d'Aarbechtsrecht zu Lëtzebuerg stabil. Nennt mer emol een aner Land ronderëm - wëll ech lech awer emol frëndlech froen -, wou et bei enger relativ rigider Aarbechtsgesetzgebung bliwwen ass. All eis Nopere sinn amgaangen - an dee Versuch, deen erliwen ech och den nächste Méindge erëm -, fir d'Aarbechtsrecht a Stécker ze zerdeelen, fir deem Cordon sanitaire, dee ronderëm eis Aarbechtsmäärt läit, fir deem lues a lues d'Loft erauszeloosen. Mir maachen dat net! Just an den ieweschte Gehaltssegmenter iwwerleë mer, wat ee mat den zäitbefristeten Aarbechtsvertrag mécht.

Ech bleiwe fundamental a strikt der Meinung, dass den onbefristeten Aarbechtsvertrag de Regel- an den Typ-Aarbechtsvertrag soll bleiwen an dass mer net an d'Zäitaarbecht an a Contrats à durée déterminée ofrécken, wat de Mënschen iwwerhaapt keng Previsibilitéit gëtt, weder fir sech selwer, nach fir hir Kanner. Ech soen de Saz nach eng Kéier: Wa mäi Papp all sechs Méint hätt misse fäerten, hie géif säin Aarbechtsvertrag net erneiert kréien, dann hätt ech keng Universitéit vu banne gesinn!

D'Leit brauche Previsibilitéit bei der Gestaltung vun hire Liewensbedéngungen. An déi, déi mengen, et wier e Standuertvirdeel, fir de Leit all Sécherheet ewezehuelen, fir se an d'Netwëssen iwwer hire weidere Liewenswee ze stieren, déi kennen a) näischt vun de Leit a b) näischt vum Zesummeliewen an enger Gesellschaft!

Leschten Enns wieren och aner Indexméigleechkeiten - Indexléisungen, pardon - méiglech gewiescht. Dir wéist, dass ech mech, zesumme mat aneren, fir e gedeckelten Index agesat hunn, während der Kris, net definitiv; Solidaritätsorganisatioun um Niveau vum Betrib während der Kris. Dat huet keng Zoustëmmung fonnt, jiddfalls net genügend breet Zoustëmmung fonnt. Mä ech gehéieren net zu deenen, déi net méi géifen un d'Kraaft vu richtigen Iddië gleewen, an dofir bleift déi Iddi am Gespréich, net fir des Legislaturperiod, mä d'Partei musse sech, wa se an déi nächst Wahlen treden, zu deene Froe selbstverständlech äusseren.

Här Kox, maacht net de Geck mat eenzelen Begleitmoosnamen, déi mer treffe fir déi Leit, déi um allerniddregste Lounsegment leien an déi eng Hëllef kréien, wa se Kanner an der Schoul hunn, fir hir Bicher, an iwwerhaapt eng jährléich Prime kréien; déi Leit, déi bal näischt verdéngen - jiddfalls ass keen heibannen, deen esou wéineg verdéngt -, déi kréien 1.800 Euro netto d'Joer quasi bäi. Wéist Der, wat dat ass fir Leit, déi näischt hunn: 1.800 Euro? Also packt lech e bëssen, wann Der iwwer esou Akomesverhältnissen schwätzt! Et gëtt nach Leit, déi wëssen, wat 1.000 a wat 1.100 Euro d'Joer sinn, well fir si mécht d'Tatsaach, déi ze hunn oder net ze hunn, en Ënnerschied vun eent zu 100, och wann anerer dat net kënnen verstoen.

Ech géif mengem Frënd Paul Helminger, deem ech ëmmer besonnesch opmierksam nolauschten - och wann ech dat de Mëtting via Televisioun hu musse maachen, well ech nach eng aner Geschicht do hat an d'Griichen esou en Englesch schwätzen, dass ee muss duebel nolauschten, wa se um Telefon sinn -, soen, dass ech natierlech vill Suerge, déi hien a Saachen öffentlech Finanzen hei virgeduecht huet, deelen. Ech hätt just gären, dass ee korrekt bleift an deene Saachen.

Mir sinn elo an där gréisster Kris, déi mer zënter dem zweete Weltkrich haten, Finanz- a Wirtschaftskris, Finanzkris an duebele Sënn vum Wuert, och op de Statsbudget bezunn. A mir haten am Joer 2010 ee gesamtstaatlechen Defizit vun 1,1% an een Defizit - deen ze héich ass an ze héich bleift och am Joer 2012 an am Joer 2013 - vum Zentralstat vun 2,6%, an der Kris!

2004 - ech gräifen dat Joer emol esou eraus, well dat dat lescht Joer war, wou ech d'Freed hat, zesumme mat Ärer Partei ze regéieren - hate mer ee gesamtstaatlechen Defizit vun 1,2%, wäit vun der Kris ewech, mä méi héich wéi an der Kris, a mir hate genau deeselwechten Defizit am Zentralstat. Esou einfach ass d'Sanéierung vun de Statsfinanzen net, a si ass matzen an der Kris, siwe Joer méi spéit, net méi einfach gi wéi se deemools war, well et muss ee jo och op déi konjunkturdämpfend Effekter uechten, déi een huet, wann ee Spuerpolitik mécht.

D'Kompetitivitéit vun Land ass hei vill ugeschwat ginn - zu Recht -, an d'Léin, d'Lounmass, d'Évolutioun vun der Lounmass an ergo och d'Indexéierung spille selbstverständlech

eng Roll bei der Kompetitivitéit, a besonnesch an deene klenge Betriber, déi sech net vill ergräife kënnen an net vill Eegeninitiative kënnen entwéckelen, fir hire Geschäftsvolumen an ergo hiert Akomes ze steigere. Mä d'Kompetitivitéit - d'„Attraktivitéit“, géif ech léiwer soen, well ech dat Wuert Kompetitivitéit och net extrem gär hunn, well dat ëmmer esou komparativ kléngt, obschonn et et och ass - geet méi wäit wéi déi Fro vun de Léin a vun der Indexéierung.

Kuckt emol d'Loyeren zu Lëtzebuerg, och d'Geschäftsloyeren. Fannt Der déi normal? Et sinn der jo, déi musse bezuelen. Et gëtt der awer och, déi akasséieren. Wat mécht dann deen Eenzelen, deen an der Groussgaass oder soss iergendwou am Land ee Gebai huet, wou e ka Geschäftslokaler verlounen? Wat mécht hien eigentlech, fir ze hëllefen, dass d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vun eisem Land a vun eiser Haaptstad zouhëlt?

Muss dann all Lëtzebuurger Multimillionär ginn, just well en eng Brak huet, déi e ka verlounen, fir dass do Geschäfte gemaach ginn? Oder kann net och deen Eenzelen sech emol e bësse packen an derfir suergen, dass Geschäftsloyeren emol zu normale Präisser erëm zu Lëtzebuerg zougänglech sinn, besonnesch fir déi, déi ufänken, sech an d'Geschäftsliewen ze lancéieren? Hei maachen dach déi eng Lëtzebuurger déi aner Lëtzebuurger futti, an da gëtt gesot, d'Politik wier schold drun. Et ass net d'Politik, et ass déi grenzenlos Gier vun deenen, déi et hunn, déi nach ëmmer gäre méi hätten, déi d'Kompetitivitéit an eisem Land op eng wesentlech Aart a Weis no ënne korrigéiert!

Datselwech zielt selbstverständlech och fir d'Bauplazen. Firwat muss da jiddweree bis zum allerleschten Dibelchen d'Bauplaz esou deier verfahren, wéi en nëmme kann? Wiem schuet en dann domat? A wem notzt en dann domat? En hëlleft sech net vill, well en huet scho vill, an e schiedegt awer déi jonk Leit, déi wëllen zu normale Konditiounen zu engem Haus kommen. Ass do d'Politik eleng schold oder ass och d'Astellung vum Eenzelen deem aneren Eenzelen géintiwier net och dru schold, dass mer a Situatioune kommen, déi jo strictement net méi normal sinn?

Datselwech zielt fir d'Bildungspolitik. Do muss Reforme geschéien. Ech wëll net op den Detail dovun agoen, well ech weess, dass d'Detailartikulationen dovun ëmmer kontrovers stattfannen. Mä fir ze mengen, et kéint alles esou bleiwe wéi et war, fir dass mer géife besser gi wéi mer sinn, déi iere sech fundamental! Selbstverständlech mussen op breest Front Reformen hei am Land gemaach ginn, an dat kann net een Ëmwee ronderëm d'Schoul maachen. Dat muss selbstverständlech och d'Schoul mat begräifen an der Gesamtiwwerleung, och iwwert d'Attraktivitéit vun eisem Land, well mir brauche jo Leit, fir an deene Betriber ze schaffen, déi mer wëlle kréien.

Dobäi sinn ech wäit dovun ewech ze mengen - ech si kee Bildungspolitiker -, wäit dovun ewech ze mengen, d'Schoul wier just dofir do, fir Aarbechtsmaartathleten zu produzéieren. D'Schoul huet och aner Aufgaben. Mä erfëllt se déi Aufgaben dann haut? Erfëllt se hiren Zweck fir den Aarbechtsmaart an erfëllt se hiren Zweck, fir de Mënsch méi komplett ze maachen? Dass do Reforme musse geschéien, ass ganz evident.

Selbstverständlech, Här Kox, kann een d'Steierpolitik kritiséieren vun e puer Regierungen hanereneen. Ech hunn de Misär, dass ech ëmmer an deenen alleguer derbäi war, dofir fillen ech mech ëmmer do ugeschwat. Mä wëllt Der wierklech hunn, dass mer d'Kierperschaftssteuer elo erëm no uewen hiewen? Wëllt Der wierklech hunn, dass mer d'Gewerbekapitalsteuer erëm aféieren? Wëllt Der hunn, dass mer de Spëtzeiteersaz - deen iwwerengs 39% ass, an net 38% - erëm op 46% zréckféieren?

Also, u mir scheitert dat u sech net, dass een am Spëtzeiteersaz eppes mécht. Mä ech weess awer, wat fir Leit op Lëtzebuerg schaffe kommen a bestëmmte Secteure vun eiser Economie, grad well mer an deenen ieweschte Lounsegmenter steierlech net alles ofscheffelen, wat op anere Plazen ofgeschafft gëtt. Dofir muss een an aller Rou eng Kéier iwwert déi Fro schwätzen.

An Dir hutt och eng Motioun virbruecht. Sou, an déi Motioun kann ech an där Form leider net unhuelen. An elo hunn ech se natierlech net hei. Mä ech weess awer, wat drasteet. Vläch huet awer ee se. Kann ech Amtshilfe kréie vum President vun der Chamber - Merci - deen natierlech nach net drop geschafft huet, well et ass näischt ënnerstrach an näischt kommentéiert hei drop?



An Ärer Motioun - géint déi ech net prinzipiell sinn, wëll ech hei soen, och well ech fannen, dass d'Oppositionsparteie sech hei extrem korrekt a responsabel verhalen hunn - frot Der oder hutt Der festgestallt, dass elo eng substanzuell Trêve an der Indexfro komm wier -...

#### (Interruption)

...Merci; tjo, déi een am längste kennt, dat sinn u sech déi, déi ëmmer wëssen, wat engem feelt -, do sot Der, d'Zukunft vun eiser Finanzplaz wier onsécher.

An Dir sot, nodeem Der festgestallt hutt, déi Indexfro hätt sech elo fir déi nächst dräi Joer berouegt - wat a mengen Aen net heescht, dass se definitiv gekläert wier -, dass Der géift gären hunn, dass mer déi nächst dräi Joer notzen, fir mat allen Acteuren aus der Tripartite a mat villen aneren, der Société civile an de Fraktiounen, ee Gespréich ze féieren iwwer eng Refonte - een Iwwerdenken heescht dat jo, denken ech, eng Neiformuléierung - vum Lëtzebuurger Modell, an dee misst sech opsetzen op sozial Équitéit, wat ee Wuert ass fir sozial Gerechtegkeet, an op ekologesch Soutenabilitéit. Et geet awer mat der ekologescher Soutenabilitéit natierlech net duer, well Durabilitéit ass ee Begrëff, deen een net nëmme kann op d'Ekologie reduzéieren, dofir muss een dat méi breet faassen.

Dir frot, dass mer eng richteg Pensionsreform solle maachen. Woubäi Der jo net verkenne kënn, dass an där Reform, déi elo virgeluecht ginn ass, mëttelfristeg Aktiounsmechanismen enthalte sinn, déi duerchaus kënnen aktivéiert ginn, fir en Auserneefléie vun eisem Pensionsregime op eng durabel Aart a Weis ofzestellen. An Dir frot eng redistributiv Fiskalreform.

Do frot Der ganz vill, an hannert deene Wieder verstoppe sech jo inhaltlech „weite Felder“. Ech weess net, ob dat elo gutt ass, wann d'Regierung elo d'Acteure vun der Tripartite, d'Société civile, d'Fraktiounen einbestellt, fir doriwier ze schwätzen, besonnesch well mer eis iwwert déi eenzel Notiounen a Begrëffer hei net eens gi sinn. Ech kann awer net ofstreiden an net verkenne, dass d'Noutwendegkeet vun engem méi ëmfaassende gesellschaftleche Gespréich iwwert d'Zukunft vun eisem Land besteet. Do sinn ech ausdrécklech bei deem, wat Der eigentlech do ustriefft.

Dofir dinn ech mech schwéier, fir déi Motioun hei ofzelehnen. Ech si mat einzelne Punkten do net d'accord, well ech se net richteg, voll-ëmfiänglech verstinn, mä ech gesinn awer dee Souci, deen dohanner stécht. Dofir wollt ech lech zwou Propositionen maachen. Déi Éischt: De Wirtschafts- a Sozialrot, dee schafft jo elo erëm. Vläch kann een, wann de Wirtschafts- a Sozialrot op deenen Theme schafft, et fäerdegbréngen, dass ee mat all deene Leit um Niveau vum Wirtschafts- a Sozialrot, wou d'Sozialpartner sëtzen, zesumme schwätzt, fir dann zu gemeinsamen Konklusionen ze kommen.

A wann dat net geet, wat ech och ganz gutt verstinn, dass d'Fraktiounen net gären an de Wirtschafts- a Sozialrot ginn, well d'Deputéierten déplacéiere sech schon net, wann d'Gewerkschafte ruffen, an déplacéiere sech scho guer net, wann d'Patronen och nach derbäikommen, fir se ze ruffen, do wollt ech lech einfach soen, ech kann déi Motioun esou net unhuelen - ech sinn net géint se, mä ech sinn och net fir se; et kënn mer selte vir, déi zwou Saachen an engem Satz ze soen. Mä ech jiddefalls, als Chef vun der Regierung, sinn à tout moment bereet, mat jiddwerengem hei am Land - Fraktiounen, Zivilgesellschaft, whatsoever - mech zesummenzesetzen, fir laansch d'Linne vun där Motioun, déi hei beschriwwen ginn, quitte dass se mussen nuancéiert ginn, mat all deene Leit ze schwätzen, déi eppes ze soen hunn.

Well mir sollten net mengen, dass d'Politik eleng zoustänneg ass fir d'Zukunft vum Land. Do brauche mer d'Leit alleguer. Mir brauchen déi Kräfte an der Gesellschaft, déi organiséiert sinn; mir brauchen och munch fräischwiewend Kräfte an der Gesellschaft; esou dass ech déi Motioun oflehnen a se gläichzäiteg unhuelen, wat wahrscheinlech e parlamentareschen Nomm ass.

Ech soen lech Merci fir Är Gedold an ech wollt dës Tribün net verlossen, well mer hei am Parlament sinn, ouni mäi Respekt ze soe fir de Jeannot Krecké, mat deem ech schrecklech gären zesummeschafft hunn!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

#### (Applaudissements)

## 6. Hommage à M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

► **M. le Président.** - Jo, Dir léif Kollegeinnen a Kollegen, ech wollt och bei Geleechenheet vun där leschter Kéier, wou de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké un enger öffentlecher Sitzung vun der Chamber deelhält, awer e puer Wieder och am Numm vun lech allegueren un hie riichten.

Dem Jeannot Krecké säi Wee an d'Politik ass 1981 ugaangen, wéi hie fir d'Éischt als Gemeengeconseiller zu Koplescht gewielt ginn ass. Duerno huet hie seng politesch Carrière um lokale Plang 1989 an der Stad Lëtzebuerg weidergefouert.

An d'Nationalpolitik ass hien 1989 komm, wéi hien als Deputéierten op der Lëscht vun der LSAP-Zentrum fir d'Éischt gewielt ginn ass. Hien huet sech während senger Carrière an der Chamber ganz speziell mat de wirtschaftlechen a finanziellen Froe beschäftegt an duerfir hat en dann och d'Presidentschaft vun der Wirtschaftskommission an der Commission du Contrôle budgétaire iwwerhollt. Des Weidere war hien 1995 Rapporteur fir de Statsbudget 1996.

Hie war awer och ëmmer ganz besonnesch engagéiert an de Chambersorganer, esou war hie vun 1994 bis 2004 Member vum Chambersbureau a vun 1997 bis 2004 war hien och President vun der sozialistescher Fraktioun.

No de Wahle vom 13. Juni 2004 ass hien an d'Regierung geruff ginn, wou hien an der éischter Legislaturperiode fir d'Departementer vun der Économie a vum Sport zoustänneg war, a säit dem Juli 2009 ass hie Minister fir Wirtschaft an Aussenhandel. En huet sech ganz besonnesch an dëser Fonctioun an onzähligen Auslandsdéplacementer onermiddlech fir de Standuert Lëtzebuerg agesat an hie war domadder sécherlech ee vun de beschte Verkeefer fir de Label Lëtzebuerg.

De Jeannot Krecké huet viru Kuerzem d'Décision geholl, fir sech aus der aktiver Politik zrëckzézéien. Mir verléiere mat him e Kolleg, dee seng politesch Fonctiounen mat vill Engagement a Kompetenz ausgefouert huet, wat hien eis haut de Mëtteg nach eng Kéier hei erëm bewisen huet. Hien huet op alle Plaze fir seng Iddien an Idealer gekämpft an hien huet dat ëmmer konsequent op eng fair Aart a Weis gemaach an en huet sech do net ëmmer nëmme Frënn gemaach, sief dat hei am Haus oder sief dat och a senger Partei respektiv bei de Sozialpartner.

Mir wënschen dem Jeannot a senger neier Etapp vu sengem Liewen, déi fir hien elo geschwé waert ugoen, alles Guddes a soen him nach eng Kéier am Numm vun eis allegueren e grouse Merci fir déi exzellente Aarbecht, déi hien heibannen, awer och um Niveau vun der Regierung geleescht huet.

Jeannot, mir wäerten dech als opriichtegen, agräbelen an engagéierte Kollege an Erënnung behalen. Mir wënschen Dir gudden Wand fir deng weider berufflech Carrière, awer ganz besonnesch an dengem Lieblingshobby, dem Segelen.

Merci Jeannot.

#### (Applaudissements)

## 7. 6378 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite)

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6378 et dispense du second vote constitutionnel

Sou! Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6378. D'Ofstëmmung fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, géint 6 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot,

Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Ont voté non: Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

#### Motion 1

Da kéime mer elo nach zum Vote fir d'Éischt iwwert d'Motioun vun deene Gréngen. Wann ech de Statsminister richteg verstanen hunn, ass e souwuel fir wéi géint d'Motioun.

► **Une voix.** - Ha!

► **M. le Président.** - Esou datt ech elo net direkt weess, wat mer hei sollen ofstëmmen.

► **Une voix.** - Ech weess et och net!

► **M. le Président.** - Mä de François Bausch als Matauteur vun der Motioun freet d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Wann d'CSV sech un d'Wiederer vum Premierminister hält, da géif ech proposéieren, datt se kënnen zweemol ofstëmmen.

#### (Hilarité)

Eng Kéier mat Jo an enger mat Neen.

#### (Interruptions)

► **M. le Président.** - Den Här Urbany freet d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Voilà! Här President, Merci. Ech wollt eigentlech virdrun d'Parole après ministre froen. Dat ass elo e bësse séier gaangen. Op eemol ware mer hei an enger Abschiedsfeier.

#### (Hilarité)

Ech wëll mech awer och de Wënsch un den Här Krecké op e gutt Segelen uschlëssen.

Dovun awer ofgesinn, wëll ech awer nach eppes soen, wat den Här Juncker hei gesot huet. An ech kommen herno och nach op déi Motioun hei vläch kuerz ze schwätzen. Den Här Juncker huet gesot: 2009 hu mer d'Steieren erfogesat an et ass awer net an de Konsum investéiert ginn. Wann also net an de Konsum investéiert ginn ass, dann ass jo wuel anzwousch anescht eppes mat deene Sue geschitt. Dat heescht, déi Sue si gespuert ginn, a Form warscheinlech vu finanziellen Anlagen, wou Zëse kasséiert gi sinn. Dat ass natierlech e schéint Geschäft gewiescht, jee nodeem, wat fir Finanzprodukten een do a sengem Portefeuille hat.

Wann ee griichesche Obligationen hat, dann huet een eventuell 18% Zësen dorobber kritt. Ech mengen, et ass datselwecht geschitt mat deenen Indexmanipulationen hei, déi jo a Wierklechkeet e Cadeau si fir d'Patronen. Et ass e Louncadeau. Si brauchen dat net als Léin ausbezuelen. Also, wat maache se dermat? Wahrscheinlech zu engem gudden Deel, vu dass jo net méi vill investéiert gëtt hei am Land - mir mussen jo Investisseure vun iwwerall erbäi siche goen, et ass méi interessant, ze investéiere soss an der Welt iwwer Investitionsfongen an esou weider - wahrscheinlech ginn déi Suen dann och do geholl, fir an d'Spekulativindustrie weiderhin ze investéieren, well einfach do méi Rendement ass, méi Gewënn do ass.

A wat ass mat deem Gewënn? Wat geschitt mat deem Gewënn? Dee féiert och derzou, dass an der Realwirtschaft Aarbechtsplaze verschwannen. Loosse mer eis do näischt virmaachen. Do geschitt zum Beispill esou eppes, wat een „Licenciements boursiers“ nennt. Do gi ganz Betriber zougemaach, wa se zwar nach, wéi d'Dikrecher Brauerei, vun Interesse si fir eng ganz Bevëlkerung, mä wann net méi genuch Rendement drop geschitt a se besser anzwousch anescht délocaliséiert ginn.

Dat ass dat Resultat am Fong geholl vun där Finanzwirtschaft, déi verschidde Leit hei zu Recht kritiséiert hunn. Mä wat maache mer hei mat deem Gesetz? Mir förderen nach weider déi Finanzwirtschaft. Dat ass de Problem.

Wat mer bräichten, dat ass, dass d'Suen erëm eng Kéier - öffentlech iwwer Fongen zum Beispill - investéiert ginn an d'Économie hei am Land an hei an der Géigend, an hei Aarbechtsplaze schafen. Déi Aarbechtsplazen, déi wäerten eng Kéier Cotisatioune bréngen fir hei an eis Sécurité sociale, amplaz dass d'Reserv vun der

Sécurité sociale, zéng Milliarden oder eefel Milliarden geholl ginn, fir Aktien ze kafen a Brasilien an ech weess net wou.

Dat ass déi Économie financière, wou jo festgehale ginn ass emol an der Zäit, dass déi schëlleg ass un deem ganze Misär, dee mer hunn, a wou mer gesot hunn: „Mir bezuelen net fir hir Kris.“ Genau dat ass dat, wat mer elo maachen.

An duerfir, mengen ech, wëll ech nach eng Kéier soen: Hei kënn et drop un, fir géint dat Gesetz ze stëmmen. Ech begrëisse guer net, dass esou eng grouss Majoritéit hei offensichtlech do ass, fir dat Gesetz...

► **M. le Président.** - Här Urbany, Dir misst awer elo zum Schluss kommen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech mengen, d'Parole après ministre huet zwar fënnf Minutten, mä bon! Ech sinn direkt fäerdeg.

Ech begrëissen et guer net, déi Unanimitéit oder déi quasi Unanimitéit, déi hei besteet, well et muss ee wëssen - an dovun ass hei net vill geschwat ginn -, dobaussen déi Verrieder vun deene Salariéen, déi maachen iwwer 90% vun der Bevëlkerung aus zu Lëtzebuerg - Lëtzebuerg ass eng Salariégesellschaft -, déi Verrieder sinn unanime géint dat, wat mer hei votéieren. Dat muss ee wëssen! Et geet elo net, zu Mutfert Resolutionsen ze stëmmen an hei de Contraire ze maachen! Hei ass Mutfert! Hei muss Der sprangen, Dir Hären!

#### (Interruptions)

► **M. le Président.** - Sou! Merci dem Här Urbany. An den Här Premier kritt elo d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, et ass meng Gewunnecht, all Deputéierten ze äntwerten, besonnesch wann en d'Chambersreglement notzt, fir nach no mir eng Kéier kënnen ze schwätzen. Ech weess net, ob dat zweemol geet. Ech hoffen net.

Ech wollt just soen, dass een ee komescht Bild vun de Lëtzebuurger Patronen muss hunn, fir elo ze mengen, all Suen, déi géifen agespuert ginn duerch déi Verschiebung vun dem Index, géifen a spekulative Kapitalprodukter ugeluecht ginn. Dass et e puer Gelungener gëtt, déi dat maachen, mag jo sinn, mä ech mengen awer net, dass deen, dee mat zwee, dräi Leit schafft a senger Metzerei, a senger Bäckerei, a senger Épicerie, a sengem klengen Buttek, dass deen elo ufänt, sech de Finanzmäert do an d'Äerm ze geheien.

Hutt e bësse Respekt fir Leit, déi eng aner Aarbecht maache wéi Dir. Dat si Leit, déi haart schaffen. Déi kommen elo zu bessere Geschäftsergebnisse. Déi kënnen domat, wa se et wëllen, d'Paie vun hire Leit erhéien. Déi kënnen domat d'Aarbechtskonditione verbesseren. Déi kënnen domat derfir suergen, dass hire Betrieb eng besser Zukunft huet. Gitt net dervun aus, dass jiddwereen esou sech a perverse Finanzprodukter verleeft.

Jiddefalls déi Suen, déi de Stat spuert, déi investéiere mer net do, wou ech se och net géif investéieren, wann ech der selwer hätt.

Dat Zweet, wat ech wëll soen: Dir kënn dat Spill do driewen - an do wënschen ech mat mir ganz vill Freed! -, mä fir elo d'Regierung an och hire Chef hei an Opposition ze bréngen zum Salarat hei am Land an an déi geeschteg a materiell Noperschaft vum Grousskapital ze schreiwen, wësst Der, Här Urbany, ech kann lech soen: Dee Strutz geet an d'Box! Dat wäert lech net geléngen.

Et ka jo sinn, dass d'Organisatiounen, déi d'Salarat verrieden, hei dergéint sinn. Wa mer vum gedeckelten Index schwätzen, da schwätzen ech vu Kongressrevolutionen vun de Gewerkschaften aus de 70er an den 80er Joren. Ech war selwer derbäi. Ech war deen Éischten, deen d'Hand an der Luucht hat, nach virum Spautze Jang, wéi fir de gedeckelten Index gestëmmt ginn ass.

Ausserdeem hunn ech den Androck, dass vun deene Leit, déi hei am Land schaffe ginn, der och vill sinn, déi mech gewielt hunn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Mir missten dann awer elo och iwwert déi Motioun do ofstëmmen. Wa soss keng Wuertmeldung méi ass, da géife mer ufänke mam Ofstëmmen.

#### Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänt un. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An déi Motioun ass verworf mat 43 Nee-Stëmmen, géint 16 Jo-Stëmmen.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme



Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam).

### Résolution 1 modifiée en motion 2

Dann hu mer hei nach eng Resolution vum Här Henckes, wou ech mech awer froen, ob se ganz recevabel ass, well a sech eng Resolution sech un d'Chamber adresséiert, an hei gëtt eischer eppes vun der Regierung gefrot. Duerfir ass einfach d'Fro, ob net dat misst vläicht an eng Motioun ëmgewandelt ginn.

Bon, gutt! Ech wëll vläicht fir d'Éischt, well et geet jo och elo emol hei ëm de Contenu vun där Resolution, froen, ob nach een dozou wëllt d'Wuert huelen.

Den Här Bausch, wann ech gelift.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Jo, Här President. Ech wëll heizou dräi Saache soen.

Dat Éischt ass, datt den Här Henckes manifestement nach kee Saz vun der Direktiv gelies huet, déi vun der Kommissioun proposéiert ginn ass, wat d'Finanztransaktionssteuer ubelaangt, well soss kéint en esou eppes wéi dat hei net schreiwen. Ech wëll e just drop hiweisen, datt dee Projet elo esou ausgeriicht ass, datt, wann zum Beispill, ech ginn lech just ee Beispill, een däitsche Bierger dann zu London - wann d'Londoner City jo net an der Finanztransaktionssteuer da mat dra wär, well mer et nëmme am EUR-Raum géife maachen - iergendee Produkt kafe geet, iergendeng Transaktioun mécht, da gëtt déi Steuer awer erhuewen, well et ass de Pays d'origine: Et muss nëmme een eenzeggen Acteur vun all deenen, déi an der Transaktioun dra sinn, an deene 17 EU-Länner dra si - wa mer den Euroraum elo géifen huelen -, da gëtt d'Steuer erhuewen, egal wou d'Transaktioun gemaach ginn ass op der Welt.

Duerfir, Dir hutt deen Text emol net fir fënnf Sou gelies, soss kéint Der esou Saache wéi dat do net schreiwen.

Dat Zweet ass, wann Der hei schreift, dat hätt esou eng „dramatesch“ Inzidenz op de Finanzsektor, da wëll ech lech soen: 0,1 oder 0,01 - et hânt jo dervun of, ëm wat fir eng Produkter datt et geet - Prozent Steieren ze bezuelen, wann Der dat als äusserst dramatesch emfannt oder wann Der mengt, datt dat kéint duergoen, fir datt Der ongeheerlech Verlagerung kritt vun Aktivitéiten, da soen ech lech, da kënne mer hei zu Lëtzebuerg apake bei all Diskussioun iwwer iergendwellech Steueradaptatiounen no uewen, déi déi do Leit be treffen, well da géif dat jo mat Sécherheet ëmmer zu enger gréisserer Katastroph féieren.

Ech wëll lech just soen: Mir hu scho méi wéi eng Kéier fir Kapitalgesellschaften an der Geschicht Steiere gehéicht, dann hat dat awer net virdru méi wesentlech, substanzuell, dann hat dat net déi dramatesch Konsequenzen.

Dat Drëtt ass awer: Fir eis ass et wichteg aus zwee Grënn, datt déi Steuer kënnt. Deen een ass, well se eng kloer Inzidenz huet op dat, wat eigentlech dat Geféierlechste ass a wat eis an déi Finanzkris - a mat am meeschten - bruecht huet, nämlech op de sekondeschnellen Handel vu verschidde Leit op de Finanzmäert, datt mer dee mindestens ofgebremst kréien - ënnerbonne kréie mer en net -, mä datt mer en ofgebremst kréien. Well et ass dat, wat schiedlech ass. An et ass dat, wat hei soll ugestriift ginn.

Do kënne mer all, an och d'Finanzplaz Lëtzebuerg, nëmme en Intérêt drun hunn, well bis elo ass d'Finanzplaz Lëtzebuerg an där Finanzkris mat engem bloen A dervukomm. Mir hunn zwar zwou systemesch Banke misse bis elo retten, mä et ka bei deem nächste Schock, dee kënnt, emol eng Kéier duerchhaus sinn, datt mir och an der iredscher Situatioun sinn. An duerfir ass et extrem wichteg, datt mer hei usetzen. Duerfir muss een och de Courage hunn, datt doten ze maachen, en Usaz ze maachen.

An dann ee leschte Punkt ass, dat wëll ech lech soen: Deen, dee mengt, mir géifen an deenen nächste Joren och weltwäit net iwwert d'Méi-

besteuerung vu Kapital diskutéieren, dee leeft op engem anere Planéit. Dir braucht lech nëmme déi Diskussioun unzekucken, déi de President Obama a senger leschter Ried an den USA an de Kär gesat huet vu senger Ried, nämlech d'Gerechtegkeet an eiser Gesellschaft, haapt-sächlech d'Gerechtegkeet an der Besteuerung tëschent groussem Verméige respektiv Leit, déi schnell kënne e groust Verméige maachen, an normale Bierger.

Da weess een, wann een dat vergläicht mat där Diskussioun, déi elo a Frankräich leeft ronderëm d'Wahlen, an och an anere Länner, datt ee wierklech um Mount leeft, wann ee mengt, déi Diskussioun kéim net esou oder esou an deenen nächste Joren.

Aus deene Grënn, Här President, wäerte mir selbstverständlech ganz kloer géint dës Resolution oder Motioun stëmmen, oder wéi se och ëmmer wäert heeschen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Henckes nach eng Kéier.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR).- Här President, ech ginn zou, datt mer eng kleng Debatt haten, wéi mer dat heite sollte formuléieren, well mer als Iddi haten, fir d'Regierung ze ënnerstetzen an hirer Ausso, fir géint eng Transaktionssteuer ze sinn, wann et net géif au niveau mondial duergesat ginn.

Mir hunn dat richtig fonnt an dofir hate mer geduecht, datt d'Chamber sech soll als Resolution ginn, fir d'Regierung op deem Punkt do ze ënnerstetzen. Mä mir sinn natierlech och gäre bereet, wann dat formell méi richtig ass vis-à-vis vun onsem Reglement, fir ze soen, dat wier eng Motioun. Da géife mer net méi «soutient le Gouvernement» soen, mä «invite le Gouvernement à persévérer dans sa volonté de faire dépendre l'introduction d'une taxe sur les transactions financières de l'application d'une telle taxe simultanément dans l'ensemble des places financières mondiales.»

### Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que l'introduction d'une «taxe sur les transactions financières» est justifiée en soi mais qu'elle n'a de sens et qu'elle ne peut être efficace que si elle est appliquée dans les principaux centres bancaires européens mais aussi mondiaux;

- considérant que les risques d'une délocalisation des transactions financières des places financières européennes qui l'adopteraient vers des places financières qui n'appliqueraient pas cette taxe sont patents;

invite le Gouvernement

- à persévérer dans sa volonté de faire dépendre l'introduction d'une taxe sur les transactions financières de l'application d'une telle taxe simultanément dans l'ensemble des places financières mondiales.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

Woufir? Well mer ganz genau wëssen, datt, wa mer esou eng Finanzéierungstax, esou eng Tax aféieren zu Lëtzebuerg, an Däitschland an a Frankräich, da si se den Dag drop pour le moins zu London oder zu Hongkong oder egal wou. Mä op jidde Fall, dann hu mir null Euro Tax. Mir hu just nure manner Akommes, an et huet ee besser deen Ablack...

### (Interruption)

Jo, ech ech hunn den Text just gutt gelies...

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Neen, Dir hutt en net gelies.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR).- ...an ech weess ganz genau, datt et mat deem System net wäert duergoen. D'Engländer hu scho gesot gehat, si géife sech net drun halen. An domadder ass d'Direktiv vum Dësch! Da brauch een also net laang driwwer ze diskutéieren. An den Dag drop ass se... An ech sinn nach ëmmer der Meenung, datt ee besser huet, 10% Steiere vun eppes ze hunn, wéi 90% Steiere vun näischt!

► **M. le Président.**- Sou! Den Här Premier, wann ech gelift.

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Här President, ech hunn elo, mengen ech, schon ongeféier 30 Stonne vu mengem klenge Liewen zu Bréssel a soss doruechter mat Diskussiounen iwwert d'Finanztransaktionssteuer verbruecht. An et ass jo ganz evident, onofhängeg vum Instrument, wat gewielt gëtt, dass de Finanzsektor...

### (Interruption)

...muss an eng staark Kofinanzéierungssolidaritéit agebonne ginn. Mä iwwer wat fir ee Wee dass een dat mécht a mat wat fir engem ge-

nauen Instrument dass een dat mécht, do ginn d'Meenunge ganz wäit auserseen.

Ech gesinn d'Verhandlungsposition vun der Regierung net gestärkt, wa mer esou eng Motioun hei gestëmmt kréien. Fir an eng Verhandlung ze goen, nodeem een a sengem Parlament gesot kritt huet: „Gitt eraus, wa se ufängen, doriwwer ze schwätzen, well Dir dierft dat net matmaachen“, dat kann een an der Tripartite maachen, mä net am Conseil vun de Ministere.

► **M. le Président.**- Gutt! Domadder géife mer elo zur Ofstëmmung iwwert déi ëmgeännert Motioun kommen.

### Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass verworf mat 55 Nee-Stëmmen, géint 4 Jo-Stëmmen.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Domadder wär dese Punkt definitiv ofgeschloss.

Haut de Mëtteg héiere mer eng Deklaratioun iwwert d'Positioun vun der Regierung, wat den Traité international sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire ugeet. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt. Ech ginn elo dem Här Statsminister Jean-Claude Juncker d'Wuert.

### 8. Ordre du jour (suite)

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Här President, maache mer déi Debatt haut oder maache mer se d'nächst Woch?

► **M. le Président.**- Et ass eigentlech virgesinn, Här Statsminister,...

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Jo, jo.

► **M. le Président.**- ...datt mer déi Debatt haut hätten. Et si jo just fënnf Minutte pro Fraktioun virgesinn.

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Haha!

► **Mme Marie-Josée Jacobs**, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- A fir de Statsminister eng Stonn?

► **M. le Président.**- Den Här Statsminister huet elo zéng Minutten.

► **Mme Marie-Josée Jacobs**, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Hahaha!

► **M. le Président.**- Jo, et ass virgesinn, datt mer haut déi Debatt sollten hunn. Also...

### (Interruption)

Jo, den Här Bausch, wann ech gelift.

### (Interruption)

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Här President, ech muss soen, also mir hu jo als Fraktioun dat doten ugefrot, an ech muss soen, haut de Mëtteg hu mer elo - wéi vill Auer ass et, hallwer sechs, zwanzeg vir sechs? - bal véier Stonnen diskutéiert iwwert den Index. Dat ass jo de wichtegsten Thema zu Lëtzebuerg.

An effektiv diskutéiere mer elo hei 30 Minutten iwwert dee klengen Detail vun der Fiskalunion an Europa, déi wirtschaftlech an och sozial Implikatiounen kann hunn, jee nodeem, wéi dat ausget, déi vun engem Ausmooss sinn, dat kolossal ka sinn. An eigentlech stéiert eis als

Fraktioun och, datt mer dat esou kuerzfristeg hunn.

Mir wollten awer déi Diskussioun hunn, well mer wëssen, datt den 30. de Sommet ass a well mer gäre wësst, éischtens, wat d'Regierung den 30. do vertritt op deem Sommet, an zweetens natierlech och, fir datt d'Regierung weess mindestens, wat d'Fraktiounen am Parlament zu deem Sujet gären hätten oder wat hir Meenung ass. D'autant plus, wou et jo awer herno vläicht net onwichtig ass - jee nodeem, wat fir een Text datt een hei zréckkritt, wou ee jo eng Zweek-Drëttel-Majoritéit eventuell brauch -, fir ze kucken, wéi dann d'Parlament sech dozou stellt.

Elo, den 30. ass... Wéini ass dat?

► **Plusieurs voix.**- E Méindeg.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Dat ass den nächste Méindeg. Ech gesinn dat duerfir relativ schwieereg, fir dat en aneren Dag ze maache wéi haut. An ech wär awer duerfir frou, wa mer déi Debatt haut kéinte féieren, aus deem Grond, a wa mer och eng Deklaratioun kéinte kréien.

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Ech si prett, mä net an zéng Minutten.

► **M. le Président.**- Jo. Ech mengen, dat ass kee Problem, Här Statsminister, wann dat méi laang dauert. Dann...

### (Interruption)

Jo, jo, Här Kartheiser. Et ass jo elo... Den Här Statsminister schwätzt jo. Ech weess elo net, firwat datt Dir elo wëllt intervenéieren.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Wann den Här Bausch kann doriwwer e Kommentar ofginn...

► **M. le Président.**- Jo, neen, mä ech mengen, den Här Bausch huet elo eng... Mir hunn en Ordre du jour. Elo schwätzt den Här Statsminister, an duerno kënnt Dir oder Är Fraktioun - Dir sidd jo ageschriwwen - jo dann do Är Meenung derzou soen. Elo héiere mer de Statsminister wann ech gelift.

### 9. Déclaration sur la position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard du Traité international sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (suivie d'un débat)

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen „Vertrag iwwert d'Fiskalunion“, wéi e vereinfacht heescht, mä vläicht ass och net méi dra wéi dat, dee soll den nächste Méindeg vum Conseil européen zu Bréssel behandelt ginn.

Dee Vertrag ass prinzipiell decidéiert gi vun de Stats- a Regierungschefen den 8. an 9. Dezember zu Bréssel, an et hu Sitzungen den 20. Dezember, de 6. Januar an den 12. Januar um Niveau vun de Statssekretären an den Directeur-du-Trésore vun de Finanzministere stattfonnt. Déi Konferenz ass geleet gi vum Lëtzeburger Directeur du Trésor. An de leschten 23. Januar hunn d'Finanzministere zu Bréssel ënner menger Présidence doriwwer beroden - d'Finanzministere vun deene 27 Länner, an net nëmme déi vun der Eurogroup, well déi 27 mech gebieden haten, déi Présidence do ze féieren.

Dee Vertrag, deen nach net a senger endgültiger Versioun virläit - ech loosse, soubal wéi ech dee Vertrag vum Här Van Rompuy zougestallt kréien, deen der Chamber selbstverständlech nach virum Weekend zoukommen -, dee setzt sech aus 24 Considérenten an aus 17 Artikelen zesummen. Esou dass et a bësse kéng ass, fir ze mengen, dat kéint een hei am Schnelldurchgang am Telegrammstil ofwéckelen, well et si jo awer Elementer dran, déi et a sech hunn, obschonn ee Vertrag vu 17 Artikelen eigentlech, wann ech vergläiche mat de Grondvertrëg vun der Europäescher Union, nëmme de Qualificatif vun engem klengen Vertrag verdéngt.

Et ass en exceptionnelle Vertrag, well et ee Vertrag zu 26 ass. Dofir ass et och kee Vertrag, deen am Regelwierk vun der Europäescher Union zustane kënnt, mä en zwëschesstaatleche Vertrag tëscht 26 State vun der Europäescher Union. Dir wësst, dass Groussbritannien seng Distanze par rapport zu deem Vertrag geholl huet. Dee géllt also fir déi 17 Eurostaten, plus déi aner fräiwëlleg Matfuere.



Bis elo hunn och all aner Staten, mat Ausnahm vum Groussbritannien, hir Bereedschaft erkläert, dee Vertrag ze ënnerstëtzen an ze ënnerschreien. Woubäi een awer net kann ausschléissen, jee nodeem, wéi dat sech dréit, diebelt a kéiert, dass et an eenzelne Länner nach zu engem Referendum kënn, beispillsweis an der Tschechescher Republik; net onbedéngt - wéi ech dat haut mengen - an Irland.

Den Artikel 1 vun deem Vertrag, dee schreift d'Objektiver vun deemselwechte fest, andeem en d'äitlech mécht, dass et bei deem Vertrag em eng Verstärkung vun der Budgetdisziplin an der Eurozon an doriwwer eraus an der Europäescher Unioun geet, well de Stabilitéitspakt applizéiert sech jo net nëmmen op d'Euroländer, mä op d'Länner alleguer.

Et ass ee Vertrag, deen iwwer eng Verstärkung vun der Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik handelt. Et ass ee Vertrag, deen d'Gouvernance vun der Eurozon, déi mangelhaft ass, soll verbessern. Et ass ee Vertrag, dee soll hëllefen, dass mer eng durabel Croissance kréien, dass et eng Croissance soll sinn, déi op d'Beschäftigung ausgerichtet ass, déi der Kompetitivitéit vun Europa soll Rechnung droen, an deen d'Sozialkohäsion an Europa soll verstärken.

Dat sinn d'Objektiver vun deem Vertrag, deen a sengem Entworf a sengem Artikel 2 seet - dee Vertrag hei, vun deem ech schwätzen -, dee Vertrag zu 26 misst d'Prinzipien an d'Rechtsregele vun den allgemenge Grondverträge vun der Europäescher Unioun respektéieren an e kéint sech net am Widersproch zu deene bewegen.

Den Artikel 3 vun deem Vertrag - dat ass deen, deen déi meeschte Substanz huet - schwätzt sech aus fir e Budget, dee muss an der Balance si respektiv dee muss Iwwerschoss hunn. Dat ass d'Zil vun der Finanzpolitik, vun der Budgetpolitik fir déi nächst Joren an alle Länner.

E rappeliert, wat och bei der Reform vum Stabilitéitspakt am Joer 2005 zréckbehalde ginn ass, dass d'Länner iwwert d'Festleeung vum Maas-tricht-Vertrag - 63 Prozent - eraus mussen e mëttelfristeg Budgetzill ustriewen, en „medium term objective“, wéi dat op Lëtzebuergesch heescht. An dee besteet doranner, dass e Land kee strukturellen Defizit dierf hunn, dee méi héich ass wéi 0,5% vum Bruttoinlandsprodukt, während de Stabilitéitspakt à l'époque gesot hat, et kéint een e strukturellen Defizit hu vun 1%. Et ass also eng Verschäerfung op deem Punkt, opgrond vun deenen Experienzen, déi mir an deene leschte Jore gemaach hunn.

Wien „déficit structurel“ seet, dee mécht jo domat d'äitlech, dass all konjunktorell bedéngten Elementer, deelweis och d'Bedéngunge vun der Statsschold, mussen eliminéiert ginn aus der Bemessungsgrundlag vun deem strukturellen Defizit. Wann ee weinst der Kris beispillsweis wesentlech méi Ausgaben huet, fir déi Leit, déi keng Aarbecht hunn, ze indemniséieren, da gëtt dat neutraliséiert bei der Bemessung vum strukturellen Defizit. Et ass also net ze verwiesele mat engem nominalen Defizit, wéi mer dat normalerweis hei an eise Berodunge maachen.

Et kann ee vun deem mëttelfristege Finanzzill ofwäichen an aussergewéinleche Situatiounen - „dans des circonstances exceptionnelles“. Mir hunn eng Debatt, déi mech un d'Geschlecht vun den Engelen erënnert, am Moment zu Bréissel, mir hate se och d'lescht Woch, iwwert dat, wat alles „circonstance exceptionnelle“ ass. Ass eng Circonstance exceptionnelle beispillsweis eng Naturkatastroph, mä awer och d'Finanzkonsequenze vun Evenementer, op déi eng Nationalregierung keen direkten Afloss huet?

Deen Artikel 3.1, a sengem Buschtaf d), dee seet och, dass déi Länner, déi manner wéi 60% Statsschold hunn, awer kënnen ee strukturellen Defizit vun 1% hunn. Awer net, wa se mëttel- a laangfristeg Bedrounge fir hire Statsbudget hunn, déi am Engleschen „implicit liabilities“ genannt ginn an op Lëtzebuergesch „Renten- a Pensiounssystemer“ heeschen. A wann ee Land iwwert dat mëttelfristeg Finanzzill erauskënn, da kann et zu quasiautomateschen, voire automatesche Sanktiounen kommen.

Lëtzebuerg huet dat mëttelfristeg Finanzzill vun 0,5% zu Bréissel ugemellt. D'Europäesch Kommissioun huet eis bedeit, opgrond vun der Analyse, déi se iwwer eise Renten- a Pensiounssystem maachen, dass mir, Lëtzebuerg eigentlech misst een Iwwerschoss all Joer hu vun 1,5% bis 2%. Doriwwer befanne mer eis „in wehrhafter Debatte“ de Moment mat der Europäescher Kommissioun.

Den Artikel 3.2, dee seet, dass een an d'Nationalrecht muss aféieren déi sougenannten „golden rule“, dat heescht d'Regel, dass ee soll een

ausgeglachene Statshaushalt hunn. Deen Artikel 3.2 seet, de préférence soll dat ee Verfassungstext sinn oder een Text vun - wéi et fréier geheescht huet - equivalenter Bedeitung. Haut ass dat Wuert „equivalent“ aus dem Textvorschlag vun Här Van Rompuy no der Revisioun, déi d'Finanzministeren operéiert hunn, erausgefall.

Deen Text seet och, dass d'Europäesch Gericht kann iwwerpräiwen, ob déi Regel, déi mer an deem Vertrag unhuelen, korrekt an d'Nationalrecht iwwerdroe ginn ass. Deen Text seet net méi, wéi dat emol an däitsch-franséischen an an anere Virstellungen de Fall war, dass den Europäesch Gerichtshaff géif d'Uwendung vun den adequate Budgetregeln am Fall vun engem eenzelne Land iwwerpräiwen. Et gëtt also just d'mechanesch Traduktioun vun der Regel an d'Nationalrecht iwwerpräift.

D'Lëtzebuergesch Regierung huet d'äitlech gemaach an de Verhandlungen, dass mir net wëlles hunn, déi Regelen an dat Regelwierk, wat déi Regele begleet, an eis Verfassung anzuschreien, well mer mengen, a) dass eis Verfassungsphilosophie dat net zouléist, esou normativ arythméiert Regelen zréckbehalde, a b) ech mech och an der Tatsaach gestéiert hunn, dass aner Regierunge Virschléi maachen, fir dann d'Constitutioun vun anere Länner ze änneren. Dat hunn ech vun der Approche hier e bësse spektakulär fonnt an hu mech och ëmmer dofir gewiert.

Mir maachen eng Loi d'approbation vun deem Vertrag, déi muss mat enger Zweek-Drittel-Majoritéit gestëmmt ginn. Domat hu mer déi gëlle Regel mat deenen exceptionelle Bestëmmungen - dat ass guer net esou stramm, wéi dat sech an däitsch-franséischen Explikatiounen heiansdo unhéiert -, dann ugeholl a mir maachen iwwert de Wee vun engem ordinair Gesetz eng Regelung, wat fir korrektiv Moossnamen dass ee muss ergräifen, wann ee säi mëttelfristeg Finanzzill dépasséiert huet.

Déi Länner - Artikel 4 -, déi méi wéi 60% Statsschold hunn, si gehalen, all Joer een Zwanzegstel vun d'äitlech ofzebauwen. Et ass eng Dispositioun, déi eis net betrëfft. An déi Länner, déi an enger exzessiver Budgetprozedur sinn - Artikel 5 vum ugeduechtene Vertrag -, déi mussen mat der Kommissioun a mat deenen anere Membere vun Eurogroup ee wirtschaftlechen a budgetäre Partneriatsprogramm ofschléissen, dee weist, innerhalb vu wat fir enger Zäit a wéi een erëm zréck an den akzeptabele Gréissteberäich vun Defizit zréckkënn.

Fir feststellen, dass ee Land ze vill Defizit huet, féiere mer eng nei Regel an. Normalerweis stellt d'Kommissioun fest, dass ee Land d'3%-Grenz oder den „medium term objective“ dépasséiert huet, an da muss de Conseil vun de Finanzministeren, den Eurogroup fir d'Éischt, den ECOFIN fir d'Zweet, mat qualifizierter Majoritéit deem zoustëmmen.

Mir féieren elo d'Regel an, fir déi d'Lëtzebuerg Regierung gemeinsam mat deenen zwou Benelux-Regierungen géint Däitschland a Frankräich all déi Méint gekämpft huet an déi doranner besteet, fir ze verhënnere, dass déi grouss State sech ënnerenee verbrüderen, dass et muss eng Majoritéit qualifizéiert géint d'Propositionen vun der Kommissioun sinn. Dat nennt sech „majoritéit qualifizéiert renversée“.

Déi werft eng grouss juristesche Schwierigkeet op, well de Vertrag, de Grondvertrag, net virgesäit, dass ee bei Ofstëmmungen d'Majoritéit qualifizéiert renversée kann huelen, mä do gëtt et just d'Majoritéit qualifizéiert ordinaire. Esou dass dat heiten eigentlech op ee politeschen Engagement vun den Ennerzeechnstateren erausleef, fir déi Regel awer ze applizéieren, obscho se net konform ass zum Vertrag. Mä d'Ofstëmmungsverhale vum Vertrag, vum Grondvertrag, muss millimetergenau suivéiert sinn.

Dee Vertrag gesäit et vir, dass et zur verstärkter Zesammenaarbecht kann an Deelberäicher vun der Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik kommen. Mir hunn zu deene gehéiert, déi drop gedrängt hunn, dass do awer d'Regelen - à savoir déi vun den Artikelen 3.26 bis 3.34 vum Grondvertrag - mussen respektéiert ginn, fir dass mer net an eng zweet Variant vu Coopération renforcée erakommen. Dat kann am Intéret vun Land a vun Europa sinn. Dat kann awer och an eng aner Richtung goen, an dofir bleiwe mer do gär bei dem Vertrag, wéi mer e kennen.

Mir hunn och Wäert drop geluecht, dass eng Dispositioun drakënn, déi d'Aart a Weis undeit, wéi d'Nationalparlament an der Ëmsetzung vun deem Fiskalunionverdrag do implizéiert ginn. Mir sinn awer elo nach derbäi, déi Formulierung esou ofzeänneren, dass d'Parlament, déi national Parlamenter selwer Meeschter sinn, wéi se sech do wëlle vertrieede loosse. Well elo steet am Entworf, dass dat d'Präsidenten an d'Membere vun de Budgetkommissiounen sinn. Mir hätten awer gär, dass all Nationalparlament dat ka selwer decidéieren, wéi

et do wëllt vertruede sinn. Mä dat ass, wéi Der mierkt, keen extrem wichtige Punkt.

Dee Vertrag soll a Kraaft trieden, wann zwielef Länner e ratifizéiert hunn. Dat ass insofern en Novum, well dat een europäesche Vertrag ass, deen uknäppt un allgemeng Regele vum Droit international public, wou et jo och vill Verträge gëtt, déi vun enger gewëssener Zuel vu Signataire a vu ratifizéierende Staten un a Kraaft trieden. Wann hei zwielef State ratifizéiert hunn, dann trëtt en a Kraaft. Firwat geet dat? Ma ganz einfach, well et kee Vertrag am Rechtssystem vun der EU ass, mä en zwëschestaatleche Vertrag ënner 26.

Ech hu mech net gutt mat där Dispositioun offonnt an hätt gär gehat, dass op d'mannst déi 17 Eurostaten dee Vertrag solle ratifizéieren, fir feststellen, dass just d'Belsch, Malta a Lëtzebuerg déi Positioun vertrieeden. D'Regelung ass da leschten Enns déi, déi och de bon sens ass, dass de Vertrag da just fir déi zwielef a Kraaft trëtt, déi e ratifizéiert hunn, an net automatesch en Akraafttriede fir déi fënnf aner vun der Eurogroup zur Konsequenz huet.

Ech verstinn déi Kolleegen, déi wëllen hunn, dass déi Budgetdisziplin an déi Koordinéierung vun der Wirtschaftspolitik muss méi grëffeg ginn, ouni dass dat ofhänkt dovun, dass eng kleng Partei an engem mëttelgroussen oder groussen oder klenge Land sech späert, an da kann dee ganze Vertrag net a Kraaft trieden, wat selbstverständlech verheerend Wirkungen am aktuelle Kontext hätt.

Anerersäits ass dat doten och ee Vertrag, deen, wann en engem Parlament oder enger klenger Partei an engem mëttelgroussen oder klenge Land net gefält, d'Méiglechkeet gëtt, fir ze soen: „Majo, mir brauchen e souwisou net fir eis selwer ze ratifizéieren, da brauche mer en also guer net zur Ratifikatioun ze bréngen.“ Dat ass en duebelschneidegt Schwäert. Ech huelen un, dass mer doriwwer nach eng Kéier schwätzen, mä mäin Androck ass awer, dass déi Dispositioun, déi seet, zwielef State ratifizéieren an dann trëtt de Vertrag fir déi selwer a Kraaft, an net fir déi aner, dass dee Standpunkt sech duerchsetzt.

Wichtig fir eis war, am Artikel 16 vun deem Vertrag festzehalen, dass innerhalb vu fënnf Joer soll probéiert ginn, deen heite Vertrag an dat allgemengt Europarecht eriwwerlafen ze loosse, fir dass mer deen onsélege Splitting, dee mer am Moment hunn, tëschent 26 an eent, dass mer dee kënnen behiewen. Well et ass e Vice de forme et un vice de construction, deen deem Vertrag zugrund läit, an dee soll een esou séier wéi méiglech behiewen.

Ech wëll hei nach soen, well ech och eenzel Stellungnahme gelies hunn, notament vun eise gréng Kolleegen, dass et natierlech net mat deem Vertrag gedoen ass, well dee Vertrag, dee gëtt op een Deel vun deem Problem, wat mer hunn, eng Äntwert, nämlech, dass mer d'öffentlech Finanzen muss konsolidéieren, wuesstumsschounend konsolidéieren. E gëtt keng Äntwert op de Rescht vun dem Problemfeld.

Fir mech ass et evident, dass d'Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen an den europäesche Länner - och heiheim - vun essenzieller Wichtigkeet ass. Et ass eng optionslos Strategie, déi een do muss fueren, opgrond vun de Feeler vun der Vergaangene. An et entsteet och a kengem Land Wuesstum, wat ze héich Defiziter an ze héich Scholdestänn huet. Dat ass net d'Atmosphär, an där Wuesstum entsteet, mä hei muss mer déi budgetär Konsolidéierung duerch eng richtig wuesstumsimpulgebend Politik ergänzen. An déi ass gradesou wichtig anzeschätze wéi déi Konsolidéierungspolitik, déi hei muss gemaach ginn.

Ech bréngen dat ëmmer, wann ech soss doruechter schwätzen, op d'Formel, dass d'Finanzkonsolidéierung eng national muss sinn an dass d'Wuesstumspolitik europäesch muss inspiréiert an organiséiert ginn, am Kader vun där Wirtschaftsregierung, déi mer ustriewen.

Et kënn mir also wesentlech drop un, dass dee Conseil vun nächste Méindeg, an nach méi staark dee vum 1. a vum 2. März sech mat den Theme Wuesstum a Beschäftegung auserneesetzt, dass mer de Wee zréckfannen zu engem inflatiounsfreie Wuesstum, wat Beschäftigungsintensiv ass.

Ech wëll och elo d'Fro vun der Finanztransaktionssteuer hei net weider behandelen. Sauf, fir ze soen, dass et ee gudder Grond dofir gëtt, fir de Finanzsektor méi staark a Responsabilitéit ze huelen: Deen huet d'Kardinaldugende vun der sozialer Maartwirtschaft sträflechst vernoleisseg, deen huet schamlos vun enger Rei vu politeschen neoliberaler Verirrungen profitéiert, well einfach Finanzprodukter opgeluecht gi sinn, déi kee verstanen huet an déi kee ka kontrolléieren. Et ass also hei Handlungsbedarf, dat ass evident.

D'Aart a Weis, wéi esou e méi staarkt Zurverantwortungzéie vum Finanzsektor gemaach gëtt, hänkt natierlech wesentlech vun de Regelen of, no deenen dat geschitt. Dat ass fir eng Finanzplaz wéi Lëtzebuerg vun essenzieller Bedeitung. Mä dat ass keng prinzipiell Ausso, dat ass een Hiweis op d'Noutwendegkeet, déi mer hunn, fir ze iwwerpräiwen, wéi an der Materialitéit vum Text déi Finanztransaktionssteuer ausgesäit a wéi hir territorial Applikatioun esou ka gemaach ginn, dass d'Finanzplaz Lëtzebuerg net als eenzeg an der Europäescher Unioun ladediert géif dosto.

#### (M. Michel Wolter prend la présidence.)

Beispillsweis féieren eenzel Propositionen a Positiounen, déi genannt ginn a bekannt ginn, zu engem relativ klengen steierlechen Ertrag zu Lëtzebuerg an zur obligatorescher Ofschafung vun der Taxe d'abonnement. Dat heescht, dat Instrument, wat mer hunn, fir de Finanzsektor ze besteieren, dat misste mer ginn, a mir géifen et ersat kréien duerch e relativ mediokert Besteuerungsinstrument. An dofir sinn dat Froen, vun deenen ech d'Haus géif bidden, der Regierung Vertrauen ze maachen, déi lech doriwwer um Lafenden hält, wou ee muss déi Verhandlungsfreiheet hunn, déi ee brauch, fir op deem schwierigen Thema do eens ze ginn.

Dee Vertrag, dee mer den nächste Méindeg unhuelen, kritt érischt seng voll Bedeitung, wann een en zesumme liest mat deem Vertrag, dee mer de leschte Méindeg ugeholl hunn iwwert den Europäesche Stabilitéitsmechanismus, an deem senge Considéranté mer festgeluecht hunn, dass Zougang zum Europäesche Stabilitéitsmechanismus nëmmen déi Länner kënnen fannen, déi och dese Vertrag iwwert d'Budgets- a Wirtschaftspolitik ratifizéiert hunn. Well et geet jo net, dass ee sech e Fräibréif gewässermoosse gëtt bei der Haushalts- a Finanzkonsolidéierung, dass ee gläichzäitig awer wëllt un déi Déppen erukommen, iwwert deenen hiren Offloss een am Fall vun enger extremer Bedrängnis gehollef ka kréien.

Ech kommen d'iwwernächst Woch an d'Chamber zréck, fir e genaue Bericht ze ginn iwwert dee genauen Ofaf vun deem, wat den nächste Méindeg zu Bréissel passéiert.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun.

Mir kommen dann zur Debatt. Et hu sech agedroen an d'Debatt: den Här Haupt, den Här Meisch, den Här Fayot, den Här Bausch, an den Här Kartheiser. Als éischte Riedner géif ech dann dem honorabelen Här Haupt d'Wuert ginn. Här Haupt, Dir hutt d'Wuert.

#### Debat

► **M. Norbert Haupt (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëllt aganks gläich dem Här Statsminister fir seng interessant Ausféierungen iwwert den europäesche Vertrag zur Stabilitéit an der Europäescher Wirtschafts- a Währungsunion Merci soen. Et ass e Vertrag, deen der EU aus der Krisis eraushëlfen an d'Stabilitéit an der europäescher Economie an Zukunft assuriere soll. Déi Ausféierungen waren héich technesch, sou datt et héchstwahrscheinlech awer schweier ass, op déi eenzel Punkten anzegeen, an datt ech a mengen Ausféierung mech méi mat allgemenge Considératiounen wëll beschäftegen.

D'Kris, déi eis elo schonns iwwer véier Joer beschäftegt, huet eis esou munches virun Ae gehalen, esou, datt eng gemeinsam Währung méi Virdeeler wéi Nodeeler kann hunn, an dat besonnesch fir e klengt Land, datt eng gemeinsam Währung op enger méi gestraffer Budgetpolitik vun deenen eenzelne Länner berou muss an datt d'Banken ouni d'Hëllef vun der öffentlecher Hand eng déif gräifend Kris net iwwerstoos kënnen an datt se esou aus sozialen an ekonomeschen Iwwerleeungen eraus och hire Bäitrag zur Behiewung vun der souveräner Kris leeschte missten.

Här President, während dem Sommet vum leschten Dezember sinn eng Rei vu Moosname festgehale ginn, fir d'Scholdekrise an Europa an de Grëff ze kréien. Et ass decidéiert ginn, iwwert de Wee vun engem neie Vertrag d'Währungsunion ze vervollstännegen an domat d'Wäichen ze stelle fir eng europäesch Gouvernance économique, eng Iddi, déi während laanger Zäit keng Zoustëmmung bei jiddwengem fonnt huet.

Den Accord, deen den 8. an 9. Dezember fonnt ginn ass, verschäert déi budgetär Disziplin a gesäit eng gréisser ekonomesch Konvergenz souwéi eng gréisser Solidaritéit tëschent de Länner vir. Dat klängt alles schéin, awer schlussendlech kënn et op de politesche Wëllen un, ob d'stabilitéitpolitisch Virsätz agehale ginn oder net. An do ass viles geschitt an deene leschte Méint a Wochen.





De Fait, datt den Accord am Dezember vu 26 EU-Länner guttgeheescht gouf, spigelt d'Erkenntnis erëm, datt mir an enger staarker Interdependenz matenee liewen, wou deen Einzelnen net méi maachen an net méi doe kann, wat hie wëllt, ouni Rücksicht op den Noper ze huelen. Déi europäesch Regierungen, a virun allem déi an de Kriselänner, hunn eng Rei vu Moosname geholl, déi selbstverständlech zur Stabilitéit vun hire Finanzen bäidroen, mä déi doriwier eraus awer och d'Situatioun am Euro-Raum konsolidéieren.

A mengen Aen huet den Accord vum Dezember ee grouse Mérite, deen ass, fir richtungsweisend ze sinn. E stellt eng Rei aus-schlaggebend Etappe vun der europäescher Integratioun duer, déi mer brauchen, wa mir d'Krisis vun haut iwwerwannen an d'Zukunft vu muer virbereede sollen.

Mä de Wee aus der Krisis féiert net laanscht eng Relance vun der Wirtschaft. D'Europäesch Zentralbank huet hiren Deel geleescht am leschten Dezember, andeems se ronn 500 Milliarden Euro fir déi nächst dräi Joer zu gënschtegen Tauxen de Banken zur Verfügung gestallt huet, mam Zil, de Bankkredit an d'Liquiditéit op dem Geldmarkt ze favoriséieren an op deem Wee de Banken ze hëllefen, sech ze refinanzéieren, wat och der Wirtschaft an den ugeschloenen Euro-Länner zeguttkomme soll.

Mä wou bleift déi europäesch Strategie, fir Investissementer ze favoriséieren, fir d'Industrie unzekuerbelen an domadder d'Aarbeitsplazen ze sécheren respektiv nei Aarbeitsplazen ze schafen? Ech wier frou, wa parallel zu den Aar-bechten am Kader vun dem Fiskalpak ee méi konkret d'Aféiere vun den „Euro-Bonds“ an d'A gefaasst hätt, e Moyen, fir den ugeschloenen Länner Spillraum ze schafen, fir sech zu räsonabelen Tauxen ze refinanzéieren a sech esou wirtschaftlech nees erhuelen ze kënnen.

Här President, wann ee vun engem Gesamtpak vu Moosname schwätzt, déi blutnoutwendeg sinn, da verstinn ech ee kohärente Gesamtpak, wou all Mesuren eng an déi aner agräifen, wou eng Politik net a Kontradiktioun mat där anerer steet. Wa mer och am Prinzip mat enger Finanztransaktionssteuer averstane sinn, sou muss een awer net verkenne, datt, wa se net global agefouert gëtt, dat fir eis Finanzplaz ka schwéier Konsequenzen hunn.

D'Kommissioun hält selwer fest, datt esou eng Tax riskéiert, ze Delokalisatiounen ze féieren. Si rechnet mat engem Abroch vum PIB vu ronn 0,5% an der Eurozon a mat engem Verloscht vu 400.000 Aarbeitsplazen. Fir verschidden Experte sinn dës Prognosen nach zimlech optimistesesch a si gi vun engem méi héije Réckgang vum PIB aus.

Esou eng Steuer mécht a mengen Ae Sënn, awer an engem méi globalen, internationale Kader. Wann et nëmme drëm geet, de Secteur besser ze reguléieren a wann een d'Spekulation bremse wëllt, da gëtt et och aner Weeër, iwwer eng besser Reguléierung an eng méi gestraffte Kontroll.

Här President, fir eis sinn all Piste gutt fir aus der Kris erauszekommen, déi an Ugrëff geholl ginn. Si mussen déi europäesch Kompetitivitéit stäerken, awer ouni d'Wirtschaft vun deenen einzelne Länner a Gefor ze bréngen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Den nächsten age-schriwwene Riedner ass den Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här President. Dir Damm an Dir Hären, dat, wat ze bedauern ass, an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens heibannen, dat ass, wann et do zu engem Vertrag kënnt um nächste Sommet, datt en nëmme zu 26 geschloss wäert ginn, datt do ee Land feelt.

Wann awer 26 Länner sech op de Wee maachen, fir esou en zwëschestaatleche Vertrag of-zeschléissen, dann, mengen ech, ass dat och ganz kloer mam Zil, fir no bausse ze weisen, datt d'Europäesch Unioun handlungsfäeg ass, datt d'Europäesch Unioun verstanen huet, datt och de kloere Wëllen, de länneriwwergräifende Wëllen a bal dann an der Integralitéit - bal eben nëmme, leider! - an der Integralitéit vun der Europäescher Unioun de Wonsch do besteet, fir zréck op de Wee ze fanne vun enger Budgets-disziplin, vun enger strikter Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen.

Ech mengen och, datt deen dote Schrëtt, wann een e mécht, d'Géigepartie ass zu deem, wat jo an deene leschte Schrëtt gemaach ginn ass, fir ze hëllefen, fir deene Länner ze hëllefen, déi momentan an akute finanzielle Schwierigkeete sinn, fir sech ze refinanzéieren.

Wann ee seet, mir strecken engem d'Hand aus, fir an engem Noutfall ze hëllefen, da muss een awer och kucken, wat d'Géigeleschtung ass

an eigentlech d'Géigeleschtung vu jiddwerengem do muss sinn. Well wa mer haut amgaange sinn, gewësse Länner ze hëllefen, da kënnen muer och déi Länner, déi haut hëllefen, vläicht Hëllef noutwendeg hunn.

Duerfir menge mer schonn, datt dat méi enk gestréckent Regelwierk, wat elo do definéiert gëtt, wat dann eigentlech och d'Successioun hält vum Maastrichter Vertrag a vun de Maastrichter Konvergenzkriterien, datt dat Sënn mécht. Natierlech kann een all eenzelne Punkt nach eng Kéier diskutéieren an aneschtens beleuchten.

Also, ech mengen, wann de Premierminister, deen eis elo hei d'Resultat vun deenen Diskussiounen do presentéiert huet, wann hien en eleng geschriwwen hätt, wäere sécherlech och eenzel Punkten do aneschtens geschriwwen ginn. Esou géif et och goen, wann aner Leit heibannen en eleng geschriwwen hätten. Mä wann een e Kompromëss wëllt, da muss jiddweren och kucken do, wéi de Kompromëss da kann zustane kommen.

Et ginn nei Ziler definéiert. Jo, mir hate schonn eng Rei vun Ziler an Europa definéiert. Duerfir geet et net duer, Konvergenzziler ze definéieren, et muss och gekuckt ginn: Wéi kënnen se agehale ginn? An och do muss Lëtzebuerg selwer kucken: Wéi wëlle mer se an Zukunft anhalen?

Ech wëll do einfach nach eng Kéier op déi particulière Situatioun vu Lëtzebuerg hiweisen: datt, wa mer soen, mir wëllen e gewëssene Pourcentage vun Defizit par rapport zum PIB net iwwerschreiden, mer hei duerch den Iwwerschoss an eiser Pensionskeess momentan awer e verzerrt Bild hunn. An och, wa mer dann déi 0,5% géifen errechen, och wann do nach Efforten ze maache sinn, da si mer nach net ganz aus dem Schneider, well da muss mer gesinn, datt mer am Zentralstat awer nach ëmmer e Finanzéierungsbedarf hunn an datt déi aner Gelder, och wa mer e Plus haut an der Pensionskeess hunn, net kënnen geholl ginn, fir Lächer am Zentralstat ze decken, well dat e kloert Versprechen ass fir déi Leit, déi an Zukunft wëllen dovunner profitéieren, nämlech hir Pensioun wëlle kréien.

Ech stëmmen absolut mam Här Hauptert iwwereneen, dee gesot huet, et feelt hei e Volet. Do muss nach en Deel drugehaange ginn, nämlech ganz konkret Wuesstumsimpulser. Well konsolidéieren, spueren ass gutt a richtig, mä dat eleng - an ech mengen, do si mer eis mëttlerweil alleguerten eens, an net nëmme héiert een dat hei zu Lëtzebuerg, mä och do bausse -, do muss mer kucken, datt mer Wuesstum kréien.

Well et riskéiert ee jo awer, an dat gesäit een an deene Länner, déi elo enorm Spuerefforté mussen maachen, enorm Konsolidéierungsefforté mussen maachen, datt doduerjer och d'Wirtschaft ëmmer méi ënnert d'Rieder kënnt, an et ass op Dauer net annehmbar, datt jo d'Aarbeitsplazen ofwanderen, datt Perspektivlosegkeet herrscht, virun allem bei deene Jonken, an datt mat all Spuerronn eigentlech erëm eng Kéier d'Wirtschaft zréckgeet, de PIB zréckgeet an doduerjer erëm deen nächste Spuereffort eigentlech noutwendeg ginn ass. Deen Däiwelskrees do kann nëmme duerchbrach ginn, wa mer zu ganz konkrete Wirtschaftsimpulser, Wuesstumsimpulser och kënnen kommen.

Et gëtt eng Rei vun anere Sujeten, déi och nach diskutéiert ginn - an ech wëll déi vläicht kuerz och mat belichten, wann Der erlaabt - um europäesche Plang, déi och ronderëm d'Fiskal-téit dréien, déi ronderëm d'Budgets- an d'Finanzpolitik an d'Wirtschaftspolitik dréien.

Et gëtt zënter Laangem geschwat, fir méi eng enk Konvergenz ze definéieren vun der Wirtschafts- a Finanzpolitik. Et gëtt zënter Längere geschwat, zu enger Harmoniséierung vun der Steierpolitik ze kommen, a ganz konkret gëtt dann och momentan vun der Finanztransaktionssteuer geschwat.

Fir eis ass et kloer, wa mer eis an engem neien, an engem verännerten Ëmfeld bewegen, dat mer eis net gesicht hunn, mä dat awer nun eben emol eng Realitéit ass, datt nei Erausforderungen do op eis duerkommen, datt mer och eng ganz grouss Ongewëssheet ronderëm eis spieren an net richtig wëssen, wou se eis hindreift, datt mer do eng Rei vu Positionen aus der Vergaangenheet och mussen hannerfroen a kucken, ob mer eis net och op eise europäesche Plang aneschtens mussen opstellen.

Fir d'Demokratesch Partei gëtt et do eigentlech keen No-Go. Et gëtt näischt, wat net ze denken ass a wat net och kéint an d'A gefaasst ginn. Mir mengen op jidde Fall, datt mer déi ablécklech Situatiounen net mat manner Europa kënnen léisen. Mir mengen éischer, datt mer se mat méi Europa, awer och engem besseren Europa mussen léisen. En Europa, wat han-

dlungsfäeg ass, en Europa, wat sech kloer Prinzipien ginn huet.

Mir hunn duerfir och begleedend zougestëmmt an all deenen Diskussiounen ronderëm de Stabilitéitsmechanismus. Mir hätten eis sécherlech och net gespäert, wann d'„Euro-Bonds“ e konkret Thema gi wäeren a géifen eis eigentlech freeën, wann dee Sujet do nach eng Kéier kéint zréckkommen.

Ech wëll vläicht eng Remarque maachen. Ech weess, datt dat elo relativ einfach ass an einfach kléngt. Mä mir mussen awer och oppasse mat all deem, wat mer scheinchenweise do ëmsetzen an ëmmer erëm eppes en place setzen an da feststellen herno, et geet dann awer net duer - e kleng Rettungsprabbeli, méi e grouse Rettungsprabbeli, an dee soll dann elo nach eng Kéier méi grouss opgessaant ginn -, datt iergendwann och eng Kéier, jo, d'Kredibilitéit vläicht net méi do ass vun deenen, déi dann do opspanen, an d'Leit do bausse sech froen: Jo, ass dee Prabbeli dann do elo wierklech grouss genuch, a wat soll dann déi nächst Tranche si vun där Salami, déi do erofgeschnidde gëtt?

Et ass kloer, et ass eng eemoleg Situatioun. Mä trotzdem, mengen ech, mussen mer awer iergendwann eng Kéier dozou kommen, fir ze soen: Dat doten, dat sinn déi definitiv Mechanismen, déi mer en place setzen an déi mer brauchen.

Et wäert dann och sécherlech an nächster Zäit - an de Mëtteg hu mer dat hei schonn an engem Uklag héieren an där proposéierter Resolution vum Här Jacques-Yves Henckes - méi konkret nach iwwert d'Harmoniséierung vun der Steuerlandschaft diskutéiert ginn.

Et wäert och méi konkret nach iwwert d'Aféierung vun enger Transaktionssteuer diskutéiert ginn. Mir mengen, datt een op deen dote Wee ka goe Schrëtt fir Schrëtt. Mir mengen awer och, datt dat net aus enger Laun eraus däerf geschéien, wou gesot gëtt, déi, déi d'Kris ursacht hunn, déi mussen elo bezuelen - och, wann dat richtig ass. Mä et muss een awer kucken, wat d'Konsequenzen dovunner kënnen sinn.

Déi Themen do si bei eis och sécherlech keen Tabuthema. Mä dach stelle sech eng ganz, ganz Rei vu Froen nach do erëm. Wat bréngt zum Beispill eng Finanztransaktionssteuer? Wat riskéiert se dann awer och fir d'Bankplaz hei zu Lëtzebuerg? Wou kréie mer vläicht weider zousätzlech nei Steuerrecetten? Wou riskéieren dann awer och anerer ewechzebrächen?

De Statsminister huet grad hei e ganz konkret Beispill genannt: vläicht nei Recetten iwwert d'Transaktionssteuer, vläicht awer gläichzäiteg en Ewechbrächen oder en Ofschafé vun der Taxe d'abonnement. Mir wëssen, wat dat haut eisen Budget bréngt, nämlech 650 Milliounen d'Joer. Mir wëssen also och, datt mer hei net aus dem Bauch eraus däerfen decidéieren.

Gläichzäiteg hu mer...

► **M. le Président.** - Här Meisch, Dir sidd elo bei acht Minutten. Ech wëll lech net ofwiergen, mä ech gesinn...

► **M. Claude Meisch (DP).** - Ech kommen, ech si bal ënnen um Wupp ukomm.

► **M. le Président.** - Fein, da soen ech lech Merci.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Ech wollt awer ganz kuerz nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer dat dote jo och an engem Kontext diskutéieren, wou mer och aner - jo - Risiken an eiser Finanzpolitik iwwer eise Budget schwiewen hunn. Mir hunn haut nach en Defizit. Mir hunn en Tanktourismus, wou mer net wëssen, wéi laang datt deen eis nach mat Recetté verwinne kann. Mir hunn e Commerce électronique, dee sech hei zu Lëtzebuerg konzentréiert huet, wou mer awer wëssen, datt déi formidabel Recetten, déi mer haut hunn, datt och déi net vun Dauer wäerte sinn.

Sou datt mer mengen, datt méi intensiv muss iwwert déi Themen Harmoniséierung vun der europäescher Steuerlandschaft a Finanztransaktionssteuer diskutéiert ginn. Mir hunn och duerfir, Här President, eng Motioun abruucht, wou mer eigentlech d'Regierung opfuere, fir eng déif gräifend Analys ze maachen, eng Etüd ze maachen iwwert d'Auswierkung vum esou schrëttweise Weeër, fir déi europäesch Fiskal-téit do méi an engem gemeinsame Rhythmus kënnen evoluéieren ze loossen, well mer d'Analys eigentlech brauchen, fir och hei am Haus an och do bausse kënnen e seriösen Débat ze féieren.

Bis ewell hunn ech selwer déi Motioun do ënnerschriwwen. De Fränz Bausch vun deene Gréngen huet se mat ënnerschriwwen. A mir hu se eigentlech opgeloo fir aner Fraktiounen, fir se mat ze ënnerschriwwen, well et schéngt eis eigentlech logesch ze sinn, datt um Ufank vun esou enger Diskussioun d'Analys steet. A wa mer d'Fakten hunn, da kënnen mer deen Dé-

bat féieren an da mussen mer och ganz konkret Décisiounen huelen.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant la discussion actuelle sur l'introduction d'une éventuelle taxe européenne sur les transactions financières;*

- *constatant que des études et simulations sur l'impact financier et économique d'une telle mesure sur notre économie et le budget de l'État font défaut;*

- *souhaitant rendre, de manière générale, plus objectif et transparent le débat mené aux niveaux international et européen sur les questions de fiscalité directe et indirecte respectivement d'harmonisation fiscale;*

- *rappelant les multiples questions soulevées dans les rapports successifs de sa Commission des Finances et du Budget présentés dans le cadre des débats budgétaires en ce qui concerne l'impact de décisions européennes et internationales sur notre économie et l'évolution des recettes fiscales de l'État;*

- *estimant que le système fiscal actuel donne des réponses parfois insuffisantes et incohérentes aux questions liées aux objectifs d'une politique de développement durable;*

- *sollicitant une réflexion de fond sur le système fiscal en général;*

*invite le Gouvernement à*

- *mener des études et faire des simulations sur l'impact des diverses propositions en matière de fiscalité directe et indirecte actuellement discutées au sein des institutions européennes sur le budget de l'État et l'économie nationale;*

- *développer pour le Luxembourg une stratégie moyen et long terme en matière de politique fiscale;*

- *respectant les objectifs auxquels le Luxembourg a souscrit aux niveaux européen et international,*

- *assurant une politique fiscale juste et efficace demandant un effort équitable aux particuliers et aux entreprises dans le respect des objectifs d'un développement durable de notre pays,*

- *garantissant de manière durable la compétitivité de notre économie et des recettes budgétaires suffisantes;*

- *présenter les résultats afférents à la Chambre des Députés avant la fin de l'année 2012.*

(s.) *Claude Meisch, François Bausch, Fernand Etgen, Jacques-Yves Henckes, Lucien Lux, Marc Spautz.*

Et gesäit een awer och an dësem Zesammenhang, datt - jo - de Spillraum fir Lëtzebuerg ëmmer méi enk gëtt, fir mat deene sougenannte Souveränitätsnischen do nach kënnen grouse Profit draus ze zéien. A grad duerfir, mengen ech, däerfe mer eis net sënnslos dorunner festklammern. Grad dowéinst mussen mer eis och opmaachen, fir nei Weeër ze denken a konkret ze goen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Deen nächsten age-schriwwene Riedner ass den Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Ech hunn elo e bëssen d'Riedezäit lafe gelooss, well et awer e Sujet ass, deen net onwichtig ass. An ech hoffen, dass d'Kollegen duerfir Verständnis hunn.

### (Interruptions)

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, mir sinn an enger laanger an déiwer Scholdekrise. Déi gëtt lues a lues eng Wirtschaftskris an dann och nach eng Sozialkris. A si riskéiert, eng politesch Kris vum europäesche Projet ze ginn. Wéinst der Scholdekrise mussen d'State spueren a behale kee Sputt méi fir Investissementer. De Wuesstum geet zréck an d'Aarmut klëmmt.

De Projet Europa kënnt doduerch an de Verruff bei der öffentlecher Meenung. Nationale Populismus a Protektionismus kommen op. Während Europa méi staark misst ginn an zesammen déi Schold meeschtere misst, riskéiert d'Europäescher Unioun sech opgrond vun nationalen Interessen ausenanerzedividéieren. Dobäi sinn d'Europäescher Unioun an ons gemeinsam Währung den Ausdrock vu gemeinsamer Solidaritéit.

Erlaabt mer trotzdem, hei ze ënnersträchen - et ass och schonn de Mëtteg vun anerer Säit gesot ginn -, dass eng Haaptursach vun där katastrophaler Entwécklung d'Iwwerger-wicht an d'Dominanz vun de Finanzmäert ass.





D'Finanzmäert hunn an der Wirtschaft e Gewiicht kritt, dat d'Ménschen eigentlech net méi akzeptéieren. D'Realekonomie, déi Ekonomie, déi konkret Saache fir konkret Ménsche produzéiert, huet näischt méi ze di mat den irrationale Comportementer a Blose vun de Finanzmäert hirer Onrou an hirer Onstabilitéit.

Déi Finanzmäert verdénge ganz gutt duerch d'Schuldekrise an drécken d'Länner ëmmer méi an hir Schold. Dofir mengen ech, iwwert dese Vertrag eraus misst d'Politik Weeër fannen, fir deem en Einn ze setzen. Déi Weeër mussen e politesch Emdenke mat sech bréngen, ewech vum Glawen un d'Fäegkeet vun de Finanzmäert, sech selwer ze reguléieren, an hin zu enger voluntaristescher, méi voluntaristescher Politik. D'Finanzmäert mussen erëm zu deem ginn, firwat se do sinn, nämlech der Realekonomie ze déngen.

Här President, den Traité, deen elo ausgehandelt gëtt, ass e Versuch, d'Länner esou opzestellen, dass d'Finanzmäert eigentlech zefridde sinn. E soll politesch Signaler un d'Mäert schécken, fir se ze berouegen. A well d'Eurozon jo keng souverän föderal Muecht duerstellt, mä en Niewentenee vu souveräne Länner, gëtt mat deem neien Traité probéiert, d'Budgetsregeln nach méi strikt ze gestalten. Dobäi iwwerhëlt de Vertrag oder geet de Vertrag an déi Richtung vun deene Regelungen, déi et schonn zum groussen Deel gëtt am „Sixpack“, an deenen Dispositionen, déi duerno komm sinn. An deem Traité wëllt sech jo an d'europäesch Vertragsnetz asetzen. E soll also och no fënnef Joer an déi bestehend Vertrag agebaut ginn.

Ech muss allerdingens soen - an do wär ech och dem Statsminister dankbar, wa mer kéinten doruwwer ons eng Kéier ënnerhalen -, et schéngt mer schwéier virstellbar ze sinn, an déi bestehend europäesch Vertrag e Vertrag, deen zu 26 ausgehandelt ginn ass, anzubauen. Well dat heescht jo awer, dass erëm déi bestehend europäesch Vertrag, déi zwee, déi mer hunn, geännert mussen ginn. An ech weess net, ob mer ons oft kënnen erlaben, fir déi Vertrag ze änneren.

Ech mengen, et soll een och bedauern, dass den Traité, deenen Traité hei, déi institutionell Strukture communautärer Aart ënnerhiecht. Ech mengen, d'ass keen Traité, fir dee sech een, dee fir méi e staarkt Europa plädéiert, beegeschtere kann. Dofir wëll ech hei trotzdem soen, dass och an deem Ëmfeld vun deem Traité, deen hei diskutéiert gëtt an dee sech mat ville sécher wichtege „technicalities“ befaasst, d'europäesch Politik sech Instrumenter muss ginn, fir:

- éischters, de Länner vun der Eurozon solidarisch aus der Scholdefal erauszehëlfen;

- zweetens, d'Transaktiounen vun där Finanzmaschinn beschtefalls weltwäit, a wann net, weinstens op jidde Fall an der Europäescher Union ze besteieren;

- déi Sue vun där Transaktionssteuer dem Budget vun der Europäescher Union zoukommen ze loossen, fir europawäit ze investéieren;

- och der Europäescher Investitionsbank weider Mëttelen ze ginn, fir an de Länner ze investéieren

- a selbstverständlech och „Euro-Bonds“ opzuleeën an en europäesche Maart vun Obligatiounen ze organiséieren.

Här President, et bleift déi wesentlech Fro - och fir ons hei als Chamber - nom Impakt vun deem neie Vertrag op ons eege Budgetsprozeduren.

Ech mengen, mir wëllen dat jo an der nächster Zukunft maachen, mä et gëtt héich Zäit, dass mer den Inventaire vun all deenen Démarchen opstellen, déi am Virfeld vum Vote vum Budget op ons duerkommen. An dofir mengen ech, muss ons Chamber kloer soen, dass se, mat allem Respekt fir déi europäesch Zesummenaarbecht, net op hir Prärogativen op dem Gebitt vun dem Budget verzichte kann a wëllt! Dat seet de Vertrag am Artikel 3 Paragraph 2, deen de volle Respekt vun de Rechter vun den nationale Parlamenten virgesäit. Emol kucken, wat doraus entsteeft.

Dann nach, wat déi sougenannten „golden rule“ ugeet. Mir hu jo kloer gesot, an ech mengen, dat fënnst och Zoustëmmung hei, dass dat net an ons Verfassung gehéiert - dat passt net an ons Verfassung, esou wéi se opgestallt ass -, mä d'Gesetz soll e speziellen, verfassungsmäerleche Charakter kréien.

Wa mer esou e Gesetz maachen, fir dat festzuleeën, da muss an deem Gesetz op jidde Fall dat drakommen, wat niewent dem Budgetgläichgewicht u besonneschen Objektivier a

sozialer Gerechtegkeet zréckbehale muss ginn. Dat heescht, wa mer schonn e Gesetz maache fir e Vertrag, dee sech mat dem Gläichgewicht vun de Budgeten ofgëtt, da muss mer op där anerer Säit hei als Land an och als Chamber, déi dat Gesetz stëmmt, fir déi néideg wirtschaftlech Incentiven astoen, déi mer jo allequerten hei froen.

Da wollt ech nach e Wuert soen zu där Konferenz, déi och am Traité virgesinn ass. Do wär ech dem Statsminister dankbar, wann en ons géif soen, firwat déi Konferenz eigentlech soll sinn. Mir wëssen, déi am parlamentaresche Geschäft dra sinn, dass et vill Konferenze gëtt tëschent dem Europaparlament, den nationale Parlamenten, vun de Presidente vun dese Kommissiounen an deene Kommissiounen, dat steet jo och hei am Traité. Dat ass eng ganz luewenswäert Astellung, fir de Parlamenten, dem Europaparlament an den nationale Parlamenten do eng Roll zouzegoen.

Mä ech mengen, et wär wichteg, Här President, dass ons Négociateure bei deem Vertrag, dee jo anscheinend nach net fäerdeg verhandelt ass, géife soen, firwat dass déi Konferenz do wär, wat fir e Perimeter se kann hunn, well soll riskéiert dat, eng Art Konvent „bis“ - oder ech weess net, wéi vill, „ter“? - ze ginn iwwert d'Finanzpolitik.

Här President, dat gesot, wëll ech nach eng Kéier de Lëtzebuurger Verhandler Merci soe fir dat, wat e bis elo gehéiert huet, de Mëtteg an och schonn am Virfeld. Et bleift, dass dese Vertrag et sécher kann dozou bréngen, dass d'Länner hir Budgete besser an de Grëff kréien, mä et ass net alles an et ass net genuch fir d'Zukunft.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Den nächsten geschriwwene Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wollten als gréng Fraktioun aus zwee Gréng, dat déi Debatt de Mëtteg misst stattfannen. Deen een hunn ech scho virduerkläert, dat ass, dass mer fannen, dass et awer wierklech net onwichtig ass, dass bei esou eminenten Verträge, déi do ustinn, déi esou grouss Implikatiounen hunn op eis Wirtschafts- a Sozialpolitik, op eise Budget, op eis national Souveränitéit, dat mer am Parlament am Virfeld vun esou engem Sommet géifen doruwwer schwätzen, der Regierung hir Meinung géifen héieren an och eis kéinte soen.

A wann ech soen: „der Regierung hir Meinung gäre géifen héieren“, da wëll ech dat och emol aus dem Liicht eraus kucken zu den Aussoen, déi ech vun der Regierung an deene leschte Woche konnt héieren, déi jo net ëmmer déi nämlech waren. Ech hunn de Mëtteg d'Ried vum Premierminister héieren: Ech gi jo dann emol dovunner aus, dass dat do dann elo déi Position ass, déi d'Regierung och definitiv vertritt.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Mä ech muss awer feststellen, dass et an deene leschte Wochen dem Här Frieden seng Meinung ginn ass, déi nach laang net ëmmer dem Här Juncker seng war, a wann een den Här Frieden gefrot huet an der Finanzkommissioun, wat hien dann zu dem Här Juncker sengen Aussoe géif soen, dann huet e gesot, den Här Juncker schwätzt do net als Premierminister, mä als Eurogroup-Chef, an ech hunn als Finanzminister national Interéten ze verrieden. Elo hu mer nach eng drëtt Variant derbäikritt, dat ass déi vum Ausseminister, dee wahrscheinlech zwar vum Inhalt hier éischer um Premierminister senger Linn läit an net um Finanzminister senger läit, mä deen awer souguer der Iwwerzeugung ass, dass een iwwerhaapt keen Traité bräicht, dass déi bestehend Texter géifen duergoen, fir kënnen ze handelen.

Wéi gesot, dat ass keng kloer Situatioun! Et ass och keng gutt Situatioun, well et geet jo awer hei net em iergendeppes, et geet, wéi gesot, eiser Meinung no em déi wichtigst Diskussiounen och fir d'Land fir déi nächst Joren, mat deene wichtigsten Implikatiounen op eise Land fir déi nächst Joren. Duerfir mengen ech, dass et - oder menge mir, dass et - eminent wär, dass hei d'Regierung versicht, no baussen eng Position ze verrieden, an net dräi Positionen! Ech soen awer och direkt kloer derbäi, dass mir eis de loin am wäitsten ewech gesi vun där vum Finanzminister, deen déi elo oft an der Finanzkommissioun vertritt huet.

Mir sinn och der Iwwerzeugung als Gréng, dass et hei drop ukënn bei där Diskussioun, déi richtig ass an och noutwendeg ass, dass ee Faarf bekennt, wat dann de reelle Bäitrag ass géint d'Kris, deen den Traité hei oder déi Ver-

träg - et sinn der vläicht e puer, déi elo erauskommen - da sollen hunn.

A mir hunn e bësschen den Ament Bedenken, well mer feststelle mussen - iwwert dat, wat de Premierminister elo Gott sei Dank de Mëtteg gesot huet, wat seng Meinung ass, an dann huelen ech un, der Regierung hir Meinung och ass -, dass ee gradesou vill misst diskutéieren iwwer europäesch Investitionspolitik oder iwwer Beschäftigungspolitik oder d'Besteuerung an Europa wéi iwwert d'Schuldebremms, dass dat awer leider an der Diskussioun an Europa den Ament éischer zweetrage ass a leider haaptsächlech vun dem gréisste Land an Europa, nämlech der Bundesrepublik Däitschland an hirer Verriederin, der Kanzlerin Madame Merkel, quasiment guer keen Thema ass.

Duerfir hu mir gréisser Suergen a gréisser Bedenken, sou dass mer eigentlech fäerten, dass deen Traité, deen elo wäert hei erauskommen, wann en esou isoléiert do steet, an déi falsch Richtung wäert goen, well en d'Kris falsch analyséiert - dat soll jo eng Äntwert sinn op d'Kris, an där mer sinn -, well en ebe just nëmmen ee Volet, eng Facette vun der Kris gesäit an domadder eigentlech d'Kris awer och net wäert léisen.

An et wäert da genausou eng Schänleisung ginn oder bleiwéi respektiv souguer éischer d'Kris nach verschärfen, wann een et isoléiert just esou uwennt, wéi zum Beispill d'Madame Merkel dat gesäit. Dat dréit da weder zur Kreditabilitéit bei vun der Europäescher Union, an och net zu der Politik insgesamt, déi dann ëmmer méi als onfäeg ugesi gëtt, fir iwwerhaapt aus där Kris hei déi richteg Léieren ze zéien an déi richteg Mechanismen en place ze setzen.

Ech wëll dorunner erënnere, dass 1970 de „plan Werner“, wou jo d'Iddi vum Euro gebuer ginn ass, dass deemools scho festgehale ginn ass an deem „plan Werner“, dass eng gemeinsame Währung onbedéngt och eng ofgestëmmte Budgetpolitik zum Beispill bräicht, mä awer och eng gemeinsame Steuerpolitik bräicht. A leider, bei der Aféierung vum Euro wollt keen dat wëssen a keen dat héieren, an haut gesi mer, dass dat e Feeler ass!

Et ass fir eis op alle Fall kloer, dass mer dat zum Beispill brauchen, dat heescht, dass et net duergeet, fir ze soen, mir kucken elo, eng Scholdebremms anzeféieren, mä dass bei där Scholdebremms, déi jo dann haaptsächlech sech beschäftegt mat der Ausgabesäit, och muss iwwert d'Einnahmesäit geschwat ginn, nämlech iwwert d'Steuerpolitik an iwwer eng harmoniséiert Steuerpolitik an der Europäescher Union. Mache mer dat net, hu mer näischt geléiert, eiser Meinung no, aus de Feeler vun der Vergaangenheet!

En zweete Punkt ass natierlech deen, dass mer mussen e Mechanismus kréien, well mir sinn eng Schicksalsgemeinschaft, an déi soll jo duerch déi Scholdebremms nach méi zesummebruecht ginn. A mir deelen als Gréng och déi Meinung, dass déi eenzeg Chance, aus där Kris erauszekommen an iwwerhaapt ze bestoen an där Welt, an där mer haut liewen, dass dat de Projet Europäesch Union ass. Mä duerfir muss et awer och kloer ginn, dass déi Schicksalsgemeinschaft derfir suert, dass méi Gerechtegkeet, méi Solidaritéit besteet tëschent deenen, déi uewe sinn, an deenen, déi enne sinn.

Ech schwätzen hei net deen Einzelnen un, mä ech schwätzen hei d'Länner als solch un, dat heescht: Länner, déi den Ament Iwwerschëss hunn, déi mussen och bereet sinn, Solidaritéit ze weise par rapport zu deene Länner, déi keng hunn, respektiv déi manner gutt dostinn, well nëmmen iwwert dee Wee kënnen mer eng Kéier eng Union kréien, déi och, wéi gesot, wirtschaftlech a sozial équilibréiert ass. An et ass jo dat, wat mer eng Kéier muss kréien, fir dass mer och um Niveau vun de Statsfinanze besser dru sinn.

Dat nämlech gëllt selbstverständlech fir d'Gerechtegkeet tëschent uewen an ënnen an der Gesellschaft. An da muss een och un déi bonusverwinnte Bänker, déi uewe sinn, erugeen a sech traue, deenen ze soen, dass se eng Responsabilitéit hunn iwwert dat, wat geschitt ass, dass 2008 déi zweet Schockwell war bannent acht Joer, déi mer erlieft hunn a wou Milliounen Leit hu missen drënner leiden, wou Milliounen Leit hir Aarbechtsplaz verluer hunn, hir Existenz verluer hunn, an dass een dann och muss deementspreechend Décisiounen huelen, zum Beispill am Kontext Reguléierung vum Finanzsektor, mä awer och am Kontext vun Besteuerung zum Beispill vu Kapital.

Fir eis ass och duerfir deen drëtte Punkt ganz wichteg, dass ass, dass mer an der Europäescher Union mussen e Wuesstumspak decidéieren. Mir mengen natierlech kloer e Wuesstumspak fir gréng Wuesstum, deen och an engems eng ganz Rei Klima an Ëmweltproblemer mat kéint léisen. Mir sinn och iwwerzeegt, dass deen am

meeschten Aarbechtsplaz géif schafen an dass et duerfir net kann esou sinn, dass op där enger Säit just blann Austeritéit gemaach gëtt an, europäesch gesinn, näischt méi fir de Wuesstum gemaach gëtt, well de Wuesstum, dee schaaft eis jo schlussendlech Aarbechtsplazen.

A wa mer och nach gréng Wuesstum maachen, maache mer och nach eppes fir, wéi gesot, déi wichteg Problematik Klima an Ëmwelt respektiv fir d'Energiefro, déi eis - iwwert déi kéint een hei laang schwätzen - och vill beschäftegt a vill mat der Kris ze dinn huet.

Dann dee leschte Punkt ass natierlech, wéi gesot, de ganzen Aspekt bei der Besteuerung, wat och d'Finanztransaktionssteuer ubelaangt. Mir sinn der Iwwerzeugung, dass iwwert d'Ausformuléierung wichteg ass, wat gesot gëtt. Et kënn vill drop un, wéi se herno ausformuléiert ass a wéi se gestalt gëtt. Do kënn et vill drop un, wat d'Effikasitéit ubelaangt, an och, dass se net nëmmen eenzel Länner trëfft. Mä do gëtt et Mechanismen a Méiglechkeeten, fir dat ze maachen - et muss ee just de Courage hunn, fir et ze maachen!

An déi meescht, déi sech den Ament wiere géint d'Finanztransaktionssteuer, dat ass net weinst deenen 0,1%, mä dat ass, well déi ënner anerem och eppes bréngt, wat bis elo nach net hei an der Diskussioun war, nämlech Transparenz an den Handel, an dass effektiv d'öffentlech Hand en Droit de regard kritt, wat haaptsächlech an deene kuerzfristegen Ofstänn do gehandelt gëtt. Well eviderentwies, vu dass jo alles muss deklaréiert ginn, gesäit een dann och emol méi, wat wierklech op deene Finanzmäert geschitt. An et ass och dat, wat gefaart gëtt vun deene Leit, déi sech dergéint wieren, an net déi 0,1% Steuer!

Mä mir mussen awer wëssen, dass de gréissten Objektiv dee muss sinn - wa mer d'Finanzmäert wëlle reguléieren, fir Stabilitéit ze kréien -, dass mer Transparenz an dat Ganzt kréien, ansonst bréngt et eis net ganz vill.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wäerte mir als Gréng och ganz gutt kucken, wann en Text an d'ëst Parlament kënn, an et ofhängeg dovun maachen, wat parallel op deenen anere Gebidder hei, wou ech elo gesot hunn, decidéiert gëtt, ob mer dat matdroe wäerten oder net. Mir wäerten hei keen Text stëmmen, soen ech elo scho ganz däitlech, dee sech ausschlieslech just mat der Scholdebremms befaasst, wa mer net gewësse Garantien hunn, dass op all deenen anere Gebidder, wou ech elo gesot hunn, och eppes passéiert, well mer einfach der Iwwerzeugung sinn, dass dat soss de falsche Wee ass an dass deen eis, wéi gesot, net erausféiert aus der Kris, mä éischer d'Kris wäert verstärken.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. D'Wuert kritt elo den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmoos Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech wëllt ufänken an dem Här Premierminister Merci soe fir déi Erklärungen, déi en eis ginn huet iwwert dee Vertrag, deen am Abléck négociéiert gëtt.

Ech wëllt awer vläicht e puer Commentairen zur Prozedur heibanne maachen. Mir hunn am Ufank vun eiser Sessiou haut de Mëtteg en Ordre du jour gestëmmt. An deem Ordre du jour sinn - iwwert d'Reglementer, déi mir hei an der Chamber hunn, an iwwert d'Décisiounen vun der Presidentekonferenz - Temps de parole virgesinn.

Mir stelle fest, d'Regierung huet an der Indeksdiskussioun méi wéi duebel esou laang geschwat, wéi dat normalerweis no eise Reglementer virgesinn ass. Wou den Här Premierminister deen Traité hei presentéiert huet, huet e gesot, zéng Minutte ginn him net duer, an en huet dann déi Zäit kritt, déi hie gebraucht huet. Et wor interessant nozelauscheren - dat sief hei net d'Thema, et ass e wichteg Thema -, mä vum Prinzip hier ass dat net richtig! Mir hunn hei als kleng Oppositionspartei fir déi Debatt, déi jo wierklech e wichteg Thema betrëfft, am Prinzip 2,5 Minutten.

► **Une voix.** - Da notzt se!

(**Interruptions**)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass e Manktum u Respekt fir d'Iddi vun der parlamentarescher Demokratie. An dofir maache mir dat elo e bësschen anescht, maachen hei e puer Commentairen, well och bei de Virriedner d'Auer ëmmer méi laang lafe gelooss ginn ass, wéi dat normalerweis ass, a wa mir den Text hunn - den Här Premierminister schéckt en eis -, maache mir d'Analys vun deem Text a mir maachen dann eng Pressekonferenz, wou mir eis Position bekannt ginn.





Ech wéilt awer elo vläicht e puer Commentaire maachen a profitéieren, datt den Här Premierminister hei ass, fir déi direkt ze maachen. Wéi och den Här Bausch et gesot huet fir déi gréng, hu mir och festgestallt, datt d'Regierung hei ënnerschiddlech Meenungen op verschiddene Plaze vertrueden huet. Dat ass fir eis en interessante Facteur: E weist, datt déi Saache méi komplex sinn, wéi den Här Premierminister se elo hei presentéiert huet.

Mä virun allem, loosst mech och soen, et ass net onwichtig, wéi ee Member vun der Regierung op wéi enger Plaz an a wéi enger Form seng Kritik äussert. Et ass net gutt fir eisen aussepolitische Profil, wann den Ausseminister an däitsche Medien déi däitsch Regierung op eng relativ krass Manéier kritiséiert. Wann den Här Westerwelle hei an der Lëtzebuurger Press géif d'Lëtzebuurger Regierung esou kritiséieren, wéi den Här Asselborn déi däitsch Regierung an Däitschland kritiséiert, hätte mir wahrscheinlech all e Problem domat. An ech mengen, och déi däitsch Regierung, déi notéiert, wat den Här Asselborn do seet.

D'Kompetenze vum Europäesche Geriichtshaff - loosst mech dat och vläicht soen: Et ass dach bosseg, wann elo eng europäesch Institutioun iwwer e Vertrag, deen net am EU-Kader ass, Kompetenze soll kréien, wou se iwwer verfassungsméisseg oder legislativ Moosname vun de Memberstate soll befannen.

D'Fro stellt sech: Geet dat iwwerhaapt? An a wéi enger Formatioun géif dann den Europäesche Geriichtshaff iwwer esou eppes decidéieren? An déi Kompetenze vun deem Geriichtshaff, déi misste jo dann an deem Vertrag selwer geregelt sinn, well et ass jo keng Institutioun, déi an deem Vertrag geschafte gëtt, mä et gëtt eng Institutioun vun engem anere Vertragswierk mat eppes beoptragt. Dat ass extrem komplizéiert! Et wär méi logesch, dann den Internationale Geriichtshaff am Kader vun enger UNO ze beoptrage mat esou eppes, wéi den Europäesche Geriichtshaff. Dat versprécht, nach eng ganz interessant Diskussioun ze ginn.

Dat europäesch Vertragswierk gëtt och ëmmer méi komplizéiert. Et sinn elo nëmmen nach e puer Spezialisten, déi iwwerhaapt den Duerchbléck hunn! An ech mengen net, datt mat deem heite Vertrag a mat deene ville parallele Verträge an Ofkommessen, déi mer a leschter Zäit haten - vum „Sixpack“ bis iwwer de „Semestre européen“ reng nëmmen, oder de Stabilitéitsmechanismus EFSF an aner Saachen -, datt do nach vill Leit den Duerchbléck hunn. Dat ass och net am politeschen Interessi an an der Iddi, fir Europa gutt ze verdeedegen, wa kee méi herno do derduerchgesäit.

Dat, wat den Här Premierminister als „vice de construction“ bezechent huet, dat ass e souveränt Recht vum Vereenegte Kinnekräich, fir engem Vertrag bäizetrieden oder net. An och, wann déi Verträge herno an d'europäesch Recht sollen iwwerfouert ginn, da brauch dat selbstverständlech den Accord vun alle Memberstate vun der Unioun, soss geet dat net! Dat heescht, mir ratifizéieren deen Abléck u sech zweemol deen heite Vertrag, eemol an engem internationale Kontext, an dann nach eng Kéier, wann en an europäesch Vertragswierker da soll kënnen iwwerféiert ginn - wat mer awer elo nach net wëssen.

Wann net jiddweree vun de Signatairen e ratifizéiert, dat kann och zu ganz komplizéierte Situatioune féieren, well et ënnerschiddlech Verflechtungsniveaue gëtt vun de Signatairstaten. E Signataire däerf am Prinzip näischt maachen, wat géint de Geescht vum Traité verstéisst. Een, deen e ratifizéiert, deen ass gebonnen! Mä dat ass allgemengt internatiounalt Recht - et ass elo keng Gnadeléising, déi ka vun Europa dekretéiert ginn -, dat ass esou am internationalen Droit.

D'Rechter vun der Kommissioun, do stelle sech ähnlech Iwwerleeunge wéi beim Europäesche Geriichtshaff: Däerf d'Kommissioun iwwerhaapt dat, wat elo an der Diskussioun ass, souwäit mer den Här Premierminister elo konnte suiivéieren. Mir sinn, wéi gesot, gespaant op den Text.

Ass et néideg, dee Vertrag ze hunn? Do huet den Här Fayot scho verschidde Spure opgewisen. Wäer et net duergaangen, d'Maastricht-Kritäre während all deene Jore wierklech ze applizéieren, amplaz datt Dir selwer an Är Kollegegen, Här Premierminister, äusserst generéis mat Äre respektiven Interpretatioune vun de Maastricht-Kritären emgaange sidd?

► **M. le Président.** - Här Kartheiser, Dir misst awer elo zum Schluss kommen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech weess. Ech sinn iwwregens deen Éischten haut, deen hei ënnerbrach gëtt.

### (Interruptions)

► **M. le Président.** - Ma neen, Här Kartheiser, Dir hutt elo duebel esou laang geschwat, dat

heescht, Dir sidd um selwechten Niveau wéi den Här Premier, duerfir mengen ech, elo kënnst Dir esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Gesitt Der, Här Juncker, mir zwee sinn um selwechten Niveau. Dat ass...

### (Hilarité)

Voilà, mä vu datt Der elo hei gesinn hutt, wéi d'Demokratie hei funktionéiert, bieden ech lech, d'nächst Woch eis Pressekonferenz opmierksam ze verfollegen. Dir wäert ganz interessant Elementer do gewuer ginn an ech si sécher, Dir wäert lech déi an Ären Négociatiounen zu Bréissel zu Härzer huelen, well wéi ëmmer wäert d'ADR recht hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Sou, elo kritt d'Wuert nach den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Här President, Merci. Déi europäesch Scholdekrise, déi jo um Ursprung vun där Debatt hei steet, ass jo am Fong geholl näischt anescht wéi den Ausdrock vun der Maîtrise vun de Finanzmäert iwwer d'öffentlech Ausgaben. Wou kënnst déi Maîtrise vun de Finanzmäert hier? Doduerch, dass si de Monopol hunn, fir Kreditter ze ginn u Staten! D'State selwer hu keng Moyenné méi, Kreditter ze ginn; déi Europäesch Zentralbank huet absolut kee Pouvoir méi, fir an iergendenger Form als öffentlecht Kreditorgan ze funktionéieren. Dat heescht, d'State sinn ofhängeg gi vun deene Leit, déi vill Suen hunn, dat heescht déi, déi op de Finanzmäert operéieren.

Dat féiert noutgedrongen zu enger Agrenzung vum Perimeter vum Stat, dat féiert zu engem Réckgang vun der Statsquot, dat féiert iwwregens och zu engem Réckgang vun der Demokratie! Mir sinn duerfir géint all gëlle Regel, déi iwwer dat erausgeet, wat zu Maastricht haut am Vertrag steet, wat do ausgehandelt ginn ass.

Mir sinn och géint all budgetär Reform, déi an iergendenger Form an déi dote Richtung weider geet. Mir sinn och géint eng Majorité renversée zum Beispill, déi et méiglech mécht, dass ee muss zwee Drëttel vun de Staten haneruer sech hunn, wann ee wëllt Sanktioune vermeiden. Dat féiert noutgedrongen dozou, zu engem aneren Europa, och dozou, dass grouss State vill méi eng grouss Roll spillen, Stéchwuert „Merkozy“.

Drëttens menge mer, dass dat heiten eng bedenklech Stuf also ass vun der europäescher Integratioun, déi elo ageleet gëtt. Eng Integratioun, déi reng negativ ass, déi just drop berout, fir de Staten Austeritéit ze imposéieren. D'Fro ass ongekläert, wat fir Rechter d'Europaparlament zum Beispill an deenen dote Prozedure soll kréien. D'Fro ass ongekläert, wat fir Souveränitéitsrechter, budgetär Souveränitéitsrechter déi eenzel Staten an déi eenzel Parlamenter nach wäerten hunn.

Mir mengen op jidde Fall och, dass deen Traité hei soll - enfin, ech soen „och“, mä et huet am Fong geholl nach keen dat gesot -, ech mengen, dass deen Traité hei soll engem Referendum ënnerworf ginn, wann e bis virläit, wann e bis am Parlament diskutéiert ass, well dat ass eng enorm wichteg Fro, wéi et an der Zukunft soll weidergoen.

An ech mengen, et soll een anriede fir eng aner europäesch Politik, fir en anere Vertrag. Un deem muss geschafft ginn! Dat geet net hei aus dem Parlament eraus. Do muss och an der Gesellschaft doriwuer diskutéiert ginn: en anert Europa, wou d'Europäesch Zentralbank eng aner Roll spillt, wou et en europäesche Wirtschaftsa Sozialfong zum Beispill gëtt, wou de Bankesektor anescht reguléiert gëtt, wou et zu enger Harmoniséierung kënnst - wéi awer hei gesot ginn ass - vun de Steieren no uewen, enger Harmoniséierung kënnst vun der Sozialpolitik no uewen.

Dat ass dat, wat ech hei wollt kuerz zu deene weinigen Informatiounen soen, déi mer schlussendlech hei awer kritt hunn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. An den Här Statsminister kritt nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, an der Onuerdnung e puer Elementer, déi hei genannt gi sinn. Vlächst fir mam Här Fayot unzefänken: Do ass et natierlech net un de Vertragsparteien, den nationale Parlamenter virzeschreien, mat wat fir Sujeten dass se sech beschäftegen.

Mä aus de Viraarbechte geet kloer ervir, dass et gutt wier, wann déi national Parlamenter, hauptsächlech hir Budgets- a Finanzkommissiounen - mä dat, hunn ech jo gesot, soll all Parlament maachen, wéi et wëllt -, sech kënnen mat deenen Texter auseerzesetzen, déi d'Kommissioun produzéiert, wat déi genau Verfaasstheet vun der gëllener Regel ubelaangt a wat

d'Kommissioun a Saachen automatesche Korrektionsmechanismus virschléit, wann d'Ziler net erreecht ginn, déi jo mussen an Nationalrecht iwwerfouert ginn.

An dat ass zum Beispill, mengen ech, en Thema, wou et absolut noutwendeg ass, souwuel fir d'Europaparlament wéi och fir d'Regierungen, e Gesamtüwerbléck iwwer déi verschidde parlamentaresch Sensibilitäten ze kréien.

Déi Iwwerdroung vun deem Vertrag an de Grondvertrag stellen ech mer manner komplizéiert vir, wéi den Här Fayot dat gemaach huet, well de Vertrag, dee mer e Méindeg wäerten unhuelen, wa mer eens ginn, dee gesäit vir, dass just d'Substanzdeeler vun deem Vertrag iwwerdroe ginn, an net de Vertrag comme tel probéiert gëtt ze implantéieren. Et ass awer noutwendeg, zum Beispill, fir d'Regel vun der renversierter qualifizierter Majoritéit an den eigentleche Vertrag, a seng Ofstimmungsregularien anzeféieren, well elo lafe mer ëmmer d'Gefor, dass een, am Fall wou mer iwwer Majoritéit qualifizéiert renversée fueren, déi allgemeng Vertragsregel opriff an da wëllt de Bewäis untrieden, dass mer do amgaange sinn, eppes ze maachen, wat een net dierft.

Dem Här Bausch wëll ech just soen: Wann e seet, deemools, wéi de Maastrichter Vertrag gemaach gi wier, hätt kee sech drëm bekëmmert, op déi gutt Iddien, déi am „rapport Werner“ stinn, zrëckzekommen, iwwer Steierharmoniséierung an iwwer Koordinéierung vun der Wirtschafts- an Haushaltspolitik, da stëmmt dat net! Well et ware véier Vertrieeder an der Regierungskonferenz '91, déi ganz staark, andeems se d'Wuert vum „gouvernement économique“ och gebraucht hunn, insistéiert hunn. Dat war den Här Delors als President vun der Kommissioun, den Här Bérégovoy, fransésche Finanzminister, den Här Maystadt als belsche Finanzminister an ech selwer, déi ganz staark dorop insistéiert hunn. Dat ass deemools im Bausch und Bogen...

### (Hilarité)

...vun der däitscher Regierung verworf ginn, wat erkläert, firwat dass se elo esou vill Wiederfannen, fir dat ze erklären, wat se deemools verhënnert hunn a wat elo onbedéngt muss kommen a wat besser vun 1999 u schonn do gewiescht wier.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Kéint den Här Statsminister méi haart schwätzen, wann ech gelift.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Pardon. Ech hat gemengt, ech wier op enger Pressekonferenz, do sinn ni esou vill Leit.

### (Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Och do muss een haart schwätzen.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Iech héiert ee jiddefalls ëmmer, wann Der eng haalt.

### (Hilarité)

Also, eng Pressekonferenz haalt.

### (Hilarité)

Ech wollt dem Kollege Kartheiser soen, dass déi Froen, déi e stellt, berechtigt sinn, mä dass se natierlech examinéiert gi sinn an dass se eng Äntwert fonnt hunn, zefriddestellend oder net, beispillsweis, ob dann d'Cour de justice kann iwwerpräwen, ob eng Regel, déi net am EU-Vertrag steet, mä an engem intergouvernementaléi Vertrag zu 26 steet, national emgesat ginn ass.

Den allgemenge Vertrag gesäit vir, dass ee Memberstat ëmmer kann een anere Memberstat usichen, wann deen éischte mengt, deen zweete wier sengen Obligatiounen net nokomm. Déi Regel gëllt.

An hei gëllt speziell d'Regel, eng aner, déi ofzeleeden ass aus dem internationale Recht, dass 26 Parteien, déi e Vertrag schléissen, en fait 27, well d'Engländer si jo mat hei an der Négociatioun, dass déi kënnen eng Juridiction festleeën, déi déi Litigé ka klären, déi bei der Applikatioun vun deem Vertrag ënnert de Vertragsschléissende Parteien optrieden. Esou dass ech mengen, dass dat scho konform mam allgemengen EU- an internationale Recht wier.

Well mer d'Konformitéit mam EU-Recht gesicht hunn, gi mer net der Kommissioun d'Méiglechkeet, ee Memberstat virun d'Geriicht ze droen, deen dat net richtig emgesat hätt, mä deenen anere Memberstaten, well mer d'Organleihe bei den Institutioune vun der Europäescher Unioun net ze wäit wëllen dreiwien. Mä déi Diskussioun kréie mer awer erëm déi nächst Woch, well déi däitsch Regierung nach ëmmer der Meinung ass, d'Kommissioun misst dat Recht kréien.

Ech wiere mech net fundamental dergéint, well ech näischt géint d'Iwwerwachungsstärkung vun der Kommissioun hunn, mä ech ginn lech recht, am strikte Kanon vum internationale Recht hätt esou eng Dispositioun ee relativ extraordinäre Charakter.

Ech mengen net, dass den - et gëtt jo iwwerall geschriwwen, besonnesch wann een däitsch Zeitung liest -, dass dee Stabilitéitspakt extrem generéis ausgeluecht gi wier. Deen ass eng Kéier am November 2003 partiell generéis ausgeluecht ginn, well mer dunn - an dofir ännere mer jo elo déi Majoritéitsregel - mat Majoritéit qualifizéiert decidéiert hunn doduerch, dass mer eng Minoritéit de blocage konnten erbäiféieren, dass Däitschland a Frankräich net géifen an eng exzessiv Defizitprozedur agewise ginn, mä si hu Recommandatioune gemaach kritt, wéi se missten zrëck op de Pad vum Stabilitéitspakt kommen.

Haut si vu 17 Memberstate vun der Eurozon genau 15 an enger exzessiver Defizitprozedur. Dat heescht, dass de Stabilitéitspakt do ugewannt gëtt, mat all deem Cortège vu Recommandatioune, vun „naming, blaming and shaming“, deen domat zesummenhängt. D'lescht Joer - dat ass Finnland a Lëtzebuerg -, d'lescht Joer war just ee Land net an enger exzessiver Defizitprozedur: Dat war Lëtzebuerg. Wa Lëtzebuerg dat eenzeg Land wier, an enger exzessiver Defizitprozedur wier, dann hätte mer dat schonn heibannen ze diskutéieren gehat.

Rechter vum Europäesche Parlament: Den Här Urbany huet dovu geschwat. Ech hu selwer derfir gesuergt, dass d'Europaparlament an deenen Négociatioune bedeelegt ginn ass. Ech hu se och dee leschte Méindeg op Bréissel invitéiert, wou ech déi Sitzung vun deene 27 State presidéiert hunn, obschonn ech weder en Dän sinn, nach d'lescht Joer e Pol oder en Ungar war, mä d'Kollegegen hu gesot, ech soll dat maachen, well ech gären hätt, dass d'Europaparlament do derbäi ass.

Mir hunn drop gedrängt, als Lëtzebuurger, dass de President vum Europaparlament och un den Eurosommeter soll kënnen deelhuelen - dat konnt e bis elo net - an dass eng Rei vu Berichtflichte fir de President vum Europäesche Conseil, fir de President vum Eurogroup am Europaparlament mat Debattepflicht an dat neit Instrumentarium agefouert ginn. Esou dass ech mengen, dass de Rechter souwuel vun Europäesche Parlament wéi och ënnert där Konferenzform vun den nationale Parlamenter Rechnung gedroe gëtt; national Parlamenter, déi souwisou zoustänneg sinn, fir d'Transposition vum deem Ganzen an dat nationalt Recht sécherzestellen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Statsminister. Domadder wier dese Punkt ofgeschloss.

### Motion 1

Mir hunn hei nach eng Motioun, iwwer déi mer missten ofstëmmen, déi vun enger ganzer Rei vu Fraktiounen matgedroe gëtt. Dat heescht, ech kéint déi also à main levée zum Vote stellen.

### Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn.

Domadder wier déi Motioun dann och ugehall.

Da komme mer elo nach zu enger Question urgente, d'Nummer 1888 vum Här Kartheiser, iwwer den Drock vum FMI op déi Europäesch Zentralbank. Den Här Kartheiser huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Fro virzedoen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

### 10. Question urgente n°1888 de M. Fernand Kartheiser sur la pression du FMI sur la BCE

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Ech mengen, vill Kollegege si frou, wann ech mech un déi fënnf Minutten halen. Ech maachen dat, wann den Här Premier sech och un déi zéng Minutten hält.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Déi Fro, déi sech stellt, huet en technesche Volet a si huet hannendrun e politesche Volet. Mir hunn an de Medien an deene leschten Deeg - „Financial Times“, „Spiegel Online“ an esou wei-





der - gelies, datt den FMI sech derfir asetzt, an der Persoun vun der Madame Lagarde, fir datt d'Europäesch Zentralbank deelhält un der Reduzéierung vun de Scholde vu Griichenland.

Mir hunn eis gefrot, ob d'Regierung dovunner weess, ob Dir dat kënt confirméieren. A mir hunn eis da gefrot, wat dann den Impakt vun esou enger Moosnam wär op d'Europäesch Zentralbank. Dat géif jo warscheinlech dann heeschen, datt neit Kapital muss an d'Europäesch Zentralbank injizéiert ginn. An dat géif da warscheinlech och heeschen, datt d'Lëtzebuurger Zentralbank un esou engem Effort misst participéieren.

Déi Fro, déi mir eis also stellen, ass: Geschitt dat? D'Europäesch Zentralbank wéi och déi Lëtzebuurger Zentralbank, se sinn am Prinzip onofhängeg. Ech kann also net froen, ob Dir domadder d'accord sidd, Här Premier. Dat ass, mengen och, net d'Fro. Mä d'Fro wär: Wat sinn d'Implikatiounen a wat géif dat heesche fir eis an och fir eise Statsbudget, wann dat de Fall wär?

Hannendru stinn awer politesch Froen. An déi eng politesch Fro, dat ass: Wéi wäit kënnen mir goen, och national, an de Sacrificen, fir Griichenland an der Eurozon kënnen ze halen? Ech verstinn de Souci vun der Solidaritéit an och de Souci, fir en Dominoeffekt wëllen ze verhënneren, mä trotzdeem ass jo och d'Fro vun der finanzieller Belaaschtbarkeet, och vu Lëtzebuerg, fir an deem Effort do kënnen weider matzemaachen.

Mir haten eng ganz Rei finanziell Obligatiounen an deene leschte Joren a virun allem Méint, déi op eis zoukomm sinn. Dozou gehéiert den FMI, dozou gehéiert den Europäesche Stabilitéitsmechanismus, dozou gehéiert och elo eventuell d'Rekapitalisatioun vun der Europäescher Zentralbank iwwert de Wee vun der Lëtzebuurger Zentralbank. Dat heescht: Wéi wäit kënnen mir goen?

An déi zweet Fro, dat ass - déi betrëfft och Griichenland: Wéi wäit ka Griichenland op deem dote Wee matgoen? Wéi wäit kann déi Souveränitéit vu Griichenland respektéiert ginn?

Dir selwer, Här Premierminister, hat eng Kéier vu limitéierter Souveränitéit geschwat, wat Griichenland uegt. Haut héiere mer aus Däitschland, datt den Här Kauder geschwat huet vum Asetze vun engem EU-Statskommissär, fir Griichenland ze géréieren, wat nach e Schrëtt méi wäit wär. Hutt Dir dozou eng Meenung? Dat heescht, wéi wäit wëllt Dir déi griichesche Souveränitéit respektéieren a respektéiert gesinn, fir datt Griichenland selwer säi Wee aus där doter Schold erausfënn?

Ech wëll vläicht nach ee Kommentar maachen, well ech d'traditionell Europabegeeschtung, déi Der och hei ëmmer erkläert, kennen a respektéieren. Dir sot dacks, Europa, dat wär eis Friddensuerdnung. An dat stëmmt. Dat ass jo vu kengem Mënsch a Fro gestallt. Ech mengen, op jidde Fall ass mir nach ni iergendeng begéint an der Politik, deen net gelueft hätt, datt d'Iddi vun der europäescher Integratioun eng Friddenssicherung an eng Friddensuerdnung an Europa schaaft an erhält. Dat ass net d'Fro.

Mä d'Fro ass awer, wann Der lech deen doten Aspekt am besonnesche Fall Griichenland virun Ae féiert, nämlech dee vum Fridden an der Balkanregioun an och wat Griichenland selwer uegt, da froe mir eis awer, Här Premierminister, ob Der net sollt e wichtege Käschtepunkt, deen d'Griichen nach ëmmer hunn, nämlech dee vun de Militärdépensen, och doduerch upaken, datt Der Drock op d'Tierkei maacht, fir datt déi emol déi griichesche Souveränitéit ëm de Loftraum an d'territorial Gewässer respektéieren, och eventuell Drock ewechhuelen, wat déi illegal Immigratioun uegt, an doduerch och Griichenland hëllef, manner Dépensen an deene Secteure mussen ze maachen.

An dat ass en Deel vun europäescher Friddensuerdnung, wa mer iwwert d'Situatioun a Griichenland schwätzen. Och iwwer Zypern iwweregens. Och wa mer d'Situatioun op Zypern géifen e Schrëtt no vir kréien an där tierkescher Okkupatioun, déi säit '74 do ass, en Enn kéinte bereeden, och dat géif vläicht der Verschëldung vun deem Stat hëllefen.

Ech soen dat hei, well Dir lech ëmmer asetzt fir eng europäesch Friddensuerdnung. Mä dat do si konkret Fäll, wou Der dat kéint iwwersetzen, an zum Benefiss och vun der griichescher finanzieller Situatioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. An den Här Premier kritt d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, den Här Kartheiser huet hei eng Rei vu Froe gestallt, déi en a senger Question urgente net, jiddefalls net direkt...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Et läit mer um Häerz, Här Premier.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Jo, ben enfin. Wann ech Äert Häerzensleed kann no enne korrigéieren, da maachen ech dat mat enger Begeeschtung, déi Der lech iwwerhaapt net virstelle kënt.

### (Hilarité)

Ech wëll awer op déi Froen, och déi Der zousätzlech gestallt hutt, gären agoen. Ech hunn effektiv am Zesummenhang mat Griichenland, mä net nëmme mam griicheschen Zesummenhang, vu limitéierter Statssouveränitéit geschwat, well ech eppes beschreiben, wat besteet. Wann ee Land sech muss un den Eurogroup wenen, fir Hëllefstellung finanzieller Natur, an net nëmme finanzieller Natur, ze kréien, a wann e Land faillite geet, ouni dass déi Hëllefstellung kënt, dann ass dat Land net méi souverän, well et brauch, fir selwer kënnen ze iwwerliewen, een aneren.

Wann ee Land Virschreft gemaach kritt strengsten Zouschnëtts, wat et muss maachen a wat et net méi därer maachen, fir déi Suen ze kréien, dann huet dat Land nach just eng limitéiert Souveränitéit. Ech hunn also u sech näischt gefrot, wat soll kommen, mä ech hunn eppes beschriwwen, wat schon do ass, an ech hunn dat mat Bléck op Griichenland wierklech net beleidgend fir d'griichescht Vollek oder fir d'Regierung oder fir d'Parlament vun deem Land gemengt, mä fir drop opmierksam ze maachen, dass e Land, wat ënner Programm ass - datselwecht ass fir Irland a fir Portugal de Fall -, net méi an deemselwechte Mooss Souveränitéitsrechter kann exercéieren, wéi aner Länner dat maachen.

Dir wësst aus Ärer fréierer griichescher Tätigkeet - ech huelen un, dass Der nach Reschtbestänn vu Bekannten a Griichenland hutt -, dass ech zu deene beléifteste Politiker a Griichenland gehéieren. Dat ass zu Lëtzebuerg periodesch och de Fall, mä a Griichenland verfestegt dat sech, well ech iwwer Griichenland net esou blöd hierfalen, wéi aner Leit dat maachen, well ech duerchaus d'Situatioun gesinn, virun allem vun den Duerchschnëttsgrüchen, déi hei e schwéiere Präis muss bezuele fir Feeler a Verfehlungen, déi si net gemaach hunn.

Gitt dervun aus, dass ech a menge Gespréicher, souwuel mat der griichescher wéi mat der tierkescher wéi mat der däitscher a mat der franséischer Regierung den Aspekt Militärdépensen a Waffenhandel regelméisseg usprechen. Ech wëll dat hei net weider ausféieren. Et ass ganz evident, dass ee Land, wat 5% vu sengem PIB muss zu Verteidigungszwecker an engem Militärbündnis zur Verfügung stellen, fir sech, wéi et schéngt, géint Iwwergrëffer, déi theoretesch denkbar si vun engem groussen Noper, ze wieren, an dass anerer, déi ansonsten nawell gäre soen, ganz Europa géif däitsch schwätzen a jiddweree soll sech u bestëmmt Regelen halen, awer déck um Waffenhandel no Griichenland verdéngen! Dat gehéiert och mat zu enger Gesamterörterung vun där griichescher Fro.

Griichenland, mat deem mir eis och an der Flüchtlingsfro solidairesch weisen, well mer allegeren zesummen decidéiert hunn, dass mer keng Flüchtlingen, déi aus Griichenland kommen, well se iwwert d'tierkesch Grenz a Griichenland erakomm sinn, dass mer déi net méi zréckschécken. Also droe mer do een Deel vun der Laascht mat. Dat ass fir eis och méi einfach, also fir déi aner Länner, wéi fir d'Griiche selwer.

Zu Ärer eigentlecher Fro, wou Der ofstellt op Äusserungen, déi d'Generaldirektesch vun Internationale Währungsfong soll gemaach hunn a puncto Bedeegung un der Léisung vun der Gesamtscholdekris a Griichenland am direkten Zesummenhang mat der Privatgläubigerbeteiligung, „private sector involvement“, do wollt ech lech soen, dass et net de Gebrauch vun der Regierung ass an et dem Eurogroup-President och net gutt zu Gesicht steet, fir Presseartikelen ze kommentéieren.

Well dat awer eng gewësse Verbreedung fonnt huet, wëll ech lech just soen, dass ech d'Vertreieder vun Internationale Währungsfong de leschte Méindeg an den Eurogroup invitéiert hat, den Här Poul Thomsen, deen zoustänneg ass fir de Griichenlandprogramm, an dass deen zu kengem Moment Pressioun op d'Europäesch Zentralbank an där Sitzung gemaach huet, fir dass d'Zentralbank am Zesummenhang mat där Émscholdungsfro soll Perten agoen.

Entre-temps huet och d'Generaldirectrice vun Fonds Monétaire International - nozeliesen op

der dpa gëschter Owend véierel op sechs an AFP zwanzeg op sechs - deméiert, dass se dee Versuch géif maachen, fir d'Europäesch Zentralbank an d'Flicht ze huelen.

Souwiso, déi Statstitren, déi Statpabeieren, déi d'Europäesch Zentralbank opkaaft huet, déi sinn am Kader vum „securities markets programme“ vun der Europäescher Zentralbank opkaaft ginn. Dofir ass d'Europäesch Zentralbank, déi onofhängeg ass, eleng zoustänneg, wéi och déi national Glidderunge vun europäeschen Zentralbankesystem. Déi hunn eis net ze froen, d'EZB, an och net d'Lëtzebuurger Zentralbank, fir dat ze maachen. A mir hunn hir och net ze soen, wéi se den Émgang mat deene Pabeiere soll fleegen, déi se do kaaft huet.

Ech wëll awer soen, dass dat keng, esou wéi ech dat gesinn haut - an deene Geschichten do muss een ëmmer soen „haut“, well muer de Moien, da ka schonn erëm eppes aneschtters sinn -, dass dat net zu grouse Verwerfung geif féieren. Ech kann hei net soen, fir wéi vill Milliarden - well et handelt sech natierlech ëm Milliarden - d'Europäesch Zentralbank där Pabeiere kaaft huet, well dat sinn „market-sensitive“ Donnéeën. Déi kann een net einfach esou duerchter erziele goen.

Mä déi Pabeieren, déi d'Zentralbank kaaft huet, déi si mat enger considéabler Décote par rapport zu dem faciale an dem Nominalwäert deemools kaaft ginn, sou dass u sech, géif d'Zentralbank dat maachen, vun deem Dir sot, dass d'Madame Lagarde gesot hätt, si soll dat maachen, dat zu kenge gréisser Perten, souguer zu praktesch iwwerhaapt kenge Perté géif féieren, wouraus sech och ergëtt, en termes vu Rekapitaliséierung vun der Europäescher Zentralbank an der Lëtzebuurger Zentralbank, dass nëmme ganz kleng potenziell negativ Finanzbelaaschtunge kéinten op eis duerkommen, falls der iwwerhaapt géifen op eis duerkommen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Statsminister. Domadder wier déi Fro beäntwert. Da kéime mer zu der leschter Question urgente, der Nummer 1889 vun Här Félix Braz iwwert d'Commission communale consultative d'intégration. Den Här Braz huet fénnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedoen, an der Regierung stinn zéng Minutten Zäit zou, fir drop ze äntwerten. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

### 11. Question urgente n°1889 de M. Félix Braz sur la commission communale consultative d'intégration

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Merci, Här President. Mir hunn déi Fro de Mëtteg um hallwer zwoou gestallt. Ganz séier ass d'Urgence unerkannt ginn, an d'Ministesch huet sech och bereet erkläert, de Mëtteg nach ze äntwerten. Dofir Merci, dass dat esou séier konnt goen.

Déi Fro betrëfft e Sujet - mir hunn de Mëtteg iwwer ganz wichteg Saache geschwat -, e Sujet, deen an eisen Aen och ganz wichteg ass, nämlech d'Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg d'Matbierger, déi en anere wéi de Lëtzebuurger Pass hunn, um Liewe vun de Gemengen, um administrativen a politesche Liewe vun de Gemenge wëlle bedeelegen. Déi lescht Regierungen hu successiv an deser Matière léigiféiert a reglementéiert, an den aktuell leschte Stand ass d'Gesetz vum 16. Dezember 2008 iwwert d'Integratioun, opgrond vun deem mer eng Rei Reglementer och sollte geholl hunn, notament iwwert déi „kommunal konsultativ Kommissioun fir d'Integratioun“, wéi dat jo elo neierdéngs heescht.

D'Gesetz huet, wéi gesot, méi wéi dräi Joer schon hanneru sech. Vum Datum vun de Gemengewahle war zënter sechs Joer bekannt, dass dat am Oktober 2011 wier. Leider huet et ganz laang gedauert, aus Grënn, déi mir net ersichtlech sinn, bis d'Regierung de Règlement grand-ducal geholl huet opgrond vun deem Gesetz vun 2008. Dee Règlement grand-ducal, deen déi Matière sollt regelen, ass eréischt no de Gemengewahle selwer geholl ginn, am November 2011.

An do steet dann, wéi d'Gesetz et och virgesäit, dran, dass déi nei Kommissioun spéitstens dräi Méint nom Zesummekomme vun neie Gemengerot mussen a Kraaft sinn an dass och spéitstens zwoe Méint nom Akraaftriede vun neie Gemengerot och den Appel à candidatures misst ofgeschloss sinn, dee muss gemaach gi vun de Gemengen. An opgrond vun deene Kandidaturen, déi dann erakommen, mécht de Schafferot dem Gemengerot eng Proposition, fir déi Leit ze designéieren, déi an déi konsultativ Kommissioun solle kommen.

Wa mer de Kalenner kucken, da gesi mer, dass mer elo praktesch an all de Gemengen - dovu ginn ech emol aus - um Enn vun deem Délai vun zwoe Méint sinn, dass also elo just nach spéitstens an deesen Deeg den Délai fir d'Kandidature misst ufänken. Dat ass sécher keng gutt

Aarbecht, dat ass definitiv ze spéit, dat kann een net anescht gesinn, bei all guddem Willen a Verständnis, déi ee kann hunn. Dat do ass a mengen Ae schifgaangen.

Elo hunn ech och héieren, dass eng Broschür sollt gemaach ginn, mam Zil eben, en Appel à candidatures ze ënnerstëtzen, an der Hoffnung, dass méi Leit sech géife mellen, fir an de Gemengen deelzehuelen. Eng Rei Gemengen hunn dat och gemaach, déi hu scho reagiert.

Ech wollt vun der Ministesch just wëssen, ob déi Broschür tatsäcchlech nach gedréckt gëtt, well et sännlos wier, wa se och nach muer géif distribuéiert ginn, da missten d'Leit bannent zwoe oder dräi Deeg drop reagiert hunn.

Wann déi Broschür net gedréckt gëtt, ass d'Fro, ob awer scho Fraisen uefall sinn, déi da fir näischt gewiescht wieren. A wann déi Broschür net gemaach gëtt, ob d'Regierung dann awer nach iergendeppes anescht wéilt ënnerhuelen an där kuerzer Zäit, déi bleift, fir wéinstens dach e Signal ze setzen iwwert d'Medien, ënner iergendenger Form, fir d'Leit ze encouragéieren, sech ze melle fir eng Plaz an deene Konsultativkommissioun fir d'Integratioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. D'Wuert kritt elo d'Familljeministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Merci, Här President. Ech wëll op déi Fro vun Här Braz äntwerten: De Règlement grand-ducal war den 8. November 2010 am Regierungsrat, den 8. Abrëll 2011 ass den Avis vum Conseil d'État komm, an en ass publizéiert ginn den 22. November. A mir rechnen aneschtters wéi den Här Braz, sou datt mer soen, et sinn dräi Méint no der Publikatioun vum Règlement, sou datt mer op den 22. Februar kommen, wou mussen déi Kommissiounen da sech konstituéieren.

Dir hat nach eng aner Fro gestallt, an zwar wéini datt d'Gemengen doriwwer informéiert wiere ginn. Dat war den 30. November, wou eng Circulaire erauskomm ass vum Intérieur, wou och drastung, datt déi Gemengen, déi Froen hätten oder interesséiert wieren, sech kéinte mellen am Office luxembourgeois d'accueil et d'intégration. Do ass eng Fro vun der Gemeng Beetebuerg komm. All aner Gemenge schéngen do kee Besoin gehat ze hu vun Informatioun.

Mir haten och an där leschter Legislaturperiode, wou eigentlech an de Gemengen nach net allgemeng eng Kommissioun gebraucht gi war, ronn 80 Gemengen, déi eng Kommissioun hatten, sou datt een och dovu kann ausgoen, datt eigentlech all Mënsch wouss, datt dat do och elo géif geschéien.

Mir hunn ofgesinn dovun, fir nach eng Broschür ze maachen oder en Dépliant ze maachen oder wat och ëmmer, wat nach géif Geld kaschten, well et effektiv net méi de Moment zweckführend ass, fir dat nach ze maachen. Näischt verhënnert awer, fir nach eng Kéier ee Communiqué erauszeginn an dräi oder véier verschiddene Sproochen, fir all d'Leit ze motivéieren, awer eventuell da sech als Kandidat ze mellen.

Ech wëll och soen, datt déi ganz vill - an ech denken, datt Der d'Geleechenheet hat, och déi verschiddene Etüden ze gesinn, déi vun dem CEFIS ënner anerem gemaach goufen iwwert d'Bedeegung vun den Ausländer bei de Gemengewahlen -, och déi ganz vill, ganz vill Aarbecht, déi och vu villen Organisatiounen gemaach gouf, awer weist, datt trotz deene villen Démarchen, och vun de Gemengen hirer Säit, awer eng ganz beschränkten Zuel vu Leit sech do aschreiwe ginn. Duerfir hoffen ech, datt da vläicht deen een oder deen anere sech awer géif hei wëlle mellen, fir an de Kommissiounen do matzemaachen, well ech sinn och der Meinung, wéi den Här Braz, datt et wierklech eng wichteg Aufgab ass, déi do kéint gemaach ginn, an datt et och gutt wier fir d'Cohésion sociale, wann och méiglechst vill Leit do och kéinte matmaachen.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci der Familljeministesch. Domadder wiere mer och um Enn vun deem Punkt.

### 12. Hommage à M. Marc Fischbach, Médiateur

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss vun eiser éischter Sitzung vun neie Joer erlaabt mir, an all Ärem Numm e puer Wierder ze verléieren iwwer eise Kolleeg Marc Fischbach, dee virun acht Joer vun der Chamber als éischten Ombudsmann gewielt ginn ass an dem säi Mandat elo op en Enn kënt.





No enger laanger politescher Carrière vun 1979 bis 1998 an engem Ofstiecher als Riichter um Europäesche Mënscherechtsgerichtshaff zu Stroossbuerg vun 1998 bis 2003 hat de Marc Fischbach 2003 seng Kandidatur fir de Poste vum nei geschafenen Ombudsmann gestallt.

Dëst war fir de Marc Fischbach sécherlech keng einfach Entscheedung. Wéi déi meescht vun lech sech sécherlech nach kënnen erënneren, war d'Schafe vun engem Ombudsmann deemools net onëmstridden, well vill Leit net onbedéngt vun der Noutwendegkeet vun esou enger Institutioun iwwerzeugt waren. Derbäi koom, datt de Marc Fischbach wéinst senger fréiere Fonctiounen als Minister net onbedéngt d'Unanimitéit deemools fir dese Poste gemaach huet. Trotzdeem ass hien den 18. Dezember 2003 vun der Chamber als éischte Médiateur gewielt ginn.

Den Opbau vun dëser neier Institutioun ass sécherlech eng vun deene gréissten Erausforderunge gewiescht, där de Marc Fischbach sech a senger laanger beruflecher a politescher Carrière huet misse stellen. Fir d'Éischt huet hien dës Institutioun misse mat Inhalter fëllen a seng Akzeptanz duerch de Bierger sech lues a lues erschaffen. Mä wien de Marc Fischbach kennt, dee weess, datt hien e Mann mat vill Courage an Engagement ass, an esou konnt hien op seng fréier Erfahrung als Minister zréckgräifen, a seng detailléiert Kenntniss vum dem Fonctionnement vun de Stats- a Gemengeverwaltung sinn him an der Ausübung vu senger Fonctioun entgéintkomm.

Doniewent hat hien ëmmer e gutt Gespier fir d'Uleiesse vun de Leit dobaussen an hirem alldeegleche Kontakt mat den öffentleche Verwaltungen. Hien huet ganz besonnesch a sengen éischte Jore vill Opklärungsarbecht bei de Bierger misse leeschten, fir hinnen ze erklären, datt hien net fir alles zoustänneg wier an och net alleguerten hir Problemer kéint léisen.

Doniewent hat hien et net ëmmer einfach, fir d'Verwaltungen dovun ze iwwerzeugen, datt et him net géif drëm goen, fir hinne periodesch e béise Fanger ze maachen, mä datt hien d'Erausforderung doranner gesinn huet, fir d'Effizienz vum Stats- a Gemengenapparat ze verbesseren. De Marc Fischbach huet dëst Amt duerch seng Kompetenz, seng Neutralitéit a säin Engagement a kuerzer Zäit zu enger unerkannter Institutioun an eisem Land an an eiser Gesellschaft gemaach.

Hien huet sech awer ganz besonnesch ëmmer d'fir agesat, datt méi Vertrauen an déi oft

schwierig Relatioun tëschent dem Bierger an de Verwaltungen konnt entstoën. Als éierleche Vermëttler huet hien esou oft béiden onnéideg Prozeduren op dem Verwaltungsgericht erspuert, mä konnt awer och gläichzäiteg op eng komplementär Aart a Weis de Bierger bei sengen Démarché vis-à-vis vun de Verwaltungen ënnerstëtzen.

De Marc Fischbach huet awer och ëmmer erëm op d'Defiziter am Fonctionnement vun de Verwaltungen higewisen. Allerdéngs huet hien net einfach nëmmen d'Fanger op d'Wonne geluecht, mä hien huet gläichzäiteg versicht, Pisten opzezeechnen, wéi dës Defiziter um Niveau vun de Verwaltungen kéinte behuewe ginn an domadder hir Effizienz verbessert.

Erlaabt mir, just zwou Zuelen ervirzehiewen, déi méi wéi déi beschte Ried ënnermaueren, wat fir en Aarbechtvolumen de Marc Fischbach an deenen aacht Joer vu sengem Mandat bewältigt huet.

Säit 2003 hu sech net manner wéi 30.000 Biergerinnen a Bierger un hie gewannt an iwwer 7.000 Recommandatiounen si gemaach ginn. Besonnesch ervirsträiche wëll ech awer, datt an 80% vun deenen Dossieren, wou de Médiateur sech kompetent erkläert huet, säi Vermëttelen zu enger positiver Léisung am Interessi vun de Bierger gefouert huet.

An der Zwëschenzäit sinn dem Ombudsmann seng Kompetenzen erweidert ginn. An esou ass hie säit 2010 dann och zoustänneg fir d'extern Kontroll vun deenen Etablissementen, wou d'Leit sech net kënnen fräi bewegen, wéi zum Beispill am Prisong.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll zum Schluss vu mengen Ausféierungen awer nach ganz besonnesch zwee Punkten ervirhiewen, déi mech perséinlech an der Amtsféierung vum Marc Fischbach am meeschte beandrockt hunn. Fir d'Éischt déi Aart a Weis, wéi de Médiateur während all deene Jore mat der Chamber zesummegeschafft huet, ugefaange beim alljährleche Rendez-vous hei am Plenum, wou hien an engem gutt gefüllten Sall an a Präsenz vun der gesamter Lëtzebuurger Press säi Rapport virgestallt huet an eng Rei vu Kritiken a Recommandatiounen virbruecht huet. Dann awer och seng grouss Disponibilitéit, fir a ville Sëtzunge mat der zoustänneger Kommissioun op all eenzel Punkte vu senger Joresberichter anzegoen an och den Deputéierte Ried an Äntwert ze stoën.

Hien huet esou net nëmme seng eegen Institutioun op eng effikass a flott Aart a Weis duerge-

stallt, mä huet och an engem gewëssene Sënn zu enger méi grousser Reflexioun an de parlamentareschen Aarbechte bäigedroen, andeems hien d'Chamber a seng Iwwerleeunge mat agebonnen huet.

De Marc Fischbach huet et awer virun allem fäerdegbruecht, d'Institutioun vum Médiateur esou an eiser Gesellschaft ze verankeren, datt et kengem méi haut géif afalen, dës a Fro ze stellen. An duerfir si mir him alleguerten e ganz déiwe Merci schëlleg, deen ech him dann och am Numm vun eis alleguerten vun dëser Plaz aus wéilt ausdrécken.

Merci, Marc, a fir d'Zukunft wënsche mir dir all Guddes, an der Hoffnung, dech nach oft op där enger oder anerer Plaz erëmzugesinn.

#### (Applaudissements)

Sou, elo kritt d'Wuert de President vun der Petitiounskommissioun, den Här Camille Gira.

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an engem Land, wou d'Devise ass: „Mir wëlle bliewen, wat mir sinn“, ass et net einfach, enger neier Institutioun zum Duerchbroch ze verhëllefen. Dem Marc Fischbach ass dat awer mat der Institutioun Ombudsmann erstaunlech séier gelongen. An ech mengen, dat ass virun allem, well e ganz séier seng total Onofhängegkeet a seng absolut Neutralitéit glafwierdeg no bausse konnt vermëttelen.

An engem Land, wou d'Séparation des pouvoirs éischer tëschent Majoritéit an Opposition verleeft wéi tëschent Exekutiv a Legislativ, ass et net einfach, dass e Parlament sech emanzipéiert. De Marc Fischbach huet an all deene Joren eisem Parlament gehollef, dësen Emanzipationsprozess e Stéck weiderzebréngen, andeem en eis kloer argumentéiert Virlage geliewert huet, fir eiser Kontrollfonctioun vis-à-vis vun der Regierung méi gerecht ze ginn.

Ech woen hei zum Beispill ze froen, ob mer schonn eng Reform vum Arbeitsamt gemaach hätten, wann de Médiateur net iwwer Joren an onofhängeg dovun, wien Aarbechtsminister war oder ass, d'Fangeren do an d'Wonn geluecht hätt. An ech géif mer wënschen, dass mer méi oft an deem Haus hei esou Virlagen, déi vum Médiateur kommen, géifen opgräifen an iwwer Parteigrenzen ewech an iwwert d'Trennlinn tëschent Opposition a Majoritéit ewech am Intérêt vun de Bierger a Biergerinnen eng Rei Saachen, déi net fonctionnéieren oder net gutt fonctionnéieren, an eisem Stat ëmsetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Land, wou jiddwereen ee kennt, deen ee kennt, fir zu Sengem ze kommen, ass et méi wéi anzwousch anescht wichteg, dass déi, déi kee kennen, eng neutral Ulafstell hunn, déi hinnen hëllef, och zu hire Rechter ze kommen. Dass de Médiateur dës Roll erfëllt, weist déi iwwerproportional Zuel vun Auslänner a Grenzgänger, déi hien an de leschte Joren ëm Rot gefrot hunn.

An engem Land, wou vill iwwer Sträitkultur geschwat gëtt, se awer wéineg applizéiert gëtt, wann et drëms geet, d'Bierger méi no anzubannen, gëtt et héich Zäit, dass mer déi Awunnerin an Awunnerin méi konkret an d'Déci-sionsprozesser abannen. Duerfir huet d'Petitiounskommissioun d'Iddi vum Médiateur opgegraff, fir an de Petitiionsprozeduren net nëmmen d'modern Technik unzuwinnen, mä och, dass mer an Zukunft öffentleche Petitiounen kënnen hei unhuelen an dass mer och doruwwer iwwer e Forum vun der Chamber diskutieren. D'Konzept vun dësen öffentleche Petitiounen steet an Tëschenzäit. An ech hoffen, dass, wa mer elo nach déi néideg legislativ Basis kréien, se fir den 1. Januar 2013 a Kraaft kann trieden.

Ech wëll zum Schluss am Numm vun der Petitiounskommissioun dem Marc Fischbach villmools Merci soe fir déi vill Impulser, déi dëst Parlament kritt huet, déi awer och besonnesch d'Petitiounskommissioun kritt huet. Ech wëll am Numm vun der Petitiounskommissioun dem Marc Fischbach e ganz härezeche Merci soe fir déi onkomplizéiert, onformell a produktiv, an engem Wuert ganz flott Zesummenaarbecht an deene leschte Joren.

A selbstverständlech wëll ech hei op dëser Plaz am Numm vun der Petitiounskommissioun senger Nofolgerin déiselwech konstruktiv Zesummenaarbecht ubidden an dem Marc Fischbach eng Pensioun voller Aktivitéit wënschen.

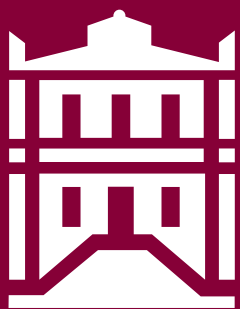
Ech soen lech Merci.

#### (Applaudissements)

► **M. le Président**.- Merci. Domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung. Déi nächst Sitzung sinn d'nächst Woch den 31. Januar an den 1. an den 2. Februar.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 19.19 heures)



CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

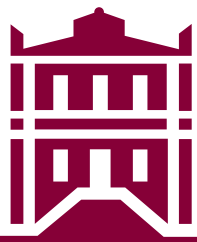
all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





## Sommaire

- 1.** Dépôt d'un projet de loi par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale
  - M. Mars Di Bartolomeo
- 2.** Communications
  - M. le Président
- 3.** Ordre du jour
  - M. le Président
- 4.** Heure de questions au Gouvernement
  - Question n°139 du 26 janvier 2012 de M. Roger Negri relative à la sûreté et la sécurité de la navigation aérienne et sur la situation actuelle à l'aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
    - M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - Question n°140 du 30 janvier 2012 de M. André Bauler relative à la construction d'un lycée pour professions de santé à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
    - M. André Bauler - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - Question n°141 du 30 janvier 2012 de M. Ben Scheuer relative au nombre de demandes pour la Prime Car-e, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
    - M. Ben Scheuer - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - Question n°142 du 31 janvier 2012 de Mme Viviane Loschetter relative aux contrats de travail à durée déterminée, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
    - Mme Viviane Loschetter - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
  - Question n°143 du 31 janvier 2012 de M. Fernand Kartheiser relative aux suites à donner au projet de loi 6127, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances
    - M. Fernand Kartheiser - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances
  - Question n°144 du 31 janvier 2012 de M. Claude Adam relative aux retards persistants dans la gestion et le versement des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
    - M. Claude Adam - M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- 5.** 6230 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, approuvé par une loi du 14 août 2000 portant approbation du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998
  - Rapport de la Commission juridique: M. Paul-Henri Meyers
  - Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Alex Bodry, M. Serge Urbany (M. Fernand Kartheiser pose une question)
  - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi 6230 et dispense du second vote constitutionnel
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi 6231 et dispense du second vote constitutionnel

- 6.** 6272 - Projet de loi portant
  - introduction de la médiation en matière civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile;
  - transposition de la Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale;
  - modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
  - modification de l'article 3, paragraphe (1), point 1. de la loi du 3 août portant mise en application du règlement (CE) n°4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile; et
  - modification des articles 491-1 et 493-1 du Code civil
 4969 - Proposition de loi portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile
  - Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi 6272: M. Léon Gloden
  - Présentation de la proposition de loi 4969: Mme Lydie Err
  - Discussion générale: M. Serge Wilmes, Mme Lydie Polfer, Mme Viviane Loschetter (dépôt d'une motion), M. Jacques-Yves Henckes, Mme le Président (motion n°1 modifiée)
  - M. François Biltgen, Ministre de la Justice (Mme Viviane Loschetter et Mme Lydie Err posent des questions)
  - M. Jacques-Yves Henckes, M. François Biltgen
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi 6272 et dispense du second vote constitutionnel
  - Retrait du rôle de la proposition de loi 4969
  - Motion 1 modifiée: Mme Viviane Loschetter
  - Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
- 7.** 6205 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution
  - 6206 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
    - M. le Président
    - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur la proposition de révision de la Constitution 6205: M. Paul-Henri Meyers
    - Présentation de la proposition de loi 6206: M. Eugène Berger
    - Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Alex Bodry (M. Eugène Berger et M. Fernand Kartheiser posent des questions), Mme Josée Lorsché, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany
    - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
    - Premier vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de révision de la Constitution 6205 (rejetée)
    - Premier vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de loi 6206 (rejetée)
- 8.** Hommage à Mme Lydie Err
  - M. le Président
  - Mme Lydie Err

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert et Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

### 1. Dépôt d'un projet de loi par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Sécurité sociale.- Jo, Här Präsident, ech hunn déi grouss Eier, am Numm vum Grand-Duc a fir d'Regierung der Chamber d'Rentereform ze iwwerginn, déi eise Rentensystem soll laangfristeg ofsécheren.

**6387** - Projet de loi portant réforme de l'assurance pension et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;
2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois;
3. le Code du travail

► **M. le Président.**- Ech ginn lech Akt vun Ärem Dépôt, Här Minister.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Sécurité sociale.- Merci.

### 2. Communications

**M. le Président.**- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposiert.

2) Da gouf folgend Proposition an der Administration parlementaire déposiert de 26. Januar vun den Häre Bausch, Lux, Meisch, Spautz a mir selwer: d'Proposition de modification du règlement 6386, déi d'Kapitel 9 vun eisem Chambersreglement ofännert.

#### Communications du Président - séance publique du 31 janvier 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés a été déposée à l'Administration parlementaire:

**6386** - Proposition de modification du chapitre 9 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: MM. François Bausch, Lucien Lux, Claude Meisch, Laurent Mosar, Marc Spautz, Députés, le 26.01.2012

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

### 3. Ordre du jour

D'Präsidentekonferenz huet fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno de Projet de loi 6230 an de Projet de loi 6231 iwwert d'Cour pénale internationale, déi mer zesummen an enger Diskussioun nom Modell 1 wäerte behandelen. Dann hu mer de Projet de loi 6272 an d'Proposition de loi 4969 iwwert déi zivil Médiatioun, déi zesumme behandelt ginn an enger Diskussioun, nom Modell 1. Dann hu mer d'Proposition 6205 iwwert d'Ofännerung vum Artikel 52 vun eiser Verfassung an d'Proposition de loi 6206, eng Ofännerung vum Wahlgesez, déi mer dann och zesummen an enger Diskussioun nom Modell 1 wäerte behandelen.

Muer de Mëtteg um zwou hëlt d'Chamber fir d'Éischt en neie Member op. Dann hu mer e puer Ofännerungen an der Zesummstellung vun de Kommissiounen an internationalen Delegatiounen. Dann hu mer de Projet de loi 6305 iwwert d'Société de gestion de patrimoine familial, nom Basismodell. Duerno hu mer de Projet de loi 6355 iwwert d'TVA, och nom Basismodell, an da schlussendlech de Projet de loi 6288 iwwert den Offall, nom Modell 1.

Den Donneschdeg de Mëtteg hu mer um zwou Auer fir d'Éischt de Projet de loi 6286 iwwert d'Formation continue vun de Berufschafferen, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6332, en Ofkommen mat Tunesien iwwert d'Sécurité sociale, nom Basismodell; dann eng Orientierungsdebatte iwwert d'Soins palliatifs, nom Modell 1, a schlussendlech de Projet de loi 6338 iwwert d'Récidive internationale, nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

### (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedoen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntworten. D'Fro kommen ofwiesend vum der Majoritéit an der Opposition. Als Éischt hu mer d'Fro N°139 vum Här Roger Negri un den Nohaltegeetsminister iwwert d'Sécherheet am Fluchwiesen an iwwert déi aktuell Situatioun um Findel. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

### 4. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°139 du 26 janvier 2012 de M. Roger Negri relative à la sûreté et la sécurité de la navigation aérienne et sur la situation actuelle à l'Aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, de rezente Sträit iwwert d'Lizenz vum de Fluglotse weist op en déiwe Malaise hin, wat d'Zesummenaarbecht vu verschiddenen Acteuren um Flughafen betrëfft. D'Tatsaach, dass esou en interne Sträit net nëmme public gouf, mä zu engem gewëssene Moment de Fonctionnement vum Flughafen a Fro gestallt huet a spontan eng Reorganisatioun un der Spëtz vum der DAC an der ANA zur Konsequenz hat, wërf Froen op, déi iwwert déi konkret Situatioun erausginn a sech och op



d'Sécherheet deemno um Flughafen am Allgemenge mat bezéien.

Duerfir wollt ech de Minister froen, wéi laang de Problem mam Ausstelle vum de Lizenze vun de Fluglotse scho bekannt war a wéi et méiglech ass, dass dee Problem an allerleschter Minutt duerch eng Verlängerung vun de Lizenzen nëmmen ëm ee Mount konnt geléist ginn.

Mengen Informatiounen no gëtt et och e vergläichbare Problem bei de Lizenze vun de Fliegermechanikern. Riskéiere mer do net eventuell, nach eng Kéier an déiselwecht Situatioun ze kommen?

Ass et richtig, dass iwwert déi rezent Virfäll e Bericht gemaach gëtt? Wa jo, gräift de Minister de Konklusivum vum deem Bericht net vir, wann e scho virdu bekannt ginn huet, dass d'Kommunikatioun tëschent der DAC an der ANA an Zukunft net méi iwwert déi zwee Direktoren soll lafen, mä dass et do zu enger neier Opdeeling vun den Aufgabe kënn?

Riskéiert des Approche net, den zukünftigen Dialog, dee jo aver esou schnell wéi méiglech erëm misst op eng konstruktiv Manéier gefouert ginn, ze hypothéquieren?

Wat hält de Minister deemno vun der Iddi, all betreffen Acteuren erëm zesummen un e ronnen Dësch ze bréngen, fir dass d'Kommunikationsproblemer an d'Kompetenzfreen definitiv kenne geléist ginn?

Wéi steet et am Moment mam Personalmanagement, dee regelméisseg vun de Personalvertrieber um Findel kritiséiert gouf? Sinn d'europäesch Direktiven an d'Reglementer fir de Lëtzebuerger Flughafen konform an d'Praxis ëmgesat?

An zum Schluss: Wéini kritt de Flughafen zu Lëtzebuerg dann endlech e Buedemradar, vun deem mer jo schon zënter Jore schwätzen? An u wat hänkt et? Ass zum Beispill d'Commande dofir eraus, fir e Buedemradar, deen en essenziell Sécherheetselement um Findel ass?

Här Minister, ech soen Iech Merci am Virus.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Negri. An elo kritt den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech soen dem Här Negri och Merci fir déi sëllege prezis Froen. Ech probéieren, och prezis drop ze äntwerten.

Fakt ass éischtens, dass tëschent deenen zwou Administratiounen, der Direction de l'aviation civile op där enger Säit, der Administration de la navigation aérienne op där anerer Säit, eng Rei gesetzlech Relatioun sinn. D'DAC ass per Gesetz d'Autorité de supervision et de certification an d'ANA ass per Gesetz e Serviceprovider. Duerfir ass et noutwendeg, normal, dass regelméisseg Échangen, Kommunikatioun tëschent deenen zwou Administratiounen besteet an och muss bestoen. Dolaanscht komme mer net.

Dës Relatioun war an deene leschte Méint, an där leschter Zäit gestéiert. D'Kommunikatioun huet manifestement net esou funktionéiert, wéi se sollt funktionéieren, an et waren eng ganz Rei Tensiounen do.

Dir hutt elo just d'Fro vun de Lizenzen ugeschwat. Duerfir probéieren ech och, esou prezis wéi méiglech dorobber anzegoen. Mä déi Tensiounen, déi do waren, wëll ech awer soen, sinn och iwwert déi do Problematik erausgaangen.

Wat elo prezis dee Problem vum Risque vun der Netverlängerung vun de Lizenzen ugaangen ass, deen am Fong d'Origine dran hat, dass een huet misse wëssen, op wat fir eng Aart a Weis, wéi d'Stonnen, déi d'Fluglotse geschafft hunn, per Poste géifen enregistriert ginn, wann ech just vun deem prezise Problem schwätzen - Dir hutt mer gesot: „Vu wéini u wusst Der dat?“ -, da muss ech äntwerten, dat wusst ech u sech vun Dezember un, wou déi éischt Verlängerung sollt gemaach ginn.

Doropshi war och eng Réunioun an dem Transportdepartement am Infrastrukturmintère, an et ass eng Verlängerung vun engem Mount gemaach ginn, fir u sech Clarificatioun ze schafen a fir d'Méiglechkeet ze ginn, fir d'Preuve vun dem Prestéiere vun dese Stonnen an enger Form ze liwweren an ze kréien, wéi se fir d'DAC akzeptabel wier.

Doropshi sinn nach eng Rei Réuniounen an deem Mount, dee war, an dem Ministère - wou ech deelweis selwer derbäi war oder héich Beamte vu mengem Ministère derbäi waren - gefouert ginn, fir den Dossier weiderzékriegen a fir e schlussendlech zu engem gudden Enn ze kréien.

Ech wëll awer dozou soen, dass dat a mengen Aen net normal ass, wéi dat passéiert ass a wéi dat do ofgelaf ass. Also, et ass net normal, dass esou een Dossier, deen esou wichteg ass, eréischt esou kuerz virum Délai kann zu engem gudden Ofschluss gefouert ginn. An et ass och

net normal, dass de Ministère sech muss dorëmmer bekümmern, well hei handelt et sech ganz einfach ëm eng klassesch Aufgab, ëm eng einfach Prozedur, déi muss normal lafen, ouni dass do iergendwellech Diskussiounen an Interventiounen vun engem Ministère - och wann en d'Autoritéit huet - noutwendeg misste sinn.

Ech hunn also doriwwer e Bericht gefrot. Dat hutt Der richteg gesot. Deen ass momentan nach net ofgeschloss. Dee wäert och an deenen nächsten Deeg respektiv Woche kréien.

Mä deen Dialog muss awer funktionéieren, well et sinn och nach aner Saachen ze maachen. Et ass zum Beispill nach eng Certificatiounsprozedur, déi muss an deenen nächste Woche weidergefouert ginn. A mir hu keng Zäit ze verléieren. Duerfir war et fir mech einfach wichteg, dass deen Dialog, dee muss tëschent zwou Administratiounen gemaach ginn, och all d'Méiglechkeete kritt, fir direkt weider ze funktionéieren. An duerfir hunn ech eng Rei Décisiounen geholl, déi Der an der Press konnt liesen, nodeem dass mer laang Diskussiounen mat deenen engen a mat deenen anereren haten, an och am Accord mat deenen engen a mat deenen anereren.

Dir hutt vun engem ronnen Dësch geschwat. Mir hate multipel Diskussiounen mat där enger Administratioun a mat där anerer Administratioun, deelweis och mat den Administratiounen zesummen an deene leschte Méint. An ech hunn elo gemengt, déi hei Konklusivum wäeren déi richteg, fir esou schnell wéi méiglech vum Fleck ze kommen.

Ech hunn Iech awer gesot, dass och nach aner Froen do waren, an Dir hutt déi Froen vum Personal an dem Personalmanagement ugeschwat. Dir wësst, dass mer scho relativ am Joer 2010 dorobber reagiert hunn an dass et och esou war, dass de Februar 2011 d'Regierung en Aktionsprogramm ugeholl huet, wou eng ganz Rei Mesuren, Moosnamen dra waren, an noutwendeg eng ganz Rei Propositiounen, fir zousätzlech Personal ze rekrutéieren.

Esou ass u sech e Plan pluriannuel opgestallt ginn, wou tëschent de Joren 2010 an 2014 véier nei Beamte pro Joer rekrutéiert ginn. Dat heescht, d'Administratioun krut, wat d'Fonctionnairen ueget, zwanzeg Posten an deene Joren zousätzlech zur Verfügung gestallt, wovun der elo schon zéng, eelef an zwielef disponibel kënne sinn, dat heescht, zwielef Posten zur Dispositioun stinn.

De Problem ass natierlech, déi Leit ze fannen, well dat, wat déi Administratioun brauch, sinn héich spezialiséiert Fonctionnairen, déi Kompetenze matbréngen, an déi fannt Der awer net einfach esou. Duerfir sinn natierlech Schwierigkeeten do, fir dat an d'Realitéit ëmzesetzen, d'autant plus dass, wann Der se muss als Fonctionnaire engagéieren, dat och gesetzlech eng ganz Rei Prozedure verlaangt, an déi hutt Der net direkt esou.

Duerfir huet d'Regierung och nach zousätzlech decidéiert, dass, fir de Besoin direkt kënnen ze erfëllen, och d'Administratioun d'Méiglechkeet kritt, fir eng Rei vun Experten anzustellen iwwer Contrat-d'experten. Do kënnen och..., tëschent 14 an 18 Contrat-d'expertë krute se autoriséiert, wann...

► **M. le Président.** - Här Minister, Dir misst elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech hunn zwar nach fir zéng Minuten,...

(Hilarité)

...ech kann net alles beäntwerten, Här President.

Also, och do hu mer eng Rei Contrat-d'experten, et sinn der elo schon eng ganz Rei engagéiert.

Et waren nach zwou, dräi aner Froen, déi mer gestallt gi waren. Ech huelen dann elo just déi wichtegst.

Wat d'Fliegermechanikern ueget, do ass et esou, dass et nogekuckt hunn, dass e Problem war virun enger Rei Méint mat der Formatioun, fir déi op d'Lizenz anzeschreiwen. Dee Problem war menges Wëssens geléist. Wann Dir elo aner héieren hutt, neier héieren hutt, muss ech mech dorëms bekümmern, mä ech gesi se momentan net direkt, kucken awer gär duerno.

Dann de Buedemradar, do sinn d'Prozeduren, wat d'Marché-publicen ass, esou wäit fäerdeg. Mir waarde momentan op en Avis vun der DAC, wat de Fonctionnement duerno vum Buedemradar ueget. Hu mer deen Avis, da kënne mer och déi Soumissioun zouschloen.

Zum Schluss wëll ech nach dat hei soen: Ech hunn och an der Press - ech hunn elo net d'Zäit, dorobber anzegoen - eng ganz Rei Saachen gelies, wat do stoung, an ech - wéi gesot, ech wëll an ech kann net op alles agoen - wëll

awer just eppes soen. Ech weess, dass an deene béiden Administratiounen, op béide Säite ganz vill Kompetenze sinn. An ech hätt och gär, dass zesummegeschafft gëtt an deenen Administratiounen do, mat all deene Kompetenzen, déi se op béide Säite matbréngen.

Ech mengen, dass mer elo e praktesche Wee fonnt hunn, fir déi Kollaboratioun ze maachen, an ech ziele fest drop, op jiddweree vun all deene Leit, déi concernéiert sinn, dass en eis mat op deem Wee do hëllef, well et ass nach fir de Flughafen vill Aarbecht ze maachen.

Mir brauchen déi zwou Administratiounen, fir déi Aarbecht ze maachen. Mä Rôle ass et, déi Konditiounen ze schafen, fir dass dat uerdentlech ka funktionéieren, an ech soen Iech just, dass ech mä Beschäft wäert maachen, fir déi uerdentlech Konditiounen do hinze kréien.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Mir kommen dann zu der Fro N°140 vum Här André Bauler, och nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert de Bau vun engem Lycée fir Gesondheetsberuffer zu Ettelbréck. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°140 du 30 janvier 2012 de M. André Bauler relative à la construction d'un lycée pour professions de santé à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 14. Juli 2010 iwwert den neie Lycée technique pour professions de santé zu Ettelbréck hat den Här Nohaltegkeetsminister mer matgedeelt, dass de Bauprogramm vun dieser Sekundarschoul schon Enn 2008, also virun dräi Joer, festgehal gi war an dass hien Architekten- an Ingenieurbüro mat der Ausaarbechtung vun diesem esou wichtege Projet fir de Klinikzentrum am Norde chargéiert huet.

Den Här Minister sot mer deemools, also virun annerhallwem Joer, dass d'Studien en vue vum Avant-projet amgang wieren an dass d'Gebai nom Energie-Plus-Konzept gebaut gëtt. No 18 Méint erlaben ech mer dofir, folgend Froen ze stellen:

Éischtens, wéi wäit sinn d'Planungsarbechte virugeschrott?

Zweytens, wéini gëtt den Avant-projet détaillé festgehalen, oder ass dat schon de Fall?

Drëtens, ass den initiale Bauprogramm iwwerschaaft ginn?

Véiertens, gi Synergië mat anere Schoulen uegestriert, wat d'Notze vun de Raimlechkeeten ueget?

Fënneftens, kann den Här Minister eis informéieren, ob schon e Kalenner vun den Aarbechte virgesinn ass?

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. D'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech wëll dem Här Bauler soen, wann e mer fënnel Froen esou hannerenee schéi propper stellt, ech muss da probéieren, déi all direkt ze mémoriséieren, fir em direkt dorop ze äntwerten. A mengem Alter ass dat net méi esou normal, dass dat alles hei funktionéiert,...

(Interruptions et hilarité)

...duerfir muss Der mer elo vun eent bis fënnel dat widerhuelen. Merci.

Also fir d'Éischt wat de Bauprogramm ueget, do ass et esou: 430 Schüler, 16 Klasesäll, 6 Enseignement-cliniques-Säll, Administratioun, eng Salle polyvalente fir 200 m<sup>2</sup>, dat ass de Sall. Et ass kee Sportssall do, Kantine an Internat, well dat muss mat deenen anereren um Schoulkomplex do ofgeséichert ginn. Och do si jo Planificatiounsaarbechten, déi amgang sinn.

D'Gemeng ass momentan amgang mat der Demande de PAP, déi en cours ass. Den Dossier, wat de Kommodo, Assainissement vum Terrain ueget, dee soll Februar 2012 abruucht ginn.

D'Datumen, déi Der gefrot hutt, wann ech mech net iren, dat sinn déi vun dem Bauprogramm, wéi mer elo wëlle virgoen. Also den APD, Avant-projet définitif, deen ass am Dezember 2011 quasiment fäerdeg. D'Finalisatioun an d'Remarquen, déi do gemaach gi sinn, déi sinn elo en cours, nach dragesat ze ginn. D'Étude d'exécution, déi ass fir Ufank 2012, dat heescht elo virgesinn. D'Réceptioun vun den Autorisatiounen, déi ass am Fong fir Summer 2012 geplangt, an d'Previsiounen fir d'Soumissiounen, déi ginn am Oktober 2012 gemaach.

Dee Moment ass och den Ufank vun den Aarbechte fir de Summer 2013 geplangt, an d'Soumissioun fir d'Démolitioun an den Assainissement, déi muss selbstverständlech dann e puer Méint virdu gemaach ginn, dat heescht Ufank 2013. Enn vun den Aarbechten an engem normal bis optimisteschen Zeenario, mä loosse mer emol soen normalen Zeenario, wär d'Rentrée 2016.

Wären dat elo Är fënnel Punkten?

(Assentiment)

Okay. Da soen ech Merci. Da behalen ech se awer nach.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Mir kommen dann nach zu enger Fro un den Nohaltegkeetsminister, nämlech déi mat der N°141 vum Här Ben Scheuer iwwert d'CAR-e-Primen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°141 du 30 janvier 2012 de M. Ben Scheuer relative au nombre de demandes pour la Prime CAR-e, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Ben Scheuer (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit Kuerzem ass den Autofestival nees amgang a vill Leit kucke sech no engem neien Auto ëm. De Fuerpark zu Lëtzebuerg huet sech an deene leschte Joren däitlech verbessert, wat d'Emissiounen ueget. Et läit am Moment am Trend, fir sech en Auto ze kafen, deen net méi esou vill CO<sub>2</sub> ausstéisst.

Fir deen Trend ze ënnerstëtzen, bitt de Stat e ganze System u Primen un. De Verkeefer an de Keefer rechne mat der CAR-e-Prime, mä de Keefer muss leider laang op säi Geld waarden. Ech ginn dovunner aus, dass de Minister schonns iwwert d'Donnéen aus dem Joer 2011 verfügt a sécher e puer Froen beäntwertet wäert.

Wéi vill Demandé si fir d'Prime CAR-e gestallt ginn?

Wéi vill Primé si bis elo ausbezuelt ginn?

Wéi laang sinn d'Délaien?

Wéi loosse sech d'Délaien vun der Demande bis zum Ausbezele verkieren, esou wéi de Minister et schonns e puermol uegekënnegt huet, scheinbar ouni grousst Resultat?

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Scheuer. D'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Och hei probéieren ech, esou prezis wéi méiglech ze sinn.

Dat Éischt, wat ech wëll soen, wa mer iwwert déi Primé schwätzen, dat ass, dass a sech d'Resultat vun där Prime e Succès ass. Mir hu 27.500 Demanden, déi säit 2008 abruucht gi sinn, an et si momentan 21.500 Dossieren, déi entweder traitéiert oder en cours de traitement sinn. 18.500 Payementer si gemaach ginn, fir en Total vun 23 Milliounen Euro. 1.800 Dossieren si refuséiert ginn, 1.200 Dossieren mussen nach komplettéiert gi vun de Leit, déi waren also onkomplett agereecht ginn, a 6.000 Dossieren si momentan nach op. Dat si just d'Zuele vun den Dossieren.

Ech géif awer och gär déi Zuelen hannendru soen, déi et eis als Resultat bruecht huet. 5.000 nei Autoe sinn enregistriert ginn, wou den CO<sub>2</sub>-Ausstouss manner wéi 100 Gramm pro Kilometer ass am Joer 2011. Dat heescht, déi do Autoen, déi representéiere schonns 10% vun de Part-de-marchéen, dat heescht zwielefmol méi, wéi dat 2009 de Fall war.

A wann ech d'Emissiounen vun, oder d'Duerchschnëttemissioune vun den Autoen, déi nei immatrikuléiert ginn am Joer 2011, kucken, sou gesinn ech, dass dat 143,1 Gramm CO<sub>2</sub> op de Kilometer war, dass ass 2,5% en baisse par rapport zu 2010 an 13,7% en baisse par rapport zu 2007, wat awer beachtlech ass, eleng fir déi Zuelen ze kucken.

Wat elo d'Délaien ueget - dat war jo dann och eng vun Äre prezise Froen -, do ass de System esou, dass den Accusé de réception dem Requéérant direkt zréckgeschéckt gëtt, wann d'Demande erakënn. Momentan ass et esou, dass déi Dossieren traitéiert ginn, déi Abrëll 2011 eragereecht gi sinn. Dat heescht, d'Administratioun huet momentan e Retard op deenen Dossieren vun zéng Méint ronn.

Dat muss een einfach gesinn, dass och elo déi Dossieren traitéiert gi sinn, déi nom Festival



2010, wou d'Autoe verkaaft gi sinn, also esou vill Méint duerno eragerecht gi sinn. Do hate mer nach eng Norm vun 120 Gramm op de Kilometer. Vu datt do extrem vill Demanden eragerecht ginn, dee Pic awer elo traitéiert ass, respektiv datt och elo déi Prime ofgeschafft ginn ass, wat d'Prime à la casse ass, si méi Disponibilitét momentan do a kënnen och lues a lues déi Dossieren opgeschafft ginn.

Ech hat gesot, mir hunn elo nach 6.000 Dossieren, déi net traitéiert gi sinn. Dat waren der am September 2011 nach 8.300, a fénnef Méint virdrun - dat heescht am Abrëll 2011 - waren et der nach 10.800, déi net traitéiert gi waren.

Dir gesitt also, datt lues a lues de Retard opgeschafft gëtt, a mat deene Renforcementer, déi mer elo kruten, ass et och geduecht oder gehofft, datt mer kënnen fir Summer 2012 un den Délai vun dräi Méint kommen, bis déi Demanden traitéiert ginn. An ech mengen, da si mer op engem uerdentleche Rythme de croisière.

Mir hu par ailleurs och relativ stark vereinfacht, wat d'Leit mussen erareeche, wa se esou eng Demande stellen, sou datt och do administrativ déi Saach elo fir d'Leit och nach méi einfach ze realiséieren ass.

Ech mengen, dat waren Är Froen all. Da soen ech lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegekeetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°142 vun der Madame Viviane Loschetter un den Aarbechtsminister iwwert d'CDD-Aarbechtskontrakter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°142 du 31 janvier 2012 de Mme Viviane Loschetter relative aux contrats de travail à durée déterminée, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration**

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci. Här President, mir wëssen, datt et eng kloer Tendenz gëtt um Aarbechtsmaart, fir datt d'Leit ëmmer méi an onsécher Aarbechtskontrakter kommen. Mëttlerweil riskéiert de Contrat à durée indéterminée, deen eigentlech erlaabt, sech selwer eng Existenz opzubauen, eng Ausnahm ze ginn, an aner Forme vu Beschäftigung mat manner Rechter iwwerhuelen d'Iwwerhand.

Ech hunn hei d'Uerteel vun der Europäescher Cour de justice, déi huet an engem wichtege an europawäiten Uerteel zu enger Employée de justice vu Köln de 26. Januar 2012, also d'lescht Woch, Positioun zum Champ d'application vun de Contrats à durée déterminée bezunn. Déi Fra, déi Recht kritt huet, war iwwer eng Durée vun insgesamt eelef Joer mat Contrats à durée déterminée beim Geriicht zu Köln ugestallt. D'Uerteel ass duebelschneideg.

Engersäits maachen d'Riichter kloer, datt eigentlech erëm méi genee misst gepréift ginn, ob et en zolitte Grond duerfir gëtt iwwerhaapt, e Contrat à durée déterminée ze verlängeren, an datt och muss dobäi gekuckt ginn, wéi vill a wéi laang Kontrakter een oder eng Employé(e) scho bei deemselwechten Employeur huet.

Anerersäits ass et awer och esou, datt d'Geriicht ganz kloer och seet, datt a verschidde Fäll d'CDDen och kënnen genotzt ginn, fir eng permanent Plaz iwwer laang Dauer ze ersetzen. Dat wier dann en Tabubroch, a mir als Gréng gesinn dës Entwécklung eigentlech zimlech skeptesch. Duerfir dräi Froen un den zoustännegene Minister:

Éischtens, wéi analyséiert d'Regierung dës Uerteel?

Zweet Fro: Wat fir een Afloss, wat fir eng Répercussione kéint dat Uerteel op déi national Aarbechtslégiolatiounen hunn?

An drëtt Fro: Wéi setzt sech d'Regierung um EU-Plang an, fir méi strikt Konditiounen fir eng Verlängerung vum CDD anzehalen? A setzt se sech iwwerhaapt an, fir méi strikt Konditiounen fir eng Verlängerung vun engem CDD?

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. D'Wuert kritt elo den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Här President! Madame Loschetter, Dir hutt absolut recht fir ze soen, datt dat Uerteel e wichtegt Uerteel ass, besonnesch an engem Kontext effektiv, wou een an enger ganzer Rei vun Länner gesäit, datt de Contrat à durée déterminée, oder besser gesot de Contrat à durée indéterminée d'Ausnahm ass, an de Contrat à durée déterminée ëmmer méi sech generaliséiert.

Gott sei Dank ass dat nach net de Fall hei zu Lëtzebuerg. Hei zu Lëtzebuerg hu mer nach ëmmer eng large Majoritéit vun ëm déi 80% vu Kontrakter, déi geschloss ginn an déi Contrats à durée indéterminée sinn, an dat soll och esou bleiwen.

Dir wësst, datt an eise Gesetz dee Prinzip festgehalen ass, datt de Contrat à durée déterminée e Caractère exceptionnel huet an datt all Kéiers dann, wann d'Regele vum Contrat à durée déterminée net respektéiert goufen, automatesch dee Contrat à durée déterminée sech ëmwandelt an e Contrat à durée indéterminée.

Bon, Dir hutt mech gefrot, wéi mir dat Uerteel do analyséieren. Bon, dat Uerteel, dat ass, wéi Der richteg bemierkt hutt, e bëssen op där enger Hand an op där anerer Hand. Dat heescht, et gëtt eigentlech keng ganz kloer Linn, well am Enn seet et, datt d'Etat mussen d'Circonstancen analyséieren a kucken, a wéi wéi Konditiounen effektiv esou eng Multiplikatioun vu CDDe machbar, méiglech a legal ass.

Dat hänkt natierlech domat zesummen, datt dat Uerteel jo baséiert op enger Direktiv vun 1999, an déi Direktiv ass eigentlech d'Resultat vun engem Accord tëschent de Sozialpartner op europäeschem Niveau, déi probéiert hunn, d'Modalitéit vum dem Contrat à durée déterminée festzeleeën. Déi Direktiv ass natierlech an all Land ëmgesat ginn, a wéi Der wësst, eng Direktiv ass eng Direktiv, dat heescht, an der Ëmsetzung vun där Direktiv, also indirekt och vun deem Accord, gëtt et eng Rei vun Interpretatiounsvariatiounen vu Land zu Land.

Wann Der dat Uerteel liest, da gesitt Der och, datt an dem Kontext vun där Prozedur - well et ass jo eng Question préjudicielle gewiescht, déi vun engem däitschen Tribunal gestallt ginn ass -, also datt och an deem Kader vun där Question préjudicielle eng Rei Länner intervenéiert sinn, déi hir Interpretatioun ginn hunn. An déi Interpretatioun, déi variéiert. Déi eng, déi soen, absolut muss dat méiglech sinn, an et muss een absolut kënnen eng Successioun vu Contrats à durée déterminée hunn. An anerer, déi sinn do méi virsiichteg.

Ënner anerem huet d'Kommissioun hir Positioun an där Prozedur hei geholl, an d'Kommissioun huet ganz kloer fixéiert, datt fir si u sech et sech ganz kloer hei ëm e Contrat à durée indéterminée handelt, well déi Persoun jo an där nämlecher Entreprise iwwer eng ganz laang Dauer geschafft huet, an duerfir hätt dat missen an e Contrat à durée indéterminée ëmgewandelt ginn.

Sou datt ech op Är zweet Fro géif soen, d'Influenz hei, déi bleift relativ op, an dat bleift och ëmmer e Problem, datt mer am Aarbechtsrecht vu Land zu Land wäerten ëmmer nach gréisser Differenzen hunn. An do läit jo d'Schwächt ënner anerem och vun Europa: Dat ass, datt mer d'Sozialrecht allgemeng a besonnesch och d'Aarbechtsrecht net genuch harmoniséieren, an och d'Aarbechtsrecht ass jo en Element vu Concurrence, heiansdo souguer, géif ech soen, déloyale, wann an engem Land d'Regele méi strikt si wéi an engem aneren.

An datt stellt d'Fro natierlech, datt mer misste méi schnell weiderkommen op enger Harmoniséierung och vum Aarbechtsrecht. Dat ass awer extrem schwéier an där Unioun vu 27, well hei eng grouss Ziel vu Länner, déi oft eng Majoritéit duerstellen, blockéieren fir weiderzokommen. Mir kennen alleguerten, a mäi Virgänger - ech mengen, dee war elo just hei am Sall - weess dat besonnesch gutt, wat den Temps de travail ubelaangt, wéi penibel et war, fir eng Direktiv do ze négocéieren, an datt um Enn bei där Négociatioun et en Échec gouf, well eng ganz Rei Länner sech opposéiert hunn, hei Regelen ze etabléieren, déi fir jiddwereen, fir jiddwer Land déi nämlecht wieren.

Nun ass dat en Uleies vu Lëtzebuerg, den Droit du travail wéi en général den Droit social méi ze harmoniséieren. Mir setzen ons natierlech an deene Réit a besonnesch am Sozialrot dofir an. Mä ech muss soen, mir sinn do relativ isoléiert, mir sinn net do zesumme mat ganz ville Länner. Ech wëll elo kee Land hei opzielen...

► **M. le Président.** - Här Minister, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Jo, Jo.

...déi, déi eis do ënnerstëtzen, mä ech huelen op jiddwer Fall de Message kloer mat, an an deem nächste Rot vun den Aarbechtsministere wier et utile, eemol iwwert déi do Problematik ze schwätzen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Aarbechtsminister.

Da komme mer elo zu der Fro N°143 vun der Fernand Kartheiser un d'Gläichheitsministesch iwwert de Projet de loi 6127. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°143 du 31 janvier 2012 de M. Fernand Kartheiser relative aux suites à donner au projet de loi 6127, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Damm an Dir Hären, Madame Minister, Dir erënnert lech, datt Der, ech mengen Ufank d'lescht Joer, an d'Chamberskommissioun vun der Egalitéit komm sidd, fir e Projet de loi ze proposéieren, deen eiser Meinung no - Dir hutt wahrscheinlech eng aner gehat - d'Fräiheet vun der Press hei zu Lëtzebuerg géif menacéieren.

Mir haten do direkt intervenéiert. Mir haten och geschriwwen un eng Rei vun Organisatiounen a mir hunn elo viru Kuerzem en Avis kritt vum Conseil de Presse. Ech wëll just kuerz hei rappeléieren, wat de Conseil de Presse seet. Dee stellt och fest, datt Der an Ärem Projet de loi eppes wëllt duerchsetzen, wat et soss an der Europäescher Unioun net gëtt, wat och net an der Direktiv virgesinn ass, op déi Dir lech bezéit an deem Projet de loi. Et ass do explizit ausgeschloss, no laangen Décisiounen an Diskussiounen zu Bréssel.

De Conseil de Presse beriff sech notament op e Gesetz iwwert d'Liberté d'expression an e schreift: «Le Conseil de Presse est dès lors d'avis que la réglementation du contenu des médias constitue une atteinte à leurs libertés.» Et ass dat éischt Argument, wat en invoquéiert, fir géint Äre Projet Stellung ze huelen.

Da beriff e sech duerno op de Code de déontologie vun de Journalisten. An de Conseil de Presse seet da weider: «...il est dangereux voire même néfaste pour tout système démocratique d'entraver directement ou indirectement au très sensible principe fondamental de la liberté de la presse, le Conseil de Presse ne voit ni l'opportunité ni la nécessité pour une initiative législative en la matière. Il est donc d'avis que le législateur devrait renoncer à inclure...» an esou weider.

Dofir ass eis Fro u sech eng ganz einfach. Ech mengen, Dir hutt jo elo deen Avis gesinn, deen trotzdeem vun enger Organisatioun kënn, déi e groussen Deel vun den Éditeuren a vun de Journalisten hei zu Lëtzebuerg federéiert. Géift Dir elo higoen an dee Projet de loi weiderféieren, och géint de Widerstand vun de Journalisten hei zu Lëtzebuerg?

Ech soen lech direkt, deemno wéi Är Äntwert ass, Madame Minister, wäerte mir selbstverständlech och erëm un international Organisatiounen erunrieden, fir hei opmierksam ze maachen op déi Gefore vun der Fräiheet vun der Press hei am Land. Et geet net duer, datt mer Ungarn kritiséieren, och zu Recht, oder aner Länner, wou d'Fräiheet vun der Press menacéiert ass. Mir passen op jidde Fall och hei am Land op, datt et net esou wäit kënn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert d'Madame Gläichheitsminister Françoise Hetto-Gaasch.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, ech wëll dem Här Kartheiser ganz kloer soen, dass d'Chamberskommissioun an hirem Avis vum 18. Januar d'lescht Joer 2011 sech bis op eng Exceptioun fir dese Projet de loi ausgeschwat huet. An eigentlech heescht dës Exceptioun - dat waart Dir, Här Kartheiser - näischt aneschtens, wéi dass een am Fong geholl domadder d'accord ass, den Acteuren aus de Beräicher Éducatioun, Publicitéit a Medien d'Recht ze loosse, fir eng Diskriminatioun par rapport zu Fraen oder zu Männer ze maachen, an dat am Kader vun dem Accès a Fourniture de biens et services.

Dir hutt selwer elo gesot, dass Dir verschidde Organer duerno mat Ärem Uleies befaasst hutt. Et ass och richteg, dass de Conseil de la Presse do reagéiert huet. En huet sech mat deem Gesetz auserneeget. E gesäit et, wéi Dir gesot hutt, als eng Atteinte un d'Pressefräiheet un. Si fäerten also, si kéinte wéinst verschidde Saachen ugesicht ginn.

Ech muss soen, mir wonneren eis e bësselchen, dass se net déiselwech Bedenke schonn haten deemools, wéi d'Gesetz 2006 géint aner Forme vun Diskriminatiounen gestëmmt ginn ass. Ech huele just d'Beispill Alter eraus. Och do si si am Fong geholl concernéiert, wa si Berichter schreien iwwer eppes, wou een zum Beispill eng Party oder eng Soirée organiséiert fir eng gewëssen Alterskategorie an et géif een deenen zum Beispill eppes fir näischt offréieren. Och do kënnen jonk Mënsche sech dann dee Moment léiséiert fillen a si kéinten och dann d'Medien usichen, wa se da géife fannen, si wären do diskriminéiert.

Also, mir hunn eis e bëssen doriwwer gewonnernt, dass de Conseil de la Presse deemools net reagéiert huet. Bon, si hunn elo reagéiert. Si

froen an hirem leschten Avis, dee se elo nach geschéckt hunn - si hunn elo nach en aneren Avis geschéckt, no deem do, zousätzlech -, Dir sollt als Législateur drop verzichten, fir de Volet Medien, Publicitéit, haaptsächlech de Volet Medien, an dat Gesetz hei eranzéieren.

Also, ech gesinn doranner, dass de Ball dann elo bei der Kommissioun läit. D'Kommissioun soll dat décidéieren. Ech mengen, Dir kennt d'Positioun vun der Regierung. Dir wësst genau, firwat dass mer dat dote wollten dran hunn. Mir wollten eng Kohärenz hunn an där gesamter Gesetzgebung, esou wéi de Conseil d'État dat deemools iwwregens scho gefrot hat, dass een net soll eng Hierarchisatioun mache vun Diskriminatiounsmotiver.

De Ball läit elo bei lech. Ech mengen, d'Chamberskommissioun soll sech dann an deem dote Kontext prononcéieren, ob se derbäi bleift, wat se virun engem Joer decidéiert huet, oder ob se elo wëllt nach eng Kéier doriwwer nodenken, nodeems dann elo de Conseil de la Presse sech dozou positionéiert huet.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Gläichheitsministesch.

Da komme mer elo zu der leschter Fro vun haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°144 vun der Claude Adam un den Héichschulminister iwwert d'Hëllef fir Héichschulstudien. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°144 du 31 janvier 2012 de M. Claude Adam relative aux retards persistants dans la gestion et le versement des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Här President, léif Kollegeen, déi Fro, déi ech de Mëtteg stellen, huet eng kleng Virgeschicht. Ech wëll se kuerz erwähnen, soss... Den Här Minister wäert dat souwisou wahrscheinlech och maachen.

Ech hat de 6. Dezember eng Question parlementaire gestallt, wou ech eng Rei Froen hat iwwert de CEDIES an iwwert d'Ausbeute vun de Boursen an de Préten un d'Studenten. Ech krut de 27. Dezember eng Äntwert, déi och souwäit zefriddestellend war, bis dann eben op ee Punkt, an dat ass d'Ursaach, firwat ech haut nach eng Kéier nofroen.

An der Äntwert stoung - ech hat e Fall opgeléicht, wou et aacht Woche gedauert huet, bis eng Äntwert komm ass oder bis d'Sue komm sinn op den Accord positif -, do war gesot ginn, dat wier eng Ausnahm, en isoléierte Fall. Ech hunn awer elo erëm esou eng Ausnahm an ech weess och nach vun aneren.

A stellvertriedend dann ebe fir all déi aner, déi nach am Fall sinn, hunn ech zum Beispill hei mat Daten ënnermauert: Den 8. November war den Dossier komplett beim CEDIES eraginn, den 13. Dezember gouf e positiven Avis ausgestallt, a bis gëschter, dat heescht, bis den 30. Januar, waren nach ëmmer keng Suen do.

Ech mengen, Dir kënn lech virstellen, datt dat fir Studenten, déi wierklech och op déi Suen ugewise sinn, eng schwéier Situatioun ass, wann déi Suen esou vill Retard kréien. Duerfir erlaabt mer nach eng Kéier d'Fro, Här Minister: Wéi vill där isoléierter Fäll gëtt et effektiv? Ech mengen, all eenzelne Fall soll eis interesséieren.

An zweetens: Wéi probéieren mer dann, dat doten trotzdeem awer schlussendlech aus der Welt ze kréien, fir datt déi Studenten déi Suen an där Zäit kréien, wou se sollen?

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. D'Wuert kritt elo den Här Héichschulminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Jo, Merci, Här President. Hei si mer am typesche Fall, dass ee muss oppassen, dass een net an de latäineschen Adage pars pro toto verfällt. Mir hunn allgemeng Zifferen, an da gëtt et Exceptiounen. An do wär ech heiansdo méi frou, wann exceptionnel Fäll optrieden, dass een déi géif signaléiert kréien oder dass d'Leit se selwer direkt beim CEDIES géife signaléieren. Dat geet nach méi séier wéi iwwer mech ze fueren, fir dat ze kucken.

Mir bezuele jo déi Aidë pro Semester aus. D'Wantersemester ass eriwwer. Am Wantersemester hu mer 13.526 Aiden accordéiert an ausbezuelet. 82 sinn nach net ausbezuelet, obwuel se accordéiert gi sinn. Dat schéngt dann e bëssen ënnert d'Beispill ze falen, wéi den Här Adam gesot huet. Do ass et esou, dass nach dës Woch der eng ganz Partie signaléiert goufen. Déi si beim Contrôle financier.



Fir e Bëssen déi normal Délaien ze huelen: Normal Délaien ass, dass relativ séier bei eis kann um CEDIES accordéiert ginn. Da muss déi ganz Prozedur vum Stat iwver Contrôle financier an esou weider goen. Dat kann also schonn an der Regel e puer Wochen daueren, awer net do-irwuer eraus.

465 Aidë goufe refuséiert an 162 Aidë vum éischte Semester sinn nach net ausbezuelt, well den Dossier net komplett ass. Scho fir dat zweet Semester, dat elo eréischt knapps ugefaangen huet, hu mer 384 Aiden ausbezuelt. Dräi goufe refuséiert, 44 sinn der en attente an 125 sinn accordéiert, nach net ausbezuelt. Déi sinn elo accordéiert ginn dës Woch, déi ginn elo bei de Contrôle financier. Dat kann an der Regel nach bis zu dräi Wochen daueren.

Elo gëtt et effektiv - elo ass et esou, dass also déi meeschte Leit se relativ séier kritt hunn -, et gëtt eng Partie Fäll, net ze vill, an dat hu mer och an der Äntwert gemellt, wou technesch Schwierigkeeten sinn. Et sinn einfach technesch Schwierigkeeten, dass et net ukënn. An do ass et esou, dass an der Regel déi Studenten da selwer beim CEDIES uruffen a froen: Woufir ass et net ukënn? An dann deblockéiere mer dat.

Dat sinn der, ech weess net, wéi vill. Ech muss kucken, well ech et elo eréischt kritt hunn. Dat sinn der net vill. Mä do ass et esou, Här Adam, wann Der Fäll hutt, da gitt mir se mat, da kucke mir dat mam CEDIES!

Fir den 1. August hu mer och technesch en neie System, dass e System d'alerte kënn, wann d'Suen net ukomm wäeren, dass mir selwer Bescheid gesot kréien, dass d'Suen net ukomm sinn. Mä an der Regel ass et esou, dass d'Studente schonn op déi Suen ugewise sinn, wa se net soss Sponsoren hunn, a sech selwer mellen. Mä nach eng Kéier: Mir kënnen net hei pars pro toto maachen. All Fall soll eis derwärt sinn nozekucken. Ech kucke se och all eenzelne gär no, déi Der mer elo nach no der Sitzung hei gitt.

Mä nach eng Kéier: Wann ech d'Zifferen huelen, sinn et nëmme wéineg Fäll, wou... Dat sinn technesch Problemer, déi mer bis den 1. August behuewen hunn, a bis dohi muss mer einfach kucken, manuell dat ze behiewen. Mir sinn, an do sinn ech ganz houfreg drop, wierklech beim CEDIES total op E-Line gefuer, wat villes vereinfacht, mä et sinn do e puer kleng Problemer nach opgetaucht, déi mer am gaange sinn ze behiewen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Héichschoulminister François Biltgen.

Domadder wiere mer um Enn vun eiser Froestonn. Mir kommen dann elo zu eiser nächste Punkt vum Ordre du jour, nämlech d'Diskussion vum de Projeten 6230 an 6231 iwwert d'Cour pénale internationale, déi mer zesammen an enger Diskussion behandle wäerten. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Braz an den Här Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projeten, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

## 5. 6230 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, approuvé par une loi du 14 août 2000 portant approbation du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998

### 6231 - Projet de loi réglementant les modalités de la coopération avec la Cour pénale internationale

#### Rapport de la Commission juridique

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber soll haut iwver zwee Gesetzestexte ofstëmmen, déi eng Rei Verpflichtungen an eis Lëtzebuergesche Gesetzgebung aschreiwten an Zesammenhang mat der Konventioun iwwert de sougenannten „Statut de Rome de la Cour pénale internationale“.

Lëtzebuerg huet d'Konventioun iwwert de Statut vum de Internationale Gerichtshaff vu La Haye duerch e Gesetz vum 14. August 2000 approuvéiert. Domat sinn all Bestëmmungen vun där Konventioun fir eist Land a Kraaft getrueden. Eist Land huet missen zënter 2000 seng internationale Verpflichtungen an Zesammenarbeit mat der Cour pénale internationale erfëllen. D'Fro stellt sech also, firwat dass dann haut nach déi zwee Gesetzter mussen diskutéiert an ofgestëmmt ginn. Wat ass de Sënn vun deenen zwee Texter a wat bréngt se zousätzlech un neie Bestëmmungen an eis Gesetzgebung mat

eran? Ech mengen, duerfir ass et - ganz kuerz - noutwendeg, fir e Bëssen an den Detail vun deenen zwee Texter anzegoen.

Duerch de Projet 6230 gi verschidde Bestëmmungen vun der Konventioun iwwert den Internationale Gerichtshaff an déi Lëtzebuergesche Gesetzgebung iwverholl. De Code pénal vun eise Land gëtt duerch en neien Titel Ibis mat véier neien Artikelen - 136bis, 136ter, 136quater a 136quinquies - komplettéiert. Déi Artikel feieren an de Lëtzebuergesche Code pénal nei Strofbestëmmungen an.

Verschidde Strofdoten, déi bis elo net an der Lëtzebuergesche Strafgesetzbuch virgesi waren, ginn an deene virgenannten Artikelen ausféierlech definéiert. Déi Strofdote bezéie sech eigentlech op véier verschidden Domänen, wou ech net an den Detail wëll goen; ech zitëiere se awer.

Dat ass fir d'Éischt de Génocide, dat ass d'Verbrieche géint d'Mënschheet, Crime contre l'humanité, et sinn d'Krichsverbrieche an et ass de sougenannten „Crime d'agression“, dat heescht een Ugrëff géint d'Souveränitéit, géint déi territorial Integritéit a géint déi politesch Onofhängegkeet vun engem Land. Dat ass en Zousaz, deen eréischt d'lescht Joer op enger Konferenz zu Kampala decidéiert ginn ass an dee mer direkt hei bei der Ofstëmmung an den Text mat erageholl hunn.

Doduerch, dass de Lëtzebuergesche Code pénal an Zukunft déi Strofdoten ausdrécklech virgesäit, kënnen déi Lëtzebuergesche Gerichter Stroftäter, déi hei am Land eng Strofdot begaangen hunn oder déi hei am Land sinn, poursüivieren an och hei am Land veruerteelen, well déi do Strofbestëmmungen een Deel vun der Lëtzebuergesche Gesetzgebung sinn. Bis elo hu mer zwar mat der Cour pénale internationale misse kooperéieren, awer well mer selwer déi Bestëmmungen net haten, hunn déi Stroftäter missen transferéiert ginn un d'Cour pénale internationale vu La Haye.

Den Text orientéiert sech no der belscher Gesetzgebung an iwwerhëlt bal wuertwäertlech d'Bestëmmungen vum de Statut de Rome vun der Cour pénale internationale.

Deen zweeten Text, dat ass de Projet 6231, dee regelt d'Kooperatioun vun eise Land mat dem Internationale Gerichtshaff vu La Haye. Déi Zesammenarbeit besteet zënter dem Gesetz vum 14. August 2000 doduerch, dass och eist Land déi Konventioun dee Moment, wéi ech scho virdru gesot hunn, approuvéiert huet.

Den Text, dee mer haut stëmmen, regelt verschidden Detailer, verschidde Situatiounen, déi bis elo esou net an eiser Lëtzebuergesche Gesetzgebung geregelt waren, notament wann de Stroftäter hei zu Lëtzebuerg kéint gefaasst ginn, wéi da seng Situatioun zu Lëtzebuerg misst gehandhabt ginn, wéi eng Rechter dass en zu Lëtzebuerg huet, fir sech kënnen zu Lëtzebuerg ze verteidigen, wéi d'Prozedure sinn, fir mat der Cour an där Hisiicht zesummenzeschaffen, an och, wéi dee Stroftäter gegebenenfalls un den Internationale Gerichtshaff kann transferéiert ginn.

D'Gesetz regelt och am Detail d'Assistenz vun eise Land mat dem Internationale Strafgerichtshaff bei der Ausféierung vun den Aufgabe vun deem Gerichtshaff. D'Zesammenarbeit mat dem Internationale Gerichtshaff vu La Haye, besonnesch wat d'Rechter vun de Persounen, déi vun der Lëtzebuergesche Justiz kënnen un de Gerichtshaff vu La Haye transferéiert ginn, betrëfft, ginn also hei an deem Text ausféierlech preziséiert a festgeluecht.

Et ass eng technesch Matière, op déi ech hei net wëll am Detail agoen. Mir hunn, esou wéi de Statsrot, an der Kommissioun dat genee gekuckt a se och op déi Texter reduzéiert, wat onbedéngt noutwendeg war. Ech wëll awer hei op zwee Punkten agoen, déi souwuel vum Statsrot wéi och vun der Commission juridique am Laf vun der Diskussion opgeworf an thematiséiert si ginn an och eng Léisung fonnt hunn.

Dat ass engersäits d'Fro vun der zentraler, administrativer Kontaktinstanz tëschent Lëtzebuerg an der Cour pénale internationale, an zweetens, dat ass d'Fro, ob Lëtzebuerg och bereet ass, Persounen, déi vun dem Gerichtshaff vu La Haye veruerteelt si ginn, zu Lëtzebuerg opzehuelen, fir dass se hei hir Prisongsstraf, wéi mer soen, kënnen ofsätzen.

Wat déi éischt Fro ugeet, déi vun der zentraler Autoritéit, do hat Lëtzebuerg am Joer 2000 déi Aufgab der Lëtzebuergesche Ambassade zu La Haye iwwerdroen, duerch eng Deklaratioun vun eiser Regierung. Mir stellen awer fest, dass an aneren internationale Konventiounen déi do Aufgaben, déi en Deel vun der Entraide judiciaire tëschent internationalen Autoritéiten a Lëtzebuerg duerstellen, an d'Kompetenz vum Procureur général d'État falen. Déi zentral Autoritéit op nationalem Plang ass eigentlech den

Uspriechspartner an deem heite Fall vun der Cour pénale internationale.

Et war zwar richtig, fir am Ufanksstadium déi Aufgaben der Ambassade zu La Haye ze ginn, mä d'Ambassade vu La Haye war eigentlech an där Hisiicht nëmme eng Brëifboîte. Doduerch, dass mer awer elo déi Kooperatioun méi enk gestalten, dass mer och d'Texter änneren, ass et méi einfach, déi doten Aufgab, wéi och bei aneren internationale Verpflichtungen, dem Procureur général d'État unzevertrauen. Dat hat de Conseil d'État ugedeit, an d'Kommissioun, d'Commission juridique, huet an deem Beräich an där Hisiicht eng Ofännerung vum Text proposéiert.

D'Aufgab vun där zentraler Instanz besteet doran, eigentlech den Intermédiaire ze spillen tëschent dem Internationale Gerichtshaff vu La Haye an de Lëtzebuergesche Gerichtsinstanzen. Et bleiwen awer och an eenzelne Fäll zu Lëtzebuerg direkt Décisiounen ze huelen, déi de toute façon missten, och wa mer d'Ambassade géife bäibehalen, un de Procureur weidergerecht ginn. De Procureur huet also och net nëmme Brëifboîte ze spillen, mä en huet och zum Deel eng Aufgab ze iwverhuelen, wat d'Décisiounen vun deenen Untrüg vun dem Gerichtshaff ugeet.

Wéi gesot, de Statsrot an d'Commission juridique waren duerfir der Meenung, déi Missioun vun der zentraler Autoritéit beim Procureur général d'État unzesiedelen. An deem Sënn ass dann och, wéi gesot, den Artikel 1 vun dem Projet 6231 ofgeännert ginn.

Déi zweet Fro betrëfft d'Haltung vun der Lëtzebuergesche Regierung zu dem Punkt, ob Lëtzebuerg bereit ass, Prisonnier opzehuelen, déi vun dem Internationale Gerichtshaff veruerteelt gi sinn.

Mir hu gemengt, gutt ze doen, dass mer en Amendement abruucht hunn zu dem Gesetzesprojet 6231. Dat war vun der Commission juridique decidéiert ginn. De Conseil d'État huet eis awer dorop higewisen, dass dat eng Kompetenz wär vun der Regierung, dass och an der Konventioun virgesi war, dass d'Regierung misst déi Deklaratioun maachen. Mir hunn duerfir vun dem Amendement, zu deem de Conseil d'État eng formell Opposition gemaach hat, ofgesinn, a mir hunn awer d'Regierung gebieden, Kloerheet ze schafen an där doter Fro.

Dat ass och geschitt duerch e Brëif vum 21. Dezember 2011. De Justizminister huet nämlech den Ausseminister gebieden, dem Internationale Gerichtshaff matzedeelen, dass Lëtzebuerg bereit vu La Haye condamnéiert si ginn, zu Lëtzebuerg opzehuelen, fir dass se hei kënnen hir Prisongsstrafen ofsätzen, allerdéngs ënnert der Bedéngung, dass déi Persounen d'Lëtzebuergesche Nationalitéit hunn oder dass se virdru zu Lëtzebuerg hir legal Residenz haten. Ech mengen, domat fënnt och keen en Hoer an der Zopp an där doter Matière. A mir kënnen eigentlech och déi Deklaratioun do nëmme approuvéieren, wa mer se och net mat bestëmmen kënnen.

Ech mengen, do wär eigentlech zu deenen zwee Projeten alles gesot ginn. Ech géif och d'Chamber bidden, déi zwee Projeten an där Form, wéi d'Commission juridique dat proposéiert, ze stëmmen. Ech kann och soen, dass d'Commission juridique eestëmmege dee Vote geholl huet, an ech kann och hei den Accord vu menger Partei bréngen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Paul-Henri Meyers. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, no deem ganz exzellenten an ausféierleche Rapport, souwuel deem schrëftleche wéi deem mündlechen, vum Här Meyers bleift mir nëmme nach iwweg, dem Här Meyers dofir ganz hærzlech Merci ze soen, zweetens awer och e Wonsch auszudrücken, an zwar dee Wonsch, dass mer dat Gesetz hei net oft mussen a Kraaft setzen. Dat wär en Zeechen, dass dës Welt e bësse méi mënschlech gi wär. An drëtten wëll ech ganz kloer den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner kritt den Här Félix Braz d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Här President, déi gréng Fraktioun wëllt och just dem Här Meyers als Rapporteur Merci soe fir den exhaustive Bericht an d'Zoustëmmung gi fir de Projet de loi.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll och dem Rapporteur villmools Merci soen. En huet dee ganz komplizierte Projet de loi hei ganz gutt explizéiert, a mir wäerten deen och stëmmen.

Mä et muss een awer och festhalen, dass d'Cour pénale internationale an déi ganz Gesetzgebung bis elo vun 120 State ratifizéiert gi sinn, mä datt Amerika, Russland a China zum Beispill - wat déi dräi grouss Länner sinn - bis elo net wëllen op deem Wee do weidergoen.

Dat, wat een och muss festhalen, dass ass, dass mer eng Ännerung aféiere vis-à-vis vum Tribunal pénal international, dee mer virdru kannt hunn. Mat där neier Cour pénale internationale gëtt haaptsächlech d'Répression vun de Crimes d'agression, déi de Rapporteur virdru beschriwwen huet, nei regléiert, an iwverhaapt, dass se kënnen bestrooft ginn. Dann ass och festgehale ginn...

► **M. le Président.** - Här Henckes,... Neen, et ass gutt, fuert virun. Ech hat gemengt, et wëllt een lech eng Fro stellen.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - ...de Principe de non-rétroactivité, deen agefouert gëtt. Dann ass d'Cour och komplementär zu den nationale Jurisdictionen. Mä wat mer dat Allerwichtigst awer och schéngt ze sinn, dat ass, dass d'Victimen och elo Rechter kréien an där ganzer Gesetzgebung. An deene viregten Tribunaler, déi international geschaff hunn, wor dat doten net méiglech, sou datt dat hei eng absolut wictege Neierung ass.

Mä et gëtt awer och nach menger Meenung no eng kleng Debatt, déi mer sollte feieren iwwert den Artikel 136bis an d'Definitioun vum Génocide. Déi Definitioun, déi baséiert op dem Artikel 2 vun der UNO-Konventioun vun 1948 iwwert de Génocide, an deen ass dunn am Statut de Rome vun '98 iwverholl ginn.

Den Term „Génocide“ applizéiert sech ënner verschidde Konditiounen, déi einfach festgeluecht gi sinn duerch déi Gesetzgebungen, mä natierlech ënner enger wicteger Konditioun, dat ass, dass eng Regierung oder eng regierungsähnlech Autoritéit déi geuerdert huet.

Et gëtt bis elo véier Génociden, déi vun den internationale juristeschen Instanzen, déi vun der UNO ofhänken, unerkannt gi sinn. Deen éischten ass den armenesche Génocide, deen duerch d'Commission des droits de l'Homme vun der UNO den 29. August 1985 zréckbehalde ginn ass, de Génocide vun de Judden, de Génocide vun den Tutsien am Ruanda an de Massaker vu Srebrenica.

Den neien Artikel 2 (veuillez lire: Alinéa 2) vun dem Artikel 457-3 vum Code pénal, dee mer elo solle stëmmen, dee seet Folgendes: «Est puni des mêmes peines», dat heescht, do gi stroferechtlech Peinë virgesinn, «celui qui a contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs génocides tels qu'ils sont définis par l'article 136bis du Code pénal, ainsi que des crimes contre l'humanité et crimes de guerres, tels qu'ils sont définis aux articles 136 et 136quinquies (veuillez lire: articles 136ter à 136quinquies) du Code pénal et reconnus par une juridiction luxembourgeoise ou internationale.»

Dat heescht, dass déi véier Génociden, déi ech elo ugestallt hunn, wann déi an der Öffentlechkeet niéiert ginn, da kënnen déi stroferechtlech bestrooft ginn. Ech mengen, dat heiten ass e ganz wictege Schratt, dee mer hei maachen, an et ass awer och wictege, dass alleguerter d'Bierger dobausse sech bewosst sinn, dass verschidde Saachen net méi däerfen an der Öffentlechkeet gesot ginn, ouni datt se stroferechtlech Risikoen aginn.

Dat gesot, wollt ech den Accord vun der ADR zu deem Gesetzesprojet bréngen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo nach den Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, ech wollt d'Ronn awer hei komplett maachen an och am Numm vu menger Fraktioun dem Rapporteur Merci soe fir de schrëftleche Rapport, awer och fir déi mündlech Explikatiounen haut.

Ech mengen, dass d'Chamber hei och gutt Aarbecht geleescht huet mat all deenen Instanzen, déi hei implizéiert waren, well mer net nëmme - ech mengen, wéi dat am Regierungsprojet jo virgi war - eise Code pénal komplettéieren, mä awer och eng Rei vu praktesche Froe klären, wéi déi Ëmsetzung vun deenen internationale



Bestimmungen hei da wierklech kann zu Lëtzebuerg geschéien, wat déi zoustänneg Instanze sinn, déi mat implizéiert sinn, wéi dat praktesch kann oflafen a wat och d'Konsequenze si praktescher Natur, wann et dann zu enger Veruerteelung kéint.

Alles dat, mengen ech, mécht, dass mer et hei mat engem Text ze dinn hunn, deen eng breet Zoustämmung féint, a selbstverständlech och déi vun eiser Fraktioun.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bodry. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech mengen, déi Cour pénale internationale ass ouni Zweifel e wichtegt Element vum internationale Völkerrecht an ass och als solches ze begrëssen. Et ass am Fong geholl dat éischt internationaalt Strofergericht, wat et méiglech mécht, déi Verantwortlech, och déi politesch Verantwortlech vu Krichsverbrieche, vu Verbrieche géint d'Menschlechkeet a vu Völkermord ze veruerteelen.

Et muss een awer och wëssen, dass déi Cour pénale internationale Grenzen huet, déi riskéieren, hir universal Gültigkeit a Fro ze stellen. Si ass net vun alle Staaten unerkannt. Wichteg State wéi d'USA, Russland, China oder Israel hunn hir Statuten net ratifizéiert oder emol net ënnerschriwwen. D'CPI kann awer ugesicht gi vun engem Stat respektiv vu sengem Procureur nëmmen an deem Fall, wann e Verbrieche an engem Memberstat, deen d'Konvention also ratifizéiert huet, geschitt oder vun engem Ressortissant vun esou engem Stat, an dat grenzt natierlech hir territorial Wierkung an.

Si kann zwar och ugesicht ginn op Demande vum UNO-Sécherheitsrot, an da kënnen och Crimen ugesicht ginn, déi an Netmemberstate stattfonnt hunn. Mä grad do, wann de Sécherheitsrot ageschalt gétt, ass d'Gefor - mengen ech - evident vum „deux poids, deux mesures“.

Esou hu mer zum Beispill gesinn am Fall Sudan a Libyen, dass do géint déi jeeeweileg Machthaber Schrëtt ageleet gi sinn. Mir gesinn et awer haut net am Fall Syrien zum Beispill. Mir hunn et virduen net gesi bei deem, wat virgefall ass an der Gazasträif. Mir hunn et net gesi bei den Exactiounen vun der amerikanescher Arméi an Irak oder an Afghanistan. Mir hunn et och net erlieft nom Libyenkrich, wou awer ëmmerhin Dausenden, wann net Zéngdausende vu Leit hiert Liewe verluer hunn. An et muss ee wëssen, dass dat Gesetz hei awer och Strofe virgesäit zum Beispill bei Kollateralschied duerch Bombenattaken op zivil Ziler oder zum Beispill bei Exekutiounen...

► **M. le Président.**- Här Urbany, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt? Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech soen lech Merci, Här President, an dem Här Urbany Merci fir seng Generositéit, fir mer ze erlaben, eng Fro ze stellen.

Ech wollt den Här Urbany froen, ob ech e richteg verstanen hätt, datt säi Wonsch wär, datt eng Interventioun a Syrien géif geschéien? An an deem Fall, vu wem se da soll gemaach ginn?

Well ech hat lech verstanen an deem Sënn, datt Der géift regrettéieren, datt d'international Communautéit am Fall Syrien bis elo näischt gemaach hätt. Also meng Fro un lech: Hätt Der gär eng Interventioun a vu wem soll déi da gemaach ginn?

Merci.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech soen lech Merci, dass Der mer erlaabt, meng Riedezäit e bëssen ze verlängeren an och dozou e puer Erklärungen ze ginn.

**(Interruptions)**

Dat ass jo net üblech. Et ass jo net üblech.

Ech sinn effektiv der Meenung, dass géint dat, wat do geschitt a Syrien duerch d'Machthaber a Syrien, déi Exactione géint d'Zivilbevölkerung, déi ouni Zweifel ënnert d'Kategorie Krichsverbrieche falen, Schrëtt beim Internationale Strofergericht sollen ageleet ginn. Déi Leit solle virun hir Verantwortung virum Internationale Strofergericht gestallt ginn.

Ech sinn awer gläichzäitig géint eng militäresch Interventioun a Syrien, well ech fannen, dass dat just nëmmen d'Saach verschlëmmert, dass do Dausende vun zivilen Affer wäerten derbäikommen. An ech mengen, dat hu mer ganz kloer am Fall Libyen gesinn. Do ass et nämlech esou gaangen.

D'Fro stellt sech generell, vu dass mer hei ëm eng...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här Urbany, sidd Der dann der Meenung, datt a Libyen den Diktator Gaddafi net nach do wär, wann net eng Interventioun gemaach gi wär?

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dat ka sinn, dass en dann nach do wier.

**(Interruptions)**

Mä op jidde Fall mengen ech, dass déi Interventioun a Libyen zu Konsequenze gefouert huet, déi net ze veräntwerte sinn. An ech wëll mech dergéint wieren... Et ass awer net d'Debatt hei natierlech, et geet hei ëm d'Internationaalt Strofergericht.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Et muss een awer och wëssen, wéi een d'Leit dohinnerkritt.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Wa mer hei eng Debatt wëlle féieren iwwer militäresch Interventiounen opgrond vun UNO-Mandater oder Net-UNO-Mandater, well ganz dacks sinn och Interventiounen emol geschitt ouni UNO-Mandat - wéi a Jugoslawien zum Beispill -, dann ass dat eng ganz aner Diskussioun. Dann ass dat eng Diskussioun, wat fir Méttelen dass een asetzt, fir géint d'Ongerechtegkeete virzegoen.

An och dann, mengen ech, muss een och net nom Prinzip „deux poids, deux mesures“ fuehren, mä da muss een och bei militäreschen Interventiounen se iwwerall maachen, wou et noutwendeg ass. Och wann dee jeeeweileg Diktator e Frënd ass vum Westen. Wéi iwwregens den Här Gaddafi et laang war! Den Här Gaddafi huet jo den europäesche Länner ganz vill Déngschter gelescht, andeems en d'Flüchtlingen...

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir misst awer elo esou lues zum Schluss kommen. Dir sidd elo wäit iwwert d'Beantwortung vun deene Froen eraus. Kommt wann ech gelift elo zum Schluss.

**(Interruptions)**

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dat ass richtig.

**(Hilarité)**

Do hutt Der vollkomme recht. Gutt, ech kommen dann op mäin Text zrëck an ech wëll do awer dann nach d'Fro stellen un déiselwecht Leit, déi mir elo hei Froe gestallt hunn - ech verlaangen awer net, dass se onbedéngt direkt mussen drop äntwerten: Sinn och Nato-Truppen zum Beispill bereet, sech der Juridictioun vum Internationale Gerichtshaff ze ënnerwerfen, wa se selwer, wéi dat jo awer an der leschter Zäit zimlech dacks geschitt ass, Massakere gemaach hunn, déi net ze rechtfertige sinn an déi iwwregens och, am Fall Afghanistan oder wéi an Irak, duerch déi ganz Wéltpress gaange sinn a kritiséiert gi sinn?

Den Ënnerschied ass just, dass déi Saache sech net virum Internationale Strofergerichtshaff ofspillen. An ech mengen, just dat soll verënnert ginn. Et soll net eng selektiv Politik jee no politescher Interesselag hei gemaach ginn. An ech wëll wierklech och en Appell maachen un d'Lëtzebuerg Regierung, fir sech op allen Niveauen anzusetzen...

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir musst elo zum Schluss kommen. Dir hutt elo méi wéi déi duebel Riedezäit. Kommt wann ech gelift zum Schluss.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Meng Ried u sech hätt ganz gutt an d'Zäit gepasst. Mä leider ginn ech dauernd hei ënnerbrach. Dat ass nun eben esou. Mä ech freeë mech awer dorüwer, well...

► **Une voix.**- Dir sidd dem Här Kartheiser schéin op de Laim gaangen.

**(Hilarité)**

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Also, Gerechtegkeet, d'selwecht Mooss an alle Fäll a selbstverständlech eng Poursuite vun alle Crimen, déi do geschéien, an et sinn der nu wierklech net wéineg.

Ech wëll awer mat engem positiven Akzent ophalen an ech stëmmen natierlech déi zwee Gesetzter hei.

► **Plusieurs voix.**- Ahhh!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. Ech mengen, dass mer hei e juristeschen Text hu vum internationalen öffentliche Recht, dee wichtig ass. Den Här Paul-Henri Meyers huet hei alles dozou gesot, wat zu deem Text ze soen ass.

Wat aner Orateure gesot hunn, engagéiert si. Ech wäert net zu deem Stellung huelen. Ech si frou, dass mer déi doten zwee Texter kënnen stëmmen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Justizminister. Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6230 et dispense du second vote constitutionnel**

Fir d'Éischt de Vote iwwert de Projet de loi 6230. D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Raymond Weydert), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;*

*M. Serge Urbany.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6231 et dispense du second vote constitutionnel**

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6231. D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Mme Marie-Josée Frank), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;*

*M. Serge Urbany.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6272 an der Proposition de loi 4969 iwwert déi zivil Médiatioun, déi zesumme behandelt ginn an enger Diskussioun. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Wilmes, d'Madame Polfer, d'Madame Loschetter an den Här Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

## 6. 6272 - Projet de loi portant

- introduction de la médiation en matière civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile;

- transposition de la Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale;

- modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- modification de l'article 3, paragraphe (1), point 1. de la loi du 3 août portant mise en application du règlement (CE) n° 4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile; et

- modification des articles 491-1 et 493-1 du Code civil

**4969 - Proposition de loi portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile**

**Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi 6272**

► **M. Léon Gloden (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Importanz vun engem Gesetzesprojet erkennt een oft un der Zuel vun den Avisen, déi dozou geschriwwen goufen. De Gesetzesprojet 6272, deen d'Médiatioun an eise Code de procédure civile aféiert, ass esou ee Gesetzesprojet. Tëscht den 7. Abrëll 2011, wou en déposéiert gouf, bis den 18. Januar 2012, wou d'Justizkommissioun hire Rapport gestëmmt huet, sinn eleng zwielef Avisen erakomm.

D'Médiatioun interesséiert, well d'Médiatioun eng Alternativ ass. Eng Alternativ zu där ordinärer Justizprozedur, eng Alternativ, déi et de concernéierte Parteien erlaabt, hire Sträit selwer ze regelen.

Europa huet Zäit gebraucht, fir sech mat dëser alternativer Prozedur unzefrënnen, während d'USA schonn zënter de 70er Jore Gebrauch dovunner maachen. D'Médiatioun war an éischer Linn interessant fir d'Entreprises. Si kënnen duerch dës Prozedur méi schnell an op eng konziliant Aart a Weis hir Problemer léisen. Si huet d'Garantie vun der Diskretioun, well déi duerch gross Prozesser bedéngten Öffentlechkeet ewechfält. Esou spueren se Zäit a Geld, ouni hirem Ruff ze schueden.

An Europa huet et bis an d'90er Jore gedauert, bis d'Médiatioun zu enger Prioritéit gouf. 1994 gouf de Réseau européen d'arbitrage et de médiation commerciale geschaf. Dunn, 1999, hunn d'Stats-a Regierungschefen um Sommet vun Tampere decidéiert, datt Europa sollt alternativ aussergerichtlech Prozeduren an d'Liewe ruffen. D'Pacificatioun vun de Relationen tëscht de Parteien, awer och d'Entlaschte vun den ordinäre Juridictiounen sollen duerch d'Médiatioun geförderet ginn.

D'Europäesch Kommissioun huet 2002 e sougenannt „Gréngt Buch“ iwwert d'Médiatioun an de Konflikter an den zivilen a kommerzielle Beräicher ausgeschafft. Dëst Gréngt Buch ass den Ausgangspunkt vun der Direktiv 2008/52 vum 21. Mee 2008 iwwer gewëssen Aspekter vun der Médiatioun am zivilen an am kommerzielle Beräich.

Hei zu Lëtzebuerg ass d'Médiatioun och net onbekannt. Dir kennt all de Médiateur, oder vu muer un d'Médiatrice, déi zoustänneg ass, fir de Bierger hire Plainten am Zesummenhang mat den Administratiounen nozegoen. Am Beräich vun eise Strofrecht gétt et d'Médiation pénale, déi dozou soll féieren, de Schued, deen duerch eng Strofdot entstanen ass, ze behiewen.

Den 11. Juni 2002 huet d'Madame Err eng Proposition de loi déposéiert betreffend d'Médiatioun. D'Regierung huet déi Initiativ ausdrécklech an hirem Projet de loi begrësst. De Gesetzesprojet 6272 huet eng generell Vociatioun, dat heescht, datt d'Médiatiounsprozedur an zivilen a kommerziellen Affären eng Assise an eise Code de procédure civile soll kréien an doduerch institutionaliséiert ginn. Nëmmen esou kann d'Médiatioun zu enger reeller Alternativ ginn.



Dese Wëlle spigelt sech virun allem am Applikationsfeld vum Gesetzesprojet erëm. D'Objektiv vum Gesetzesprojet iwwert d'Médiatioun ass duebel: Éischtens solle mer d'Direktiv an onst nationaalt Recht ëmsetzen.

Zweetens geet de Gesetzesprojet awer iwwert d'Direktiv eraus: De Gesetzesprojet applizéiert d'Médiatiounsprozedur, esou wéi se vun der Direktiv virgesinn ass, och op déi intern Prozeduren zu Lëtzebuerg, dat heescht déi Prozeduren, déi a sech net géifen an d'Applikationsfeld vun der Direktiv falen, déi jo eng grenzwiergräifend Situatioun viraussetzt.

En plus gesäit de Gesetzesprojet och d'Médiatioun am Beräich vun der Famill vir, wat eng wichteg Innovatioun vun deem Text ass, op déi ech nach spéider wäert ze schwätze kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ass d'Médiatioun iwwerhaupt? De Gesetzesprojet an d'Direktiv definéieren d'Médiatioun als e strukturéierte Prozess, bei deem zwou oder méi Parteien versichen, fräiwëlleg an aus eigener Kraaft en Accord ze fannen, den den Differenzen, déi tëschent dese Parteien bestinn, en Enn setzt. Fir zu deem Accord ze fannen, wielen d'Parteien de Médiateur, den effikass, onparteiessch, onofhängeg a kompetent muss sinn.

Mir kennen hei zu Lëtzebuerg schonns eng ganz Partie alternativ Prozeduren, zu deenen den Arbitrage, d'Transaktioun an d'Conciliatioun gehéieren. Mä des Prozedur sinn net mat der Médiatioun gläichzesetzen. Den Arbitrage ass sécher och eng Manéier, e Konflikt à l'amiable ze léisen doduerch, datt d'Parteien en Arbitrer nennen. Mä diesen Arbitrer sprécht herno eng Sentence arbitrale, déi, anescht wéi d'Médiatioun, e juridictionnelle Charakter huet.

Am Kader vun enger Transaktioun am Sënn vum Artikel 2044 vum Code civil mussen all Parteien zu engem Konflikt Konzessiounen maachen. Fir zum Öf Schloss vun enger Transaktioun ze kommen, brauch et och, op d'mannst theoretisch, keng Drëttersperson. D'Transaktioun huet och direkt d'Force de la chose jugée.

D'Médiatioun ass dann och anescht wéi eng normal Gerichtsprozedur. Am Géigendeel zu enger Gerichtsprozedur kann d'Médiatioun nëmme mam Accord vun de Parteien déclenchéiert ginn. D'Gerichtsprozedur gëtt vun enger Partei eleng déclenchéiert. A während enger Gerichtsprozedur sinn et net d'Parteien, mä d'Riichter, déi de Prozess dirigéieren. Schlussendlech imposéiert de Richter eng Décisioun.

De Médiateur selwer huet keng Instruktiounspouvoiren, mä kann awer d'Parteien unhéieren. De Médiateur, am Géigendeel zum Richter, imposéiert keng Décisioun oder Solutioun. Hie leet d'Parteien, déi awer selwer zu engem Accord fanne mussen.

Här President, a wéi enge Matière kann een dann elo médiéieren? Eng Médiatioun kann am Prinzip an allen zivilen a kommerzielle Matière stattfannen. Exceptionne sinn: d'Obligatiounen an d'Rechter, iwwert déi eng Persoun net verfüge kann; Dispositiounen, déi d'ordre public sinn; oder d'Responsabilitéit vum Stat fir Doten oder Ennerloosungen, déi de Stat am Kader vun der Puissance publique gemaach huet. An deene Beräicher ka keng Médiatioun stattfannen.

Dese Gesetzesprojet ënnerscheet tëschent zwee Typen vum Médiatioun: déi konventionell Médiatioun an d'Médiation judiciaire.

D'konventionell Médiatioun gëtt vun de Parteien selwer déclenchéiert. D'konventionell Médiatioun ass soulaang méiglech, wéi e Richter nach net iwwert deeselwechte Konflikt délibéréiert. D'konventionell Médiatioun ass also deem Typ vum Médiatioun, den am wäitste vun der ordinärer Gerichtsprozedur ewech ass. Dat heescht awer net, datt des Form vum Médiatioun net duerch de Gesetzesprojet kloer reglementéiert wier. Dee Gesetzesprojet schreift zum Beispill vir, wat alles an der Konvention muss stoen, déi d'Parteien zesammen ënnerschreien, fir op d'Médiatioun zréckzegräifen. Wichtig ass och ervirzesträichen, datt bei der konventioneller Médiatioun kee Médiateur agréé muss designéiert ginn.

Doniewent féiert de Gesetzesprojet och d'Médiation judiciaire an. Dese Typ vum Médiatioun gëtt vum Richter während engem Prozess proposéiert. D'Parteien kënnen och während engem Prozess de Richter froen, fir eng Médiatioun duerchzeféieren. Wichtig ass, datt och bei der Médiation judiciaire d'Parteien mussen d'accord sinn, fir op eng Médiatioun zréckzegräifen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, des zwee Typen vum Médiatioun hunn och eng Influenz op d'Wiel vum Médiateur. De Gesetzesprojet erlaabt de Parteien, soit en agrémentéierte Médiateur, soit en net agrémentéierte Médiateur ze wielen. Een agrémentéierte Médiateur

ass eng Persoun, déi vum Justizministère agrémentéiert gëtt, wann des Persoun eng Partie Konditiounen erfëllt, déi vum Gesetzesprojet opgeléicht ginn. Dozou gehéiert d'Kontroll vun der Honorabilitéit, der Kompetenz, der Formation, der Onofhängegkeet an der Impartialitéit.

Wat d'Exigenz vun enger spezifescher Formation ugeet, ass vill an der Kommissioun diskutéiert ginn. Den ëmgeännerte Gesetzesprojet gesäit als Formation vir e Master an der Médiatioun, dee vun der Lëtzebuerger Uni oder engem anerem Etablissement aus der EU, den eng ähnlech Formation ubitt, déliwéiert gëtt, oder eng professionell Experienz vun dräi Joer komplettéiert duerch eng spezifesche Formation, déi an engem Règlement grand-ducal festgeluecht gëtt, oder eng equivalent Formation am Ausland.

Den Agrément gëtt gi fir eng onbestëmmt Zäit. Ech weisen och drop hin, datt de Médiateur agréé elo kee Beruff fir sech ass.

De Choix vum Médiateur hängk vum Typ vun der Médiatioun of. Bei där konventioneller Médiatioun kann de Médiateur eng Persoun sinn, déi d'Vetraue vu béide Parteien huet. D'Parteien mussen also selwer derfir suergen, datt déi gewielte Persoun de Kritäre vun der Kompetenz, der Impartialitéit an der Onofhängegkeet entsprécht.

Bei der Médiation judiciaire mussen d'Parteien sech am Prinzip op en agrémentéierte Médiateur eenegen, ausser et ass e Litige transfrontalier. Da kann e Médiateur non agréé designéiert ginn, well d'Direktiv dat esou virgesäit.

D'Qualitéit vum Médiateur ass essenziell, souwuel fir de Succès vun enger konventioneller Médiatioun wéi och fir dee vun enger Médiation judiciaire.

D'Fro huet sech gestallt, ob net all Médiateur misst agrémentéiert sinn. Schlussendlech huet d'Kommissioun awer gemengt, datt et am Intérêt vun Geescht vun der Médiatioun ass, datt besonnesch am Kader vun der konventioneller Médiatioun d'Parteien selwer eng Persoun, där si vertraue kënnen, wielen. Am Fall, wou awer schonns eng gerichtlech Prozedur amgaangen ass oder wou et zum Beispill dréms geet, d'Intérète vun de Kanner ze beschützen, do mussen d'Parteien e Médiateur agréé wielen.

Ech hunn am Ufank vu menger Ried gesot, datt eng Haaptinnovation vum Gesetzesprojet d'Médiatioun am Beräich vun der Famill ass. Dat heescht am Kloertext an de Beräicher: Divorce, Séparation de corps, Trennung vu Partner, déi ënner engem Partnerschaftskontrakt liewen, Alimenter, Kontributiounen zu de Chargen vum Mariage, d'Ennerhaltspflicht vun de Kanner an d'Ausübe vun der Autorité parentale.

De Conseil de l'Europe huet 1998 eng Recommendation erausginn, an där hien d'Spezifisitéit vun Familljekonflikter unerkennt. Des Spezifisitéit ass duerch d'Vulnerabilitéit vun de Parteien bedéngt, déi, egal wéi de Konflikt ausgeet, ëmmer vuneneen ofhänken. Den emotionale Schued, den esou Konflikter kënnen ausléisen, ass enorm.

Et läit also op der Hand, datt eng Prozedur, déi dofir do ass, tëschent Persoune Fridden ze stëften, predestinéiert ass, am Beräich vun der Famill applizéiert ze ginn.

D'Médiatioun am Beräich vun der Famill ass e Prozess, den am Idealfall zur Konstruktioun oder zur Rekonstruktioun vun de familiäre Bezéiunge soll féieren. Dese Prozess baséiert op der Autonomie an der Responsabilitéit vun de concernéierte Persoune an gëtt vun engem Médiateur gefouert, dee mathëlleft, de familiäre Konflikt ze géieren.

D'Médiatioun am Beräich vun der Famill ass méi wéi einfach nëmme eng Alternativ zu anere Prozeduren. Et geet dréms, eng sozial a sentimental Bindung ze schafen oder ze flécken. Des spezifesche Roll erfuerdert, datt d'Médiatioun am Beräich vun der Famill speziell encadréiert muss ginn. De Gesetzesprojet gesäit dofir vir, datt d'Médiatioun an deem Beräich nëmme vun engem agrémentéierte Médiateur kann duerchgefouert ginn. Et ass och nëmme e Richter, den desen Typ vum Médiatioun kann de Parteien proposéieren. Opgrund vun desen Elementer gehéiert d'Médiatioun am Beräich vun der Famill zu der Médiation judiciaire.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt also, datt d'Médiatioun, och wa se um fräie Wëlle vun de Parteien berout, nach laang net onkontrolléiert iwwert d'Bühn geet an datt och de Richter an déi sougenannten ordinär Justizprozedur nach e gewëssenen Impakt op d'Médiatioun hunn. Dat géllt an éischer Linn fir d'Médiation judiciaire oder fir d'Médiation familiale, wou de Richter selwer d'Médiatioun proposéiert. Dat géllt awer och fir d'Médiation générale, also och fir d'Médiation conventionnelle.

De Richter kann nämlech den Accord, den aus der Médiatiounsprozedur ervirgeet, homologéieren. Duerch d'Homologatioun kontrolléiert de Richter ënner anerem, ob den Accord net géint den Ordre public verstéisst, ob d'Intérète vun de Kanner garantéiert sinn, ob de Konflikt iwwerhaupt kann duerch d'Médiatioun geléist ginn.

D'Homologatioun ass ee vun de wichtige Punkte vun deem Gesetzesprojet, well doduercher den Accord, den aus der Médiatioun ervirgeet, vun engem vun de wichtigsten Elementer vun engem Urteil profitéiere kann: dem Caractère exécutoire.

D'Médiatioun ass also sécherlech eng Alternativ zu den ordinäre Prozeduren. Si ass awer och gläichzäiteg an d'Justizprozedur agebonnen a kann also duerch als hybrid, semiobligatoresch Prozedur bezechent ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mer sécher, datt mer duerch de Vote vum Gesetzesprojet ee Plus u Flexibilitéit, e Plus u Gerechtegkeet kréien. En Accord, zu deem zwou Parteien selwer fannen, ass nach ëmmer besser wéi eng Décisioun, déi engem opgezwoonge gëtt. E Konflikt, den à l'amiable geléist gëtt, hannerléisst net de batteren Noge-schmaach vun engem Prozess, dee verluer gëtt. Eng Famill, déi duerch d'Médiatioun erëm zesummeféiert oder déi et fäerdgebréngt, am géigesäitege Respekt an am Intérêt vun de Kanner en Accord ze fannen, ass besser wéi eng Trennung am Sträit.

Här President, zum Schluss hu mer un dese Projet ee klengen „cavalier législatif“, wéi de Statsrot dat nennt, ugehaangen, wou mer eng Erreuer matérielle am Gesetz vum 3. August 2011 verbesseren an och eng kleng Modifikatioun vun den Article 491-1 a 493-1 vum Code civil maachen.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Merci dem Häre Rapporteur Léon Gloden. D'Wuert huet elo als Auteurs vun der Proposition de loi déi honorel Madame Lydie Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

#### Présentation de la proposition de loi 4969

**Mme Lydie Err (LSAP), auteure.** - Merci, Häre President. Et ass net einfach, no engem Rapporteur, dee scho bal alles gesot huet, als Zweet hei op d'Tribün ze klammen. Ech probéieren dann elo, déi Saachen erauszehuelen, déi scho gesot sinn, fir hei d'Assistenz net muttwëlles ze langweilen.

Fir unzefänken - an de Rapporteur huet et scho gesot: D'Médiatioun ass eppes, wat eng ganz prezis Definitiou huet. Mä trotzdem ass et - an dat muss och gesot ginn - e Begrëff, den hott an har gebraucht gëtt an engem Kontext, den net onbedéngt dee richtegen ass. Et ass vläicht eng Hëllef, fir ze wëssen, dass d'Médiatioun net vun „Meditatioun“ kënn an och net vun „Media“, mä dass et vun „Medium“ kënn, dat heescht vun der Mëtt. An der Mëtt zwësche Leit ze sätzen, dat ass d'Funktio vum Médiateur.

Fir déi eng, d'Unhänger vun der Médiatioun, ass d'Médiatioun eng Panacée, en Allheilmittel fir alles, wat an enger Gesellschaft net geet. Fir déi aner ass et en Ersatz vum Gericht, eng bëlle Justiz oder eventuell e Moyen, dee manner kascht wéi d'Justiz, fir awer gläichzäiteg eis Gerichter ze entlaaschten. Am Kloertext: Fir déi eng ass et alles, a fir déi aner ass et am Fong e Begrëff, den instrumentalisiert gëtt, fir op anere Pläng den Institutiounen weiderzehliefen.

Fir mech selwer ass d'Médiatioun weder eng Panacée nach d'äerf se instrumentalisiert ginn. D'Médiatioun war fir mech perséinlech a mengem Liewen eng Révélatioun, dat heescht eng aner Manéier, fir u Streidegkeeten erunzegen an de Leit eng Hand unzepaken, fir mat Hëllef vun engem onofhängegen Drëtter selwer zu enger Léisung ze komme vun engem Problem, vun deem si d'Experte sinn, an net den Drëtten.

Wann d'Leit bei de Richter ginn, ass ëmmer hien den, den alles weess, dee weess, wéi d'Saachen, wéi d'Prozedur geet, dee weess, wéi ähnlech Fäll statuéiert ginn. Hien ass den, dee weess, wéi et ze goen huet, mä en fait sinn et d'Leit, déi de Problem hunn an déi mam Problem a mat der Léisung, déi hinne virgeschlo gëtt, muss liewen.

Duerfir fannen ech, dass d'Médiatioun en emanzipatoresche Konzept ass, well en d'Leit mat erabréngt an déi Problemer, déi si sech selwer jo meeschendeels och mat gebaut hunn, fir selwer e Wee ze fannen, dee fir si akzeptabel ass an den doduercher och, dass en akzeptéiert ass, zu manner Exekutivproblemer féiert, wéi dat ganz oft bei engem Urteil de Fall ass.

En Urteil gëtt vun uewen erof vum Richter en droit geschwat. Et gëtt awer vun de Leit net

nëmme als eng rechtlech Léisung ugekuckt, d'Leit erwaarde sech vun engem Gerichteuer-teel d'Léisung vun deene Problemer, déi de Problem fir si mat sech bruecht huet. Or, ass e Problem en droit eppes aneschters wéi e Problem en fait.

En einfach Beispill ass dat, dass, wann e Richter zum Beispill en Nopeschsträit oder en Aarbechtsverhältnis oder eng Scheedung schwätzt, da gëtt en eng Léisung en droit. De Richter léist de Problem en droit, mä dee ganzen anere Volet vun de Konflikter, den dorunnerhängt, wéi zum Beispill déi perséinlech Relatiounen, déi sinn net mat toiséiert duerch en Urteil. Au contraire ass et esou, dass en Urteil, wat censéiert ass, e Problem ze léisen, an der Ausféierung oder an der Essenz fir d'Leit en zousätzleche Problem ass.

Oder stellt Dir lech vir, dass, wann Noperen 20, 30 Joer laang e Sträit hunn an da kënn eng Affär an da gëtt en Urteil geschwat, wou den ee gewénnt an den anere verléiert, mengt Dir wierklech, dass dat e Prozess ass, den an de Relatiounen zwëschen de Leit eppes verbessert? Neen!

Zwëschen de Leit ännert sech nëmme eppes, wa si sech selwer zesummesetzen - a wa se dat eleng net kënnen, mat Hëllef vun engem aneren -, fir iwwert déi verschidden Aspekter vum Problem ze schwätzen, virun allem, Kolleginnen a Kollegen, net fir ze wëssen, wat de Problem ass, vun deem geschwat gëtt, mä fir erauszefannen, wat den Ursprung vun deem Problem ass.

Ech kann lech just aus enger Erfahrung soe vun engem Nopeschsträit, wou et theoretisch gaangen ass em Planzen, déi ze vill wäit eriwverhänken, em Schnéi, den net propper gekiert gëtt, em en Auto, den ëmmer virun der Dier virun deem anere geparkt gëtt, et cetera. Dat war also eng Geschicht mat schonn dräi Affären um Gericht, bis op eemol duerch Gespéich a Fuerschung an der Realitéit, an den Emotiounen, an den Intérèten an an de Besoiné vun de Leit erausfonnt ginn ass, dass dat ganz gutt Frënn waren am Ufank vun der Relatioun, dass een deem aneren ausgehollef huet, bis op eemol een deem aneren eng Rechnung geschriwwen huet. An du war et eriwver mat der Frëndschaft.

#### (Hilarité)

Wéi dee sech exploitéiert gespuert huet, du war all Prétexte gutt, fir déi Rivalitéit, fir déi Onzefriddenheet iwwert d'Relatioun auszedroen.

Duerfir, mengen ech, ass d'Médiatioun eppes Preziéises, fir net nëmme vun deem ze schwätzen, wat de Problem ass, mä vun deem ze schwätzen, wat fir d'Leit de Problem ausmécht, wou e genee hierkënn, an och dann, fir en ze léisen op eng Aart a Weis, mat där si da besser liewe kënnen wéi mat enger Solutioun, déi just seet: En droit ass et esou oder aneschters.

Et ass also esou, dass eng wichteg Importenz an der Médiatioun deem Drëtten zoukënn. An de Virriedner huet dat hei gesot: deem Drëtten, dem Médiateur, den impartial an indépendant muss sinn. Indépendant, dat heescht, en d'äerf net vun enger Autoritéit ofhänken, déi en Intérêt huet, dass de Service esou funktionéiert, dass eng Médiatioun net ze laang dauert, net ze laang kascht, dass all Médiateur der esou vill mécht, oder esou.

Et d'äerf keen Drock sinn an der Zäit, an de Mëttelen. Et d'äerf keen Drock sinn an der Aflossnahm, fir dass eben dee Caractère ternaire, den essenziell bei der Médiatioun ass, muss respektéiert ginn. Dat ass d'Indépendance, déi mir mengen. Et ass net, wann een zoufälleg ee vun deenen zwee kennt, dass automatesch déi Indépendance do a Fro gestallt wier, mä et geet awer och net duer, dass et eng Indépendance officielle gëtt, mä et muss och d'Apparence vun der Indépendance hunn.

Et geet also net duer, dass een ausgesäit, wéi wann een indépendant an impartial wier. Et muss een och no baussen hin esou wierken. Wann dat net de Fall ass, dann ass dee Médiateur an engem spezielle Fall net dee richtegen.

Wat mécht de Médiateur? Seng Missioun ass en fait, fir Leit, déi Kommunikatiounsschwierigkeiten hunn an doduercher am Fong keng Léisung vun hirem Problem fannen, duerch e strukturéiert Gespéich derzou ze bréngen, éierlech ze schwätzen, nozelauschten, wat den anere seet, ze probéieren, sech heiansdo an deem anere seng Haut ze setzen, fir deem säi Point de vue weinstens emol ze verstoen, an duerno zesammen ze probéieren, wann de Problem kloer definéiert ass, wat d'Intérèten an d'Besoiné vun deenen zwee Leit sinn, fir dass si





selwer op Iddië kommen, wéi si hire Problem kënne léisen.

Esou gëtt et ënner Médiatoren eng Formule, déi dat am Fong geholl op e schéinen Nenner bréngt an déi seet: «La médiation remplace le prêt-à-porter judiciaire par du sur-mesure.» Dat kann een natierlech och esou formuléieren. Jiddefalls ass richtig, dass, wann d'Leit selwer kënne decidéieren, wat fir si akzeptabel ass oder net, dass dat heiansdo ganz aner Saache sinn, wéi déi op engem Geriicht géife gestallt ginn.

D'Formatioun vum Médiator ass ugeschwat ginn - si ass wichteg! D'Formatioun ass «un processus structuré», sot de Rapporteur eis an dem Rapport; eng Conversation structurée, dat ass eppes, wat sech léiert. Duerfir ass et wichteg, dass d'Médiatoren net nëmmen eng Profession de base par ailleurs hunn, eng Berufserfahrung, soit als Educateur, soit als Affekot, soit als soss eng Profession, mä se mussen derbäi eng Formatioun an der Médiatioun selwer kréien, fir eben eng Konversatioun, déi schwieereg ass, ze strukturéieren a pas à pas weiderkommen, fir d'Leit dozou ze bréngen, Propositionen ze maachen.

An dat ass dat praktescht Resultat dovunner: Wéi si sech kéinte virstellen, wat fir eng Konzessioun si kéinte maachen, kucken, ob deen anere se akzeptéiert, dann deem anere seng Besoinen héieren, se eventuell unhuelen oder se ofänneren, a wann et dann zu engem Accord kënnt mat der Hëllef vun deem onofhängegen Drëtten, deen Accord festhalen, deen dann - an dat ass wichteg - natierlech net de Wäert vun engem Uertel huet, deen huet de Wäert wéi e Kontrakt: «la valeur de la chose convenue».

Dat kann awer, wann d'Leit dat wëllen, wa se gären eng Formule exécutoire op hiren Arrangement hätten, iwwert d'Homologatioun op e Geriicht goen, an de Riichter kuckt dann am Fong just, ier den Accord homologéiert gëtt - net, ob dat gutt ass oder net, wat d'Leit gemaach hunn -, mä ob et konform zum Droit ass an ob et net contraire zum Ordre public ass. Dat ass d'Missioun vum Riichter an engem Accord. Et ass also net, ze kucken, ob d'Leit elo richtig oder falsch sinn, just ze kucken: Si mer conforme au droit an net contraire à l'ordre public?

Et ass also keng Konkurrenz zu enger Judiciarisation vun engem Problem, et ass eng Voie parallèle, déi net concurrentiel ass, mä déi complémentaire ass. All Mënsch kann deen een oder deen anere Wee sech eraussichen.

Eng grouss Differenz - an ech komme ganz kuerz nach dorobber zrëck -, dat ass, dass, wa bis d'Gericht befaasst ass, ass de Riichter net méi fräi, déi Affär do weiderzemaachen oder net. Bei der Médiatioun ass et esou, dass net nëmmen d'Leit selwer, mä och de Médiator all Moment kann decidéieren - wann en d'Gefill huet, seng Aarbecht géif net virukommen, wann en d'Gefill huet, e wier net méi impartial, wann en d'Gefill huet, ee vun deenen zwee, déi um Dësch setzen, dee wëllt guer net zu enger Léisung kommen -, all Moment bis d'Affär ganz eriwwer ass kann an der Médiatioun opgehale ginn. Och dat ass eng vun den Differenzen.

E groussen Avantage ass bei der Médiatioun, dass se confidentiel ass. Dat heescht, alles... An dat mussen d'Leit ënnerschreien, wa se erkläre kritt hunn, wat d'Médiatioun ass. Si mussen ënnerschreien, dass dat, wat am Kader vun der Médiatioun gesot gëtt, net no bause kënnt. Et geet drëms, dass d'Leit sech méi opmaache wéi op engem Geriicht, well se net mussen fäerten, dass alles, wat se soen, eventuell kéint géint se gebraucht ginn.

Et ass och esou, dass näischt, wat an der Médiatioun gesot gëtt, herno iwwer eng Zeienausso vum Médiator oder eng Pièce, déi an der Médiatioun entstanen ass, op engem Geriicht kéint verséiert ginn, well kloer ass, dass och no enger Médiatioun d'Leit d'Méiglechkeet vun engem Tribunal bäibehalen. Si verléieren also net e Recht, si verléiere kee Recht, si kréien am Fong eng aner Méiglechkeet derbäi, fir ze probéieren, Problemer, déi se hunn, ze léisen.

Déi grouss Differenz zwëschen der Médiatioun an dem Riichter ass, dass de Riichter de Pouvoir huet, ze decidéieren fir d'Leit, wat fir si richtig ass, wat conforme au droit ass. De Médiator huet kee Pouvoir, weder e Pouvoir d'instruction, nach e Pouvoir de décision, en ass just responsable vum Prozess, deen e studéiert huet an deen e muss op en Enn bréngen an de Formen, wéi se virgesi sinn. D'Differenz ass natierlech enorm, well d'Latitude vun de Leit an der Médiatioun ass total: Et kann hinnen näischt imposéiert ginn, wat deen een, deen aneren oder déi zwee net wëllen, an all Moment vun der

Prozedur kann deen een oder deen aneren ophalen. Esou wäit zur Definitioun.

Wat sinn d'Effete vun der Médiatioun? Net nëmmen ass den Effet, dass d'Leit kënne Léisunge fannen, déi hinne méi entspreche wéi déi, déi se um Tribunal kéinte kréien, mä se iwwerhuelen och an der Médiatioun eng Egeverantwortung! Amplaz engem Affekot oder enger Assurance hire Problem ze delegéieren a sech net méi drëms ze këmmen, mussen se sech hei selwer dran amäuschen a kucken, op e gréngen Zweig ze kommen, wéi een op Lëtzebuerger seet. Dat heescht och, dass se mussen léieren, och mat Leit, mat deene se e Konflikt hunn, am Respekt ëmzegoen, nozelauschten, net aggressiv ze ginn an ze kucken eben, ob eng Léisung méiglech ass.

Et ass méi schnell wéi eng Prozedur um Geriicht an och méi bëlleg, duerch déiselwecht Ursachen. An et ass méi wéi eng Léisung en droit. Déi emotional Aspekter vun enger Relatioun, déi ginn hei mat beschwat, mat geléist, an dat bréngt am Fong mat sech, dass d'Leit am Prinzip duerno mussen besser eens gi mat deem, dee se souwisou an hirem Liewen net kënne évitéieren: en Noper, en Expartner, mat deem ee Kanner huet, oder e Patron beispillsweis.

Och d'Zefriddenheet vun de Leit iwwer eng Médiatioun ass méi grous - dat geet eraus aus alle Sondagen am Ausland - wéi bei engem Uerteel, wat och normal ass, well d'Uerteel gëtt gesprach an d'Léisung an der Médiatioun, déi gëtt vun de Leit selwer fonnt. Et ass och do d'uerjer, dass d'Exekutioun vun engem Médiatiounsaccord méi einfach ass a manner Sue kascht wéi dat de Fall ass bei engem Geriichtsurteel.

Mäi Virriedner huet schonn erkläre - an ech ka mer dat also spueren -, wat d'Differenz sinn zwëschen der Médiatioun an anere MARCen. MARC, dat ass ofgekierzt „méthodes alternatives de résolution de conflits“ oder „de résolution de différends“. Zwëschen dem Arbitrage, der Négociation, der Transaktion an der Médiatioun gëtt et substanzuell ënnerscheeder. Et gëtt zwar an all deene Fäll meeschtens en Drëtten, mä souguer wann et en Drëtten gëtt, wéi an der Conciliation, ass säi Rôle net deeselwechten. Eng Conciliation, a mir wësse jo och aus dem öffentleche Liewen, dass dat en Term ass, deen oft gebraucht gëtt, gëtt deem Drëtten, deen do diskutéiert, méi Pouvoir de suggestion, dee kann eng Instruktioun maachen, dee ka selwer Investigatiounen maachen, Propositionen maachen. All dat ass an der Médiatioun net wichteg.

Médiatioun a Justiz ass am Fong dat, wat am ofstéi schlecht verstane gëtt, well déi zwee interaktiv sinn an trotzdeem aneschtens. Et ass also kloer, dass ee muss oppassen, dass d'Differenzen zwëschen deenen zwou Resolutions-, Problemresolutionsmethoden absolut kloer sinn. Ech denken, dass ech dat meescht schonn dozou gesot hunn.

Vläicht nach ee Wuert zur Prozedur. Wann een op d'Gericht geet, ass d'Prozedur oft e groussen Handicap, deen d'Leit net verstinn, well déi Saachen, déi Affären, déi ginn no engem gewëssene Ritual, dee ganz spezifesch virgeschriwwen ass, iwwert d'Bühn, a wann een e Prozedurfeeler mécht, da kann d'Affär verluer sinn, och wann de Fong ze gewanne war. De Processus, deen an der Médiatioun ass, ass am Fong just eng Method fir ze schaffen, an et kann een net duerch e Feeler an der Prozedur oder am Processus säi Prozess verléieren.

D'Médiatioun ass ëmmer - an de Virriedner huet dat och gesot - volontaire. Et ka keen zu enger Médiatioun forcéiert ginn! Et kann een eng proposéiert kréien, eng proposéieren, de Riichter kann eng suggéieren, mä et gëtt näischt draus, wann d'Leit net alleguerten d'accord sinn. Dat, mengen ech, ass eng ganz wichteg Saach, an d'uerfir mengen ech och ze soen, dass dat Gesetz, wat elo um Dësch läit, wierklech e Gesetz ass, wat iwwert d'Direktiv erausgeet an déi richteg Richtung, dat heescht, alle Leit d'Méiglechkeet gëtt, a gewëssene Matière um gudden Wee ze probéieren eens ze ginn, fir am Fall, wou et net géif goen, awer kënne op den Tribunal zrëckzekommen.

De Médiator huet eng speziell Missioun, ech hunn et gesot: de Processus. Dat heescht, e muss probéieren fir d'Éischt ze erkläre, wat d'Médiatioun ass, ze verstoen, wat de Konflikt ass, proposéieren, also versichen erauszefannen, wat déi wierklech Ursach vum Konflikt ass, fir dass d'Leit selwer dozou kommen, hir Solutioun ze sichen, déi dann - an dat ass en Avantage vum Gesetz, well och elo kann et Médiatioun ginn - iwwert de Wee vum Geriicht kann homologéiert ginn. Dee Moment, wou se homologéiert ass, huet se déiselwecht Valeur wéi e Jugement, an dee Moment ass et kloer, dass an deem Gesetz muss Saache stoen, wéi déi Prozeduren iwwert d'Gericht ginn, fir dass dee Prozess ka reibungslos vun enger Médiatioun eriwvergoen an de Caractère judiciaire.

E gutt Gesetz - de Champ d'application ass erkläre ginn, wou e puer Problemer, wou e puer Froen a mengen Aen nach net kloer sinn, an ech wollt am Fong zum Schluss ganz kuerz dorobber agoen.

De Rapporteur huet gesot, mir brauchen en Agrément. D'Konditioun vum Agrément, wéi een dee kritt, déi stinn am Gesetz, och d'Formatioun, d'Honorabilitéit an esou weider. Wat net am Gesetz steet, dat ass am Fong d'Natur oder d'Zuel vun der Ausbildung, déi e Médiator, wann e kee Master huet, iwwer seng Formation de base eraus muss hunn. Dat ass fir mech perséinlech e Problem, well d'Qualitéit vun der Médiatioun hängt of net vum Fait, wéi gutt e Gesetz ass, mä wéi gutt de Médiator ass, deen op d'Leit lassgelooss gëtt.

Duerfir mengen ech, dass et interessant wier - an de Minister huet säin Accord an der Kommissioun mëndlech ginn -, fir sech un deem ze inspiréieren, wat an der ALMA, der Association luxembourgeoise des médiateurs agréés, festgehalten ass. Fir den Agrément an där Association ze kréien, muss een 150 Stonne Formation théorique a pratique hunn. A wann ee se net huet am Ufank, da kann ee se an enger gewëssener Zäit, nodeems een ugefaangen huet ze schaffen, nomaachen. Well, wann d'Leit keng Formatioun fäerdig hunn, kéinte se jo soss ni ufänken ze schaffen. Ech mengen, dass dat déi Manéier ass, fir virzegoen. An ech hoffen, dass de Minister sech un déi Kritären hält, déi op engem anere Gebitt, wou nëmmen agréiert Médiatoren schaffen, schonn existéieren.

E klunge Regret ass, dass de Retrait vum Agrément zwar virgesinn ass, mä dass et am Fong schwieereg ass sech virzustellen, wéi de Minister virgeet, wann en net regelméisseg Kontrolle mécht vun der Praxis, fir ze wëssen, ob ee Médiator schafft wéi e soll schaffen, oder net. Ech mengen, dass et wichteg gewiescht wier, dass deen Agrément wierklech nëmmen op Zäit gi wier, amplaz, wéi et elo am Gesetz steet, à durée indéterminée, op Suggestioun vum Statsrot hinn. Well, wann en ëmmer muss erneiert ginn, wier dat automatesch d'Geleehetheit gewiescht, dass de Minister ka kucken, ob net nëmmen d'Formatioun stëmmt an déi aner Konditiounen, mä och, ob d'Praxis stëmmt.

► **M. le Président.** - Madame Err, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **Mme Lydie Err (LSAP), auteure.** - Deen zweete Problem ass...

**(Interruptions diverses)**

...meng Partei huet...

**(Interruptions et hilarité)**

► **M. le Président.** - Dir kritt also da kee Crémant, Här Minister.

► **Mme Lydie Err (LSAP), auteure.** - Theoretisch kéint ech jo erëmmen. Dat maachen ech awer net.

► **M. le Président.** - Neen, et ass an der Rei, Madame Err. Ech wollt lech just soen..., ech hu jo gesot „lues“.

**(Hilarité)**

Dir hutt jo bis elo..., véier Minutten hunn ech lech scho ginn. Dann huet der nach zwou, dräi. Mä ech wollt lech awer soen, iergendwéi eng kéier mussen mer awer och de Mëtteg an der Diskussioun virukommen.

► **Mme Lydie Err (LSAP), auteure.** - Merci, Här President. Ech maachen dann elo e bësse méi séier.

Den Haaptproblem ass d'Formatioun. Deen zweete Problem, deen ass, dass de Retrait..., dass den Agrément, deen ausgedeelt gëtt, net limitéiert ass an der Zäit. Deen drëtten Problem ass deen, dass den Avis vun der Chambre des Notaires seet, dat wier eng ganz interessant Saach och fir Notairen, mä dass an deem Kontext kee Wuert vu Formatioun ass. Et ass gutt, wann d'Notairen - an dat ass fir d'Leit och gutt -, wann d'Notaire mat médiativen Approchen un d'Problemer eruginn. Mä dat kënne se nëmme maachen, wa se, en tant que tel, d'Konditiounen vum Médiator erfüllen. An ech weess, dass ech mat der Madame Doerner hei e Kollaborateur, en Transmissiounsagent hunn, fir dat weiderzeginn un d'Chambre des Notaires.

Dee leschte Problem - och ee wichtege Problem - ass deen, dass d'Direktiv, déi gutt transposéiert ass a méi wäit transposéiert ass wéi dat, wat se hätt missen, am Fong net duergeet, wat d'Qualitéit vun der Médiatioun ubelaangt, mä och, wat de Code de bonne conduite ubelaangt, de Mécanisme de contrôle an d'Efficace de contrôle et de qualité iwwert d'Servicer selwer vun der Formatioun.

Ech denken duerfir, dass et wichteg ass, dass déi Méiglechkeet vun engem Retrait vun Agrément dem Minister dozou dënge wäert, fir ze kucken, automatesch, no enger gewëssener Zäit vun der Praxis, ob déi Praxis stëmmt, a vu

dass en dat net selwer ka maachen, dass e sech muss iwwerleeën, wat fir een Organisme en do wëllt schafe vu Médiatoren, déi wierklech an der Praxis schaffen, fir déi ze froen, fir d'Praxis vun anere Leit ze observéieren, ze superviséieren a fir dann, wann d'Qualitéit vun der Médiatioun net stëmmt, beim Minister ze intervenéieren, fir dass deen iwwert den Agrément kann eng Kontroll vun der Praxis maachen. Well dat ass deen eenzeggen Unhaltspunkt, deen en dozou huet.

Dat war et fir elo, Här President.

Hei huet ee säi Bic leie gelooss.

**(Interruptions)**

► **M. le Président.** - Merci der Madame Auteurs vun der Proposition de loi, der honorable Madame Err. An als éischte Riedner ass elo den honorablen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Fir d'Éischt wëllt ech gären dem Rapporteur vun deem Gesetzesprojet, dem Léon Gloden, villmools Merci soe fir säi gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport, well hien huet, geneesou wéi d'Madame Err elo, ganz kloer an däitlech hei erkläre, wat d'Médiatioun ass - dat ass jo e komplex Thema - a wéi mer dat och wäerten an eist Recht aschreiwten, aféiere mat deem Gesetzesprojet.

Dofir wëllt ech mech gären, vu datt all déi juristesche Detailler jo schonn erkläre gi sinn, drop limitéieren, fir eng kéier ze kucke kuerz, wéi d'Médiatioun sech am Laf vun der Zäit entwéckelt huet, also deemno e klengen historesche Réckbléck eng kéier maache vun der Médiatioun. An do ass fir d'Éischt emol kloer ze soen, datt Konflikter, dat gëtt et esou laang wéi et d'Mënsche gëtt, an dofir ass et och normal, datt esou laang, wéi dat schonn existéiert, och versicht gëtt, déi Konflikter ze léisen.

Do gëtt et verschidden Aart a Weisen: Institutionell gesinn ebe viru Geriicht, mä et gëtt awer och schonn zënter enger Rei vu Jore Beméiungen, fir aussergerichtlech eben och zu Konfliktléisungen ze kommen. An dowéinst ass et och net ganz einfach, fir festzelleen, wéi sech da genee d'Médiatioun am Laf vun de Jor-zéngten entwéckelt huet.

Wat ee just mat enger gewëssener Sécherheet ka soen, ass, datt d'Médiatioun e relativ rezent Phenomeen ass, dat heescht, jiddefalls d'Médiatioun, esou wéi mir se haut verstinn, dat heescht - nach eng kéier déi Definitioun, ech hoffen, datt ech se elo hei richteg erëmmen - eng fräiwëlleg Démarche, fir mat Hëllef vun enger drëtter, neutraler, onofhängeger an onbefaangener Persoun ee Konflikt téschent zwou oder méi Parteien ze léisen.

Et ass also u sech eng Method, déi mer eréischte zënter dem 20. Jorhonnert wierklech kennen ënnert där Form, wéi mer se haut hei wëllen och aféieren. Bon, eng vun deenen éischten, awer méi fräie Formen dovunner, déi ass schonn entstanen an den 30er a 40er Joren an de Vereenegte Staten, wou et zu engem gewëssene Moment zu grouse Konflikter téschent Patronat an Aarbechter komm ass. An duerno huet sech dat dunn do och weiderentwéckelt.

De Rapporteur hat schonn eng kéier d'Bemierkung gemaach: An de 70er Joren hunn du virun allem och d'Betriber ugefaangen, déi Form vu Médiatioun an Amerika ze benotzen, well et fir si méi séier gaangen ass, wéi viru Geriicht ze goen, wou ganz laang Affäre waren, a virun allem wou et och extrem deier fir si ginn ass. Dofir hu se ugefaangen, dat aussergerichtlech téschent sech an och an der Relatioun mat hire Clienten ze sichen an ze maachen.

An den 80er Joren dunn ass déi Médiatioun och um universitären Niveau an Amerika ugefaange ginn ze erfueren, an du sinn do och Programmer, Methoden entwéckelt ginn, fir dat nach ze verfeinere. An et ass och ugefaange ginn, dat op aner Beräicher auszudehnen, wéi zum Beispill op dee familiären Domän.

No an no ass dat dann och an Europa ëmmer méi zu engem Trend ginn. Och wa mir schonn zënter enger gewëssener Zäit esou Formen kenne vun alternative Léisungsmethoden, dauert et allerdingens e bësse méi laang, bis an d'90er Joren eran, fir datt mir och déi handelsrechtlech an dunn déi allgemeng zivilrechtlech Médiatioun richteg entwéckelen.

Et huet domadder ugefaangen, kann ee soen, 1994, wéi een europäesche Réseau geschaf ginn ass, deen déi handelsrechtlech Médiatioun ubitt an ënnerstëtzt, an esou ass ee Réseau geschaf ginn, den REAM. An dee Réseau, dee gëtt et och nach haut, dee gëtt et haapt-sächlech eben a Frankräich, an Italien, a Spuenien an am Vereenegte Kinnekräich.

A Frankräich, wa mer kucken eng kéier ron derëm an eise Nopeschlänner, dann ass Frank-



räch dat éischt Land, wat 1995 schonn déi zivil- an déi handelsrechtlech Médiatioun a sengem Zivilcode ageschriwwen huet mat engem Gesetz. An der Belsch ass et 2001 zu engem éischte Médiatiounsgesetz komm, an zwar iwwert déi familiär Médiatioun. An dunn ass 2005 en neit Gesetz gestëmmt ginn, wat déi Médiatioun quasi op all rechtlech Domänen ausweit. An Däitschland, do ass et bis elo nach net op Bundesniveau zu engem Médiatiounsgesetz komm - si sinn amgaangen, dorunner ze schaffen, vu datt mer jo mussen déi Direktiv an all de Memberstaaten ëmsetzen -, mä et gëtt awer schonn a verschiddene Bundesländer zënter enger Zäitche Forme vu gerichtlicher Médiatioun, wéi zum Beispill an Niedersachsen oder an Nordrhein-Westfalen.

Um europäeschen Niveau dann, vun den Europäesche Gemeinschaften, do ass et och eréischt zënter Enn vun den 90er Joren, wou mer aktiv gi sinn an der Médiatioun. Fir d'Éischt war dat de Conseil de l'Europe, deem 1998 eng Recommendation iwwert d'Familljemédiatioun an 2002 eng iwwert déi zivil Médiatioun gemaach huet, a parallel dozou ass och ugefaange ginn an den europäeschen Institutiounen.

D'Europäesch Kommissioun huet nämlech 1998 an 2001 eng Recommendation erausginn iwwert d'Léisung vun aussergerichtleche Consummationskonflikter. Doriwwer eraus ass 2002 e Gréngt Buch erauskomm iwwer alternativ Konfliktléisungen am Beräich vum Zivil- an Handelsrecht. 2004 koum en europäesche Code de conduite fir Médiatoren eraus, an dunn eben 2008 och déi Direktiv vum Europäesche Rot an dem Europäesche Parlament iwwert d'Aféierung an den EU-Memberstaaten vun der zivil- an der handelsrechtlecher Médiatioun.

Déi Direktiv vun 2008, déi jo haut och mat dem Gesetzesprojet soll a Lëtzebuergesch Recht ëmgesat ginn, déi geet zréck op eng Initiativ vum Europäesche Rot, deem 1999 a Finnland zu Tampere d'EU-Memberstaaten agelueden huet, fir aussergerichtlech Méiglechkeeten, fir Konflikter ze léisen, ze schafen, an deen och deemools der EU-Kommissioun d'Mandat ginn huet, fir an deem Sënn eng Direktiv auszeschaffen.

Dat Ganzt stäipt sech op ee fundamentale Prinzip vun der Europäescher Gemeinschaft, an zwar deen, datt all europäesche Bierger soll Accès hunn zu der Justiz, ee Recht, dat explizit am Artikel 6 vun der Europäescher Mënschenrechtskonvention steet. An ee Recht, dat mer elo mat deem Gesetzesprojet jo och versichen, de Lëtzebuergesche Bierger ze garantéieren, well bis dato ass et hei zu Lëtzebuerg nach net esou generell zivilrechtlech an handelsrechtlech Médiatioun ginn. Déi féiere mer mat deem Gesetz hei an.

Mä trotzdem gëtt et awer och schonn, wéi an deenen anere Länner, zënter enger Rei Jore Forme vu Médiatioun, wann een zum Beispill un déi administrativ Médiatioun denkt mat dem Ombudsmann, oder aner Beräicher, wou et en Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand gëtt oder ee Centre de médiation socio-familiale oder de Centre de médiation du Barreau de Luxembourg, fir nëmmen déi heiten ze nennen, och wann dat sou wéi anerer jo Forme sinn, mä et ass nëmme fir ze weisen, datt et awer och scho Virleifer hei ginn ass.

Op jidde Fall weist dee klengen historesche Résumé hei, deen ech probéiert hunn ze maachen vun der Genèse vun der Médiatioun, datt d'Médiatioun zwar e ganz rezente Phenomeen ass, mä datt et awer schonn eng Zäit laang esou Forme vun alternativer Konfliktléisung aussergerichtlech gëtt an der Welt.

Et ass awer op jidde Fall net einfach, fir dat ze definéieren. Et war net einfach, fir dat ze definéieren, vu datt sech d'Médiatioun jo awer och gestäipt huet oder sech entwéckelt huet aus anere Forme vu Konfliktléisung, wéi virdrun och d'Madame Err scho gesot hat, wéi zum Beispill d'Négociation oder d'Conciliation. Och wann dat erëm aner Elementer ëmfaasst, mä si stäipt sech awer dorop. Dofir ass et net evident, fir do eng präzis Definition ze fannen oder fonnt ze hunn, déi mer awer elo kloer definéiert hunn an deem Projet de loi.

E Projet de loi, deem mer selbstverständlech als Fraktioun zoustëmme wäerten. Mir wäerten also domadder net nëmmen d'Médiatioun an eise legislative Kader hei zu Lëtzebuerg aschreiw, mä domadder och ee klengt Stéck Geschicht vun der Médiatioun schreiw.

An zu gudder Lescht awer - an dat hat d'Madame Err och eng Kéier kuerz ugeschwat, an dorop wëllt ech eng Kéier hiweisen - weise mer mat deem Gesetzesprojet, datt mer och méi wéi just nëmmen d'Direktiv ëmsetzen. An zwar beschränkt sech jo d'Médiatioun net, wéi an der Direktiv virgesinn, just op déi Konflikter, déi grenziwwerschreidend sinn, mä erstreckt sech eben och op déi intern Konflikter am Zivil- an Handelsrecht, an net ze vergiessen och am

Familiären, also am Beräich vun der Famili. Ee Schrëtt, dee mer do jo nëmme kënnen begreissen!

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit an ech ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Wilmes Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Merci, Här President. Ech wëilt fir d'Alleréischte dem Rapporteur, dem Här Gloden, ganz häerzlech Merci soe fir säin ausféierleche Bericht, souwuel dee schrëftleche wéi dee mündlechen, an awer och ganz besonnesch mech un d'Madame Err wenen an hir Merci soen. Ech mengen, et ass e glécklechen Zoufall, datt haut - wahrscheinlech déi leschte Kéier, Madame Err, wou Der hei an der Chamber, als Deputéiert op alle Fall, schwätzt -, datt dat just fir e Gesetzesprojet ass, eng Proposition de loi, déi Dir virbruecht hutt a fir déi Der lech besonnesch agesat hutt.

Ech wëll domat wierklech lech fir Ären Engagement hei fir d'Médiatioun, en Domän, deem Der jo elo e bëssen och op enger anerer Plaz macht, lech wierklech dofir Merci soen an lech féliciteieren an lech elo schonn all Guddes wënschen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Dee Projet, dee mer haut virleien hunn, dee geet, wéi mer et elo schonn e puermol héieren hunn, op eng Direktiv zréck, déi nees eng Kéier fousst op den Décisioun vum Conseil européen vun Tampere '99. Ech ka mech un dee ganz gutt erënneren, well et war deen éischten, wou ech war a wou, wéi gesot, Meilesteng gesat gi sinn a wou d'Memberlänner opgefuerdert gi sinn, eben aktiv ze ginn, fir extrajudiciaire Prozeduren ze entwéckelen.

Wéi et och scho gesot ginn ass, hate mer hei zu Lëtzebuerg jo och schonn d'Gesetz vun '99 iwwert d'Médiation pénale agefouert. Dat war och gutt, mä - mä! - awer Haaptkritikpunkt un deem Gesetz war, datt dee Moment de Sënn an den Zweck am Fong wierklech den Désengagement vun de Gerichter war. Et war awer ganz onkloer, wéi déi Médiatioun an der Praxis da sollt fonctionnéieren. An et ass och wierklech keng Reflexioun doriwwer gemaach ginn.

D'Formatioun zum Beispill vun de Médiatoren an den néidege Suivi goufen dobäi séier zur Niewesaach - Saachen, déi kritiséiert gi sinn an déi och d'Madame Err besonnesch och eben an hirer Proposition de loi kritiséiert an opmierksam drop gemaach huet. An ebe just an där Hisiicht, just deene Kritiken ass an deem Gesetz Rechnung gedroe ginn.

Well vill méi wéi eng Alternativ soll d'Médiatioun sech zu engem Complément vun der Justiz entwéckelen. Et ass eng aner Manéier, wéi mer et och scho gehéiert hunn, méi eng kooperativ, méi eng friddlech Manéier, zum Recht, jo, och zu sengem Recht ze kommen.

Ofgesi vun engem Aspuere vun Zäit a Geld, besonnesch eben och fir de Stat, erlaabt et, op eng méi diskret Manéier an Domänen, wou d'Publizitéit vun de Verhandlungen dach relativ onangenehm ass, ze wirken an zu Resultater ze kommen. Et ass e Fait, datt d'Médiatioun den Erausforderunge vun eiser heiteger Gesellschaft, mengen ech, besser gerecht gëtt. Si ass upassungsfäeg un ëmmer méi komplex sozial Situatiounen an och e Mëttel, fir deem steigen den Individualismus, wou ee sech nëmmen drop beharrt, recht ze kréien, entgéintzekommen a fir eben dee Kommunikatiounsdefizit, deen esou oft zwëschen de Leit besteet, ze beheieren.

D'Médiatioun erlaabt et zum Beispill, eben am Fall och vun enger Scheedung méi perséinlech an emotionell Aspekter materanzubréngen, déi viru Geriicht net onbedéngt a Betruucht gezu ginn. All Partei muss sech do abréngen, muss hiert derzou bäidroen. Et gëtt kommunizéiert an et kënn nëmmen zu engem Accord, wann, wéi gesot, déi zwou Parteien derzou bäidroen.

Virun engem Geriicht, do gëtt e Jugement imposéiert, a bei der Médiatioun gëtt d'Resultat zwëschen de Parteien négociéiert. Et gëtt also net - wéi d'Madame Err et och scho gesot huet - ee Verléierer an een, dee gewënnt, mä et kënn zu enger Léisung, déi vun deenen zwou Säite gedroe gëtt. An ech mengen effektiv, datt dat eng besser Léisung ass, fir eben och duerno weider zesummen ze schaffen an ze liewen.

D'Direktiv - et ass scho gesot ginn - applizéiert sech fir d'Alleréischte op d'zivil a kommerziell Recht am Kader vun transnationale Litigen, mä dee Projet de loi vun haut, dee geet awer iwwert d'Direktiv eraus a féiert och d'Médiatioun am nationale Kader an, wat mir natierlech begreissen.

Vu datt d'Médiatioun deenen ënnerschiddlechste Situatiounen gewuess sinn a fir deene gerecht ze ginn, si verschidde Konstellatiounen virgesinn. Den Här Gloden ass am Detail schonn drop agaangen.

Wéi an der Direktiv och ass eng konventionell Médiatioun virgesinn, an där d'Parteien sech op fräiwëlleger Basis op eng Médiatioun alooosen, mä awer och natierlech eng juristesche Médiatioun. An am Géigesaz zur Médiation conventionnelle kann ee juristesche Médiateur nëmme vun engem Riichter ageschalt ginn.

Wou d'Gesetz dann nees ee Schrëtt méi wäit geet wéi d'Direktiv, dat ass, datt eng Section der Médiation familiale gewidmet ass. An och dat ënnerstéit mer. Obwuel d'Direktiv dozou näischt virgesinn hat, geet aus de Recommendation vum Conseil de l'Europe a vun der Europäescher Unioun selwer ervir, wéi wichteg d'Médiatioun ebe just grad an deem Domän ka sinn. D'Litigé si vu ganz anerer Natur, wéi och d'Konsequenzen, esou zum Beispill bei der Garde vun de Kanner. An dofir sinn eben och speziell Prozeduren an Objektiv festgeluecht ginn.

Fir datt d'Médiatioun dann och esou fonctionnéiere kann, wéi d'Gesetz et virgesäit, ginn déi néideg kompetent Leit gebraucht. An dat ass effektiv ee Punkt - d'Madame Err ass scho vill drop agaangen -, wat vläicht e Schwaachpunkt ass: Hu mer genuch Leit? Hu mer genuch Leit fir d'Médiatoren agrées, déi déi néideg Formatioun hunn? Jo.

An dann hu mer jo eben niewendrun och nach, no laangen Diskussiounen an der Commission juridique, de Médiateur non agréé. Sollt een dat maachen? Sollt een et net maachen? Gewëss, de Médiateur agréé bréngt déi néideg Kompetenz mat. Do ass ee sécher. Par contre, de Médiateur non agréé léisst eng gewësse Flexibilität zou, well do eben net déi administrativ Prozedure virgesi sinn.

Mir hunn eis jo dofir schlussendlech och drop géeneegt, datt een déi zwou Methode soll virgesinn, quitte datt een, wéi mengen ech och de Minister an der Kommissioun et versprach huet, no e puer Jore ka kucken, wéi dann an der Expérience dat eent an dat anert sech bewäert huet.

Ech wëilt vläicht nach just op ee Punkt agoen, dee mer an deene villen Avisen - déi sinn hei schonn zitéiert ginn - effektiv als berechtigt oder net onberechtigt schéngt. An dat ass déi Remarque, déi vun der Chambre des Salariés gemaach ginn ass: firwat datt mer keng Assistance judiciaire virgesinn an der Médiation volontaire.

Wa mer wierklech iwwerzeegt sinn, datt d'Médiation volontaire eppes Wichtige ass, eppes Guddes ka sinn, eng friddlech Manéier, fir Konflikter ze léisen, firwat gi mer dann deene Leit, déi mambermëttelt sinn, well dat si jo déi, déi vun der Assistance judiciaire kéinte profitéieren, net d'Méiglechkeet, eben och an d'Médiation volontaire ze goen? Ech konnt mech net méi erënneren, datt mer dee Punkt méi speziell an der Kommissioun beschwat haten, an dofir profitéieren ech vun der Präsenz vum Minister, fir deene dote Punkt nach eng Kéier opzeweieren.

Fir de Rescht gi mir natierlech als Fraktioun eisen Accord zu deem Projet de loi.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Polfer. An als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, viru mengem klengen Exposé am Numm vun der grénger Fraktioun eng kleng Bemierkung ze maachen. Ech sinn ënnert de Kommissionsmembere vun der Commission juridique, déi un deem Projet de loi geschaff hunn, déi eenzeg Persoun, denken ech, déi keng weider berufflech Affinitéit mat der Juristerei huet. Meng berufflech Affinitéit sinn am sozioéducativ Beräich an ech wäert och aus deem mengener Meinung no gradesou wichtige Bléckwénkel schwätzen.

Merci awer dem Rapporteur, och en Affekt, net nëmme fir säi mündlechen a schrëftlechen Rapport, mä virun allem fir seng extrem gutt preparéiert Aarbecht an alle Kommissiounen a säin technesch-juristeschen, alertéierte Bléck, fir all Einzelheet gesinn ze hunn. Seng minutiös Aarbecht huet mech beandrockt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi esou oft ass et eng EU-Direktiv, déi an onsem Land d'Politik a Bewegung bréngt. Bis elo huet aus onserer Siicht d'Politik sech zimlech weineg ëm de Phenomeen vun der Schlichtung, vun der Médiatioun gekëmmert. Sécherlech si luewenswäert Initiativen ënnerstéit ginn duerch finanziell Subsidien, jo souguer duerch Konventionen.

(**Mme Lydie Polfer prend la présidence.**)

Ech zielen dozou zum Beispill d'Peer-Médiatioun, d'Médiation par les pairs, déi vun engagéierte Leit de Kanner a Jugendleche meeschtens a schouleschen oder përischouleschen Aktivitéite geléiert gëtt. Eng an onsen Ae wichteg Initiativ, well se d'Prévention huet, grad déi nächst Generatioun op eng aner Form vu Konfliktléisung hinzewiesen; mat Succès, mat verkanntem oder souguer onbekanntem Succès, op d'mannst bis elo.

Dann d'Konventionen mat A.s.b.l.en, wéi zum Beispill e Centre de médiation an enger däischerer Galerie Kons, deen op engagéiert an interesséiert Leit vun alle Berufssparten zréckgräift, Leit, déi un d'Médiatioun gleewen, déi sech derfir asetzen. Leit, déi schwierig Fäll, dramatesch oder traureg Fäll, meeschtens Scheedunge mat Kanner, an hire Prestatiounen erliewen.

Leit, déi sech regelméisseg superviséiere loosse, déi regelméisseg Weiterbildung maachen an déi all qualifizéiert sinn. Qualifizéiert net am Sënn vun iergendengem Certificat, neen, qualifizéiert duerch eng offiziell unerkannten Héichschoul oder Uni - also keng Bidonsformatioun.

Leit mat engem grouse Bewusstsein vun Deontologie, vläicht méi grouss wéi dat, wat mir ons notament an der zoustänneger Kommissioun virstellen. Leit, déi an Hoffnung, oder déi mat Hoffnung oder muss ech vläicht souguer soen, déi mat Sehnsucht op aner Länner kucken, wéi zum Beispill Frankräich, d'Belsch, d'Schwäiz oder de Québec.

Dës Länner, fir nëmmen déi ze nennen, sinn ons schonn e ganze Schratt viraus. Si hu schonn zum Beispill eng unerkannte Chambre professionnelle de la médiation et de la négociation, déi de Profil an d'Ausbildung vun der Profession de médiateur definéiert. Si hunn en offiziell unerkannte Code d'éthique et de déontologie des médiateurs. Frankräich souguer huet bei der Reform vu sengem Gesetz iwwert den Divorce am Joer 2003 gläichzäitig fir d'Kreatioun vun engem Diplôme d'État en médiation familiale gesuergt.

Mir zu Lëtzebuerg dokteren, wahrscheinlech aus parteipolitesche Grënn, schonn iwwer aacht Jore un enger Reform vun engem Scheedungsgesetz a stellen ons Froen iwwert de Sënn an Zweck vun enger unerkannter an diploméierter Médiatioun.

De Québec zielt zu engem vun deenen demokrateschen a participativste federale Staaten a villen Hisiichten, déi ech elo net all hei wëll opzielen. Et ass awer keen Zoufall, datt am Québec d'Médiatioun an all hire Komponenten an Domänen net méi zur Alternativ gehéiert, mä zur Regel ginn ass. Wahrscheinlech gehéiert d'Médiatioun zu enger Form vu gesellschaftlecher Organisatioun. Eng Form vu gesellschaftlecher Organisatioun, déi ee mat Sécherheit duerch politesch an legislativ Mesurë promouvéiere kann, jo souguer promouvéiere sollt.

Dese Projet de loi gëtt haut a senger jëtzegeger Form gestëmmt. De positiven Aspekt vun der europäescher Obligatioun ass deen, datt mer elo ënner Drock gerode sinn, well mer soss och hätte misse Sanktiounen bezeule wéinst där verspéiter Ëmsetzung.

En zweete positiven Aspekt ass mat Sécherheit d'Proposition de loi vum Lydie Err aus dem Juni 2002, déi an der parlamentarescher Aarbecht fir munch Iwwerleunge gesuergt huet. An dat war och gutt esou. D'Madame Err war visionär zu deem Zäitpunkt; ech mengen domadder am Juni 2002. An zumindest d'Direktiv gëtt hir haut Recht, zéng Jore duerno. Datt et esou laang gedauert huet, fir des Proposition de loi op de Métier ze huelen, ass eigentlech en traurege Constat vun der Chambersaarbecht.

Ech wëll op deser Plaz net weider op déi mënschlech Aspekter vun der Méiglechkeet vun enger Médiatioun agoen, déi Aspekter, déi de géigesäitige Respekt beschreiw, mä och de Respekt viru senger eegener Persoun, fir mat engem Konflikt ëmzegoen, also der Konfliktsituatioun, an net de „Konfliktmënsch“ an de Vierdergrond ze setzen.

Ech wëll éischer der grénger Fraktioun hir Erlichterung matdeelen, datt sech emol endlech eppes deet, eppes beweegt um legislative Plang, well et ass batter wichteg a batter noutwendeg.

Véier positiv Aspekter gesi mir: éischtens, datt d'Médiatioun elo legislativ definéiert ass an domadder och kloer Missioun kritt; zweetens, datt d'Médiatioun hir Plaz souwuel am judiciaire Ressort wéi och am sougenannte fräiwëlleger oder konventionelle Ressort huet. Si gëtt domadder onëmänglech.





Den drëtten positiven Aspekt ass deen, datt Lëtzebuerg nieft den transfrontaliären Médiatiounen, eigentlech déi vun der Direktiv, um nationalen Niveau exklusiv agréiert Médiatioun virgesäit an unerkennt an der Médiatioun judiciaire, sief se da familiare oder och net.

A véierte Punkt: datt Lëtzebuerg um nationalen Niveau exklusiv fir agréiert Médiatioun eng Assistance judiciaire virgesäit. Domadder hu mir effektiv Chancëgläichheet geschafen, déi zousätzlech och d'Qualitéit vun der Médiatioun garantéiert.

Mir hunn allerdéngs och Bedenken: dräi Aspekter, déi an onsen Aen elementar sinn, fir datt d'Médiatioun eng Chance kritt zu Lëtzebuerg, sech esou nidderesetzen, datt se hirem Numm och gerecht bleift. Dräi Punkten, déi sécherlech och enger staarker Lobby ausgesat sinn a wou mer ons couragéis Aktiounen an Décisiounen vun der Regierung an hirem Justizminister erhoffen. Dräi Punkten, déi och an der zoustänneger Kommissioun méi schwierig ze thematiséieren oder vill méi en Profondeur ze diskutéieren waren, vläicht och, well des zoustänneger Kommissioun praktesch ausschliesslech vun Affekote besat ass.

Éischte Punkt: Wéini kritt een a wie kritt en Agrément?

Zweete Punkt: Wéi gesäit an der Quantitéit an an der Qualitéit d'Formatioun aus, déi ee muss maachen, fir en Agrément ze kréien?

An drëtten Punkt: Wéi eng Roll wäerten déi net agréiert, selbsternannte Médiateure spillen, respektiv wéi wäert de Législateur mat deem potenzielle Phenomeen ëmgoen?

Dës Froe ginn zu engem Deel och iwwer Règlements grand-ducaux beäntwert. Fir ons sinn et awer wesentlech Froen. Si gehéieren zur Essenz vum Gesetz, eng Essenz, déi mer haut nach net wëssen a wou et ons schwéier fällt, dese Projet ze stëmmen, well mer net wëssen, ob mer a Richtung Qualitéit vun enger Ausbildung steieren oder éischter a Richtung: Jiddwereen ass e Médiateur - iwwerengs e Saz, dee mer heiansdo an de Gäng hei an deem Haus héieren hunn. Dat heescht, nom Motto, wéi eng Kéier ee gesot hat: „Meng Mamm huet hir Kanner och groussgezunn ouni Qualifikatioun.“

Et ass och an deem Sënn, wou mer als gréng Fraktioun wëllen eng Motioun ofginn, wou mer effektiv ons baséieren op d'Wichtigkeet vun der Formatioun, fir en Agrément ze kréien, a wou mer ons derniewent och baséieren op en Artikel, ee vun de leschten Artikelen vun der Direktiv, fir notament d'Virdeeler vun engem agréierte Médiateur ervirzeesträichen.

Well ech denken, datt, wann d'Médiatioun eppes Neies fir ons hei ass, dann ass se jo mat Sécherheet eppes Neies fir d'Bierger an d'Biergerinnen. An dofir wier et wichteg, eng Informatiouns- a Sensibilisatiounscampagne ze maachen an och op dee qualitative Wäert vun engem agréierte Médiateur hinzewiesen.

## Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la médiation en matière civile et commerciale, telle que proposée par la proposition de loi 4969 et introduite par le projet de loi 6272 peut être soit judiciaire, soit conventionnelle;

- constatant que ledit projet de loi ne prévoit pas d'agrément obligatoire pour les médiations conventionnelles;

- rappelant que les modalités de la formation en vue de l'obtention de l'agrément pour la médiation ne sont pas inscrites dans la loi mais seront réglées par voie de règlement grand-ducal;

- soulignant que la loi ne prévoit pas de conditions obligatoires garantissant la qualité à travers une formation spécifique pour les médiations familiales conventionnelles;

- se basant sur l'article 9 de la directive à transposer, qui stipule que «les États membres encouragent, par tout moyen qu'ils jugent approprié, la mise à la disposition du public, notamment sur Internet, d'informations sur la manière de contacter les médiateurs et les organismes fournissant des services de médiation»;

invite le Gouvernement

- à organiser une vaste campagne d'information et de sensibilisation à la régulation des conflits par la médiation et, plus particulièrement, à la qualité des services rendus par les médiateurs et les médiatrices agréés;

- à introduire, en vue de l'obtention de l'agrément et par voie de règlement grand-ducal, l'obligation de suivre une formation (continue) spécifique à la médiation d'un minimum de 150 heures et de 50 heures de pratique en médiation;

- à encourager l'adhésion de tous les médiateurs et médiatrices au «Code de bonne conduite administrative des médiateurs».

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Josée Lorsché.

► **Mme le Président.**- Merci.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Mir bedauern och, datt dat, wat initialement u sech ugeduecht gi war, nämlech den Agrément à durée déterminée, dee vum zoustänneger Minister dann och kéint ëmmer erëm weiderverdeelt ginn, mä virun allem kontrolléiert ginn,... Et war eng Iddi, déi ons gutt gefall hat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen nach gären eng Kéier op d'Assistance judiciaire zrëck. Dese Punkt war an der Kommissioun thematiséiert ginn. Mir sinn der Meenung, datt et eng wichteg Viraussetzung ass vu Chancëgläichheet, datt eng gutt ausgebildete Médiatioun fir jiddwereen accessibel gëtt. An deem Sënn ass et och wichteg, datt conceréiert Leit, ob se gutt dostinn oder manner gutt dostinn, an deem Sënn, ob se aarm sinn oder manner aarm, béid eng Garantie op eng qualitativ héichwärtig Médiatioun hunn.

Wann net agréiert Médiateure wëlle mat zum Beispill héije Präisser um früie Maart hire Business maachen, esou wäerte sech déi Concernéiert dach awer, denke mir, iwwerleeën, ob si wierklech méi Sue wëllen ausgi fir manner Qualitéit. A mir hoffen, datt des Dynamik, wa se dann entsteet, sech vum selwe wäert eliminéieren.

Elementar wichteg dofir schéngt et ons eben: déi offensiv Informatiouns- a Sensibilisatiounscampagne ze starten, d'Notioun vun der Médiatioun ze erklären, gutt Praktiken dovunner ze vermëttelen an op d'Seriositéit vun dieser alternativer Method zur Konfliktléisung anzegoen. Dat geet nëmme, wann och an der Informatiounscampagne op d'Qualitéit vun der Qualifikatioun higewise gëtt.

An alle Fäll, egal ob judiciaire oder net oder nach net: jiddwereen ass gutt beroden, wann en eng qualifizéiert Médiatioun wëllt, bei en agréierte Médiateur ze goen. Fir all déi aner Fäll sinn natierlech en Noper oder e Kolleg oder eng beschte Frëndin och eng Méiglechkeet, mä dat huet näischt mat Médiatioun ze dinn.

An der Erwaardung, datt ons Motioun ugeholl gëtt, ginn ech déi mitigéiert Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu deem fir ons wichtege Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Ech soen der Madame Loschetter och Merci. An ech géif dann als leschtem Riedner dem Här Henckes d'Wuert ginn.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Merci, Madame Presidentin. Och meng Remerciementen un de Rapporteur, den Här Gloden, den dee ganz komplizéierte Projet, well e jo ganz vill Facetten huet, ganz gutt explizéiert huet. An ech wëll och der Madame Initiatorin vun der Proposition de loi, der Madame Lydie Err, Merci soen, datt se déi gutt Initiativ hat, fir op de Wee ze goe vun där Proposition de loi. Et schéngt jo och, datt se sech mat hirem Dynamismus an Engagement fir d'Médiatioun um Zivilen an Aarbechtsrechtlechen an um Penale gutt duerchgesat huet, well se jo och elo hoffentlech deeselwechten Engagement wäert hunn an hiren neie Fonctiounen. An ech wënschen hir vill Chance dobail!

Eng etlech Leit, déi kommen natierlech an hirem Liewen e puermol a Konfliktsituatiounen. Deen traditionelle Wee, fir Konflikter ze léisen, ass, datt ee recht kritt an een onrecht kritt, an dofir ginn d'Leit dann den Ablack op d'Gericht. Mä et ass natierlech awer och esou, datt een oft gesäit, datt et um Gericht heiansdo ka ganz laang daueren, bis een en Uerteel huet. Ech wëll drun erënneren, datt verschidden Divorcen heiansdo 14, 15, 16, 17 Joer laang daueren an aner Prozesser och, datt et also ka relativ laang daueren, bis ee säi Recht kritt a bis jiddwereen sech dann a sengem Punkt duerchgesat huet.

An déi Leit, déi wierklech wëlle recht hunn a weisen, datt den aneren onrecht huet, deene wäert d'Médiatioun och net vill hëllefen, well déi wëllen net op dee Wee do goen.

Datselwecht hu mer, niewent der Justiz an de Riichter, do hu mer natierlech och nach a leschter Zäit den Arbitrage fonnt, wat eng Méiglechkeet ass, déi ganz staark gebraucht gëtt, notament an de kommerzielle Konflikter, well do oft d'Dauer an d'Komplexitéit vun engem Prozess och net gewënscht sinn. An et ass besser, et huet een e schlechten Accord, wéi datt ee jorelaang op e Gerichtsuerdeel muss waarden, wat och vill Sue kascht a wat ganz vill Problemer mat sech bréngt.

D'Médiatioun ass en neie Wee, an ech hoffen, datt e vill Succès wäert krien. Hei ginn op eng Kéier déi Acteurs de droit, wou am Prinzip jiddwereen sollt oder ee vun hinne wollt absolut recht kréien, hei ginn déi op eng Kéier derzou bruecht, fir sech net méi ze opposéieren, mä fir de Konflikt, den tëschent hinne besteet, gemeinsam ze léisen a fir den Ablack och an där ganzer Phas, wou een dat soll léisen, natierlech déi néideg Berodung an Assistenz ze kréien.

Et geet och drëm, datt déi Leit, déi a Konflikt sinn, sech responsabiliséieren an datt se zesummen en Accord fannen, dee se solle gemeinsam respektéieren.

Dem Médiateur seng Roll, déi ass, fir déi zwou Parteien derzou ze bréngen, fir esou en Accord ze fannen, an datt se den Accord fräi fannen an ouni Drock vu senger Säit. Dofir ass et natierlech wichteg, datt d'Informatioun komplett ass, notament déi juristesche Informatioun.

De Médiateur ass kee Riichter a keen Arbitr. An eppes, wat och wichteg ass, dat ass d'Confidentialitéit. Dat heescht, déi Informatiounen, déi virun engem Médiateur geschwat ginn, do kann et net esou sinn, datt de Médiateur op eng Kéier als Zeie geruff géit viru Gericht, fir dann auszesoen, wat do soll gesot gi sinn, an datt also dee Médiateur op eng Kéier an de Prozess mat integréiert gëtt.

Et kann een also hoffen, datt mer eng etlech Konflikter esou iwwert d'Bühn kréien. Dat géif d'Riichter entlaaschten. Mä et ass kloer, datt den, dee wëllt recht hunn, an den, dee wëllt recht kréien, nach wie vor wäert op d'Gerichter goen, well e sech géint den aneren duerchsetze wëllt.

Mä den Agrément, d'Médiatioun ass awer eng wichteg Saach, well mer ganz oft gesinn, datt d'Riichter wierklech net méi wëssen, wéi a wat se sollen decidéieren a klengere Saachen, familiäre Saachen, wou wierklech d'Riichter net dofir do sinn, fir esou Konflikter ze léisen.

Et stelle sech natierlech am Kader vun deem Gesetz e puer Froen. Dat sinn déi vum Agrément oder net Agrément. Mir mengen, datt et gutt ass, datt mer déi zwee hunn, dat heescht, déi agréiert Médiateuren an déi net agréiert. Woufir? Well mer gesinn, datt déi meescht Leit, déi en Agrément als Médiateur hunn, sech am Familijerecht spezialiséiert hunn, vläicht och nach am Aarbechtsrecht. Mä mir brauchen awer och nach ganz oft Médiateuren an anere Gebidder, an technesche Gebidder, wou et ganz schwierig ass, fir den Ablack op d'Médiateurs agréés anzegoen, déi éischter eng generell Formatioun hunn. An dofir brauche mer déi zwee.

Ech géif och de Minister bidden ze informéieren - oder iergendwéi op engem Internetsite, oder soss e Moyer ze fannen -, datt déi eenzel Médiateurs agréés oder non agréés, datt do gesot gëtt, wouranner déi sech spezialiséiert hunn. Et kann net sinn, datt ee fir egal wat zoustänneg ass! Datselwecht gëtt och bei den Affekoten, wou ech ëmmer bedauern, datt Verschiddener op eng Kéier universal Affekote ginn. Dat gëtt meeschtens schlecht Affekote. Et gëtt schlecht Resultat, well haut bei der Komplexitéit vum Droit ass et net méi méiglech.

Dofir géife mir och derfir plädéieren, datt sou wäit wéi méiglech d'Leit an d'Spezialiséierungen, déi se hunn, sollte bekannt gemaach ginn. Dat hëlleft och den Ablack, datt d'Leit sech dee richtege Médiateur aussuchen.

Dann, mengen ech, gëtt et nach en zweete Problem, den ee muss diskutéieren: Dat ass d'Informatioun, notament d'Informatioun juridique. Ech mengen, et wier gutt, Här Minister, wa mer déi zwou Fonctiounen do géifen trennen. Et ass net gutt, datt de Médiateur den ass, den och informéiert, well wann e vergësst, iwwer eppes ze informéieren, wann do iergendwéi net gesot gëtt, dann engagéiert e seng Responsabilitéit. Et komme vläicht schlecht Accorden zustan. Dofir ass notament a Frankräich zrëckbehale ginn, datt den, dee Médiateur ass, net d'äerf och nach d'Informatioun juridique ginn. Dat mussen zwee verschidden Organismen soen. Do d'äerf keng Konfusioun sinn.

Den drëtten Punkt, dee mer wichteg schéngt, dat ass: Mir mussen och e Code de déontologie hu fir déi Leit, e Code de déontologie, wou déi eenzel Spillregele festgehale gi fir jiddwereen, dee Médiateur gëtt, ob en agréé ass oder net agréé ass. A wann ee sech net un dee Code de déontologie do hält, da muss e kënnen als Médiateur gestrach ginn. Da muss mat där Aktivitéit opgehale ginn.

Dat sinn déi dräi Konditiounen, déi dräi Reflexiounen, déi mer wollten am Kader vun deem Projet de loi maachen. Mä prinzipiell ass dat heiten e gudden Wee, an dofir wäert d'ADR och fir dës Gesetz stëmmen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Ech soen dem Här Henckes Merci. An ier ech dem Här Minister d'Wuert ginn, wëll ech lech just drop opmierksam maachen: eng kleng Faute. Et ass en technesche Feeler an der Motioun, déi d'Madame Loschetter déposéiert huet. An deem leschte Saz, do misst een „administrative“ sträichen. Et liest sech also: «à encourager l'adhésion de tous les médiateurs et médiatrices au „Code de bonne conduite des médiateurs“», an „administrative“ ewech. Dat war fälschlecherweis do drakomm. Voilà! Da brauch dat net nach eng Kéier nei gemaach ze ginn.

Sou! Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

## (Interruption)

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll emol fir d'Éischt allen Orateuren hei Merci soe fir déi qualitativ Bättrig zu deem ganz wichtege Projet. E besonnesche Merci geet un de Léon Gloden als Rapporteur, dee sech schrecklech vill Méi ginn huet och hei a komplexen Diskussiounen, déi mer haten.

Et huet haut, Gott sei Dank, méi konsensuell geklongen, wéi mer heiansdo an der Kommissioun waren. Mä dass mer Diskussiounen haten an der Kommissioun, dat war net, well mer net datselwecht wollten, mä - op d'Modalitéit kommen ech nach zrëck - un Um Deel hat den een oder den aneren aner Usichten. An ech mengen, de Léon Gloden huet et hei wierklech fäerdegbruecht, e Mëttelwee ze fannen, well et waren och aner Weeër dran, mä e Mëttelwee ze fannen, den eis vläicht haut dozou bréngt, esou e Gesetz mat enger Unanimitéit ze stëmmen. Dofir e ganz besonnesche Merci un de Médiateur!

Merci och un d'Lydie Err selbsterständlech, net nëmme, well et ëmmer „Précuratrice“ - oder wéi nennt een dat mat Ärem neie Franséisch?; Précurseur soen ech - war vun der Médiatioun zu Lëtzebuerg! Dofir ass et och flott, Madame Err, dass Är lescht Sitzung och eis dozou bréngt, esou e Gesetz ze stëmmen. Och Merci fir Ären Asaz, och - an ech kommen nach op e puer Saachen zrëck - wa mer net an allen Detailer ëmmer darselwechter Meenung waren a bleiwen. Mä mir wäerte jo dann op anere Plaze schonn d'Geleeënheet kréien, och eis konstruktiv Ausenanersetzungen ëmmer weiderzedreiwen.

Ech soen dat och hei, well, ech mengen, mir hunn eis net nëmme säit ech Minister sinn, mä och scho virun, an der Chamber ëmmer erëm begéint. Och wéi ech nach selwer Deputéierte war, hu mer an der Commission juridique ëmmer konstruktiv matenee gestriden, ouni Sträit ze kréien. Mir hunn eng ganz Partie vu Gesetzter nach an den 90er Joren och zesumme gemaach. An ech mengen, déi Aarbecht, kann ech wierklech soen, wéi mir zesumme geschafft hunn, war ëmmer «du choc des idées jaillit la lumière». Ech mengen, mir hunn et ëmmer erëm fäerdegbruecht...

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Jo, et muss ee sech heiansdo selwer luewen. Wie lueft eis soss?

## (Interruption)

An hei, mengen ech, hu mer mat villem, villem konstruktive Gestreits e Gesetz gemaach, wat awer gutt ass.

Ech wëll nach e puer Saachen soen. Fir mech ass et emol fir d'Éischt wichteg, dass dat heite Gesetz e Gesetz iwwert d'Médiatioun ass, ier dass et e Gesetz iwwert de Médiateur ass. Ech soen dat, well och an der Diskussioun dobaussen heiansdo méi iwwert de Médiateur geschwat gouf wéi iwwert de Prinzip vun der Médiatioun. An ech hunn dee Saz vun der Madame Loschetter ganz gutt fonnt, fir ze soen, wéi et am Ausland ass, dass do d'Médiatioun eigentlech zur Regel gehéiert an net zur Alternativ.

Doduerch, dass mir ëmmer erëm alternativ gesot hunn: „Wéi kënnst ee méi bëlle g a méi séier zu sengem Recht, ouni mussen an d'Justiz ze goen?“, hu mer och vläicht ze vill oft eis just op de Médiateur konzentréiert an net genuch op d'Médiatioun als Regel, wéi ee kann zesumme liewen. A grad an enger Zäit, wou mer mieren, wéi den Dialog ëmmer méi schwierig gëtt, wou ëmmer méi iwwer Medië matenee kommunizéiert gëtt, amplaz sech un en Dësch ze setzen oder den Telefon ze huelen, ass dat dote ganz wichteg.

Ech erënnere mech ëmmer un déi kuerz Zäit, wou ech selwer Affekot war, wéi oft ech Leit hat, déi Nopeschstreidereien haten, a wou ech da gesot hunn: „Majo, da géi emol eriwuer“, wann de Bam ze no um Haus war, an esou weider. Amplaz elo deier Prozeduren, als Affekot ze ënnerhuelen: „Géi bei den Noper. Huel eng gutt Fläsch Wäin mat an da setz de dech emol un den Dësch.“ Dat ass eppes, wat oft feelt am Zesummeliewen.





A just do ass et heiansdo gutt, wann een en Drëtten dertëscht huet, deen emol seet: „Da so emol jiddwereen, wat e mengt. A kommt, mir kucken, ob mer net selwer zu engem Schluss kommen.“

Et ass dofir, wou ech och soen - ech kommen nach eng Kéier duerno op agrée an net agrée zrëck -, dass een d'Médiatioun iwwerall brauch, net nëmme virun der Justiz, mä dass et eppes ass am allgemenge Liewen, wou ee Médiatioun brauch. An d'Direktiv - et muss een et wëssen - schwätzt net vun „agrée“. D'Direktiv schwätzt vun „non agrée“.

Dat war ee vun de Punkten, déi mer haten, fir ze soen: Et muss een och Non-agrés kënnen zouloossen, do, wou ee se soll zouloossen, notament well d'Direktiv seet, wa mir eng Médiatioun aus dem Ausland kréie vun Non-agrés, déi awer dem Regelwierk vun der Médiatioun entsprechen, da muss mer se hei akzeptéieren.

Dofir soen ech nach eng Kéier: Wat ass d'Médiatioun? Dat ass emol eng Prozedur. Dat gëtt oft vergiess. Et ass e strukturéierte Prozess. Dat ass e fräiwëllegen Akt. Déi zwou oder méi Parteien mussen fräiwëlleg d'accord sinn, bei de Médiateur ze goen. An déi Solutioun, déi de Médiateur proposéiert, muss se och fräiwëlleg unhuelen oder net unhuelen. An och de Médiateur muss fräiwëlleg derbäi sinn, an dofir muss de Médiateur effektiv onofhängeg, onparteiessch an natierlech kompetent sinn.

Ech mengen, dat ass de grouse Prinzip an deem Gesetz, deen dann och ganz vill aner Gesetze wäert beaflossen. Dofir soen ech - Madame Err, Dir gitt elo Médiatore -, eigentlech ass den Ombudsmann fir mech kee Médiateur, well wann e just Médiateur wär, géif en net esou vill erreechen, wéi en erreeche kann a wéi en erreeche soll a wéi en erreecht huet! De Médiateur ass keen, deen eppes imposéiert, mä dee médiéiert. Dofir schwätzen ech net gären zu Lëtzebuerg vum Ombudsmann als Médiateur, well en net de Médiateur ass an deem Sënn, wéi mer en elo maachen.

An der Fonction-publiques-Reform wëlle mer e Médiateur asetzen. Net als Ombudsmann, mä och een, wann d'Leit streiden am Büro, wou se kënnen fräiwëlleg bei dee goen. Doduerch menge mer, dass mer ganz vill Problemer vu Mobbing, Harcèlement a vu schlechtem Zesummeschaffen am Service kënnen évitéieren, wann esou een do ass.

Troubles de voisinage: Do weess ech - also alles, wat Streidereie vun Noperen ubelaangt -, dass d'Mittelstandsmintesch och dorunner schafft, fir Médiatioun ze maachen.

An der Santé, do gëtt et wuel an de Spideeler sougenannte Médiaturen. Si sinn awer meeschtens keng Médiaturen. Dat sinn éischter Leit, déi d'Reklamatiounen entgéinhuelen. Dat si keng Médiaturen. De Gesondheitsminister schafft och u Regele vu Médiatioun am Santésecteur.

An der Famill kenne mer se souwisou, an ech kommen nach eng Kéier op déi zrëck, déi schonn elo fir d'Famill am Kader notament vum ASFT schaffen.

Sou dass mer emol hei e Gesamtkader maache vun der Médiatioun zu Lëtzebuerg. Mir stellen emol fest: Wat ass d'Médiatioun? Dat bréngt och mat sech, dass verschidden aner Gesetze herno net méi mussen d'Médiatioun nei definéieren, mä effektiv kënnen soen: Et sinn déi dote Regelen, déi et sinn. Dat ass déi éischt grouss Iwwerleung, déi ech wollt mat lech maachen.

Déi zweet grouss ass déi: Wéi brénge mer et fäerdeg, eng Balance ze fannen tëschent Qualitéit an Accessibilitéit? Dat ass nämlech och schonn haut e Problem. Mir hunn an dem zweete Paquet Télécom - do war ech nach selwer Kommunikationsminister - eng Médiatioun agefouert, wann d'Leit Sträit hate mam Opérateur. Do hu mer gesot: „Ma gitt bei de Centre de médiation vun dem Gericht!“ D'ropshin huet d'Kommissioun vu Bréissel eis geschriwwen: „Dat ass ze deier, wat dat ass. Dir musst also eng aner Médiatioun aféieren.“

Dofir hu mer hei an deem Parlament am drëtten Paquet Télécom dem ILR déi Médiatiounsroll iwwerginn, wann de Client e Problem huet mat der Post oder mat iergendengem aneren Opérateur.

Dofir muss mer ëmmer kucken: Wat ass Qualitéit a wat ass Accessibilitéit? An dat bréngt eis dozou, vun agrée an net agrée ze schwätzen. Och en Netagrée kann e gudde Médiateur sinn, awer vläicht net an alle Fäll. Do kennt d'Kompetenz derbäi. Ech mengen, dass bei Nopeschstreidereie een net onbedéngt muss op d'Uni gaange sinn, fir dat ze maachen, mä et muss een e bësselchen dat hunn. Fréier op den Dierfer war dat oft de Schoulmeeschter zum Beispill, deen effektiv tëschent de Leit och médiéiert huet. Oder de Buergermeeschter!

Dat gehéiert, also ass oft eng normal Aufgab gewiescht vun de Buergermeeschteren, fir ze kucken, d'Streithähn do ze schlichten.

► **Plusieurs voix.** - Dat ass haut nach esou.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Soul Genee dat!

Dofir: Wéini brauche mer a solle mer en Agrée hunn? Dee muss eng gewësse Qualitéit hunn. Éischtens, et soll een net vun uewen erof soen - dat war eng Diskussioun, déi mer haten -, nëmme en Agrée ka Médiateur sinn. Et muss een do Fräiheet loosse, notament am Kader vun Europa. Ech kommen do nach eng Kéier op d'Fräiheet loosse. Mä et muss een en do festleeën, wou mir gesot hunn: Nämlech bei enger Médiatioun judiciaire muss et en Agrée sinn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, dass mer scho gären hätten, dass eigentlech d'Leit emol léiwer bei en Agrée gi wéi bei en Non-agrée. Dat soll ee maachen.

Da wëll ech op e puer Saachen zrëckkommen, och op déi Motioun. Da kann ech déi direkt - ech wëll net soen, evakuéieren -, mä drop agoen, op déi Motioun vun der grénger Partei.

Et ass evident, dass mir wëllen als Ministère eng Campagne de sensibilisation maachen. Dat iwwer eise Site, dat och iwwert de Guichet.lu an dat och an Zesummenaarbecht mat anere Ministère, zum Beispill mam Familljeministère, dee jo elo schonn och Formatioun mécht.

Da kommen ech op d'Formatioun zrëck iwwert de Médiateur. Also, et ass evident, dass mir selwer wëllen déi dote Campagne maachen. An ech hunn och dofir kee Problem, deen dote Punkt vun der Motioun unzuhuelen.

Datselwecht zielt och fir de Code de bonne conduite. Och do soen ech, de Code de bonne conduite kann net vun uewen erof imposéiert ginn. Wat ech gär hätt, dat ass, dass déi Leit um Terrain sech zesummesetzen a selwer e Code de bonne conduite maachen an u sech selwer e bësselchen hir Qualitéit propagéieren. Ech mengen, dass dat dat Wichtigst ass.

Well wa mer vun uewen erof eppes imposéieren, éischtens komme mer dann an eng Beruffsregelung, wat mer net wëllen a wat och schrecklech vill Problemer géif mam europäesche Recht mat sech bréngen oder, besser gesot, net mam europäesche Recht, mä mat der libre Circulation. Mä et wär gutt, wann déi Leit selwer e Code de bonne conduite hätten.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Da kréie mer och déi Fro vum Contrôle, deen de Ministère mécht, méi einfach an de Grëff. Well wa mir elo soen, wéi mer et am Ufank virgesinn hunn, all dräi Joer muss den Agrément erneiert ginn, soen ech, dass dat net onbedéngt vill bruecht hätt. Well éischtens, esou vill Leit hu mer net am Ministère, déi nëmme déi administrativ Aarbecht maachen. An da wär et herno vläicht einfach eng Routineaarbecht, amplaz dass mer elo soen, et ass indéterminé. Mir kucken, an engem Dialog mat deene Betreffenen dann och do ze intervenéieren, notament wa mer Reklamatioune kréien an esou weider, och do ze intervenéieren, fir ganz kloer ze soen: Du bleifs Agrée, du bleifs net Agrée.

Dat heescht, de Code de bonne conduite, do si mer och absolut d'accord. Dofir kann ech och de Libellé, hunn ech kee Problem «à encourager l'adhésion de tous les médiateurs et médiatrices...». Ech géif souguer soen: «...l'élaboration et l'adhésion...», mä ech kann awer mat deem heite Libellé liewen, well ech gär hätt, dass d'Iddi vum Code de bonne conduite vun deene Leit ausgeet, déi wierklech um Terrain sinn, an net vum Ministère vun uewen erof veruerdnet gëtt.

Dann ass natierlech d'Fro vun der Formatioun wichteg. Dat ass do deen eenzege Punkt, wou ech géif - dat ass deen zweete Punkt vun där Motioun - l'licht Emännerungsvirschléi maachen, aus folgende Grënn: Éischtens muss mer ëmmer erëm kucken, wat am Ausland geschitt. Well et ass evident, dass, wann een Agrée am Ausland ass, mir net einfach kënnen soen: Du hues - an ech kommen op d'Zuel vun 150 zrëck, ech kommen nach eng Kéier op déi Zuel - elo manner Zuelen (veuillez lire: Stonnen), dofir gëss de net zougelos.

Mir sinn hei, riskéieren hei - an dat huet de Statsrot ëmmer erëm gesot - an d'Direktiv „Qualifikatioun“ ze kommen. A mir mussen esou kucken, dass mer net op eemol bei eis d'Lat esou héich leeën, dass verschidde Leit bei eis net kéinte Médiateur ginn, an aus dem Ausland misste mer se unhuelen.

Dofir wëlle mer och - ech mengen, do si mer eis eens - soen, d'Basis ass e Master en médiation, dee mer zu Lëtzebuerg ubidden, oder eng Formation adéquate, déi entweder am Ausland unerkannt ass oder déi mer selwer wëlle maachen. Do wëlle mer eis an där nächster Zäit mam Ministère de la Famille zesummesetzen,

vu dass do jo schonn eng Formatioun ugebued gëtt an dass et schlecht wär, wann e Ministère de la Famille eng Formatioun hätt a mir hätten eng allgemeng Formatioun, sou dass mer wëlle kucken, an deem Règlement grand-ducal eis ze eenegen.

Dofir soen ech, déi Ziffer 150, dat ass fir mech eng Gréisstenuerdnung, awer keen Zil u sech. Et ass wéi bei allem. Et ass wéi bei 5/6. Wat heescht, et hânt emmer dovun of, vu wat 5/6 5/6 sinn. Esou ass et och mat 150:...

(**Hilarité**)

...150 vu wat ass d'Formatioun?

Richtig ass, dass mer dat doten als Basis huelen, fir d'Diskussionen ze maachen. Ech géif lech dofir virschloen, dass mer géife schreiwen: «...l'obligation de suivre une formation...», ech géif net «continue» schreiwen, well soss hu mer keng «initiale» dran. Ech géif den «continue» strächen an ech géif schreiwen: «...une formation spécifique à la médiation en se basant sur les expériences acquises;» oder wéi mer et schreiwen. Fir et ganz däitlech ze soen: Mir hunn eng ALMA, mir hunn eng Médiatioun, déi vun der Famille organiséiert gëtt, mir brauchen also net alles am Justizministère nei ze erfannen. Kommt, mir geheien dat net einfach ewech! Loosst eis just, leet mech net op 150 Stonne fest, mä gitt dovunner aus, dass et an där dote Gréisstenuerdnung wäert sinn.

(**Interruption**)

Jo, also, sicht mer eng Formulatioun, Madame Loschetter, fir herno! Dir verstitt, wat ech mengen. Mir wëllen datselwecht. Mir hu Saachen hei. Déi wëlle mer net einfach ewechgeheien, déi hunn hir Prouf erbruecht. Loosst just dem Justizminister an der Regierung eng gewësse Latitude, fir dat ze maachen! Mä wa mer kéinten esou eng Formulatioun fannen...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här President!

► **M. le Président.** - Här Minister, erlaabt Der, datt d'Madame Loschetter lech eng Fro stellt?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Ech erlaben alles...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - ...an ech brauch elo kee Médiateur.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Jo, Här Minister, ech wollt u sech lech d'Fro stellen: Dir hutt elo just d'Formatioun ugeschwat, déi vum Ministère de la Famille ugebued gëtt. Dat ass eng Formatioun, déi hu mer nach am viregte Règlement grand-ducal vum ASFT-Gesetz erëmfonnt. Do waren 100 Stonne spécifique en médiation virgesinn, déi zousätzlech hu misse prestéiert ginn, egal wéi eng Qualifikation professionnelle datt een hat.

Dësen Tiret fënnt ee leider net méi an deem neie Règlement grand-ducal vum August 2011 erëm. Dat huet vläicht seng richtig Ursach, vläicht gëtt déi nach eng Kéier anescht iwwerducht. Dat wär déi éischt Fro: Hutt Dir do scho Pourparlers gehat mam Ministère de la Famille a gedenkt Dir vläicht dat, wat do erausgeholl ginn ass, vläicht an deen heite Règlement eranzuhuelen?

An dat Zweet ass, déi zweet Fro ass: Gesitt Dir déi Formatioun vum Ministère de la Famille als eng unerkannte qualifiante Ausbildung? Normalerweis mécht een dat op enger Héichschoul, voire op enger Uni, an dann huet een och eng offiziell unerkannten Ausbildung gemaach. Mir wësse jo, datt déi Ausbildung, déi de Ministère de la Famille ubitt mat engem Certificat, net onbedéngt qualifiante ass.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Elo fänken ech hannen un. Et ass evident, dass mer hei net wëllen an net sollen e Beruff kreéieren. Soss kréie mer Problemer mat der Direktiv „Qualifikatioun“ vun Europa, déi och elo nach frësch gemaach gëtt. Mir wëlle keen neie Beruff schafen. Dat wär och schlecht. Dofir kann een elo net eng Beruffsausbildung draus maachen a soen, et muss deen doten Diplom sinn.

Mir hätten awer gär eng gewësse Qualitéit dran. Dofir d'Iddi fir ze soen, fir een Agrée muss de eng Formatioun gemaach hunn, soit déi mir unerkennen, soit déi am Ausland unerkannt ass. Mir mussen just oppassen, dass mir net dräimol méi froe wéi am Ausland, well mer soss eng Discrimination à rebours maachen. Dat ass déi allgemeng Fro. Dofir wäerte mer net eng Beruffsausbildung draus maachen, mä effektiv eng Formatioun, déi e Certificat huet, déi awer dofir net zu engem Beruff féiert. Dat ass dat Éischt.

An natierlech, wat der méi géifen de Master en médiation maachen, deen op der Uni Lëtzebuerg, deen awer och am Ausland ugebued

gëtt - an der Schwäiz gëtt et dat, an Däitschland gëtt et dat -, tant mieux! Mä ech mengen, mir sollen net nëmme esou héich setzen, soss hu mer herno erëm e Problem zu der Accessibilitéit vun de Leit zu engem Médiateur.

Zweetens - also Är éischt Fro -, dee Règlement vum August, do hu mer net drivver diskutéiert gehat, spezifesch vum Ministère de la Justice aus. Wat mer awer amgaange sinn ze maachen - an do gëtt et scho reg Echanges tëschent dem Ministère de la Famille an eis -, dat ass fir ze kucken, fir eng Formatioun ze maachen, hir Experienze hei mat eranzuhuelen a wierklech ze kucken, dass een net herno op eemol zwou Formatiounen huet, an deen een dat eent kéint maachen, am Familial machen et aner. Dat wëlle mer wierklech esou gesinn.

Dofir nach eng Kéier: Mir sinn do schonn amgaangen, mam Ministère de la Famille ze kucken, dass mer eppes géife maachen, ee Règlement, an dat, wat si bis elo vun Experienze hunn, dran afléissen ze loosse. Loosst mer just einfach, mir an der Regierung an dem Statsrot, deen dat muss aviséieren, déi néideg Zäit, fir dat uerdentlech ëmzesetzen! Mä gitt dovunner aus, dass mer, wat d'Stousrichtung ubelaangt, largement enger Meenung sinn, an da muss een den Detail kucken.

Ech bleiwe bei deem, wat ech virgeschloen hunn, dass ech géif an d'Commission juridique zrëckkomme mam Projet de règlement grand-ducal, soubal mer dobäi wäeren.

Dat ass also de Punkt zu där doter Formatioun. Also sicht eng Léisung! Wéi ech gesot hunn: Mir hu Saache vun der ALMA, mir hu Saache vun der Famille. Kommt, mir soen net, et ass copy-paste, mä kommt, mir soen, dat doten ass eng gutt Basis, fir eppes Seriöses ze maachen, an ech mengen, da wësse mer, wat mer wëllen. Dat ass de Problem Qualitéit.

Dann dee leschte Problem - wann ech nach e puer Minutten hunn -, dat ass d'Accessibilitéit: Et muss och fir jiddwereen zougänglech sinn. Dat bréngt och mat sech, dass mer soen: Do, wou et eng Médiatioun judiciaire ass, wëlle mer och en Tarif maachen. Dat war eng Diskussioun, Madame Err, déi mer déi leschte Kéier nach haten. Ech bleiwen der Meenung, dass et wichtig ass, dass, wann et eng judiciaire ass, wou de Richter décidéiert, dass dann d'Leit awer mussen wëssen, et ass deen doten Tarif, un dee sech gebonne gëtt. Dat ass...

► **M. le Président.** - Här Minister, erlaabt Der, datt d'Madame Err lech eng Fro stellt?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Majo selbstverständlech!

► **Mme Lydie Err (LSAP), auteure.** - Dass, wann de Richter décidéiert, eng Médiatioun ze maachen, dat gëtt et net!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Dat ass richtig, jo.

► **Mme Lydie Err (LSAP), auteure.** - De Richter kann nëmme proposéieren, an dofir genau, Här Minister, leit Der falsch, wann Der mengt, dass et an der judiciaire misst tariféiert ginn.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Jo.

► **Mme Lydie Err (LSAP), auteure.** - Well no deemselwechte Prinzip misste jo och d'Affekoten, déi fräi sinn, tariféiert ginn.

(**Brouhaha**)

► **M. le Président.** - Loosst elo emol d'Madame Err hir Fro stellen! An elo äntwert den Här Minister drop. Alles der Rei no. Sou geet et och an der Médiatioun.

(**Hilarité**)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Richtig ass, dass de Richter proposéiert. Ech hu just e Problem, well hei eppes ass, wou et net de fräien Affekt souwäit ass, wou et schonn iwwer e Richter awer funktionéiert. Loosse mer soen, ech hat mech improprement ausgedréckt, do hat d'Madame Err recht. Ech mengen, et ass wichtig, dass d'Leit wëssen, dat doten ass och deen Tarif, op deem et funktionéiert. Do hu mer eng Divergence de vue. Ech mengen awer, dass eis Vue - an déi Vue, déi ech hei soen, gëtt och vu villen anere Leit heibanne gedeelt - awer am Endeffekt besser ass.

Ech soen och, dass mer mussen an zwee, dräi Joer eng Kéier kucken: Wat hu mer alles bruecht oder net? Mä ech mengen, ech stinn zu deem, wat ech elo gesot hunn.

Dat Zweet ass d'Assistance judiciaire. Dat hat d'Madame Polfer gefrot. Aus deem dote Grond



och vu Qualitéit an Accessibilitéit si mer der Meenung, dass d'Assistance judiciaire nëmme soll beim Agréé zielen an nëmme bei - ech kommen nach op deen anere Punkt - der Assistance (veuillez lire: Médiation) judiciaire soll zielen. Ar Fro huet zwee Deeler. Dat Éischt ass, dass se nëmme soll fir en Agréé kënnen zielen, d'Assistance judiciaire, an do stinn ech dozou, an net fir en Non-agréé soll kënnen zielen - och, fir d'Leit ze incitéieren, bei en Agréé ze goen.

Déi zweet Fro ass... Déi eng ass ënnerschwellleg, wat ech gesot hunn. Déi zweet ass dann déi: Woufir nëmme Assistance judiciaire? Do soen ech, näischt empêcheiert de Stat - an ech ginn lech Beispiller - op anere Plazen, wou e Médiateur ass, an dat wäert zum Beispill bei der Santé de Fall sinn, dat ass an der Famille iwwer ASFT de Fall, dass de Stat do seet: Majo, mir bezuelen de Médiateur, soulaang en agréé ass. Dat ass jo ee vun deene Punkten, déi elo gewiescht waren am ASFT.

Mä mir mengen net, dass d'Assistance judiciaire, déi nu wierklech eppes mat de Geriichter ze dinn huet, dass een d'Instrument vun der Assistance judiciaire soll benotzen, fir Médiation non judiciaire ze bezuelen. D'Assistance judiciaire huet eppes mat de Geriichter ze dinn!

Mir sinn iwwregens amgaangen, eng Reform ze maache vun der Assistance judiciaire, well d'Käschten explodéieren. An ech mengen, wa mer wëllen eng Reform maachen, déi awer nach ëmmer dem Prinzip vun der Assistance judiciaire gerecht gëtt, soll och d'Assistance judiciaire bei der Médiation un der Justiz hänke bleiwen. Sou ass dat iwwerhaupt bei der Assistance judiciaire. Et kritt een net bei allem, wou een en Affekt kritt, onbedéngt eng Assistance judiciaire. Et kritt een eng, wann et effektiv och eppes mat de Geriichter ze dinn huet. Dofir menge mer, och hei soll d'Assistance judiciaire bei der Médiation judiciaire hänke bleiwen.

An ech soen lech nach eng Kéier: Et gëtt eng Partie Domäner wéi d'Famille, an ech weess och, dass d'Santé dorunner denkt, fir ze soen, ma mir bréngen eng Médiation de qualité. Do ass et esou, dass dann de Stat iwwer aner Weeër effektiv déi Médiation finanzéiert. An dat ass dann ëmmer erëm an deem eenzelne Gesetz, de Fall vun deem eenzelne Gesetz.

Voilà, ech mengen, dass ech op all Froen agaange wär. Ech si wierklech haut ganz frou, dass mer dat gemaach hunn. Et war net einfach, well mer eng europäesch Direktiv benotzt hunn, fir e grousst Lëtzebuurger Gesetz ze maachen. Op där anerer Säit sinn ech awer frou, dass mer dat grousst Lëtzebuurger Gesetz hunn.

An ech soen nach eng Kéier, mat allen Diskussiounen, déi mer haten, Agréé, Non-agréé an esou weider, wou et ëmmer verschidde Meenungen hei an do gouf, mengen ech, hätte mer hei emol e Kompromëss gemaach, dee kéint d'Strooss halen. Mir sollen em eng Chance ginn. Mir sollen all och derfir kämpfen, dass d'Médiation net nëmme méi just als Exceptioun, mä als Regel an eisem Zesummeliewen ugesi gëtt.

Ech erkläre mech selbstverständlech gäre bereet, fir dass mer eng Evaluatioun maachen. Émsou méi wär ech da frou, wann d'Médiateure selwer sech géifen zesummeschléissen an en Deel vu Qualitéitskontroll, vu Code de bonne conduite géif iwwert d'Médiateure selwer kommen. Dat wär déi beschte Reklamme fir d'Médiation selwer.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Justizminister. Här Henckes, hutt Dir nach eng Fro un de Justizminister?

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech wollt eng Fro un de Justizminister schécken an un d'Autorin vun der...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Selbstverständlech.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - ...Motioun. Et geet em deen Ausdrock «Code de bonne conduite administrative des médiateurs».

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Dat hat...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Et gëtt e Code de conduite...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Dat hat d'Madame Presidentin Polfer scho gesot, den «administrative» wär gestrach,...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Voilà, mä dach...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - ...deen hätt näischt domat ze dinn.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Jo, mä ofgesinn dovunner, et gëtt och e Code de conduite des médiateurs europäesche. Duerfir, huelen ech un, ass et deen, op deen elo sech referéiert gëtt. Oder gëtt et en nationale Code? Mä ech géif éischter unhuelen, dass et deen europäesche Code misst sinn, vu dat mer hei jo och eng europäesch Direktiv ëmsetzen. Dat wär also een Erklärungsbedarf, deen ech hei hätt, well mer all Kéiers vun engem aneren Term soss kéinte schwätzen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Also, nach eng Kéier: Fir mech ass wichtig, dass de Code de bonne conduite eppes Fräiwëlleges ass, wat vun enne kënn, an net eppes Obligatoresches, wat vun uewe kënn. Dat ass bei der Deontologie ëmmer wichtig, dass dat net alles eng gesetzlech Form huet, mä dass et wierklech vun ennen erop kënn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: Et gëtt effektiv schonn eng ganz Partie Virarbechten um europäesche Plang. An ech ginn och dovunner aus, dass, wa mä Wonsch erhéiert gëtt, dat vun der Basis selwer kënn, déi Leit deen och kennen a sech do-robber baséieren. Et ass awer och wichtig bei esou engem Code de bonne conduite, de Lëtzebuurger Spezifisitéite Rechnung ze droen.

Mir haten déi leschte Kéier als Justizministeren eng riseg Debatt iwwert d'Médiation, wou mer festgestallt hunn, dass et an alle Länner ganz aneschters ass. Et sinn zum Beispill Länner, déi enner Médiation awer eppes Obligatoresches verstinn. An dofir, mengen ech, ass et scho wichtig, dass déi Leit - an dofir hätt ech gär, dass wir ennen erop kënn - sech Gedanke maachen.

Ech mengen, do kéint eng Uni eng Roll spillen, eng berodend Roll, well op der Uni, an deem Master en médiation, komme Leit vun iwwerall Coursen halen. Dass ee seet: Hei sinn déi Basisregele um Code de déontologie oder vun den Deontologieregelen, wéi et se an Europa gëtt. Kommt, mir maachen do eppes draus, wat der Lëtzebuurger spezifescher Situatioun ugepasst ass!

Mir hunn aner Problemer zum Deel wéi aner Länner. An dofir, mengen ech, hunn ech Är Fro beäntwert. Dat, wat an Europa gemaach ass, brauch een net méi nei ze erfannen, mä et muss een et ëmmer esou maachen, dass et och zu Lëtzebuerg klappt.

► **M. le Président.** - Gutt, ech mengen, domadder wieren all Froe beäntwert. Mir wieren domadder um Enn vun der Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6272 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt an. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(**Interruptions**)

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Mäin Apparat geet net. Ech stëmme mat Jo.

► **M. le Président.** - No där Präzisioun vun Här Wolter ass de Projet de loi ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6272 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Raymond Weydert), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Dann ass dat esou décidéiert.

**Retrait du rôle de la proposition de loi 4969**

Nom Vote vum Projet de loi 6272 wëll ech dann och nach d'Madame Lydie Err froen, ob si domadder averstanen ass, dass domat och hir Proposition de loi 4969 als evakuéiert betruecht ginn ass.

► **Mme Lydie Err (LSAP), auteure.** - Jo, Här President.

► **M. le Président.** - Da soen ech der Madame Err Merci.

Als nächste Punkt hu mer d'Diskussioun vun der Proposition...

(**Interruption**)

Ah entschëllegt, jo, et ass richtig. Entschëllegt, Madame Loschetter, mir hunn hei nach eng Motioun.

**Motion 1**

Do war virgeschloe gi vum zoustännege Minister, dass d'Madame Loschetter déi soll licht ofänneren. Dat huet se entre-temps gemaach. Ech géif hir proposéieren, dass se haart déi Modifikatioun vun där Motioun géif virlesen, an da kéinte mer doriwwe ofstëmmen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Mir hunn déi Wieder, déi vum Minister proposéiert gi sinn, esou iwwerholl. An deen zweeten Turet vum Invite, dee wär da Folgenden: «à introduire, en vue de l'obtention de l'agrément et par voie de règlement grand-ducal, l'obligation de suivre une formation dont l'étendue et les spécificités sont basées sur les acquis de l'expérience luxembourgeoise en matière de médiation».

► **M. le Président.** - Ass dat an der Rei, Här Justizminister? Derbäi kënn, dass mer am leschten Turet och nach den „administrative“ ewechloossen.

**Motion 1 modifiée**

La Chambre des Députés,

- *considérant que la médiation en matière civile et commerciale, telle que proposée par la proposition de loi 4969 et introduite par le projet de loi 6272 peut être soit judiciaire, soit conventionnelle;*

- *constatant que ledit projet de loi ne prévoit pas d'agrément obligatoire pour les médiations conventionnelles;*

- *rappelant que les modalités de la formation en vue de l'obtention de l'agrément pour la médiation ne sont pas inscrites dans la loi mais seront réglées par voie de règlement grand-ducal;*

- *soulignant que la loi ne prévoit pas de conditions obligatoires garantissant la qualité à travers une formation spécifique pour les médiations familiales conventionnelles;*

- *se basant sur l'article 9 de la directive à transposer, qui stipule que «les États membres encouragent, par tout moyen qu'ils jugent approprié, la mise à la disposition du public, notamment sur Internet, d'informations sur la manière de contacter les médiateurs et les organismes fournissant des services de médiation»;*

invite le Gouvernement

- *à organiser une vaste campagne d'information et de sensibilisation à la régulation des conflits par la médiation et, plus particulièrement, à la qualité des services rendus par les médiateurs et les médiatrices agréés;*

- *à introduire, en vue de l'obtention de l'agrément et par voie de règlement grand-ducal, l'obligation de suivre une formation spécifique à la médiation dont l'étendue et les spécificités sont basées sur les acquis de l'expérience luxembourgeoise en matière de médiation;*

- *à encourager l'adhésion de tous les médiateurs et médiatrices au «Code de bonne conduite des médiateurs».*

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Josée Lorsché.

Kann ech dann déi emgeännert Motioun zum Vote stellen?

(**Assentiment**)

**Vote sur la motion 1 modifiée**

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dëser Chamber ze sinn. Domadder wär déi Motioun ugeholl.

Da kéime mer elo zur Diskussioun iwwert d'Proposition 6205 iwwert d'Ofännerung vum Artikel 52 vun eiser Verfassung an d'Proposition de loi 6206, eng Ofännerung vum Wahlgesetz, déi mer dann och zesumme wäerte behandelen.

Et sief drop higewisen, dass fir d'Proposition de révision 6205 laut Artikel 114 vun eiser Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass an de Vote par procuration net erlaabt ass. D'Riedezäit ass hei festgeluecht nom Modell 1. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes a Berger, d'Madame Lorsché, den Här Henckes an den Här Urbany.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de révision, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

## 7. 6205 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution

### 6206 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

#### Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur la proposition de révision de la Constitution 6205

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Deputéierten Eugène Berger huet den 12. Oktober 2010 zwee Projeten an der Chamber deponéiert. Een éischten Text huet als Zil, den Artikel 52 vun der Verfassung ofzeänneren. Den Alter, wou een däréi wäert goen, soll vun 18 op 16 Joer erofgesat ginn.

An enger Proposition de loi, déi gläichzäitig mat der Revisioun vun der Verfassung abruecht ginn ass, gëtt virgeschloen, d'Artikelen 1, 2, 3, 11, 52 an 89 vum Wahlgesetz ofzeänneren. Déi zwee Projeten hänke ganz enk zesummen. Si dréien allen zwee em de Wahlalter, dat heescht, den Alter, wou een däréi wäert goen. An et ass och esou, wann de Wahlalter an der Verfassung géif erofgesat ginn, da misst selbstverständlech och d'Wahlgesetz deementspreechend ugepasst ginn.

Den Auteur vun deenen zwee Projete gesäit vir, dass déi Jonk mat 16 Joer wäert kënnen goen, mä dass si bis 18 Joer net musse wäert goen. Si kréien also ee Recht, mä si hu keng Verflüchtung, fir d'Wahlrecht och effektiv auszeüben. Domat ginn déi Jonk tëschent 16 an 18 Joer eigentlech gläichgestallt deenen eelere Matbierger iwwer 75 Joer, wou am Artikel 89 Alinéa 3.2 vum Wahlgesetz fir déi Kategorie vu Wieler eng Excuse légale virgesinn ass. Déi hunn e Recht, mä si hunn och keng Verflüchtung méi, fir wäert musse ze goen.

Den Här Berger huet a senger Propositionen e puer Motivatiounen bruecht, fir de Wahlalter erofzesetzen. Déi Jonk solle méi staark un deem politesche Liewen interesséiert ginn. Si sollen hir Iwwerleeungen an hir Fuerderunge besser kënnen virdoen. Si sollen och konkret gesinn, dass se an hire politeschen Iwwerleeungen, déi se kënnen maachen, och seriö geholl ginn. Den Här Berger beriff sech a senger Iwwerleeungen op d'Beispiller aus dem Ausland, enner anerem op d'Beispill vun Éisträich an och op d'Beispill vun den däitsche Bundeslänner, wat d'Gemengewahle betrëfft.

Den Auteur zitéiert dann och a senger Propositionen eng Rei aner Gesetzer, wou déi Jonk tëschent 16 an 18 Joer och scho Rechter hunn, notament am Zivilrecht. Hie beriff sech dann och op d'Resolutioun vum Jugendparlament 5-5 2009/2010 an op eng Dokumentatioun vum Conseil de l'Europe. Ech ginn hei net an d'Detailer op all déi Dokumenter an, déi iwwregens dem Procès-verbal vun der Institutionskommission vun dem 29. Juni 2011 bäigefügt sinn.

Bei zwee Dokumenter erlaben ech mer awer nach hei, e puer Wieder driwwer ze soen. Dat ass engersäits den Avis vum Statsrot an op där anerer Säit d'Prises de position vun der Regierung.

Fir de Statsrot ass d'Entscheidung, fir de Wahlalter op 16 Joer erofzesetzen, eng politesch Décisioun, déi d'Chamber ze huelen huet. A sengem Avis vum 3. Mee 2011 verweist de Statsrot op seng Avisen zu deenen ähnleche Projeten, an zwar op säin Avis vum 23. Mäerz 2010 a besonnesch op säin Avis vum 19. Oktober 1971. Et ass also eng Matière, déi scho laang an der Diskussioun ass.

De Statsrot ass der Meenung, dass d'Argumenter, déi virbruecht ginn, fir de Wahlalter op 16 Joer festzeleeën, och kéinte gebraucht ginn, fir déi Altersgrenz nach weider erofzesetzen, ouni dass en awer do eng Limite ugëtt. Hien huet dann awer och Bedenken, fir de Wahlalter erofzesetzen, well dat nom Statsrot op laang Siicht ouni Zweifel net ouni Effete géif bleiwen, notament am Beräich vum Zivilrecht a besonnesch am Beräich vum Strofrecht.

De Statsrot gëtt och ze bedenken, dass wann et em eng Bedeelegung vun deene Jonken un de politeschen Diskussiounen geet, weder d'Ver-





fassung nach iergendee Gesetz verbitt, dass d'politesch Parteien, dass och aner Associatiounen an och d'Gewerkschaften déi Jonk un deenen Diskussiounen kënnen bedeelegen, an am Fong geholl dat Uleies, wat ëmmer virbruecht gëtt, dass se sech méi staark fir och d'politescht Geschehen an dat, wat an der Politik geschitt, interesséieren, dass dat besonnesch och iwwert dee Wee ka geschéien.

Schliesslech schléit de Statsrot da vir, dass iwwert d'Fro vum Wahlalter ee breeden Débat an der Chamber soll gefouert ginn.

An hirer Prise de position vum 7. September 2011 ass d'Regierung gréisstendeels mat de Virschléi vum Statsrot d'accord. D'Regierung ralliiert sech deenen Argumenter. An als Konklusioun recommandéiert d'Regierung, eng virsiichteg Haltung an der Fro vum Erofsetze vum Wahlalter anzehuelen.

D'Regierung ass net d'accord, dass déi Jugendlech tëschent 16 an 18 Joer sollen zwar ee Recht, mä keng Verflichtung a puncto Wahlbedeelegung kréien.

D'Institutiounskommissioun huet d'Argumenter fir a géint d'Erofsetze vum Wahlalter, esou wéi se an deene verschiddene Projeten an Avisen exposéiert sinn, diskutéiert. Si huet d'Vertrieder vum Jugendparlament gehéiert. Si huet hinnen nogelasschert. An d'Argumenter sinn och tëschent deenen eenzelne Vertrieder vum Parlament kontradiktorech ausgetosch ginn. D'Kommissioun huet och d'Meenungen an d'Iwwerzeegung vum de Vertrieder vum de politesche Parteien héieren, déi an der Kommissioun vertruede sinn.

Ech wëll hei net op all déi Iwwerleeungen agoen. Ech huelen un, dass d'Spreecher vum de Parteien och hir Meenungen an Iwwerzeegung wäerte virdroen. An duerfir, mengen ech, wier dat e bëssen iwwerzu vum menger Säit, fir all déi Argumenter ze widerhuelen, déi duerno nach eng Kéier virbruecht ginn. Iwwergens déi Diskussioun an déi Argumenter sinn och an de Procès-verbale vum der Institutiounskommissioun ze fannen an zwar am Procès-verbal vum 29. Juni, vum 28. September a vum 22. November 2011.

Aus den Diskussiounen vum der Institutiounskommissioun kann een d'Konklusioun zéien, dass d'Proposition, fir d'Verfassung ofzeänneren a fir de Wahlalter erofzesetzen, esou wéi den Här Berger dat virgeschloen huet, dass déi Propositionen an der Kommissioun selwer aus verschiddenen Iwwerleeungen, déi och déi si vum Statsrot a vum der Regierung, keng qualifizéiert Majoritéit fonnt huet.

Duerfir schléit och d'Kommissioun der Chamber vir, déi Texter, esou wéi se elo virleien, net unzehuelen.

Merci.

**M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Paul-Henri Meyers. Elo kritt d'Wuert fir d'Alleréischten Auteur vum der Proposition de loi, den honorabelen Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

#### Présentation de la proposition de loi 6206

**M. Eugène Berger (DP), auteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass vläicht den een oder aneren, dee sech gefrot huet, firwat ech als Auteur vum der Proposition de loi respektiv vum der Revisioun vum der Verfassung net selwer de Rapport gemaach hunn, deen den Här Paul-Henri Meyers, deem ech wëll Merci soe fir säi Rapport, an aller Objektivitéit gemaach a wierklech erëmgespigel huet, wéi d'Aarbechten an der Kommissiounssitzung verlaft sinn.

Also, wien dem Rapporteur nogelasschert huet, ka sech denken, firwat ech dat net gemaach hunn. Bei den Deputéierten an der Kommissioun huet sech duerch déi oflehnd Haltung vum den CSV-Deputéierten, mä awer och vum den LSAP-Deputéierten keng Majoritéit fonnt, ebe fir d'Erofsetze vum Wahlalter op 16 Joer matzedroen. Dir verstitt, dass ech duerfir d'Optioun geholl hunn, fir kënnen als Auteur an net als Rapporteur hei am Plenum ze schwätzen, fir kënnen dann an aller Fräiheet meng Argumenter fir d'Erofsetze vum Wahlalter ze développéieren.

Här President, mäin Engagement fir d'Erofsetze vum Wahlalter huet schonns eng laang Geschicht. Déi geet bis praktesch un den Ufank vum menger politescher Carrière. Et si schonns eng Rei Joren hier, schonns 1995 hat ech bei engem Débat iwwert d'Jugend derfir plädéiert an 1996 hunn ech eng Proposition de loi déposéiert, fir den aktive Wahlalter, also den Alter, fir kënnen wielen ze goen, op Gemengenniveau deemools op 16 Joer erofzesetzen.

Ech wëll och dorun erënneren, dass 1996 zwee sozialistesche Deputéierten ähnlech Initiative geholl haten. De René Kohlweiler an de Marc Zanussi haten och Proposition-de-loien, fir de

Wahlalter erofzesetzen, déposéiert. Den 20. Februar 1997, also viru praktesch 15 Joer - wann een haut kuckt, hänke mer nach e puer Deeg drun, also praktesch 15 Joer sinn et elo hier -, hu mer deemools déi verschidde Proposition-de-loien an der Chamber diskutéiert.

Deemools hat ech iwwergens och eng Proposition de loi gemaach, fir de passive Wahlalter, also fir kënnen gewielt ze ginn, op 18 Joer erofzesetzen. Mëttlerweil ass dee Virschlag, muss ech soen, positiverweis jo Realitéit ginn.

Well awer bei dem aktive Wahlrecht nach näischt bougéiert huet, hunn ech also 2008 respektiv 2010 eng nei Initiativ geholl, déi mer dann haut debattéieren. An zwar hunn ech proposéiert, fir d'Recht ze hunn, kënnen wielen ze goen, op 16 Joer erofzesetzen, dat souwuel bei Gemengewahl wéi bei Landes- an Europawahlen. An dëst sollt e fakultativ Wahlrecht sinn. Dat wëll ech ennersträichen. Et ass keen Zwang, mä eng Méiglechkeet fir déi Jonk, déi dat wëllen an Usproch huelen.

Firwat plädéieren ech fir d'Erofsetze vum Wahlalter? Et gëtt fir mech eng Rei Argumenter. Dat sinn net meng eegen oder eleng meng eegen Argumenter. Déi kann een a villen Diskussiounen och am Ausland noliesen.

Eis Gesellschaft changéiert an evoluéiert permanent, an dat fënt och säin Nidderschlag an der Gesellschaft, och bei deene Jonken. Déi Jonk kréien haut vum der Gesellschaft méi perséinleche Fräiraum accordéiert. Se gi méi staark mat hire Virstellungen, Meenungen, Problemer a Wënsch considéiert an der Famill, an der Gesellschaft. Experten an Entwécklungspsychologie soen, dass déi Jonk doduerch haut méi fréi raif ginn an en Entwécklungsstand errechen, deen et hinnen erméiglecht, méi fréi Décisiounen ze huelen.

Déi Jonk setzen hautdësdays méi op kritesch Ausenanersetzung mat deem, wat ronderëm se passéiert. Dëst besonnesch an engem Zäitalter vu globaler Kommunikatioun, Internet a sozialen Netzwerker. An dës global Kommunikatioun erméiglecht deene Jonken och, a ville Sujeten e ganz héijen Informatiounsstand ze hunn. Et gëtt eng Rei Sujeten, Dossieren, wéi zum Beispill d'Ëmwelt, d'Schoul, Informatiounstechnologien an aner nach, wou si warscheinlech gutt, wann net vläicht heiansdo besser informéiert sinn, wéi eng Rei Erwuesener oder eeler Leit.

Wat een och feststellt, ass, dass déi Jonk interesséiert sinn un der Matbestëmmung, besonnesch bei Sujeten, déi si betreffen. An de Schoulen oder a verschiddene Gremien, wéi d'Jugendparlament oder kommunal Jugendréit, gëtt dës Kultur vu Matbestëmmung och sënnvoll gefördert. An hei zu Lëtzebuerg an der Praxis gesäit ee jo déi rezent Schülerstreiken oder déi Schülermobilisatiounen, fir et emol esou ze soen, ob am Kontext vum Projet 5611 oder elo bei der Schoulerreform, dass se mat grousser Däitlechkeet ennersträichen, dass se dat interesséiert, dass se sech informéieren iwwert dat, wat si betrëfft.

An do gesäit een och: Déi Jonk, déi wëllen em hir Meenung gefrot ginn an deenen Décisiounen, déi si direkt betreffen. Do wëlle se op alle Fall matschwätzen.

An dat bréngt mech och schonns op dat fir mech wichtegst Argument an der Diskussioun iwwert de Wahlalter. All Décisiounen, déi d'Politik haut hält, sinn Décisiounen, mat deenen déi Jonk muer lieve mussen. Déi Haaptbeträffe vu villen, ganz ville politeschen Décisiounen vum haut, dat sinn déi Jonk; ob dat eng Pensionsreform ass, eng Reform vum dem Aarbechtsrecht, Décisiounen iwwer Investissemter an d'Zukunft, iwwert den Tram an esou weider.

Duerfir misst et jo och nëmmen normal sinn, dass mer déi Haaptbeträffen och géifen em hir Meenung froen, andeems mer hinnen eng minimal politesch Matbestëmmung erméiglechen. Wa mer déi Jonk wëllen als vollwärtig Bierger an d'Gesellschaft integréieren, da muss een hinnen den Zougang zu deenen elementarste politesche Rechter erméiglechen. An dat ass an eng Demokratie nun emol d'Wahlrecht.

Ech mengen, dat ass de Knackpunkt an där ganzer Diskussioun fir mech. Wëlle mer eis Demokratie esou gestalten, dass mer deene Jonken, den Haaptconcernéierte vu muer, e politescht Matsproocherecht ginn, jo oder neen? Dat ass eigentlech déi fundamental politesch Fro an dësem Débat.

D'DP seet jo. D'CSV, déi sécher an där Fro och eng Konstanz huet, seet neen. Dat huet se och an der Vergaangenheet gemaach. Dat verwonnert eigentlech net.

An d'LSAP, déi seet och neen, obwuel se d'Iddi an allen oder a ganz ville Wahlprogrammer an der Vergaangenheet stoen hat, obwuel d'Jonksocialisten et fuerderen. Nach de leschte Freideg, mengen ech, haten déi e Communiqué,

wou se gesot hunn, dass se derfir géifen anrieden, dass se wierklech hoffen, dass hei an der Chamber eppes Positives derbäi eraus géif kommen, obwuel hir eegen Deputéierte Gesetzesproposé fir d'Erofsetze vum Wahlalter an der Vergaangenheet gemaach hunn.

**(Interruption)**

Ech mengen, hei... D'Sozialisten...

**(Interruption)**

Richteg, Här Etgen. D'Sozialisten...

**M. le Président.** - Ech wëllt lech bieden, dem Här Berger nozelauschteren!

**M. Eugène Berger (DP), auteur.** - Ech kann do dem Här Etgen nëmmen zoustëmmen. D'Sozialisten hunn op en Neits an dësem Dossier hire gesellschaftspolitesche Gebuertschäin verluer.

Här President,...

**(Interruption)**

...leschtendlech geet et hei bei dëser Fro och em den...

**(Interruptions)**

**M. le Président.** - Ech bieden lech, souwuel den Här Bettel wéi den Här Bodry, ganz opmierksam dem Här Berger nozelauschteren!

**M. Xavier Bettel (DP).** - D'Sozialiste wëssen net méi, wéi d'Sozialiste stëmmen.

**M. Eugène Berger (DP), auteur.** - Merci, Här President. Ech fueren da weider.

**(Interruptions et hilarité)**

Sou! Här President...

**M. le Président.** - Sou! Här Berger, elo hutt Dir d'Wuert.

**M. Eugène Berger (DP), auteur.** - Merci, Här President. Leschtendlech geet et hei bei dëser Fro och em de Generatiounevertrag. Wann een d'demographesch Evolutioun kuckt, stellt ee fest, dass d'Populatioun zu Lëtzebuerg ëmmer méi al gëtt. De Risiko besteet, dass déi eeler Altersgruppen ëmmer méi eng grouss politesch Lobby duerstellen an dass hir spezifesch Interessen disproportionéiert staark vun de politesche Responsabele berücksichtegt ginn. D'Problemer a legitim Wënsch vum deene jonke Generatiounen riskéieren doduerjer ëmmer manner berücksichtegt ze ginn.

Wann déi 16-Jähreg méi fréi kéinte wiele goen, géif wahrscheinlech méi iwwerleucht ginn, ier een zum Beispill géif de Pensionéierten e Rentenajustement zousätzlech schenken an derneist deene Jonken elo doduerch schonns en Deel vum hirer Pensioun géif ewechhuelen.

Eng aner Consultatioun ass déi, dass Jonker scho ganz vill implizéiert sinn an d'Gesellschaft oder eng Rei Responsabilitéiten hu respektiv u si eruedroe ginn, respektiv déi se och kënnen iwwerhuelen; dat souwuel an der Schoul wéi och an der Gesellschaft en général.

Ech schwätzen do emol net vum de Führerschäiner oder Pilotlizenzen, déi se kënnen maachen, Bankkonten, déi se kënnen opmaachen. Se kënnen sech bestueden. Eng Rei Jonker zum Beispill ginn och virun 18 Joer schaffen, verdéng Suen, bezuele Steieren, ouni dass se kënnen matbestëmmen, zum Beispill, wat mat hire Steiere geschitt. Si dierfen an d'Arméi goen, kënnen eigentlech theoretisch an de Krich zéien an esou weider.

Här President, wann ech proposéieren, fir dass déi Jonk ab 16 dierfe mat wiele goen, ass dat keen absolut Neiland. De Rapporteur huet et och schonns gesot. Et gëtt och eng Rei Dokumentatiounen, déi an den Dokumenter bäileien. An anere Länner an Europa gëtt et dat schonns, esou zum Beispill an Eisträich oder a verschiddene Bundesländer an Däitschland.

Et gëtt och eng Rei Bestriewungen, fir dat op dem EU-Plang ze harmoniséieren. De liberalen Europaparlamentarier Andrew Duff hat d'Erofsetze vum Wahlalter an engem Rapport iwwert d'EU-Wahlprozedure proposéiert. Et ass, muss een och soen, virleefeg net zréckbehale ginn, mä déi Diskussiounen wäerte sécher och nach eng Kéier do op deem Plang nei opgerullt ginn.

Offiziell Jugendvertriedunge froen och d'Erofsetze vum Wahlalter, souwuel den Europäesche Youth Forum wéi d'JDL hei zu Lëtzebuerg, d'Jonksocialisten, wéi ech virdrun erwähnt hunn, a virun allem och eist nationaalt Jugendparlament. A wa mer als Parlamentarier dëst Jugendparlament wëllen eescht huelen, misste mer eigentlech méi konsequent op hir Resolutioun vum 10. Juli 2010 reagéieren, wou se genau dat hei och gefrot haten.

Mir haten eng Entrevue mat Vertrieder vum Jugendparlament an der Kommissioun. Dat ass

schéin a gutt. Mir haten do - muss ech soen - och en exzellenten, wierklech en exzellenten Austausch, mä mir sollen hinnen net nëmme schéi brav nolauschteren, mä dann och op hir Fuerderungen agoe respektiv déi Fuerderunge méi eescht huelen.

Här President, de Statsrot an d'Regierung hu Stellung zu mengem Proposé geholl. De Rapporteur ass drop agaangen. Ech wëllt dat awer och nach eng Kéier maachen. Bei deenen zwee Avisé kann een eppes erauslesen. Dat heescht, de Conseil d'État... Ech hunn op alle Fall gelies, dass en net grondsätzlech e fundamentale Problem mat der Proposé huet an eischer monéiert, dass et schlussendlech eng politesch Fro ass. Ech géif prezisieren: eng gesellschaftspolitesch Fro. D'CSV/LSAP-Regierung dergéint ass méi radikal a verwerft d'Proposé mat e puer Argumenter, déi awer a mengen Aen net haltbar sinn an op déi ech wëll kuerz hei agoen.

Ech mengen, et ass esou, fir sech laanscht eigentlech déi politesch Verantwortung - well et ass am Endeffekt eng politesch Décisioun, déi een hei muss huelen - ze zéien, ginn haapt-sächlech juristesche Argumenter ugefouert. Am Résumé kéint een d'Position vum der Regierung esou formuléieren: Déi zivil Rechter missten ëmmer komplett gläichgestallt si mat de politesche Rechter. An dat wier eben net de Fall bei de Bierger enner 18 Joer.

Dat ass fir mech e bëssen Äppel mat Bire vergläichen, well e politescht Recht en Deel vum engem partizipative Prozess an eng Demokratie ass an net ka gläichgestallt gi mat zivile Rechter, wou et em aldeeglech Regeln, Protektiounen innerhalb vum der Gesellschaft geet.

Doriwwer eraus weist d'Geschicht, an déi aldeeglech Praxis, dass et ni, ni an eiser Geschicht hei zu Lëtzebuerg eng Gläichschaltung vu politeschen an zivile Rechter ginn ass an dass dat och net an eiser Verfassung iergendwou festgeschriwwen ass.

Wa mer an eiser rezenter Geschicht kucken, kann een zum Beispill gesinn, dass d'Fraen 1919 d'Wahlrecht kruten. Bis an den 1970er Jore ware se awer um zivile Plang, kéint ee scho bal soen, aus heiteger Siicht Mënsche vum zweeter Klass an hunn eng ganz Rei Rechter net gehat. Si hunn zum Beispill keen eegene Bankkonto kënnen opmaachen an nach aner mëttelalterlech Saache méi. Dat Argument vum der Regierung ass also schonns säit Jorzéngte vum der Realitéit widdersprach an ad absurdum gefouert.

Et gëtt och versicht, déi penal Responsabilitéit mat an d'Diskussioun ze bréngen. Zum Beispill, seet d'Regierung, misst dann och eis Strafgesetzgebung no ennen ugepasst ginn. Och do gesinn ech net, wat fir ee Lien dat mat engem politesche Recht hätt. Et kann een op där anerer Säit jo och net strafbar gemaach gi fir säi Vote bei Wahlen.

An effektiv, et gëtt eng Rei Dispositiounen am Zivilrecht, déi si geduecht, fir besonnesch déi Jonk ze schützen. Mä dat ass jo awer keen Argument géint d'Wahlrecht, well do mussen déi Jonk jo net virdrü beschützt ginn. E Wieler gëtt jo och net haftbar gemaach fir seng Stëmm, déi en ofgëtt. Ma an dann, wann ee kuckt, an Eisträich oder an anere Länner, wou de Wahlalter op 16 erofgesat ginn ass, huet dat och zu Recht keng Inzidenzen op aner Bestëmmungen a puncto Zivilrechter oder Strofrecht mat sech bruecht.

Wann een d'Diskussioun zum Wahlrecht noliest, ech hat dat e bësse gemaach, bis och eben, wat een nach erëmfinnt vun deenen Diskussiounen zum Fraewahlrecht, da gesäit een e bëssen, da gëtt een den Androck net lass, dass ee souguer nach haut, op alle Fall d'CSV/LSAP-Regierung, zum Deel ähnlech Argumenter eigentlech benotzt wéi deemools, zum Beispill 1919, vu verschiddene Kreesser, also viru bal 100 Joer, bei den Diskussiounen fir d'Afféiere vum Fraewahlrecht.

En anert Argument vum der Regierung ass ze soen, dass een duerch de fakultative Charakter géif eng Ausnahm zu eisem allgemenge Wahlrecht maachen. Och do, géif ech soen, läit se niewent dem Dill, well mir hunn dat schonns, sief et beim Ausländerwahlrecht oder bei de Bierger iwwer 75 Joer. Och dat huet de Rapporteur monéiert.

Ech mengen, fir deenen eelere Leit dat zouzegestoen, do hat dëselwecht Regierung keng Bedenken. Elo fir déi Jonk op emol soll de fakultative Charakter ee Problem sinn.

Ech verschléisse mech awer och net, muss ech soen, enger Diskussioun, ob d'Wahlrecht net misst effektiv obligatoresch sinn. Et muss een





awer och soen, an der Kommissioun ass ëmgedréit diskutéiert ginn. Do ass nämlech nogeduecht ginn, ob een net soll méi generell iwwert d'Wahlpflicht nodenken. Ech soen einfach: Et war nëmmen eng Diskussioun. Et ass elo nach keng Décisioun gemaach ginn. Do waren awer och esou Iwwerlegungen, ob een net éischter sollt och deen anere Wee goen. Mä egal.

Als Konklusioun: D'Regierung, déi verstoppt sech eigentlech hanner enger juristescher Niwwelwand - hat ech dat emol genannt -, fir eben där politescher Fro auszewäichen. Fazit ass, datt se a mengen Ae refuséieren, deene Jonken e minimaalt Matsproocherecht an eng demokratiesch Bedelegung an der Gesellschaft zougestoen.

Aner Awänn, déi am Kontext mat dem Erosetze vum aktive Wahllalter gemaach gi sinn, sinn déi, datt gesot gëtt, déi Jonk hätte keng politesch Kenntniser oder Kompetenz, datt se net wéissten, ëm wat et géif goen. Besonnesch déi vu 16 bis 18. Dat géif besonnesch op déi zoutreffen. Niewebäi bemierkt: Och dat sinn Argumenter, déi deemools 1919 an den Diskussiounen beim Fraewahlrecht ugefouert gi sinn.

Ech muss deene Kritike widderstreechen. Do kann een net alleguerten déi Jonk an een Dëppchen...

► **M. le Président.**- Här Berger, erlaabt Dir...

**(Interruption)**

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- Här President, den Här Kartheiser, wann hien herno eppes wëllt soen, da kann e sécher d'Wuert froen an da kann en dat dann hei soen.

Ech wollt soen...

► **M. le Président.**- Fuert Dir virun, Här Berger!

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- Jo. Här President...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Dir wëllt net op d'Froen äntwerten. Dat ass Äre Problem.

**(Interruption)**

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- Ech widersprechen de Kritiken, datt déi Jonk keng politesch Kenntniser oder Kompetenz hätten. Au Contraire, déi Jonk hunn a villen Domänen eng ganz Rei vu Kenntniser. Ech hat dat scho gesot. A si hunn och oft eng valabel Meenung iwwer eng ganz Rei Themen. Ech denken, wéi gesot, un déi Froen vun der Schoul, Informatiounsgesellschaft, Ëmwelt, etc., etc.

Dat sinn och eigentlech ganz aktuell Themen, mat deene se praktesch all Dag, si, direkt concernéiert ginn, déi se um eegene Leif erfueen. Déi Jonk si vläicht souguer do a verschidene Sujete besser gestallt, fir sech driwwer eng Meenung ze maachen, wéi eng Rei aner Wieler - ech wëll elo net soen, eeler Wieler -, déi mat där Problematik, wéi zum Beispill der Schoul, da guer net gefuerdert sinn.

Meng Mamm ass iwwer 70 Joer. Ech wëll dat Beispill huelen, fir kengem ze no ze trieden. Se ass net onbedéngt - déi huet iwwer 70 Joer, wéi gesot - un Diskussiounen vun der Schoulpolitik, dem Dateschutz oder der Jugendarbeitslosigkeit oder souguer net der Rentereform méi interesséiert, well se och net méi direkt concernéiert ass. Meng Mamm wéi aner Bierger, déi net direkt also vu Gesetzter betraff sinn, déi gi wielen, mä déi maache sech vläicht guer keng Gedanken, stelle sech keng Froen, ob se genau wëssen, ëm wat et geet bei deenen eenzelne Sujeten, wou se dann herno sollen driwwer ofstëmmen.

**(Interruption)**

Här President, ech wëll net falsch verstane ginn. Ech wëll net deene Leit d'Wahlrecht ofschwätzen, ech wëll einfach nëmmen duerleeën, wéi wackleg déi Kritik ass, datt déi Jonk net iwwer Aktualitéit Bescheid wëssen a sech keng eege Meenung kéinte bilden a kéinte vu politesche Strategen ausgenutzt ginn. Déi Kritik an déi Gefor kann ee bei all Alterskategorie an d'Feld bréngen.

Ech wëll awer och kloer deem zoustëmmen, datt een de Jonke soll déi beschtméiglech Informatiounen zoukomme loossen. An der Schoul muss se eng adequat Instruction civique kréien.

► **M. le Président.**- Här Berger, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- Här President, ech kucken, datt ech... Ech versichen, esou schnell wéi méiglech fäerdeg ze maachen.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Dat ass wéi e Faass Uelech, dat drëpseweis ausleeft.

**(Hilarité)**

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- Jo. Här President, ech wëll net falsch verstane ginn. Ech wëll net deene Leit... Här President, ech hunn awer 19 Minutten, wann ech dat richtig an Erënnerung hunn.

► **M. le Président.**- Neen, Dir hutt 15 Minutten. Dir sidd allerdéngs nach eng Kéier ageschriwwen.

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- Jo, voilà! Dat heescht...

► **M. le Président.**- Mä Dir schwätzt elo als Auteur vun der Proposition de loi an do hutt Der genau 15 Minutten.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Da sees de de Rescht dann do.

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- Här President, vu datt herno kee méi vun der Demokratescher Partei schwätzt, géif ech...

► **M. le Président.**- Jo. Da maacht lech awer elo lues awer sécher fäerdeg!

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- ...datt ech da géif déi Zäit zesummeschloen. Ech soen lech villmools Merci fir d'Verständnis. Ech wäert och kucken, ënner 20 Minutten dann ze bleiven.

Ben, ech wëll net falsch verstane ginn. Ech wëll do op alle Fall... Also ech... Här President, wou war ech?

Jo. Also, ech wollt soen, datt se an der Schoul eng adequat Informatioun musse kréien, adequat Instruction civique, datt se musse mat den elementare Regele vun der Demokratie, wéi d'Chamber fonctionnéiert, wéi de Statsrot fonctionnéiert an esou weider, datt se dat solle kenneléieren. Mä och do virun allem solle se vermëttelt kréien, sech adequat ze informéieren iwwer politesch Sujeten a sech domadder ausenanerzesetzen. Dat schéngt mer am wichtigsten, dat ze léieren, sech adequat a mat fräiem Geescht mat politesche Positiounen ausenanerzesetzen.

Mä och hei soen ech, déiselwecht Standarden, datt d'Leit solle gutt informéiert sinn, dat gëllt och fir déi 30-Jähreg, déi 50-Jähreg an egal wat fir eng.

Ben, en anert Argument ass dat, wat gären ervirbruecht gëtt, datt déi Jonk selwer net dat Recht afuerderen. Zu Lëtzebuerg si verschidde Jugendbewegungen, déi et afuerderen. D'Jugendparlament, déi si jo eigentlech representativ fir déi Jonk.

Wann een awer Ëmfroe mécht, dat muss een och kloer soen, da schéngt net eng kloer Majoritéit vun de Jonken dëst Recht anzekloen: Laut engem Sondage vum Jugendparlament hu sech bei 1.000 Schüler der 41% derfir ausgeschwat, 59 dergéint.

Wann ee sech awer méi detailléiert domadder ausenaneretzt, wann ee se freet, firwat, da gesäit een, datt déi Jonk virun allem fäerten, net optimal bis an de leschten Detail Bescheid ze wëssen an informéiert ze sinn. An ech muss soen, des Retenue bei deene Jonke berout also op enger héijer politesch-deontologescher Fuerderung u sech selwer: Si huelen déi Saach mat der Politik ganz eescht! An ech fannen, dat sprécht eigentlech fir déi Jonk, well déi erwuesse Wieler stelle sech net ëmmer vläicht esou héich Uspréich, an do ass d'Informatioun vum Comptoirsdéich och emol gutt genuch.

Här President, wa mer Jonke Vertraue schenken an hinne vermëttelen, datt se kënne verstänneg matbestimmen an engem demokratesche Stat, da maache se dat wahrscheinlech och gären. D'Erfahrungen am Ausland weisen dat. Wou déi Jonk ab 16 Joer d'Wahlrecht hunn, weist - an Eisträich zum Beispill, wou et och e fakultatit Recht ass - wäit iwwer 50% vun deenen ënner 18 Joer, déi mat wile gaang sinn.

E leschte Punkt, Här President, da kommen ech och wierklech zum Schluss, deen an deem Kontext gären diskutéiert gëtt, ass deen, datt anscheinend d'Wahlrecht ab 16 Joer géif bestëmmte Parteien zeguttkommen, datt déi do kéinte besonnesche Profit dorauer zéien. Dat ass a mengen Ae ganz vill Spekulation a berout op kenge kloren Erhiewungen. Och hei kann ee sech op d'Ausland referéieren, wou ee gesäit, datt déi ganz jonk Wieler net fundametal d'Wahlen entscheeden oder eng Partei exklusiv vun deenen ënner 16 Joer gewielt gëtt.

Mä dach géif eppes vläicht a mengen Ae fundametal bei de Parteien insgesamt an der Politik änneren: Doduerch, datt mer déi Jonk ab 16 kéinte wile loossen, wieren d'Parteien alleguerten, alleguerten d'Parteien wien da gefuerdert, déi Themen, déi déi Jonk betreffen, méi ze thematiséieren a seriö Solutiounen och deenen ze proposéieren, Solutiounen, mat

deenen déi Jonk also och kéinte liewen, déi dann net géifen op hir Käschte goen an net an hirem Interêt wieren. An ech mengen, datt wier eng Erausforderung da fir all d'Parteien, awer och e Plus an e Gewënn fir eng generatiouns-iwwergräifend Politik!

Här President, ech wier frou, wann deen een oder aneren Deputéierte géif sech déi Argumenter, déi ech elo virbruecht hunn, nach eng Kéier zu Häerz huelen, ier en herno wäert ofstëmmen, fir datt eng aner Situatioun vläicht erauskënn wéi beim Vote zum Rapport an der Kommissioun.

Virun allem zielen ech och drop, dat deen een oder anere Majoritéitsdeputéierten, besonnesch bei der LSAP, dozou steet, wat se engem hanner virgehalener Hand soen, nämlech datt se eigentlech déi Proposition, déi Proposition de loi gutt fannen, datt se da mat engem positive Vote de Jugendlechen e Matsproocherecht an eiser Gesellschaft ginn, ganz am Sënn vun dem Communiqué vun de Jonksocialisten - méi Demokratie woen, an net deene Jonke weisen, wéi ee Politik net soll maachen, nämlech eng Meenung an eng Iwwerzeugung hunn a sech dann engem Fraktiounszwang ënnerwerfen an de Contraire stëmmen -, dat wier wierklech e schlecht Beispill an e falscht Signal fir déi Jonk!

Här President, egal wéi de Vote ausgeet, ech hoffen, datt - 15 Joer nodeems mer hei an der Chamber vun engem LSAP..., CSV/LSAP-Majoritéit schonns eng Kéier dat fakultatit Wahlrecht fir Jonker ab 16 Joer refuséiert hunn oder gouf - et net nach eng Kéier 15 Joer dauert, bis datt mer endlech de Schrëtt a Richtung méi Demokratie a méi Matsproocherecht fir déi Jonk ënnerhuelen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Als éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Här Paul-Henri Meyers Merci soe fir säi gewinnt prezen an differenzierte Rapport, dee kloer argumentéiert, wéi sou datt d'Majoritéit vun der Institutiounskommissioun, wéi och de Statsrot an d'Regierung, zu deemem Zäitpunkt der Meenung ass, datt een de Wahllalter net soll op 16 Joer erofsetzen.

Elo kann een des Positioun ganz séier als eng bewäerten, déi géint déi Jonk gedréit wär, déi déi Jonk net géif seriö huelen, déi net gär wëilt, dass se géife matschwätzen a matbestemme sollen.

Allerdéngs wär awer esou eng Konklusioun net nëmmen net éierlech, mä schlëmmer nach, et géif een zouginn, datt een déi Avisen, déi déi eenzel Institutiounen heizou gemaach hunn, net gelies huet. Well wann ech nämlech genee liesen, wat dosteet, da stellen ech fest, datt keng vun deenen dräi Institutiounen a Fro stellt, datt et Jonker gëtt, déi sech scho ganz fréi fir Politik interesséieren an doduerch of fäeg sinn, fir kënne matbestimmen.

A keng vun deenen dräi Institutiounen stäipt sech dergéint, datt nach méi, jo, datt esou vill wéi méiglech Jonker sollen aktiv um politesche Liewen deel huelen. Si ginn ebe just allgemeng a juristesche fondéiert Iwwerleeunge mat op de Wee, fir ze rechtfertegen, wéi sou datt et, hirer Meenung no, haut - an ech betounen: haut - nach net oportun ass, fir iwwert dat weidert Erosetze vum Wahllalter nozedenken.

Si ënnerstëtzt par contre awer eng breet Diskussioun doriwwer, an zwar hei an der Chamber, an dären Hänn et eleng läit, fir eng Décisioun iwwert de Wahllalter ze huelen. Duerfir féiere mer jo och haut déi Debatt, an dat ass eng ganz gutt Initiativ, well effektiv allze dacks déi Jonk net genuch am Zentrum vun eisem Interessi stinn. Eleng aus deemem Grund also begréisst eis Fraktioun et, datt mer haut oppen a kontrovers iwwer esou e fundamental wichtegt Thema wéi d'Participatioun vun engem gréisstméiglechen Deel vun der Gesellschaft diskutéieren.

Well allze dacks liesen an héieren ech, datt déi Jonk sech net méi genuch géife fir Politik interesséieren, datt et, wéi et esou schéin op Däitsch heescht, eng Politikverdrossenheit géif ginn; op Lëtzebuergesch géife mer soen dofir, datt déi Jonk keng Loscht hunn, fir sech politesch ze engagéieren. A wéi engem Grad datt déi Behauptung stëmmt, dat ass schwéier ze kontrolléieren, well et ëmmer an all Altersgrupp där enger an där anerer gëtt a well och, an dat huet den Här Berger jo gesot gehat als Beispill, zum Beispill am Kader vun der geplangter Reform vum Secondaire eng sëlliche Jonker gewisen hätten, datt se sech fir politesch Sujeten interesséieren kënnen.

Gläichzäitg stellt een awer en anert Phänomeen fest an eiser Gesellschaft, an zwar, datt se

sech an eng Richtung verännert huet, wou se ëmmer méi, souwuel deene Jonke wéi och deenen Erwuesenen, d'Méiglechkeete gëtt, fir kënnen hir Fräizäit op déi verschiddenst Aart a Weisen ze gestalten, an datt e fräiwëllegt, e regelméisseg Engagement iwwer eng länger Zäit ewech ëmmer méi rar gëtt, sief dat elo op dem sozialen, dem kulturellen oder dem politeschen oder sportlechen Niveau. Ech mengen, do kann all Veräin, all Vereenegung an och all Partei e Lidd dozunner sängen.

Mä trotz deser Entwécklung awer geheien déi meeschten, déi nach engagéiert sinn, net einfach esou d'Bengele bei d'Tromm, mä si versiche fir nei Weeër ze goen, fir och deene verännerten Erwaardungen a Besoiné vun eise Matbierger gerecht ze ginn an nach méi erëm vun hinnen och dozou ze bewegen, fir sech am Sënn vun der Allgemengheet ze engagéieren.

An déiselwecht Fro, déi stelle mir eis haut als Politiker jo besonnesch am Kader vun der Motivatioun a vun dem Interessi fir déi Jonk, fir sech éischstens eben derfir nach weider ze interesséieren, an zweetens fir an onser Demokratie eng aktiv Roll ze spillen, net se just passiv ze erdroen. Des Fro ass also ouni Zweifel keng einfach, och, well et hei keng Patentléisung gëtt, mä et gëtt ganz sécher ënnerschiddlech Äntwerten, déi méiglech sinn.

Eng vun deenen Äntwerten, dat ass déi vum Auteur vun deenen zwee Gesetzesvirschléi, déi haut op der Dagesuerdnung stinn, well dem Här Berger no, do kréie mer déi Jonk nees méi fir d'Politik interesséiert, wa se méi fréi wéi bis elo dierfe bei de Wahlen matmaachen, an an deem Sënn solle mer als Chamber ganz einfach de Wahllalter vun 18 op 16 Joer erofsetzen.

A senger Motivatioun zu dese Gesetzesvirschléi gëtt den Auteur dann och eng ganz Rei vu Grënn un, en huet se elo grad hei opgezéit, an ech géif gär emol och op e puer vun deene Grënn nach eng Kéier agoen, méi am Detail.

Esou zum Beispill, datt de Wahllalter nach ni eppes Definitives war, mä am Laf vun der Geschicht ëmmer erëm no ënnen, meeschtens, ugepasst ginn ass. Dat ass effektiv eng historesch Tatsaach, déi mer net kënne verleegnen.

Dann ënnersträicht en, datt e Jonke vu 16 Joer schonns zënter enger Rei Jore ganz legal eng Partie Saachen dierf maachen, wéi zum Beispill schaffe goen oder d'Demande maache fir de Führerschäin. An och dat kann een net a Fro stellen, well dat steet effektiv esou an eise Gesetzter dran.

Weider seet hien, datt an anere Länner, wéi zum Beispill dat bekanntste Beispill Eisträich, de Wahllalter op 16 Joer festgesat ginn ass, an datt déi meeschte Jugendparteien an och d'Jugendparlament hei zu Lëtzebuerg sech derfir asetzen. Alt nees eng Wierklechkeet, déi net a Fro ka gestallt ginn.

Doriwwer eraus schreift dann den Auteur - an huet en och hei gesot nach eng Kéier - vun de Propositionen de loi, datt ëmmer méi politesche Décisiounen an Diskussiounen déi Jonk betreffen. An och dat ass richtig, wann een un Themen denkt wéi de Chômage, d'Wunnungspräisser, d'Reform vum Pensiouns- a vum Schoulsystem.

An engens froen ech mech dann awer trotzdeem bei deemem Punkt, ob een dann op eemol mat 18 Joer par rapport zu engem vu 16 ural ginn ass. Ass dann ee vun 18 Joer net méi en Deel vun der jonker Generatioun? Leien do op eemol Welten dertëschent? Et deet mer leed, mä och ech gesi mech nach als jéngsten Deputéierte mat mengen 29 Joer als Deel vun där jonker Generatioun a versichen heibanen eben och d'Stëmm vun hinnen ze verrieden.

Zu gudder Lescht kënn dann, fir mech jiddefalls emol, dem Här Berger säin Haaptargument an faveur vun engem Erosetze vum Wahllalter, an zwar, datt déi Jonk hautdësdags duerch déi nei Medië vill besser géifen iwwer Politik Bescheid wëssen.

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- Dat ass net d'Haaptargument.

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Fir mech ass dat sécherlech eent vun den Haaptargumenter an Ärer Diskussioun an ech wëilt gären nach eng Kéier dorobber agoen.

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- Et geet ëm...

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Dat ass eben eng Interpretatiionsdifferenz. Fir mech ass dat sécherlech eent vun den Haaptargumenter an Ärer Diskussioun an ech wëilt gären nach eng Kéier dorobber agoen...

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- Et geet ëm...

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Dat ass eben eng Interpretatiionsdifferenz...





► **M. Eugène Berger (DP), auteur.-** Et geet em d'Matsproocherecht fir déi Jonk, dat ass mäin Haaptargument.

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Matsproocherecht an Informatiounen, well Dir sot jo, Dir erkläert dat jo, si wäeren haut besser informéiert wéi an der Vergaangenheet. Also wäere se, ergo wäere se absolut fäeg, fir kënnen matbestimmen. An duerfir léisst hien och dat Argument net gellen, datt Jonker an deem Alter nach net genuch iwwer Politik Bescheid wëssen, well et, d'autant plus, och géif Erwuessener ginn - hu mer jo elo grad héieren -, déi och net géife gutt Bescheid wëssen. Dir hutt Är eege Mamm hei zitiiert gehat, fir dat ze ennerleeën.

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.-** Jo, dat war einfach e Beispill, fir...

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Jo, fir dat ze ennerleeën. Op dësem Punkt awer, trotzdem, muss ech lech soen, Här Berger, do ginn d'Meenungen allerdéngs wäit ausernee, well op där enger Säit hu mer ganz sécher eng sëllege Jonker, déi weisen, datt se an deem Alter, scho ganz fréi - ech kennen der perséinlech vill bei eis an der Partei -, absolut fäeg sinn, fir kënnen matzeschwätzen an dee Moment och kënnen matbestimmen.

Mä op där anerer Säit héiere mer awer zënter enger Rei vu Joren d'Enseignanten an emmer méi Patroné kloo, datt déi Jonk net méi genuch Allgemengbildung hunn oder iwwerhaupt guer keng Allgemengbildung méi hunn, an datt dowéinst grad an der Schoul misst erëm méi Wäert drop geluecht ginn. An duerfir roden ech also ganz kloer...

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.-** Muss een d'Uni hunn, fir kënnen wielen ze goen?

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Neen, mir schwätzen hei vun Allgemengbildung. An duerfir roden ech ganz kloer, datt mer hei net solle generaliséieren, well et gétt der vun där enger a vun där anerer Zort, Här Berger.

An trotzdem ass et awer emol eng kéier interessant, wa mer Abstraktioun dovunner maachen, fir emol ze kucken, wat déi éischt Betrafen da vun esou engem Erofsetze vum Wahlalter soen, nämlech déi Jonk selwer. Huele mer dofir emol d'Meenung vun deem Organ, wat representativ ass fir déi Jonk hei zu Lëtzebuerg, an dat ass d'Jugendparlament.

Dat ass e Parlament, wou Jonker vun, ech rappelieren, 14 bis 28 Joer sëtzen, an dat vertritt a senger Resolitioun - déi och schonn an d'Diskussioun komm ass hei um Pult - zum Wahlrecht mat 16 Joer enner anerem d'Meenung, datt een éischer am Lycée mat Civiques-Coursen ufänke misst an datt een och misst an de Sproochefächer iwwer Aktualitéitsujete schwätzen, fir datt d'Schüler eng Allgemengbildung kréien, léieren Hypotheesen ze variéieren, hir Wierder ze moossen, ze analyséieren an ze hanerfroen. Well nëmmen esou wier nämlech garantéiert, an ech zitieren: «Les jeunes seront mieux instruits dans les affaires politiques que la génération précédente.»

D'Jugendparlament seet hei also ganz kloer, datt deene meeschte Jonken hir Allgemengbildung net genuch ass, net gutt genuch ass, an datt Efforté gemaach muss ginn, fir datt dat sech an der Zukunft ännert. A mat där Positioun widderspricht et also ganz kloer dem Auteur vum Gesetzesvorschlag, deen hei anerer Meenung ass.

Domat nach net genuch, well d'Jugendparlament setzt sech derfir an, datt zwar Jonker mat 16 Joer solle wäitelen, mä mécht awer an engems eng ganz realistesch a lucide Aschätzung och vun der Demande vun deene Jonken, fir an deem jonken Alter scho kënnen wielen ze goen.

Sou betount de President vum Jugendparlament an engem Zeitungsinterview vum leschten Hierscht, datt et net eleng un der Chamber géif leien, datt weineg Bewegung géif an deen Dossier kommen, mä datt virun allem den Interessi vun de Lycéesschüler ganz limitéiert wier. Dat wier eng Wourecht, déi batter ass fir ze akzeptéieren, mä déi d'Membre vum Jugendparlament awer selwer festgestallt hunn, wéi se den Tour gemaach hunn duerch d'Lycéeën an duerch d'Jugendhaiser, wou se vill Jonker getraff hunn.

A sengem Interview vum leschten November seet dann de President vum Jugendparlament, an ech zitieren nees: «Les jeunes refusent une obligation de vote à partir de 16 ans parce qu'ils ne se sentent pas assez informés. Le droit de vote facultatif les intéresse plus, mais également à condition qu'ils soient mieux informés.»

Här President, dat ass d'Stëmm vun deene Jonken, an et ass fir mech ganz kloer, wat déi Jonk hei wëllen, nämlech si sinn net haut elo derfir, fir de Wahlalter, ob elo fakultativ oder obligatorisch, erfzesetzen, mä si spiere sech net gutt

genuch informéiert. An duerfir ass hir Revendication un eis als Politik fir mech geneesou kloer an evident, nämlech datt mer méi mussen maachen, fir datt se emol fir d'Éischt gutt informéiert sinn an datt se net nëmme kënnen matbestimmen, mä och matschwätzen.

Fir dës éierlech a selbstkritesch Aschätzung kann een déi Jonk nëmme luewen, well dat ass fir eis dee richtege Wee, dee mer goe sollen. An dat ass eng ganz aner Approche a virun allem eng Approche, déi komplett mat de Gesetzesvirschléi vum Här Berger...

► **Une voix.-** ...wat déi mat dem Alter ze dinn hunn?

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Well do geet nämlech keng eenzeg kéier Rieds vu politescher Bildung, wou dat grad dee wichtigste Volet ass, fir deene Jonken et ze erlaben, um politesche Liewen deelzehuelen. Eng besser, eng méi fréi politesch Kultur ass eng fundamental Etapp, fir kënnen op de Wee ze goe vun engem Erofsetze vum Wahlalter.

Derbäi kënn, datt fir mech den Auteur vun dese Gesetzesvirschléi och nach en Denkfeeler mécht, nämlech déi politesch Participatioun eenzeg an eleng op d'Wahle reduzéiert. Ouni Zweifel, Wahle sinn e wichtige Pilier vun eisem demokratesche Liewen, vun eiser parlamentarischer Demokratie. Mä zu enger lieweger Demokratie, Här Berger, gehéieren net eleng nëmmen d'Wahlen, mä och dee ganze Prozess, deen dozou féiert, dat heescht, och dat, wat mer grad amgang sinn hei ze maachen, nämlech déi...

► **Une voix.-** Elo sidd Der schonns zu zwee!

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- ...nämlech déi politesch...

► **Une voix.-** Zweek Jonker hu sech do fonnt.

**(Hilarité)**

► **M. le Président.-** Ech géif lech bieden, dem Här Wilmes andächtig nozelauschten! Et ka jiddwereen herno Stellung huelen och zu deem, wat den Här Wilmes seet.

**(Interruptions)**

► **Une voix.-** Et ass dat, wat zu deene Remarque féiert!

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Also gehéiert och fir eis dozou déi ganz politesch Aarbecht, déi zu Ofstëmmungen a Wahle gehéiert, nämlech déi politesch Diskussioun an d'Debatten, déi mer hei amgang sinn och ze maachen.

Et geet also net eleng duer, fir dat op d'Wahlen ze reduzéieren, mä et muss een et op déi politesch Diskussiounen an Aarbechten, déi tëschent de Wahle stattfannen, auswäiten. A wa mer eis dann déi Approche zu Häerz huelen, da kritt déi ganz Debatt, déi mer hei féieren, nämlech eng ganz aner Nuew.

Well an deem Kontext ass et dann nämlech net domat gedoen, fir iwwer d'Erofsetze vum Wahlalter ze schwätzen, a virun allem net, datt een domadder ufänkt, mä an deem Zeenario ass d'Erofsetze vum Wahlalter éischer als Schlusstapp vun engem Prozess ze gesinn! An elo ass et un ons als Politik, eis emol seriö Gedanken doriwwer ze maachen, wat fir eng konkret Mesuren a Mëttele mir deene Jonken dann zur Verfügung stellen, fir datt se dat och kënnen maachen, also matdiskutéieren a matdebattéieren.

Elo kann een natierlech, wéi den Här Berger dat gemaach huet virduen, eis entgéinthalen, datt et jo och géif Erwuessener ginn, déi net genuch informéiert sinn, an datt do och kee sech géif doru stéieren, datt dat d'Realitéit wier, an datt een dofir och kéint deene Jonken datselwecht Recht direkt ginn. Bon, ech kann zwar nëmme fir mäin Deel soen, datt mech dat stéiert, wann et nach Erwuessener gétt, déi do net genuch iwwer eist politesch Liewe Bescheid wëssen.

Mä dat ass awer op där anerer Säit keng Excuse, fir trotzdem dee Feeler nach eng kéier ze répercutéieren op déi nächst Generatiounen! Dat soll dach grad eng Motivatioun sinn, fir ze soen: Da kommt, mir verhéieren, datt et an Zukunft nach Generatiounen ginn, déi net géife Bescheid wëssen iwwer d'politisch Liewen an déi Sujeten, déi hei zu Lëtzebuerg aktuell sinn! An duerfir ass et u sech eis Pflicht, als Politiker derfir ze suergen, an duerfir muss mer als Alleréischicht op deem dote Chantier ufänken an net d'Päerd vun hannen erop opsuedelen!

**(Interruption)**

Wat kënnen mer dann elo konkret als Politik hei maachen, wa mer an deem doten Zeenario sinn, well dat ass jo dann déi entscheidend Fro.

Mä mir sinn der Meenung als CSV, datt mer fir d'Éischt emol derfir suerge mussen, datt d'Politik dann och eng vill méi grouss Plaz an der Schoul kritt, well momentan ass dat haapt-

sächlech präsent a Form vun Instruction civique oder Connaissance du monde contemporain an de leschten zwee Jore vun engem Enseignement secondaire.

Wa mer awer gären hätten, datt sech bei deene Jonken eng richteg politesch Kultur entwéckelt, an dat méi fréi wéi bis elo, da geet et net duer, datt mer just déi Civiques-Coursen do reforméieren an opwäerten, mä da brauch eis Schoul och schonn op deene méi niddrege Klassen een interaktiven, interdisziplinären a parteipolitesch neutrale Cours, an deem déi Kompetenzen, déi déi Jonk brauchen herno - net nëmmen am politeschen, mä och am berufleche Liewen, wéi zum Beispill kontrovers diskutéieren, argumentéieren an debattéieren -, kënnen ennerstézt ginn.

Eng besser politesch Bildung an der Schoul geet awer laang net duer, mä et mussen och innovativ Plattformen, wou déi Jonk sech treffen an zesummen iwwer Politik schwätzen kënnen, weider ennerstézt ginn. An esou eng Plattform, déi existéiert jo schonn hautdésdags, nämlech mat dem Jugendparlament, dat virun dräi Joer an d'Liewe geruff ginn ass an dat bis elo och eng exzellent Aarbecht gemaach huet. Dat well ech och eng kéier hei ganz kloer betounen.

Dat war eng richteg a wichtig Initiativ, déi d'CSV an d'CSJ vun Ufank un och ennerstézt hunn a gehollef hunn op d'Schinnen ze setzen. Hei diskutéiere ronn honnert Jonker iwwer aktuell politesch Sujeten, déi bilde sech do eng Meenung a ginn déi Form dann och... hir Meenung a Form vu Resolitiounen weider un eis, un d'Chamber.

Mä trotzdem, wa mer hei Jonker hu vun deene verschiddensten Altersgruppen, esou hu si awer selwer festgestallt, datt een deene ganz jonke Memberen eppes méi nach muss bidden. Duerfir hu si hiert Konzept am Hierscht geännert a si hu virun allem och e ganz groussen Deel vu politescher Bildung - och fir ze léieren, wéi ee Rieden hält, wéi een argumentéiert - mat agebaut. Dat huet eben d'lescht Joer ugefaangen an duerfir kann ee se och weider nëmme félicitéieren.

Dat ass genau dat, op dee Wee, wou ee muss goen, an et stäipt och eis Argumentatioun, datt mer eben d'Erofsetze vum Wahlalter sollen an Etappe gesinn. Well esou oder esou awer ass et fir eis wichtig als Chamber, datt mer si weider ennerstézen an hirer Aarbecht, datt mer se regleméisseg an eis Kommissiounen alueden, datt mir Resolitiounen hei och behandelen an datt mer och bei si op d'Plaz ginn, fir kënnen mat hinnen ze schwätzen...

**(Interruption)**

Well nëmmen esou fille sech déi Jonk, Madame Loschetter, eescht geholl an et kann een eng richteg...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Sidd Der sécher? Sidd Der do sécher?

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Am Exposé des motifs vu senger Gesetzesvirschléi schreift den Här Berger jo, datt déi Jonk déi nei Kommunikatiounstechnologien benotzen, fir sech ze informéieren...

► **Une voix.-** Wéi een Alen huet dat geschriwwen?

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Dat ass richteg. Si wuessen haut domadder op an notzen dat an hirem Alldag, mä dat heescht dann och fir eis als Politik, datt mir och mussen méi op dee Wee goen, déi Moyenen do ze benotzen a Form vu Videosequenzen, Videochatten, Foren. Do ass eng Hällewull vu Mesuren a vu Moyenen, déi et do gétt.

Trotzdem ass et wichtig, datt mer dat an enger politesch kloer Sprooch maachen, well et jo awer em komplex Sujete geet, déi een do wëllt vermëttelen deene Jonken, mä et soll gemaach gi vun all de Parteien, well mer soss definitiv och wäerten eng Partie vun deene Jonken do um Wee verléieren.

Informéieren, kommunizéieren a forméieren ginn allerdéngs net duer, well e wichteg, wann net souguer en décisiv Element, fir déi Jonk méi fir Politik begeeschtert ze kréien, datt ass d'Bild, wat d'Politik vu sech ofgëtt. An hei geet et net nëmmen drëms, datt mer eis méi fir déi Jonk interesséieren an datt mer riicht an eiser Aarbecht dostinn, mä et geet virun allem drëms, datt mer kucken, datt mer méi Jonker och an déi aktiv Politik kréien, well dat huet nämlech, e ganz positivt Bild, haaptäschlech dee gréissten Afloss op déi Jonk.

Dat mieren ech emmer ganz gutt, wann ech selwer mat Jonken eben zesumme kommen, well dann déi Jonk emmer ganz erstaunt sinn, datt et och Jonker gétt, déi am Parlament schaffen, déi an de Parteien aktiv sinn oder déi an de Gemeengeréit sëtzen. An dat huet fir si op eemol e ganz grouse Changement op d'Bild vun der Politik, wat mer hinnen da vermëttelen, well dann op

eemol gétt hiren Interessi vill méi grouss, well se gesinn, datt och Jonker do aktiv sinn.

Duerfir sinn och hei eben déi eenzel Partei gefuerdert, fir an hire Struktur Jonker ze ennerstézen, fir se ze forméieren, fir ze kucken, datt se bei Wahle kënnen matmaachen an och eng kéier d'Chance kënnen kréien, fir enges Dags gewielt ze ginn. Wéi déi Parteien dat maachen, dat ass selbstverständlech hinne selwer iwwerlooss, mä Haaptsaach et gétt gemaach!

An engems gétt et awer eppes, wat mer, menger Meenung no, zesummen als Partei maache kënnen, an dat wär ons nämlech derfir emol staarkmaachen, datt d'Politik och an der Schoul méi eng grouss Plaz kritt - hunn ech viru gesot -, mä virun allem och, datt déi Jonk, déi politesch aktiv sinn, kënnen an d'Schoul goen, zesumme selbstverständlech, well soss ass déi Partei, déi neutral Unitéit vun der Politik net garantéiert, mä datt mer zesumme kënnen als Jonker, déi aktiv sinn, eran an d'Schoule goen. Well do ass et, wou déi Jonk sinn, do kann ee se treffen. An dat ass bis elo net méiglech, ausser an engem Wahljoer, wou een dann eng Plattform kritt iwwer d'CGJL, wou een zesummen als jonk Partei kann dohinnegeen mat hinne schwätzen.

Mä mir missten awer do och e Konzept fannen, wou ee kann eng kéier am Joer vläicht eng Table ronde, all zesummen d'Jugendparteien, an de Schoule kann organiséieren, well do si se, do si mer...

**(Hilarité)**

► **Une voix.-** Ech mengen, da gi se direkt vir laut eemol am Joer...

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- ...do kënnen mer mat hinnen diskutéieren a mat hinnen a Kontakt kommen. Dat ass e ganz wichtige Facteur, wann ee gär wëllt mat deene Jonken och iwwer Politik, also se derfir wëllt begeeschteren.

► **Une voix.-** Eemol am Joer, wann et net ze waarm ass.

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Dat entsprécht nämlech ganz einfach och dem Charakter vun eiser Demokratie, déi nun emol mat der Ausenarnersetzung vun den Iddië leeft, an dat muss een och kënnen mat deene Jonke sur place maachen.

Här President, dat sinn e puer konkret Virschléi. D'Madame Loschetter mengt, et wäeren der ze vill. Ech fannen, dat sinn der net ze vill, dat sinn der grad genuch, fir déi Jonk fir Politik ze interesséieren. Ech hu bis elo nach keng aner héiere gehat heibannen. Duerfir meng Meenung, datt se net ze vill hei sinn, mä et sinn der awer, iwwer déi mer selbstverständlech sollen diskutéieren an déi och muss verdéift ginn. Mir verschléissen eis do kenger Diskussioun.

Mä op jidde Fall sti se awer fir de Wee, dee mer als CSV gären deene Jonke wëllen ubidden, fir datt se och kënnen e festen Deel vun eiser partizipativer Demokratie ginn. Ee Wee, dee se an Etappe solle goen an dee se Schrëtt fir Schrëtt dann och soll un hiert Zil féieren. Aneschters wéi déi zwee Gesetzesvirschléi, wou nach net... datt déi Jonk just matbestimmen sollen. Dat kann een zwar maachen, mä dann huet een eiser Meenung no nach guer näischt erreecht. Well eng lieweg Demokratie zeecht sech nämlech doduerjer aus - wéi ech viru gesot hunn, wann Der nogelauschert hutt -, datt et virun allem eng Kultur vun der Debatt an dem Dialog soll sinn.

An duerfir, loosst eis dorunner schaffen, datt déi Jonk déi Kultur och kënnen kréien! An eréischt dann hu mer, wa mer déi néideg Rumm dofir geschaf hunn, och wierkelech eppes erreecht, jo ons Pflicht vis-à-vis vun deene Jonken an der Demokratie erfëllt, nämlech, datt déi Jonk och matschwätze kënnen!

A wa mer do ukomm sinn, da solle mer hinnen och kënnen d'Recht an d'Pflicht ginn, fir méi fréi wéi bis elo wielen ze goen. Dat ass op jidde Fall dee Wee, dee meng Partei virschléit, fir dat an Etappen ze maachen. Mir wäere frou, wann déi aner Partei sech och géifen derfir asetzen, datt déi Jonk net nëmme matbestimmen sollen, mä matschwätze kënnen. Duerfir kann d'CSV och déi Gesetzesvirschléi, wéi se am Moment doleien, net stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.-** Wann dat déi Jonk an der CSV sinn, dann...

► **M. le Président.-** Merci dem Här Wilmes. Als nächste Riedner ass den Här Body agedroen. Här Body, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.-** Elo kënn e Jonken, Här Wilmes. Dat huet näischt mam Alter ze dinn!





► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, ech hat mer eigentlech erhofft, mir géifen déi Diskussioun hei e bësse méi um Fong féieren an et géif hei net déi Tribün benotzt ginn, fir parteipolitesch Ofrechnungen ze maachen, well ech mengen, dass et e Sujet ass, deen et derwärt ass, dass breet driwwer diskutéiert gëtt, dee villes hiergëtt, an deen ech och gäre géif an ee méi breede Kontext ersatze vun enger neier Definitioum vum Wahlrecht.

Hei gëtt een Element erausgebracht, dat ass dat vun deene 16- a 17-Jähregen, wéi wann dat de Schlëssel wär zu méi Demokratie hei zu Lëtzebuerg. An ech mengen awer, dass, wa mer wëllen hei virukommen, wa mer déi berechtigt Fro ugin, wéi mer wëllen eis Demokratie méi lieweg maachen, wéi mer d'Matbestëmmungsrecht insgesamt an allen Domäne wëllen eropsetzen, da mussen mer déi heite Fro behandelen, müssen dat awer och zesumme mat ganz anere Froe behandelen, déi guer net ugeschwat sinn. Ech mengen och, dass dat heiten Thema sech weéng zu parteipoliteschem Geplänkel eegent.

Wann ech esou kucken, wat d'Positioun vun den eenzelne Parteien iwwert déi lescht 15 Joer war, do kucken ech awer jiddwereen un...

**(Interruption)**

Guer net!

**(Hilarité)**

Dir hutt... Guer net! Also, wann Dir et esou dohinnerleet, da ginn ech dat gär ze maachen.

► **Une voix.**- ...eis war ëmmer konsequent. Ech hunn dat...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Den Här Berger huet deemools net nëmmen am Numm vu senger Partei, dat war...

► **Une voix.**- Dach, dach.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Den Här Berger huet...

**(Interruptions)**

► **Une voix.**- Dach, Dir kënnt dat noliesen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dann erkläert mer eppes. Den Här Berger huet, Mëtt der 90er Jore war et...

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- '96.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- '96 huet hien eng Proposition de loi erabruucht...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- '96 erabruucht! Dass déi 2012...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- D'DP war vun 1999 bis 2004 an der Regierung. Am Joer 2003 huet dëst Parlament en neit Wahlgesetz gestëmmt. Eist Wahlgesetz ass vun 2003! Erënnert Dir lech u grouss Diskussiounen hei iwwert d'Erofsatze vum Wahlrecht vun 18 op 16 Joer? Erënnert Dir lech un eng Ried vun engem DP-Vertrieeder hei zu där doter Fro? Also, wann ech gelift!

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- Wat deemools an der Chamber gesot ginn ass...

**(Interruptions diverses)**

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Bodry nozelauschteren!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Hei sollt jiddwereen, wann ech gelift, sech emol eng kéier ferm an de Spigel kucken, kucken, wat déi lescht 15 Joer war, an dann, mengen ech, da géif eng nei Bescheidenheet hei an d'Interventioun kommen.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- An da kéint Dir lech sëtze goen.

► **Une voix.**- Da kuckt Dir emol, wat haut ass a wéi Der haut stëmmt a wou d'LSAP haut steet.

**(Interruptions diverses)**

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Erlaabt mer Folgendes ze soen: Och an eiser Partei sinn et zu där doter Fro kontrovers Diskussiounen ginn, gëtt et se nach haut. Ech wëll lech just soen, dass an eisem Wahlprogramm vun 2009 - et ass jo deen awer elo, géif ech mengen, deen ausschlaggebend ass - sech keng Majoritéit op engem Kongress bei eiser Partei fonnt huet, fir an de Wahlprogramm ze schreiwen, den Alter soll vun 18 op 16 Joer erofgesat ginn.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Iech ass de Courage schonn ausgang virun de Wahlen!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dont acte! Ech stellen dat fest. Ech weess awer och, wéi gesot, dass déi aner Parteien, déi haut elo déck Bake

maachen, ganz, ganz kleng waren, onzichtbar waren, wéi hei iwwer essenziell Froen, wéi d'Wahlgesetz 2003 hei diskutéiert ginn ass, du war dat fir si keen Thema méi.

**(Interruptions diverses)**

A ganz éierlech, an der Commission des Institutions, wéi mer iwwert d'Wahlrecht diskutéiert hunn, kann ech mech net u gréisser an intensiv Diskussiounen erënnere, dass ee formal den Antrag gestallt hätt, vun 18 op 16 Joer erofzegen, wéi et iwwert d'Constitutioun hiergaangen ass. Dat sinn eréischt zwee Joer hier, wou mer déi Debatten haten! Also, wann ech gelift, loosse mer roueg hei diskutéieren a loosse mer dat topecht Parteipolitescht hei erausloossen, well dat bréngt kengem eppes. Mir wëllen...

► **Une voix.**- Wat hutt Dir dann elo déi lescht zéng Minutte gemaach?

**(Interruptions diverses)**

► **Une autre voix.**- Et huet nach kee méi Parteipolitik gemaach wéi Dir hei! Da kommt awer elo emol zum Fong!

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Bodry nozelauschteren! Et ka jiddwereen herno nach eng kéier Stellung huelen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech kann awer net all Topechkeet hinuelen, déi hei verzielt ginn ass!

**(Hilarité)**

► **Une voix.**- Dir setzt der nach drop, oder wéi?

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech wollt emol de Punkt setzen a vläicht emol verschidde Leit den eegene Spigel virhalen, da gesi se vläicht...

► **M. le Président.**- Erlaabt Der, Här Bodry, den Här Berger géif lech gären eng Fro stellen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Selbstverständlech!

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- Ech wollt den Här Bodry froen, ob hie weess respektiv nogelies huet d'Debatte vun 2003? Do ass vum Spriecher vun der Demokratescher Partei meng Proposition de loi nach erwähnt ginn an déi ass och deemools net vun der Regierung zrëckgezu ginn, mä et ass gesot ginn, datt spéider nach eng kéier géif driwwer diskutéiert ginn. Sécherlech hu mer deemools keng Majoritéit fonnt, mä et ass net d'Demokratesch Partei, déi deemools déi Proposition de loi verneint huet.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dir hutt also keen Amendement zu deem Text erabruucht sengerzäit?

► **M. Claude Meisch (DP).**- An et huet ee jo virdrun héieren, u wien et louch!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jiddweree mécht sech seng Meenung doriwwer. Ech mengen, hei geet et drëm, dass mer virukommen. Wëst Der, wann een deem aneren andauernd virwerft, wien elo méi fir d'Jugend ass, wie maner fir d'Jugend ass. Ech soen, et ass awer eng relativ limitéiert Vue vun der Fro, wann ee wëllt d'Parteien astufen: fir d'Jugend, géint d'Jugend, ob se derfir sinn oder dergéint sinn, fir d'Wahlrecht vun 18 op 16 Joer erofzesetzen.

Dir hutt selwer gesot, an dat ass och nach bestätegt gi vun deene Leit, déi - vun der ASTI zum Beispill - eng grouss Campagne bei de leschten Europawahlen gemaach hunn an de Schoulen, wou ganz kloer gesot ginn ass, an dee Message ass un all d'Parteien gaang, dass si eigentlech erfëiert gewiescht wieren, dass grad déi Jonk en fait selwer net fir d'Erofsatze vum Alter fir d'Wahlrecht sinn.

Dat ass awer eng legitim Fuerderung, mengen ech, vun de Jugendorganisationen. An ech schléissen och net aus, dass bei eis d'Diskussioun och weidergeet an deem dote Punkt an dass am Kader vun enger neier Definitioum vum Wahlrecht och eis Partei sech wäert bei deenen nächste Wahlen an hirem Wahlprogramm kloer ausschwatze fir d'Erofsatze vun deem Wahlalter vun 18 op 16 Joer.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh! Aaahhh!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech wëll alldéngs soen...

**(Interruptions)**

Ech wëll éischtens emol soen, dass ausser Éisträich net ee Land an der Europäescher Unioun dat doten huet. Bon, also leien déi aner 26, déi leien total dernieft! Do si Regierungern dran a Majoritéiten dran, do si Konservativer dran, do si Sozialdemokraten, et si Grénger dran, all méiglech fënnt een an deem Ganzen zrëck.

Hei ze soen, et géif eng Wourecht ginn op där enger Säit an eng Onwourecht op där anerer Säit, ass, mengen ech, alles och...

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.**- ...an deene sozialistesche Bundesländer...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...eng Vereinfachung, déi mer an där heiter Diskussioun och an deem Parlament net brauchen. Loosse mer dat einfach zur Kenntnis huelen! Loosse mer och zur Kenntnis huelen - d'Madame Brasseur huet dat nach bestätegt an der Kommissioun -, dass eng Resolutioun am Conseil de l'Europe gestëmmt ginn ass, déi net verlaangt, dass d'Länner sollten d'Wahlrecht erofsetzen, déi als Éischt verlaangt... An dat ass, mengen ech, dee Punkt, wou mer alleguerten sollten usetzen, jiddwereen do, wou e Responsabilitéiten huet, an de Gemengen zum Beispill. Et ass munches ze maachen.

Wéi vill Gemengen hei zu Lëtzebuerg hunn dann e Kannergemengerot? Wéi vill Gemengen hei zu Lëtzebuerg hunn e Jugendforum? Wa mer do géifen ufänken, do si mer alleguerten hei an der Responsabilitéit. Mir hu jo bal alleguerten hei lokal Verantwortung. Loosse mer do ufänken!

A loosse mer och do ufänken, mengen ech, wou de Besuch vun deene Jonken zur Politik am nächsten ass, dat ass op dem lokale Plang. Do kënnen se sech konkret eppes virstellen, wat Wahlrecht heescht. Do geet et drëm, also konkret ze weisen, wat et heescht, matzestëmmen, wat et heescht, matzediskutéieren an och mat Verantwortung ze droen. An deem Sënn, mengen ech, geet et drëm, dass mer déi nächst Joren do usetzen.

Dann ass et an eisen Aen awer och kloer, dass déi éischt Etapp, fir d'Wahlrecht ze änneren, am aktive Wahlrecht op 16 erofzegen, dat mussen d'Gemengerotswahl sinn. Déi éischt Wahle kënnen an eisen Aen net d'national an d'Europawahl sinn. Et ass awer genau dat, wat d'Proposition de loi elo weinst dem Kalenner virschreift. Déi nächst Wahlen, wou dat géif spillen, wäeren direkt déi national an d'Europawahlen. An dann, e puer Joer drop, géifen da vläicht d'Gemengerotswahlen...

Loosse mer logesch virgoen! Loosse mer beim lokalen Niveau ufänken, do, wou den direkte Besuch do ass, wou et einfach ass, mengen ech, och déi jonk Leit un d'Politik erunzeféieren! A loosse mer weider Aktiounen setzen an de Schoulen, zum Beispill d'Primärschoul, mä awer haaptsächlech och natierlech an eise Lycéeën! Loosse mer déi Angscht emol ewechhuelen, déi bei den Direktiounen vun de Lycéeën besteet, fir a Kontakt mat Parteien, mat Parteipolitik ze kommen, wéi wann dat eppes vum Béise wär!

Ech mengen, hei si Leit derbäi, déi kënnen sech nach un déi Zäit erënnere, wou mer alleguerten dostoung virun de Lycéeën Trakten auszedeele. Dat ass awer haut net méi gewünscht. Et ass eng Politik iwwer Jorzéngte gaangen, fir esou wäit wéi méiglech alles, wat no Parteien richt, no Politik richt: aus de Lycéeën eraus! Dat ass eng falsch Politik. Dat muss geännert ginn. Do mussen mer usetzen.

Loosse mer usetzen och an der Berufswelt! Hei gëtt geschwat vun de politesche Wahlen. Et schéngt kee Mënsch ze stéieren, dass zum Beispill haut bei de Chambres professionnelles Jonker, déi nach keng 18 Joer hunn, déi awer voll am Aarbechtsprozess sinn, net dierfe mat ofstëmme goen. Och dat Gesetz ass hei ufanks den 2000er Joren nach eng kéier esou duerchgaang. Wien huet dat gestéiert?

Loosse mer also do logesch ufänken! Loosse mer do ufänken, wou et Sënn mécht, a loosse mer - no an no, dat kann awer ganz schnell goen - déi Preparatioun esou maachen, wéi et och am Conseil de l'Europe gewünscht ginn ass, d'Preparatioun esou maachen um Terrain, dass u sech déi Emännung vum Wahlrecht, dass déi och wierklech Sënn mécht!

Ech géif och mengen, dass, wa mer iwwert d'Neidefinitioum vum Wahlrecht befannen, mer net nëmmen iwwert d'Altersfro dierfe schwätzen, mä och iwwert d'Fro, wien hei ka viele goen. Do dierf et keen Tabu ginn!

Mir sinn der Meenung, dass mer e breet Diskussioun och iwwert déi dote Fro brauchen an engem Land, wou ee gesäit, e Land, wou déi aktiv Bevölkerung an d'Wahlbevölkerung sech ëmmer méi vuneneen ewechbewegen, wat hir Zesummesetzung ueget; wou bal keng Zesummesetzung méi sinn; wou mer och wëssen, dass eis Wahlbevölkerung tendenziell ëmmer méi al gëtt; tendenziell bal ausschlieslech - oder zu engem gudden Deel nach, wat d'aktiv Bevölkerung ueget - zesummegeat ass aus Leit, déi am breetste Sënn an der Fonction publique tätég sinn, wat awer och der Realitéit vun Lëtzebuerg Land, der sozialer Realitéit net méi entsprecht.

Mir hunn elo x Leit, déi iwwert dat neit Nationalitéitgesetz hir Lëtzebuerg Nationalitéit récupéiert hunn, déi am Ausland wunnen - déi eigentlech ganz weéng Kontakt nach mat Lëtzebuerg hunn -, déi awer kënnen, wa se wëllen, hei mat viele goen. Mir hunn awer déi Leit, déi jorelaang hei am Land schaffen,

liewen, Kanner hei erzéien, op d'Welt bruecht hunn, déi mer a priori ausschliesse vun den nationalen Wahlen. Mir mengen, dass mer also, wa mer iwwert d'Wahlrecht schwätzen - dat solle mer, dat gëtt et an alle Länner - musse mer, mengen ech...

► **M. le Président.**- Här Bodry, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Et hätt mech gewonnen, wann op där doter Fro den Här Kartheiser sech net géif zu Wuert mellen.

**(Hilarité)**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Majo, Här Bodry, ech soen lech Merci, datt Der mer déi Geleeënheet gitt. Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir hutt virdu gesot, wou Der iwwert den Alter fir d'Wahlrecht geschwat hutt, 16 Joer, do hutt Der gesot, een eenzegt Land an der Europäescher Unioun huet dat gemaach, Éisträich huet de Wahlalter op 16 Joer erofgesat.

Meng Fro ass, Dir gitt jo elo hin an Dir wëllt d'Wahlrecht bei den Nationalwahlen lasskoppel vum der Nationalitéit vun deem Stat, wou déi Wahle sinn, also hei konkret d'Lëtzebuerg Nationalitéit, datt d'Leit, déi net d'Lëtzebuerg Nationalitéit hunn, solle bei de Chamberswahl matwelen.

Meng Fro ass eng ganz einfach: Kënnt Der mer e Land op der Welt nennen, oder wéi vill Länner op der Welt sinn deen dote Wee da gaange virun eis? Ech hoffen, Dir hutt genuch Zäit, fir d'Lescht ze maachen. Also, mir hunn Zäit bis den Owend!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech ginn lech eng ganz einfach Äntwert, Här Kartheiser. Dir hätt emol vläicht sollen noliesen, wéi ech och meng Virstellung hei argumentéiert hunn: Wat fir een anert Land an Europa huet en Undeel vun Netnationalen, dee bei iwwer 40% läit, an zéng Joer wahrscheinlech bei iwwer 50% läit? A wat fir engem Land gëtt et esou eng Diskrepanz tëschent der sozialer Realitéit an der Realitéit vun der Wahlbevölkerung?

Dat ass awer eng Fro, déi ee sech muss stelle fir eng Demokratie, wann ee wëllt representativ sinn. Ass een nëmme representativ fir eng Minoritéit oder wëllt een net awer iergendwéi representativ si fir eng Majoritéit vu Leit, déi an engem Land wunnen? Dat ass awer eng fundamental Fro, déi een ënner Demokratie muss dierfen hei diskutéieren!

An net vu virera gesot: Wou, a wat fir engem Land gëtt et dat? Et gëtt kee Land, wat eng ähnlech Zesummesetzung huet, eng ähnlech Problematik vun der Demokratie huet, wéi mir et hei zu Lëtzebuerg hunn. An ech wëll net mat Kuwait an anere Länner op een Niveau gestallt ginn. Duerfir musse mer eis där doter Fro stellen!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här Bodry, et gëtt och kee Land, wat esou ofhängeg ass vun auslännescher Main-d'œuvre wéi Lëtzebuerg!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat kënnt nach derbäi. Ech wëll vun de Frontalieren net schwätzen. All déi Froen, déi sech do stellen, alles dat, mengen ech...

► **Une voix.**- Zweek Drëtzel vun der...

► **Une autre voix.**- ...schonn zwou Parteien dat am Wahlprogramm...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat, mengen ech, ass also immens wichteg. D'Fro also, déi mer eis...

D'Positioun vun eiser Partei ass an där doter Fro also ganz kloer. Si ergëtt sech aus eisem leschte Wahlprogramm, awer och aus deenen Diskussiounen, déi mer an der Partei féieren. D'Positioun och vun eise Jonksozialisten, déi mer ganz respektéieren.

Duerfir si mir hei net der Meenung, dass dat hei deen Text ass, deen een elo soll stëmme, well et op där enger Säit ze schnell geet, well en u sech bei sämtleche Wahlen, fir d'Éischt bei den nationalen an Europawahlen dat dote wëllt aféieren, ouni dass den Terrain preparéiert ginn ass. An op där anerer Säit net wäit genuch geet, well en déi Fro vum Wahlrecht duerch ee ganz enke Bléckwénkel kuckt - nëmmen deem vum Wahlalter vun deene 16- a 17-Jähregen - an net déi aner Froe mat berücksichtig, déi an eisen Ae vläicht souguer vum Prinzip hier méi eng grouss Importenz hu wéi déi Fro, déi haut hei diskutéiert gëtt.

Et ass also duerfir, wou mer der Meenung sinn, dass mer deen heiten Text à ce stade net solle stëmme, mä dass mer alles solle maachen, fir d'Participatioun an allen Domänen auszeweiten, net nëmme fir déi Jonk, och fir aner Leit. Dass mer vill Prozeduren och hei am Land musse iwwerschaffen, fir déi Prozeduren net nëmmen op Asprochsrechter ze beschränken, mä fir eigentlech och am Virfeld eng Participa-





tion vun de Leit ze garantéieren, dass beim Huelen vun deenen Décisiounen schonn eng Rei vu Considérationen mat berücksichtegt ginn.

Ech mengen, dat ass eng aner Approche, fir Politik ze maachen. Et ass eng aner Approche, fir Participatioun ze gesinn. An et ass déi, déi mir gären als Sozialisten hätten.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll och ech dem Här Berger am Numm vun der grénger Fraktioun Merci soen, dass hien déi wichteg Debatt ëm d'Erofsatzung vum Wahlalter duerch seng Proposition de loi nach eng Kéier ugestiwelt huet. En zweete Merci géllt och dem Här Paul-Henri Meyers fir d'Objektivitéit vu sengem Rapport.

D'Diskussioun ronderëm d'Erofsatzung vum Wahlalter ass facettäräich a vill méi emotiounsgelueden, wéi ech mir et eigentlech erwaart hat. Éischtens gëtt jo hei d'Grondrecht vum Jugendschutz mam Grondrecht vun der Jugend op Matbestimmung konfrontéiert, wat déi prinzipiell Fro opwerft, wou dann eigentlech eng sénnvoll a logesch Trennung tëschent dem Schutz vun der Jugend an hirem Matsproochrecht gezu ka ginn.

Zweetens setzt d'Ëmsetzung vun dëser Proposition de loi, nieft der Ëmännerung vum Wahlgesez, jo och nach déi institutionell déif gräifend Revisioun vum Artikel 52 vun der Constitution viraus. Datt souwuel d'Regierung wéi och de Statsrot sech mat där Reform schwéierdinn a mat zwee Féiss, oder vläicht och nëmme mat engem Fouss op d'Brems sprangen, ass verständlech, zemoos an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat wahrscheinlech net an d'Geschicht wäert agoe fir säi gesellschaftspolitesche Reformcourage.

Dernieft awer och an engem Land, deem säi Wahlsystem anescht ausgericht ass wéi déi vun deene meeschten anere Länner. Duerch déi allgemeng Wahlflicht, déi zu Lëtzebuerg besteet, stelle sech am Kontext vun der Erofsatzung vum Wahlalter natierlech méi Froen wéi an deene Länner, an deenen d'Bedeelung un de Wahlen op Fräiwëllegkeet berout.

Am Géigesaz zu Éisträich, wou de Wahlalter konsequent op 16 Joer erofgesat ginn ass, muss mir zu Lëtzebuerg am Virfeld déi prinzipiell Fro opwerfen, ob mir mat der Senkung vum Wahlalter eng drëtt Kategorie vu wahlberechtigten, mä net wahlpflichtege Biergerinnen a Bierger wëlle schafen, nieft eiser auslännescher Bevölkerung an de Persounen iwwer 75 Joer, déi aus verständleche Grënn vun der Wahlflicht entbonne sinn.

Déi gréng Fraktioun ass mat enger weiderer Kategorisierung vun der Wiewerschaft net awerstanen an trëtt konsequent fir en einfachen, transparenten a verbindlechen Wahlsystem an, deen all Berechtigten op eng an déiselwecht Aart a Weis mat eiser Demokratie verbënnt. Wa mir de Wahlalter op 16 Joer erofsetzen, gëtt et also fir déi gréng just zwou Alternativen, fir déi drëtt Kategorie vu Wiewer ze verhënnern: Entweder mir schafen d'Wahlflicht ganz of an ersetze se duerch d'fräiwëllegt Wahlrecht op alle Pläng, oder awer mir behalen d'Wahlflicht bei an da géif et och fir déi Jonk gellen.

Et ass och déi Optioun, déi vun der grénger Fraktioun ënnerstëtzt a gefuerdert gëtt. An eisen Ae geet et net duer, demokratesch Rechter ze hunn, wann een déi Rechter net och mat Flichten a mat Verantwortung vis-à-vis vum Stat verbënnt. Eng vun dësen Flichten ass d'Wahlflicht an domat d'Flicht, fir d'Zukunft vum Land matzestëmmen, amplaz d'Ausrichtung vun der Politik passiv an d'Hänn vun aneren ze ginn, mat alle Gefore, déi domat verbonne sinn.

Aus deem Grond hätt déi gréng Fraktioun et begréisst, wann den Här Berger e Schrëtt méi wäit gaange wär an net nëmme d'Wahlrecht, mä och d'Wahlflicht fir déi Jonk ab 16 Joer virgeschloen hätt.

► **M. Eugène Berger (DP), auteur.** - Ech kéint och domadere liewen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dat als Zousazremarque zu senger Proposition de loi, déi mir och als solch ënnerstëtze kënnen, zemoos well den Här Berger sech bereet erkläert huet, doriwuer ze diskutéieren. Mir vun eiser Säit verschléissen eis och net der Diskussioun ëm d'Aféierung vum Wahlrecht op kommunalem Plang, vun där den Här Bodry elo geschwat huet. Och déi Diskussioun ass fir eis eng Optioun, déi machbar ass.

Datt d'Wahlflicht fir 16-Jähriger e Schoss no hanne ka ginn, zu komplett oniwuerluechtem

Wahlverhalten oder zu Trotzreaktiounen kéint féieren, wat vill behaupt gëtt, ass dat Éischt, wat een als Verfechterin vun der allgemenger Wahlflicht virgehät kritt a wat vu ville Leit gefaart gëtt. Dee Virwurf ass zum Deel berechtigt. Allerdéngs muss ee sech am selwechten Otemzuch och d'Fro stellen, ob d'Groussjähereekeet dann ieren d'Garantie ass fir en iwwerluecht a räift Wahlverhalten. Dat mengt mir net!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wa mir als Gréng nach e Schrëtt méi wäit géife goe wéi den Här Berger, begrëisse mer op alle Fall, dass d'Thematik hei op dëser Plaz ka gefouert ginn, opgefouert ginn an diskutéiert ginn. D'Iddi vun der Erofsatzung vun deem Alter ass an eiser Gesellschaft natierlech staark ëmstritten, net nëmme dobaussen, mä och heibannen - dat hu mer jo elo erlieft -, a féiert zu kontroversen Usiichten tëschent Jonk an Al. Mä nawell och zu Meenungsverschiedenheeten innerhalb vun den eenzelne Generatiounen, déi Jonk abegraff, déi jo zu iwwer 50%, wéi et schéngt, dergéint sinn, dass se kënnen wéi goen oder mussen wéi goen.

Et ass also net nëmme déi eeler Generatioun, déi sech schwéierdeet mat der Iddi vun engem méi niddrege Wahlalter, mä och déi Generatioun, ëm déi et eigentlech geet. Dat ass wahrencheinlech eng vun den Ursachen, firwat, trotz enger Rei vun Initiativen, nach ëmmer kee Fortgang an d'Diskussioun komm ass. Weder d'Fuerderung vum Conseil de l'Europe nach déi vun Europäeschen oder Lëtzebuurger Jugendparlament hunn d'Gemiddler zu Lëtzebuerg a Bewegung bruecht, woubäi een deene Gremie bestëmmt net kann oniwuerluecht oder naiv Fuerderungen ënnerstellen.

Vun de Géigner vum Wahlrecht fir Mannerjäreger, also och vun der Regierung a vum Statsrot, ginn eng Rei juristesche Bedenken ervirbruecht, wéi zum Beispill gëtt argumentéiert, dass e Mannerjäreger, dee jo, rechtlech gesinn, net strafbar ass an ënner d'Bestëmmunge vum Jugendschutz fällt, och net d'Wahlrecht an domat dat héchste Recht vun der Demokratie kann zougesprach kréien.

Vill Leit fäerten doran eng Bagatellisierung an eng Entwäertung vun eisem Recht op politesch Matbestimmung. Och gëtt dem Gesetzgeber Willkür virgehät, soubal wéi hien d'Rechter, d'Flichten oder d'Veantwortung vun engem Mënsch vu sengem Liewensalter ofhängeg mécht. Wann een awer bedenkt, wéi vill aner Gesetze vum Alter ofhänken, da muss ee sech froen, wéi stéckhalteg déi Argumentatioun eigentlech ass.

Dir Dammen an Dir Hären, wann de juristesche Géigenargumenter e gewëssent Gewiicht net ofszepriechen ass, wiere mir eis awer kategoresch géint pauschal Ënnerstellungen, mat deenen déi Jugendlech oft ofgestempelt ginn. Wann de Fatalismus groussgeschriwwen gëtt an der Jugend ondifferenziéiert Politikverdrossenheet, Desinteressi, Naivitéit a feelend politesch Bildung ënnerstallt ginn, da si mir net d'accord!

Datt eng Rei Jugendlecher sech am politeschen, gesellschaftlechen a kulturellen Abseits bewegen, dass huet seng Grënn. Dat ass weder eng Fatalitéit nach eng Charakteristik vun där Alterskategorie, mä d'Resultat vun engem Gesellschaftssystem, deen op grouse soziokulturellen Ënnerscheeder berout, deen den Dialog mat der Jugend net genuch opsicht an deenen hir Matbestimmung net genuch fördert!

Desinteressi a Passivitéit vu verschiddene Jugendlechen dierfen awer kee Grond sinn, fir all déi Jonk d'office aus dem demokrateschen Prozess erauszehalen an domat en Nivellement vers le bas ze bedriewen. Jiddweree soll seng Chance kréien a jiddweree soll se kënnen notzen. Mir sinn iwwerzeegt, dass et mat enger adequater pädagogescher Approche a mat geziilte Moosnamen duerchaus méiglech ass, den Interessi fir d'Politik an d'Bereitschaft op d'politesch Participatioun bei der Jugend an och scho bei de Kanner ze entwéckelen, déi opgrond vun hirem sozialer a kultureller Situatioun net esou einfach errechbar sinn. Och déi kréie mir ze paken.

Datt an de Schoule keng Plaz fir politesch Bildung ass, ass an eisen Aen e simplistescht a fadenscheinegt Argument. Natierlech sinn d'Schoulprogrammer gutt geféllt an zum Deel iwwerféllt! Dat verhënnert awer net, dass den aktuelle Schoulsystem vun entscheidender Bedeutung ka sinn, wann et drëms geet, d'Entwécklung vum politeschen Interessi a vun der politescher Bildung ze förderen. Datselwecht zielt och fir d'Ausbildungsbetreibter, an deene vill Schüler a Schülerinnen den éischte Schrëtt an d'Berufsliewe maachen.

Esou wéi d'Wäerter an déi sozial Kompetenzen an der Grondschoul fächeriwwergräifend an transversal vermëttelt kënnen ginn, ass et och méiglech, aner politesch Themen an Diskussiounen souwuel an déi eenzel Schoulfächer wéi

och an déi alldeeglech Berufsausbildung afléissen ze loosse an der Instruction civique domat net nëmme direkt, mä och indirekt méi Bedeutung ze ginn.

Allerdéngs notzt d'Wëssen iwwert de Fonctionnement vum Rechtsstat deene Jonken net ganz vill, soulaang wéi se net och perséinlech Erfahrungen, d'Ausprobéieren an d'Erliewe vun der politescher Bedeelegung domat kënnen verbannen. Wéi schnell d'Jugend sech fir d'Politik interesséiert, wann et ëm hir handfest Zukunft geet, a wéi séier d'Leit aus deem Alter ze beweegen sinn, dat hu mer kierzlech erlieft bei der Ukënnegung, dass den Enseignement secondaire soll reforméiert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng wichteg Roll bei der Entwécklung vun demokratesche Verhalensmusteren spillen dernieft d'Jugendorganisationen, a virun allem och déi méi informell Jugendgruppen, Jugendforen, Jugendhaiser a Frëndschaftswierker, an deenen déi Jonk do ofgeholl ginn, wou se stinn, a wou den Dialog groussgeschriwwen gëtt.

D'Fuerderung vum Conseil supérieur de la jeunesse am Kader vum europäesche Jugendprogramm «Erasmus pour tous», nei Initiativen ze entwéckelen an den net organiséierte Jugendgruppe méi Ënnerstëtzung zoukommen ze loosse, kënnen mir mat zwou Hänn ënnerschreiwen. All déi Moosnamen reie sech nämlech an d'Logik vum europäeschen Aktionsplang fir méi Participatioun vun der Jugend an, en Aktionsplang, dee schonn am Joer 2003, also viru bal zéng Joer, vun der EU-Kommission initiéiert ginn ass.

En aneren Impuls hunn d'EU-Staten am Joer 2006 mat hirem gemeinsamer Deklaratioun vu Wien geliwwert, an där Folgendes festgehale ginn ass: Fir déi aktiv Matwierkung vu jonke Mënschen u gesellschaftleche Prozesser ze stimuléieren, sollt de Wahlalter erofgesat ginn. Begleedend dozou soll unhand vun net formelle Methoden d'politesch Bildung vermëttelt ginn, an zwar vum Grondschulalter un. Also net fir d'Éischt dat eent an dann dat anert, mä déi zwou Etappe mateneen!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stinn an deem Débat net isoléiert do, mä mir bewegen eis am europäesche Kontext, an deem hauptsächlech Éisträich eng Virreiderroll gespilt huet an och eng Rei bundesdäitsch Länner am Beräich vun de Gemengewahlen. D'Erofsatzung vum Wahlalter zu Lëtzebuerg wär eng gutt Geleeënheet, fir ze beweisen, dass eist Land der gesellschaftlecher Entwécklung net ëmmer muss hannendurafen, mä dass mir et och kënnen fäerdegbréngen, se anzehuelen.

An deem Sënn ënnerstëtzt déi gréng Fraktioun dës Proposition de loi, déi eis Demokratie e gutt Stéck géif weiderbréngen. Zumindest an de Gemenge kéinte mer och driwwer schwätzen. Dat wär en anere Schrëtt, dee mir an d'A faassen, sou dass ech denken, wa mer wéinstens do e Konsens heibanne géife fannen, da wär mir um gudde Wee.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Och vu menger Säit aus dem Rapporteur, dem Här Paul-Henri Meyers, Merci fir deen ausféierlechen Exposé. Mir sinn net Member vun der Commission des Institutions, duerfir ass ons Meenung do natierlech net esou bekannt ginn. Mä ech wëll awer drop hiweisen, dass mer haut eng Debatt féieren, wou ee muss awer kloer soen, wourëms et nach eng Kéier geet.

Dat ass ëm d'Erofsatzung vum Wahlalter bei den nationale Wahlen. Ech hunn awer hei e puermol héieren, dass vu kommunale Wahlen geschwat ginn ass. Hei geet et ëm eng Debatt bei den nationale Wahlen. An da gëtt...

(**Interruption**)

Jo, en plus de ça, mä d'Gesetz, d'Proposition de loi gesäit et hauptsächlech hei vir bei den nationale Wahlen. Et ass do, wou déi grouss Differenzierung läit.

An da gëtt ee Land ervirgestrach, wat hei schonn de Wahlalter 2007 oder 2008, mengen ech, muss et gewiescht sinn, op 16 Joer erofgesat huet, dass eis Éisträich. Mä et gëtt nach e puer Länner, déi de Wahlalter fir d'national Wahlen erofgesat hunn. Do ass Nordkorea derbäi,...

► **Une voix.** - Och!!!

(**Hilarité**)

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - ...wat de Wahlalter op 17 Joer festgeluecht huet.

(**Brouhaha et hilarité**)

An dann ass op 16 Joer nach e puer Länner: Kirgistan, Usbekistan, Turkmenistan,...

(**Hilarité générale**)

...an ech hunn och erausfonnt, dass Pakistan datselwecht agefouert huet, mä awer nure fir d'Fraen.

► **Une voix.** - Jo, déi stierwe mat 30!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Do ass et vu 16 Joer un...

► **Une voix.** - Jo, do si vill Länner derbäi, wou Dir gutt Relatiounen mateneen hutt.

(**Brouhaha général**)

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech wëll just nure soen, dass ee gesäit hei an do, wou een Inspiratiounen fënnt, fir op den Alter vu 16 Joer erofzagoen.

► **Une voix.** - Här Henckes, Dir waart scho méi staark.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - An et gesäit een, dass hei also e puer Institutionen, e puer Länner schonn op dee Wee do gaange sinn. Mä de Grond vun de Länner queesch duerch d'Welt läit bei 18 Joer a souguer verschidde Länner bei 21 Joer nach ëmmer.

An ech mengen, et ass och eng fundamental Debatt, déi ee muss féieren, dass ass déi ze wëssen, ob een de Wahlalter liiert un d'Majoritéit oder net. Fir ons schéngt et kloer ze sinn, dass d'Majoritéit muss bestoe bleiwe mat 18 Joer, fir dass ee responsabel ass fir alles dat, wat een zivilrechtlech mécht, fir alles dat, wat ee kommerziell mécht, a fir alles dat, wat ee stroferechtlech mécht.

Et ass also eng gewësse Logik dran, dass een deen Ablack och higeet an datselwecht festhält fir de Wahlalter, well et ka jo net sinn, dass ee fir verschidde Saachen irresponsabel ass an dann op eng Kéier just fir dat Politescht responsabel ass, wann et ëm d'Allgemengheet geet. Do ass an onsen Aen e Lien, dee muss hiergestallt ginn an dee muss och fest bestoe bleiwen.

Da gëtt natierlech och vill hei vu verschiddene Parteien geschwat vu méi Demokratie. Mir sinn och als ADR fir méi Demokratie a fir méi Participatioun vun de Bierger un de politeschen Décisionen.

► **Une voix.** - Maja!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Duerfir hätte mer och gären, dass allegueren déi Wahlberechtigten zum Beispill kéinten iwwer e Referendum, iwwert d'Volleksinitiative un de politeschen Décisionen deelhuelen.

(**Interruptions**)

An do hu mir schonn 1999 eng Proposition de loi déposéiert gehat. Ech hunn och gesinn, dass d'letztebuergesch Regierung den 20. Mee 2003 och esou eng Proposition, e Projet de loi déposéiert huet, a säithier läit se am Tirang! Et wier also gutt, wann ee wëllt d'Bevölkerung, déi Aktiv, déi Leit, déi iwwer 18 Joer sinn an déi wahlberechtigt sinn, wann een déi wëllt un de politeschen Décisionen bedeelegen, da wier et un der Zäit, dass och dee Projet de loi, deen elo schonn zënter 2003 doläit, och sollt duerchgezu ginn.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här Henckes, géift Der soen...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - An ech hoffen, dass de President vun der Institutionskommission higeet an dee geschwënn op den Ordre du jour setzt. Ech mengen, da wiere mer ganz gutt...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Schwätzt zum Thema! Här Henckes, géift Der dann am Referendum de Wahlalter op 16 maachen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här Bausch!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech hunn direkt gesot gehat, mir...

► **Une voix.** - Macht en emol bis op 18!

► **Une autre voix.** - Macht en emol op 18 Joer!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här Bausch!

(**Brouhaha général**)

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech mengen, ons geet et nuren drëms, fir méi Demokratie ze hu bei deenen, déi d'Wahlrecht hunn...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Macht Dir e Referendum iwwert den Tram an der Stad, Här Bausch? Hein? Da sot Der neen! Do sot Der neen!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dach, dach! Den 9. Oktober war e Referendum.





(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Hei geet et em de Wahlalter. An d'Wuert huet den Här Henckes!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Voilà! Ech wollt also och drop hiweisen, datt, wann ee vu méi Demokratie schwätzt, da fänkt dat emol un, datt ee bei deenen Dausenden an Dausende vu Wahlberechtigten, datt een deenen och d'Méiglechkeet gétt, wa si eng Initiativ wëllen hunn, wa si fir eng Gesetzgebung sinn oder géint eng Gesetzgebung, datt se déi kenne froen. An ech mengen, dat wier och een Zeechen, wann d'Chamber géif elo dee Gesetzesprojet iwwert de Referendum, op d'Volksinitiativ géif a kuerz méiglecher Zäit op den Ordre du jour huelen.

Ech hat gesot, et wäert d'ADR géint dese Projet stëmmen, well mir der Meenung sinn, datt d'Majoritéit an d'Wahlberechtigung op deemselwechten Alter solle bleiwen. A well mer allequerten awer der Meenung sinn, datt d'Majoritéit net soll erofgesat ginn, musse mer och lo-gesch sinn an dese Gesetzesprojet net akzeptieren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech wäert déi Proposition hei stëmmen, well se d'Demokratie weiderbréngt.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- An ech deelen och déi meeschten Argumenter, déi hei gebraucht gi sinn en faveur vun enger Erofsetzung vum Wahlrecht op 16 Joer. Iwwregens, mir waren als déi Lénk ëmmer derfir.

D'Wahlrecht muss een awer och hei, mengen ech, emol an den historeschen Kontext setzen, deen den Här Wilmes vläicht eigentlech misst vu sengem Beruff hier kennen. D'Wahlrecht ass ëmmer erkämpft gi géint déi Konservativ.

(Interruptions diverses)

D'Wahlrecht war...

(Brouhaha)

D'Wahlrecht... Jo, an do gehéiert Dir och dozou, Här Henckes! D'Wahlrecht war ëmmer en Akt vu politischem Bewusstsin a vu Parteigräifung an der Gesellschaft. Déi Leit, déi fir d'Wahlrecht gekämpft hunn an der Geschicht, déi hate keen Diplom a Bürgerkunde a si haten och keen CSV-Stats-Brevet gemaach.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **Une voix.**- E schwätzt wéi e Jonken!

(Hilarité)

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech mengen, e Punkt, dee wichteg ass bei allen Altersschichten, dat ass déi Depolitiséierung, déi et déi lescht Zäit gétt. Dat ass de Mangel u wierklecher, lieweger Demokratie. An dat betrëfft net nëmmen déi Jonk, dat betrëfft all Altersschichten. Et fannen haut keng wierklech offen Debatte méi statt iwwert d'Zukunftsprojeten, wou zum Beispill zwee Standpunkter gläichberechtegt kënnen untriede géinteen.

D'Debatt iwwert den Europäeschen Traité 2005, grad well e mat enger Wahlkonsequenz verbonne war, grad well e mat engem Referendum verbonne war, dat war esou en Ausnahmement, wou emol eng Kéier konnt diskutiert ginn an der Gesellschaft, op der Télee an esou weider. An enger normaler Debatt deemools, déi iwwert d'Méidi gefouert gi wier oder iwwert d'Chamber eleng, hätt den Non zum Europäeschen Traité gradesou wéineg Chancé gehat wéi den Non leschten Donneschdeg zur Manipulation vum Index. Esou huet en awer 44% bei Wahle krit.

Ech wëll domat just soen, d'Demokratie brauch eng Erneuerung, brauch nei Weeër, ënner Aschloss vun allen Altersschichten. Ech hunn nach keen héieren hei soen, déi vu 16 Joer u wieren net fäeg ze begräifen, wat geschitt. Si hu jo och d'Recht, schaffen ze goen, also musse se och d'Méiglechkeet hunn, sech u Wahlen ze bedeelegen.

Also gehéiert dozou den Droit de vote mat 16 Joer als eent vun enger Partie vun Elementer, ebe just, well en d'Konsequenz huet, dass net eng Debatt stattfënnit iwwer Jugendparlamenten - esou wäertvoll och déi Debatte vläicht sinn -, mä eng wierklech Debatt an der Gesellschaft stattfënnit, mat enger Konsequenz, déi sech am Wahlziedel ausdréckt. Duerfir ass et esou wichteg, dass dat Wahlrecht do kënnt.

De Gesetzesprojet 5611 iwwert de Jugendchomage ass an den Dokumenter, hei an der De-

batt wéineger, genannt ginn als Bewäis fir de politeschen Interessi an den Engagement vun deene Jonken. An dat ass och richtig. Well och déi Jonk, wéi ech scho gesot hunn, gi schaffen a mussen also och d'Recht hunn, wielen ze goen. An déi, déi an d'Schoul ginn, natierlech och.

Deemools déi Debatt iwwert de Jugendchomage war gradesou wéineg e rene Jugendproblem iwwregens wéi d'Rentereform haut e rengen Altersproblem ass, an d'Schoulreformen hunn och en iwwergräifende Charakter an der Gesellschaft, also musse se och kenne vun der ganzer Gesellschaft gefouert ginn.

Am Iwwrege schléissen ech mech deenen heibannen un, déi gesot hunn, dass dee gréissten demokrateschen Defizit nach ëmmer doranner besteet, dass 44% vun der Bevölkerung hei am Land vun all Wahlrecht ausgeschloss sinn.

(Interruptions)

Déi kënnen d'Chamber hei net wielen. An ech mengen duerfir, dass, wat mer haut brauchen, dat ass eng nei demokratesch Bewegung. Déi muss am Land gefouert ginn an déi gétt och gefouert. An dat Wahlrecht, d'Erofsetze vum Wahlrecht wäert och vun där neier demokratescher Bewegung op hire Fändel geschriwwen ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. De Statsrot huet am Avis un d'Regierung gesot, dass ee soll virsiichteg un déi Debatt erugeen an dass ee soll...

► **Une voix.**- Et versteet ee guer näischt!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- ...eng large Debatt an deser Chamber féieren. Et ass elo villes gesot ginn. Ech hätt nach villes derbäizefügen, notamment a menger Qualitéit als Justizminister iwwer net nëmmen...

(Interruption)

...net nëmmen d'Interferenz Responsabilité civile a Wahlrecht, och iwwert d'Responsabilité pénale. Ech wëll drop opmierksam maachen, wat de Statsrot do vun Angschten zu Recht hat, well am Ausland gétt éischter d'Responsabilité pénale erofgesat bei de Jugendlecher wéi vläicht aner Majoritéiten.

Ech mengen, et ass villes hei gesot ginn an ech mengen och, dass déi Debatt net um Enn ass, si kann och nach net um Enn sinn. An dofir wëll ech net weider dozou soen. Ech stinn awer gären, wann esou eng Debatt soll och an der Institutionskommission oder an der juridique weidergefouert ginn, zur Verfügung.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Justizminister.

Mir kommen dann elo zum éischte Vote constitutionnel iwwert d'Proposition de révision 6205. Hei ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Premier vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de révision de la Constitution 6205

D'Ofstëmme fänkt un. Nëmmen, wéi gesot, déi perséinlech Stëmmen.

► **Une voix.**- Här President, et ass fäerdeg!

► **M. le Président.**- De Vote ass ofgeschloss.

D'Proposition ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen...

► **Plusieurs voix.**- Oh!

► **M. le Président.**- ...a 16 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la proposition de révision de la Constitution 6205 est rejetée par 40 voix contre et 15 voix pour.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Paul Helming, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Norbert Haupt, Ali Kaes, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err,

MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Sou, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 6206.

Premier vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de loi 6206

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Hei ass och de Vote par procuration erlaabt. De Vote ass ofgeschloss.

D'Proposition ass refuséiert mat 42 Nee-Stëmmen, géint 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

8. Hommage à Mme Lydie Err

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtten ass déi lescht öffentlech Chambersitzung, un där eis Kolleegin Lydie Err deelhält. Si ass de 15. Dezember vun eis als Médiatoure gewielt ginn a wäert domadder hiert Deputéiertemandat niddleeën an domadder den Här Georges Engel erméiglechen, hir Nofolleg an der Chamber unzetrieden. Erlaabt mer dofir e puer Wuert am Numm vun eis alleguerten u si ze richten.

Aus dem Lydie Err sengem gutt gefüllte Curriculum Vitae geet ervir, datt si zu Stroossbuerg Droit studéiert huet an eng Spezialisatioun an europäesche Studië gemaach huet. Duerno huet si nieft hirem Beruff als Affekot a sëllechen ONGe matgewierkt, déi sech fir déi Uleissen agasat hunn, déi hir ganz besonnesch um Häerz leien.

D'Lydie Err huet awer schnell gemierkt, datt hiert Wirkungsfeld an der Praxis net wäit genuch géif goen, an e logesche Schrëtt war et deemno fir si, hiren Engagement an d'Politik ze maachen. Si ass dann och 1980 der LSAP bägetrueden an och schon 1981 an de Péitenger Gemengerot gewielt ginn. D'Lydie Err ass, säitdeem si 1984 fir d'éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn ass, ëmmer erëmgewielt ginn, sou datt si scho bal säit 30 Joer hei an eise Reien ass.

Si hat awer och fir eng kuerz Zäit op der Regierungsbänk plaz geholl. Wéi 1998, nom Récktrëtt vun deemolege Gesondheitsminister Johnny Lahure, no engem Nofolger gesicht ginn ass, huet d'Lydie Err kandidéiert an ass och vun deem zoustännegen LSAP-Gremium gewielt ginn. Op hire Wonsch hi gouf si Statssekretärin fir d'Aussepolitik an d'Kooperatioun.

No de Wahle vun 1999 ass d'Lydie Err erëm hei an d'Chamber zrëckkomm a si huet sech weiderhi mat deenen Theme beschäftegt, déi hir besonnesch um Häerz leien: d'Fraen, d'Kanner an d'Minoritéiten am Allgemengen.

(Interruptions et hilarité)

E groust Virbild vum Lydie Err war dann och dowéinst d'Lydie Schmit. An esou ass et verständlech, datt déi vun hir matgegrënnten Aarbechtsgrupp an der LSAP den Numm vun hirem politesche Virbild kritt huet.

Mir kennen d'Lydie Err als eng Politikerin, déi ëmmer oppen ass fir Diskussiounen an déi d'politesch Auseanersetzung ni gescheit huet. Si huet eng direkt Aart a Weis, fir d'Saachen ze soen, a si steet zu hirer Meenung. Si huet en onermiddlechen Asaz an deene Secteuren un den Dag geluecht, déi hir duerch hire Beruff, hiren Interessi an hir Idealer nostinn: den Droit a senger ganzer Villfältigkeet, d'Aussepolitik, d'Mënscherechter a besonnesch och d'Promotioun vun der Konditioun vun der Fra am öffentlechen, am privaten an am Beruffsliewen.

D'Lydie Err huet am Laf vun de Joren eng ganz Rei vu Propositions de loi eragereecht, déi politesch net ëmmer onëmstridde waren, wéi zum Beispill iwwert d'Ofdreiwung, den Numm vum Kand, d'Union libre, iwwert déi zivil Médiatioun, de Suicide oder awer och d'Euthanasie-gesetzespropositioun, déi si zesumme mam Jean Huss agereecht hat an déi hir ganz besonnesch um Häerz louch.

D'Lydie Err ass sécherlech eng vun deenen Deputéierte gewiescht, déi am Laf vun hirer Carrière am meeschte Gesetzespropositiounen eragereecht huet an deemtsprechend hir Spuren an deemem Haus hannerlooss huet. Si huet vill a gutt Aarbecht gelescht a sech net nëmmen hei am Land en Numm gemaach. Als Verriederin vun der Chamber an esou munchen internationale parlamentaresche Versammlungen ass si mat grousser Sachkenntnis a mat hirem bekannten Duerchsetzungsverméigen opgetrueden. Besonnesch d'Aarbechten am Conseil de l'Europe louchen hir um Häerz.

D'Lydie Err ass hirem Engagement fir d'Gläichstellung vun de Bierger ëmmer trei bliwwen an hire politeschen Undriff ass hiert Engagement fir eng méi gerecht Gesellschaft. Et ass wuel dowéinst, datt si säit méi wéi zéng Joer sech an der Médiatioun weidergebilt huet. Net méi spéit wéi dee leschten Donneschdeg huet si nach zu Stroossbuerg no méintelaenger Fläiss-aarbecht hire Rapport iwwert d'Rechter vun de Fraen an der Welt virstelle kënnen. An haut de Mëtten huet hire parlamentareschen Ofschloss an der ziviler Médiatioun gestan.

Deen elo schonns jorelaangen Asaz fir d'Nécessitéit vun enger Médiatioun an eiser Gesellschaft ass dann och déi beschte Viraussetzung, fir de Poste vun der Ombudsfra ze bekleeden.

Mir wäerte vu muer un allequerten d'Lydie Err vermessen, ganz besonnesch och am internationale Service, wou d'Lydie duerch hir Gentillesse, awer och duerch hir liicht Desorganisatioun bekannt war,...

(Hilarité)

...wat dozou gefouert huet, datt heiansdo kee wouss, wou si grad an der Weltgeschicht dru war an domadder nawell fir e bëssen Opreegung hei am Haus gesuert huet.

Och als President hat ech alt heiansdo meng Schwieregkeeten, fir d'Madame Err an hirem Wortschwall ze bremsen. An et ass och net ëmmer einfach gewiescht, fir hir verständlech ze maachen, datt et nun ebe leider an deemem Haus eng Riedezäit géif ginn. De Mëtte konnt Der lech nach eng Kéier alleguerten dovun e Beispill huelen.

(Interruptions)

Wat ech awer immens un der Madame Err apprécieren, ass, datt si et ëmmer erëm fäerdegbruecht huet, no der politescher Auseanersetzung sech erëm mat de Kolleeginnen a Kolleegen dohinnerzesetzen a gemittlech e Patt ze huelen a sech ganz labber iwwer net politesch Sujeten ze ennerhalen.

Vu muer u geet fir d'Lydie Err en neie beruffleche Liewensofschnëtt un, dee sech awer nach ëmmer am Giron vun der Chamber wäert ofspillen, sou datt de Kontakt zu deemem Haus, dat si gutt kennt, net wäert ofbriechen.

Léif Lydie, mir wënschen dir op jidde Fall vill Erfolleg a Satisfaktioun an deser wichtiger Funktioun. A mir sinn alleguerten iwwerzeegt, datt déi exzellente Relatiounen, déi d'Chamber mat dengem Virgänger hat, och mat dir wäerte virugefouert ginn.

Villmools Merci!

(Applaudissements)

Sou, elo kritt d'Lydie Err d'Wuert, an do ass d'Riedezäit net méi begrenzt.

(Interruptions diverses)

► **Mme Lydie Err (LSAP).**- Ouni Zäitlimite?

► **M. le Président.**- Ouni Zäitlimite.

► **Mme Lydie Err (LSAP).**- Zwou Minutte pro Joer, ech mengen, dat misst goen. Mä fäert net!

Kolleeginnen a Kolleegen, ech stinn haut fir d'Lescht op deser Tribün, wou ech de 16. Oktober 1984 meng éischt Ried gehalen hunn - zur Zuhältere - a sinn haut am Fong bal gradesou gestrest wéi deemools. Dir verstitt sécher alleguerten, dass dat heite fir mech e ganz speziellen Dag ass, well lassloossen, wat ee bal 30 Joer mat Engagement gemaach huet, ass net einfach, an - éierlech gesot - kann ech mer et eigentlech nach net richtig virstellen.

Dat wësse besonnesch zwee Kolleegen, a seit kuerzem Ex Deputéierten, déi dee Wee, deen ech haut ginn, viru kuerzer Zäit och gaange sinn: den Änder an de Muck. Den Änder, mäi laangjähregen Noper, deem seng geschätzten Zitatiounen ech ëmmer erëm an Dossieren, wou ech se iwwerhaupt net sichen, a Bicher,



## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

déi ech eigentlech wollt liesen, oder an ale Schoulmappen oder Poschen erëmfannen an ëmmer erëm denken, wéi treffend hie seng Zitatiounen ëmmer erëm formuléiert huet. Iwwregens has de mer, Änder, oder Här President, hat den Här Hoffmann mir um Telefon seng lescht Zitatioun a senger leschter Ried versprach, an ech hu se bis haut nach net.

#### (Hilarité)

Mä et ass net ze spéit derfir.

#### (Interruptions)

De Muck, deen och 1984 mat mir fir d'Éischt an d'Chamber koom an deen net zoufälleg sécherlech och de 16. Oktober 1984 mat mir seng eischt Ried gehalen huet zum selwechten Thema Zuhälterei, eng engagéiert an eng feministesch Ried vun engem Mann, op deem senger Säit eng emanzipéiert Fra stoung a steet, wat beweist, dass och Fraen an der Politik kënnen Afloss huelen, indirekt zwar, mä effikass.

#### (Hilarité)

Mam Muck, deen ech schonn aus dem Péitenger Lycée kennen, wou mir zesumme Schoul gehalen hunn a scho munnech Schluecht geschloen haten, hunn ech, mengen ech, bis elo déi eenzeg interfraktionell Gesetzesinitiative geholl, déi munchmol zu Schlammschluechten ausgeart ass - mä dovunner wëll ech haut net schwätzen. Just vum Resultat fir e bessert Stierwen an de Répercussionen am Gesetz iwwert de Referendum an an der Verfassungsreform. Dat verbënnt, och oder grad well et esou schwierig war a laangwierig war. Sécher schéngt mir op jidde Fall, dass déi iwwerparteilich Initiative eleng et méiglech gemaach huet, dat Resultat ze errechen, wat mir zesummen duerchgestanen hunn. An duerfir wëllt ech dir Merci soen, Muck.

Ech wëll haut vermëttelen, wat mech als Meedchen aus engem konservativen Haus, wou doudsécher CSV gestëmmt ginn ass, dozou bruecht huet, an d'Politik ze goen, an zwar iwwert d'LSAP, an iwwert d'Politik zur Médiatioun, zum Barreau ze kommen.

Ech hat vu klengem un, an dat ass mer kloer ginn, wéi ech dës Ried virbereet hunn, eppes Schrecklech géint Ongerechtegkeet, ob dat géint mech war oder géint aner Leit, déi ronderëm mech waren. Ech erënnere mech duerfir als klengt Meedchen, fënnf oder sechs Joer, meng éischt Revolutioun duerchgestanen ze hunn, wéi ech verstanen hunn - ech mengen, ech hunn dat schonn eng Kéier hei gesot -, dass ech als frommt Kand zwar konnt all Dag an d'Mass goen, mä net hunn d'äerfen d'Mass dengen an och net hunn d'äerfe klibbere goen. Vläch war dat den Ufank...

#### (Interruptions et hilarité)

Vläch war dat den Ufank vu menger Revolt, fir d'Gerechtegkeet duerchzusetzen, sief et an der Kierch - ech mengen, dat ass haut elo manner meng Prioritéit -,...

#### (Hilarité)

...sief et op anere Plazen.

Vläch ass meng Allergie géint Ongerechtegkeeten en général och dat, wat mech dozou bruecht huet, fir Droit ze studéieren, fir mech besser kënnen ze wieren, fir mech an och fir déi aner. Gläichzäitig während menger Studienzäit hunn ech zu Péiteng Schoul gehalen, wéi et schonn ugeklongen ass, an nodeem ech mäi Studium fäerdeg hat, hunn ech virugefuer do Schoul ze halen. Eigentlech war mäi Liewensplang, fir Prof ze ginn, mä ech hunn net dierfen, well Droitsproffen et hei zu Lëtzebuerg op deem Niveau net gëtt.

Sou hunn ech mech um Barreau ageschriwwen, dat war och alt net esou schlecht. Als Übung fir deen heite Beruff, dee Beruff, dee sech hei am Haus ofgespillt huet, war et sécherlech net dat

Schlechtst, wat ee konnt maachen. No mengem Studium hunn ech mech agesat, hunn ech probéiert zrëckzesetze fir d'Fraen tierlech am MLF, dat wësst Der all, fir d'Prisonnéier an der Action prison, fir Ausländer als Grënnungsmitglied bei der ASTI, beim Jeune barreau, wou ech d'Naivitéit hat, wollten eng wierklech Affekotegewerkschaft duerchsetzen, wat net goug. An duerno an Aarbechtsgruppen iwwer Drogen, fir Kannerrechter an esou weider.

Duerch déi Aktivitéit sinn ech iergendwéi duerch e Virtrag iwwert dat deemools neit Scheedungsgesetz zu Péiteng zu enger Parteikaart bei der LSAP koom an doriwwer zu Aarbechtsgruppen an der Partei an och zur Gemengepolitik. An d'FS, an d'Juristes socialistes, etc. Ech kann lech soen, dass mäin Antrëtt an d'LSAP a menger Famill eng méisseg Begeescherung ausgeléist huet,...

#### (Hilarité)

...an ech sinn och haut nach net sécher, ob meng Mamm et iwwert sech bruecht huet, bei mengen éischte Gemengewahlen, esou wéi ech a mäi Papp hir et erkläert hunn, net nëmme dierft mech stëmmen, mä déi aner Kollege vun der Lëscht derbäi.

#### (Hilarité)

Mir sinn eis all net ganz sécher driwwer.

Sécher ass jiddefalls, dass si bei de Chamberswahlen net méi derbäi war, well si kuerz virdrun e batteren Doud gestuerwen ass, no engem ze laangen, onnéidegen an ongewollt laangen Doudeskampf. Dohier kënt och, an dat verstitt Der vläch, mäin Engagement fir e bessert Stierwen hier.

An den FS... Uppla! Muck, et geet mer net besser wéi dir.

#### (Hilarité)

An den FS an an der G.S. an der Partei hu mer vill zesumme geschafft an dat war wierklech eng flott Zäit. Ech hunn do vill flott Leit kennegeleiert, virun allem och d'Lydie Schmit, mä Virbild, dat ass schonn ugeklongen hei, wat meng Mentorin war iwwert säin Doud 1988 eraus, wou och hatt e schwéieren a grujelechen Doud gestuerwen ass. Mat him war ech op menger éischer Sozialistescher International, wovun ech d'Foto all Dag gesinn, wann ech a mengem Büro iergendepes sichen, an dat ass dauern, op menger éischer Weltfraekonferenz an Afrika, beim Willy Brandt senger Ofschiedsried an esou weider.

Mir hunn eis begleet, hatt mech an d'Politik an ech hatt bis a säi batteren Doud. Dobäi hunn ech erfuer bei engem oppene Gespréich, dass hatt, contrairement zu deem, wat ech mir a senger Plaz gewünscht hätt, wollt bis zum batteren Enn aushalen, well et mir gesot huet, hatt géif all Dag sech drop freeën, nach eng Kéier d'Sonn op - an ennergoen ze gesinn. An et hat sech säi Bett just esou virun d'Fenster setze gelooss, dass et dat net géif verpassen.

Duerch déi duebel Erfahrung beim Doud ass mir kloer ginn, dass et eppes géllt, wat um Liewensinn wichteg ass, an dat ass d'Fräiheet! D'Fräiheet, säin eegenen Doud ze stierwen, no eegene Virstellungen an am Kader - a mengen Aen als Juristin natierlech kloer -, am Kader vun engem Gesetz.

Ech erënnere mech 1984 - et sinn der nach heibannen, déi sech dorun erënnere, gell Alex -, no der Assermentatioun gëtt et eng Foto vun deene villen neien LSAP-Deputéierten, déi deemools gewielt gi waren, op der Chamberstrap, an op där Foto gesinn ech mir of jiddefalls, dass ech wëlles hat, d'Welt ze änneren oder mindestens Lëtzebuerg. Naiv, natierlech!

Et ass kloer, dass ech als eenzeg Fra an enger Fraktioun vun 18, dat heescht mat 17 Männer, et net einfach hat, fir meng Prioritéit fir Mën-

scherechter a Fraerechter bei 17 Männer duerchzusetzen. Och duerfir mengen ech ass et wichteg, ass et mir haut nach wichteg, dass méi Frae sech ëm Politik bekëmmere. Net, well si besser sinn, net, well si forcément eng besser Politik maachen, mä well eng Chamber mat méi Fraen, mat méi Jonker an och mat Ausländer méi demokratesch ass wéi dat haut de Fall ass. An ech mengen, dass dat wichteg a richtig wier.

1989, ganz kuerz, sollt ech Parteipresidentin ginn, hunn dat awer aus Ursachen, déi privat sinn, net gewollt. Sinn amplaz Vizepräsidentin vun der Chamber an an d'Affaires étrangères erakomm, wou ech zwee Joer duerno meng Vizepresidentschaft gewieselt hu géint de Conseil de l'Europe. An all Mënsch, dee mech kennt, dee weess, dass dat am Fong mäi Steckenpferd an der Politik war.

Seelen huet mer eppes esou vill Spaass gemaach wéi exklusiv iwwer Mënscherechter wchelaang a verschiddenen Aspekter ze diskutieren. An ech si frou fir lech ze soen, dass enner anerem dee Rapport, deen de President haut schonn ugeschwat huet, deen iwwer „eng Verbesserung vun der Kontroll vun de Rechter vun de Fraen an der Welt“, enner anerem och festgehalten huet op en Amendement hi vu mir, dass fir eng besser Representatioun vun de Fraen et néideg ass, dass d'Kierchen a Stat getrennt sinn. Laïcitéit ass gutt net nëmme fir eng besser Demokratie, ass och gutt fir d'Fraen, ass och gutt fir d'Egalitéit. An ech mengen, dass mer dat alleguerne wëllen.

1994, déi nächst Wahlen - ee Saz pro Legislatur -, war ech net méi am Gemengerot, well ech geplënnert war, mäi Papp och net méi do war. Awer ech wollt weider..., ech war an d'Stad geplënnert, mä ech wollt weider am Süde gewielt ginn. Deemools sinn och bei mir an der Partei Wahle gelaf: 1:100, dass dat net kéint goen. Et ass gaangen, manner gutt wéi virdrun, mä ëmmerhin, obschonn ech mat dräi Handicapen do ugetratt sinn: éischstens als Fra, zweetens als Deputéierten, deen net méi do wunnt, wou e geschafft huet, an drëttens, well ech mech wollt op ee Mandat konzentréieren a well dat hei am Land net Usus ass.

Ech gouf trotzdeem gewielt, manner gutt. An een heibanne jiddefalls, deen am selwechten Fall ass, an ech mengen, dat ass de Luss, ass deeselwechte Schrëtt gaangen an huet déiselwecht Erfahrung gemaach. Et ass net déi Aarbecht heibannen, déi engem e gutt Resultat an de Wahle forcément beschert, et ass d'Präsenz um Terrain. An ouni déi Präsenz um Terrain ass et schwierig. Dat ass also de Präis, deen en Deputéierte muss bezuele fir de Luxus, sech d'Gemengepolitik wëllen ze spueren. Och dann, wann e mengt, e wier op anere Plaze besser wéi an der Gemengepolitik, ass dat eppes, wat dobausse schlecht verstane gëtt.

Jiddefalls hat ech, well ech nëmme ee Mandat méi hat, Zäit fir mech an der internationaler Politik ze engagieren. An ech mengen, ech hunn an allen internationalen Delegatiounen, déi et hei gëtt, iergendwann mindestens als Suppléant, dat war am Benelux, sämtlech Mandater streckweis gehat, ausser der NATO - an déi, déi dat wëlle verstoen, déi verstinn dat sécherlech.

#### (Interruptions)

1998 gouf et vu menger Säit eng sougenannte spontan Kandidatur fir an der Regierung de Johnny Lahure ze ersetzen. G.S. an FS waren deemools, dräi Deeg no engem Kongress vun de Femmes socialistes, op deem ech opgetruede war, fir d'Quote fir d'Fraen an der Politik ze verteidegen, hannert mer, fir ze soen: Een, deen de Mond géif esou voll huelle wéi ech, dee misst och sangen. A wann ee wëllt plausible sinn an net seng Glafwierdegkeet vis-à-vis vu sech selwer a senger Leit verléieren, da misst een och zu deem, wat een an der Theorie géif maachen, an der Praxis stoen.

Dat huet mech dozou bruecht, meng Kandidatur ze stellen, fir de Poste vum Minister ze wiesselen, dee vum Statssekretariat an den Affaires étrangères an an der Kooperatioun, well et fir mech wichteg war, net d'Pai oder den Titel, mä d'Aarbecht a meng Kompetenz op deene Gebidder. Ech sinn duerfir dankbar fir déi kuerz, mä intensiv Erfahrung an der Regierung.

Ech bedauere just eppes, wat ech hei wëll soen a wat sécherlech all frësche Regierungsmember mer kann noemfannen, dass et net normal ass, dass, wann een nei an d'Regierung kënt, een net eng eenzeg Vertrauenspersoun ka mathuelen. D'Débarquieren an engem Betrib, wou alles schonn an der Rei ass, wou een net forcément d'Méandres vun de Prozedure kennt, ouni sech mat enger Vertrauenspersoun kënnen zrëckzeziehen a sech gemeinsam Gedanken ze maachen, ass schwéier. An ech géif dat am Fong als eng Iddi mat op de Wee gi fir zukünftige Joren.

Ech koom dunn 1999 zrëck an d'Chamber, net verbattert a fir d'Éischt an d'Oppositioun. Dat war an där éischer Zäit emol spannend, mä net ganz laang. Well all Mënsch, deen dat matgemaach huet, an dat sinn déi meescht heibannen, ausser déi op menger rietser Säit hei,...

#### (Hilarité)

...déi wëssen, dass dat keng einfach Saach ass. Mä et huet och seng gutt Säiten. Wéi alles ass et, a mäi Papp huet dat ëmmer gesot, an et huet mech schrecklech genervt: Et ass näischt esou schlecht, dass et net fir eppes gutt ass. Dat war och an dësem Fall esou, well an der Oppositioun huet een op eemol méi Zäit fir aner Saachen.

An ech hunn am Fong do ganz kuerz duerno duerch Lecturen an esou d'Médiatioun entdeckt, duerch e Buch, duerch e puer Sätz an engem Buch. An dat huet am Fong dozou gefouert, dass ech mer e Studiëprogramm erausgesicht hunn an deen duerchgezunn hunn. Ech denken duerfir, dass et wichteg ass, an ech hunn haut kuerz duerno driwwer geschwat, dass d'Médiatioun a mengen Ae wichteg ass, well et an enger Gesellschaft e Paradigmewieselschicht bedeit, net nëmme fir d'Justiz, net nëmme fir d'Justiciables, fir d'Leit, mä och fir d'Professiou, fir d'Professiou a sech a fir all déi Leit, déi mat der Justiz zesummenhängen.

Et ass och gutt fir d'Autonomie vun de Leit, sech selwer ze probéieren ëm déi Problemer ze këmmere, déi se hunn. An et ass eppes op jidde Fall ganz sécher: Egal wat een am Detail dovun hält, ass d'Médiatioun e verbesserten Accès zur Justiz an enger manner formeller Sprooch, déi d'Leit besser verstinn an déi Emotiounen ausser dem Droit matdiskutieren an traitieren. Dass déi Gesetzer, dass déi Solutiounen, déi do erauskommen, bei de Leit e besseren Uklang fanne wéi Uerteeler, läit op der Hand.

Ech wëll domadder ophalen, obschonn ech, well ech gäre schreiwen, géif iwwer Médiatioun gäre géif e Buch schreiwen, andeem dass ech lech just soen, dass dat Gesetz vun haut deen nämlechten Titel huet wéi mäi Mémoire, deen och 2002 an der Schwäiz ofgeschloss hunn, well et hei nach keng Formatioun ginn ass.

Wann ech muer net méi Deputéierte sinn a mat Freed a Begeescherung mengen neie Fonctiounen entgéintkucken, da sinn ech haut trotzdeem fro, mä awer och verdrësslech zuglich. „Sweet and sour“, géifen d'Engländer soen. Frou fir d'Médiatioun ze praktizéieren, fulltime souzesoen, mä traureg och oder verdrësslech, well Dossieren, op deenen ech mech wierklech engagéiert hunn, net fäerdeg gi sinn.

An ech wëll der just e puer hei opzielen: d'Neifaassung vum Mariage an d'Reform vum Divorce hänken no jorelaanger Aarbecht erëm an enger Schleis, wou een net weess, wou se endegen. Ech hat gehofft, dass dee Projet géif fäerdeg gi schonn um Enn vun der leschter Legislatur. A mat där neier Legislatur an neien aktiven Deputéierten an der juristescher Kommissioun ass déi ganz Diskussioun erëm ugaangen. A mir sinn dann elo do, wou mer haut sinn. Ech wäert dann och nach - an Dir och, oder all déi jiddefalls, déi drop waarden - méi laang musse waarden, fir en Usaz vum Rentespaltung als Iwwergangsléisung zu enger Individualversécherung ze gesinn.

Et deet mer och leed, dass ech bei deem neie Kooperatiounsgesetz, wat deemnächst soll hei fäerdeg ginn - Oktober, huet de Lucien haut gesot, oder November, huet déi zoustänneg Ministesch dat ugekënnegt -, dat ech mam Marc zesummen hei eragereecht hunn. D'Verfassungsreform, spannend Affär. Anscheinend ass de Statsrot bal prett fir säin Avis ze ginn. Ech wäert net méi derbäi sinn, mä d'Saach mat Interessi da vun där anerer Säit vun der Strooss hei verfollegen.

D'Rentereform, déi haut déposiert ginn ass, nodeem mer Joren dovunner geschwat hunn. Och do deet et mer eigentlech leed, dass déi sech wäert ouni mech maachen. Droits et devoirs du patient mat der Aféierung vun engem Conseil, pardon, an d' Aféierung vun engem Conseil national de la justice sinn Iddien, déi vum Marc Fischbach iwwert d'Recommandatiounen hei lancéiert gi sinn an déi och missten hei zum Ofschluss kommen. Schlussendlech d'Debatt iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat, déi amgang ass, déi sech als eng interessant Debatt ukënnegt an déi mech brennend interesséiert.

Schlussendlech, mä last but not least d'Gesetz iwwert den IVG, wou ech net ganz onschëlleg sinn, dass dat hei ugekierbt ginn ass an och hoffen, dass en Accord fonnt gëtt, deen akzeptéiert.





tabel ass, net nëmme fir d'politesch Parteien heibannen, mä fir déi Fraen, déi, wa se mussen ofdreiwen, souwisou ofdreiwen, ob mir e Gesetz hei hunn, wat gutt ass, wat ubruecht ass, oder net. Et ass keng Léisung, fir d'Situatioun vun haut bäizebehalen an d'Leit an d'Ausland ze schécken, well dat ass ongerecht vis-à-vis vun all deene Fraen, déi sech manner gutt kënnen débrouilléiere wéi déi meescht vun eis heibannen.

Ech wollt och nach, ier ech fortginn, e puer Froen ustoussen, déi ganz besonnesch delikat sinn a vun deenen ech weess, dass se duerfir hei mat sametten Händschen ugepaakt ginn. Ech wollt just e puer Iddien dozou soen.

De Congé parental, mengen ech, misst wierklech geännert ginn. E misst méi laang sinn, e misst proportionell zum Akommes sinn an e misst obligatoresch getrennt ginn. Dat weisen all Etüden aus dem Ausland, mat deenen Effeten, déi dat huet fir d'Gesondheet vum Kand, fir d'Gesondheet vum Stot, fir d'Violence am Stot an natierlech och fir eng besser Gesellschaft an eng besser Opdeelung vun den Aarbechten, allen Aarbechten an eiser Gesellschaft.

D'Preventioun vum Suicide - an do kommen ech net derlaanscht, e Wuert iwwert de Mill Majerus ze verléieren, deen eng Diskussioun dozou ugekierbt hat, mat deem mir zesumme grouss Projeten haten, déi leider mat him, mat sengem Accident, mat sengem schrecklechen Accident net weiderginn, well ech denken, dass et net normal ass, dass e Land wéi Lëtzebuerg, mat engem vun deenen héchsten Akommes vun der Welt, déi héchste Suiciderat op der Welt och huet. Mir kënnen net weiderfuere a maachen, wéi wann dat eng normal Saach wier.

Schlussendlech wollt ech och nach e Wuert soen iwwert d'Trans- an d'Intergender-Leit. Déi mussen an déi kréien och iergendwann Identitéitspabeieren, déi hirer gespierter sexueller Identitéit entsprechen, ouni dass se sech mussen operéieren oder trenne loosse vun hire Liewenspartner.

Am Gesondheitswiese soll Médiatioun kommen, och eng Iddi vu mengem Virriedner. Mä bei darselwechter Geleeënheet wier et gutt, wann Osteotherapie an aner alternativ Heelmethoden och géifen opgeholl ginn an eise Gesondheitssystem, fir dass all Mënsch et erméiglecht géif kréien, vun dese Methoden ze profitéieren, ouni dofir, wéi elo, selwer bezuelen ze mussen. Am Ausland gëtt et dat an deene Leit, deenen anere Länner hir Gesondheitssystemer kaschte manner deier wéi eisen.

En zweetlescht Wuert nach zu de Leihmutter-schaften oder de Maternités pour autrui; Fraen, déi keng Kanner kënnen kréien an déi solle kënnen dozou verholfen kréien, Kanner aus Leihmutter-schaften eraus ze kréien. Déi Fraen, déi keng Kanner kréien an déi der wëllen, maachen dat haut och hei zu Lëtzebuerg. D'Differenz vun deem, dass mir näischt maachen, ass déi, dass et elo gemaach gëtt an ewell Sue gehandelt ginn, an net, well et em Mënsche geet, déi hire Liewensdram wëllen erfëllen. Ech mengen, et muss ee sech och do zu enger Décisioun oprappen a Propositione maachen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et en Haus, wou Soins palliatifs ugebuede ginn, mä wou d'Leit verbuede kréien, wa se fir ze stierwen erakommen, Euthanasie ze kréien. Dat ass, Dir Damm an Dir Hären heibannen, fir mech inakzeptabel, well déi zwou - Euthanasie a Soins palliatifs - si complémentaire, an et ass net normal, dass en Haus, wat finanziert gëtt aus öffentleche Mëtelen, net zouléist, dass Leit, déi eng aner Meinung hu wéi déi ONG, déi et bedreift, net kënnen do och eragelooss ginn.

Luss, ech kommen elo zu dir. Du hues mir elo viru Kuerzem gesot, „lassloossen“ wier elo d'Stéchwuert. Ech mengen, dass de recht hues. An ech wollt der just vun hei aus äntworten: Du hues recht, ech gi mer Méi an ech üben all Dag. Ech hoffen, dass et an enger Woch besser geet.

E Wuert zum Georges Engel, deen haut op där Plaz sëtzt, wou ech muer him wäert nolauschteren. Mäin Nofolger, deen e geschate Komerod ass an deem ech et héich urrechnen, dass

hien, soubal wéi et méiglech war, am Land deen éischte Fulltime-Buergermeeschter war. Ech rechnen him et och héich un, dass hie Buergermeeschter ass vun där Gemeng, déi probéiert, déi éischt Maison de la laïcité zu Lëtzebuerg op d'Féiss ze kréien, mat alle Schwieeregkeeten, déi dat bedeit. An ech rechnen em héich un, dass hie bereet war, eng nei Struktur fir de Prisong a senger Gemeng opzehuelen, wëssend, dass een domadder natierlech op Oppositioun stéisst.

Dat heescht, dass et evident ass, dass de Georges e Politiker ass, dee Courage huet an dee fir seng Iwwerzeugung asteet. An ech si frou iwwerregens och, entre parenthèses, dass de Georges och op senger Lëscht eng ganz grouss Proportioun vu Fraen hat, an net nëmme op der Lëscht, och am Resultat hunn d'Fraen op senger Lëscht gutt ofgeschnidden.

Dat mécht mech optimistes, dass de Georges, och wat d'Egalitéit ubelaangt, e bëssen a meng Féisstapfen hei trëtt, well Egalitéit, Dir Damm an Dir Hären heibannen, ass net nëmme gutt fir Fraen. Et ass gutt fir Männer, et ass gutt fir Kanner, et ass gutt fir eng Gesellschaft. Ech mengen och, dass méi Männer, déi sech fir dee Sujet géifen asetzen, och net nëmme prinzipiell richteg géife leien, mä elektoral bestëmmt vun hire Wielerinnen dat zuggutgehele géife kréien.

All déi, déi mech kennen, déi wëssen natierlech, dass ech eigentlech léiwer eng Nofolgerin gehat hätt.

### (Hilarité)

Mä de Georges ass bal esou gutt wéi déi Nofolgerin, déi ech mer gewënscht hunn.

### (Interruptions et hilarité)

► **Une voix.** - D'Georgette.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Ech bedauere just eppes, dass de Prozentsaz vun de Fraen hei am Haus, deen haut deen héchsten ass, dee mer jee haten - 25% -, muer dramatesch erofgeet.

### (Hilarité)

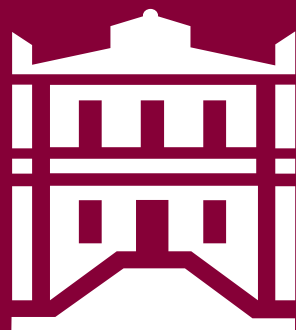
Ech kann net rechnen, mä Dir all kënnt dat sécherlech besser wéi ech an Dir kënnt lech ausrechnen, wat dann eent op 60 ausmécht am Prozentsaz vu 25.

Erlaabt mer zum Schluss, Komerodinnen, Kollegen a Kolleginnen, eng kleng Fantasie. Ech wëllt lech haut erzielen, wéi ech mir a menge kängsten Drem de Fonctionnement vun eisen Institutione virstellen, haaptsächlech natierlech dee vun der Chamber, well dee kennen ech am beschten. Wa mer all wëssen, dass d'Mënsche gläich sinn, dat heescht net nëmme Männer a Fraen, dann heescht dat indirekt och, dass d'Deputéierten all gläich sinn. Ass dat esou?

Menger Meinung no net onbedéngt. Oder fannst Dir et normal, dass en Universitaire, jee nodeems ob en aus dem Privatsecteur, aus der Fonction publique oder aus der Indépendance kënnt, heibanne verschiddearteneg fonctionnéiert? Mir wëssen, dass e Fonctionnaire muss demissionéieren, wann e gewielt gëtt, well dat zesummenhängt mat eiser Verfassung, mat der Séparation des pouvoirs, déi et kengem erlaabt, gläichzäiteg an der Exekutiv an an der Legislativ ze sinn.

Et bleift, dass e Fonctionnaire, deen an d'Chamber gewielt gëtt, eng Situatioun huet, déi besser ass op verschidde Pläng, wéi déi vun deene Leit, déi aus anere Secteure kommen. Et ass jo och net par hasard, dass heibannen esou wéineg Employé-privéé sinn. Et ass och keen Hasard, dass relativ wéineg Employéé sinn, an Aarbechter, vun deene woe mer jo scho bal net méi ze schwätzen hei am Haus.

D'Fonctionnairen dierfen net méi schaffen, mir wëssen dat. Si kréien eng Pensioun, déi da proportionell zu hirem Alter ass, mä si hu par rapport zu deenen aneren Deputéierten den Avantage, dass si 100% vun hirem Zäit kënnen, wa si wëllen, op hiert Mandat verwenden. Dat ass eng Dramavirstellung fir Leit, déi aus engem fräie Beruff kommen, well déi kënnen sech de Luxus net erlaben, wa se net gewielt ginn, mam Domm am Mond dozostoen, an duerfir mussen se weiderschaffen. An déi Indemnitéit



CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS

# Chamber TV

weist all  
öffentlech  
Sëtzung  
live an integral

An der Stad  
um Kanal S29 (Coditel) oder  
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch  
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang  
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng  
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen  
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer  
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech  
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),  
Keespelt, Meespelt,  
Ollem an Nouspelt  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz



vum Congé politique, déi ee kritt, ass net proportionell zu deem, wat si geschafft oder wat si als Ausbildung hunn, mä si ass déiselwecht fir jiddwereen.

Ech schwätzen hei net vu Montanten, ech schwätze vu Prinzipien, no deenen ee weist, dass et logesch ass, dass an deemem Haus iwverduerchschnëttlech vill Fonctionnaire sëtzen. Dat ass keen Hasard, dat sinn déi Leit, déi heibannen déi mannste Risikoen hunn, well gi si net gewielt, da wësse si, wou se higinn, an déi am Fong am beschten ofgeséchercht sinn, virun allem och wat hir Pensions ubelaangt.

Ech denken duerfir, dass et wichteg wier, doriwver nozedenken, wéi een an der Chamber eiser pluralistescher Gesellschaft kéint besser gerecht ginn. Dat heescht, méi Leit aus dem Privatsektor an aus anere Secteuren hei erakréien. Dat géif fir mech heeschen, do gëtt et am Fong eng Solutioun, dat heescht, ee Statut fir d'Deputéierten, déi déiselwecht Aarbecht ze maachen hunn. Dat heescht och, mat enger Méiglechkeet fir Leit, déi net aus der Fonction publique sinn, wa se net méi erëmgewielt wieren, eng Alternativplaz, déi deem entsprécht, wat se an hirem Job ware virun, ugebueden ze kréien. Ob se déi dann unhuelen oder net, sief hinne fräigestallt, mä eigentlech wier dat Gerechtheek.

A mengem Dram gëtt et och kee Cumul vun zwee Mandater, vun zwee politesche Mandater. Dat bedeit natierlech eng gläichzäiteg Opwärtung vum Gemengepolitikermandat. Dat géif dem Politiker et erlaben, seng Aarbecht op ee Mandat ze konzentréieren a seng Liewensqualität an déi vu senger Famill ze verbesseren, d'Personaldecke vun de Parteien ze verdeebelen an eventuell och der Politikverdrossenheet - oder muss ee soen, der Politikermiddegkeet? - entgéintzewierken. Praktesch géif dat bedeiten, dass ee misst d'Wahlgesetz iwwerdenken, wat de Vote préférentiel, de Placement vun de Kandidaten op de Lëschten an de Panachage ubelaangt.

Oder awer - an dat ass déi eenzeg Alternativ, déi ech dozou gesinn, well ech jo weess, wéi grouss d'Begeescherung ass, fir un esou Saachen erunzagoen -, dat wier, wann d'Wahlgesetz net geännert géif ginn. Da gëtt et eigentlech, wann näischt um Cumul geännert gëtt, nëmme eng Méiglechkeet: Et muss heibannen e Gesetz gestëmmt ginn, an deem géif stoen, dass all Mënsch mat zwee Mandaten, zwee politesche Mandaten, eventuell och nach engem Beruff niewelaanscht, enger Famill souwiso a vill sozialen Engagementer, dass deenen hiren Dag vun deem Dag drop un 48 Stonnen hätt.

**(Hilarité)**

Ech denken, dass Der agesitt, dass déi zweet Alternativ nach méi schwierig ass wéi déi éischt. Ech géif lech duerfir recommandéieren, eng Kéier emol iwwert déi éischt nozedenken, well alles, wou een net wëllt drun änneren, alles, wat net ass wéi et soll, muss geännert ginn. A wat et méi schwierig ass, wat et méi laang dauert, mä wann een net driwwer nodenkt an net driwwer schwätzt, da geschitt näischt. Well schwätzen, dat wësse mer jo allequerten heibannen, dat ass politesch aktiv sinn.

En aneren Dram ass deen, an ech dréie mech kuerz eng Kéier esou no riets hei, dass et net nëmme hei am Haus, mä virun allem hei am Haus, esou wéi et Spezialisten an alle Branchë gëtt - am Sozialen, an der Wirtschaft, an der Schoul, an der Gesondheet -, och géif Gender-spezialiste ginn. Genderspezialisten, déi kéinten no bausse bei de Medië vermëttelen, dass all Gesetz, wat hei gestëmmt gëtt, genderspezifesch Aspekter huet, déi derwärt wieren, mat an d'Uwilerung erageholl ze ginn, an och emol eng Kéier auszerechnen, wou d'Differenze sinn am Präis, deen d'Lëtzebuerger Politik ausgëtt, jee nodeem, ob et haaptsächlech Fraen oder haaptsächlech Männer betrëfft.

Finalemment ee Wuert, an ech schwätzen do sécherlech mengem laangjährege President aus der Aussen- an Europapolitik aus dem Häerz: Et wier wichteg, dass hei am Haus d'Aussen- an d'Europapolitik méi géif valoriséiert ginn. An zwar net nëmme hei am Haus, mä och déi Aktivitéit vun den Deputéierten am Ausland, déi net valoriséiert ginn an déi oft nëmme hei an der Chamber considéiert gi wéi een, deen erëm um Tour ass. Méi heefeg Debatten iwver Europa an international Politik géif de Leit do-bausse kloermaachen, besonnesch och elo an der Kris, dass Lëtzebuerger Politik enk ofhänkt vun der Europa- an och vun der Aussepolitik.

Ee Wuert zu mengem Lieblingsthema „Mënscherechter“: Déi verdänge méi Opmerksamekheit. An ech fannen et absolut net normal, dass mir an deemem Haus, trotz mehreren Tentativen, et nach ëmmer net fäerdegruecht hunn, eng Commission des droits de l'Homme ze hunn, déi et a bal all gestanen Demokratie gëtt. Manner hu mer nach e Responsabelen am Parlament oder an der Regierung, am beschten op deenen zwou Plazen, deen transversal dese

wichtigen Aspekt vun der Egalitéit a vun der Netdiskrimination géif analyséieren a kéint no bausse demonstrieren.

Och eng verbessert Architektur vun de Strukturen, déi mënscherechlech relevant sinn, wier néideg. Ech schwätzen do zum Beispill vun der Protection des données, vum ORK, vun der Commission consultative des droits de l'Homme, vun der Commission de l'égalité de traitement, dem OLAI, dem Médiateur an ONGe vun der ALNU a wat och ëmmer; deenen hiren Zesammenhalt misst gestärkt ginn an enger pluralistescher Gesellschaft wéi déi vun hei. Eng Aart Université populaire kéint hire Sëtz an engem Haus fir Mënscherechter fannen, wou all Acteuren op Mënscherechtergebitt ënnerenee besser vernetzt ginn, fir Synergien ze schafen an d'Visibilitéit an d'Kohärenz ze verstärken.

Och an eise Schoulwiesen - an ech komme gläich zum Schluss, Här President - géif et Verbesserungbedarf ginn. Oder brauche mir vläicht net eng Schoul fir all Kand, wou all Kand kann en Ofschloss kréien, deen et him erlabe géif, eng Plaz an der Gesellschaft ze fannen, dat heescht, eng Plaz an eiser Gesellschaft, eng sännvoll Beschäftegung, en ugemossene Loun an e selbststänneg Liewen och am Pensionsalter? Et kann net sinn, dass all Joer duerch Schoulofgäng a Redoublementen Milliounen verpufft ginn, ouni dass dat de Kanner hei iergendepes notzt.

Muss all jonke Mënsch, deen en Handwierk léiert, x Sprooch schwätzen an och nach perfekt schreibe kënnen, fir eng Meeschter- oder eng Geselleprüfung ze packen? Ech stellen d'Fro an de Raum; jiddweree ka fir sech drop äntwerten. Oder wier et net gutt, wa mer géifen iwver e kleng Bagage Culture générale och Leit, déi manner begaabt am Schreien an am Liese sinn, eng Méiglechkeet ginn, en Ofschlossdiplom ze kréien, fir onofhängeg kënnen weiderzeliwwen?

Ech géif duerfir dozou opfuere, wa mer déi Préoccupationen deelen, zu enger konstruktiver Debatt, net nëmme hei am Haus, mä och an der Öffentlechkeet, well ech muss zouginn, dass dat, wat ech liesen an der Press iwvert déi Reform, déi ënnerwee ass, ech praktesch net méi novollzéie kann. An ech kennen de Beruff, ech kennen d'Gesetz an ech verstinn trotzdem net, wat lass ass.

Ganz zum Ofschloss wollt ech nach e puer Merci lassginn heibannen. Éischtens natierlech menger Partei, menger Fraktioun, a ganz besonnesch och de Mataarbechter vun deenen, a nach méi besonnesch deenen, déi mir bei de Recherchen a bei der Ausschaffung vu menge Propositionen de loi matgeduecht a matgeschriwwen hunn. Ganz en extrae Merci dem Christiane, wat dat Eenzeg ass, wat meng Schrëft gelies kritt, heiansdo vill besser wéi ech, an och dat ass net einfach.

**(Hilarité)**

Ech wollt de Komerodinnen an de Komeroden an den Aarbechtsgruppen an der Partei Merci soe fir hir Zäit an hiert Wëssen, wat si an de Mëttesstonne gedeelt hunn, besonnesch deenen aus dem Cercle Delvaux, aus dem Cercle Coopération-Immigration an aus dem aktuelle SPIC, deen am Fong den Auswuess ass vun deem alen.

Dem Personal an der Chamber, besonnesch deenen, mat deenen ech vill zesumme geschafft hunn, dem Greffier en chef a sengem paritéitesch besatene Staff,...

**(Hilarité)**

...deenen ëmmer Schwieriges méiglech gemaach huet an en oppent Ouer hat fir Problemer an eis Suggestiounen. De Kollegeinnen an de Kollegen aus der Chamber, besonnesch aus deenen aarbechtsintensivste Kommissiounen, an deenen ech war, an hiren Presidenten, dem Ben Fayot, dem Patrick Santer, dem Paul-Henri Meyers an dem Mill Majerus, kuerz, mä intensiv, vun deenen all Mënsch weess, dass d'Aarbechten an der Kommissioun ganz vill dovunner ofhänken, wéi se gefouert gëtt: an aller Offenheit, an aller Contradictioun, a wéi gesot och no Diskussiounen, wou een net ëmmer eens war, erëm matenee schwätzen an iergendwou op e Schluss kommen.

Menge Frënn a Wieler wollt ech Merci soen, zum Schluss och nach. Menge Wieler, well si mir laang, am Fong, mir laang hiert Vertraue geschenkt hunn, obschonn ech mech ni vis-à-vis vun hinne beholl hu wéi dat normalerweis vun engem Politiker erwaart gëtt.

**(Hilarité)**

Si hu mir déi Aarbecht heibanne méiglech gemaach, an duerfir sinn ech hinnen dankbar. An eigentlech ass dat a mengem Liewen déi gréissten Eier, déi ech emfannen, esou laang d'Vetraue vun de Wieler gehat ze hunn.

## Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup> 14 et 15

|  |            |
|--|------------|
| Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés   | p. 144     |
| Communications   | p. 144     |
| Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les services d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union et abrogeant la directive 96/67/CE du Conseil (COM (2011) 824)   |            |
| - Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre des Députés  | p. 144-145 |
| Ordre du jour  | p. 145-146 |
| 6378 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État   | p. 146-156 |
| Hommage à M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur   | p. 156     |
| Projet de loi 6378 (suite)   | p. 156-157 |
| Ordre du jour (suite)  | p. 157     |
| Déclaration sur la position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard du Traité international sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (suivie d'un débat)  | p. 157-161 |
| Question urgente n°1888 de M. Fernand Kartheiser sur la pression du FMI sur la BCE   | p. 161-162 |
| Question urgente n°1889 de M. Félix Braz sur la commission communale consultative d'intégration  | p. 162     |
| Hommage à M. Marc Fischbach, Médiateur   | p. 162-163 |
| Dépôt d'un projet de loi par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale  | p. 164     |
| Communications   | p. 164     |
| Ordre du jour  | p. 164     |
| Heure de questions au Gouvernement   |            |
| - Question n°139 du 26 janvier 2012 de M. Roger Negri relative à la sûreté et la sécurité de la navigation aérienne et sur la situation actuelle à l'aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures   | p. 164-165 |
| - Question n°140 du 30 janvier 2012 de M. André Bauler relative à la construction d'un lycée pour professions de santé à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures   | p. 165     |
| - Question n°141 du 30 janvier 2012 de M. Ben Scheuer relative au nombre de demandes pour la Prime Car-e, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures  | p. 165-166 |
| - Question n°142 du 31 janvier 2012 de Mme Viviane Loschetter relative aux contrats de travail à durée déterminée, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration   | p. 166     |
| - Question n°143 du 31 janvier 2012 de M. Fernand Kartheiser relative aux suites à donner au projet de loi 6127, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances   | p. 166     |
| - Question n°144 du 31 janvier 2012 de M. Claude Adam relative aux retards persistants dans la gestion et le versement des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche   | p. 166-167 |
| 6230 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, approuvé par une loi du 14 août 2000 portant approbation du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998   |            |
| 6231 - Projet de loi réglementant les modalités de la coopération avec la Cour pénale internationale   | p. 167-168 |
| 6272 - Projet de loi portant   |            |
| - introduction de la médiation en matière civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile;  |            |
| - transposition de la Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale;   |            |
| - modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;  |            |
| - modification de l'article 3, paragraphe (1), point 1. de la loi du 3 août portant mise en application du règlement (CE) n°4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile; et |            |
| - modification des articles 491-1 et 493-1 du Code civil   |            |
| 4969 - Proposition de loi portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile  | p. 168-174 |
| 6205 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution  |            |
| 6206 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003  | p. 174-180 |
| Hommage à Mme Lydie Err  | p. 180-183 |

Menge Frënn natierlech, well während där Aarbecht, déi meng Wieler mer erlaabt hunn, hu si mer zur Sait gestanen, ëmmer dann, wann et net esou schéi war, an dat ass och heiansdo oft gewiescht.

Zum Schluss e besonnesche Merci deene Komerodinnen, pardon, deene Kollegeinnen a Kollegen heibanne vun alle Fraktiounen, déi mir am leschte Mount d'Eier gemaach hunn, fir mech ze stëmmen, alle Streidereien zum Trotz, déi och hei am Haus et ëmmer erëm gëtt an déi heiansdo Ressentimenter erviruffen, déi net esou einfach ewechzestieche sinn. An ech kann lech soen, och doranner hunn ech Erfahrung. Ech weess et also ze schätzen, dass trotz konstruktivem Sträit Verschiddenes konnt vergiess gi bei deem Vote vum leschte Mount.

lech allen heibanne wëll ech soen, och lech, deenen zwee Presidenten, Chamberspresidenten, déi heibanne sinn, dass Der mer kënnt

gleewen, dass ech ëmmer de Ball gespillt hunn an ni de Mann oder d'Fra, déi hannendrustoung. Ech soen all deene Merci, déi mer no-gelauschtert hunn.

**(Applaudissements)**

► **M. le Président.**- Léif Kollegeinnen a Kollegen, domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung.

D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 19.40 heures)**





## Sommaire des questions parlementaires

| Question n°      | Auteur                           | Objet   |
|------------------|----------------------------------|---|
| 1740             | Léon Gloden                      | Limitations de vitesse sur des tronçons de routes nationales situés à l'intérieur d'agglomérations  |
| 1745             | André Bauler                     | Château d'Erpeldange  |
| 1754             | Fernand Kartheiser               | Hangar de la Luxembourg Air Rescue  |
| 1788             | Claude Adam                      | Aide financière pour études supérieures   |
| 1789<br>cf. 1798 | Fernand Kartheiser               | Examens médicaux scolaires  |
| 1790             | Claude Adam                      | Archives nationales   |
| 1791             | Fernand Kartheiser               | Découvertes archéologiques faites par l'Administration des Ponts et Chaussées   |
| 1792             | Marc Lies                        | Climat social auprès de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État   |
| 1793             | Marc Lies                        | Usage de la langue luxembourgeoise par le personnel soignant étranger au Luxembourg   |
| 1795             | Jean Colombero                   | Identité sexuelle   |
| 1796             | Jean Colombero                   | Réclamations concernant le secteur de la santé  |
| 1797             | Viviane Loschetter et Félix Braz | Conditions de libération des deux enfants détenus au CPL  |
| 1798<br>cf. 1789 | Fernand Kartheiser               | Règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l'équipe médico-sociale |
| 1799             | Roger Negri                      | Adaptation du taux directeur  |
| 1800             | Xavier Bettel                    | Tentative de suicide au Centre de rétention   |
| 1802             | André Bauler                     | Sécheresse  |
| 1803             | Viviane Loschetter               | Indemnité d'attente   |
| 1804             | Fernand Kartheiser               | Extinction des enseignes commerciales pendant la nuit   |
| 1805             | Jean Colombero                   | Personnes incarcérées en situation de handicap  |
| 1806             | Fernand Etgen                    | Aides allouées aux agriculteurs en matière d'investissements  |
| 1807             | Marie-Josée Frank                | Lycée technique pour professions de santé (LTSP)  |
| 1808             | Fernand Kartheiser               | Renflouement du Fonds Monétaire International   |
| 1809             | Gast Gibéryen                    | Formation des tuteurs dans les entreprises formatrices  |
| 1811             | Fernand Kartheiser               | Livre sur l'économie luxembourgeoise pendant les années 1933 à 1944   |
| 1812             | Fernand Etgen                    | Travaux de finalisation de la «Nordstrooss»   |
| 1813             | Fernand Kartheiser               | Violence envers les forces de l'ordre   |
| 1814             | Fernand Kartheiser               | Resocialisation de prisonniers grâce à l'entraînement de chiens   |
| 1815             | André Bauler                     | Violence envers les forces de l'ordre   |
| 1816             | Jean Colombero                   | Chiens de chasse  |
| 1817             | Jean Colombero                   | Évaluation des maisons de soins   |
| 1818             | Serge Wilmes                     | Discours de Noël de S.A.R. le Grand-Duc   |
| 1819             | Fernand Kartheiser               | Questionnaire sur le contexte social et la motivation scolaire  |
| 1820             | Fernand Kartheiser               | Inspection de la Concurrence  |
| 1821             | Jean Colombero                   | Conseillers climat  |
| 1822             | Fernand Etgen                    | Fermeture du commissariat de proximité de Bavigne   |
| 1823             | Fernand Kartheiser               | Aspects financiers de la coopération au développement et exercices budgétaires 2005-2010  |
| 1824             | Fernand Kartheiser               | Citation d'un rapport de la Police grand-ducale dans la presse française dans le contexte de l'«affaire Karachi»  |
| 1825             | André Bauler                     | Chaussée reliant Heffingen et Junglinster (CR129)   |
| 1826             | André Bauler                     | Chemin repris reliant Michelau au lieu-dit Flébour (CR379)  |
| 1828             | Fernand Kartheiser               | Visite d'un représentant du mouvement terroriste Hamas en Turquie   |
| 1829             | Fernand Kartheiser               | Indépendance de la Banque centrale du Luxembourg (BcL)  |
| 1831             | André Bauler                     | Pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (CR308)  |
| 1832             | Félix Braz                       | Publication d'un livre vert par la Commission européenne au sujet du droit au regroupement familial des ressortissants de pays tiers résidant dans l'Union européenne       |
| 1833             | Ben Fayot                        | Mesures de sécurité supplémentaires dans la filière nucléaire   |
| 1836             | Nancy Arendt                     | Cigarette électronique  |
| 1837             | Fernand Kartheiser               | Les relations du Premier Ministre avec la presse  |
| 1838             | Marcel Oberweis                  | Projets luxembourgeois CDM (Clean Development Mechanism)  |
| 1839             | Nancy Arendt                     | Prothèses de hanche et de genou   |

**Question 1740** (8.11.2011) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **limitations de vitesse sur des tronçons de routes nationales situés à l'intérieur d'agglomérations**:

Selon la réglementation en vigueur, l'instauration d'une zone de 30km/h englobant un tronçon de route nationale n'est pas autorisée si ce n'est temporairement et exceptionnellement dans des cas très restrictifs lors de la réalisation des différentes phases d'un chantier.

Or, force est de constater que certaines routes nationales traversant des agglomérations longent des écoles, des lycées ou d'autres infrastructures publiques à fréquentation intense.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'instauration d'une zone de 30km/h devrait être exceptionnellement permise aux abords d'écoles, de lycées ou d'autres infrastructures publiques à fréquentation intense sis le long de routes nationales traversant des agglomérations afin d'assurer au mieux la sécurité des personnes concernées?

**Réponse** (8.2.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite savoir s'il est envisageable d'incorporer un tronçon d'une route nationale dans une zone 30 si celle-ci longe des bâtiments publics tels que lycées ou autres.

Tout d'abord, je tiens à préciser que les limitations de la vitesse généralement applicables sur la voie publique sont déterminées à l'article 139 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route. En effet, ledit article dispose que la vitesse maximale autorisée est en principe de 50 km/h sur toutes les voies publiques à l'intérieur des agglomérations. Le même article permet cependant la mise en place de limitations de vitesse dérogoratoires qui sont, dans ces cas, décidées en considération de la fonction attribuée à la catégorie de route concernée.

Comme la première fonction des routes nationales consiste à drainer le trafic d'une région vers une autre, des dispositions très restrictives, telle qu'une limitation de vitesse à 30 km/h risque d'entraver la fluidité du trafic.

Il échet de ne pas oublier que les règles du Code de la Route s'appliquent 24/24 h et 7/7 jours alors que la situation d'un danger éventuel auprès des établissements scolaires ne se présente que durant les périodes scolaires, d'une part, et dans la journée, d'autre part, que pendant de courts laps de temps, comme en l'occurrence au commencement et à la fin des classes.

Il en découle qu'une telle limitation de vitesse n'est décidée que lorsque les autres mesures permettant d'assurer la sécurité de tous les usagers de la route, et en particulier celle des enfants, qui comptent parmi les usagers les plus vulnérables, se révèlent insuffisantes. Il s'agit en l'occurrence d'aménagements constructifs spécifiques, tel que le rétrécissement ponctuel de la voirie, voire de la signalisation verticale par la mise en place d'un signal A,12 «enfants», complété, le cas échéant, par un feu jaune clignotant ou du réglage des priorités par le biais de signaux colorés lumineux.

**Question 1745** (11.11.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **Château d'Erpeldange**:

Chaque année, l'Administration des Bâtiments publics fait effectuer les travaux les plus urgents à l'intérieur du Château d'Erpeldange. En effet, un monument historique d'une telle envergure nécessite des travaux d'entretien et de restauration réguliers.

Dans ce contexte, j'aimerais attirer l'attention de Messieurs les Ministres sur le fait que la commune d'Erpeldange avait fait élaborer, il y a quelques années, un concept énergétique par un bureau spécialisé. Celui-ci avait révélé que le Château d'Erpeldange, propriété de l'État, est un grand consommateur de gaz naturel. En fait, le grenier de cet édifice, dont les origines remontent au 17<sup>e</sup> siècle, n'a jamais fait l'objet de travaux d'isolation.

À noter aussi que les vieux volets du château se trouvent actuellement dans un état critique alors que la terrasse qui donne sur le grand parc risque de souffrir de sérieux problèmes d'étanchéité.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres seraient-ils disposés à mettre en œuvre des mesures d'assainissement énergétique permettant de réduire sensiblement la consommation de gaz du Château d'Erpeldange?

- Dans l'affirmative, les administrations concernées devraient-elles réaliser ces mesures dans le cadre d'un projet d'aménagement des combles du château?

- Est-il également prévu de procéder à une rénovation de la façade et des volets? La rénovation à proprement parler serait-elle accompagnée de la mise en œuvre de mesures permettant de résoudre les problèmes d'étanchéité qui se posent depuis plusieurs années?

**Réponse commune** (13.2.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur des travaux réalisés ou à réaliser par l'Administration des Bâtiments publics sur le Château d'Erpeldange.

Tout d'abord, il y a lieu de noter qu'aussi bien le bâtiment que le parc historique ont été classés monuments historiques par la Ministre de la Culture sur avis du Service des Sites et Monuments Nationaux.

En outre, l'État a conclu un contrat en date du 26 septembre 2003 avec la commune d'Erpeldange par lequel l'État met à disposition de cette commune, par le biais d'un bail emphytéotique pour une durée de 49 ans et moyennant une redevance annuelle symbolique de 25 euros, l'ensemble des immeubles avec le parc historique. En contrepartie, la commune est responsable de l'entretien de ce monument historique et de la surveillance au vu de sa vocation publique.

À ce titre, ce contrat stipule à l'article IV que «le preneur ne pourra à aucune époque ni sous aucun prétexte exiger du bailleur aucune espèce de réparations».

Néanmoins, les services du Ministère du Développement durable ont réalisé dans le passé des interventions nécessaires pour garantir la pérennité du patrimoine. Ainsi, durant les années 2005 à 2007, quelque 130.000 euros TTC ont été engagés alors que, entre 2008 et 2011, quelque 59.000 euros TTC ont été dépensés par le biais du Fonds d'entretien et de rénovation.

À noter enfin dans ce contexte, que les services étatiques n'ont jamais eu l'occasion de consulter le concept énergétique évoqué par l'honorable Député. Or, étant donné que la commune d'Erpeldange, au vu de l'article IV précité, est tenu de se comporter comme propriétaire concernant les travaux de rénovation, d'entretien ou d'assainissement, il lui est loisible de procéder à l'assainissement énergétique dont question.

**Question 1754** (18.11.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **hangar de la Luxembourg Air Rescue**:

D'Associatioun Luxembourg Air Rescue (LAR) ass e wichtege Partner am nationalen an internationalen Transport vu Blesséierten. Laut Aussoe vun hire Responsable vüügt d'LAR um Lëtzeburger Flughafen net iwwert déi néideg Infrastrukturen - am Besonneschen iwwer eng gehëtzen Hal - fir hir Aufgabe mat der néideger Effikassitéit a Sécherheet ze assurieren. D'Associatioun gesäit esouguer eng Méiglechkeet en Deel vun hiren Aktivitéiten, an domadder och Aarbechtsplazen, an d'Ausland ze verleeën.

An dësem Kontext hunn ech dës Froen un de Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen:





1) Ass d'Regierung bereet, an Zesummenaarbecht mat lux-Airport, der Luxembourg Air Rescue ze hëllefen, fir déi néideg Infrastrukturen ze entwéckelen?

2) Wa jo, wéi gesäit dës Hëllef konkret aus? A wellechem Délai kann dës Infrastruktur operationell sinn?

**Réponse** (7.2.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Den honorabelen Deputéierte freet a senger parlamentarescher Fro ob d'Regierung bereet wier der Luxembourg Air Rescue ze hëllefen fir déi néideg Infrastrukturen ze entwéckelen, fir hir Aufgab mat Effikasitéit a Sécherheet kënnen ze assurieren. Douzou ass Folgendes ze soen:

Luxembourg Air Rescue beleet haut bei lux-Airport en Deel vun engem Hangar.

Fir der Luxembourg Air Rescue weiderzëhëllefen huet d'Regierung awer, zesumme mat lux-Airport, der Direktioun vun Luxembourg Air Rescue een Terrain fir ze loune proposéiert fir datt Luxembourg Air Rescue selwer kann drop bauen. Dës Propositioun gouf uegoholl an en contrepartie kritt d'Police Büroen an deem neie Gebai verlount.

De Stat krut och ee Konzept fir een „Hôpital de fortune“ am Fall vun engem Fligeraccident virgeluecht. Wann déi zoustänneg Instanzen hiren Accord ginn, géif d'Luxembourg Air Rescue souwuel d'Material an d'Medikamenter stockieren a gërieren, wéi och garantieren, am Fall vun enger Katastroph, den Hangar banne kierzter Zäit fräi ze maache fir den „Poste médical avancé“ kënnen opzerrichten.

**Question 1788** (6.12.2011) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'**aide financière pour études supérieures**:

Selon mes informations, le CEDIES serait toujours débordé par le traitement des demandes d'aide financière pour études supérieures depuis la réforme de la législation afférente en juillet 2010. En raison du nombre de dossiers et de la contrainte liée au budget de l'État 2010 qui ne tenait pas encore compte du changement des dispositions légales du nouveau système d'aide financière, non seulement le délai entre la demande et l'accord s'est accru, mais aussi le délai entre l'accord et le versement de la bourse. Fin novembre 2010, le délai entre l'accord et le versement fut donc rallongé à quatre semaines. Or, il s'avère qu'en cette fin d'année 2011, ce problème s'est encore aggravé et des étudiants doivent même patienter pendant huit semaines entre l'accord de la bourse et son versement.

Ce délai d'attente de deux mois risque d'avoir des conséquences particulièrement graves pour les étudiants peu ou pas soutenus par leurs parents et n'ayant pas forcément une marge de manœuvre financière suffisante pour pré-financer leurs études jusqu'à la fin de l'année.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre:

1) Quels sont actuellement les délais d'attente entre, d'un côté, la demande et l'accord de l'aide financière et, de l'autre côté, entre l'accord et le versement effectif de la bourse? Quelles sont les raisons des retards?

2) Combien de personnes supplémentaires furent recrutées entre juillet 2010 et fin 2011 par le CEDIES pour faire face à l'augmentation prévisible du nombre de demandes?

3) Quelle est la date d'envoi du dernier accord d'aide financière pour les demandes introduites pour les inscriptions 2011/2012?

4) Combien de demandes furent introduites dans le cadre des inscriptions 2011/2012?

5) Est-ce que toutes les bourses accordées ont déjà été versées? Dans l'affirmative, quelle est la date du dernier versement?

6) Comment est-ce que Monsieur le Ministre entend ramener le délai d'attente de nouveau à deux ou trois semaines?

**Réponse** (2.1.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°1788 de Monsieur le Député Claude Adam.

1. Il y a lieu de distinguer entre les délais d'attente entre le moment de l'enregistrement du dossier complet au service des aides financières et l'envoi par ce même service de la lettre de notification au demandeur et les délais entre la réception par l'étudiant de la lettre d'accord et le versement effectif de la bourse sur son compte en banque.

Pour ce qui est du premier délai, l'attente se situe actuellement à 3,5 semaines en moyenne; ce délai est identique à celui de l'année dernière, à la même époque.

Quant au délai entre l'envoi de la lettre d'accord et le versement effectif de la bourse, celui-ci est tributaire de la procédure d'ordonnement et de versement en vigueur à l'administration gouvernementale.

2. Il n'y a pas eu lieu de recruter du personnel supplémentaire pour les besoins du service des aides financières de l'État pour études supérieures; la modification de la loi, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> août 2010, a permis de réorganiser et de simplifier les procédures internes de gestion.

3. Actuellement, des lettres d'accord sont envoyées quotidiennement aux bénéficiaires.

4. Entre le 1<sup>er</sup> août et le 20 décembre 2011, 12.867 dossiers d'aide financière au titre de l'année académique 2011/2012 ont été traités; 12.154 aides financières ont été accordées, 360 demandes ont été refusées et 353 dossiers sont en attente d'être complétés.

5. Au 20 décembre 2011, 10.579 bourses ont été versées et 1.575 bourses restent en attente de versement. Une ordonnance est en cours de validation auprès du contrôle financier.

6. Le délai d'attente de huit semaines entre l'accord de l'aide financière et le versement effectif, auquel Monsieur le Député fait référence dans son introduction, est un cas isolé dû à un problème informatique qui n'est malheureusement apparu que lorsque l'étudiant s'est manifesté. Les mesures nécessaires ont été prises pour que cela ne se reproduise plus.

**Question 1789** (7.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant les **examens médicaux scolaires**:

Le règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecins scolaires et le fonctionnement de l'équipe médico-scolaire stipule dans l'article 6:

«Les parents respectivement les personnes investies de l'autorité parentale à l'égard des enfants mineurs ainsi que les élèves majeurs sont informés au préalable de la réalisation de la surveillance médico-socio-scolaire ainsi que de la période pendant laquelle elle est effectuée.

Les parents respectivement la personne investie de l'autorité parentale sont invités à accompagner l'enfant mineur lors de la surveillance médico-sociale dans le 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement fondamental. Les parents respectivement les personnes investies de l'autorité parentale à l'égard des enfants mineurs ainsi que les élèves majeurs sont informés des résultats des examens médicaux scolaires.»

Comme beaucoup de parents vivent dans une situation de séparation ou de divorce, ceci revient à exclure le parent non investi de l'autorité parentale d'informations importantes concernant la santé de son enfant.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1) Pour quelles raisons Monsieur le Ministre désire-t-il empêcher qu'un parent non investi de l'autorité parentale puisse obtenir des informations relatives à la santé de son enfant dans le contexte de la médecine scolaire?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il est dans l'intérêt de l'enfant de ne pas informer un de ses deux parents sur son état de santé?

3) Monsieur le Ministre est-il disposé à proposer une modification de ce règlement grand-ducal afin d'assurer que les deux parents obtiennent les mêmes droits et les mêmes devoirs dans le cadre de la médecine scolaire?

**Question 1798** (13.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant le **règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l'équipe médico-socio-scolaire**:

Dans son article 4, ce règlement parle d'un enseignement secondaire «général». Or, la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire) introduit à son article 46 un enseignement secondaire classique et moderne. De même, la loi du 12 septembre 1990 relative à l'enseignement secondaire technique se réfère dans son Chapitre II à un enseignement secondaire, d'une part, et un enseignement secondaire technique, d'autre part.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1) Quelle est la base légale pour la notion d'enseignement secondaire «général» reprise au règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 relatif à la médecine scolaire?

2) Est-ce qu'au cours d'élaboration de ce règlement grand-ducal, le Gouvernement a été rendu attentif à la question de la dénomination correcte des formes de l'enseignement au Grand-Duché par une des instances ou institutions légalement saisies?

3) Si oui, pourquoi Monsieur le Ministre a-t-il maintenu une dénomination non reprise dans la législation actuelle? Monsieur le Ministre a-t-il été inspiré par des projets de réforme de l'enseignement secondaire qui n'ont pas encore reçu l'aval de la Chambre des Députés?

**Réponse** (11.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Étant donné que les deux questions de l'honorable Député ont trait au règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l'équipe médico-socio-scolaire, je me permets d'y répondre en une seule fois.

Je voudrais d'abord informer Monsieur le Député que le règlement grand-ducal précité ne prive aucun des deux parents d'avoir accès aux résultats des examens médicaux scolaires concernant leur(s) enfant(s), alors qu'il y est ex-

pressément prévu que les parents sont informés de ces résultats.

En ce qui concerne la surveillance médico-socio-scolaire des élèves, prévue à l'article 4 du même règlement, cette disposition trouve sa base légale dans l'article 2 de la loi modifiée du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire. Cet article prévoit de soumettre aux mesures et examens de médecine scolaire tous les élèves, apprentis et étudiants bénéficiant de l'enseignement fondamental, secondaire ou supérieur, de l'éducation différenciée ou de la formation professionnelle, organisés dans un établissement public ou privé, dans une entreprise ou à domicile.

Étant donné que le niveau secondaire comprend deux ordres d'enseignement, le règlement grand-ducal fait la distinction entre l'enseignement secondaire général et l'enseignement secondaire technique.

**Question 1790** (8.12.2011) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant les **Archives nationales**:

Dans un communiqué du 18 novembre 2011 publié sur le site gouvernement.lu, les Archives nationales de Luxembourg font part de l'approbation en session plénière de l'Unesco d'une «Déclaration universelle sur les archives». Le communiqué parle dans ce contexte entre autres d'une «décision historique» et d'une «étape importante» pour favoriser la compréhension des archives par tous.

Constatant que les Archives nationales au Plateau du St Esprit manquent de place et que le début des travaux d'un nouveau bâtiment pour les Archives à Esch/Belval est reporté après 2014, sous réserve des disponibilités financières:

- Qu'en est-il de l'état d'avancement d'un avant-projet de loi en matière de politique archivistique qui devait être présenté par les services des Archives nationales et du Ministère fin 2009?

- Disposez-vous de conclusions (même intermédiaires) du groupe interministériel d'experts instauré en 2005 chargé d'élaborer la politique archivistique?

Sachant que les archives doivent faire face aux questions qui se posent lors du transfert et de la sauvegarde de documents électroniques:

- Quelles sont les solutions préconisées dans le cadre de la sauvegarde de documents électroniques au Luxembourg (bandes sonores, films, photos, vidéos, super 8, archives radio provenant du dépôt légal...)?

- Est-ce que le Ministère a des projets en vue d'une digitalisation intégrale de documents archivés aux Archives nationales permettant l'accès du grand public aux écrits anciens, p. ex. dans le cadre de recherches historiques ou généalogiques?

**Réponse commune** (27.1.2012) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire n°1790 de l'honorable Député Claude Adam appelle la réponse suivante de la part de la Ministre de la Culture et du Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



- Pour permettre le démarrage des travaux en vue de l'élaboration d'un cadre législatif définissant les relations entre les Archives nationales et les administrations publiques ainsi que les obligations de ces derniers, le Conseil de Gouvernement a, en effet, constitué un groupe interministériel en 2005.

Ce groupe a arrêté les lignes de conduite pour l'élaboration d'un avant-projet de loi sur l'archivage. Les services du Ministère de la Culture et des Archives nationales se sont par la suite chargés de cette élaboration. Il a fallu tenir compte de nouvelles problématiques comme notamment les modalités de conservation et d'archivage des données électroniques à long terme. Entre-temps et après consultation d'experts en archivistique français, belges et suisses, une première proposition de projet de texte a été finalisée et sera présentée sous peu au groupe interministériel en question.

- Concernant ces documents électroniques audiovisuels, le Centre national de l'audiovisuel (CNA) ayant pour mission d'assurer la sauvegarde du patrimoine audiovisuel national et de rendre accessible au public ce patrimoine, a choisi de se conformer à des formats standards pour la conservation des fichiers numériques de haute résolution. Les documents sonores suivent les recommandations de l'IASA (International Association of Sound and Audiovisual Archives).

L'ensemble des fichiers (films, audio et photo) est conservé sur un robot de stockage de grande capacité. Le robot est situé au CNA. Une réplique exacte est située chez un prestataire technique externe. La réplique du contenu du robot est effectuée automatiquement. Les migrations de fichiers sont assurées périodiquement et font l'objet de vérifications automatisées par une application informatique.

Par contre, la conservation physique des supports originaux photochimiques (films celluloid) et des bandes magnétiques sonores est assurée dans des conditions optimales au sein de locaux destinés à cet effet et équipés en termes de température et d'hygrométrie, quotidiennement contrôlés par les archivistes du CNA. Ces documents font d'ailleurs l'objet de surveillances régulières pour éviter tout problème de détérioration (syndrome du vinaigre, etc.) Les bandes magnétiques vidéo devenues obsolètes sont numérisées et migrées périodiquement vers de récents supports sur bande. Les CD audio sont archivés en plusieurs exemplaires.

- Le programme gouvernemental 2009-2014 prévoit au chapitre du Ministère de la Culture un plan de numérisation de masse ainsi qu'un plan d'archivage numérique, en cours de mise en œuvre. Pour les Archives nationales, d'importants efforts sont actuellement entrepris pour numériser et mettre en ligne des archives publiques, gratuitement et à la disposition de tous. Les fonds numérisés dont disposent les Archives nationales pour le moment portent essentiellement sur les registres de l'État civil de 1795 à 1923, les documents du Minutier central des notaires, sur certaines collections de photographies et de plaques en verre ainsi que sur la collection de cartes postales.

Les Archives nationales disposent d'une planification pluriannuelle pour les projets de numérisation progressive de fonds d'archives. Le choix et la mise en priorité de ces projets ont été réalisés en fonction de différents critères de retour sur investissement, dont notamment l'intérêt grand public des chercheurs historiques et généalogistes. D'autres critères comme l'état de conservation ou la protection des originaux ont par ailleurs été pris en considération, compte tenu que la numérisation est non seulement une mesure de diffusion, mais également de conservation. Une numérisation intégrale des fonds d'archives est clairement hors de portée en termes de ressources à mettre en œuvre, et ne présente d'ailleurs qu'un intérêt très limité. À ce jour, la numérisation intégrale des fonds n'est pratiquée par aucune des archives nationales en Europe ou dans le monde.

**Question 1791** (8.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **découvertes archéologiques faites par l'Administration des Ponts et Chaussées**:

Lors de ses différents travaux de construction ou de terrassement, l'Administration des Ponts et Chaussées peut faire des découvertes qu'il s'agit d'évaluer, notamment au regard de leur éventuelle valeur archéologique, avant de déterminer s'il y a lieu d'interrompre ou de poursuivre les travaux entamés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

1) Est-ce que l'Administration des Ponts et Chaussées est outillée pour pouvoir réagir de façon prompt, correcte et responsable à des découvertes archéologiques lors de ses diverses interventions? Est-ce que les membres de l'Administration, respectivement des entreprises privées pouvant travailler pour le compte des Ponts et Chaussées, sont systématiquement sensibilisés à la thématique des découvertes archéologiques?

2) L'Administration des Ponts et Chaussées dispose-t-elle d'une expertise propre en la matière, par exemple d'un service archéologique? De quelle manière est organisée la coopération avec le Ministère de la Culture et les musées, respectivement d'autres organismes publics ou privés actifs dans le domaine de l'archéologie?

3) D'après quels critères et à quel niveau se prennent les décisions relatives à l'interruption ou la continuation des travaux en cours? Est-ce qu'il existe des procédures écrites et prises en concertation avec le Ministère de la Culture en la matière?

**Réponse** (25.1.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur d'éventuelles découvertes archéologiques lors de travaux réalisés par l'Administration des Ponts et Chaussées.

L'on précise tout d'abord que pour chaque chantier d'une nouvelle route ou d'un contournement de localité, ainsi que pour des projets de bâtiments, un archéologue du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA) est informé au stade de l'avant-projet du tracé retenu ou de l'emprise du bâtiment. Si des sites archéologiques sont supposés être présents sur l'emprise du futur chantier, des sondages sont réalisés sous la responsabilité d'un archéologue du MNHA aussitôt que l'État est propriétaire du terrain.

Les travaux afférents sont toujours exécutés par des entreprises spécialisées avec ce genre de travaux. Ceci a été notamment le cas sur le CR102 entre Mamer et Kehlen, sur le chantier d'accès à l'école européenne à Mamer et sur le futur contournement du passage à niveau à Dippach-gare (N13).

L'Administration des Ponts et Chaussées elle-même ne dispose pas d'un service archéologique alors qu'elle avait engagé en 1990 un archéologue principalement pour accompagner les grands chantiers autoroutiers de l'époque. Cet agent a été détaché fin 2006, après achèvement des majeurs travaux de terrassement dans le cadre de la construction de la Route du Nord, au MNHA afin de pouvoir continuer à travailler dans le domaine qui a fait l'objet de ses études. D'ailleurs, en cas de besoin, l'Administration peut à tout moment avoir recours à cet agent pour ses projets.

Par conséquent, toutes les interventions sont faites exclusivement par les services du MNHA qui disposent d'une grande expérience et d'une grande compétence pour mener à bien ces travaux et j'insiste à préciser dans ce contexte que la collaboration entre mes services et le MNHA fonctionne de façon irréprochable.

Pour les chantiers réalisés dans le passé qui ont été très bien préparés par des sondages systématiques pour détecter des sites archéologiques, la question d'un arrêt de chantier ne s'est pas posée.

Enfin, quant à la sensibilisation à la thématique des découvertes archéologiques, il y a lieu de noter que le directeur des Ponts et Chaussées avait déjà invité ses services en 1993 à faire parvenir à l'archéologue de l'Administration un plan de situation à l'échelle 1:500 concernant tous les projets nécessitant des emprises en dehors de la voie publique, ceci dans l'intérêt d'inspections archéologiques préventives.

**Question 1792** (8.12.2011) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **climat social auprès de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État**:

Au cours des derniers mois, la presse s'est fait, à plusieurs reprises, l'écho de problèmes concernant une dégradation du climat social auprès de la BCEE.

D'après les oui-dire, cette situation résulterait d'une politique du personnel déconcertante menée par le comité de direction (effectifs insuffisants, blocage des avancements dans le cadre fermé, paralysie du travail à temps partiel).

Il semblerait que le comité de direction ne tienne pas compte des acquis démocratiques de participation du personnel et de partenariat, de sorte qu'un dialogue social devient de plus en plus difficile.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante:

- Monsieur le Ministre prévoit-il d'entreprendre des démarches pour répondre aux doléances du personnel de la BCEE afin de raviver le dialogue social au sein de la banque?

**Réponse** (8.2.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Le Ministre des Finances attache une grande importance au bon fonctionnement du dialogue social à l'intérieur des entreprises, et donc également à celui au sein de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE).

Afin de contribuer au bon fonctionnement du dialogue social, le Ministre se réunit régulièrement avec les représentants des syndicats APBCEE et AFEBCEEL pour écouter leurs doléances et il les évoque tout aussi régulièrement avec la direction de la BCEE tout en rappelant son attachement à un climat social sain basé sur le respect et la confiance mutuels.

C'est dans cet esprit de dialogue social qu'il encourage la direction de la BCEE à se concerter avec les représentants des syndicats pour discuter ensemble des critiques soulevées.

**Question 1793** (8.12.2011) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant l'**usage de la langue luxembourgeoise par le personnel soignant étranger au Luxembourg**:

Afin de garantir une prise en charge des patients la plus efficiente possible, surtout des personnes âgées autochtones qui s'expriment souvent mal en français, ne serait-il pas important que le personnel médical et soignant, y compris les géiatres, puisse s'exprimer en luxembourgeois, sachant que bon nombre d'entre eux sont des transfrontaliers et viennent chaque jour travailler au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Ne serait-il pas envisageable d'élargir la maîtrise et la connaissance de la langue luxembourgeoise et de garantir, lors des permanences dans nos hôpitaux, qu'il y ait au moins une personne par unité et service de soins qui comprendne et qui parle le luxembourgeois?

2. Ne serait-il pas opportun de soumettre obligatoirement le personnel médical et soignant à une épreuve des connaissances de la langue luxembourgeoise dans le futur, de sorte à ce qu'un dialogue en langue luxembourgeoise avec le patient soit possible?

**Réponse** (10.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Dans la mesure où les hôpitaux luxembourgeois demeurent très dépendants du recrutement de personnel médical et soignant étranger, il est essentiel, devant la mixité linguistique du personnel hospitalier, à ce que le patient puisse se faire comprendre par son médecin et par le personnel soignant. Le personnel médical et de soins doit dès lors être en mesure de comprendre les patients qui s'expriment soit en luxembourgeois soit dans une des autres langues officielles du pays.

Afin qu'une communication effective puisse s'engager entre le patient et le médecin respectivement le personnel soignant, ceux-ci sont tenus, dans leur contact avec les patients, de disposer d'un niveau satisfaisant de connaissances linguistiques.

Parfaitement conscient de la nécessité de l'exigence d'un tel échange, la législation applicable à l'exercice des professions médicales ainsi que celle applicable à l'exercice des professions de santé ont été adaptées à cette fin en 2010.

La loi exige désormais que tant le médecin que le personnel de soins doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de leur profession respective, soit en allemand, soit en français. Au-delà, ils doivent comprendre les trois langues administratives du Luxembourg ou acquérir les connaissances qui leur permettent de les comprendre.

En ce qui concerne plus particulièrement la profession médicale, le candidat qui sollicite une autorisation d'exercer la médecine auprès du ministre soussigné peut être soumis à une vérification de ses connaissances linguistiques.

Je voudrais finalement souligner les efforts fournis par l'ensemble des hôpitaux en organisant, à l'intention de leur personnel étranger, des cours de langue luxembourgeoise qui sont

d'ailleurs pris en charge par la Caisse Nationale de Santé.

**Question 1795** (12.12.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'**identité sexuelle**:

Betreffend die Trans- und Intersexpersonen stellt es sich heraus, dass diese Personen gesetzlich nicht genügend geschützt sind. So stellt man fest, dass Personen gegen ihren Willen eine geschlechtliche Identität aufgezwungen bekommen, die vielleicht nicht ihren Wünschen entspricht (besonders bei Hormonbehandlungen oder Operationen). Dies ist dadurch bedingt, dass für jede Person ein Geschlecht bestimmt werden muss, entweder ein weibliches oder ein männliches. Es ist aber bekannt, dass es auch Hermaphroditen, also weiblich-männliche und männlich-weibliche Wesen gibt.

Fragen:

1) Was gedenkt die Ministerin in puncto Chancengleichheit für diese intersexuellen Personen zu tun, um das menschliche Recht auf eine geeignete sexuelle Identität zu gewährleisten?

2) Wäre hier nicht eine Verfassungsänderung vonnöten, die ein drittes Geschlecht anerkennen sollte?

3) Wäre es nicht angebracht, ein Gesetz über die „Identität des Geschlechts“ auszuarbeiten, um die Chancengleichheit jeder Person zu gewährleisten?

4) Wie steht die Ministerin zur aufgezwungenen Geschlechtsveränderung bei Kindern oder Jugendlichen ohne deren Zustimmung?

**Réponse** (26.1.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

In Bezug auf die Geschlechter gibt es in Luxemburg zurzeit weder auf verfassungsrechtlicher noch auf gesetzlicher Ebene zwingenden Handlungsbedarf. Dennoch verfolgt die Regierung weiterhin alle Diskussionen und Entwicklungen vor allem auf europäischer und internationaler Ebene, welche sich mit den konkreten Fragen von Trans- und Intersexpersonen befassen.

**Question 1796** (12.12.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **réclamations concernant le secteur de la santé**:

Immer wieder werden in Gesprächen zwischen praktizierendem Arzt und Patient Fragen aufgeworfen, in denen es um die Zuständigkeiten in unserem Gesundheitswesen geht, was die Mediations- respektive Reklamationsstelle betrifft. So wird nach der zuständigen amtlichen Stelle gesucht, die für spezifische Beanstandungen bei der erbrachten Dienstleistung im hiesigen Gesundheits- respektive Sozialwesen zuständig ist.

In der Vergangenheit wurde des Öfteren über die Neuordnung der Strukturen gesprochen, was die Vermittlung und Verarbeitung von Beanstandungen aus dem Gesundheitswesen angeht. Es ging die Rede unter anderem von der Ausweitung der Kompetenzen der unabhängigen, überparteilichen Funktion des Ombudsmannes.

Auf der anderen Seite fiel oft auf, unter anderem in Antworten auf parlamentarische Anfragen, dass die Ministerien erklärten, nicht einmal mit bestimmten Problematiken in ausreichender Intensität befasst worden zu sein.

Zudem muss festgestellt werden, dass manche Organe des Gesundheitswesens nicht unbedingt neutrale Positionen einnehmen können und irgendwie den Eindruck erwecken, in ihrem Handeln interessengeleitet zu sein.

Fragen:

1) Wie sind die Zuständigkeiten zurzeit geregelt, was Beanstandungen bis Klagen aus Sozial- und Gesundheitssektor betrifft?

2) Wo kann der Bürger seine spezifische Rechte einklagen? Wohin können sich Patienten heute konkret wenden, um ihren Beschwerden Gehör zu verschaffen und konkret geholfen zu bekommen?

3) Gibt es einen konkreten Ratgeber oder Leitfaden, in dem ersichtlich wird, wer für was zuständig ist und wie die einzuhaltenden Prozeduren bei Beanstandungen sind?



4) Welche offizielle Strukturen des Gesundheitswesens können rechtsverbindliche Antworten auf Fragen geben respektive Aktionen in die Wege leiten lassen?

5) Wird es in naher Zukunft Reformen in diesem Bereich geben, und wenn ja, wie werden sie aussehen? Welche Rolle kann der oder die Ombudsmann/frau übernehmen?

**Réponse** (8.2.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Allgemein ist es zu empfehlen, dass Patienten sich über die Rückerstattungsbedingungen der verschiedenen Leistungen bei der Gesundheitskasse beziehungsweise beim Leistungserbringer informieren.

Prinzipiell sollte der Versicherte sich auch zuerst an die betroffene Sozialinstitution wenden, um Aufklärung darüber zu erhalten, aus welchem Grund eine Rückerstattung nicht oder nur teilweise erfolgte.

Sollte die Uneinigkeit zwischen Patient und Gesundheitskasse über die Rückerstattung der Leistungen nicht beizulegen sein, so sieht Artikel 47, Absatz 1 des Sozialgesetzbuchs vor, dass der Patient einen diesbezüglichen schriftlichen Bescheid seitens des Vorsitzenden der Krankenkasse oder seines Vertreters anfragen kann. Des Weiteren bestimmt Artikel 47, Absatz 2:

„Tout litige au sujet d'un tarif en application des nomenclatures ou des conventions ou au sujet d'un dépassement des tarifs visés à l'article 66, alinéa 3 fait l'objet d'une décision du président du comité directeur ou de son délégué. Cette décision est notifiée à l'assuré et au prestataire de soins en cause. L'assuré ou le prestataire des soins peuvent porter le litige dans les 40 jours de la notification devant la Commission de surveillance prévue à l'article 72 du Code de la Sécurité sociale.“

Sobald der Patient über einen negativen Bescheid des Präsidenten der Gesundheitskasse bezüglich der Rückerstattung verfügt, kann er also beantragen, dass sein Fall von der Überwachungskommission (Commission de surveillance) untersucht wird.

Sollte er mit der Entscheidung dieses Gremiums nicht einverstanden sein, so kann er gegen die Entscheidung Rechtsmittel ergreifen vor dem Conseil arbitral de la Sécurité sociale gemäß Artikel 72bis, Absatz 4 des Sozialgesetzbuchs.

Artikel 73 des Sozialgesetzbuchs besagt des Weiteren, was die Kompetenzen der Commission de surveillance angeht:

„Article 73. La Commission de surveillance est en outre compétente pour examiner les rapports d'activité au sens de l'article 418 lui soumis par le directeur du Contrôle médical de la Sécurité sociale, ainsi que les faits signalés par le président de la Caisse Nationale de Santé ou le président d'une caisse de maladie susceptibles de constituer une violation des dispositions légales, réglementaires, statutaires ou conventionnelles auxquelles sont astreints les prestataires visés à l'article 61, alinéa 2, ainsi que les personnes placées sous leur autorité ou agissant pour leur compte. Le directeur et les présidents peuvent déléguer ce pouvoir à un fonctionnaire ou employé dirigeant de leur administration ou institution.“

Zudem besagt Artikel 83 des Sozialgesetzbuchs, was Leistungen und Ordnungsstrafen angeht:

„Les décisions prises en matière de prestations et d'amendes d'ordre par les comités directeurs de la Caisse Nationale de Santé ou des caisses de maladie visées à l'article 48 sont susceptibles d'un recours, conformément aux articles 454 et 456, devant le Conseil arbitral de la Sécurité sociale.“

Gegen das Urteil des Conseil arbitral de la Sécurité sociale kann der Versicherte beim Conseil supérieur de la Sécurité sociale Berufung einlegen.

Der Versicherte kann sich, wenn nötig, Unterstützung suchen beim Ombudsmann, dessen Mission darin besteht, als Vermittler zwischen den Bürgern und Bürgerinnen und den Verwaltungen zu wirken. Er nimmt Partei für die Antragsteller und versucht eine Lösung zu finden.

Bei spezifischen Problemen kann der Patient auch die „Patientenvertretung ASBL“ um Rat fragen, welche die Patienten über ihre Rechte und Pflichten informiert. Diese kann sie z. B. weitervermitteln, wenn es darum geht, unangemessene Honorarforderungen zu beanstanden.

Eine weitere, nützliche Anlaufstelle stellt das Collège médical dar, das die Ausübung des

Arzt-, Zahnarzt- und Apothekerberufes, die Anwendung der Zugangsbestimmungen zu diesen Berufen sowie die Respektierung der jeweiligen deontologischen Regeln überwacht und auf diese Weise dafür sorgt, dass die Ehre und die Würde des Berufsstandes gewahrt wird.

Zurzeit gibt es keinen Ratgeber, der die einzelnen Prozeduren auflistet, allerdings erhält der Versicherte wie oben angeführt mit dem negativen Bescheid bezüglich einer angeforderten Kostenrückerstattung genaue Informationen seitens der Gesundheitskasse über die ihm zur Verfügung stehenden Rechtsmittel.

Rechtsverbindliche Antworten geben im Prinzip die betroffenen Sozialinstitutionen, die Entscheidungen der geschäftsführenden Vorstände und der Vorsitzenden in den ihnen vom Gesetz zugeordneten Bereichen können angefochten werden.

Die Information über die Bedingungen der Rückerstattung durch die Gesundheitskasse wurde allerdings kürzlich dadurch verbessert, dass der Versicherte auf der Webseite der Gesundheitskasse (<http://www.cns.lu/assures>) kontrollieren kann, welche Tarife ihm von den Leistungserbringern in Rechnung gestellt wurden.

Am 5. Mai 2011 habe ich ein Vorprojekt eines Gesetzes über die Rechte und Pflichten der Patienten im Rahmen der Sitzung des Gesundheitsausschusses der Abgeordnetenversammlung, in Anwesenheit des Herrn Abgeordneten, vorgestellt.

Dieser Gesetzesentwurf wurde seitdem weiter ausgearbeitet. Sein Ziel ist es ausdrücklich, die Rechte und Pflichten des Patienten in einem kohärenten Rechtsrahmen zu verankern.

Der Gesetzesentwurf über die Rechte und Pflichten der Patienten sieht auch die Schaffung einer neutralen Vermittlungsstelle (Service national de médiation santé) im Gesundheitswesen vor, die die Beschwerden und Konflikte zwischen Patienten und Leistungserbringern im Dialog regeln soll. Diese Vermittlungsstelle soll jedoch ebenfalls eine Informationsstelle werden, die den Patienten sowie den Leistungserbringern über seine Rechte und Pflichten im Gesundheitswesen informieren soll.

Ich gehe davon aus, dass ich den erwähnten Gesetzesentwurf in den nächsten Wochen dem Regierungsrat vorlegen kann.

**Question 1797** (12.12.2011) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant les **conditions de libération des deux enfants détenus au CPL**:

Les deux enfants de douze et 13 ans placés le 21 novembre 2011 au Centre pénitentiaire de Luxembourg ont été libérés le 7 décembre sur décision prise en audience par le juge de la jeunesse. Cette décision, qui les a rendus juridiquement libres, a été prise en présence des parents des deux enfants.

Or, selon nos informations, les deux enfants n'ont pas été remis entre les mains de leurs parents sur le champ mais ont été menottés (!) et conduits au Centre pénitentiaire de Schressig en voiture de police avant qu'il ne soit permis à leurs parents de les y récupérer.

- Pouvez-vous confirmer nos informations?

- Pourquoi a-t-il fallu menotter des enfants de douze et 13 ans, libres qui plus est?

- N'estimez-vous pas que cette façon de procéder est absolument inadaptée et scandaleuse?

- Pourquoi, alors que le juge de la jeunesse venait de décider leur libération, les enfants n'ont-ils pas été remis à leurs parents sur le champ ou, au moins, reconduits au CPL comme des personnes libres, c'est-à-dire sans menottes?

**Réponse commune** (18.1.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Le 7 décembre 2011, la Police grand-ducale a été chargée du transport de deux mineurs remis en liberté provisoire par le juge de la jeunesse. Sur demande expresse du parquet de Luxembourg et avec l'accord du juge de la jeunesse, les mineurs ont été reconduits au Centre pénitentiaire de Luxembourg afin d'y récupérer leurs affaires personnelles et être pris en charge par leurs parents.

La Police décide des mesures de sécurité retenues par prescription de service de la Police grand-ducale. Jusqu'à présent, le cas particulier de transport de mineurs n'a pas été réglementé par ces prescriptions, le transport de mineurs

de/vers le CPL n'étant en principe pas prévu. Tenant compte du comportement violent des mineurs lors de leur séjour au Centre pénitentiaire, l'utilisation des menottes a été décidée.

Le directeur général de la police a été chargé de définir les pratiques à adopter dans des cas exceptionnels, retenant qu'en principe les menottes ne sont pas utilisées lors d'un transport de mineur.

**Question 1799** (13.12.2011) de **M. Roger Negri** (*LSAP*) concernant l'**adaptation du taux directeur**:

Après la baisse du taux directeur («main refinancing operations - fixed rate») de 25 points de base au début du mois de novembre, la Banque centrale européenne a annoncé ce jeudi une nouvelle diminution du taux de 25 points de base, pour passer d'un taux de 1,5% en octobre 2011 à un taux de 1,0% maintenant.

Or, force est de constater que de nombreuses banques de la place ne répercutent, soit pas du tout, soit que partiellement la baisse du taux directeur sur les taux appliqués aux comptes de leurs clients. Aussi, on peut observer que les taux créditeurs sont adaptés plus vite vers le bas que les taux débiteurs, alors qu'il est l'inverse en cas d'une hausse du taux directeur.

Évidemment, cette politique de changement des taux se fait au détriment des clients.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il cette analyse de la situation?

- Est-ce que le Gouvernement s'assure que les instituts financiers continuent les adaptations du taux d'intérêt dans un délai rapproché et dans l'ordre de grandeur fixé par la BCE à leurs clients? Qu'en est-il plus particulièrement des instituts dont l'État luxembourgeois est actionnaire ou pour lesquels il se porte garant?

**Réponse** (8.2.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Les taux directeurs fixés par la Banque centrale européenne (BCE) sont employés comme un instrument de transmission de la politique monétaire et ont comme finalité d'assurer (1) la stabilité des prix au sein de la zone euro et (2) la fourniture des liquidités nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du système financier. L'impulsion donnée par les taux directeurs s'opère en premier lieu via le marché monétaire, c'est-à-dire le marché sur lequel les institutions financières - banques centrales, banques commerciales, assureurs, gestionnaires de fonds etc. - ainsi que certaines autres entités «institutionnelles» placent leurs avoirs ou empruntent à court terme.

Les taux d'intérêt pratiqués sur le marché monétaire ne doivent pas être confondus avec les taux d'intérêt sur le marché des capitaux - dont le marché monétaire est un segment - et dont l'évolution est davantage déterminée par des facteurs ayant trait au moyen et long terme, comme par exemple les hypothèses macroéconomiques d'un pays ou d'une région et les anticipations d'inflation. La relation entre l'évolution des taux directeurs fixés par la BCE et les taux pratiqués sur le marché des capitaux - y compris les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs pratiqués à l'égard des ménages - n'est donc pas une relation linéaire et elle dépend inter alia des conditions macroéconomiques actuelles, de l'efficacité des canaux de transmission de la politique monétaire (qui peut elle-même être tributaire de la situation conjoncturelle) et de la compétitivité du système bancaire.

En règle générale, les banques répercutent les modifications de taux de la BCE. Par ailleurs, les banques sont libres de fixer les taux d'intérêt; il y a lieu de laisser jouer le libre jeu de la concurrence à cet égard.

**Question 1800** (14.12.2011) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant la **tentative de suicide au Centre de rétention**:

Il me revient qu'un ressortissant algérien aurait tenté de se suicider pendant un placement en isolation cellulaire au Centre de rétention. Cette mesure aurait été prise malgré le fait que le retenu souffre de troubles mentaux. Un fait qui aurait été bien connu des collaborateurs du Centre de rétention. De plus, le placement à l'isolement aurait été décidé sans avis préalable d'un psychiatre.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la direction du Centre de rétention est dans l'obligation d'ordonner un examen médical, afin de juger de l'état de santé mental du retenu, avant tout placement en isolation cellulaire?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Luxembourg est tenu par des normes internationales à respecter cette procédure?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Centre de rétention dispose des moyens financiers et personnels nécessaires afin d'assurer cette prise en charge?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le personnel encadrant du Centre de rétention a reçu une formation spéciale pour la prise en charge de personnes montrant des troubles mentaux?

**Réponse** (16.1.2012) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Bettel concernant un incident survenu au Centre de rétention, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations suivantes:

En date du 7 novembre 2011, courant de la matinée, un ressortissant de nationalité algérienne s'est automutilié à l'aide d'une lame de rasoir en se taillant de façon superficielle l'avant-bras droit. Cet acte, qui ne constituait en aucun cas une tentative de suicide, s'est déroulé dans la chambre du concerné. Après avoir été soigné par l'infirmière présente au moment des faits et après un entretien prolongé avec le Service d'encadrement psychosocial, il a été décidé de relâcher le concerné dans sa chambre après une fouille approfondie de celle-ci et la confiscation de la lame de rasoir lui ayant servi à se taillader.

Après le déjeuner, le concerné s'est délibérément défilé de ses bandages, de sorte que ses plaies se sont remises à saigner. Le médecin de garde informé des faits a décidé de poser des points de suture tandis que le directeur du Centre a pris la décision de placer le concerné sous surveillance vidéo dans une chambre à aménagements réduits sur base des dispositions y relatives de l'article 2, paragraphe 2 de la loi du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention qui dispose que «Le directeur peut ordonner la rétention isolée, soit pour assurer la protection du retenu, du personnel du Centre ou celle des tiers, soit à titre de sanction disciplinaire.» Je donne à considérer dans ce contexte que la mesure décidée ne constituait nullement une sanction disciplinaire mais une mesure de protection prise dans l'intérêt du concerné, de sorte que les dispositions de l'article 20 de la loi organique du Centre de rétention relatives à la sanction disciplinaire de l'isolement n'ont pas vocation à s'appliquer. J'aimerais toutefois préciser dans ce contexte qu'en tout état de cause les mesures de protection sont limitées au strict nécessaire et ne peuvent dépasser le temps indispensable à l'établissement d'un diagnostic médical et psychiatrique.

En l'occurrence, le concerné a été examiné courant de l'après-midi du 7 novembre 2011 par un psychiatre du CHNP avec lequel le Centre de rétention a conclu une convention relative à la prise en charge des soins psychiatriques des personnes placées en rétention administrative. Le psychiatre n'a pu déceler aucune pathologie psychiatrique au sens propre du terme mais a néanmoins par mesure de précaution décidé du placement du concerné sur base des dispositions pertinentes de la loi du 10 décembre 2009 relatif au placement de personnes souffrant de troubles mentaux. L'hôpital de garde n'ayant à son tour constaté aucun trouble psychique et le concerné ne compromettant pas l'ordre ou la sécurité publique, ce dernier a pu quitter l'établissement hospitalier après signature d'une décharge. Ramené au Centre de rétention, le concerné a été placé en observation pendant deux heures et a ensuite réintégré sa chambre.

Je me permets par ailleurs d'informer l'honorable Député Bettel de ce que le Centre de rétention dispose d'une équipe pluridisciplinaire spécialement formée en vue d'assurer l'encadrement psychosocial des retenus. Le personnel de garde a également suivi une formation spécifique relative à la prise en charge des retenus. Il n'en reste pas moins que le Centre de rétention n'a ni pour vocation ni pour mission de prendre en charge des personnes souffrant de troubles mentaux avérés, ces personnes étant inaptes à la rétention.

Je donne également à considérer que le Centre de rétention a conclu des conventions, d'une



part, avec le CHL pour la prise en charge des soins médicaux somatiques et, d'autre part, comme indiqué ci-avant, avec le CHNP pour le suivi psychiatrique des retenus. Il dispose pour ce faire d'un crédit budgétaire non limitatif et sans distinction d'exercice.

Finalement, il est rappelé que la loi précitée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention tient compte et met en œuvre les obligations qui découlent du chapitre IV relatif à la rétention à des fins d'éloignement de la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier qui elle-même fait suite aux recommandations du Conseil européen de Bruxelles des 4 et 5 novembre 2004 de mettre en place «une politique efficace d'éloignement et de rapatriement basée sur des normes communes afin que les personnes concernées soient rapatriées de façon humaine et dans le respect intégral de leurs droits fondamentaux et de leur dignité» et se réfère explicitement aux 20 principes directeurs sur le retour adopté le 4 mai 2005 par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe qui trouvent eux-mêmes leur origine dans la recommandation 1547 (2002) de l'Assemblée parlementaire dudit Conseil de l'Europe. La loi organique du Centre de rétention s'inspire très largement des normes et recommandations dont question et assure aux personnes faisant l'objet d'une mesure de rétention un traitement respectueux des droits de l'Homme et de la dignité humaine. Aucune norme internationale contraignante n'impose toutefois un examen médical préalable à l'exécution d'une mesure de protection consistant en un isolement provisoire et strictement limité dans le temps d'une personne placée en rétention administrative, une telle mesure d'urgence n'étant pas à confondre avec une sanction disciplinaire.

## Question 1802 (15.12.2011) de M. André Bauler (DP) concernant la sécheresse:

L'an 2011 a été sans doute l'une des années les plus sèches de l'histoire météorologique. En effet, depuis l'hiver 2010/2011, les eaux pluviales ont diminué sensiblement par rapport aux volumes enregistrés au cours des années précédentes, de sorte que les mois de mars et d'avril ont été les mois les plus secs depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. En mars, le Grand-Duché a reçu 15 litres au m<sup>2</sup>, alors que la moyenne des trois dernières décennies s'élevait à 67 litres, soit 4,5 fois de plus. Hélas, les eaux pluviales des quatre derniers mois n'ont guère permis de rétablir les réserves hydrologiques de manière substantielle. En conséquence, en novembre de cette année, les cotes des cours d'eau sont restées à des niveaux historiquement bas. Tel est aussi le cas des réserves du Lac de la Haute-Sûre.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques sur l'évolution des cotes des différents cours d'eau du pays et sur celle des réserves du Lac de la Haute-Sûre depuis décembre 2010?

2. Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas sensibilisé davantage le grand public à économiser de l'eau potable pendant les mois de sécheresse?

3. Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement sera disposé à prendre des mesures durant les mois d'hiver afin d'inviter les consommateurs les plus divers à économiser d'ores et déjà de l'eau potable, en particulier dans le cas où les réserves ne pourraient être rétablies au niveau d'avant décembre 2010?

## Réponse (17.1.2012) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

La question parlementaire de l'honorable Député André Bauler a pour objet la sécheresse.

D'emblée il y a lieu de distinguer entre manque d'eau et sécheresse, le manque d'eau résultant d'un déséquilibre à long terme causé par des besoins en eau supérieurs aux ressources hydriques disponibles, et, d'autre part, la sécheresse liée aux conditions naturelles telles que le déficit pluviométrique. Si le Luxembourg est régulièrement confronté à des situations de sécheresse, le manque d'eau ne se pose pas au Luxembourg étant donné que les ressources hydriques sont exploitées de façon durable et en tenant compte de leur renouvellement.

Vu le déficit de pluviométrie au printemps et en automne de l'année 2011, nos cours d'eau présentaient pendant ces périodes des étiages qui normalement étaient de l'ordre de grandeur des étiages d'étés secs. Les cotes des cours

d'eau principaux sont mesurées en continu par le Service Hydrométrie de l'Administration de la Gestion de l'Eau qui les met à disposition du grand public par le site Internet [www.inondations.lu](http://www.inondations.lu). Les données détaillées journalières des cotes des cours d'eau sont reproduites annuellement dans l'Atlas hydroclimatologique publié conjointement par le Centre de recherche public (CRP) Gabriel Lippmann, l'Administration des Services techniques de l'agriculture, l'Administration de la Gestion de l'Eau et l'Administration des Services de secours.

Le lac créé par le barrage de la Haute-Sûre n'a pas pu monter aux cotes normales pour les mêmes raisons (déficit de pluviométrie). Suite aux pluies intenses de décembre 2011 et de janvier 2012, la réserve du Lac de la Haute-Sûre a de nouveau rejoint les cotes d'hiver normales prescrites au niveau de la consigne d'exploitation de l'exploitant de la centrale hydroélectrique (317 NN).

Environ deux tiers de l'approvisionnement en eau potable du Grand-Duché proviennent de l'eau souterraine. La recharge des nappes d'eau souterraine se fait essentiellement pendant les mois d'octobre à mars. De janvier à décembre 2011, le cumul des précipitations a atteint 67% de la moyenne pluviométrique pluriannuelle. Un déficit des précipitations a également été recensé pendant les mois où la principale recharge des nappes d'eau souterraine a lieu.

Suite à ces conditions météorologiques, l'Administration de la Gestion de l'Eau a mis en place, en collaboration avec les fournisseurs publics en eau potable (communes, syndicats), un réseau de mesure comportant des stations représentatives en vue de surveiller de manière rapprochée l'évolution de l'état quantitatif des nappes d'eau souterraine.

Les plus récentes mesures effectuées au début du mois de décembre ont indiqué des tendances à la baisse des débits des captages de source. Il est à noter que les déficits pluviométriques des mois d'octobre et de novembre ainsi que les fortes précipitations du début du mois de décembre ne seront observables que d'ici plusieurs mois.

Étant donné l'hétérogénéité des aquifères, il est difficile de se prononcer sur l'état quantitatif des nappes d'eau souterraine au niveau national. Cependant dans certaines régions les débits mesurés des sources affichent les valeurs les plus basses mesurées pendant les mois de décembre depuis l'an 2000 et notamment depuis la période de déficit pluviométrique de 2003 à 2006. Ces sources sont essentiellement situées dans des aquifères dits «réactifs», c'est-à-dire qui réagissent relativement rapidement à des précipitations (p. ex. région de Rédange-sur-Attert ou de Wincrange), et dont l'état quantitatif peut s'améliorer endéans un à deux mois après de fortes précipitations. Les débits des sources situées dans le Grès de Luxembourg, aquifère renfermant plus de 80% des ressources en eau souterraine, sont généralement supérieurs (10% à 85%) aux valeurs mesurées pendant la période 2003-2006, et ceci bien qu'une diminution notable des débits soit constatée.

L'Administration de la Gestion de l'Eau reste vigilante quant à l'évolution de la situation. Des évaluations mensuelles seront effectuées d'ici printemps-été 2012 en vue de pouvoir planifier d'éventuelles mesures en période de forte consommation d'eau potable, période qui est généralement située entre les mois de mai et de juillet.

Étant donné que les ressources exploitées pour l'approvisionnement en eau potable sont en très grande majorité des sources (eau souterraine s'écoulant librement) et de l'eau de surface (Lac de la Haute-Sûre), une surexploitation des ressources n'a pas lieu. Par conséquent la mise en place de mesures d'économie de l'eau potable pendant les périodes de faible consommation, notamment en hiver, n'ont pas d'influence sur la disponibilité des ressources pour les mois de forte consommation.

Il est à noter que, jusqu'à présent, le Grand-Duché n'a encore jamais connu de pénurie suite à la disponibilité insuffisante des ressources en eau souterraine. Les mesures de limitation de la consommation d'eau potable décrétées en 2007 étaient liées au dimensionnement inapproprié des infrastructures d'eau potable (réservoirs, conduites) pour faire face à des fortes variations journalières de consommation pour des usages non durables en période d'importantes températures atmosphériques. Suite aux fortes migrations quotidiennes de travailleurs frontaliers, la consommation en eau potable du Grand-Duché se caractérise notamment par de grandes variations journalières pendant les jours ouvrables. Cette particularité rend un dimensionnement adéquat des infrastructures d'eau potable difficile. En effet, tout surdimensionnement des infrastructures peut causer une dégradation de la qualité de l'eau en dehors des périodes de consommation de pointe.

## Question 1803 (16.12.2011) de Mme Viviane Loschetter (déi gréng) concernant l'indemnité d'attente:

Le rapport d'activité du Ministère du Travail pour l'année 2010 fait référence à 740 demandes transmises à la Caisse Nationale d'Assurance Pension en vue de l'attribution de l'indemnité d'attente.

Je voudrais dès lors avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre:

1) Quel est le nombre de demandes avisées positivement pour les années 2006 à 2010 respectivement?

2) Combien de personnes touchent actuellement une indemnité d'attente?

3) Combien de personnes touchant une indemnité d'attente ont pu être réinsérées sur le marché de l'emploi au cours des années 2006 à 2010 respectivement?

4) Sachant qu'un placeur s'occupe en moyenne de 500 demandeurs d'emploi au lieu des 100 en moyenne pour l'OCDE, est-il judicieux de maintenir l'obligation de pointage pour les personnes recevant une indemnité d'attente?

## Réponse (1.2.2012) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

Par sa question parlementaire n°1803 l'honorable Députée Viviane Loschetter désire obtenir des informations sur le nombre de personnes ayant touché, respectivement touchant une indemnité d'attente suite à un reclassement externe.

Voici ma réponse aux différentes questions.

1) et 2) Combien de personnes touchent actuellement une indemnité d'attente?

| Mois / Année  | Nombre de bénéficiaires |
|---------------|-------------------------|
| Décembre 2006 | 498                     |
| Décembre 2007 | 793                     |
| Décembre 2008 | 1.105                   |
| Décembre 2009 | 1.890                   |
| Décembre 2010 | 2.459                   |
| Décembre 2011 | 2.962                   |

3) Depuis la mise en vigueur de la loi sur le reclassement, 6% des bénéficiaires ont repris une activité professionnelle après l'attribution d'une indemnité de reclassement.

4) Aux termes de l'article L.551-1(4) du Code du Travail le reclassement externe consiste dans un reclassement sur le marché du travail et l'article L.551-5(2) du même Code précise que pendant la durée du bénéfice de l'indemnité d'attente, le bénéficiaire doit rester inscrit comme demandeur d'emploi auprès du service des salariés à capacité de travail réduite de l'ADEM et être disponible pour le marché du travail.

Il résulte de ce qui précède que les obligations qui incombent au demandeur d'emploi bénéficiant de l'indemnité d'attente sont les mêmes que celles qui incombent à un chômeur indemnisé.

Les deux reçoivent de la part de l'ADEM un encadrement identique pour qu'ils puissent être réintégrés dans le marché de l'emploi. Un suivi régulier et rapproché a comme but la mise sur pied et la réalisation d'un projet professionnel. Néanmoins les dispositions actuelles n'encouragent pas ceux qui bénéficient du statut de reclassé à reprendre un nouvel emploi. Il est pour cette raison urgent d'adapter ces dispositions afin de faciliter une réinsertion sur le marché du travail. Cela sera fait très prochainement.

## Question 1804 (16.12.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'extinction des enseignes commerciales pendant la nuit:

Toutes les enseignes commerciales en France devront être éteintes la nuit entre 01h00 et 06h00 du matin à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2012, vient d'annoncer le Ministre de l'Écologie. Ce dispositif vise à accélérer les économies d'énergie suite notamment à la catastrophe de Fukushima.

Aussi, je me permets de poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Ne convient-il pas d'appliquer au Luxembourg l'obligation d'éteindre les enseignes commerciales entre 01h00 et 06h00 du matin?

## Réponse (17.1.2012) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Kartheiser concernant l'extinction des enseignes commerciales pendant la nuit, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Les actions actuelles et futures du Gouvernement en matière d'efficacité énergétique sont reprises dans le 1<sup>er</sup> Plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> datant d'avril 2006 et dans le Plan national en matière d'efficacité énergétique, dont le premier plan date de février 2008 et le deuxième de septembre 2011. Le choix des mesures a été opéré en fonction du potentiel d'économies d'énergie des différentes mesures, d'une part, et de la faisabilité technique et organisationnelle, d'autre part. Les mesures retenues par le Gouvernement ont trait à une multitude de domaines et de groupes cibles et spécifient les objectifs d'efficacité énergétique à atteindre. Actuellement, une mesure concernant l'extinction des enseignes commerciales pendant la nuit ne fait pas partie du bouquet de mesures retenues par le Gouvernement.

Considérant qu'il y aura lieu de présenter un troisième plan national en matière d'efficacité énergétique en 2014, les services concernés de mon Ministère sont chargés d'identifier constamment de nouvelles mesures et de vérifier et d'analyser leur faisabilité technique, économique et organisationnelle. C'est dans cet ordre d'idées que la mesure sur les enseignes commerciales telle que proposée en France, d'ailleurs non encore implémentée, sera suivie avec intérêt afin de sonder si une régulation similaire pourrait générer des économies d'énergie significatives à Luxembourg. Lors de cette analyse, il s'agira de mettre en balance d'éventuels problèmes liés à l'implémentation d'une telle mesure comme notamment des aspects commerciaux, organisationnels et de sécurité.

## Question 1805 (19.12.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant les personnes incarcérées en situation de handicap:

Connaissant l'engagement de Madame la Ministre pour une meilleure intégration et inclusion des personnes handicapées dans la société, j'aimerais connaître son avis au sujet des personnes handicapées en milieu carcéral.

Questions:

1) Madame la Ministre sait-elle combien de personnes handicapées se trouvent en milieu carcéral?

2) Quel est leur handicap?

3) Quelles sont les conditions d'accessibilité au sein du milieu carcéral concernant les différentes infrastructures comme les toilettes, les ascenseurs et autres infrastructures?

4) Est-ce qu'il est prévu d'installer au sein du nouveau Centre pénitentier à construire une infrastructure conforme aux besoins des personnes handicapées?

5) Est-ce que Madame la Ministre pense que, pour éviter d'éventuelles agressions de toutes sortes qui sont fréquentes en milieu carcéral, la personne handicapée se trouvant de façon évidente en position d'infériorité devrait bénéficier d'un statut spécial ou bien est-ce que le principe d'inclusion devrait également primer?

## Réponse (24.1.2012) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

ad 1) et 2)

Actuellement, quatre personnes se trouvent au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrasig dont l'état de santé est tel qu'il engendre des restrictions en mobilité. La condition de ces détenus s'apparente ainsi à celle de personnes en situation de handicap physique. Une personne est hébergée à l'infirmerie, les autres personnes se trouvent sur des blocs normaux.





ad 3)

Les personnes dont question disposent d'une chaise roulante respectivement se déplacent à l'aide de cannes. Pour autant que leur état de santé le leur permet, elles sont en mesure d'utiliser l'ensemble des services et infrastructures du Centre pénitentiaire. Elles se déplacent en utilisant le cas échéant les ascenseurs installés dans les différents blocs. Les cellules, les installations sanitaires ainsi que les autres lieux destinés à l'usage des détenus ne sont pas spécialement équipés pour répondre aux normes spécifiques en accessibilité. En cas de besoin, l'infirmerie peut être aménagée pour accueillir des personnes à mobilité réduite. Des aides et soins particuliers éventuellement requis peuvent y être prestés.

ad 4)

Le nouveau Centre pénitentiaire sera construit dans le respect des dispositions de la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public, et du règlement grand-ducal afférent du 23 novembre 2001. Les infrastructures futures répondront ainsi aux besoins d'accessibilité des personnes handicapées à accueillir.

ad 5)

La direction des établissements pénitentiaires porte une attention accrue aux besoins particuliers des personnes en situation de handicap. Étant donné que la direction entend garantir un suivi personnalisé à l'ensemble des détenus, les personnes handicapées incarcérées sont traitées sur base d'égalité avec les autres détenus.

**Question 1806** (19.12.2011) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant les **aides allouées aux agriculteurs en matière d'investissements**:

Dans la dernière édition du «Lëtzebuurger Bauer» datant du 16 décembre courant j'ai pu lire qu'il existait actuellement une incertitude concernant les aides allouées aux agriculteurs en matière d'investissements. Les fonds prévus à cet effet émanant du programme FEADER de l'Union européenne ne seraient plus suffisants pour couvrir la période restante de l'actuelle loi agraire.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'hypothèse où il s'avérait que l'on ne dispose plus des fonds nécessaires afin de soutenir les agriculteurs dans leurs investissements, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons de cette situation? Comment Monsieur le Ministre entend-il garantir aux agriculteurs les aides qui leur reviennent de droit et qui sont prévues par l'actuelle loi agraire?

**Réponse** (23.1.2012) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Au courant du premier semestre 2011, mes services ont confirmé l'insuffisance, prévisible depuis un certain temps, des crédits cofinancés pour la mesure 1.2.1. dans le cadre du plan de développement rural (investissements dans les exploitations agricoles). Par ailleurs, les services de la Commission européenne ont également rendu attentif au même problème.

Ce manque de crédits était dû à plusieurs facteurs et notamment

- à un volume plus élevé qu'estimé des investissements dans les exploitations agricoles;

- un certain nombre d'investissements dans le secteur de la biométhanisation.

Face à ce constat, j'ai chargé le service des aides d'État du Ministère à lancer une procédure pour la création d'une aide d'État pouvant être mise en place rapidement et ayant comme but d'assurer, dans les meilleures conditions possibles, une continuité dans le financement des projets tombant sous les critères de la mesure précitée.

Le 4 juillet 2011, le service des aides d'État a notifié à la Commission européenne une aide d'État de type «BER agri» (block exemption regulation agriculture). L'aide notifiée tombe sous le règlement (CE) n°1857/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes en-

treprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n°70/2001 et notamment son article 4.

Après plusieurs échanges de courriers avec la Commission européenne, celle-ci a émis un accusé de réception pour cette demande en date du 3 août 2011, ce qui constitue en même temps la date à partir de laquelle le système pouvait être mis en œuvre.

Début novembre 2011, les services du Ministère ont constaté que les crédits cofinancés étaient épuisés, de sorte qu'il a dû être décidé de déclencher l'aide d'État dès le 15 novembre 2011. Il s'ensuit que tous les dossiers présentés de façon complète après cette date seront traités sous le régime des aides d'État.

Les critères pour l'attribution des subsides dans le cadre de l'aide d'État resteront sensiblement les mêmes que ceux fixés par la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural, loi issue du PDR du Grand-Duché de Luxembourg, et ses règlements d'exécution.

Cependant, étant donné que la présente aide d'État se base sur le règlement (CE) n°1857/2006 qui en fixe le cadre légal et les limites, ses dispositions priment sur le droit national. Ceci vaut notamment pour le plafonnement de cette aide, qui ne peut pas dépasser, selon la réglementation communautaire citée, un montant total de 500.000 euros dans les zones défavorisées et de 400.000 euros dans les zones non défavorisées pour une période de trois ans à partir du 15 novembre 2011. En pratique, l'application de cette procédure est cependant limitée au 31 décembre 2013, étant donné que la nouvelle période de programmation entrera en vigueur à cette date.

Je tiens à souligner que cette procédure a été la seule à permettre de continuer le subventionnement des investissements dans les exploitations agricoles sans interruption.

**Question 1807** (19.12.2011) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant le **Lycée technique pour professions de santé (LTPS)**:

Le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) est composé du siège et de trois centres de formation situés dans les différentes régions hospitalières du Luxembourg. Chaque centre possède sa propre équipe administrative et éducative. Sont prévus actuellement un projet de construction/ réaménagement à Bascharage ainsi qu'un projet de construction à Warken.

À noter que la situation des infrastructures du site Val St André devient très critique, étant donné que l'état des pavillons préfabriqués, installés en 2003, commence à se dégrader.

Le prolongement et la réforme des études des infirmières, la réorganisation des études des aides-soignants, la formation des BTS spécialisés avec l'arrivée des VAE (validation des acquis de l'expérience) mèneront probablement à un manque de professeurs sur les quatre sites du LTPS.

Tous les arguments présentés ci-dessus ont comme conséquence que le comité des professeurs du LTPS se prononce en faveur d'une infrastructure centralisée pour le lycée permettant d'accueillir 1.200 élèves.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes aux ministres concernés:

- Le Gouvernement entend-il intervenir immédiatement afin de résoudre à court terme le problème d'infrastructures du site Val St André?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il résoudre le manque de professeurs-formateurs au sein du LTPS?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la revendication d'une infrastructure centralisée, sachant que la Chambre des Députés a donné son accord de principe pour le projet d'infrastructure à Bascharage?

**Réponse commune** (31.1.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée s'enquiert sur le Lycée technique pour professions de santé, actuellement réparti sur trois sites régionaux différents.

En effet, la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé prévoit dans son article 1 paragraphe 2 que «Le lycée technique a son siège à Luxembourg et comporte

une annexe pour chaque région hospitalière telle qu'elle est définie par le règlement grand-ducal pris en exécution de la loi modifiée du 29 août 1976 portant planification et organisation hospitalière.»

La loi du 24 juillet 2007 relative à la construction d'un lycée technique pour professions de santé à Luxembourg prévoit la création de 780 places pour le siège ensemble avec le Centre de formation Luxembourg. Ce projet n'a pas encore pu être réalisé vu que le site d'implantation prévu est actuellement encore occupé par la structure provisoire pour toxicomanes dite «Fixerstuff».

En ce qui concerne l'état des infrastructures modulaires installées au Val St André commençant à se dégrader selon l'honorable Députée, l'on précise que les premières installations ont été réalisées en 2003 et une extension en 2006. L'état de ces infrastructures se trouve dans un état tout à fait convenable et des entretiens y sont régulièrement entrepris.

Enfin, il y a lieu de préciser qu'en 2009, un nouveau bâtiment modulaire a été érigé au Val St André, derrière le siège du lycée, pour un coût s'élevant à quelque 2,5 millions d'euros afin de faire face aux besoins d'infrastructures supplémentaires du lycée.

Quant au prétendu manque de professeurs-formateurs au sein du LTPS, l'on précise que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle recrute annuellement un maximum d'enseignants dans le domaine des soins infirmiers. Ainsi, pour l'année scolaire en cours, il est prévu de recruter pour le LTPS, en plus des enseignants pour les branches générales, cinq infirmiers ou infirmières. Ce nombre s'oriente au nombre des nouveaux diplômés ainsi que des professionnels en activité s'intéressant à une carrière d'enseignant.

Enfin, concernant l'éventuelle centralisation des infrastructures du LTPS, il y a lieu de noter que le Gouvernement a décidé la réalisation du projet de construction du nouveau Centre de formation à Ettelbruck avec une capacité d'accueil pour 420 élèves ainsi que le projet de transformation et d'agrandissement de l'école CITO à Bascharage afin d'accueillir 400 élèves. D'ailleurs, pour ces deux projets, les études se trouvent dans un stade avancé APD (avant-projet détaillé) de sorte que les travaux y afférents pourront être lancés prochainement.

Les infrastructures existantes ensemble avec les nouvelles infrastructures prévues disposeront d'une capacité d'accueil totale pour quelque 1.600 élèves.

Revenir sur cette décision pour un site unique signifierait un retard considérable de quelques années dans la réalisation de ce projet alors qu'il faudrait préalablement trouver un terrain pour réaliser alors un LTPS centralisé.

**Question 1808** (20.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **renflouement du Fonds monétaire international**:

Les pays membres de la zone Euro ainsi que d'autres pays ont décidé, au cours d'une «conférence par téléphone», d'accorder des moyens financiers substantiels au FMI sous forme de prêts bilatéraux. Le Luxembourg participerait à cet effort à hauteur d'un prêt de deux milliards d'euros alors que par exemple l'Allemagne déboursait quelque 45 milliards d'euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que le Luxembourg accorde un prêt bilatéral au FMI à hauteur de deux milliards d'euros?

2) Quelles sont les modalités de ce prêt, notamment en ce qui concerne sa durée, les modalités de remboursement et son taux d'intérêt?

3) Quelle est la base légale de ce prêt?

4) De quelle façon et par qui a été fixée la hauteur du prêt accordé par le Luxembourg?

5) Semble-t-il raisonnable à Messieurs les Ministres que le Luxembourg accorde un prêt de deux milliards, alors que l'Allemagne débourse une somme seulement 22 fois plus importante?

6) Où le Luxembourg puisera-t-il les deux milliards d'euros? Le «Trésor» devra-t-il recourir à un nouvel emprunt?

7) Quelles seront les implications de cette opération financière envers les «critères de Maastricht»?

**Réponse commune** (2.1.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député fait référence à la récente décision des chefs d'État ou de Gouvernement et des Ministres des Finances de la zone euro d'accorder des prêts bilatéraux à hauteur de 150 milliards d'euros au Fonds Monétaire International (FMI).

(1) En date du 19 décembre 2011, les Ministres des Finances de la zone euro ont confirmé l'engagement politique pris par leurs chefs d'État ou de Gouvernement le 9 décembre dernier d'accorder des prêts bilatéraux à hauteur de 150 milliards d'euros au Fonds Monétaire International (FMI). À l'instar des autres États membres de la zone euro, le Luxembourg va participer à cet effort collectif visant à renforcer les assises financières du FMI. Le montant du prêt bilatéral luxembourgeois se chiffre à 2,06 milliards d'euros.

(2) Les modalités de ce prêt (durée, remboursement, taux d'intérêt) ne sont pas encore définies, ni pour le Luxembourg, ni pour aucun autre État membre de la zone euro. Ces conditions feront l'objet de discussions/négociations entre les parties contractantes, c'est-à-dire le FMI et les prêteurs de fonds.

(3) Lorsque les modalités précises de cette transaction seront connues, une base légale permettant l'octroi d'un prêt bilatéral au FMI sera créée.

(4) Conformément aux conclusions de la réunion des chefs d'État ou de Gouvernement de l'Union européenne du 9 décembre dernier, la répartition par pays du montant global de 150 milliards d'euros se fait sur base de la participation des États membres dans le capital du FMI («quotes-parts»).

(5) La formule de calcul des quotes-parts est une moyenne pondérée en fonction du PIB (à 50%), du degré d'ouverture de l'économie (à 30%), des variations économiques (à 15%) et des réserves officielles de change (à 5%). Il s'agit d'une formule qui est acceptée par tous les États membres du FMI et partant d'un critère objectif pour effectuer la répartition susmentionnée.

(6) Les modalités du prêt n'ont pas encore été fixées par le Gouvernement. Elles feront notamment l'objet de discussions entre le Gouvernement et la Banque centrale du Luxembourg (BCL), qui est l'agent-payeur de l'État luxembourgeois pour ses relations financières avec le FMI.

(7) En l'absence d'une décision sur les modalités précises de ce prêt, il n'est pas possible de donner davantage de précisions sur l'impact de cette transaction sur la dette publique selon la définition SEC95.

**Question 1809** (20.12.2011) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **formation des tuteurs dans les entreprises formatrices**:

Wann e Betrib e Léiermeedchen oder e Léierboof astell, da muss de Betrib en Tuteur stellen, de sech ëm d'ëm Léiermeedchen oder de Léierboof këmmert.

Duerch déi nei Bestëmmunge muss den Tuteur un enger Formatioun vu 24 Stonnen deelhuewen. De Betrib muss 100 € fir dës Formatioun bezuelen.

Déi 24 Stonne steet den Tuteur, also e Salarié vum Betrib oder de Patron selwer, dem Betrib net zur Verfügung. De Betrib gëtt och net entschidegt.

Kann d'Madame Minister fir Erziéung a Weidderbildung mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Ass de Minister net der Meenung, datt dës Mesuren d'Betriber zousätzlech finanziell beblaaschten an doduerch manner Betriber Léierplazen ubidden?

2) Kann de Minister sech virstellen, d'Betriber käschtedeckend fir d'Ëmsetzung vun dësen Bestëmmungen ze entschidegen?

**Réponse** (18.1.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

1) Datt d'Betriber duerch dës Formatioun manner Léierplazen ubidden, ass net de Fall.

2010 gouf et 1.883 Léierkontrakter. 2011 woren et der 2.037. Dat sinn der nettement méi wéi déi Jore virduer, obwuel d'Mise en œuvre vun der Reform schonn ugelf war.

2) Déi Leit, déi den Encadrement vun engem Léiermeedche respektiv engem Léierboof assureieren, mussen laut engem Règlement eng Formatioun matmaachen, déi weinstens 24 Stonnen dauert. D'Formatioun ass unzegeséi wéi eng Formation continue, déi all Betrib senger Leit soll ubidden.





Fir déi Käschten, déi fir de Betrib entstinn, ofzefiederer, gëtt et zu dësem Moment zwou verschidde Prozeduren.

Déi éischt Prozedur ass de Congé individuel de formation. Dee gesäit vir, dass den Einzelnen e spezielle Congé kann ufroen, deen an dësem prezise Fall een Dag ass. Dat heescht, dass de Betrib vun deenen dräi Deeg, wou de Salarié am Betrib feelt, een Dag vum Stat bezuelt kritt.

Déi aner Méiglechkeet ass, dass de Betrib d'Formation vum Tuteur a säi jährleche Formationsplang abaut. Do gëtt et fir de Betrib en anert Gesetz, wat him erméiglecht, 14,5% vun all Invest a Weiderbildung vu senge Leit vum Stat erëmfroen.

Eventuell Aschreibungskäschten an all aner Niewekäschten, déi un der Formation hänken, kënnen an der Demande de remboursement geltend gemaach ginn.

## Question 1811 (22.12.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le livre sur l'économie luxembourgeoise pendant les années 1933 à 1944:

Dans un article paru dans l'hebdomadaire «d'Land» du 16 décembre 2011, l'auteur fait une analyse du livre «Wirtschaftsgeschichte Luxemburgs 1933-1944» du professeur Hans-Erich Volkmann de Fribourg en Allemagne. Ce livre avance des thèses pour le moins douteuses sur le Luxembourg pendant l'occupation allemande. Nombre d'assertions contenues dans cet ouvrage semblent vouloir minimiser les responsabilités des autorités nazies, relativiser la gravité des actes de l'occupant, voire les justifier. Elles sont absolument fausses d'un point de vue historique et horrifiantes d'un point de vue moral.

L'auteur de l'article précité quant à lui évoque dans ses conclusions sur cet ouvrage des «buts révisionnistes», il y perçoit une «germanisation de l'historiographie luxembourgeoise» et craint une «mise au pas de la conscience historique».

Toujours est-il que ces faits ne revêtent pas seulement le caractère d'une simple dispute scientifique sur l'occupation du Luxembourg par les Nazis, mais, du fait de l'implication active du Gouvernement luxembourgeois dans la genèse et la présentation de l'ouvrage, ils soulèvent des questions d'ordre politique.

Ainsi, d'après l'auteur de l'article précité, le «Centre de documentation et de recherche sur la résistance» serait coéditeur de l'ouvrage et se trouverait à l'origine de la coopération avec le professeur Volkmann. Un historien luxembourgeois, haut fonctionnaire de l'État, aurait conseillé le professeur Volkmann lors de ses travaux. Un soutien financier lui aurait été accordé par la «Fondation nationale de la résistance». L'ambassade du Luxembourg à Berlin aurait assuré le haut patronage lors de la présentation du livre.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et à Madame la Ministre de la Culture:

1) Quelle est l'évaluation faite par le Gouvernement sur les thèses avancées par Monsieur le professeur Volkmann dans son ouvrage sur l'économie luxembourgeoise de 1933 à 1944?

2) Le Gouvernement a-t-il donné l'instruction à l'ambassade du Luxembourg à Berlin d'assurer le haut patronage lors de la présentation de ce livre?

3) Est-ce que des sources étatiques ont soutenu financièrement la genèse ou la publication de ce livre et, si oui, à quelle hauteur?

4) Est-ce qu'il est exact qu'un haut fonctionnaire de l'État a activement et dans le cadre de ses activités de service participé à la genèse de ce livre en conseillant le professeur Volkmann? Si oui, le Gouvernement s'est-il réservé le droit de relire le livre avant de consentir à sa publication?

5) Qui a pris la décision de faire coéditer cet ouvrage par un organisme officiel du Gouvernement luxembourgeois?

**Réponse commune** (31.1.2012) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, et de Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture:

Monsieur le Député soulève certaines questions relatives à la genèse et au contenu du livre «Luxemburg im Zeichen des Hakenkreuzes. Eine politische Wirtschaftsgeschichte 1933 bis 1944» du professeur Hans-Erich Volkmann.

Ad 1: D'une façon générale, le Gouvernement se doit de contribuer, dans le cadre de ses com-

pétences et dans les limites de la loi, à ce que les chercheurs, universitaires et historiens qui ont pour projet d'étudier une époque ou un phénomène relevant de notre histoire nationale, puissent exercer leur travail dans les meilleures conditions possibles. Il leur est assuré, dans ce contexte, un accès aux archives et autres données se trouvant sous la sauvegarde de l'État tout comme ils peuvent bénéficier du concours des agents de l'État en charge des instances publiques qui gèrent notre mémoire commune.

Concernant la façon dont le Gouvernement a assumé son rôle dans le cas sous revue, il est renvoyé aux points 2 à 5 ci-dessous.

Dans le cas précis soulevé par Monsieur le Député, le Gouvernement tient simplement à faire savoir qu'il ne partage pas l'évaluation que Monsieur le Député fait des thèses développées par le professeur Volkmann. Il convient de rappeler que le travail de l'auteur se base sur des documents historiques, en l'occurrence la documentation de feu Monsieur le professeur Émile Krier.

Il est un fait que le Gauleiter s'est rendu coupable de crimes de guerre, est responsable pour la déportation de milliers de Luxembourgeois en Allemagne, des juifs luxembourgeois vers les camps d'extermination, de l'exécution des résistants luxembourgeois, de leur incarcération dans les camps de concentration et de l'enrôlement forcé de la jeunesse luxembourgeoise. Le Gauleiter avait néanmoins d'autres visées, notamment d'ordre économique, sujet qui est thématiquement dans le livre du professeur Volkmann. À ce jour, les thèses du professeur Volkmann n'ont pas encore fait l'objet, en dehors de l'article critique paru dans un hebdomadaire luxembourgeois et dont Monsieur le Député se fait l'écho, de contestations de la part de chercheurs en histoire.

Ad 2: La présentation du livre au «Militärgeschichtliches Forschungsamt» à Potsdam ne s'est pas faite sous le haut patronage de l'ambassade du Luxembourg à Berlin. Aussi bien l'invitation que le communiqué de presse précisent que l'événement a eu lieu «in Anwesenheit Ihrer Exzellenz der Botschafterin des Großherzogtums Luxemburg» et ne parlent pas de haut patronage.

La présentation du livre à Luxembourg s'est déroulée en présence de l'ambassadeur allemand von Morr.

Ad 3: Le Ministère d'État a versé entre 2008 et 2010 en tout la somme de 6.000 euros au professeur Volkmann. Ce montant constituait tant un honoraire pour le travail effectué que le remboursement de frais occasionnés lors de la genèse du manuscrit.

À noter encore que la FONARES (Fondation Nationale de la Résistance) a soutenu la genèse du livre.

Ad 4: Le Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance (CDRR) a hérité de la bibliothèque et des documents rassemblés par le professeur Émile Krier. Après le décès de celui-ci, le professeur Volkmann, avec lequel Monsieur Krier entretenait des relations professionnelles constantes, a proposé d'aider le CDRR pour réaliser une publication sur base des documents de Monsieur Krier.

Le CDRR a estimé qu'il devait soutenir une telle publication qui mettait en valeur le travail de recherche d'un historien luxembourgeois renommé. Sans le travail du professeur Volkmann les documents rassemblés par le professeur Krier dormiraient dans les archives du CDRR.

En conséquence, le directeur du CDRR, spécialiste avéré de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et ami de Monsieur Émile Krier, a cru utile d'assurer le professeur Volkmann de sa disponibilité pour tous les problèmes que celui-ci pourrait rencontrer dans l'exploitation des documents.

Il n'est pas dans l'habitude du Gouvernement de se réserver un droit de relecture ou de consentement à une publication académique qui n'a pas été réalisée à sa demande expresse. L'auteur du livre assume d'ailleurs toute la responsabilité pour les idées et les résultats de recherche qui y sont exprimés.

Les responsables du CDRR ont toutefois relu le manuscrit avant l'impression et y ont apporté les modifications jugées nécessaires.

Ad 5: Le livre n'a pas été coédité par le CDRR, mais publié «in Zusammenarbeit» avec celui-ci.

**Chamber TV**  
weist all  
öffentlech Sätzung  
live an integral

## Question 1812 (22.12.2011) de M. Fernand Etgen (DP) concernant les travaux de finalisation de la «Nordstrooss»:

En date du 21 décembre 2011 le Gouvernement réuni en Conseil a adopté un projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck, la fameuse «Nordstrooss». Suivant le communiqué de presse gouvernemental, cette rallonge devient nécessaire à cause de divers travaux supplémentaires au niveau du tunnel «Grouft».

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si la rallonge budgétaire aura un impact sur les délais d'exécution?

- Pour quelle date la fin des travaux est-elle prévue?

- À quelle date les automobilistes pourront utiliser la nouvelle route reliant Ettelbruck à Luxembourg?

- Au vu des retards déjà accumulés et au vu de l'énorme volume du trafic sur la route Luxembourg-Lorentzweiler, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les travaux de finalisation de la «Nordstrooss» ne devraient pas être retardés davantage?

## Réponse (25.1.2012) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur «la rallonge budgétaire relative à la Nordstrooss» telle que prévue par un projet de loi adopté par le Gouvernement en conseil en décembre 2011.

En ce qui concerne en premier lieu la question relative à un impact éventuel sur les délais d'exécution, l'on insiste que cette rallonge budgétaire nécessaire n'a pas d'effet direct sur les délais d'exécution sous réserve que les procédures inhérentes au vote de cette troisième loi de financement puissent se dérouler dans les délais normaux.

Par ailleurs, selon le dernier planning, la fin des travaux est prévue pour décembre 2014.

Ainsi, la nouvelle route pourra être ouverte au trafic dès que les fonctionnalités d'ensemble auront été testées et réceptionnées. Actuellement, et en fonction des aléas de chantier, l'ouverture est prévue entre deux et six mois après la fin des travaux sur site.

En effet, un maximum sera fait pour que les travaux puissent être terminés dans les meilleurs délais. Or, des imprévus sont toujours possibles au stade actuel, ne serait-ce qu'au niveau administratif lors des procédures d'adjudication.

## Question 1813 (22.12.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la violence envers les forces de l'ordre:

An engem Radioreportage vum 22. Dezember beklot e Member vun der Gewerkschaft vun der Police, datt d'Rebellioun géint Beamten ëmmer méi zouhëlt. Ass awer bei der Rebellioun Alkohol am Spill, da wäeren, duerch eng Jurisprudenz aus dem Joer 1959, déi Beschëllegt stroferechtlech schwéier oder net ze belangen!

De Polizist sot: „Duerch déi Jurisprudenz do ginn déi Leit stroffräi aus, dat heescht d'Poliziste brauchen am Fong geholl kee Protokoll méi ze schreiwen (...) well den Täter net ka bestrooft ginn.“

Am selwechte Reportage beschreift dëse Polizist de Quartier vun der Gare (Stad Lëtzebuerg) als „eng desaster Situatioun, e Krichsgebitt“. De Reporter sot, datt do vill Poliziste géinge resignéieren, „se kucken ewech“.

Dowéinst wéilt ech dem Här Banneminister an dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1) Ass den Häre Ministeren d'Jurisprudenz vun 1959 bekannt, genau wéi d'Folge vun dëser Jurisprudenz op d'Aarbecht an d'Moral vun der Police?

2) Ass d'Regierung bereet, der Chamber ze proposéieren, fir op dësem prezisem Punkt de Code pénal nozebesseren, ënner anerem d'Artikelen 269 bis 272 (La Rébellion) an 276 (L'outrage à agent)?

3) Wéi ass der Regierung hir Aschätzung iwwert d'Sécherheetssituatioun am Garer Quartier an der Stad?

4) Wat fir konkret Mesurë si geplangt, fir datt an dësem Deel vun der Stad net eng „Zone de non-droit“ entsteet?

## Réponse commune (6.2.2012) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, et de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

Déi Jurisprudenz vun 1959, déi ënnert dem Artikel 269 vum Strofgesetzbuch zitéiert gëtt, ass onser Meenung no, eng Décision d'espèce.

Et kann een an dëser Matière effektiv net vun „Stroffräiheet“ schwätzen: eleng 2010 si 66 Condamnatiounen weinst Rebellioun gesprach ginn.

Et ass zu dësem Standpunkt net virgesinn d'Artikelen 269 bis 272 ze änneren. Géif awer d'rezent Jurisprudenz konkret Problemer virweisen, ass de Ministère bereet déi néideg Ännerungen dee Moment ze préiwen.

Wat generell d'Sécherheetssituatioun op der Gare ugeet, mécht d'Police am Kader vun hirer strategescher Analys de Constat, dass tëschen 2009 an 2011, 35% vun allen Infraktiounen, déi um Territoire vun der Stad festgestallt gi sinn, am Quartier vun der Gare waren.

Zënter 2008 huet d'Police d'Effektiver vum Centre d'intervention Gare vun 22 ob 27 Beamten erop gesat. Dës Efforte ginn déi nächst Jore weidergefouert. Des Weidere gëtt dës Unitéit punktuell, opgrond vun den Analysen, vun de Proximitéitskommissariater verstärkt.

## Question 1814 (22.12.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la resocialisation de prisonniers grâce à l'entraînement de chiens:

En Australie et aux États-Unis d'Amérique il existe depuis plusieurs années déjà des programmes «pups in prison» qui visent à resocialiser des prisonniers en leur donnant l'occasion et la responsabilité de s'occuper de chiens afin de les entraîner aux tâches de chiens d'accompagnement pour personnes à besoins spécifiques ou de chiens de police.

D'après les échos qu'on peut recueillir, de tels programmes mènent à des succès spectaculaires, surtout auprès des personnes auxquelles on n'avait jamais accordé la moindre confiance dans leur vie antérieure. Grâce à ces programmes, elles sont appelées à porter une responsabilité et à exécuter une mission. Il va de soi qu'au cas où un prisonnier se rendrait coupable d'un mauvais traitement d'un animal, il ne pourrait plus participer à un tel programme. Mais de tels cas semblent être extrêmement rares. La vie en commun avec un chien change la mentalité de beaucoup de personnes, elle les rend souvent à la fois heureuses et désireuses de remplir une tâche utile pour la société.

C'est pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Monsieur le Ministre connaît-il les programmes «pups in prison» australiens et américains et quelle est son opinion sur ceux-ci?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il la possibilité d'introduire de tels programmes dans les établissements pénitentiaires luxembourgeois?

## Réponse (27.1.2012) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

L'honorable Député s'enquiert de l'usage d'animaux à des fins thérapeutiques dans le cadre des programmes de réintégration de prisonniers.

1) Les programmes «pups in prison», également désignés comme «PPPP» («Prison Pet Partnership Program»), sont connus au Luxembourg. Il s'agit d'une mesure thérapeutique qui peut utilement compléter d'autres mesures et thérapies visant à soutenir les efforts de réintégration d'un prisonnier lorsqu'un certain nombre de conditions sont remplies. Les programmes australiens et américains ne peuvent cependant être transposés en tant que tel dans le monde carcéral luxembourgeois, notamment pour des différences d'approche entre les systèmes pénitentiaires d'inspiration anglo-saxonne d'une part et les systèmes pénitentiaires européens continentaux d'autre part, dont le Luxembourg fait partie; les programmes de ce genre mis en œuvre en Suisse et en Allemagne sont d'une plus grande utilité à cette fin.

2) Les thérapies assistées par animaux sont déjà utilisées dans les prisons luxembourgeoises. À noter que même si l'usage de chiens est prépondérant à ce sujet, l'usage d'ânes au Centre pénitentiaire de Givenich à des fins thérapeutiques a aussi déjà fait l'objet d'une mise en pratique.





**Question 1815** (22.12.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **violence envers les forces de l'ordre**:

Dans un communiqué de presse le syndicat national des policiers se plaint des actes de violence croissants commis envers leurs membres. Le porte-parole du syndicat vient de signaler notamment la problématique des personnes alcoolisées qui sont l'auteur d'un comportement agressif voire violent.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution du nombre de rebellions envers les autorités policières durant l'année 2011?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de fournir des explications détaillées concernant une jurisprudence de l'an 1959 à laquelle se réfère le porte-parole du syndicat des policiers et qui rendrait impossible des suites pénales à l'égard de personnes qui commettent des actes de violence en état d'ivresse?

- Quand Monsieur le Ministre se propose-t-il d'agir en la matière afin d'accroître les moyens d'action des agents de police et pour annuler d'éventuelles contradictions sur le plan juridique?

**Réponse** (31.1.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Les statistiques sur l'évolution des rebellions en 2011 sont jointes mais ne peuvent être considérées comme définitives avant clôture des statistiques policières le 1<sup>er</sup> février 2012

En annexe 2 vous trouverez un relevé des personnels blessés par rébellion.

En automne 2011, le directeur général de la Police grand-ducale m'a soumis un plan d'action contre ce phénomène courant aussi bien l'organisation du service que l'encadrement du personnel, la formation et de la prévention qu'est mis en place à la Police grand-ducale.

Il ne m'appartient pas d'interpréter une jurisprudence.

Annexe:

Pour définir la gravité des blessures, les nombres de jours d'incapacité de travail suite aux rebellions, ont été ajoutés. Une colonne pour les blessures légères (0 à 3 jours) et une pour les incapacités de travail supérieures à trois jours (blessures graves).

|      | Nombre de rebellions | Nombre de policiers blessés | 0 à 3 jours | + 3 jours | Total de jours d'incapacité |
|------|----------------------|-----------------------------|-------------|-----------|-----------------------------|
| 2006 | 31                   | 37                          | 24          | 13        | 96                          |
| 2007 | 39                   | 49                          | 35          | 14        | 150                         |
| 2008 | 41                   | 54                          | 45          | 9         | 182                         |
| 2009 | 27                   | 33                          | 27          | 6         | 56                          |
| 2010 | 57                   | 66                          | 48          | 18        | 258                         |
| 2011 | 37                   | 42                          | 35          | 7         | 145                         |

Les chiffres de l'année 2011 résultent des déclarations d'accident du travail introduites jusqu'à la date du 16 janvier 2012

**Question 1816** (27.12.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **chiens de chasse**:

Nach Erlass der Bestimmungen zum sogenannten Hundegesetz gibt es unter den Leuten Fragen was die Anwendung dieser Regeln in der Praxis angeht.

Die Bürger/Innen sind angewiesen ihre Hunde beim Ausgehen an der Leine zu führen. Diese Bestimmung scheint zumindest in der Praxis der Jagd und in konkreten einzelnen Fällen bei den Treibjagden nicht vollumfänglich Anwendung zu finden.

So kommt es vor, dass Jagdhunde auch außerhalb des Jagdreviers Tiere jagen und anbeißen, diese Tiere aber aus Sicherheitsgründen nicht abgeschossen werden können, weil sie zu nah an den Wohnhäusern sind.

Auch Wanderer könnten bei einer Treibjagd von Jagdhunden, die nicht an der Leine geführt werden, angegriffen werden.

Fragen:

1) Was sind die genauen Bestimmungen sowohl des Hundegesetzes als auch des neuen Jagdgesetzes bezüglich des Einsatzes von Hunden bei Jagdaktivitäten?

2) Wie werden diese Bestimmungen in der Praxis umgesetzt?

3) Was sind die Strafen bei Zuwiderhandlungen?

4) Wie steht es um den Einsatz von Hunden bei der Jagd von Hasen, Füchsen und anderem Kleinwild, bei denen die Hunde in Kampfhandlungen mit dem gejagten Wild verwickelt werden und es zu blutrünstigen Auseinandersetzungen kommt?

5) Wie ist die Situation zu regeln, in der Spaziergänger mit Hunden an der Leine in einem Treibjagdgebiet von herumstreunenden Jagdhunden belästigt oder angefallen werden?

6) Wie kann verhindert werden, dass es im Rahmen der Treibjagden zu Tierquälereien durch Jagdhunde an gejagtem Wild kommt?

7) Wo können solche Verstöße gegen das Tierchutzgesetz angezeigt werden?

**Réponse commune** (15.2.2012) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

1) La loi du 9 mai 2008 relative aux chiens prévoit une dérogation par rapport à la tenue en laisse du chien de chasse dans le cadre de l'entraînement et des épreuves d'aptitude des chiens utilisés pour la chasse et pendant l'exercice légal de la chasse. Toutes les autres dispositions de la loi sont à respecter par les détenteurs de chiens de chasse.

Le règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 concernant l'emploi des armes et munitions de chasse, les moyens autorisés pour l'exercice de la chasse ainsi que l'emploi du chien de chasse dispose que les chiens peuvent être utilisés comme moyens auxiliaires lors de l'exercice de la chasse.

Par ailleurs, la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse impose une obligation au locataire du droit de chasse de garantir la disponibilité d'un chien de sang pour la recherche obligatoire du gibier blessé lors de l'exercice de la chasse.

Selon cette même loi constitue un acte de chasse tout acte volontaire lié à la recherche, à la poursuite ou à l'attente du gibier ayant pour

but ou pour résultat la mort de celui-ci, et ne constituent pas des actes de chasse:

- le fait pour un conducteur de chien de sang de procéder à la recherche d'un animal blessé ou de contrôler le résultat d'un tir sur un animal;

- le fait, à la fin de l'action de chasse, de récupérer sur le terrain d'autrui ses chiens perdus, et

- le passage des chiens courants sur les terrains sur lesquels la chasse est interdite, suspendue ou limitée, sauf dans ce dernier cas si le chasseur a poussé les chiens à le faire.

2) Le règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 précité prévoit que pour le mode de chasse au chien courant, seuls peuvent être utilisés les chiens chassant à voix haute.

3) Les sanctions en cas de non-respect des dispositions réglementaires sont prévues par le chapitre 3 «Dispositions pénales et constatations des infractions» de la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens respectivement le chapitre 10 «Dispositions pénales» de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse.

4) La chasse au chien courant est autorisée du 15 octobre au 31 janvier. Pendant la période du 1<sup>er</sup> août au 14 octobre l'emploi du chien courant est autorisé pour la chasse aux sangliers, en plaine, dans les seules cultures de maïs.

5) Même si le chien de chasse ne doit pas être tenu en laisse pendant l'exercice légal de la chasse, son détenteur est obligé de garder le chien sous contrôle et de le reprendre en laisse en cas de besoin, c'est-à-dire si le chien présente un danger pour une tierce personne ou un autre chien.

6) Il est difficile d'exclure tout risque que de tels événements surviennent.

7) Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural agissant par l'intermédiaire de l'Administration des Services vétérinaires, est l'autorité compétente en matière de bien-être animal et par conséquent toute plainte est instruite par les vétérinaires de cette administration. En cas de non-respect des exigences réglementaires, les dispositions pénales de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux sont appliquées.

Les infractions à la loi relative à la chasse et à ses règlements d'exécution sont recherchées et constatées par les officiers de la police judiciaire, les agents de la Police grand-ducale, les agents de l'Administration des Douanes et Accises et les fonctionnaires habilités de l'Administration de la Nature et des Forêts.

Par ailleurs, il est toujours possible de porter plainte directement auprès du parquet.

**Question 1817** (27.12.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant l'**évaluation des maisons de soins**:

In einem Beitrag auf der Internetseite von RTL wurde am 16. Dezember 2011 ein Beitrag unter dem Titel „Hausse Hospices civiles: Qualité von Haiser ze schlecht“ veröffentlicht. Es ging um die Erhöhung der Pensionspreise im Hospice civil von Hamm. Im Beitrag selbst wird auch von befugter Seite moniert, dass die Qualität der Versorgung zu wünschen übrig lasse.

Anscheinend werden in den Gesundheits- wie auch in den Sozialeinrichtungen wie „CIPA“ oder „Maisons de soins“ keine Qualitätsberichte an die Öffentlichkeit getragen. Ausnahme war die Picker-Studie für die Kliniken im Jahre 2009. Trotzdem besteht eine Evaluierung, die dem Ministerium bekannt ist, de facto sind eventuelle Mängel dem Ministerium bekannt.

Fragen:

1) Kann die Ministerin erklären, aufgrund welcher wissenschaftlichen und objektiven Kriterien diese Bewertung gemacht wurde, die zur Aussage führte, dass es mit der Qualität nicht stimme?

2) Gibt es andere Strukturen, in denen das Preis-Qualitäts-Verhältnis nicht stimmt? Wenn ja, welche?

3) Wieso werden potenzielle Interessenten für Wohnplätze in den Strukturen des „long séjour“ nicht öffentlich und offiziell über die Verhältnisse in den einzelnen Häusern aufgeklärt, beispielsweise über Qualitätsaudits, die regelmäßig in diesen Strukturen vorgenommen werden?

4) Wer übernimmt die Verantwortung für die Missstände in den Strukturen des „long séjour“ und welche moralische Verantwortung fällt auf die Ressortministerin zurück?

5) Wann werden die Bürger und Bürgerinnen über solche Qualitätsaudits informiert werden?

6) Wie sieht die Ministerin das Thema Transparenz in diesem Bereich?

**Réponse** (25.1.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

In Bezug auf den RTL-Bericht vom 16. Dezember 2011 unter dem Titel „Hausse Hospices civiles: Qualité von Haiser ze schlecht“ und ausgehend davon, dass sich auf die Zufriedenheitsumfrage berufen wird, welche im Auftrag des Sozialministeriums vom CRP-Santé durchgeführt wurde, ist hervorzuheben, dass diese Umfrage auf einer nationalen Stichprobe beruht. Die Auswahlkriterien für die zu befragenden Personen bezogen sich auf den Gesundheitszustand der Pflegeversicherungsempfänger und

standen nicht in Verbindung mit den einzelnen Häusern oder Betreiberstrukturen.

Ausgelost wurde nach dem einfachen Zufallsprinzip (tirage au sort de façon aléatoire simple). Befragt wurden insgesamt 361 Personen, die nicht unter die Klassifizierung ICD10 (International Classification of Diseases/World Health Organisation) fallen und deren Gesundheitszustand es ihnen ermöglichte, an einer mündlichen Befragung von +/- eine Stunde teilzunehmen.

Demzufolge handelt es sich also um eine Zufriedenheitsumfrage der Pflegeversicherungsempfänger in Alten- und Pflegestrukturen in Luxemburg.

Die hervorgegangenen Resultate basieren auf der „erlebten“ Wirklichkeit der befragten Bewohner. Grundsätzlich erlaubt die Befragung nicht, eine konkrete Verbindung im Sinne des Preis-Qualitäts-Verhältnisses für die einzelnen Trägergesellschaften herzustellen. Der Pensionspreis ist ausschließlich die Entscheidung von den Trägern der Alten- und Pflegeheime.

Das ASFT-Gesetz und die modifizierte großherzogliche Anordnung vom 8. Dezember 1999 „concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées“ gibt die zu erfüllenden Kriterien für die jeweiligen Strukturen vor und verpflichtet des Weiteren alle Organisationen, die ministerielle Anordnung im Rahmen ihrer Struktur öffentlich auszuhängen.

In allen Altersheimen sowie Pflegeheimen werden diese Kriterien regelmäßig vom Familienministerium überprüft.

Etliche Betreiberstrukturen haben über die letzten Jahre interne Qualitätsmanagement-Systeme eingeführt. Es obliegt den jeweiligen Organisationen, ob und wem sie die Resultate ihrer diesbezüglichen internen Audits mitteilen.

Grundsätzlich sind die Betreiberorganisationen für die Zustände in ihren Strukturen haftbar.

Das Ministerium befindet sich in der Vorbereitungsphase einer Internetplattform, die u. a. eine detaillierte Beschreibung der im Pensionspreis enthaltenen Leistungen vorsieht. Da es sich jedoch um ein neues Portal handelt, sind die Vorbereitungsarbeiten längerfristig angelegt.

**Question 1818** (27.12.2011) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant le **discours de Noël de S.A.R. le Grand-Duc**:

All Joer hält de Grand-Duc op Hellegowend eng Ried, déi vun der eenzeger lëtzebuergescher Televisiounschäine iwwerdroe gëtt. An der Tëschenzäit ginn et niewent där konventioneller Televisiounsoffer awer och eng sëllege Medien, déi hire Cliente Videoreportagen um Internet ubidden. Eng vun dësen Offere gëtt vum Onlinenorichtendéngscht vun der gréisster lëtzebuergescher Dageszeitung gemaach. Dës Dageszeitung wollt, eegene Informatiounen no, dem Statschef seng Ried als Video op hiren Internetsite setzen. Si hu sech an deem Sënn un de groussherzoglechen Haff gericht, dee si un d'lëtzebuergescher Televisiounschäine vewissen huet, well des d'Exklusivrecht un der Iwwerdroung vum Grand-Duc senger Ried huet. Déi betreffen Dageszeitung huet awer zu gudder Lescht drop verzicht, fir d'Ried online ze setzen, well se fir d'Rechter ze kréien, hätt bezuele misse.

An deem Kader wéilt ech dem Minister vun de Medien des Froe stellen:

- Här Minister, wéi ass d'Iwwerdroung vun dem Statschef senger Ried duerch déi eenzeg lëtzebuergescher Televisiounschäine genee geregelt? Wéi kënn et, datt des Televisiounschäine d'Exklusivrecht un der Ried vum Grand-Duc huet?

- Sidd Dir net der Meenung, datt well déi uewegenannt Televisiounschäine net méi dat eenzeg Medium am Land ass, dat audiovisuell Reportagë produzieren an ubidde kann, an Zukunft och aner Medienhaiser dem Grand-Duc seng Ried solle gratis dierfen iwwerdroe kënnen oder souguer op der Plaz filmen an iwwerdroen dierfen?

**Réponse** (26.1.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Den Artikel 1.3. a) vun der Convention «portant sur la prestation du service public en matière de radio et de télévision en langue luxembourgeoise», seet Folgendes:

«La CLT s'engage à continuer la production, l'exploitation et la diffusion d'un programme quotidien de télévision essentiellement en langue luxembourgeoise, destiné principalement au public résidant au Grand-Duché.





Ce programme, à caractère généraliste contribue à la formation de l'opinion publique et à ce titre accompagne le processus démocratique.

Il accorde une attention particulière à l'information du téléspectateur. Il est composé d'informations portant notamment sur l'actualité politique nationale et internationale, d'émissions de service, de culture et de divertissement s'adressant au public résidant le plus large possible.

Compte tenu de ce qui précède, il comprend au moins les éléments suivants:

.../...

\* une demi-douzaine de retransmissions occasionnelles d'événements exceptionnels de premier intérêt pour le public résidant, repris sur la liste en annexe 1.3.a) laquelle est redéfinie annuellement de l'accord du Ministre ayant dans ses attributions les médias. CLT-UFA s'engage en outre à offrir une couverture nationale à d'autres événements exceptionnels à la demande du Gouvernement, qui en prendra en charge le coût de production.»

Op der Lëscht sinn ënner anerem Usprooch(en) vum Statschef.

Den Accord mat der CLT-UFA schwätzt net vun «Exklusivrecht», mä schwätzt vun enger Verpflichtung, fir déi Evenementer ze iwwerdroen.

D'Iwwerdroing vun dem Statschef senge Riede kann natierlech nëmme mam Averständnes vum groussherzoglechen Haff erfollegen. Wann elo aner Medienhaiser hei zu Lëtzebuerg interesséiert sinn, fir an der Zukunft d'Riede vum Statschef op hir eege Käschten ze iwwerdroen, da missten esou Ufroen mam Haff gekläert ginn.

Fir de Fall, wou aner Medienhaiser keng esou eng Démarche maache wëilten, a Rieden awer an hire Medien iwwerdroen wëilten, ass d'CLT bereet, fir hiert Signal gratis zur Verfügung ze stellen, fir dass d'Ried zäitgläich vun all de Medienhaiser, déi eng Demande gemaach hunn, iwwerdroen ka ginn.

Dëst Averständnes bezitt sech awer nëmme op dei Fäll, wou et sech ëm eng reng technesch Iwwerdroing handelt. Déi Fäll, wou déi technesch Iwwerdroing duerch eng journalistesche Aarbecht ergänzt gëtt, sinn net ofgedeckt.

## Question 1819 (28.12.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le questionnaire sur le contexte social et la motivation scolaire:

Il semble que le Ministère de l'Éducation nationale a récemment, dans le cadre de «épreuves standardisées» dans les écoles luxembourgeoises, soumis un questionnaire aux élèves leur demandant des informations d'ordre privé sur la profession, le niveau de vie de leurs parents et l'équipement de leur ménage.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer qu'un tel questionnaire a été soumis aux élèves? Combien d'élèves ont dû remplir ce questionnaire et dans quelles écoles et classes?
2. Madame la Ministre peut-elle communiquer ce questionnaire à la Chambre des Députés?
3. Est-ce que les élèves ont dû répondre obligatoirement à ces questionnaires? Si non, ont-ils été dûment informés de leur droit de refus?
4. Quelle est la base légale de ces questionnaires? La Commission nationale pour la protection des données a-t-elle donné son accord préalable?
5. Ces questionnaires ont-ils été rendus anonymes? Est-il exact que les questionnaires ont reçu un numéro identique à celui inscrit sur les épreuves scolaires des élèves?
6. Madame la Ministre partage-t-elle l'avis qu'il appartient, dans un État respectueux des droits des citoyens, uniquement aux personnes directement intéressées de communiquer ou non des informations personnelles qui les concernent à des tiers?
7. Madame la Ministre pense-t-elle que le fait que des instances étatiques demandent à des enfants des informations concernant leurs parents soulève de très importants problèmes d'ordre moral?
8. À qui seront communiqués ces questionnaires? Quel est leur but, par qui et comment seront-ils traités, à qui les données recueillies pourront-elles être communiquées, à quelles fins et sous quelles conditions? Qui aura accès aux fichiers établis? Quand et selon quelles modalités ces fichiers seront-ils détruits?

## Réponse (7.2.2012) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Avant de passer aux questions posées par Monsieur le Député, il serait judicieux de situer les épreuves en question par rapport à leurs buts et dans leur contexte.

La loi du 6 février 2009 (article 7) portant restructuration du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques, prévoit que le système scolaire luxembourgeois soit évalué par rapport à la qualité scolaire et par rapport aux compétences acquises par les élèves.

Les épreuves standardisées contribuent à ces fins en analysant des éléments importants de la qualité de l'enseignement, du climat scolaire, tout comme les compétences des élèves en langues et en mathématiques. De plus, les épreuves standardisées s'intéressent à la motivation scolaire, celle-ci étant étroitement liée à l'acquisition des compétences. L'appréciation du contexte socio-économique familial est essentielle pour l'évaluation du système scolaire: les caractéristiques socio-économiques de la population estudiantine se trouvent liées aux résultats scolaires. Il faut prendre en considération que la composition de la population estudiantine varie d'une école à l'autre. Pour pouvoir apprécier l'ampleur et les dynamiques des inégalités sociales au sein du système scolaire et pour pouvoir fournir aux classes et écoles des retours pertinents, qui tiennent compte des caractéristiques de leur population respective, l'utilisation d'indicateurs socio-économiques s'impose.

1. Les épreuves standardisées sont conduites dans toutes les classes du cycle 3.1 de l'enseignement fondamental ainsi que dans les classes de 7<sup>e</sup> (uniquement administration du questionnaire-élève sans épreuves cognitives), de 5<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire et de 9<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire technique. En effet, dans le cadre de ces épreuves, un questionnaire est utilisé demandant, entre autres, des informations sur la profession des parents et sur l'équipement du ménage familial. Au sein de l'enseignement fondamental, la profession des parents n'est pas recueillie par le questionnaire destiné aux élèves, mais par un questionnaire spécifique adressé directement aux parents.

2. Il n'y a pas d'objections à transmettre les questionnaires à la Chambre des Députés si celle-ci le souhaite.

3. La participation des élèves aux épreuves est obligatoire. Cependant, il n'existe pas d'obligation de la part des élèves à traiter lesdits questionnaires et des réponses manquantes ne donnent lieu à aucune sanction. Les élèves sont d'ailleurs avertis du fait que les réponses aux questions ne peuvent être considérées comme correctes ou incorrectes.

4. Conformément à l'article 12 de la loi du 2 août 2002 modifiée par la loi du 27 juillet 2007 la CNPD a été notifiée des démarches relatives aux épreuves standardisées le 15 juillet 2008 (réf. T005451-1). L'article 15 de la loi du 6 février 2009 sur l'enseignement fondamental stipule que «l'école participe à l'évaluation externe de la qualité de l'enseignement mise en œuvre par le SCRIPT à un rythme pluriannuel». L'article 3 du règlement grand-ducal du 14 mai 2009 stipule que «l'agence pour le développement de la qualité de l'enseignement dans les écoles et les lycées (...) fournit à l'école les résultats concernant les apprentissages réalisés par les élèves dans les enquêtes nationales ou internationales et formule des recommandations pour améliorer le niveau de qualité». Or, l'appréciation de ces apprentissages peut seulement être faite de manière adéquate si on dispose d'informations sur l'arrière-fond socio-culturel des élèves, ce qui explique que les questionnaires-élèves font partie intégrante des enquêtes nationales et internationales.

5. Vu que les questionnaires font partie intégrante de l'administration d'épreuves cognitives standardisées dans les classes du cycle 3.1 et dans les classes de 5<sup>e</sup>/9<sup>e</sup>, ils comportent un identifiant-élève spécifique à l'étude qui permet, entre autres, de relier les données du questionnaire aux données en provenance des épreuves cognitives standardisées. L'enseignant reçoit une liste avec les identifiants-élèves qui correspondent aux instruments qu'il va distribuer aux élèves de sa classe. Dans cette liste, il inscrit pour chaque identifiant-élève le nom et la matricule de l'élève qui a été assigné à cet identifiant. Le fait de relier le nom avec l'identifiant-élève est nécessaire afin de pouvoir donner un retour individualisé à l'élève et à ses parents et en vue du suivi longitudinal de l'élève.

L'enseignant garde donc cette feuille qui relie le nom à l'identifiant-élève en vue de pouvoir fournir le retour individualisé à l'élève et aux parents, puisque le retour qu'il va recevoir de l'Université du Luxembourg comporte uniquement l'identifiant-élève. L'Université du Luxem-

bourg ne dispose à aucun moment des informations concernant le nom et la matricule de l'élève. Une copie de la liste combinant l'identifiant-élève avec son nom et sa matricule est ensuite envoyée au MENFP qui conserve donc la «clef» permettant le suivi longitudinal des élèves, sans pour autant disposer des données en provenance de l'élève.

Les données en provenance des instruments sont codées et envoyées sans le nom, mais avec l'identifiant-élève à l'Université du Luxembourg qui dispose ainsi des données, mais sans pouvoir les relier au nom de l'élève. Cette procédure évite ainsi que des données sensibles puissent être reliées avec le nom de l'élève par des tierces personnes qui ne sont pas directement concernées par ces données tout en assurant un retour individualisé et un suivi longitudinal.

Lors du retour à l'enseignant, celui-ci reçoit les données concernant les épreuves cognitives de chaque élève munies de l'identifiant-élève et appose lui-même sur base de la liste dont il dispose le nom de l'élève sur chaque feuille de retour en vue de les donner à l'élève et à ses parents. Les données en provenance du questionnaire-élèves ne donnent pas lieu à un retour individualisé. Ce retour individualisé est uniquement donné pour les données en provenance des épreuves cognitives.

L'enseignant ne reçoit donc pas de retour individualisé concernant des données sensibles tel que la catégorie socioprofessionnelle. Ces données sensibles en provenance du questionnaire-élèves sont seulement utilisées au niveau classe, école et système où on les retrouve sous une forme agrégée qui ne permet pas de les relier à des personnes particulières. À ces niveaux agrégés, ces données sont d'ailleurs indispensables afin de donner des retours d'information correctement interprétables qui tiennent compte de l'arrière-fond socioculturel des élèves.

Lors d'une collecte de données ultérieure, les nouveaux identifiants uniques combinés avec les noms/matricules des élèves sont envoyés au MENFP selon la procédure décrite plus haut. Le MENFP peut alors sur base des noms/matricules réaliser le lien entre les anciens et les nouveaux identifiants-élèves. Cette table de correspondance entre anciens et nouveaux identifiants-élèves est alors envoyée sans les noms/matricules des élèves à l'Université du Luxembourg qui peut ainsi constituer une base de données longitudinale, sans pour autant disposer des noms/matricules des élèves.

6. Les procédures actuelles n'enfreignent absolument pas à un tel principe (voir réponse à la question 5). Elles assurent justement que des informations personnelles ne soient pas communiquées à des personnes non directement concernées.

7. Comme cela a été montré par les réponses aux questions 6 et 7, la procédure employée dans le contexte de la passation de ces questionnaires évite que des données sensibles puissent être reliées avec le nom de l'élève par des tierces personnes qui ne sont pas directement concernées par ces données.

Ni l'Université du Luxembourg ni le MENFP ne sont à même de produire un lien direct entre les réponses données et l'identité des élèves ou parents. Au vu de l'importance de ces données pour une interprétation adéquate des résultats en provenance d'épreuves d'évaluation des compétences des élèves utilisés à des fins de pilotage, la passation de ce genre de questionnaire dans le contexte de ce type d'épreuve peut d'ailleurs être considérée comme une procédure routinière à la fois dans des épreuves nationales et dans des épreuves internationales.

8. Les informations des questionnaires touchant le niveau de vie du ménage et la profession des parents sont recueillies dans le seul but de pouvoir apprécier les résultats des épreuves dans leur contexte socio-économique au niveau classe, école, ainsi qu'au niveau national. En effet, un lien entre ce dernier et la réussite scolaire a pu être démontré à travers de nombreuses études nationales et internationales et permet de ce fait de mesurer de façon indirecte la catégorie socioprofessionnelle.

C'est donc seulement par la prise en compte du contexte socio-économique qu'il est possible de donner un retour aux écoles qui leur permet de se comparer à des écoles qui ont une composition d'élèves semblable. C'est à cette seule condition que les écoles peuvent apprécier les effets de leurs propres actions en contrôlant justement pour les variables de contexte qu'ils ne maîtrisent pas. Ce retour est essentiel pour accompagner les efforts de développement de la qualité.

Au niveau national, la disponibilité du contexte socio-économique assure la possibilité d'analyser l'impact de cette variable sur les compétences des élèves. Puisqu'il s'est avéré dans le passé que le lien entre ces deux variables est particulièrement étroit au Luxembourg comparé

à d'autres pays, un suivi de près de l'ampleur de ce lien s'impose particulièrement à des fins de pilotage du système scolaire luxembourgeois.

Par contre, aucun des acteurs impliqués (p. ex. Université du Luxembourg, MENFP, écoles et enseignants) n'aura un retour direct, détaillé et personnalisé sur les informations collectées au niveau individuel, la seule exception étant l'enseignant qui reçoit un retour individualisé sur les compétences cognitives de ses élèves qu'il va ensuite distribuer et expliquer à chaque élève et à ses parents. Les autres données seront utilisées notamment pour la création d'un indicateur qui servira à livrer un retour des épreuves standardisées qui prend en compte le contexte socio-économique.

Les données seront traitées et stockées à l'Université du Luxembourg, bien entendu sans permettre une identification personnelle des élèves.

## Question 1820 (29.12.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'Inspection de la concurrence:

Les effectifs de l'Inspection de la concurrence sont actuellement extrêmement réduits en dépit du nombre important et sans cesse croissant des affaires qui lui sont soumises. En plus, ces dossiers sont souvent à la fois complexes et caractérisés par un haut degré de spécificités sectorielles, ce qui rend leur traitement d'autant plus laborieux.

C'est pourquoi j'aimerais poser la question à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur quand le Gouvernement procédera à une augmentation sensible des effectifs de l'Inspection de la concurrence et ce pour le plus grand bien du secteur privé luxembourgeois.

## Réponse (18.1.2012) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Kartheiser concernant l'Inspection de la concurrence, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Par le vote de la loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence, l'Inspection de la concurrence cessera d'exister au 1<sup>er</sup> février 2012, date d'entrée en vigueur de la loi précitée. Ses compétences seront absorbées par le Conseil de la concurrence.

La réforme institutionnelle mise en place par la nouvelle loi a précisément comme principal objet de doter le Conseil de la concurrence des moyens et des pouvoirs dignes d'une autorité de la concurrence moderne.

Le Gouvernement est persuadé qu'une autorité de la concurrence forte et efficace contribue à stimuler la compétitivité de notre économie. C'est la raison pour laquelle le nombre de conseillers permanents sera porté à quatre alors que cet organe n'était jusqu'à l'heure actuelle composé que d'un seul conseiller permanent qui était aussi son président.

Au collège des conseillers est adjoint un cadre de fonctionnaires dont la mission est d'enquêter sur les pratiques anticoncurrentielles. Le nombre des personnes composant le Conseil et son cadre administratif sera donc sensiblement plus important que le personnel du Conseil et de l'Inspection actuels réunis.

Enfin, on peut également s'attendre à ce que la fusion des autorités de la concurrence actuelles entraînera des économies d'échelle et une organisation rationnelle de la nouvelle autorité de la concurrence.

## Question 1821 (2.1.2012) de M. Jean Colombera (ADR) concernant les conseillers climat:

Der Minister hat Ende Oktober 2011 einen Gesetzestext deponiert betreffend einen Pakt zwischen Gemeinden und Staat im Klimabereich. Insofern soll konkrete Klimaschutzpolitik vor Ort umgesetzt werden. Hierzu sollen verschiedene Maßnahmen getroffen werden, unter anderem das Einsetzen eines Beraters, um die Strukturen im Klimabereich wesentlich auszubauen. Gewollt ist es, dass diese Klimaberater professionelles Wissen haben sollen, unter anderem eine universitäre Ausbildung mit fundamentalen Kenntnissen in der Energie- und in





der Klimapolitik und sogar professionelle Erfahrungen. Hierzu möchte ich folgende Fragen stellen:

Fragen:

1) Da es sich hier um einen relativ unbekanntem Studienbereich handelt, möchte ich den Minister fragen, welches Diplom diese Berater vorzeigen müssen, um sich überhaupt für einen solchen Posten bewerben zu können?

2) Wie viele solche Diplomierte gibt es nach Wissen des Ministers in unserem Lande?

3) Hat der Minister vorgesehen, in Zusammenarbeit mit der Schulministerin eine Informationskampagne zu starten, um etwaige Kandidaten für einen solchen Beruf zu motivieren?

4) Gibt es nach Wissen des Ministers im Ausland schon viele Berater mit dem entsprechenden Diplom und die für den Klimaschutz der Gemeinden arbeiten?

5) Nach welchem ausländischen Modell hat der Minister sich inspiriert, um solche Klimaberater einzustellen?

**Réponse (15.2.2012) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:**

1) Der Klimapakt zwischen dem Staat und den Gemeinden basiert auf dem European Energy Award (EEA), einem gesamtheitlichen Qualitätsmanagementsystem im Bereich Klimaschutz, welches sich hauptsächlich mit den Themen Energieversorgung, Energieeffizienz, kommunale Gebäude und Infrastrukturen, Raumplanung, Wasserwirtschaft, Abfallwirtschaft, Mobilität, Kommunikation und Kooperation beschäftigt. Auf die angesprochenen Klimaberater kommt eine wichtige Rolle zu: Neben der Begleitung des EEA-Prozesses innerhalb der Gemeinde kann die Gemeinde seine Dienste für eine Grundberatung in den Bereichen Klima- und Energiepolitik in Anspruch nehmen. Es ist nicht angedacht, sich auf Berater zu beschränken, die in all den oben genannten Bereichen ausgebildet und spezialisiert sind. Vielmehr adressiert man sich hier an verschiedene Studienbereiche, wo einzelne dieser Themen angeschnitten werden. Neben den fachlichen Aspekten erfordert die konstruktive Arbeit mit den Gemeinden gute Kommunikationsfähigkeiten der Berater. Die Anforderungen an die Klimaberater sind im Anhang IV („Compétences conseiller climat“) des der Gesetzesvorlage beiliegenden Vertrages zwischen Gemeinde und Staat beschrieben. In Bezug auf den Studienbereich ist Folgendes vorgesehen: „disposer d'une formation universitaire (au moins bac +3) en ingénierie, architecture, sciences de l'environnement, écologie, urbanisme, aménagement du territoire, géographie ou domaine apparenté“.

Um die Qualität der Leistungen zu gewährleisten, sind die Klimaberater verpflichtet, an einer Grundausbildung, sowie an gezielten Weiterbildungen teilzunehmen. Die Grundausbildung besteht aus einer Einführung in den EEA-Prozess (Begleitung des Qualitätsmanagementsystems in der Gemeinde) sowie einer Einführung in die im EEA-Maßnahmenkatalog angeschnittenen Themen (kommunale Planungsinstrumente, Mobilität, Energieeffizienz, Energieversorgung, Wasserwirtschaft, Abfallwirtschaft). So wird sichergestellt, dass sich die Klimaberater auch die ihnen fehlenden Kompetenzen aneignen können.

2) Da man sich nicht auf einen spezifischen Studienbereich begrenzt, wird es sicherlich keine Probleme geben, um der Nachfrage an qualifizierten Klimaberatern nachzukommen (würden alle Gemeinden den Klimapakt unterzeichnen, so wären rund 20 Klimaberater ausreichend).

Es ist angedacht, über eine öffentliche Ausschreibung potenzielle Kandidaten zu suchen, die den oben beschriebenen Anforderungen gerecht werden. Die Anträge werden geprüft, die entsprechenden Kandidaten erhalten detailliertes Informationsmaterial über den Klimapakt und werden zu einem Gespräch eingeladen. In diesem Einzelgespräch werden ihre Kompetenzen in Bezug auf die Annexe IV - Compétences conseiller climat evaluiert. Anschließend werden die ausgewählten Bewerber an der Grundausbildung teilnehmen.

3) Aus den oben erwähnten Gründen - es ist kein spezifisches Studium notwendig und eine begrenzte Anzahl an Beratern ist ausreichend - ist keine Informationskampagne in Zusammenarbeit mit der Schulministerin geplant.

Eine zukünftige Aus- oder Weiterbildung als Klimaberater an der Universität ist jedoch nicht auszuschließen. Dies ist zum Beispiel der Fall in der Schweiz, wo die Fachhochschule Nordwest-

schweiz ab Februar 2012 eine berufs begleitende Weiterbildung (10 ECTS) zum Thema European Energy Award/kommunales Energiemanagement anbietet.

4) +5) Um die Anforderungen für die Beratungsmandate im Rahmen des Klimapaktes festzulegen, wurden intensive Gespräche mit den zuständigen Behörden aus der Schweiz, Frankreich und Deutschland geführt, wo sich der EEA bereits seit mehreren Jahren als Instrument für kommunalen Klimaschutz bewährt hat. Somit sind die Anforderungen an die Klimaberater in Luxemburg mit den anderen Ländern abgestimmt, wo ebenfalls kein spezifisches Studium oder Diplom verlangt wird, sondern die Klimaberater verpflichtet sind, an zusätzlichen Aus- und Weiterbildungen teilzunehmen.

**Question 1822 (2.1.2012) de M. Fernand Etgen (DP) concernant la fermeture du commissariat de proximité de Bavigne:**

Il me revient que suite à certaines restructurations internes au niveau du corps de la Police grand-ducale, le commissariat de proximité de Bavigne serait prochainement supprimé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les causes de la fermeture du commissariat susmentionné?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si des concertations avec les responsables communaux ont eu lieu sur ce sujet?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des consultations avec les policiers engagés dans cette région ont eu lieu?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une telle suppression risquerait de mettre en question les objectifs de décentralisation au sein de la Police grand-ducale qui consistent à intensifier le contact entre la police et la population, de garantir une présence sécuritaire et préventive, d'augmenter le nombre de patrouilles et d'accroître la rapidité d'intervention?

- Est-ce que les commissariats de police limitrophes peuvent garantir de manière adéquate la sécurité des riverains et de milliers de visiteurs de la région du Lac de la Haute-Sûre? Est-ce que les différents centres d'intervention avoisinants disposent de ressources humaines suffisantes durant la période estivale?

**Réponse (9.2.2012) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:**

La modification de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police est inscrite dans le programme gouvernemental. Les principes de régionalisation, d'intervention et de proximité ancrés dans cette loi continuent à rester les piliers de l'organisation policière future.

Cependant, dans le cadre des travaux entamés, et fort des expériences de dix années de fonctionnement de la Police grand-ducale, j'ai décidé de tenir davantage compte aussi bien de critères opérationnels que de l'évolution de la criminalité ainsi que du recrutement de la Police grand-ducale.

À l'heure actuelle aucune décision de fermeture n'est envisagée, des discussions entre mes services et la direction générale de la police, se basant sur un travail d'analyse détaillé sont en cours.

Il est évident que le moment venu, je consulterai les autorités politiques concernées et les informerai de mes démarches.

**Question 1823 (2.1.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les aspects financiers de la coopération au développement et les exercices budgétaires 2005-2010:**

Conformément au règlement de la Chambre des Députés, j'aimerais poser une question concernant certains aspects financiers de la coopération au développement et relatifs aux exercices budgétaires de 2005 à 2010 à Madame la Ministre de la Coopération.

1) Quel est le montant total de notre coopération au développement déboursé annuellement de 2005 à 2010, tous ministères confondus, en chiffres absolus et en pourcentage du revenu national brut sur la base des comptes arrêtés par la Chambre des Députés?

2) Quel est le montant total qui a été alloué, par année, pour les fins de l'APD (aide publique au développement) à des ONG ou, de manière générale, à des associations sans but lucratif luxembourgeoises? Quelles sont les dix a.s.b.l. et/ou ONG ayant touché le plus d'argent public sur les six dernières années dans le contexte de la coopération au développement et quels sont les montants? Quels sont les projets qui ont été mis en œuvre avec ces moyens? Comment l'État luxembourgeois a-t-il contrôlé l'usage efficace et correct de ces fonds?

3) Sur la base de quels critères ces ONG ou associations ont-elles été sélectionnées?

4) Sur la période indiquée, combien de l'enveloppe APD, hors aide humanitaire, a été déboursé via des contributions volontaires ou obligatoires à des organisations européennes ou internationales? Quelles sont ces organisations internationales? De quelle manière et par quels moyens a été vérifié la bonne affectation de ces fonds?

5) Quel pourcentage de l'enveloppe APD a été déboursé par le biais de Lux-Development et combien d'agents travaillent en tout, à Luxembourg et à l'étranger à des fins administratives respectivement dans le cadre de projets pour le compte de l'agence Lux-Development?

6) Quel est le ratio des frais administratifs par rapport à l'aide effectivement prestée de l'APD luxembourgeoise «sur le terrain», c'est-à-dire traduite dans des faits concrets dans les pays partenaires? Quel pourcentage de l'aide réservée à l'éradication de la pauvreté profite effectivement et de façon directe à des personnes en dessous du seuil de pauvreté dans les différents pays partenaires?

7) À ce titre, sur les six années en question, combien de fonds de l'enveloppe APD ont été consacrés à des études de faisabilité ou à des études de conseil? Combien de ces études ont été mises en œuvre contre paiement par des anciens agents de Lux-Development? Quelle est la méthodologie de passation de commande pour de telles études?

8) Est-ce que les contrats des agents travaillant ou ayant travaillé pour le compte de Lux-Development prévoient une période après l'expiration de leur contrat pendant laquelle lesdits anciens agents de Lux-Development ne sont pas autorisés à travailler pour le compte d'études de conseil, notamment de celles chargées de l'exécution de contrats pour le compte de Lux-Development? Est-ce qu'il ne serait pas opportun d'introduire des règles de déontologie dans ce domaine si elles n'existaient pas encore?

**Réponse (6.2.2012) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:**

1. Selon la définition du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, l'aide publique au développement (APD) est constituée par «tous les apports de ressources qui sont fournis aux pays et territoires sur la liste des bénéficiaires d'APD, ou à des institutions multilatérales, et qui émanent d'organismes publics, y compris les États et les collectivités locales, ou d'organismes agissant pour le compte d'organismes publics; ont pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement; et sont assorties de conditions favorables et comportent un élément de libéralité au moins égal à 25%».

Le Luxembourg applique la définition proposée par le CAD à qui il transmet annuellement les données sur son APD qu'il présente à la Chambre des Députés et au public au moyen du rapport annuel sur la coopération au développement. Ce rapport reprend l'ensemble de l'APD luxembourgeoise et dépasse dès lors les activités relevant directement du Ministère en charge de la coopération au développement et de l'aide humanitaire. Pour la période 2005-2010, elle se présente comme suit:

En 2005, l'aide publique au développement s'est élevée à 207.387.692 euros, montant qui représente 0,8% du revenu national brut de cette année.

En 2006, l'aide publique au développement s'est élevée à 231.510.318 euros, montant qui représente 0,9% du revenu national brut de cette année.

En 2007, l'aide publique au développement s'est élevée à 275.135.892 euros, montant qui représente 0,91% du revenu national brut de cette année.

En 2008, l'aide publique au développement s'est élevée à 287.679.785 euros, montant qui représente 0,97% du revenu national brut estimé de cette année<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Comme les chiffres du RNB ne sont pas encore définitifs pour 2008 et les années suivantes, nous reprenons ici les estimations fournies dans le cadre du dernier rapport annuel en date.

En 2009, l'aide publique au développement s'est élevée à 297.817.177 euros, montant qui représente 1,11% du revenu national brut estimé de cette année.

En 2010, l'aide publique au développement s'est élevée à 303.576.066 euros, montant qui représente 1,09% du revenu national brut estimé de cette année.

2.

- Entre 2005 et 2010 les ONG et/ou a.s.b.l. luxembourgeoises ont bénéficié des montants suivants au titre de l'APD:

2005: 36.009.271 euros

2006: 33.244.678 euros

2007: 40.410.779 euros

2008: 46.805.028 euros

2009: 50.703.890 euros

2010: 50.965.257 euros

- Les dix ONG/a.s.b.l. qui ont touché les montants les plus importants au cours de cette période sont, par ordre décroissant:

Fondation Caritas Luxembourg: 53.057.410 euros

Médecins sans frontières: 27.120.618 euros

Handicap international: 18 994 923

Fondation luxembourgeoise Raoul Follereau: 14.141.326 euros

Appui au développement autonome (ADA): 12.763.938 euros

Bridderlech Deelen: 11.102.072 euros

Fondation Chrëschte mam Sahel: 9.694.438 euros

S.O.S. faim: 9.379.033 euros

S.O.S. villages d'enfants monde: 9.245.757 euros

Action solidarité tiers monde (ASTM): 7.129.976 euros

Pour ce qui est des projets financés au moyen de ces fonds, précisons qu'ils relèvent de différents «instruments» gérés par la direction de la Coopération au développement du Ministère des Affaires étrangères. L'accord-cadre est le principal instrument de collaboration entre les ONG d'une envergure et le Ministère (article 18 de la loi du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement); sur base d'une stratégie agréée par le Ministère, l'ONG lui soumet un certain nombre d'activités dans le cadre d'un accord pluriannuel. Ces accords-cadres représentent l'essentiel des montants alloués aux ONG précitées. Pour des ONG de taille plus modeste ou par choix, la collaboration se fait dans le cadre de projets soumis, visés et cofinancés individuellement (articles 8 et suivants de la loi du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement).

À côté de ces activités de développement «classiques», le Ministère gère un article budgétaire permettant d'octroyer des subsides pour financer des programmes et projets dans le domaine de la promotion de la coopération au développement ainsi que d'actions de sensibilisation de l'opinion publique (articles 16 et 17 de la loi du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement). Certaines des ONG précitées se sont vues octroyer des fonds à ce titre.

L'aide humanitaire constitue un volet important de la politique gouvernementale en matière de coopération, ce dont témoigne notamment l'augmentation substantielle des budgets y affectés au cours de ces dernières années. Un certain nombre d'ONG luxembourgeoises soumettent des projets à ce titre.

Le Ministère a par ailleurs accordé un certain nombre de mandats à des ONG pour mettre en œuvre des projets bilatéraux.

Fondation Caritas Luxembourg:

accord-cadre 2005 «développement»: projets d'amélioration des conditions de vie des populations pauvres en Amérique latine, Asie, Afrique, Europe de l'Est et au Proche-Orient (il s'agit pour la plupart de projets de développement rural intégré, visant l'autonomisation des communautés les plus vulnérables); cet accord-cadre a été reconduit pour les périodes 2006-2008 et 2009-2011;

accord-cadre 2005-2006 «développement» en consortium avec «Bridderlech Deelen»: projets de promotion de la paix en Afrique, Amérique latine, Proche-Orient et Europe de l'Est;

accord-cadre 2007-2009 «sensibilisation et éducation au développement»; accord-cadre reconduit pour la période 2010-2012;

divers mandats au Monténégro et Kosovo depuis 2005 (pour l'essentiel réinsertion des demandeurs d'asile déboutés);

l'ONG a par ailleurs bénéficié de fonds pour des projets relevant de l'aide humanitaire (soixante-quinze projets pour la période visée).

Médecins sans frontières (MSF):

accord-cadre 2005-2009 «développement»: projets de lutte contre les maladies infectieuses,





les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/Sida en Afrique;

projet d'aide aux enfants de la rue, Ouagadougou;

projets de sensibilisation au développement en 2006, 2007, 2008 et 2009;

l'ONG a par ailleurs bénéficié de fonds pour des projets relevant de l'aide humanitaire (huit projets pour la période visée).

Handicap international (HI):

centre de réhabilitation pour para tétraplégiques, Ho Chi Minh ville;

accord-cadre «développement» 2005: projets d'éducation sur les risques liés aux mines, de réadaptation fonctionnelle, de réhabilitation à base communautaire, de lutte contre les maladies/accidents particulièrement invalidant(e)s, d'éducation inclusive, d'accessibilité physique des infrastructures et d'insertion professionnelle des personnes handicapées en Afrique, Amérique latine, Asie et au Proche-Orient; cet accord-cadre a été reconduit pour les périodes 2007-2009 et 2010-2013;

l'ONG a par ailleurs bénéficié de fonds pour des projets relevant de l'aide humanitaire (quinze projets pour la période visée).

Fondation luxembourgeoise Raoul Follereau:

accord-cadre «développement» 2005: projets dans les secteurs de la santé (lutte contre les maladies infectieuses), de la formation et du développement économique et social en Afrique (de l'Ouest principalement) et en Asie; cet accord-cadre a été reconduit pour la période 2006-2010.

Appui au développement autonome (ADA):

programmes d'actions (microfinance) en 2005 et 2006 puis mandat pluriannuel (2007-2011).

Bridderlech Deelen:

accord-cadre «développement» 2002-2006: projets d'éducation et de formation en Amérique latine, Afrique et Asie; cet accord-cadre a été reconduit pour la période 2007-2011;

accord-cadre «développement» 2007-2010 en consortium avec Caritas: projets de promotion de la paix en Afrique, Amérique latine, Proche-Orient et Europe de l'Est.

Fondation Chrëschte mam Sahel:

centre de rééducation fonctionnel, Ouagadougou, dernière phase;

accord-cadre «développement» 2005: projets de développement local intégré au Burkina Faso; cet accord-cadre a été reconduit pour les périodes 2007-2009 et 2010-2012;

projet de sensibilisation au développement «Si différents et si proches»;

l'ONG a par ailleurs bénéficié de fonds pour des projets relevant de l'aide humanitaire (un projet pour la période visée).

S.O.S. faim:

accord-cadre «développement» 2005: projets de lutte contre la faim par le soutien à la souveraineté alimentaire, dans divers pays d'Afrique; cet accord-cadre a été reconduit pour la période 2006-2010;

accord-cadre «développement» 2008-2010 en consortium avec ASTM: projets de renforcement d'acteurs locaux dans les domaines de l'agriculture, du financement rural, de la santé et de l'éducation dans trois pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, le Sénégal et le Togo);

accord-cadre «sensibilisation et éducation au développement» pour les périodes 2005-2008 et 2009-2011.

S.O.S. villages d'enfants monde:

accord-cadre «développement» 2010-2012: projets de prise en charge d'enfants dans les structures S.O.S., à travers des programmes d'éducation et de renforcement familial, en Afrique, Asie et Asie centrale;

l'accord-cadre a été précédé pour les années antérieures de 18 projets individuels visant à la construction de maisons et écoles pour enfants tout comme le renforcement familial;

l'ONG a par ailleurs bénéficié de fonds pour des projets relevant de l'aide humanitaire (sept projets pour la période visée).

Action solidarité tiers monde (ASTM):

accord-cadre «développement» 2005-2009: réalisation des droits humains et renforcement de la société civile en Amérique latine, Asie du Sud-Est et Afrique de l'Ouest; accord-cadre reconduit pour la période 2010-2014 avec concentration géographique plus étroite (Amérique latine et Asie du Sud-Est).

Les projets et programmes soumis par des ONG agréées pour cofinancement au Ministère doivent être présentés sous forme d'un schéma préétabli, explicitant la prise en compte d'un

certain nombre de critères d'efficacité et de durabilité ainsi que d'une gestion financière solide. Chaque demande fait donc l'objet d'une instruction a priori, avant tout octroi de financement.

Après approbation d'un projet ou programme, les financements se font par tranches annuelles, sur base de rapports financiers et narratifs des ONG. À la clôture d'un projet ou programme, l'ONG doit également soumettre un rapport final narratif et financier au Ministère.

De plus, les ONG disposant de l'agrément ministériel doivent soumettre chaque année leur bilan au Ministère. Les ONG ayant bénéficié d'un financement annuel égal ou supérieur à 100.000 EUR, doivent présenter des comptes audités par un réviseur d'entreprise.

Afin de garantir un suivi/évaluation adéquat des projets mis en œuvre par les ONG, celles-ci peuvent avoir recours à des évaluateurs internes et/ou externes. Le Ministère participe aux frais de telles évaluations.

Indépendamment du suivi effectué par les ONG, le Ministère procède chaque année à l'évaluation externe de cinq ONG agréées. Ces évaluations comprennent aussi bien un audit financier et comptable qu'une évaluation de toutes les activités financées (selon des critères d'efficacité, d'efficacité, de viabilité et d'impact). Par ailleurs, des agents du Ministère peuvent également effectuer des visites de projets cofinancés.

Enfin, il y a lieu de mentionner qu'un bureau d'assistance technique, situé au sein du cercle de Coopération des ONG de développement, se tient à la disposition des ONG afin de les assister dans l'élaboration et le suivi de leurs projets.

3. L'article 7 de la loi du 6 janvier 1996 prévoit un agrément comme organisations non gouvernementales pour les associations sans but lucratif (a.s.b.l.) constituées conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif. Le Ministre ayant dans ses attributions la coopération au développement accorde cet agrément aux a.s.b.l. qui en font la demande sur base de la présentation par l'association concernée d'un dossier permettant d'apprécier ses capacités, ses compétences et son expérience dans le domaine de la coopération au développement et plus particulièrement dans la mise en œuvre de programmes ou projets au bénéfice des populations des pays en développement. Pour ce faire, il est notamment vérifié que l'a.s.b.l. est active depuis plus de deux ans, qu'elle dispose d'un siège effectif à Luxembourg et d'une base solide de donateurs.

4. Entre 2005 et 2010, 607.387.364 euros ont été attribués à des organisations européennes et internationales pour la mise en œuvre de projets de coopération au développement.

Les contributions volontaires à ces organisations (hors UE) se présentent comme suit:

2005: 36.029.251 €

2006: 49.971.040 €

2007: 84.610.764 €

2008: 73.735.040 €

2009: 66.906.463 €

2010: 69.625.103 €

Les contributions obligatoires (hors UE) se présentent comme suit:

2005: 346.069 €

2006: 366.172 €

2007: 343.104 €

2008: 405.177 €

2009: 412.723 €

2010: 430.314 €

Les contributions à des programmes d'assistance économique et technique ainsi qu'aux actions humanitaires de l'UE (dont essentiellement le Fonds européen pour le développement), y inclus dépenses diverses dans le même but (article budgétaire 01.7.35.000):

2005: 8 045 110 €

2006: 8 114 840 €

2007: 8 680 489 €

2008: 9 044 000 €

2009: 10 070 500 €

2010: 10 927 076 €

Les contributions au budget communautaire affectées à des activités relevant de l'APD se présentent comme suit (y inclus le financement de jeunes experts en délégations de la Commission européenne):

2005: 11.639.518 €

2006: 11.861.286 €

2007: 15.648.000 €

2008: 14.000.030 €

2009: 19.170.000 €

2010: 14.791.691 €

Le tableau de l'ensemble des contributions versées à partir de l'enveloppe gérée par la direction de la Coopération au développement du Ministère des Affaires étrangères se présente comme suit:

2005: 60.488.392 €

2006: 63.002.755 €

2007: 60.973.573 €

2008: 82.359.161 €

2009: 82.342.237 €

2010: 80.957.712 €

|  |              |
|--|--------------|
| Programme des Nations Unies pour le développement  | 83.031.228 € |
| Programme alimentaire mondial  | 54.529.998 € |
| Fonds des Nations Unies pour la population   | 52.590.150 € |
| Commission européenne  | 52.356.627 € |
| Organisation mondiale de la Santé  | 50.867.138 € |
| Comité international de la Croix-Rouge   | 48.454.171 € |
| Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés  | 46.047.880 € |
| Fonds des Nations Unies pour l'enfance   | 42.176.659 € |
| Banque internationale pour la reconstruction et le développement                                       | 37.283.344 € |
| Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA   | 26.885.000 € |
| Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire                              | 23.538.451 € |
| Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient | 18.196.043 € |
| Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture                                    | 13.369.350 € |
| Bureau International du Travail  | 12.165.570 € |
| Banque européenne d'investissement   | 5.828.385 €  |
| Fonds de développement des Nations Unies pour la femme   | 5.570.000 €  |
| Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)                                 | 4.300.000 €  |
| Alliance mondiale pour la vaccination et l'immunisation  | 3.810.000 €  |
| Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement                                       | 3.097.087 €  |
| Programme des volontaires des Nations Unies  | 2.778.691 €  |
| Programme des Nations Unies pour l'environnement   | 2.660.000 €  |
| Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)                                     | 2.254.721 €  |
| Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  | 1.702.470 €  |
| European Microfinance Platform [e-MFP]   | 1.597.000 €  |
| European Centre for Development Policy Management (ECPDM)  | 1.540.521 €  |
| Organisation mondiale du commerce (OMC)  | 1.250.000 €  |
| Organisation des Nations Unies (divers Trust Funds)  | 1.188.288 €  |
| International Strategy for Disaster Reduction (UNISDR)   | 1.070.375 €  |
| Women's World Banking  | 1.000.000 €  |
| UN Irak Trust Fund   | 900.000 €    |
| International Center for Justice   | 854.561 €    |
| Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge                         | 835.000 €    |
| Banque asiatique de développement  | 822.639 €    |
| Global Humanitarian Forum  | 600.000 €    |
| Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP)                                 | 525.000 €    |
| Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture                              | 318.643 €    |
| Office des Nations Unies contre la drogue et le crime  | 300.000 €    |
| Agence internationale de l'énergie atomique  | 289.111 €    |
| Alliance for Green Revolution in Africa  | 255.287 €    |
| Organisation internationale des migrations (OIM)   | 128.957 €    |
| European and Developing Countries Clinical Trials Partnership (EDCTP)                                  | 100.000 €    |
| Banque de développement des Caraïbes   | 75.000 €     |
| European University Institute (EUI)  | 65.826 €     |
| Convention sur la lutte contre la désertification  | 58.614 €     |
| United Nations System Staff College  | 43.361 €     |
| Institut International pour l'Unification du Droit Privé   | 30.000 €     |
| Programme des Nations Unies pour les établissements humains  | 25.000 €     |
| United Nations Forum on Forests  | 15.000 €     |
| Global Footprint Network   | 6.216 €      |

S'il se réserve généralement le droit de procéder à un audit ou à d'autres formes d'évaluation dans le cadre de ses accords bilatéraux, le Luxembourg n'impose en principe pas à ses partenaires d'obligations de reporting autres que celles prescrites par leurs organes de gouvernance respectifs. Le Luxembourg dispose dès lors des comptes audités et des rapports annuels des différentes organisations; tout déboursement dans le cadre d'un accord pluriannuel est conditionné à la soumission de rapports que le Ministère examine avec le soin requis. Notons par ailleurs que les projets mis en œuvre par des agences multilatérales dans les pays cibles de la coopération sont inclus dans l'évaluation réalisée à mi-parcours d'un programme indicatif de coopération (PIC).

5. Les montants déboursés par le biais de Lux-Development et relevant de l'APD se présentent comme suit:

Le nombre d'agents travaillant en tout, à Luxembourg et à l'étranger à des fins administratives respectivement dans le cadre de projets pour le compte de l'agence Lux-Development se compose au 31 décembre 2011 comme suit:

54 collaborateurs au siège à Luxembourg;

46 collaborateurs dans les bureaux régionaux de l'agence, dont 9 internationaux et 37 nationaux;

75 experts internationaux dans le cadre des projets et programmes, dont 6 salariés de l'agence (2 siège et 4 terrain);



414 recrutés locaux dans le cadre des projets et programmes, dont 34 mis à disposition par la contrepartie;

9 ATJ (assistants techniques juniors).

Soit un chiffre total de 598 personnes.

6. Le Luxembourg transmet annuellement au Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, dans le respect de la définition que celui-ci leur donne, le montant des frais administratifs engendrés par le volet gouvernemental de la coopération au développement (personnel et structures relevant directement ou indirectement de la direction de la Coopération au développement du Ministère des Affaires étrangères et des bureaux de la coopération dans les pays tiers).

Ces montants sont les suivants:

2005: 8.651.466 €

2006: 10.381.007 €

2007: 12.138.431 €

2008: 14.412.320 €

2009: 14.505.364 €

2010: 15.285.791 €

Ce qui nous donne, par rapport à l'ensemble de l'APD luxembourgeoise, les ratios suivants:

2005: 4,17%

2006: 4,48%

2007: 4,41%

2008: 5,01%

2009: 4,87%

2010: 5,04%

La politique de concentration géographique de la Coopération luxembourgeoise vise prioritairement des pays parmi les moins avancés (PMA), donc avec une majorité de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté.

Dans les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise qui ont gradué du groupe des PMA, il subsiste des poches de pauvreté, donc également à forte proportion de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté, qui font l'objet d'une attention particulière de la part de la Coopération lors de la négociation des programmes indicatifs de coopération (PIC) avec les pays en question. La lutte contre la pauvreté reste évidemment l'objectif primordial de la Coopération, tel qu'il est affirmé dans la législation pertinente, et ainsi qu'il est rappelé régulièrement dans les rapports annuels de la Coopération luxembourgeoise et dans les déclarations ministérielles à la Chambre des Députés.

Dans un souci permanent d'une efficacité croissante de l'aide luxembourgeoise, la Coopération luxembourgeoise suit les principes retenus au niveau international, et notamment dans la série de conférences internationales qui, de Rome en 2003 à Busan en 2011, en passant par Paris en 2005 et Accra en 2008, ont traité des meilleures pratiques pour augmenter l'efficacité de l'aide. Pour mieux servir les parties les plus défavorisées des populations dans les pays en développement, ces pratiques montrent qu'il est important d'encourager les pays du Sud à travailler en partenariat, à s'approprier l'aide internationale, à aligner cette aide sur les priorités de développement telles que définies par les gouvernements en question, à harmoniser les procédures avec les donateurs, à faire une gestion pour les résultats, le tout dans un esprit de responsabilité mutuelle (mutual accountability).

Ce souci de garantir un bénéfice maximal de l'aide luxembourgeoise pour les tranches les moins favorisées de la population dans un pays donné est exprimé sans équivoque à l'occasion des Commissions de partenariat annuelles, au niveau ministériel, avec les autorités du pays partenaire. L'aide apportée ainsi par la voie bilatérale a représenté en 2010 63,97 pour cent de l'APD luxembourgeoise (y compris l'aide acheminée via Lux-Development, via les ONG et par la voie multi-bi). La partie de l'aide multilatérale (36,03 pour cent de l'APD en 2010) est acheminée en collaboration avec des fonds et programmes des Nations Unies ou via des agences internationales spécialisées qui ont également souscrit aux principes de l'efficacité susmentionnés.

7. Les frais «consacrés à des études de faisabilité ou à des études de conseil» sont liés aux frais de formulation des projets et programmes exécutés par l'agence Lux-Development. Pour la période visée, leur montant total s'élève à 7.433.622,79 euros pour un montant total des

budgets de mise en œuvre des projets et programmes de 514.426.272 euros, soit un ratio de 1,4%.

Trois anciens agents de l'agence ont pu se voir confier, de manière ponctuelle, des tâches dans le cadre de telles études.

La méthodologie de passation de commandes pour de telles études se fait selon les procédures de passation de marchés publiées sur le site Internet de l'agence:

[www.lux-development.lu/pres\\_off.lasso](http://www.lux-development.lu/pres_off.lasso)

8. Lux-Development dispose d'un code d'intégrité, publié sur son site Internet <http://www.lux-development.lu/rse.lasso>. Ce code ne contient pas de clause qui interdirait à un ancien collaborateur d'effectuer des missions spécifiques pour le compte de l'agence et nous n'en voyons d'ailleurs pas l'utilité. Au contraire, nous sommes d'avis qu'il peut même être avantageux pour l'agence de bénéficier, le cas échéant, de l'expertise et de la compétence de certains anciens collaborateurs.

Il y a un seul cas où la direction de l'agence de l'époque avait estimé qu'il pourrait y avoir conflit d'intérêt en confiant une mission à un ancien collaborateur. Dans ce cas précis il avait été convenu d'un commun accord de mettre en place une période de deux ans au cours de laquelle le concerné ne serait pas autorisé à effectuer une mission pour Lux-Development. Cette période, désormais révolue, a été respectée.

**Question 1824** (2.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **citation d'un rapport de la Police grand-ducale dans la presse française dans le contexte de l'affaire Karachi**:

Dans un article consacré à «l'affaire Karachi» plusieurs journaux français, tels que «Libération» et «L'Humanité», citent un rapport interne de la police luxembourgeoise daté au 10 janvier 2010. Selon ces sources, Messieurs Nicolas Sarkozy et Édouard Balladur auraient donné leur aval à la création de deux entreprises dans notre pays. Celles-ci auraient développé des activités dans le contexte de la campagne électorale présidentielle de Monsieur Balladur en 1995.

On peut s'étonner du fait qu'un rapport de la Police grand-ducale soit connu et cité dans la presse française.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Justice et de la Police:

1) Est-ce qu'il y a eu communication d'éléments de ces dossiers de la Police grand-ducale à des tiers par des autorités luxembourgeoises dûment habilitées?

2) Le Gouvernement estime-t-il possible qu'il y ait eu des fuites non autorisées du côté luxembourgeois, soit dans la police, soit dans le système judiciaire?

3) Est-ce qu'il y a eu une commission rogatoire du côté français? Dans un tel cas, les autorités françaises sont-elles autorisées à communiquer des rapports de la police luxembourgeoise à la presse?

**Réponse commune** (18.1.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

L'honorable Monsieur Kartheiser s'interroge sur des «fuites non autorisées» de la part des autorités policières ou judiciaires luxembourgeoises dans l'affaire Karachi.

Il y a effectivement eu dans ce dossier une commission rogatoire de la part des autorités judiciaires françaises qui a été exécutée par les autorités judiciaires et policières luxembourgeoises. Il n'y a toutefois aucun élément qui permettrait d'admettre qu'il y a eu des fuites de la part des autorités luxembourgeoises qui respectent scrupuleusement le secret d'instruction.

Il n'appartient évidemment pas au Gouvernement luxembourgeois de spéculer sur d'éventuelles fuites du côté des autorités françaises qui, elles aussi, sont tenues au respect du secret d'instruction.

**Question 1825** (2.1.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **chaussée reliant Heffingen et Junglinster** (CR129):

À l'heure actuelle, la chaussée reliant les villages de Heffingen et de Junglinster via la localité de Godbrange (CR129) se trouve dans un état dé-

solant sur la totalité de ce tronçon de route d'une longueur de presque six kilomètres.

C'est pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations détaillées sur un éventuel projet de redressement de cette route, en particulier d'une partie de la traversée du village de Junglinster?

- Dans la négative, quelles sont les raisons qui ont empêché Monsieur le Ministre de réaliser ce redressement indispensable?

**Réponse** (13.2.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°1825 du 2 janvier 2012, l'honorable Député souhaite s'informer sur l'état «désolant» de la chaussée reliant les villages de Heffingen et de Junglinster via la localité de Godbrange (CR129).

En ce qui concerne en premier lieu la partie Godbrange-Junglinster, il échet de préciser que le dossier de soumission y afférent sera présenté dès que les emprises nécessaires à la réalisation du projet seront disponibles. En effet, pour adapter le tracé sinueux entre Godbrange et Junglinster aux normes en vigueur, il faut réaliser un élargissement de l'assiette actuelle de la route avec une adaptation du tracé de route en profil en long et en situation ce qui a nécessité une autorisation en vertu de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

En ce qui concerne, en deuxième lieu, la traversée de Junglinster, ces travaux seront intégrés dans le dossier de redressement du CR129 Godbrange-Junglinster, mais ce projet ne sera pas réalisable sur toute sa longueur (environ 300 m) avant la démolition d'un bâtiment privé situé à l'entrée du village.

Enfin, en ce qui concerne la partie Heffingen-Godbrange, l'autorisation «Environnement» est accordée depuis 2010, alors que les emprises ne sont pas encore disponibles pour le moment.

**Question 1826** (2.1.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **chemin repris reliant Michelau au lieu-dit Flébour** (CR379):

Le chemin repris reliant le village de Michelau au lieu-dit Flébour (CR379) se présente dans un état critique en maints endroits. Il n'est donc pas étonnant que Monsieur le Ministre délégué du Développement durable et des Infrastructures ait annoncé, il y a quelques mois, que le chemin en question serait réaménagé sous peu.

C'est pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations détaillées sur le projet de redressement de ce chemin repris qui permet aux habitants de Michelau d'accéder directement à la E421 (N7)?

- Les travaux en question pourraient-ils commencer au printemps de cette année?

**Réponse** (25.1.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur les travaux de redressement du CR379.

En effet, un avant-projet de redressement de ce chemin repris entre Michelau et le lieu-dit Flébour a été élaboré par l'Administration des Ponts et Chaussées et est actuellement en instruction auprès du département de l'Environnement pour fixer le tracé définitif. Par la suite, le dossier des emprises pourra être préparé.

En l'absence d'imprévus, les travaux de redressement du CR379 devraient pouvoir commencer au printemps 2013.

**Question 1828** (3.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **visite d'un représentant du mouvement terroriste Hamas en Turquie**:

D'après certains médias, Monsieur Ismail Hanidscha, un des dirigeants du mouvement terroriste Hamas, se serait rendu récemment en Turquie et y aurait rencontré le Premier Ministre Monsieur Erdogan. La Turquie conduit actuellement des négociations d'adhésion avec l'Union européenne. Or, le Hamas est officiellement classé comme mouvement terroriste par l'Union européenne depuis le 13 septembre 2003.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1) Quel est l'avis de Monsieur le Ministre sur la rencontre entre le Premier Ministre turc, Monsieur Erdogan, et un représentant du mouvement terroriste Hamas? Monsieur le Ministre estime-t-il que cette rencontre devrait avoir des conséquences sur les négociations d'adhésion de l'UE avec la Turquie?

2) Monsieur le Ministre a-t-il déjà rencontré lui-même des représentants du mouvement terroriste Hamas?

3) Quel est l'avis de Monsieur le Ministre sur la politique actuelle de la Turquie dans le conflit israélo-palestinien?

**Réponse** (27.1.2012) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

Au Proche-Orient, la Turquie a développé une diplomatie active et estime, à cet égard, que ses efforts de médiation ne doivent exclure aucune des parties. La Turquie s'est notamment efforcée de faciliter la réconciliation inter-palestinienne entre le Fatah et le Hamas. Comme rappelé par le Conseil des Affaires étrangères de mai 2011, la réconciliation inter-palestinienne est un élément important pour l'unité d'un futur État palestinien et pour l'avènement d'une solution à deux États.

En même temps, il faut noter que les relations entre la Turquie et Israël, deux partenaires cruciaux de l'UE, sont également importantes dans ce contexte. Dès lors, leur dialogue et leurs relations sont également essentiels pour l'UE et ses États membres.

Quant aux négociations d'adhésion entre l'UE et la Turquie, elles ont lieu en fonction des principes établis dans le traité, des critères de Copenhague, des conclusions du Conseil de décembre 2006 relatives au consensus renouvelé sur l'élargissement ainsi que des conditions fixées dans les différents chapitres de négociation tels que définis par le mandat de négociation.

Puis, comme décrit dans le paquet élargissement de 2011, l'objectif de l'UE est de parvenir à une plus grande coordination de sa politique étrangère avec celle de la Turquie, par le biais d'un renforcement du dialogue politique. Un tel dialogue est vu comme complémentaire au processus d'adhésion. Le Conseil Affaires générales du 5 décembre 2011 a rappelé que la Turquie est un acteur régional important au Proche-Orient et il l'a encouragée à mener sa politique étrangère de manière complémentaire avec l'Union et en coordination avec elle et à s'aligner progressivement sur les politiques et positions de l'UE.

Le Gouvernement soutient pleinement ces efforts de coordination.

Par ailleurs, le Gouvernement tient à souligner qu'il n'entretient aucun contact avec des représentants du Hamas.

**Question 1829** (3.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**indépendance de la Banque centrale du Luxembourg** (BcL):

Ces derniers jours beaucoup de critiques ont été formulées à l'encontre du Gouvernement hongrois du fait qu'il a fait adopter par voie parlementaire des dispositions qui limiteraient selon les critiques l'indépendance de la Banque centrale hongroise. Certains observateurs estiment que le Gouvernement hongrois aurait indûment ou exagérément accru son influence dans la nomination des postes de direction de cette institution.

Au Luxembourg, l'alinéa 5 (2) de la loi organique interdit aux membres des organes de la BcL de solliciter ou d'accepter des instructions des gouvernements des États membres.

Or, en consultant le site de la BcL, on peut lire que le conseil de notre Banque centrale comprend les trois membres de la direction et six membres nommés par le Gouvernement. Parmi les membres de ce conseil on trouve entre autres un ancien Ministre des Affaires étrangères.

D'après la loi organique, le Gouvernement peut proposer au Grand-Duc de révoquer un membre de la direction sous certaines conditions («faute grave», «ne remplit plus les conditions nécessaires à ses fonctions»). Les mandats sont renouvelables, sans doute aussi sur proposition du Gouvernement.

Au vu de cette composition et de ces modalités de nomination, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Finances:



1) Quels sont les critères objectifs que le Gouvernement retient pour sélectionner et nommer les membres de ce conseil?

2) Quelles sont les «conditions nécessaires à ses fonctions» qu'un membre de la direction doit remplir sous peine de révocation?

3) Le Gouvernement estime-t-il qu'il peut être soutenu de façon crédible que le conseil de la Banque centrale est suffisamment indépendant de lui?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de proposer à la Chambre des Députés des règles de nomination assurant une parfaite transparence dans le choix des membres du conseil de la BcL tout en garantissant une indépendance réelle et crédible de la BcL par rapport au Gouvernement?

**Réponse commune** (14.2.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Dans la question parlementaire n°1829 du 3 janvier 2012, il est fait référence à la situation actuelle en Hongrie, et plus particulièrement à la modification de la Constitution du pays et à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi organique de la Banque centrale nationale hongroise («Magyar Nemzeti Bank») en date du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Ces nouveaux textes, par ailleurs revus d'un œil critique par la Banque centrale européenne (BCE) dans ses avis du 14 et du 22 décembre 2011, concernent entre autres la gouvernance de la banque centrale hongroise et menacent de mettre en péril l'indépendance personnelle et juridique de ses organes de décision.

Il convient de rappeler que la gouvernance des organes de décision des banques centrales nationales en ce qui concerne l'accomplissement de leurs missions et devoirs dans le cadre de leurs compétences dans le domaine monétaire sont garantis au niveau européen par l'article 130 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne et l'article 7 des statuts du Système européen de banques centrales (SEBC) et de la BCE.

En ce qui concerne le statut des organes de la Banque centrale du Luxembourg (BcL), que sont la direction et le conseil, ce principe est repris dans l'article 5 (2) de la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg telle que modifiée.

1. En matière de sélection et de nomination des membres du conseil, il faudra différencier entre les membres de la direction, membres d'office de par leur fonction, et les six membres nommés par le Gouvernement en Conseil.

Les deux directeurs et le directeur général, qui sont nommés par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement en Conseil, ont la qualité de fonctionnaire en ce qui concerne leur statut, leur traitement et leur régime de pension. De ce fait, ils répondent sans préjudice de leur compétence et expérience professionnelle dans les domaines financiers ou économiques, aux critères généraux d'honorabilité, d'intégrité et d'engagement professionnel énoncés par la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Les autres membres du conseil sont choisis par le Gouvernement en Conseil en raison de leurs compétences spécifiques et leurs valeurs intrinsèques parmi les personnalités du pays offrant toutes garanties d'indépendance et d'intégrité et possédant l'engagement personnel et la capacité professionnelle requis pour l'exercice de cette fonction.

2. La loi organique de la BcL garantit l'indépendance personnelle des membres de son conseil dans son article 12 (3) qui prévoit comme les articles 11.4. et 14.2. des statuts du SEBC la possibilité de révoquer un membre qui ne remplit plus les conditions nécessaires à ses fonctions ou qui a commis une faute grave.

L'article 7 (3) qui suit ajoute que nul ne peut rester membre du conseil s'il exerce des fonctions en dehors de la BcL qui sont en conflit avec les exigences de l'article 5(2) ou avec les dispositions relatives au secret professionnel applicables au SEBC.

À part les exceptions légales dont les incapacités légales, pareille procédure de révocation est envisageable en cas de non-respect des critères susmentionnés. La révocation se fait par arrêté grand-ducal pris sur proposition du Gouvernement en Conseil et sur avis du conseil de la BcL (art. 6 (h) de la loi organique).

3. Par ailleurs, le directeur général de la BcL est membre du conseil des gouverneurs de la BCE et jouit en matière de politique monétaire d'une indépendance personnelle spécifique par rapport à toute instruction extérieure.

Il bénéficie notamment à ce titre en cas de révocation d'un droit de recours individuel auprès

de la Cour de Justice pour violation des traités ou de toute règle de droit relative à leur application (article 14.2. des statuts du SEBC).

4. À l'instar d'autres établissements publics dotés de la personnalité juridique, il est de la compétence et de la responsabilité du Gouvernement en Conseil de procéder à la nomination des membres des organes de décision de ces établissements. L'indépendance réelle du conseil, l'indépendance personnelle de ses membres sont garanties de manière à satisfaire pleinement les exigences de la BCE eu égard aux textes en vigueur. La volonté du Gouvernement d'assurer pleinement la conformité de la législation nationale sur la BcL avec les statuts du SEBC a été reconnue expressément par la BCE dans son avis du 23 septembre 1998 sur le projet de loi n°4468/07 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg (CON/1998/93).

**Question 1831** (3.1.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (CR308)**:

La maçonnerie du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (CR308) est depuis quelques années défectueuse en plusieurs endroits. Il en est de même de son tablier si bien qu'il n'est pas exclu que de graves problèmes d'étanchéité risquent de se poser dans un avenir proche.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- L'Administration des Ponts et Chaussées envisage-t-elle de procéder à une restauration de cet ouvrage d'art?

- Dans l'affirmative, quand ces travaux pourraient-ils être mis en œuvre?

- Monsieur le Ministre peut-il éventuellement informer sur les mesures qui devraient être prises dans ce contexte précis?

- L'administration compétente a-t-elle déjà fait estimer les coûts des travaux en question?

**Réponse** (25.1.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur la maçonnerie du pont de la Sûre à Bourscheid-Moulin

Tout d'abord, l'on précise que les travaux de réhabilitation du pont de la Sûre à Goebelsmühle (OA154) qui a fait l'objet de la question parlementaire n°1718 du 24 octobre 2011 de l'honorable Député (cf. *compte rendu n°3/2011-2012*), démarreront en principe cette année alors que la soumission afférente aura lieu en février 2012.

En ce qui concerne maintenant les travaux de réhabilitation qui s'imposent au pont de la Sûre à Bourscheid-Moulin (OA152), il échet de noter que l'avant-projet sommaire relatif à ces travaux est en voie d'achèvement de sorte que les travaux devraient pouvoir commencer en 2013.

Pour des raisons d'organisation et aussi de déviations à mettre en place, les chantiers de réhabilitation des OA154 et OA152 ne peuvent en aucun cas se dérouler simultanément.

À noter enfin que mes services procèdent régulièrement à des contrôles de tous les ouvrages d'art. La planification des travaux à réaliser prioritairement tient compte de l'état plus ou moins dégradé des différents ponts de même que des crédits budgétaires à disposition pour leur réhabilitation.

**Question 1832** (4.1.2012) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant la **publication d'un livre vert par la Commission européenne au sujet du droit au regroupement familial des ressortissants de pays tiers résidant dans l'Union européenne**:

La Commission européenne a publié un livre vert relatif au droit au regroupement familial des ressortissants de pays tiers résidant dans l'Union européenne (directive 2003/86/CE).

- Comment le Gouvernement luxembourgeois entend-il répondre à ce livre vert?

- Le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il de préconiser des changements quant au fond? Dans l'affirmative, lesquels?

- Le Gouvernement luxembourgeois entend-il demander un avis au Conseil national pour étrangers sur ce livre vert?

Il y a lieu de remarquer que dans les statistiques figurant en annexe du livre vert, aucun chiffre

n'est fourni concernant le Grand-Duché. Dès lors je vous prie de me faire part des chiffres pour les années 2008, 2009 et 2010 concernant:

- le nombre des premiers titres de séjour délivrés pour des motifs familiaux à des ressortissants de pays tiers rejoignant des ressortissants de pays tiers;

- le nombre total de premiers titres de séjour délivrés pour tous motifs à des ressortissants de pays tiers;

- la proportion de titres de séjour délivrés aux ressortissants de pays tiers rejoignant des ressortissants de pays tiers par rapport au nombre total de premiers titres de séjour délivrés aux ressortissants de pays tiers;

ainsi que des chiffres pour la rubrique «Motifs familiaux: personne rejoignant un ressortissant de pays tiers» figurant dans la même annexe.

**Réponse** (2.2.2012) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Une discussion au sujet du livre vert relatif au droit au regroupement familial des ressortissants de pays tiers résidant dans l'Union européenne, publié par la Commission le 15 novembre 2011, a été à l'ordre du jour des ministres ayant l'immigration dans leurs attributions lors de la réunion informelle du Conseil JAI qui a eu lieu à Copenhague le 26 janvier 2012. Une large majorité de représentants, dont moi-même, se sont plutôt prononcés en faveur d'un status quo et contre des modifications de la directive actuelle; celle-ci fournissant un cadre assez flexible pour permettre aux États membres d'organiser les regroupements familiaux des ressortissants de pays tiers et d'assurer une intégration de ceux-ci.

Sur base de son livre vert, la Commission entend mener une large discussion avec «l'ensemble des acteurs concernés», par ailleurs tous invités à apporter leur contribution en répondant aux questions posées par la Commission. En conséquence, il n'incombe pas au Gouvernement de demander un avis au Conseil national pour étrangers sur le livre vert de la Commission qui, s'il le souhaite, peut de sa propre initiative présenter ses commentaires.

Les tableaux annexés au livre vert ne renseignent pas sur les chiffres luxembourgeois en matière de regroupement familial des ressortissants de pays tiers, alors qu'en 2008, 2009 et 2010, il n'a pas été possible de collecter ces données. La direction de l'Immigration a demandé au Centre des technologies de l'information de l'État de l'assister en vue d'établir, a posteriori, dans la mesure du possible ces données qui auraient dû être communiquées à Eurostat. Dans ce cas elles seront également disponibles pour la Chambre des Députés.

**Question 1833** (4.1.2012) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant les **mesures de sécurité supplémentaires dans la filière nucléaire**:

Le 11 mars 2011 a eu lieu la catastrophe nucléaire de Fukushima qui a complètement bouleversé la perception du monde entier sur l'utilisation civile de l'énergie nucléaire. Les 24 et 25 mars 2011 le Conseil européen a demandé un audit sur les 143 réacteurs fonctionnant dans les 27 États membres de l'Union européenne. Un rapport de la Commission européenne sur les «stress tests» est prévu pour les 28 et 29 juin 2012.

En attendant, la France vient de publier le rapport de son Autorité de sûreté nucléaire (ASN) dans lequel il n'est demandé aucun arrêt d'installations, mais par contre une augmentation systématique et contraignante de «leur robustesse face aux situations extrêmes», comportant des investissements massifs supplémentaires pour mieux assurer la sécurité.

- Étant donné que de tels investissements devraient concerner aussi la centrale de Cattenom qui menace directement notre pays, le Gouvernement luxembourgeois entend-il s'informer systématiquement sur la réalisation des nouvelles mesures de sécurité préconisées dans le rapport de l'ASN (mise sur pied d'un «noyau dur» sur chaque site, groupe électrogène d'ultime secours, force d'intervention d'urgence, protection des eaux souterraines, compétence des exploitants, etc.)? Comment suivra-t-il la mise en place de ces mesures?

- Sur le plan européen, l'article 194 du TFUE excepte expressément «les conditions d'exploitation des ressources énergétiques» des États membres de mesures communes. Comment dès lors tirer les leçons de la catastrophe de Fukushima sur le plan européen et imposer à la filière nucléaire dans l'ensemble des États membres de l'UE des mesures de sécurité sup-

plémentaires au moins aussi drastiques que celles retenues en France par l'ASN?

**Réponse** (19.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Je voudrais indiquer à l'honorable Député que dès le début des «stress tests» des réacteurs nucléaires européens, la Division de la Radioprotection de la direction de la Santé a suivi activement ce processus. Aussi bien les autorités luxembourgeoises que les autorités de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat, supportées par un expert externe, ont porté une attention particulière aux évaluations de la centrale nucléaire de Cattenom. Dans ce contexte, les rapports des «stress tests» ont été mis à disposition de la Division de la Radioprotection qui les a étudiés en détail et formulé des revendications à l'égard de l'amélioration de la sûreté des centrales nucléaires françaises, dont des éléments clé peuvent aujourd'hui être retrouvés dans les nouvelles mesures de sûreté proposées par l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN).

Ainsi, la Division de la Radioprotection, qui a été renforcée par un collaborateur supplémentaire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012, continuera à suivre l'évolution de la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions à travers ses contacts directs avec l'autorité française et sa participation aux réunions régulières de la commission mixte franco-luxembourgeoise sur la sécurité nucléaire. Par ailleurs, l'éventuelle nomination d'un expert luxembourgeois au Groupe Permanent d'Experts pour les Réacteurs nucléaires, organe consultatif de l'ASN, constituera une nouvelle possibilité d'accompagner la mise en œuvre des mesures de sûreté proposées.

Outre son implication dans l'observation des évaluations complémentaires de sûreté des centrales nucléaires françaises, la Division de la Radioprotection militera à la progression commune de la sûreté de toutes les centrales nucléaires européennes à travers son expert délégué aux examens par des pairs européens. Les résultats finaux sont attendus pour juin 2012.

Dans la suite de ce processus à caractère volontaire, la Commission européenne souhaite relancer le débat sur un renforcement du cadre législatif en la matière. Il est dès lors évident que le Luxembourg se positionnera à côté des délégations qui revendiquent un cadre plus restrictif. Les renforcements substantiels prévus actuellement en France, et d'éventuelles autres bonnes pratiques mises en évidence lors de l'analyse par les pairs, peuvent en effet servir comme orientations au développement de futures exigences minimales.

Ainsi, le Gouvernement luxembourgeois, tout en confirmant son soutien à la sortie rapide du nucléaire, soutient tous les efforts pour renforcer la sécurité des installations pendant la phase transitoire.

**Question 1836** (5.1.2012) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la **cigarette électronique**:

La cigarette électronique, qui existe depuis quelques années et qui semble devenir de plus en plus populaire, est un générateur d'aérosol dont la forme rappelle celle de la cigarette et qui sert à délivrer à son utilisateur de la fumée artificielle aromatisée contenant ou non de la nicotine.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- La vente de la cigarette électronique est-elle autorisée au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, le Ministre peut-il me fournir des chiffres y relatifs?

- Quels sont les risques de santé qu'encourent les consommateurs, comparés à la cigarette classique?

- Est-ce que des personnes exposées non-fumeuses encourent des risques face à ce type de cigarette?

- Quelle est la position du Ministère de la Santé vis-à-vis de la cigarette électronique?

- Comment voit Monsieur le Ministre cette nouvelle forme de fumer dans le contexte de la loi antitabac?

**Réponse** (14.2.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Tout d'abord, je me permets de renvoyer l'honorable Parlementaire à ma réponse à la question parlementaire n°1105 de l'honorable Dé-



puté Jean Colombera (cf. *compte rendu n°8/2010-2011*) et de l'informer que la cigarette électronique n'est actuellement réglementée ni au niveau national, ni de manière harmonisée au niveau de l'Union européenne.

À ce jour, les discussions relatives à la cigarette électronique, menées au niveau des instances communautaires, n'ont pas encore abouti à une réglementation au niveau européen.

Par ailleurs, mes services ne disposent pas de statistiques quant au nombre de ventes de cigarettes électroniques au Luxembourg.

La cigarette électronique existe depuis quelques années et il s'agit d'un dispositif électronique imitant l'aspect d'une cigarette, et servant à délivrer à son utilisateur de la fumée artificielle aromatisée qui est inhalée et contient ou non de la nicotine.

Le dispositif électronique de la cigarette électronique contient une source de courant électrique, un générateur d'aérosol et une cartouche remplaçable renfermant un liquide. Lorsqu'un consommateur tire sur l'embout buccal, le dispositif électronique est activé et le liquide est réchauffé jusqu'à 65°C afin de produire une fumée d'aérosol destinée à être inhalée par le fumeur.

Le liquide est composé à 90% de propylène glycol, et contient également des arômes (arômes de tabac, de fruits, de café, de chocolat, menthe, rhum, vanille, amandes, caramel etc.), de l'éthanol et de la glycérine, ainsi que parfois de la nicotine et ce à des concentrations variables (entre 0-24 mg de nicotine par cartouche généralement). Lorsque le liquide contient de la nicotine hautement dosée, une cartouche de liquide équivaut à environ un paquet de cigarettes.

Les études scientifiques explorant l'éventuelle innocuité ou nocivité de la cigarette électronique restent lacunaires à l'heure actuelle.

Il semble avéré que la fumée de propylène-glycol produit des irritations au niveau des voies respiratoires lorsque inhalée de manière répétitive.

Des analyses toxicologiques ont également démontré que les quantités de nicotine absorbées, à concentration égale par cartouche, peuvent varier d'un individu à l'autre et selon le comportement inhalatoire du fumeur.

Par ailleurs, des substances cancérogènes et notamment des nitrosamines ont été décelées dans le liquide de la cigarette électronique, mais à des concentrations bien moindres que dans une cigarette normale. Les scientifiques supposent qu'il s'agit d'impuretés imputables au processus d'extraction de la nicotine.

Il n'existe actuellement pas d'étude scientifique démontrant l'efficacité de la cigarette électronique pour le sevrage tabagique. Selon certains, elle pourrait représenter au contraire un produit d'initiation à la consommation tabagique, de par les arômes sucrés et fruités qu'elle contient, qui sont surtout attractifs pour les jeunes consommateurs. Elle pourrait également entretenir et aggraver l'addiction à la nicotine.

Son utilisation dans les zones où il est interdit de fumer est déconseillée alors qu'il n'est pas possible actuellement d'évaluer le degré de pollution atmosphérique produit par les émissions de fumée exhalée, donc son degré de nocivité pour autrui.

Selon l'OMS, au vu du manque d'évidence scientifique existant à l'heure actuelle, toute publicité arguant un bénéfice pour la santé, une nocivité moindre ou une utilité dans les traitements d'aide au sevrage tabagique devrait être interdite jusqu'à preuve du contraire.

Ainsi, je ne manquerai pas de suivre aussi bien les évolutions au niveau de l'élaboration d'une réglementation communautaire en la matière que relatives aux études scientifiques ayant trait à la cigarette électronique afin d'en réglementer éventuellement l'utilisation au niveau national.

### Question 1837 (5.1.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les relations du Premier Ministre avec la presse:

Monsieur le Premier Ministre a offert, comme tous les ans, une réception du Nouvel An aux journalistes actifs au Luxembourg. Dans ce contexte, il a mis en garde contre une «Kumpanei» (copinage) entre les hommes politiques et les journalistes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1) Pourquoi Monsieur le Premier Ministre offre-t-il tous les ans une réception à la presse? Cet acte, que les ministres font normalement pour leurs collaborateurs, ne risque-t-il pas déjà en soi de créer l'impression que Monsieur le Premier Ministre se considère en quelque sorte comme le supérieur de la presse? Cette impression n'est-elle pas renforcée par le fait que Monsieur le Premier Ministre «loue» la presse pour son travail? Dans quels autres pays le Premier Ministre offre-t-il une réception à la presse à l'occasion du Nouvel An?

2) Pourquoi Monsieur le Premier Ministre prend-il la parole à de telles occasions, alors que le Ministre des Communications et des Médias est un autre membre du Gouvernement?

3) Monsieur le Premier Ministre ne pense-t-il pas que le fait d'offrir tous les ans un déjeuner à des journalistes à l'occasion de l'Octave pourrait faire naître une sorte de copinage qu'il semble pourtant redouter tellement?

4) Monsieur le Premier Ministre estime-t-il opportun de donner des conseils aux journalistes lors de la réception du Nouvel An, par exemple sur la manière de traiter telle ou telle autre a.s.b.l., comme il l'a déjà fait par le passé?

5) Monsieur le Premier Ministre estime-t-il judicieux de remettre personnellement des distinctions honorifiques à des journalistes? Ne pense-t-il pas que, pour souligner l'indépendance de la presse, cette remise devrait se faire par une autre personnalité non directement engagée dans les affaires politiques?

6) Monsieur le Premier Ministre estime-t-il opportun de multiplier les interviews de fin d'année dans les hebdomadaires et autres organes de presse, ce qui, aux yeux d'un observateur non averti, pourrait ressembler à un culte de la personnalité comme on le connaît dans quelques pays lointains?

### Réponse (12.1.2012) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat:

1) Les vœux de Nouvel An que le Premier Ministre présente à l'ensemble de la presse reposent sur une tradition vieille de plusieurs décennies. Je ne l'ai pas inaugurée, et je ne compte pas y mettre un terme.

L'idée que, par le fait de présenter des vœux de Nouvel An à la presse, je me considérerais comme son supérieur ne m'est jamais venue à l'esprit.

Je n'ai pas «loué» la presse pour le contenu des commentaires qu'elle peut avoir faits, mais pour le caractère complet des informations nationales et internationales qu'elle prodigue - performance quotidienne remarquable vu les faibles effectifs des rédactions luxembourgeoises. Pour le reste, les journalistes luxembourgeois ne sont pas des brebis dociles qui se laisseraient attendrir par les discours adoucissants et laudatifs du Premier Ministre.

Il est d'usage que les chefs de Gouvernement étrangers présentent leurs vœux à la presse, notamment en France.

2) Le Service des Médias et des Communications et le Service Information et Presse relèvent des attributions du Ministère d'Etat. Que le Premier Ministre, tout comme le Ministre des Communications, s'exprime à l'occasion de la cérémonie des vœux constitue une évidence et un signe élémentaire de pure politesse.

3) Mon prédécesseur a pris pour habitude d'inviter les journalistes assistant à sa conférence de presse à un déjeuner lors de l'«Oktavmäertchen», tout comme certains groupes parlementaires et partis rencontrent la presse dans un cadre décontracté à la fin des sessions parlementaires. Le «copinage», contre lequel j'ai mis en garde journalistes et hommes politiques, est tout à fait autre chose. Il ne faut pas confondre convivialité et copinage.

4) Je suis libre de mes propos lorsque je m'exprime devant la presse.

5) Lors de la fête nationale, les membres du Gouvernement remettent des distinctions dans les ordres nationaux à nos concitoyens qui ont acquis des mérites dans l'exercice de leur profession; comme par exemple aux fonctionnaires, aux salariés, aux commerçants et aux artisans. Je ne vois pas au nom de quel principe un traitement identique devrait être refusé aux journalistes qui entretiennent des relations professionnelles multiples avec les services dépendants du Ministère d'Etat.

6) Je ne sollicite pas les entretiens de presse qui me sont proposés et demandés en fin d'année. Je réponds aux questions très souvent critiques des journalistes au lieu d'adresser un message solennel au pays. Le fait d'accorder les interviews qui me sont demandées ne peut être assimilé ni par des «observateurs non avertis» ni

par l'observateur averti, comme tel est le cas de l'honorable Député, à un culte de la personnalité. Là où la presse se voue au culte de la personnalité, elle n'a pas le droit de poser des questions. La presse luxembourgeoise n'est pas au service du Premier Ministre, elle l'interroge. La presse luxembourgeoise se veut critique et elle l'est. Il n'y a aucune raison de s'en plaindre.

### Question 1838 (6.1.2012) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant les projets luxembourgeois CDM (Clean Development Mechanism):

Das Kyoto-Protokoll bietet den Regierungen und den Unternehmen aus den Industrieländern die Möglichkeit, einen Teil ihrer Emissionsverpflichtungen durch Projekte im Klimaschutz in den Entwicklungsländern mittels der CDM-Zertifikate zu erfüllen.

Derartige Projekte helfen im Kampf gegen den Klimawandel, da die Vermeidungskosten pro tCO<sub>2</sub>-Äquivalent wesentlich geringer sind als in den Industrieländern. Zahlreiche wissenschaftliche Untersuchungen zeigen, dass Afrika mit seinen geringen CO<sub>2</sub>-Emissionen am wenigsten zur Erderwärmung und zum Klimawandel beiträgt, jedoch am meisten betroffen ist. Die grassierende Armut gilt als die stärkste Begrenzung hinsichtlich der Emissionen. Das Bevölkerungsprogramm der Vereinten Nationen (UNPP) geht in seinen Projektionen für das Jahr 2050 von einer Verdoppelung der Bevölkerung Afrikas auf zwei Milliarden Menschen aus.

Während erwartet wird, dass die Emissionen der Industrieländer auf hohem Niveau stagnieren werden, zum Teil rückläufig sind, werden die Mehremissionen aus den Entwicklungsländern stammen. Die ersten Auswirkungen des Klimawandels treffen insbesondere Afrika und es sollen dort vermehrt CDM-Entwicklungsprojekte durchgeführt werden. In diesem Zusammenhang soll auf die wertvollen Hilfestellungen der Europäischen Investitionsbank (EIB), der deutschen Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) und der Afrikanische Entwicklungsbank (AEB) hingewiesen werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen die folgenden Fragen stellen:

- Welche CDM-Projekte wurden in den Entwicklungsländern durchgeführt?

- Wurde eine ähnliche Struktur wie die KfW mit der Abwicklung der Projekte beauftragt, welche über den Klimaschutzfonds Emissionsgutschriften aus Entwicklungsländern erwirbt?

- Welche inländischen Unternehmen beteiligen sich mit welcher Menge an tCO<sub>2</sub>-Äquivalenten an diesen Projekten und in welchen Ländern?

- Hat sich Luxemburg auch an dem „Post-2012-Carbon-Fund“ der EIB beteiligt?

### Réponse (15.2.2012) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

En réponse aux différentes questions que pose l'honorable Député au sujet des transactions du Luxembourg de droits d'émission de CO<sub>2e</sub> dans les pays en voie de développement, la participation des entreprises nationales à ces projets ainsi que l'utilisation des services proposés par des différentes banques multilatérales ou institutions nationales ou régionales de développement, il y a lieu de faire les explications suivantes:

1. Projets bilatéraux pour un développement propre dans les pays en voie de développement

Le Luxembourg a actuellement conclu huit transactions bilatérales utilisant le mécanisme pour un développement propre (MDP ou CDM).

Toutes les huit transactions utilisant le CDM visent à acheter des tCO<sub>2e</sub> qui sont ou seront générées avant la fin de 2012 et qui peuvent être utilisées pour la première période d'engagement Kyoto 2008-2012.

La majorité des réductions d'émission contractées des huit projets CDM proviennent de projets éoliens (43%), suivis par des projets d'efficacité énergétique (23%), des projets de captage et combustion/utilisation du biogaz issu des décharges à ordures ménagères (16%) et des projets de biomasse (8%). Le plus grand nombre des projets sont localisés en Amérique latine et dans la région des Caraïbes (44%), suivi par l'Asie de l'Est, notamment la Chine (43%) et de l'Asie du Sud (3%).

Brève description des projets

1.1. El Salvador

Le projet «Nejapa Landfill in El Salvador» concerne la récupération de gaz de décharge,

afin de réduire les émanations d'odeur et les émissions de polluants et avec le but de construire une installation de production d'électricité à partir des gaz récupérés. En novembre 2011, une centrale de production d'électricité à base du biogaz récupéré à la décharge de Nejapa a été inaugurée avec une capacité initiale de 6 MW. La décharge en question reçoit les déchets de la zone métropolitaine de San Salvador et d'une centaine de municipalités.

1.2. Chine

Ce projet concerne trois parcs éoliens avec une capacité combinée de 147,75 MW et une production combinée de 320 GWh/an. L'électricité produite est injectée dans les réseaux de Chine du Nord, Nord-est et Est. Les parcs éoliens contribuent ainsi à des réductions d'émissions de gaz à effet de serre qui auraient autrement été émis par des installations de production d'électricité classiques.

1.3. Mexique

Le projet «Milpillas Landfill Gas Recovery, Te-mixco, Mexico» porte sur la construction et la mise en opération d'un système de collecte et de brûlage de gaz de décharge du site Milpillas-Tetlama. Cette dernière est fermée depuis octobre 2006 après 30 années de fonctionnement et un volume total de déchets estimé à 9 millions de tonnes. Il n'y a à ce stade pas de projets d'utiliser les gaz récupérés pour produire de l'électricité. Un élément central de ce projet est aussi la prévention de la contamination du sol et des eaux à proximité du site, ces efforts ont porté sur le recouvrement de la décharge, la récupération et le simple traitement des eaux de lixiviation ainsi que la déviation des eaux pluviales de la décharge.

1.4. Inde

Le projet est localisé près du village de Chilakapalem et concerne une installation fonctionnant à la biomasse d'une capacité de 6 MW et 38 GWh/an. Le produit de l'électricité est opéré à partir du surplus de résidus provenant de l'agriculture, qui autrement auraient été brûlés dans les champs ou éliminés (rice husk, jute sticks, saw dust, bagasse). Le projet crée des emplois et par ailleurs génère des revenus supplémentaires pour les agriculteurs locaux en créant une demande pour ces résidus de biomasse qui n'auraient pas de valeur économique en absence du projet CDM.

1.5. Brésil

Ce projet porte sur la mise en place d'une installation de collecte et de brûlage de gaz de décharge. La décharge de Lara, située dans la zone industrielle de Maua, est exploitée depuis 1987 et reste ouverte jusqu'en 2014. Actuellement, y sont déversées entre 1.500 et 2.100 tonnes de déchets par jour.

1.6. Amérique latine

Le projet concerne la distribution en deux phases de douze millions de lampes CFL (Compact Fluorescent Lightbulbs) à des ménages pauvres. Chaque ménage signera un contrat qui assurera que les lampes CFL seront utilisées de façon responsable et qu'une revente sera évitée (chaque ménage recevra au plus quatre lampes CFL de 20 Watts, chacune remplaçant une lampe classique de 100 Watts). Les économies en énergie électrique sont estimées à 700 MWh/an pour le projet.

1.7. Brésil

Il s'agit de trois projets visant l'augmentation de l'efficacité de la génération de vapeur dans des unités de cogénération. Cette vapeur supplémentaire est utilisée pour produire de l'électricité. La capacité totale supplémentaire est de 62 MW générant annuellement 170.000 MWh d'électricité. La ressource renouvelable est de la bagasse, un produit dérivé de la production de sucre.

1.8. Ce projet concerne l'acquisition, en deux étapes, de 370.000 CERs à partir de projets éoliens.

Jusqu'à présent le Luxembourg n'a pas encore acquis par voie bilatérale des tCO<sub>2</sub> des projets MDP en Afrique. La raison principale étant le nombre limité de tels projets en Afrique, surtout dans les pays cibles de la coopération luxembourgeoise. Cependant, le MDDI est en train d'analyser, au sein du Comité interministériel des Fonds Kyoto, les possibilités d'approfondir le développement des projets MDP surtout dans les pays cibles de la coopération luxembourgeoise en Afrique.

2. Utilisation des services proposés par des différentes banques multilatérales ou institutions nationales ou régionales de développement pour l'achat des droits d'émission de CO<sub>2</sub>

Le Luxembourg a, en utilisant des Fonds Kyoto, participé dans cinq fonds carbone gérés par les différentes banques multilatérales ou banques de développement. Cette participation col-





lective s'élève à quelque 43 millions d'euros et devrait procurer au Luxembourg quelque quatre millions de tonnes-équivalents de CO<sub>2</sub>. Toutefois, tout dépend de l'avancement des négociations sur lequel le Luxembourg n'a pas d'influence directe, car celles-ci sont menées par les «carbon managers» engagés par ces différentes institutions financières internationales gérant les fonds carbone, à savoir:

- BioCarbon Fund géré par la Banque mondiale;
- Community Development Carbon Fund géré par la Banque mondiale;
- Asia Pacific Carbon Fund de l'ADB géré par l'Asian Development Bank;
- Multilateral Carbon Credit Fund géré par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD);
- Carbon Fund for Europe géré conjointement par la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque mondiale.

2.1. Le «BioCarbon Fund» est une initiative publique/privée administrée par la Banque mondiale. Sa «Tranche One», à laquelle le Luxembourg participe avec une mise de cinq millions de dollars US, est opérationnelle depuis mai 2004 avec un capital total de 53,8 millions de dollars US. Les projets concernent le boisement et le reboisement (projets LULUCF) et la réduction des émissions de la déforestation et de la dégradation des forêts (projets REDD). Les participants à la «Tranche One» sont: le Canada, l'Espagne, l'Italie et le Luxembourg, ainsi que l'Agence française de développement, Eco-Carbone, ainsi que les firmes japonaises: Idemitsu Kosan Co., Japan Petroleum Exploration Co., Sumitomo Chemicals, Sumitomo Joint Electric Power Co., Suntory, The Japan Iron and Steel Federation, The Okinawa Electric Power Co., Tokyo Electric Power Co.

2.2. Le «Community Development Carbon Fund-CDCF» de la Banque mondiale a été créé en mars 2003. Entre-temps, neuf gouvernements et 16 firmes privées y participent avec un capital total de 128,6 millions de dollars US. La participation du Luxembourg s'élève à dix millions dollars US, soit 7,77% du total. Les participants sont: l'Autriche, Bruxelles-Région, le Canada, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Wallonie, ainsi que les firmes et organisations: BASF, Daiwa Securities SMBC Principal Investments, EdP, Endesa, Fuji Photo Film Co., Göteborg Energi AB, Hidroelectrica del Cantabrico, IBRD as Trustee of the Danish Carbon Fund, Idemitsu Kosan, KfW, Nippon Oil Corporation, Okinawa Electric Power Co., Rautaruuki, Gas Natural, Statkraft Carbon Invest AS, Statoil ASA, Swiss Re.

2.3. Le «Carbon Fund for Europe-CFE» est un fonds géré conjointement par la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement (BEI). Le CFE est opérationnel depuis mars 2007 et dispose d'un capital de 50 millions d'euros. La participation luxembourgeoise s'élève à dix millions d'euros, soit 20% du total. Les participants sont: la Flandre-Région, l'Irlande, le Luxembourg, le Portugal et la société Statkraft Carbon Invest S.A. (Norvège).

Le CFE acquiert des unités de réduction d'émissions de gaz à effet de serre qui proviennent de projets pouvant bénéficier du CDM/MDP et du JI/MOC, et qui sont compatibles avec le système communautaire d'échanges de quotas d'émission, afin de faciliter la participation d'entreprises privées qui doivent réduire leurs émissions au titre des normes fixées par l'UE. En outre, le CFE peut investir jusqu'à 20% de son capital dans des fonds d'investissement verts.

Le CFE prend en considération tous les types de projets qui relèvent des secteurs suivants: énergies renouvelables, efficacité énergétique, récupération du méthane issu de décharges ou de l'épuration des eaux usées, récupération du gaz naturel qui serait autrement brûlé. Le CFE privilégie les projets dont les délais sont relativement courts, de manière à maximiser la création de crédits carbone créés avant 2013. Le CFE a également la possibilité d'acquérir des crédits carbone qui seront générés par ces projets après 2012, mais dans la limite de 40%.

2.4. Le Fonds «Asia Pacific Carbon Fund-APCF» de l'Asian Development Bank (ADB) est opérationnel depuis mai 2007. Le capital total est de 151,8 millions de dollars US. La participation luxembourgeoise s'élève à 15 millions de dollars US, soit 9,88% du total. Les participants au APCF sont: l'Espagne, la Finlande, la Flandre-Région, le Luxembourg, le Portugal, la Suède, la Suisse (Climate Cent Foundation).

2.5. Le «Multilateral Carbon Credit Fund-MCCF» de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est opérationnel depuis fin 2006 et concerne les pays d'Europe Centrale et d'Asie Centrale, y compris la Russie. Les participants sont: l'Es-

pagne, la Flandre-Région, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, la Suède, ainsi que les sociétés Zeroemissions (Espagne), CEZ (République tchèque), Endesa (Espagne), Gas Natural (Espagne) et PPC (Grèce). Son capital s'élève à 190 millions d'euros (respectivement 208 millions d'euros avec les «promissory notes» émises par plusieurs participants. La participation luxembourgeoise au MCCF s'élève à dix millions d'euros.

3. Participation des entreprises luxembourgeoises dans ces projets MDP

À cette date et selon la connaissance du MDDI, aucune entreprise luxembourgeoise n'a participé dans les transactions d'achat des tCO<sub>2</sub> des projets MDP bilatéraux engagés par le Luxembourg ou projets MDP engagés par les différents fonds multilatéraux cités ci-dessus. Il est cependant possible que des entreprises luxembourgeoises aient acheté indépendamment et par leurs propres fonds des tCO<sub>2</sub> de ces projets, car la participation du Luxembourg ou des fonds dans ces projets MDP ne couvre pas toujours toutes les tCO<sub>2</sub> qui ont été mises sur le marché international par ces projets en question.

4. Participation du Luxembourg dans le «Post-2012 Carbon Fund» de la BEI

Le Luxembourg n'a pas participé à cette date dans le «Post-2012 Carbon Fund» de la BEI.

### Question 1839 (6.1.2012) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant les prothèses de hanche et de genou:

La mise en place d'une prothèse est une procédure chirurgicale au cours de laquelle certaines parties d'une articulation sont enlevées et remplacées par un dispositif en matière synthétique, en céramique ou en métal. La prothèse est conçue pour permettre à l'articulation de se mouvoir comme une articulation normale et saine.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Combien de patients reçoivent chaque année au Luxembourg des prothèses de hanche ou de genou?
- Quelle est la moyenne d'âge de ces patients et leur répartition selon le sexe?
- Ces chiffres, soit la quantité soit la moyenne d'âge, sont-ils comparables aux chiffres de nos pays voisins?
- Quelles sont, le cas échéant, les conclusions que Monsieur le Ministre peut en tirer?

### Réponse (13.2.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:

Je voudrais faire part à l'honorable Députée des différentes statistiques qui suivent en ce qui concerne l'implantation de prothèse de hanche, respectivement de genou.

- Nombre de patients ayant reçu au Luxembourg une prothèse de hanche et/ou de genou entre 2008 et 2010

|                   |   | Nombre de patients |      |                    |
|-------------------|---|--------------------|------|--------------------|
| Libellé de l'acte |   | 2008               | 2009 | 2010 <sup>11</sup> |
| 2 E90             | Prothèse totale de la hanche            | 928                | 927  | 878                |
| 2 E91             | Prothèse totale du genou                | 702                | 702  | 691                |
| 2 E96             | Changement de prothèse totale de hanche | 100                | 100  | 112                |
| 2 E97             | Changement de prothèse totale du genou  | 65                 | 62   | 57                 |

Source: CNS

Ce tableau renseigne le nombre de patients ayant reçu au Luxembourg une opération pour l'implantation d'une prothèse de hanche, respectivement de genou et pour le changement de prothèse totale de la hanche, respectivement du genou. Il s'agit des personnes affiliées à l'assurance maladie luxembourgeoise (frontaliers compris), pour lesquelles les positions tarifaires indiquées ci-dessus ont été facturées. Il est possible que le chiffre de 2010 ne soit que provisoire, la réception des facturations n'étant pas encore close.

- Tableau reprenant la moyenne d'âge des patients (exprimée en années)

|                   |  | Moyenne d'âge des patients |       |       |
|-------------------|--|----------------------------|-------|-------|
| Libellé de l'acte |  | 2008                       | 2009  | 2010  |
| 2 E90             | Prothèse totale de la hanche               | 70,59                      | 71,38 | 70,39 |
| 2 E91             | Prothèse totale du genou                   | 68,95                      | 68,19 | 67,25 |
| 2 E96             | Changement de prothèse totale de la hanche | 72,41                      | 71,98 | 71,45 |
| 2 E97             | Changement de prothèse totale du genou     | 67,89                      | 69,24 | 69,44 |

Source: CNS

Ce tableau renseigne la moyenne d'âge de ces patients.

- Moyenne d'âge des patients ayant reçu une prothèse de hanche et/ou de genou selon le sexe (exprimée en années)

| Acte  | Femmes |       |       | Hommes |       |       |
|-------|--------|-------|-------|--------|-------|-------|
|       | 2008   | 2009  | 2010  | 2008   | 2009  | 2010  |
| 2 E90 | 72,93  | 73,87 | 73,18 | 66,85  | 67,23 | 66,01 |
| 2 E91 | 69,57  | 69,17 | 68,45 | 67,56  | 66,28 | 65,14 |
| 2 E96 | 74,25  | 73,76 | 73,24 | 70,07  | 68,95 | 68,34 |
| 2 E97 | 68,53  | 68,73 | 69,58 | 66,45  | 70,50 | 69,16 |

Source: CNS

Le tableau ci-dessus indique la moyenne d'âge par sexe, le tableau suivant renseignant le nombre de patients, par type d'opération, selon le sexe.

- Répartition selon le sexe des patients ayant reçu une prothèse de hanche et/ou de genou

| Acte  | Femmes |      |      | Hommes |      |      |
|-------|--------|------|------|--------|------|------|
|       | 2008   | 2009 | 2010 | 2008   | 2009 | 2010 |
| 2 E90 | 571    | 580  | 536  | 357    | 347  | 342  |
| 2 E91 | 486    | 463  | 439  | 216    | 239  | 252  |
| 2 E96 | 56     | 63   | 71   | 44     | 37   | 41   |
| 2 E97 | 45     | 44   | 38   | 20     | 18   | 19   |

Source: CNS

- Taux des opérations de prothèse de hanche et prothèse de genou dans différents pays de l'Union européenne

| Pays             | Taux/100.000 habitants pour prothèse de hanche en 2005 (2 E90+2 E96) | Taux/100.000 habitants prothèse du genou en 2005 n(2 E91+2 E97) |
|------------------|--|---|
| Luxembourg 1)    | 228  | 165   |
| Luxembourg 2)    | 213  | 151   |
| Royaume Uni      | 165  | 115   |
| Pays-Bas         | 199  | 131   |
| Suisse           | 218  | 158   |
| France           | 222  | 99  |
| Belgique         | 237  | 152   |
| Allemagne (2004) | 190  | 121   |

Source Weyer Stéphanie (2009) Rapport de fin de stage auprès de l'IGSS

Un essai de comparaison avait été réalisé, il y a quelques années pour les données de 2005, avec des données d'autres pays concernant la fréquence de l'opération. Le 1<sup>er</sup> taux relatif au Luxembourg est calculé par rapport à la population protégée (c'est-à-dire affiliée à l'assurance maladie luxembourgeoise) résidente au Luxembourg. Le 2<sup>e</sup> taux relatif au Luxembourg est calculé par rapport à la population résidente totale (méthode de calcul de l'OCED; sont compris des personnes non affiliées à l'assurance maladie luxembourgeoise).

Si le ratio des patients opérés au Luxembourg en 2005 se situe dans le même ordre de grandeur que des pays comme la Belgique, la France et la Suisse (seulement pour la prothèse de hanche en ce qui concerne la France), cette appréciation sommaire doit être relativisée notamment par le fait que les opérations réalisées à l'étranger sur des résidents du Luxembourg ne sont pas incluses dans ces chiffres. Par ailleurs la comparaison devrait plutôt se faire par groupe d'âge.

## Chamber aktuell

CHAMBER TV VOUS PROPOSE TOUS LES LUNDIS ENTRE 20.00 ET 22.00 HEURES LES MOMENTS FORTS DE L'ACTUALITÉ PARLEMENTAIRE.

L'ÉMISSION EST REDIFFUSÉE DU MARDI AU VENDREDI DE 20.00 À 22.00 HEURES, À L'EXCEPTION DES JOURS DE SÉANCE.